Marine Préault

Suivre les revenus résidentiels : une approche par la consommation pour saisir l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine

Volume I

PRÉAULT, Marine. *Suivre les revenus résidentiels* **[en ligne]** *: une approche par la consommation pour saisir l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine. Volume I*. Sous la direction de Samuel DEPRAZ. Thèse de doctorat : Géographie - Aménagement. Lyon : Université Jean Moulin Lyon 3, 2025.

Disponible sur : https://www.theses.fr/2025LYO30051

Document diffusé sous le contrat *Creative Commons* « **Attribution – Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification** »
Vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

N° d'ordre NNT : 2025LYO30051

THÈSE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Membre de la ComUE Université de Lyon

École doctorale n° 483 - Sciences sociales

Discipline : **Géographie - Aménagement**

Soutenue publiquement le 27 novembre 2025, par

Marine PRÉAULT

Suivre les revenus résidentiels :

une approche par la consommation pour saisir l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine

Volume I

Laboratoire de recherche : **EVS, Environnement, ville, société**

Directeur de thèse : **M. Samuel DEPRAZ**

Devant le jury composé de :

M. Samuel DEPRAZ
Directeur de la recherche,
Laboratoire ESPI2R
Groupe école supérieure des professions immobilières, Paris. Directeur de thèse

M. Olivier BOUBA-OLGA
Professeur des universités,
université de Poitiers. Président du jury

M. Marc DEDEIRE
Professeur des universités,
université de Montpellier Paul-Valéry. Rapporteur

Mme Monique POULOT
Professeure des universités émérite,
université Paris Nanterre, Nanterre. Rapporteure

Mme Laurence BARTHE
Maîtresse de conférences,
université Toulouse - Jean Jaurès. Examinatrice

Mme Greta TOMMASI
Maîtresse de conférences,
université de Limoges. Examinatrice

À mes parents,

À ma sœur,

À mes grands-parents.

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à Samuel Depraz, pour la confiance qu'il m'a accordée, d'abord en master dans le cadre de mon mémoire, puis trois ans plus tard, pour cette thèse. Je vous remercie pour vos conseils, pour tout ce que vous m'avez appris et transmis et surtout pour votre exigence toujours pleine de bienveillance.

Je remercie sincèrement les membres du jury, Olivier Bouba-Olga, Monique Poulot-Moreau, Marc Dedeire, Greta Tommasi et Laurence Barthe, d'avoir accepté de lire et de discuter mon travail de thèse. C'est un honneur de pouvoir échanger avec vous.

Je remercie également Cédric Bonnardel, Pierre-Marie Georges et Amélie Tronel qui ont contribué au projet ESTER et donc à cette thèse. Je remercie aussi tout particulièrement Alice Helfer pour son travail sur les enquêtes, je n'aurais pu espérer meilleure co-équipière de terrain !

J'ai également une profonde reconnaissance envers le laboratoire EVS, cadre d'échanges scientifiques toujours stimulants et enrichissants. Je pense en particulier à l'équipe de direction, Étienne Cossart, Anne Honegger et Manuel Appert, pour nos échanges et pour l'attention, tant professionnelle qu'humaine, que vous portez aux doctorantes et doctorants du laboratoire. Je me sais chanceuse d'avoir pu effectuer ma recherche au sein de ce laboratoire.

Je remercie particulièrement Carla et Patrick pour le travail de gestion au quotidien. J'ai eu la chance de pouvoir travailler quelques temps avec vous sur les aspects de gestion de la recherche. Je sais à quel point le bon déroulé de cette thèse, mais aussi de la recherche, vous doit beaucoup.

Mes remerciements vont aussi aux membres de mon CSI, Florence Nussbaum et Éric Charme, pour les très bons conseils apportés à chaque rencontre.

Les années doctorales ne sont pas entièrement dédiées à la thèse. J'ai ainsi pu enseigner la géographie, une expérience professionnelle qui a enrichit ma recherche. Je remercie donc les équipes d'enseignant·e·s chercheur·euse·s de Lyon 3 et de l'ENS

de Lyon pour m'avoir renouvelé leur confiance durant mes trois années de contrat doctoral ainsi que mes deux années d'ATER à l'ENS de Lyon. Je garderai le souvenir d'années intenses mais très enrichissantes à vos côtés. J'ai également une pensée pour les étudiantes et étudiants croisés toutes ces années.

Cette thèse n'existerait pas sans son terrain. Je remercie toutes les personnes rencontrées en Dombes pour nos échanges et pour m'avoir aidée à mieux connaître et comprendre ce territoire. Je vous remercie pour votre temps, votre gentillesse et même pour l'accueil à votre domicile. On m'avait dit que le porte-à-porte était une corvée, je pense donc à toutes celles et ceux qui m'ont aidée à l'apprécier. Je remercie aussi tout particulièrement les personnes qui nous ont aidés en nous conviant aux fêtes de village et en relayant notre passage. Enfin, je remercie l'ensemble du personnel de la Communauté de communes de la Dombes pour votre accueil tout au long des enquêtes auprès des habitantes et habitants.

Plus récemment, j'ai eu l'occasion de débuter un nouveau projet de recherche dans le cadre de la plateforme POPSU. Celle-ci a été l'occasion d'un retour en Dombes, mais aussi d'explorer de nouveaux terrains à Clisson au sein d'une nouvelle équipe. Je remercie donc Jérôme Rollin, Maryame Amarouche et Louise Briand. Ce projet, grâce à nos échanges, a fortement contribué à nourrir les plus récentes réflexions de cette thèse.

À l'issue de ce travail, j'ai bien évidement une pensée par là où il a débuté. Je remercie donc celles et ceux qui ont précédé cette thèse, mais sans qui je n'aurais probablement pas pu la réaliser. Je remercie ainsi les sénateurs du Rhône et de la Vendée pour leur intervention auprès du Rectorat de Versailles, sans laquelle je n'aurais eu la disponibilité pour effectuer ce travail. Je pense également aux assistantes et assistants parlementaires qui m'ont conseillée dans ce parcours pour obtenir ma disponibilité.

J'ai également une pensée chaleureuse pour les collègues du lycée du Parc des Loges qui m'ont accompagnée et soutenue dans cette démarche, mais aussi quotidiennement sur ces deux années d'enseignement au lycée. Je remercie tout particulièrement : Gabrielle, Édith, Léon, Pierre, Noémie, Sarah, Fanny, Mathilde et Raphaëlle. Surtout, je te remercie Caroline : tu as été un soutien indéfectible depuis la première année de TZR jusqu'à aujourd'hui. Si, en août 2019, j'ai eu la chance de te rencontrer en tant que collègue, je me sens aujourd'hui encore plus chanceuse de te

compter parmi mes plus précieuses amies. J'ai également une pensée pour tes parents, présents dès mes premiers pas de retour à Lyon ainsi que dans le vol de mon ordinateur portable.

Cette thèse doit aussi beaucoup aux compagnons de thèse du quotidien, en premier lieu les collègues de la 505 : Amélie, Anne, Damien, Jessica, Vincent (mention spéciale pour les inspirations de titre), Omeya, Célia, Jeanne, William (mention spéciale pour le déblocage en urgence sur QGIS), Hugo, Mathilde, Anna, Maëva, Marie, Sarah et Mathilde. Un merci tout particulier à Clara, pour cette entraide lors de la dernière ligne droite ensemble, jusqu'au jour J. Je pense aussi à l'équipe des représentants et représentantes des doctorants et doctorantes du laboratoire : Amber, Arthur, Pierre, William et Noé.

Ces deux dernières années, j'ai aussi eu la chance d'être entourée des collègues des de l'ENS : un grand merci à toutes et tous ; mention spéciale à Chloé, Maïlys, Jean-Benoît, Jeanne, Ninon, et surtout Clément et Élise pour le soutien jusqu'aux derniers instants. Vous avez contribué à rendre cette fin de thèse plus douce.

Il y a aussi celles et ceux qui ont accompagné, sans le savoir, le travail de cette thèse. Leur « présence » a adouci le travail quand il nécessitait de s'accrocher, la nuit, les week-end, en soirée, lors des longs nettoyages de données : Angèle, Charlotte Cardin, Chaton, Emma B, Irène Drésel, Laurent Garnier, Lofi Girl, MRD, Peggy Gou, Ponce, Rivenzi, Sofiane Pamart, Solann, Thylacine, Ultia, Yoa et tant d'autres.

Et surtout :

Un immense merci à tous mes amis et amies qui m'ont accompagnée de près ou de loin sur ces cinq années : Amandine, Sarah, Thomas, Danisse, Marion, Florine, Caroline, Frances, Thea, Clémence, Alice, Estelle et Lucile. Merci à la Crème de la crème : Adèle, Cyril, Florian, Charlotte, Matthieu, Gaëtan, Marion, Héléna, Clémence, Aurore, Nicolas, Fanny, Sophie et Julien. Les sorties et le week-end trail dans la Drôme ont été véritables respirations dans ce parcours. J'ai hâte de poursuivre, l'esprit plus léger, ces aventures avec vous. Merci à Vincent, Audrey, Arthur, Mathilde, Raphaël et Maxime pour les moments festifs, les rires et les débats fatigués qui ont rythmé ces dernières années. Merci à mes amis de Vendée et de Nantes : Alexis, Twist, Fifine, Léa, Simon, Jérémy, Chloé, Jimmy, Eden, Fabien, Valentin, Manon, Micka, Quentin, et surtout Julien, Julie, Marine et Marion pour vos mots de soutien jusque dans les derniers jours. Merci à Lise, Louise, Clarisse et bien sûr Émilie, qui m'a vue écrire ces dernières lignes. Je dois beaucoup à votre soutien depuis tant d'années. Un très grand

merci à Léa pour ta présence, ton écoute et tant d'autres choses encore depuis quinze ans. J'ai hâte de nos prochains appels et vocaux interminables qui raconteront la suite de cette aventure.

Je remercie ma grand-mère, mes tantes, oncles, cousines et cousins d'avoir toujours pris des nouvelles : ça y est, cette fois-ci, j'ai vraiment fini. Je remercie surtout mes parents, qui m'ont toujours accompagnée et soutenue toutes ces années. Merci à Lucie, pour nos échanges, ta compréhension et tout ce que tu m'as fait découvrir et qui m'a accompagnée tout au long de cette thèse.

Enfin, je te remercie, Vincent, pour la tendresse de ton soutien, ta patience et pour la sérénité que tu as apportée à ce travail. J'ai hâte de vivre la suite avec toi.

Clés de lecture

Écriture inclusive

La thèse a été rédigée pour respecter au mieux les règles de l'écriture inclusive afin d'éviter les formes de discrimination à l'écrit. Le choix des règles suivantes s'est en grande partie fait suite à la lecture du chapitre « Autrice, oubli d'un mot d'un mot et d'une profession » du livre de Titiou Lecoq (2023)[1]. Quand cela était possible, j'ai eu recourt à des formulations neutres, sinon j'ai utilisé les genres féminins et masculins. Pour les titres, tables et illustrations, j'ai eu recours au point médian pour éviter les répétitions et des textes trop longs. Concernant les accords, j'ai eu recourt aux accords de proximité, issu du latin : les adjectifs sont accordés avec le mot le plus proche auquel il se rapporte.

Une thèse à plusieurs mains

Cette thèse s'inscrit dans le cadre du programme de recherche ESTER (Évaluer les Effets Socio-Territoriaux de l'Économie Résidentielle), une partie des résultats et du travail exposés ici sont donc aussi le résultat d'un travail de recherche collectif. J'explicite donc tout au long de la thèse les auteurs et autrices des différents travaux quand ils sont mentionnés. J'ai également recours à la première personne du pluriel quand les réflexions mentionnées sont les résultats de discussions collectives. J'utilise la première personne du singulier quand ce sont mes propres réflexions.

Carte

Afin de situer les communes et le territoire dont il est question dans la thèse, la version papier du manuscrit est accompagnée d'un marque page sur lequel se trouve une carte de la Communauté de communes de la Dombes.

Traduction

Les traductions sont de l'autrice, parfois aidée de l'outil Deepl.

[1] Lecoq T (2023), *Les grandes oubliées. Pourquoi l'Histoire a effacé les femmes*, Proche, Paris

Usage de l'intelligence artificielle

Le recours à l'intelligence à artificielle dans le cadre de ce travail a uniquement servi à accompagner l'utilisation des logiciels, pour retrouver des manipulations ou pour l'interprétation de messages d'erreurs, dans le logiciel R notamment.

Liste des sigles et acronymes

Les sigles et acronymes sont systématiquement accompagnés de leur signification la première fois qu'ils apparaissent dans le texte.

AAV – Aires d'Attraction des Villes
ACM – Analyse en composantes multiples
ACP – Analyse en Composantes Principales
AML – Aire Métropolitaine Lyonnaise
AMRF – Association des Maires Ruraux de France
AOC – Appellation d'Origine Contrôlée
APPED – Association de Promotion des Étangs de la Dombes
ASSEDIC – Association pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce
BIC – Bénéfices Industriels et Commerciaux
BNC – Bénéfices Non-Commerciaux
BPE – Base Permanente des Équipements
CAF – Caisse d'Allocations Familiales
CAH – Classification Ascendante Hiérarchique
CSP – Catégorie Socio-Professionnelle
DATAR – Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale
DGI – Direction Générale des Impôts
EPCI – Établissement Public de Coopération Intercommunale
ESTER – Évaluation des Effets Socio-Territoriaux de l'Économie Résidentielle
HAL – Hyper Article en Ligne
MSA – Mutualité Sociale Agricole
NEG – Nouvelle Économie Géographique
ONU – Organisation des Nations Unies
PIB – Produit Intérieur Brut
PLU – Plan Local d'Urbanisme
PME – Petites et Moyennes Entreprises
RCM – Revenus des Capitaux Mobiliers
RF – Revenus Fonciers
RGPD – Règlement Général sur la Protection des Données
RPI – Regroupements Pédagogiques Intercommunaux
RSA – Revenu de Solidarité Active
SAU – Surface Agricole Utile
SCoT – Schéma de Cohérence Territoriale
SIREN – Système d'Identification du Répertoire des Entreprises
SPL – Systèmes Productifs Locaux
ZAU – Zonage en Aires Urbaines
ZAUER – Zonage en Aires Urbaines et Emplois de l'Espace Rural
ZNIEFF – Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique
ZPUI – Zones de Peuplement Industriel ou Urbain
ZUU – Zonage en Unités Urbaines

Sommaire

Remerciements ..... **I**

Cles de lecture ..... **VII**

Liste des sigles et acronymes ..... **IX**

Sommaire ..... **X**

Introduction **1**

PREMIERE PARTIE : COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DES ESPACES RURAUX SOUS INFLUENCE METROPOLITAINE EN RENOUVELANT L'APPROCHE PAR L'ECONOMIE RESIDENTIELLE **13**

Chapitre 1. Confirmer l'intérêt de théorie de la base économique et l'économie résidentielle pour l'étude des territoires ruraux sous influence métropolitaine **17**

Chapitre 2. Une approche de l'économie résidentielle par la géographie sociale pour comprendre l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine **83**

DEUXIEME PARTIE : CIRCULATION DES REVENUS RESIDENTIELS ET EPAISSISSEMENT TERRITORIAL DES ESPACES RURAUX SOUS INFLUENCE METROPOLITAINE **163**

Chapitre 3 : Mesurer la contribution de l'économie résidentielle au fonctionnement économique des territoires ruraux et périurbains sous influence métropolitaine **169**

Chapitre 4 : Une approche fine du secteur domestique à partir des revenus de consommation **221**

Chapitre 5 : Des pratiques de consommation qui traduisent un réseau de polarités pratiquees par les ménages du territoire **275**

TROISIEME PARTIE: LES CONSEQUENCES DE LA PANDEMIE SUR DANS LES TERRITOIRES : UNE NOUVELLE ETAPE DANS L'EPAISSISSEMENT TERRITORIAL DES ESPACES RURAUX SOUS INFLUENCES METROPOLITAINE ? **355**

Chapitre 6 : La résilience de l'économie résidentielle et du territoire dans un contexte multi-crise **359**

Chapitre 7 : La Dombes post-covid : épaississement territorial ou nouvelle étape de la periurbanisation ? **403**

Conclusion **469**

Bibliographie **477**

Table des tableaux **497**

Table des figures **499**

Table des matieres **503**

Introduction

> Élu·e : « On n'a pas d'activité économique parce qu'on voulait développer une zone d'activité économique entre Saint-André-de-Corcy et notre commune, et le préfet nous l'a interdit parce qu'il ne voulait pas installer une continuité d'urbanisme le long de la RD 1083. Donc on n'a jamais pu faire de zone d'activité économique. Donc, ce qui fait nos recettes, c'est quoi ? C'est les dotations de l'État. C'est ce qu'on obtient au niveau des logements […].
>
> Marine : Est-ce que ce que j'ai mentionné : le tourisme, les loisirs et les retraites ; ça peut selon vous, constituer un potentiel de développement pour la commune ?
>
> Élu·e : Non, non. Le potentiel de développement pour la commune, ce qui peut nous emmener, je dirais de la richesse maintenant, c'est faire des projets de logements. C'est la seule façon de faire rentrer de l'argent avec la taxe d'aménagement, avec la DGF[2], avec la taxe sur le foncier. C'est ce qui nous fait rentrer de l'argent. Le reste ? Rien du tout. Quand je fais mon budget, tout ce que vous avez cité, ça n'a pas d'impact pour moi. »
>
> Entretien avec un·e élu·e réalisé le 04/01/2022

Cet extrait d'entretien met en exergue l'un des questionnements à l'origine de la thèse et du projet de recherche dans lequel elle s'insère : malgré les nombreux travaux menés sur l'économie résidentielle depuis les recherches de Laurent Davezies et Magalie Talandier, les élues, élus, les actrices et acteurs de l'aménagement ont-ils connaissance de cette approche ? Retrouve-t-on, dans les politiques locales, des mesures renvoyant à la prise en compte des revenus résidentiels dans les différents territoires et collectivités ?

[2] La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) est la principale dotation de fonctionnement que l'État verse aux collectivités territoriales. Elle comprend douze dotations que l'on peut diviser en deux parts : une part forfaitaire qui prend en compte des réformes fiscales passées ; une part péréquation pour les collectivités les plus défavorisées. La DGF est une compensation versée suite à la suppression d'un certain nombre d'impôts locaux.

Ce premier constat motive donc le souhait de reprendre les travaux menés sur cette approche économique des territoires par les revenus qui y circulent et, non pas, par leur seule activité de production. Cette approche, nommée théorie de la base économique, permet ainsi de prendre en considération l'ensemble des revenus mis en circulation sur les territoires, quelle que soit l'échelle considérée : les revenus des salariés des secteurs productifs des communes, les revenus des salariés travaillant en-dehors de la commune de résidence, les revenus des fonctionnaires, les revenus liés à la pratique touristique ainsi que les revenus de distribution sociale et de santé. Ce faisant, la théorie de la base économique permet d'envisager l'ensemble de ces revenus comme des leviers potentiels à activer dans le fonctionnement des territoires.

La consommation comme activité structurante des espaces ruraux sous influence métropolitaine

La théorie de la base économique comme contestation des modèles centre-périphérie

Les approches économiques de l'espace ont longtemps mobilisé des modèles centre-périphérie, tels que la théorie des lieux centraux (Christaller, 1933), pour expliquer la répartition des forces de production. Dans la plupart de ces modèles, la ville est le lieu qui concentre les marchés et la production. Logiquement, cet espace se localise donc au centre des campagnes qui disposent des ressources nécessaires à cette production. Ces modèles placent donc d'emblée les espaces ruraux dans une situation d'espaces « dominés » vis-à-vis des espaces urbains. Ce modèle centre-périphérie ne cesse, par la suite, d'être renforcé par les dynamiques de métropolisation qui continuent de concentrer une partie de la production et, notamment, des services à forte valeur ajoutée, du tertiaire supérieur ou des hautes fonctions de commandement, associés aux emplois métropolitains supérieurs.

Pourtant, la renaissance rurale (Kayser, 1990) entamée depuis les années 1970 contribue à diversifier les représentations du fonctionnement économique des espaces ruraux dont les géographes reconnaissent la multifonctionnalité (Delfosse & Poulot, 2019). Les économistes, de leur côté, mettent en évidence la présence d'activités

productives en-dehors des espaces métropolitains que ce soit pour des logiques d'implantation qui ne nécessitent pas de concentration des activités (Crozet, 2000) ou par concentration au sein d'espaces productifs localisés en-dehors des espaces métropolitains (Pecqueur & Zimmermann, 2004). Ces approches du développement local alimentent d'autres perceptions du rural, moins dépendant des espaces urbains. La théorie de la base de Laurent Davezies renforce ces contestations des modèles centre-périphérie avec son approche par la circulation des revenus, démontrant que les régions les moins productives sont celles où l'on trouve les meilleurs indices de développement (Davezies, 2008b). En cause : la circulation des individus et – avec eux – des revenus ainsi que la redistribution d'une partie des revenus par les États qui induisent une géographie du développement décorrélée de la géographie de la production (Davezies, 2009). Magali Talandier vient approfondir ces modèles en démontrant que si tous les territoires sont alimentés par les revenus résidentiels, ces revenus constituent une majorité considérable des apports pour les espaces ruraux (Talandier, 2007, 2008b). Dans la suite des travaux sur la renaissance rurale, ces résultats ouvrent la voie à d'autres travaux espaces ruraux désormais considérés comme des espaces « productivo-résidentiels » au fonctionnement économique dû à la fois à leur production, mais aussi à l'accueil de touristes ou de résidents permanents qui alimentent les services présents, aussi appelé secteur domestique (Talandier, 2008a, 2018).

La géographie de la consommation comme approche de l'économie résidentielle

La grande majorité des travaux portant sur l'économie résidentielle se concentrent sur la circulation des revenus en ayant une approche par une origine de revenus (souvent le lieu de travail des ménages) et un lieu de dépenses renvoyant au territoire de résidence. Tout se passe comme si le seul canal de circulation des revenus allait du lieu de travail au domicile des individus. Pourtant, rien ne permet d'affirmer la consommation effective de ces revenus dans la commune de résidence. Dans une société à individus mobiles (Ollivro, 2005; Stock, 2006), ce qui est particulièrement le

cas pour les espaces ruraux sous influence métropolitaine (Cailly, 2007; Jousseaume *et al.*, 2017; Pradel *et al.*, 2014, 2015), les mobilités des ménages sont loin de se limiter aux mobilités domicile-travail : elles concernent tout autant les loisirs, les consommations alimentaires, les consommation liées à l'habillement, les déplacements vers des professionnels de santé et pour tout autre service.

J'ai donc privilégié, dans cette thèse, une approche par les flux de revenus consommés par les ménages pour comprendre les motifs de consommation des biens ou des services et quels territoires parviennent le mieux à capter ces revenus. En ce sens, cette recherche s'inscrit dans les travaux de géographie sociale de la consommation, avec notamment une approche par les budgets-ménages. La circulation des revenus de consommation, qu'ils résultent d'achats contraints ou d'achats-plaisirs (Lemarchand, 2008, 2011), permet d'étudier la formation de polarités commerciales, pratiquées par les ménages.

Une approche par la géographie sociale : ancrage, représentations et pratiques de consommation dans les espaces ruraux sous influence métropolitaine

À l'étude de la circulation des revenus s'ajoute donc, dans ma thèse, celle des choix et contraintes concernant les lieux de consommation ou encore le type de point de vente ou de produits choisis. Les travaux sur la maturité des espaces périurbains (Berger *et al.*, 2014; Bonnin-Oliveira *et al.*, 2011) ou encore sur leur épaississement territorial (Vidal & Rougé, 2011) mettent en avant l'ancrage des ménages dans ces espaces : il s'agit un aspect jusqu'alors sous-estimé par les études périurbaines. Cet ancrage renvoie d'une part à la stagnation, voire à la diminution des distances parcourues au moment des trajets domicile-travail, notamment étudiés dans le périurbain francilien (Berger, 2004; Berger *et al.*, 2015; Bonnin-Oliveira *et al.*, 2011). Ce raccourcissement des trajets concerne aussi les autres déplacements qui s'effectuent de plus en plus souvent vers des petites villes et qui contribuent à ancrer les ménages dans les territoires (Berroir *et al.*, 2017; Bonnin-Oliveira *et al.*, 2011). L'ancrage renvoie ainsi au fait de rester sur place, s'opposant à l'éloignement ou à une mobilité constante.

L'ancrage peut aussi renvoyer aux manières vivre ces espaces. Lionel Rougé évoque ainsi l'apprentissage d'une vie périurbaine moins dépendante à la ville centre (Escaffre & Rougé, 2022; Rougé, 2009) (Escaffre & Rougé, 2022; Rougé, 2009). Pour Josette Debroux et Éric Charmes, l'ancrage des habitantes et habitants renvoie ainsi au développement des réseaux de voisinage, à une connaissance de la vie locale et à des investissements dans les associations locales (Debroux & Charmes, 2024). Dans notre cas, l'ancrage des ménages est associé à un ancrage des revenus par la consommation locale, du fait de l'essor de pratiques dans la commune de résidence ou à proximité de celle-ci. Dans la continuité de ces travaux, la thèse ambitionne donc d'interroger la manière dont les facteurs socio-économiques mais, aussi, les représentations liées au territoire peuvent influencer le choix d'une consommation des ménages vers le secteur domestique de leur commune de résidence ou dans une petite ville proche. L'objectif de cette approche est donc de permettre l'identification des leviers d'activation possible, notamment pour les collectivités, pour capter ces revenus.

À l'origine de la thèse : le programme de recherche ESTER

Cette recherche s'inscrit dans le cadre du programme de recherche ESTER (Évaluer les Effets Socio-Territoriaux de l'Économie Résidentielle) qui associe actrices et acteurs de la recherche (UMR 5600 EVS, Laboratoire d'Études Rurales, l'ESPI2R, Université Jean Moulin Lyon 3, Université Lumière Lyon 2), collectivités et actrices et acteurs des territoires concernés (Région Auvergne-Rhône-Alpes, Communauté de communes de la Dombes) et acteurs et actrices du monde associatif (Association des Maires Ruraux de France).

Le projet, porté par Samuel Depraz, part du postulat que la base résidentielle (ou économie résidentielle) peut constituer une alternative au modèle centre-périphérie qui conçoit les espaces urbains comme le lieu de concentration des revenus et de la production. La base résidentielle représente des gisements importants de revenus pour les espaces ruraux grâce au tourisme, à la résidence des retraités ou encore des travailleurs pendulaires. Ces revenus sont donc susceptibles d'être captés par les projets locaux et représentent ainsi des potentiels de leviers à activer dans le

cadre de stratégies de développement local. L'objectif principal du projet est donc d'évaluer l'apport réel de l'économie résidentielle pour les territoires ruraux sous influence métropolitaine afin de conforter les stratégies de développement local en intégrant cette circulation de revenus, encore sous-estimée aujourd'hui. Le deuxième objectif est également d'introduire les revenus des loisirs dans le calcul de la base résidentielle. En contexte proche des métropoles, les espaces ruraux sont susceptibles d'être des espaces de pratiques de loisirs, non seulement pour ses habitantes et habitantes mais aussi pour les citadines et citadines en quête de pratiques d'espaces ouverts (Poulot *et al.*, 2016).

La programme de recherche a ainsi inclus un travail – réalisé en amont de la thèse – visant à collecter les données permettant d'évaluer les revenus de la base résidentielle à échelle communale et intercommunale et d'en déduire ensuite des profils de résidentialité. Ce travail a été réalisé par Amélie Tronel[3], en stage sur le projet auprès de l'AMRF (Association des Maires Ruraux de France). Ces profils ont permis de débuter avec une connaissance plus fine du fonctionnement des différentes communes en-dehors des dynamiques productives. Cette étape préalable a également démontré qu'en termes de revenus, le secteur des loisirs n'est pas aussi significatif que ce que nous aurions pu attendre[4], toujours en termes de circulation de revenus.

La thèse a ensuite permis d'approfondir ces résultats, notamment dans le cadre d'enquêtes menées auprès des habitantes et habitants du territoire. Au sein de ce projet, ces enquêtes ont aussi pu bénéficier du stage d'Alice Helfer[5] auprès de la Communauté de communes de la Dombes, ce qui a permis d'obtenir le volume d'enquêtes nécessaires à une étude quantitative des dépenses des revenus résidentiels.

[3] Tronel A (2020) *Comment évaluer et donner à voir le poids économique d'un territoire sous influence métropolitaine : la Communauté de communes de la Dombes*, Université Jean Moulin Lyon 3

[4] Nous supposions qu'avec la proximité de la métropole de Lyon et de l'offre de loisirs présente sur le territoire (golfes, centres équestres, restauration, etc.) les pratiques de loisirs ressortiraient davantage en termes de circulation de revenus

[5] Helfer A (2022), *Comment la Communauté de Communes de la Dombes peut-elle capter les revenus de l'économie résidentielle pour stimuler son développement ?* Institut National Universitaire Champollion

Questions et hypothèses de recherches

Peu de travaux de recherches ont donc porté sur la circulation des revenus basiques, notamment ceux de l'économie résidentielle, pour comprendre comment ces revenus sont captés ou non par le secteur domestique des territoires. La thèse cherche alors à éclairer ces aspects et à interroger les liens entre les capacités d'attraction des revenus et les représentations et pratiques des ménages des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

La recherche s'appuie ainsi sur trois objectifs : Le **premier objectif** est d'aboutir à une meilleure connaissance de la partie aval de l'économie résidentielle, à savoir la consommation des revenus vers le secteur domestique de la Dombes et plus spécifiquement des communes enquêtées. Le **deuxième objectif** est d'observer la manière dont ces revenus sont sans cesse remis en circulation et dessinent une géographie des pratiques de consommation peu orientées vers les pôles urbains et plus spécifiquement, vers la métropole lyonnaise. Le **troisième objectif** consiste en l'approfondissement de la notion d'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine à travers leur fonctionnement économique et l'essor de leur secteur domestique.

Derrière ces trois objectifs, se dessinent trois hypothèses que je cherche à vérifier :

- Des différence ou inégalités entre les communes : les communes des espaces ruraux sous influence métropolitaine ne disposent pas toutes des mêmes capacités d'attraction des revenus résidentiels, lesquels sont donc souvent amenés à « fuir » du territoire local pour être redistribués vers les secteurs domestiques d'autres territoires ;
- Non-retour des revenus vers la métropole : La majorité des revenus résidentiels sont cependant captés par des polarités de proximité correspondant à des petites villes à proximité des lieux pratiqués par les ménages. Les revenus remis en circulation alimentent donc un espace rural plus large que la seule commune de résidence mais ne retournent pas vers la métropole ;

- Manières de consommer et impacts locaux : Les capacités d'attraction des revenus des territoires reposent d'une part sur leur niveau d'équipement mais aussi sur les motivations et capacités des ménages à consommer sur la commune de résidence. L'essor de l'économie résidentielle contribue de cette manière à l'épaississement résidentiel des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

Saisir les dynamiques et leviers de la consommation des revenus résidentiels

Cette recherche mobilise à la fois les méthodes quantitatives et qualitatives, chacune éclairant différents aspects de la thèse et se complètent généralement.

L'approche qualitative a été la première réalisée sur le territoire. Elle consiste en des entretiens semi-directifs (n= 34) avec les élues et élus du territoire afin de comprendre à la fois son fonctionnement, les différentes dynamiques qui s'y jouent et, surtout, leurs représentations, en tant qu'élue ou élu, du fonctionnement économique du territoire. Il s'agit alors d'observer si la notion d'économie résidentielle est connue des élues et élus, ou s'ils ont *a minima* une représentation du développement local qui s'en approche. Ces entretiens sont complétés par une étude des différents documents d'aménagement ou schémas directeurs à l'œuvre sur le terrain d'étude, de l'échelon régional à l'échelon intercommunal, pour questionner la prise en compte de l'économie résidentielle dans les dynamiques socio-économiques des territoires.

L'approche quantitative permet de quantifier la contribution effective des différentes bases, plus spécifiquement celle de la base résidentielle. Ceci passe par une enquête budget-ménage menée sur le territoire, complétée d'une estimation des revenus dépensés associés à la base sanitaire et sociales. Le traitement des enquêtes repose d'une part sur le calcul des revenus dépensés sur le territoire mais aussi en-dehors de ce dernier ; d'autre part sur des analyses bivariées et multivariées concernant les réponses des ménages. Les questionnaires (n= 358) comportaient en

effet des questions relatives aux motivations qui guident leurs choix de consommation.

Enfin, la compréhension de la circulation effective des revenus au sein des territoires ruraux sous influence métropolitaine ainsi que l'identification des leviers de développement associés impliquent une approche fine aux échelles communales et intercommunales.

Le choix du terrain

Je ne présenterai ici que les raisons qui ont poussé le programme de recherche ESTER à choisir la Communauté de communes de la Dombes comme terrain d'étude : le terrain en lui-même sera présenté plus précisément et à l'aune des enjeux de la thèse tout au long de la première partie.

Le choix du terrain du projet s'est porté sur un territoire qui présente divers degrés d'influences métropolitaines afin de voir les conséquences de ces dernières sur le fonctionnement économique de ce type de territoire. La Communauté de communes de la Dombes, au nord-est de Lyon, présente ainsi les caractéristiques d'un territoire sous l'influence de la métropole lyonnaise mais également celles de Bourg-en-Bresse, Ambérieu-en-Bugey ou encore Villefranche-sur-Saône, des villes petites et moyennes qui entourent l'EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale). Ces influences se traduisent notamment dans le zonage en Aire d'Attraction des Villes (AAV) de l'Insee (2020). Il est donc possible de qualifier la situation de la Dombes d'intermédiarité (Bonerandi *et al.*, 2003; Bonerandi & Roth, 2007). Cette situation est notamment marquée par la desserte du territoire par l'axe ferroviaire reliant Lyon à Bourg-en-Bresse, desservant six communes et structurant une périurbanisation le long de cette ligne de train ainsi qu'au sud du territoire.

Au-delà de la diversité de ces influences métropolitaines et urbaines, le territoire est également structuré par quatre bourgs ruraux : Saint-André-de-Corcy, Villars-les-Dombes, Chalamont et Châtillon-sur-Chalaronne. Châtillon-sur-Chalaronne apparait comme le bourg rural le plus important à l'échelle du territoire,

en témoigne la présence de nombreux commerces ou pôles de services sociétaux et sociaux ainsi que l'aire d'influence exercée en propre par cette commune sur les villages alentours, d'après l'AAV (2020). Au-delà de ces polarités, la communauté de communes regroupe des villages différemment impactés par les dynamiques métropolitaines, certains d'entre eux étant d'ailleurs en-dehors de toute influence urbaine, d'après l'AAV.

Enfin, le choix de la Dombes s'est aussi fait pour la spécificité des dynamiques à l'œuvre. Le territoire est assez peu concerné par les dynamiques de périurbanisation économique, à savoir le desserrement des tissus industriels, logistiques et commerciaux le long des réseaux de la métropole. Cette particularité fait de la Dombes un territoire d'autant plus concerné par l'économie résidentielle.

Plan de la thèse

La thèse est organisée en sept chapitres au sein de trois parties.

La **première partie** correspond aux chapitres 1 et 2. Elle présente le cadre théorique de la thèse, entre géographie économique, sociale et études périurbaines. Le **chapitre 1** revient sur les origines des concepts d'économie résidentielle et sur la théorie de la base économique revisitée par Laurent Davezies J'y explique que, malgré les efforts de cet auteur pour nuancer les approches par les modèles centre-périphérie par l'économie résidentielle, en faveur d'une compréhension plus fine des espaces ruraux, ces approches restent assez peu mobilisées aujourd'hui. Ce chapitre me permet de positionner la thèse comme une étude de la partie « aval » de l'économie résidentielle, à savoir la consommation effective des revenus résidentiels vers le secteur domestique du territoire. Le **chapitre 2** démontre l'intérêt de l'économie résidentielle pour dépasser le simple critère des navettes domicile-travail pour définir les espaces ruraux sous influence métropolitaine. J'y explique que ceci passe par une compréhension des modes d'habiter de ces espaces, lesquels interviennent dans la manière de consommer. Ce chapitre me permet ainsi de d'introduire l'hypothèse de l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

La **deuxième partie** réunit les chapitre 3, 4 et 5. Elle est consacrée à la présentation de l'appareil méthodologique mobilisé pour l'étude de la circulation des revenus des différentes bases et, plus spécifiquement, de la base résidentielle ainsi que les résultats obtenus. Le **chapitre 3** présente la méthode utilisée pour affiner l'analyse de l'économie résidentielle et sa contribution au secteur domestique ainsi que la façon dont elle s'inscrit dans les territoires tels qu'ils sont gouvernés et vécus. Le **chapitre 4** est consacré à la consommation effective des revenus basiques vers le secteur de chacune des communes enquêtées. Il s'agit d'identifier les communes qui parviennent à maintenir localement ces revenus et la façon dont elles y parviennent. J'observe aussi les profils d'origine des revenus qui contribuent le plus au secteur domestique des communes. Le **chapitre 5** est consacré à l'étude des polarités que les circulations de revenus font émerger. L'approche par ces polarités présente des pratiques territoriales détachées des grands centres urbains et, tout particulièrement, détachées de la métropole.

La **troisième partie** comprend les chapitres 6 et 7. Elle présente les changements que le territoire a connus à la suite de la pandémie et interroge l'idée d'épaississement territorial en Dombes au regard des résultats obtenus. Le **chapitre 6** s'intéresse aux nouvelles pratiques territoriales qui émergent au lendemain de la pandémie. J'y interroge alors la résilience du territoire du fait de l'économie résidentielle et celle de l'économie résidentielle elle-même. Le **chapitre 7** interroge la dimension sociale de l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine en la confrontant aux possibles mécanismes de repli ou de ségrégation que constituent la clubbisation et la gentrification rurale. Cette dimension sociale est étudiée à travers la diversification des profils du territoire, de ses pratiques et représentations, mais aussi à travers l'examen du renforcement de ses liens sociaux et des manières collectives d'habiter, notamment depuis le contexte post-pandémie qui a réactivé des dynamiques de périurbanisation autours de la métropole lyonnaise. Il s'agira ainsi de tirer un bilan critique de la robustesse des dynamiques résidentielles et de l'autonomie de l'économie domestique en contexte de crise.

Première partie : Comprendre le fonctionnement socio-économique des espaces ruraux sous influence métropolitaine en renouvelant l'approche par l'économie résidentielle

Introduction de la première partie

La première partie présente le cadre théorique de la thèse, entre géographie économique, sociale et études périurbaines. Son objectif est de revenir sur la notion d'économie résidentielle et sa pertinence pour l'étude des espaces ruraux sous influence métropolitaine. Je mets ensuite cette notion en lien avec la processus de périurbanisation afin de démontrer l'intérêt d'une approche par l'économie résidentielle pour approfondir la connaissance du fonctionnement économique et social de tels espaces.

Le premier chapitre vient confirmer l'intérêt de la théorie de la base économique et de l'économie résidentielle pour l'étude des espaces ruraux sous influence métropolitaine. Le deuxième chapitre présente l'intérêt d'une approche de l'économie résidentielle par la géographie sociale pour comprendre l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

Chapitre 1. Confirmer l'intérêt de théorie de la base économique et l'économie résidentielle pour l'étude des territoires ruraux sous influence métropolitaine

La théorie de la base économique s'inscrit dans la continuité des écoles économiques qui prennent en considération le rôle de l'espace pour comprendre les différents mécanismes économiques. La prise en compte de l'espace s'est ainsi longtemps faite à partir de la croissance et a en premier lieu permis d'expliquer les effets de concentration et d'accumulation des emplois et des revenus au sein des villes et métropoles. Ces théories s'inscrivent ainsi dans les lectures de l'espace selon un modèle centre-périphérie. Au XXe siècle, il apparait toutefois que ces modèles sont incapables d'expliquer la présence d'espaces productifs en-dehors de ces pôles urbains. Les théories économiques s'intéressent alors aux districts marshalliens, aux clusters et aux systèmes productifs locaux pour comprendre ces dynamiques de croissance dans des espaces non métropolitains.

Ces modèles parviennent ainsi à expliquer le développement des métropoles et le développement des territoires ruraux productifs. Cependant, dans la deuxième moitié du XXe siècle, la répartition de la population mais aussi du développement ne semble plus suivre exclusivement les logiques antérieures, et les théories économiques ne suffisent pas pour expliquer le développement économique dans les « autres » espaces ruraux. Avec la socialisation des revenus, l'essor des mobilités, de la multi-résidentialité et les migrations d'agrément, des territoires, notamment ruraux, connaissent des dynamiques de développement sans toutefois accueillir de spécificité productive. La théorie de la base économique est alors reprise et mobilisée par Laurent Davezies, puis par Magali Talandier pour comprendre le développement des territoires hors métropolisation.

Malgré un apport considérable pour la compréhension du fonctionnement économique des territoires ruraux, cette théorie reste méconnue et/ou peu utilisée par

les différents acteurs et actrices des territoires. La théorie de la base économique peut être difficile à comprendre et encore plus à appliquer du fait de données difficiles à collecter. Après les travaux de Magali Talander et Laurent Davezies, les notions de théories de bases économiques et d'économie résidentielles sont donc peu réemployées, ou alors avec une grande confusion. Ces modèles ont aussi été sujets à plusieurs critiques, justifiées, quant à leur soutenabilité dans un contexte de changements globaux.

Aussi, ce chapitre présente les origines des notions d'économie résidentielle et de la théorie de la base économique et cherche à comprendre pourquoi elle reste si peu utilisée aujourd'hui alors qu'elle permet de considérer de nombreux aspects des territoires ruraux contemporains : leur résidentialité, leur mise en tourisme, la socialisation des revenus mais aussi leur secteur productif.

La première section revient sur le renouvellement de compréhension de la géographie économique en France permise par la théorie de la base et l'économie résidentielle. La deuxième section reprend les apports de l'économie résidentielle et de la théorie de la base économique pour comprendre le développement des territoires ruraux. Cette section s'appuie donc en grande partie sur les résultats des travaux de Magali Talandier. La troisième et dernière section présente la porosité et la difficile opérationnalité de ce modèle aujourd'hui, d'autant plus que la redistribution des revenus sur les territoires reste peu étudiée aujourd'hui.

1. La théorie de la base et l'économie résidentielle : un renouvellement de compréhension de la géographie économique en France

La théorie de la base économique s'insère parmi les travaux économiques qui reconnaissent une influence de l'espace dans la répartition des agents économiques et dans différents processus tels que la croissance ou le développement. Cette considération n'a cependant pas toujours été évidente et s'est dans un premier temps

contenté d'expliquer le fonctionnement des villes, des métropoles ou de certaines régions productives. C'est face à un décalage observé entre les territoires de la croissance et ceux du développement qu'est réaffirmé la théorie de la base.

Nous cherchons donc dans un premier temps à comprendre d'où vient la prise en compte du territoire dans les théories et modèles économiques, ainsi que les apports et limites de ces approches. Dans un second temps, nous analysons la théorie de la base économique revisitée par Laurent Davezies et ses écarts avec les approches précédentes.

1.1. De la prise en compte de l'espace en économie au territoire support et facteur de croissance

1.1.1. La Science Régionale et la Nouvelle Économie Géographique : une économie fondée sur la concentration de l'emploi en ville et l'idée de croissance

La Science Régionale et la Nouvelle Économie Géographique ont permis un apport majeur en économie et en géographie économique en intégrant l'espace aux théories économiques. Pour ces deux courants, il est évident que le rôle de l'espace n'est pas neutre économiquement (Ponsard, 1988) et qu'il doit être pris en compte dans les recherches en économie.

Dès la fin du XIXe siècle, les travaux d'Alfred Marshall (1890) soulignent les avantages géographiques de certains espaces, notamment du fait de la concentration de fournisseurs spécialisés en biens et services de niveau intermédiaire, de main d'œuvre et de connaissances (Doré, 2017). Cette concentration d'activités favorise des transferts de valeurs sans contrepartie monétaire pour les différents acteurs, aussi appelés externalités positives. Les villes étant des lieux de concentration d'activités et d'individus, elles bénéficient des économies d'agglomération définies par Alfred Marshall. Les économies d'agglomération sont ainsi les externalités liées à la concentration géographique. Elles sont dues à la présence d'un grand nombre de fournisseurs spécialisés, un grand bassin de main d'œuvre spécialisée et stable, à des

économies liées à la diffusion des connaissances (Gauthier *et al.*, 2003). Partant de ces notions, Alfred Marshall souligne que la concentration profite à la ville :

> « Les avantages qu'offrent la variété d'occupation se combinent avec ceux de la localisation de l'industrie dans certaines de nos grandes villes manufacturières, et c'est là l'une des principales causes de leur progrès continu. » (Marshall, 1890)

C'est pourquoi les travaux d'Alfred Marshall constituent une première prise en compte des différences entre les espaces et le rôle de ces différences spatiales en économie. Ces notions constituent une base pour les travaux de la Science Régionale qui réutilisent cette idée de l'espace comme support de l'activité économique. Les travaux de la Science Régionale se structurent alors en trois axes (Davezies, 1995) :

- La spatialisation des mécanismes macro-économiques, c'est-à-dire la localisation des activités économiques telles que les théories et modèles selon les secteurs d'activités, la division spatiale du travail, etc. mais aussi les interactions spatiales comme les flux de personnes et de marchandises, etc. (Benko, 1998)
- L'explication du rôle des caractéristiques de l'espace dans les comportements des agents économiques. Cet axe s'inscrit dans la lignée des spatialistes allemands en reprenant les théories de la place centrale dans laquelle l'offre et la demande de biens et de services se localisent dans des lieux centraux (Christaller, 1933; Lösch, 1940), les villes. Ces théories élaborées par Walter Christaller (1933) et August Lösch (1940) permettent notamment d'expliquer les inégalités de taille des villes par leurs fonctions économiques. Les plus petites villes accueillent les services les plus communs tandis que les plus grandes villes abritent les biens et services les plus rares. La théorie d'August Lösch diffère toutefois de Walter Christaller en plusieurs points, entre autres sur la notion de « cône de demande » qu'il introduit. Le « cône de demande » repose sur l'idée qu'un consommateur qui s'éloigne d'une zone de production devra payer un prix de transport plus élevé, ce qui augmente le prix du produit et « par conséquent la demande de ce produit ira en diminuant jusqu'à s'annuler

le long d'un cercle formé autour de la zone de production (car l'espace est supposé homogène et isotrope) » (Varenne, 2017). Cette polarisation de l'espace était également présente dans les travaux de Johann Heinrich von Thünen (1826) qui décrit une organisation de l'agriculture en cercles concentriques autour de la ville selon la rente des produits. C'est également dans ce prolongement que Charles Tiebout (1956) vient introduire l'offre de biens publics locaux pour comprendre la localisation des agents. Dans ce modèle, les habitants sont des consommateurs qui choisissent leur lieu de vie selon l'offre de biens et services proposée par les municipalités (Tiebout, 1956). La Science Régionale s'inscrit ainsi dans deux siècles d'analyse économique des polarisations spatiales.

- L'éclairage de l'économie particulière d'un secteur local. Le secteur local peut-être les transports urbains, les logements, les finances publiques, etc. (Davezies, 1995; Talandier, 2007). Les travaux de Charles Tiebout présentés précédemment se retrouvent ici, le secteur local étant les finances publiques locales (Talandier, 2007) ;

Les travaux de la Science Régionale permettent surtout d'expliquer pourquoi certaines régions, particulièrement les villes industrielles, sont des moteurs de croissance économique. Dans les années 1980 et surtout 1990, la Science Régionale connaît toutefois un élargissement du champ de ses applications et de nombreux auteurs relevant de cette approche soulèvent eux-mêmes des problèmes épistémologiques, ainsi que des critiques et remises en cause. Parallèlement, la Science Régionale est particulièrement affectée par les fermetures de programmes d'enseignement en Amérique du Nord, et la fermeture du premier département de Science Régionale de l'Université de Pennsylvanie en 1992 apparaît comme le symbole d'une crise. Cette crise est par la suite affirmée en 1994 par Antoine Bailly et Peter Bioffey qui ouvrent un débat sur cette crise. Pour eux, l'évolution de la discipline est trop technique et s'éloigne des problèmes contemporains. Pour Antoine Bailly, la Science Régionale ne répond plus aux besoins de la société qui connaît un changement profond de contexte politique (fin de la Guerre Froide), de contexte économique et

social (politiques économiques libérales), et des préoccupations environnementales (Benko, 1998). L'ensemble de ces critiques s'inscrit dans un contexte de postmodernité[6] où les sciences humaines et sociales apparaissent plus à même de répondre aux problèmes de la société. En France, on retrouve ces débats dans le numéro 2 de la *Revue d'Économie Régionale et Urbaine* et la plupart des auteurs, comme dans le monde anglo-saxon, s'accordent sur la nécessité de reconstruire cette discipline. Par exemple, pour Jean-Christophe Perrin (1993), cela passe par la notion de milieu, tandis que pour Joseph Lajugie (1995), la Science Régionale doit être une science d'application. Ce concept réémerge par l'approche économique mais pas par la géographie où il est devenu désuet. Ainsi, la période allant des années 1970 jusqu'aux années 1990 constitue le pic d'activité scientifique de la Science Régionale pendant laquelle les travaux de la discipline ont permis une première prise en compte de l'espace en économie. Par la suite, les concepts de la Science Régionale ont toutefois été davantage repris par des approches économiques plutôt que par les sciences sociales, et donc la géographie.

Pendant ces mêmes années 1990 émerge donc un nouveau courant économique intégrant la dimension spatiale comme facteur explicatif de l'économie : la Nouvelle Économie Géographique. Cette Nouvelle Économie Géographique (NEG) répond à un besoin d'adapter les outils d'analyse économique aux questions territoriales actuelles, notamment en reconsidérant le concept de nation qui n'est pas la seule dimension spatiale existante (Jacobs, 1984; Thisse, 1997), ainsi qu'en ajustant le développement territorial à l'économie mondiale contemporaine. Ainsi, Paul Krugman (1991) appréhende le territoire comme un facteur de croissance en intégrant aux modèles

[6] Le postmodernisme émerge en géographie dans les années 1990, mais bien plus tôt pour l'architecture ou la philosophie. La position post-moderniste est « une position de doute par rapport à tout savoir. Le chercheur, par conséquent, doit lui-même se placer de manière critique par rapport au savoir qu'il est lui-même en train de développer » (Besse, 2004). La littérature post-moderniste est ainsi constituée de trois grands thèmes qui sont : premièrement, l'incertitude quant à la définition des identités ; deuxièmement, la question des cadres de l'existence du monde avec, entre autres, une déréalisation progressive du réel et un problème de conscience de réalité ; troisièmement, la représentation et la critique des représentations dues à une augmentation de l'opacité dans la connaissance, accompagnée d'une diminution de la transparence sur le langage. Enfin, pour David Harvey (1989), le post-modernisme est le parallèle idéologique et intellectuel de l'essor du capitalisme flexible occidental (Racine & Bryant, 2013).

existants les externalités liées à l'agglomération des agents. Il réutilise donc la croissance endogène et le district industriel ou marshallien mais en contredisant la théorie de la concurrence pure et parfaite. Selon Paul Krugman, les territoires sont dans une situation de concurrence imparfaite (Krugman, 1991) : ce sont des marchés qui fonctionnent plus ou moins bien selon qu'ils sont plus ou moins peuplés, denses ou fluides et qu'ils abritent un ensemble pertinent d'offre et de demande en biens et services (Davezies, 2008b). C'est ainsi que les territoires deviennent un « support de production » (Davezies, 2008b; Talandier, 2007) qui, dès lors, sont en capacité d'attirer une population de main d'œuvre qualifiée. Laurent Davezies (2008) souligne ainsi que, dans le modèle de la NEG, les territoires les plus attractifs et générant la croissance sont alors les plus modernes, les plus développés, les plus riches et les plus capables d'ajustements permanents ; ils disposent d'une main d'œuvre qualifiée et sont capables de s'adapter aux nouveaux projets de valeur ajoutée. Cette main d'œuvre, elle-même mobile, se déplace avec ses revenus vers ces territoires pour bénéficier des biens offerts par les entreprises présentes (Doré, 2017). Ces territoires sont support de croissance et sont identifiés comme étant les métropoles. Paul Krugman souligne également l'effet de verrouillage qui s'opère alors : l'agglomération d'entreprise nourrit l'agglomération de population dans un processus qui s'auto-entretient ; ainsi une grande ville peut difficilement redevenir une petite ville ou changer de spécialisation (Doré, 2017).

Ainsi, pour Françoise Morel et Jean-Pierre Puig, les travaux de la NEG « montrent que le processus d'agglomération constitue la facette territoriale du phénomène de croissance. » (Maurel & Puig, 2004).

La NEG se nourrit donc des théories précédentes pour définir les avantages comparatifs métropolitains dans la compétition mondialisée des territoires. Dans cette optique, le développement local est perçu comme un enjeu de production où le territoire devient un facteur clé de la production. Cette théorie est encore très présente dans les représentations du développement local. Nous la retrouvons dans les discours

des élues et élus rencontrés quand nous abordons les capacités de développement des communes[7].

> Réponses à la question E5, « Selon vous, tous ces revenus constituent-ils un potentiel de développement pour la commune ? » :
>
> Elu·e de Mionnay (22/04/2022) : « Aujourd'hui on n'est pas forcément dans une recherche d'augmentation de la population, on est surtout dans une recherche plutôt d'augmentation de l'accueil des entreprises, notamment sur le plan de la zone artisanale. »
>
> Elu·e de Baneins (17/03/2022) : « On va réviser notre PLU, on voudrait essayer de faire une zone artisanale justement pour essayer de garder des gens, travailler sur la commune. »

Toutefois, trois grandes limites des travaux de Krugman et de la nouvelle économie géographique sont rapidement soulignées. Premièrement, l'espace est appréhendé comme un support homogène, « une page blanche où viennent s'inscrire des entreprises obéissant à des règles très peu déterminées » (Martin & Sunley, 2000) ou encore comme « un contenant où viendrait s'inscrire l'activité d'unités économiques. » (Benko, 1998). De fait, la deuxième limite soulignée est l'absence de prise en compte des rapports sociaux ou encore du rôle de la culture ou des institutions présentes sur les territoires (Martin & Sunley, 2000). Pourtant, comme le souligne Georges Benko (1998), « l'espace est la dimension matérielle des rapports sociaux » ; l'influence de ces derniers sur le territoire et son activité économique doit donc être considérée. Ron Martin et Peter Sunley expliquent que ces dimensions sont difficiles à formaliser mathématiquement. Enfin, le groupe Perroux[8] souligne un

[7] La méthodologie et les enquêtes seront expliqués au troisième chapitre. J'ai tout même souhaité mobiliser dès le premier chapitre le matériau de terrain afin de donner un éclairage concret à mes réflexions théoriques.

[8] Groupe de travail du Commissariat Général du Plan en 2005 qui s'intéresse aux évolutions possibles des économies régionales françaises à dix ans. Les économies régionales sont alors marquées par des délocalisations d'établissements qui souhaitent bénéficier de marchés dynamiques ou de la baisse de coûts de production, tandis que les individus et ménages se déplacent pour des raisons liées à l'emploi ou au cadre de vie. Le groupe Perroux, dont le chef de projet est El Mouhoub Mouhoud, décrit les évolutions possibles et propose à l'Etat des orientations stratégiques. Les résultats des travaux du groupe Perroux sont disponibles dans Mouhoud, E. M. (2005). *Localisation des activités économiques et stratégies de l'Etat*. Groupe Perroux, CGP. https://www.vie-publique.fr/rapport/28419-localisation-des-activites-economiques-et-strategie-de-letat-un-scena

troisième impensé de la NEG : les coûts induits par une trop grande agglomération, tels que les coûts fonciers, ou encore des coûts sur l'environnement et la qualité des relations sociales (Dupuch *et al.*, 2005). En ce sens, Simon Kuznets (1955) démontrait déjà en 1955 que la croissance économique contribue à augmenter les inégalités sociales ainsi que les dégâts environnementaux, bien qu'ils soient amenés à baisser ensuite (Kuznets, 1955). D'autres recherches amènent également à s'interroger, pour des questions d'aménagement du territoire notamment, sur ce modèle centre-périphérie dont la croissance (du pôle ou de la métropole) repose sur des inégalités (Gaffard, 2005).

Pour conclure cette sous-section, l'ensemble de ces théories a pour intérêt principal de considérer l'influence de l'espace en économie. La NEG va même plus loin en reconnaissant aux divers agents économiques le choix d'implantation dans ces territoires attractifs pour bénéficier des effets de la concentration, sans considérer toutefois l'hétérogénéité existante des espaces et au sein de l'espace étudié. Nous identifions d'emblée deux grandes limites à ces modèles : ils ne semblent pas enclins à comprendre une croissance hors des métropoles et les agents étudiés sont une main d'œuvre, et pas des habitants, excluant de l'analyse la dimension non-travaillée et une pratique du territoire hors du temps de travail.

1.1.2. Expliquer la croissance et la production en-dehors des territoires non métropolitains

Parallèlement aux travaux de la Nouvelle Économie Géographique, d'autres économistes observent une croissance et des agglomérations d'organisations productives en dehors des métropoles.

Les premiers travaux en ce sens portent sur la Troisième Italie où sont constatées des formations proches du district marshallien (Bagnasco, 1977). Ces régions ont un processus de développement dû à des dynamiques internes qui leur sont propres (Talandier, 2007), la notion de district industriel d'Alfred Marshall est ainsi réhabilitée. D'après Arnaldo Bagnasco, le développement de ces districts « repose sur des petites entreprises caractérisées par une faible intensité en capital, une

productivité du travail assez basse et une main d'œuvre moins chère que dans le Nord-Ouest. » (Daumas, 2007). Progressivement, d'autres recherches s'intéressent à des phénomènes similaires dans d'autres régions. Ces recherches aboutissent à une définition plus large de ces districts industriels :

> « un territoire organisé autour d'une petite ville, la spécialisation dans la fabrication d'un produit spécifique exigeant la mise en œuvre de savoir-faire accumulés localement, l'agglomération de nombreuses PME [Petites et Moyennes Entreprises] spécialisées liées entre elles par des rapports de concurrence et de coopération, l'importance des économies externes permises par la proximité géographique et l'homogénéité socioculturelle du territoire, une atmosphère favorable à l'apprentissage et à l'innovation, un marché du travail segmenté et très flexible, un fort consensus social, des institutions collectives et un vigoureux sentiment d'appartenance à la communauté locale. » (Daumas, 2007)

Cette définition peut inclure la notion de Système Productifs Locaux (SPL) qui, en France, a nourri les travaux de Bernard Pecqueur et Jean-Benoît Zimmermann. Ces espaces hors des métropoles affichent une croissance et une agglomération d'agents économiques dans un contexte de crise des premiers modèles de développement endogène et face à un déclin des anciennes régions industrielles. Ils sont définis comme un « ensemble d'activités interdépendantes, techniquement et économiquement organisées et territorialement agglomérées » (Courlet & Pecqueur, 2013; Peyrache-Gadeau, 1995). Les conclusions très favorables sur ces SPL, à la fois sur le développement des firmes et sur le développement des territoires, ont conduit la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (Datar) à identifier ces phénomènes en France (Carré, 2004; Perrat, 2006). Deux appels d'offres ont ainsi été lancé par la Datar en 1998 qui ont conduit au soutien d'une centaine de SPL en France. Bernard Pecqueur souligne toutefois que ces SPL n'émergent pas de la crise mais réémergent (Pecqueur, 2000). Ces systèmes productifs bénéficient en effet d'atouts propres aux territoires où ils sont implantés, atouts qui étaient présents avant l'émergence du système productif. Ils sont dus à un « enracinement de nature organisationnelle dans le territoire, qui rend difficile pour les producteurs le dégagement du lien au lieu. » (Pecqueur & Zimmermann, 2004), ainsi qu'à « la

présence d'externalités de proximité qui constituent un bien commun à la disposition de tous au sein du district, externalités génératrices d'effets positifs et à l'origine d'un verrouillage des entreprises sur cette zone. » L'ancrage local revêt donc une importance fondamentale dans ces domaines. L'étude des districts de la Troisième Italie et des SPL diffère des travaux de la NEG en théorisant des faits observés et donc en suivant une démarche plus inductive. Par conséquent, il existe un caractère non-reproductible et non-généralisable de ces modèles (Davezies, 2001) qui mettent en valeur le potentiel de développement des territoires non-métropolitains.

Au cours des années 1980, ce sont les régulationnistes qui intègrent une approche spatialiste permettant d'analyser une croissance en dehors des métropoles ou grandes régions industrielles. La particularité de ces modèles réside toutefois dans la prise en compte d'une dimension temporelle, qui est au cœur de l'approche. Selon les économistes régulationnistes, le territoire est d'abord un construit historique, puis social. Chaque régime d'accumulation a ainsi sa propre organisation sociale et institutionnelle. Enfin, les régulationnistes accordent une attention particulière à la capacité de régulation de l'espace face aux phénomènes d'accumulation (Talandier, 2007). Dans ces approches, on retrouve donc également le caractère non-généralisable des modèles observés, puisque chaque régime d'accumulation possède ses propres caractéristiques temporelles, sociales et spatiales.

Enfin, plus récemment, les travaux d'Olivier Bouba-Olga et Michel Grossetti (Bouba-Olga & Grossetti, 2015, 2018, 2019) apportent un autre éclairage au développement hors des métropoles. Dans leurs recherches, ils nuancent l'idée que la concentration des entreprises et services est synonyme de compétitivité, à partir de l'exemple de la recherche. Ils démontrent également que les métropoles sont, comme les autres territoires, des construction administratives qui conduisent à sur-évaluer la perception de certains phénomènes. Ainsi, la localisation d'entreprises dans une métropole masque souvent des « processus trans-terrotoriaux » (Bouba-Olga & Grossetti, 2019)

Des nuances aux processus de concentration sont aussi approtées par Matthieu Crozet (2000) qui souligne que toutes les entreprises n'ont pas intérêt à s'implanter

dans des grands bassins d'emplois et de demandes. Nombreuses entreprises trouvent des avantages à la localisation excentrée, notamment quand elles n'ont pas besoin de main d'œuvre qualifiée, que les coûts de transports sont faibles ou alors quand les ressources naturelles sont difficilement transportables. Ainsi, Gwenaël Doré (2017) démontre que les espaces ruraux et les villes petites et moyennes françaises sont à l'origine de 40% à 60%[9] du PIB français. Par ailleurs, les firmes localisées dans les métropoles peuvent aussi choisir de s'implanter partiellement en-dehors de ces dernières ou dans leurs périphéries : « Les entreprises de grande taille sont à même de diviser leurs processus de production en différents segments qui se localisent chacun selon leurs caractéristiques propres. » (Crozet, 2000). On retrouve ces formes de croissance hors métropole en Dombes, sous deux formes. Premièrement, des grands groupes pharmaceutiques ont implanté sur le territoire une partie de leur production, alors qu'on pourrait penser que leur localisation idéale serait sur la métropole de Lyon. Ainsi, un segment du groupe pharmaceutique Viatris est aujourd'hui présent sur la commune de Châtillon-sur-Chalaronne (5154 habitants en 2022) ou, encore plus surprenant, un segment du groupe pharmaceutique Charles River sur la commune de Romans (628 habitants) (figure 1). L'implantation de cette dernière entreprise sur ce village rural peut s'expliquer par l'activité réalisée : un élevage d'animaux à des fins scientifiques (source : entretien) ; mais aussi par un possible besoin de discrétion. L'activité peut donc se rapprocher du secteur agricole, bien que les normes et conditions d'élevage diffèrent dans ce cas. Enfin, à Saint-Paul-de-Varax se trouve également une industrie chimique qui fournit solutions et produits de laboratoires à des fins industrielles et scientifiques. S'il ne s'agit pas cette fois-ci d'un grand groupe pharmaceutique, les emplois associés relèvent entre autres des Emplois Métropolitains Supérieurs de l'Insee, mais localisés non pas en métropole mais dans un village de 1641 habitants. Ces trois entreprises ne sont néanmoins pas des cas isolés puisque l'on retrouve, dans les espaces ruraux à proximité de la métropole lyonnaise, d'autres implantations de ce type : les laboratoires Boiron dans les Monts du Lyonnais (5 282 habitants), Boehringer Ingelheim dans la plaine de l'Ain (Saint-Vulbas, 1234

[9] Les écarts dépendent des seuils statistiques définissant les espaces ruraux et les villes petites et moyennes.

habitants), les laboratoires Bayer à proximité des Monts d'Or (Chazay-d'Azergues, 4164 habitants). Ces entreprises regroupent notamment des emplois cadres à forte valeur ajoutée mais n'ayant pas besoin d'une proximité immédiate des autres entreprises du secteur pour fonctionner. Ainsi, ce sont des lieux dotés d'aménités valorisables pour l'attrait de ces emplois.

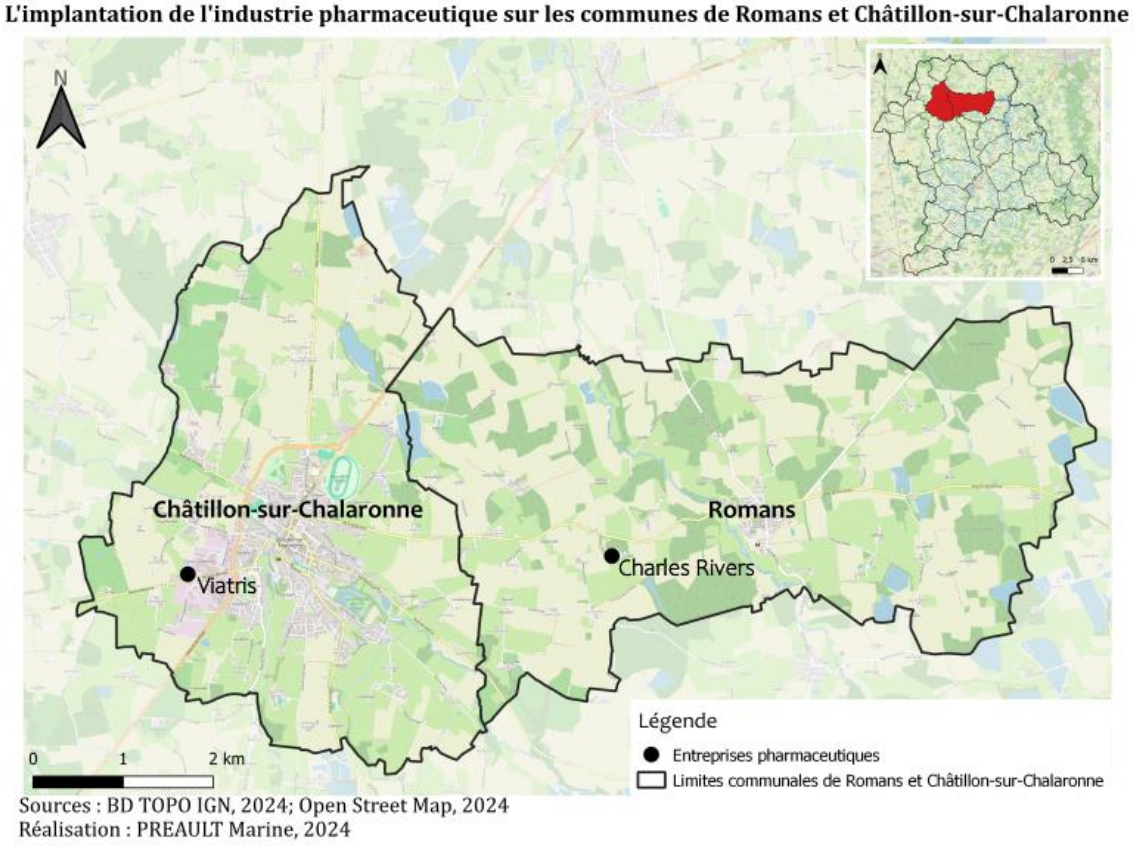


Figure 1 L'implantation de l'industrie pharmaceutique sur les communes de Romans et Châtillon-sur-Chalaronne

Ces études et exemples démontrent donc la capacité des territoires non-métropolitains à s'insérer dans les échanges internationaux et à accueillir des activités de production. Deuxièmement, on retrouve à Châtillon-sur-Chalaronne l'entreprise MSA Gallet, qui produit l'ensemble des casques des pompiers de France, mais aussi, entre autres, des pompiers de la ville de New-York, faisant dire au maire de la ville :

> « On est face à la capitale mondiale du casque de pompier. Ça peut prêter à sourire, mais c'est pas anodin […] C'est les petites mains, on va dire châtillonnaises, même si c'est plus large, qui prennent soin de la tête des pompiers dans le monde. […] En fait, tous les jours on voit Châtillon à la

télévision, quelque part, parce que quasi tous les jours on voit les pompiers. »
Maire de Châtillon-sur-Chalaronne

Pierre Veltz explique la présence de production en-dehors des métropoles par des facteurs difficiles à objectiver et donc peu identifiés dans les théories sur le territoire support de croissance comme la confiance, l'aptitude à former des projets, la solidarité et les capacités de coopération (Veltz, 2005). Pierre Veltz fait ainsi référence à une proximité organisationnelle, c'est-à-dire caractérisée par des relations horizontales fondées sur la confiance entre les entreprises locales et entre ces entreprises et les autres organisations (Boschma, 2004). Cette relation de confiance est possible parce que les partenariats locaux conditionnent la capacité des agents à s'entendre et s'organiser pour atteindre des objectifs de long terme, d'où l'importance des coordinations locales dans le développement (Angeon & Callois, 2005). Cette approche par la proximité organisationnelle et non pas géographique permet d'appréhender la géographie de la production par d'autres aspects que la simple agglomération et concentration spatiale, et donc de comprendre la répartition de la production en-dehors des métropoles, autrement dit dans les espaces ruraux ou encore dans les villes petites et moyennes. Ces espaces peuvent aussi bénéficier d'économies dues aux surcoûts de l'agglomération et à la main d'œuvre présente sur ces territoires. Aussi, Jean Pisani-Ferry (2015) précise que si les effets d'agglomération sont essentiels pour certaines activités, ce n'est pas une nécessité pour tous les secteurs de production. De plus, les territoires ruraux peuvent disposer de ressources difficilement transférables, ce qui favorise l'implantation ou le maintien de certaines activités sur place. On peut par exemple citer les ressources liées au sol (agriculture, forêt…), la recherche d'une main d'œuvre peu qualifiée (qualification différente de la main d'œuvre urbaine) ou alors pour employer la nouvelle population locale (Polèse *et al.*, 2014), la présence industrielle ancienne pour certains anciens bassins industriels (Perrier-Cornet & Frémont, 2002). Enfin, le cadre de vie et la réserve d'espaces propices à une attractivité résidentielle sont devenus des éléments d'attractivité pour les activités économiques et qui peuvent profiter aux espaces ruraux. Par exemple, Mario Polèse, Richard Shearmur et Laurent Terral (2014) démontrent que les aménités des régions du sud et des régions littorales (littoraux et ensoleillement) expliquent le quart

de la variation de croissance entre les régions durant la période 1982-1998 et le tiers sur la période 1999-2006. L'attractivité des espaces ruraux due à leurs aménités ou au cadre de vie qu'ils permettent est également démontrée par une enquête menée par Alain Berger et Pascal Chevalier entre 1997 et 2004 dans laquelle les trois quarts des 250 chefs d'entreprise non-agricoles déclarent avoir localisé leur activité en milieu rural « pour des raisons personnelles liées à la vie du ménage (cadre résidentiel, modes de vie…) et à l'opinion de la famille » (Berger & Chevalier, 2005). Enfin, pour les emplois très qualifiés, la présence d'aménités est aussi un motif d'installation.

Ainsi, parallèlement aux explications concernant l'accumulation de la production et de la croissance au sein des métropoles, les théories du développement local et d'une croissance hors des régions industrielles et métropoles s'affirment. Elles restent toutefois insuffisantes pour comprendre le développement de ces territoires sur cette même période.

1.2. La théorie de la base pour comprendre un décalage entre la géographie de la croissance et géographie du développement

Les théories économiques précédentes ont permis de comprendre le rôle de l'espace dans les dynamiques économiques étudiées. Malgré les apports du développement local pour comprendre l'implantation de production dans les territoires ruraux et les moyennes et petites villes, ces théories ne permettent pas de comprendre le décalage observé dans les années 1990 et 2000 entre la géographie de la croissance et de la production avec celle du développement. Pour Laurent Davezies (2008) et Magali Talandier (2007), cette incompréhension est liée à une acceptation du territoire comme un « simple » support ou, au mieux, un facteur de production ; or pour comprendre les mécanismes du développement, il faut considérer le territoire comme un « support de population ». C'est une approche pa les habitantes et habitants, en particulier, et leur mode de consommation qui viendrait expliquer le développement des territoires ruraux.

1.2.1. Après la croissance hors des métropoles, un développement sans croissance ?

Les théories précédentes conçoivent le territoire comme un support de production. En observant un décalage en la géographie de la production et la géographie du développement, Laurent Davezies propose d'envisager le territoire comme un support de population.

Dans *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses* (2008), Laurent Davezies démontre que les territoires qui ont la plus forte croissance en France ne sont pas les plus développés. Les territoires de la création de richesse ne seraient donc pas ceux où les conditions de vie des populations s'améliorent (Davezies, 2008a; Pecqueur & Talandier, 2011; Talandier & Jousseaume, 2013). Ce constat est illustré par l'exemple de l'Ile-de-France qui, en 2008, produit 29% du PIB et ne touche que 22% des revenus des ménages, tandis qu'en 1976, elle produisait 27% du PIB et disposait de 25% des revenus des ménages (Davezies, 2008b). Laurent Davezies démontre ainsi l'accumulation de la production au sein de la métropole parisienne, alors même que cette dernière, parallèlement, perd des revenus. Ainsi, ramener la question du développement territorial à la seule création de richesse (mesurée par le PIB) ne permet pas de comprendre cet exemple. A côté de ce décalage, est également observée une augmentation des disparités de PIB/habitants entre territoires, laquelle est accompagnée d'un rééquilibrage des emplois, des revenus et du peuplement :

> « À en juger par l'évolution du revenu, de l'emploi et du peuplement des territoires industriels, on peut se demander si cette acceptation purement productive du développement territorial n'est pas, au mieux trop simplificatrice, au pire déjà obsolète. » (Davezies, 2008b)

Différents auteurs expliquent ce décalage par des modèles qui fonctionnent selon l'idée que les personnes vivent là où elles travaillent. Or, on observe aujourd'hui un décalage entre les lieux du tourisme, des loisirs ou autres temps de vie quotidienne, et ceux du temps de travail. En effet, la mobilité permet aux individus de s'approprier plusieurs lieux, dans lesquels les individus sont devenus des habitants temporaires : « cela signifie qu'au lieu d'associer un seul lieu aux multiples pratiques du quotidien et hors du quotidien, il y aurait dorénavant une spécialisation dans l'association des

pratiques aux lieux » (Stock, 2006). Les individus ne sont donc pas seulement mobiles, ils sont multi-résidentiels. Cette multi-résidentialité va plus loin que la mobilité ou que la prise en compte des résidence secondaires puisqu'elle implique qu'un autre lieu de résidence ne soit pas nécessairement secondaire ; elle prend donc en compte des formes d'habiter plus larges que les résidentialités (Stock *et al.*, 2018). Par conséquent, avec la notion de multi-résidentialité, on tend à dépasser la hiérarchisation des lieux pratiqués. La multi-résidentialité désigne, en résumé, « les pratiques fondées sur l'utilisation temporaire, plus ou moins régulière, d'au moins deux lieux de résidences distincts ». Cette multi-résidentialité est ainsi liée, mais pas seulement, à l'essor des migrations d'agrément[10], migrations qui ont la particularité d'être motivées par la présence d'aménités en un lieu, et non pas par des motivations économiques (Glorioso & Moss, 2012) Ces migrations d'agrément peuvent ainsi s'apparenter au tourisme, si ce n'est qu'elles se font sur un temps plus long et peuvent aboutir à un nouveau lieu de résidence (Moss, 1994). Les travaux de Christophe Terrier sur les taux de présence (2005) ont permis de mesurer la présence des individus sur un lieu, qui diffèrent de la résidence. Cette présence varie dans le temps et selon les lieux : les hautes périodes de présence sont l'été pour les littoraux ou la Savoie, période pendant laquelle les habitant des grandes villes en sont absents (Terrier *et al.*, 2005b). Ainsi, les revenus produits dans les métropoles ou régions productives sont redistribués vers les territoires où résident ou bien où se trouvent momentanément la population. Plusieurs éléments ne sont donc pas pris en compte par la Nouvelle Économie Géographique et permettent d'expliquer ce décalage.

- Premièrement, la dissociation entre le lieu de résidence et le lieu de travail qui est de plus en plus importante (décrite ci-avant) ;
- Deuxièmement, le poids des pensions de retraites dans les revenus des territoires. En 2020, les revenus des retraites représentent entre 15,9% (La Réunion) et 41,5% (Lot) des revenus des départementaux (Insee, 2023). Leur répartition est inégale (figure 2) et ces revenus ont tendance à se localiser vers les territoires non-productifs. Par, exemple, Laurent

[10] Ce concept, ses impacts et ses enjeux sont détaillés dans la section suivante.

Davezies constatait déjà en 2008 que le quart des Parisiens déménageaient hors de l'agglomération parisienne quand ils arrivaient à la retraite : « l'Ile-de-France subit un véritable exode des plus de soixante ans. ». Par leur consommation sur leur lieu de vie, un retraité génère en moyenne 0,5 emplois sur le territoire (Talandier & Davezies, 2009) ;

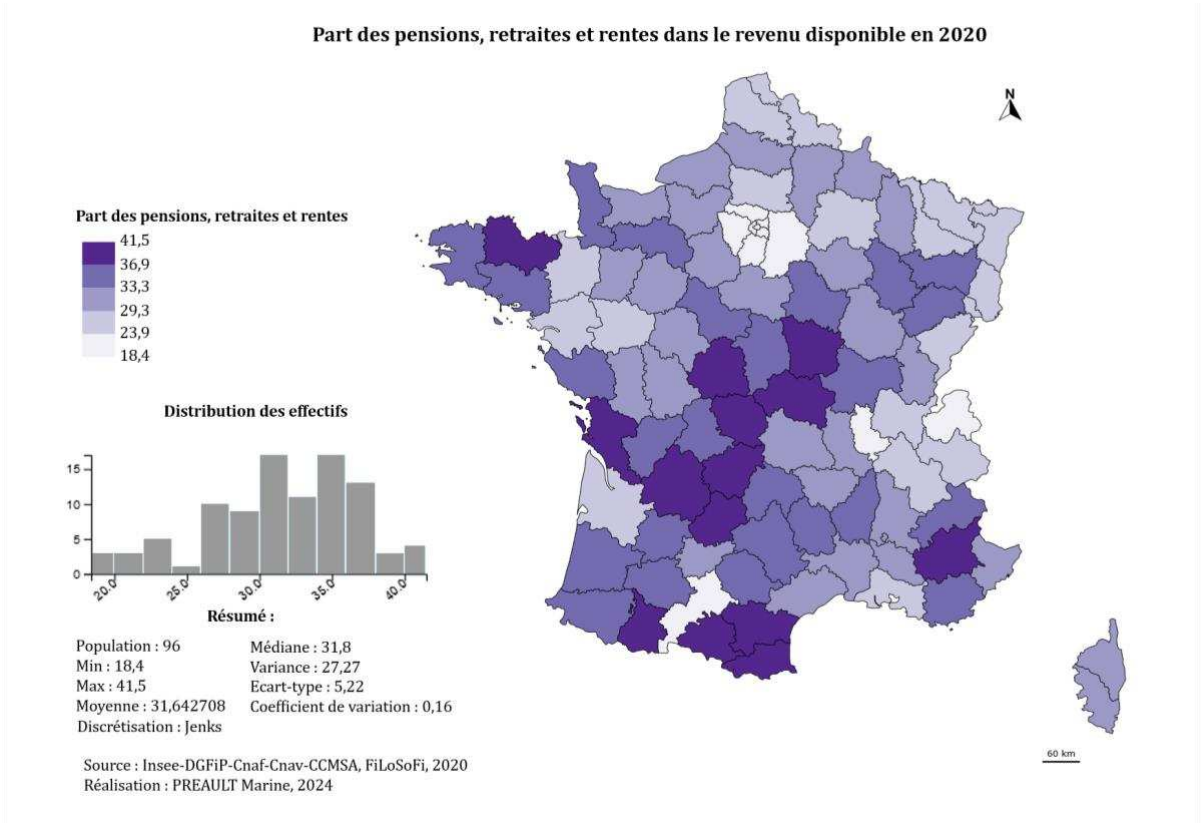


Figure 2 Part des pensions et retraites dans le revenu disponible en 2020

- Troisièmement, la pratique du tourisme influence aussi la répartition des revenus qui sont donc dépensés en-dehors des territoires de production. Plusieurs méthodes permettent de mesurer l'impact de ce tourisme sur les territoires et toutes soulignent un effet multiplicateur des activités touristiques sur l'emploi local. Cet effet multiplicateur serait même plus important que celui des activités de production (Talandier & Davezies, 2009) ;
- Quatrièmement, la redistribution sur le territoire national des budgets publics vient aussi limiter l'importance des revenus touristiques pour les

territoires. Cette redistribution est théorisée dès le XIXe siècle par la loi de Wagner (1893) qui démontre que plus le niveau de développement d'un pays augmente, plus la socialisation de ses revenus tend à augmenter aussi (Wagner, 1893). La richesse produite dans les régions où se concentre la production se voit ainsi redistribuée sur l'ensemble du territoire national.

Par ailleurs, si l'on compare les différentes répartitions de la population, on constate rapidement que la répartition géographique des retraités ressemble à celle du tourisme. Ceci se retrouve également dans la répartition des actifs qui, de plus en plus, choisissent leur lieu de vie par rapport aux aménités qu'ils proposent, comme en témoigne l'étude de Alain Berger et Pascal Chevalier (2005), mentionnée ci-avant. Une autre étude démontre également que pour les projets d'auto-entreprenariat, notamment autour des technologies, les auto-entrepreneurs ont d'abord choisi leur lieu de vie et ont ensuite développé leur activité professionnelle en l'adaptant au site (Aubert, 2010). Le critère de localisation repose donc sur des aménités paysagères : les migrations de plus de 200km se font vers le centre, le Sud-Ouest, la Bretagne, le pourtour des littoraux ou encore les Alpes, soit des espaces littoraux ou montagneux (Talandier, 2008b). L'ensoleillement est aussi une aménité recherchée par les individus : « pour chaque centaine de kilomètres qu'une région est plus au sud, sa croissance annualisée est supérieure à de 0,17% [sur la période 1999-2006]. Sur les 1000km qui séparent le nord du sud de la France, ceci équivaut donc à une croissance supérieure moyenne de 0,7% à 1,7% par an pour les régions du Sud (par rapport à celles du Nord). » (Polèse *et al.*, 2014). Enfin, la présence de certains services peut aussi constituer un attrait pour certains espaces.

Par l'ensemble de ces nouveaux modes d'habiter, les territoires deviennent davantage des supports de population, et c'est la consommation des ménages sur ces territoires qui influence la géographie du développement. Les mécanismes de développement local doivent donc désormais prendre en considération la consommation (Markusen, 2007) et la captation des flux de revenus (Pecqueur & Talandier, 2011).

L'ensemble de ces travaux considérant le territoire comme un support de population n'invalide toutefois pas les théories économiques précédentes. Si la richesse produite mesurée par le PIB est toujours l'œuvre des processus productif, il faut également considérer que cette richesse, les revenus, circulent et est ainsi redistribuée par des mécanismes publics ou privés dans d'autres territoires.

1.2.2. La théorie de la base économique et l'économie résidentielle : fondements théoriques

Les modèles de la Nouvelle Economie Géographique ou ceux du développement local ne permettent donc pas de comprendre et d'étudier le territoire comme un support de population. Pour ce faire, Laurent Davezies, et par la suite Magali Talandier, réutilisent la théorie de la base économique ; cette sous-section vise à synthétiser leurs apports respectifs.

La théorie de la base a d'abord été développée par Richard Cantillon (1725), puis par Werner Sombart (1916). Tous deux expliquent le développement des villes par les revenus externes qui viennent l'irriguer. Richard Cantillon, avant le processus d'industrialisation, explique que lorsqu'un seigneur décide de s'implanter en un lieu, il attire d'autres seigneurs. Cette venue de seigneurs va participer à la formation d'une ville, car l'ensemble de ces seigneurs aura besoin de services pour répondre à leurs besoins : boulangeries, boucheries, etc. (Cantillon, 1725). On retrouve là la théorie des pôles de croissance de François Perroux (1955). Les seigneurs représentent ici l'apport de revenus extérieurs sur le territoire, les revenus dits basiques, qui sont redistribués vers un second secteur qui répond à la demande locale, la résidence des seigneurs. Pour W. Sombart, la ville se divise en deux catégories de population : les « city-formers » et les « city-fillers » (Lerousseau, 2018; Sombart, 1919). Les « city-formers » est la population qui tire ses revenus de l'extérieur, en vendant des produits finis ou des services. Les « city-fillers » répondent aux besoins des « city-formers » en offrant des services de proximité indispensables (alimentation, services à la personne) (Bailly, 1971). A l'origine, la théorie de la base consiste donc à penser l'économie de la ville selon deux secteurs : le secteur qui capte des revenus extérieurs et le secteur qui

satisfait la demande locale et génère ainsi des revenus, de l'emploi et du peuplement par effet multiplicateur. La théorie de la base est par la suite reprise par Homer Hoyt en 1954 qui lui donne une méthodologie. Cette méthodologie repose sur la décomposition de l'emploi local en emplois « basiques » (le secteur qui capte les revenus extérieurs) et en emplois « domestiques » (qui répondent à la demande locale). Il attribue un coefficient multiplicateur à l'emploi basique qui génère un certain nombre d'emplois domestiques. Laurent Davezies précise en 2008 que c'est la méthode encore utilisée dans les manuels d'économie régionale et urbaine. Or, c'est cette méthode qui génère par la suite un rejet de la théorie de la base. La théorie de la base a été exprimée dès le départ en revenus mais est mesurée, souvent faute de données sur les revenus, en emplois. Le calcul de la théorie de la base est donc incomplet puisqu'en ne comptant que les emplois, il passe à côté des revenus mentionnés plus haut : les revenus sociaux, les retraites, le tourisme, et les revenus des navetteurs. La théorie est donc fortement rejetée dans les années 1980 (par Harry Richardson en 1985, notamment) puisque, passant à côté de ces revenus, elle ne parvient pas à expliquer les développements des différents territoires.

Lorsque Laurent Davezies réintroduit la théorie de la base, il affirme, d'abord, l'importance de mesurer des revenus, et non pas des emplois. Il revisite ensuite la théorie de Cantillon et Sombart en l'adaptant au contexte économique décrit précédemment. Il distingue donc, comme Cantillon et Sombart, le secteur basique, qui représente les revenus provenant de l'extérieur du territoire, et le secteur domestique qui correspond aux biens et services répondant à la demande locale (figure 3).

Trois approches de la théorie de la base par les revenus

	Revenus extérieurs	Emplois répondant aux besoins locaux
R. Cantillon (1725)	Seigneurs et leurs revenus	Biens et services répondant à la demande des seigneurs
W. Sombart (1919)	"City-formers"	"City-fillers"
L. Davezies (2003)	Secteur basique	Secteur domestique

Réalisation : PREAULT Marine, 2023

Les approches de la théorie de la base divisent le territoire, généralement la ville, en deux secteurs dont la composition diffère selon le moment où la théorie a été étudiée. Elles ont pour point commun un secteur dont les revenus proviennent de l'extérieur et un secteur répondant aux besoins de la population résidente.

Figure 3 Part des pensions et retraites dans le revenu disponible en 2020

Laurent Davezies revisite ces théories en divisant le secteur basique en quatre bases (Davezies, 2003a, 2003b) (figure 4):

- La base productive privée, qui correspond aux revenus issus de la production de biens et de services exportés du territoire, comme l'industrie, les denrées agricoles, l'énergie ou encore les matériaux.
- La base résidentielle, qui correspond aux revenus importés sur le territoire par les travailleurs pendulaires, le tourisme et les retraites ;
- La base publique, qui correspond aux traitements et salaires des fonctionnaires ;
- La base sanitaire et sociale, qui rassemble la redistribution sociale de l'Etat (aides sociales, remboursements de soins de santé, etc.).

Nous définissons donc la théorie de la base comme la théorie économique qui appréhende l'économie d'un territoire selon les revenus qui y sont importés et exportés. Cette théorie décompose le territoire en deux secteurs : le secteur basique et le secteur domestique. Le secteur basique est lui-même composé de quatre bases : la base productive, la base publique, la base sanitaire et sociale, et enfin, la base résidentielle. De fait, la théorie de la base économique ne laisse pas de côté l'aspect productif du développement économique des territoires mais elle l'élargit en mettant

en avant l'enjeu de la population qui, en consommant, peut aussi contribuer aux économies locales. La théorie de la base économique permet ainsi d'éclairer la qualité résidentielle et l'attractivité des territoires.

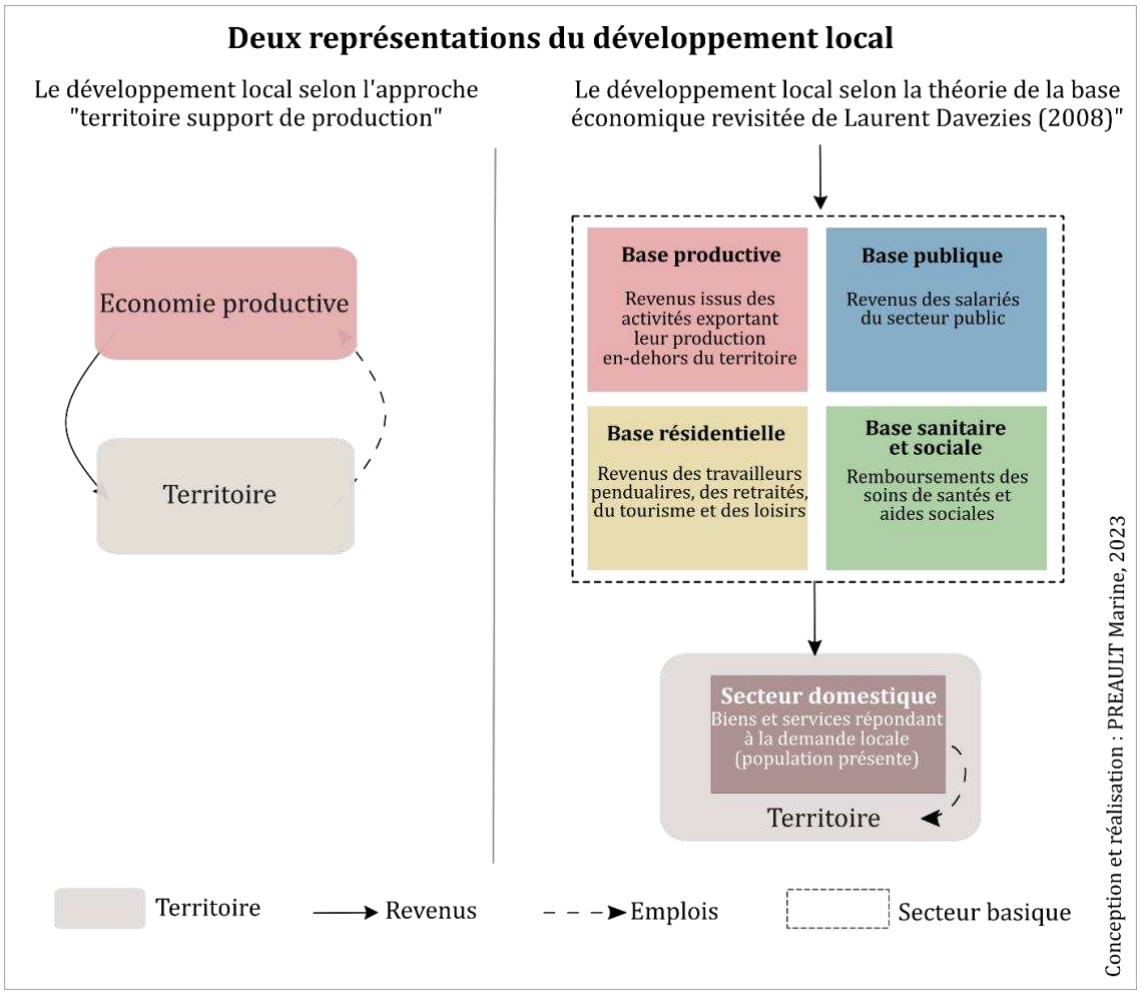


Figure 4 Trois approches de la théorie de la base par les revenus

Des travaux sur la théorie de la base découle la notion d'économie résidentielle. Il nous paraît important de distinguer d'emblée ces deux termes. Nous définissons donc l'économie résidentielle comme la partie de l'économie des territoires qui relève de la captation des revenus des retraites, des traitements et salaires des travailleurs pendulaires et des revenus du tourisme et des loisirs (nous explicitons ce choix d'inclure les loisirs dans le chapitre 3). Les revenus des touristes sont les revenus apportés par les individus ou ménages effectuant au minimum une nuitée sur un territoire qui n'est pas celui de leur résidence principale, ce qui inclut de fait les résidences secondaires. Cette acceptation des revenus touristiques s'appuie sur la

définition du tourisme d'après le Ministère du Tourisme et par l'Organisation des Nations Unies (ONU), ce qui permet de clarifier la méthode et les sources de données utilisées dans le calcul des différentes bases. Ces méthodes et sources sont explicitées dans le chapitre 3 de ce manuscrit. Se pose toutefois la question de la définition des résidents étrangers sur le territoire. Nous ne les comptabilisons pas comme touristes si leur résidence est leur résidence principale. Leurs revenus sont alors comptabilisés selon leur origine [des revenus] : base résidentielle s'ils sont retraités, bases productives s'il s'agit d'une rente ou d'une situation de télétravail, etc.[11] Quant aux revenus des loisirs, il s'agit des revenus dépensés pour les pratiques effectuées sur le territoire sans nuitée sur celui-ci. Ces revenus peuvent être ceux des résidents mais aussi des territoires voisins, tels que la métropole de Lyon dans le cas de la Communauté de Communes de la Dombes.

L'économie résidentielle dépend de la consommation effectuée sur un territoire donné. Elle varie donc selon les territoires. Si l'on se réfère à la théorie de la base, l'économie résidentielle correspond, en amont, aux revenus de la base résidentielle, et en aval, à la consommation de ces revenus qui vient alimenter le secteur domestique du territoire.

2. Les apports de l'économie résidentielle à la compréhension du développement des territoires ruraux français

Les travaux de Laurent Davezies sur la théorie de la base économique ont mis en évidence l'importance des revenus des retraites, du tourisme ainsi que la redistribution publique et privée des revenus dans la redistribution des richesses sur le territoire. Il explique ainsi comment certains territoires se développent sans être moteur de croissance à l'échelle nationale. Ces travaux sur la théorie de la base

[11] Le détail des revenus pris en compte dans chacune des bases est détaillé au chapitre 3 du manuscrit, sachant que pour un même ménage, les revenus peuvent relever tout à la fois de la base productive, résidentielle (si un membre du ménage est retraité par exemple), et de la base sanitaire et sociale (revenus de la Sécurité sociale par exemple). Cela vaut pour l'ensemble des ménages d'un territoire.

économique sont poursuivis par l'équipe de l'Œil et, entre autres, Magali Talandier dans sa thèse *Un nouveau modèle de développement hors métropolisation. Le cas du monde rural français* (2007). Ces travaux apportent des éléments explicatifs nouveaux pour comprendre ce que Bernard Kayser nomme « la renaissance rurale » (Kayser, 1990). Les travaux sur l'économie résidentielle des espaces ruraux vont également permettre de comprendre d'autres mécanismes de développement local de ces espaces.

2.1. Les apports des travaux de Magali Talandier et l'équipe de l'ŒIL à la compréhension du développement des territoires ruraux

2.1.1. Expliquer le développement des espaces ruraux

Les nouvelles approches du développement local présentées par Laurent Davezies et décrites précédemment n'évoquent pas spécifiquement les territoires ruraux, mais les espaces et régions productives. Par exemple, un système productif local peut se localiser dans un espace rural et être un territoire support de production. Pourtant, ses travaux semblent particulièrement pouvoir s'appliquer aux dynamiques rurales qui s'observent en parallèle.

À l'échelle nationale, les espaces ruraux regagnent des habitants depuis les années 1960. Ce gain est principalement dû à un solde migratoire positif, de même qu'il est fortement lié à une image plus positive de ces espaces depuis les années 1960 et 1970. Si l'on agrandit l'échelle d'analyse, la situation est toutefois plus contrastée. Les campagnes aux densités les plus élevées s'observent dans des régions d'industrialisation ancienne et les campagnes proches des villes (sans forcément être périurbaines), tandis que les campagnes de densités moyennes concernent davantage le Grand Ouest. Enfin, des campagnes de faibles à très faibles densités existent toujours mais sont plus dispersées que ce que laisse penser la dénomination de « diagonale du vide » (Bouron & Georges, 2019). L'évolution démographique de certaines régions vient aussi nuancer l'idée d'un regain seulement dû à des soldes migratoires positifs. Certaines régions (districts ouvriers de Roanne, d'Oyonnax, du Choletais, de Vendée, etc.) ont maintenu leur population en restant natalistes. Une dernière nuance reste à

apporter à l'évolution démographique des espaces ruraux. Ces statistiques de peuplement se basent sur les populations résidentes des espaces ruraux, or nous vivons dans des sociétés mobiles et cette mobilité peut influencer la population présente d'une région, à l'image des littoraux ou des montagnes dont les gains de populations saisonnières peuvent faire varier fortement la population présente lors des saisons touristiques (Terrier *et al.*, 2005a).

Enfin, la périurbanisation, au sens de desserrement des villes, permet aux espaces ruraux à proximité immédiate des espaces urbains de gagner en population. Les habitants de ces espaces font donc le choix de vivre hors de la ville, où se situe leur emploi. Ce mouvement de périurbanisation est la conséquence de la mobilité des individus, et donc de la déconnexion croissante entre les lieux de production et les lieux de vie (Talandier, 2018).

Dans ses travaux, Magali Talandier démontre l'importance de ces deux catégories de revenus dans les territoires ruraux. Elle constate premièrement que le poids des retraités est plus marqué dans le rural et dans le périurbain, et que, les migrations de retraités se sont faites au profit de ces mêmes espaces : « 36% des retraités qui ont changé de région entre 1990 et 1999 habitent en 1999 dans l'espace rural. » (Talandier, 2007). Deuxièmement, elle constate que, de fait, la part des retraités est majoritaire dans les bassins de vie ruraux (30,3% des revenus déclarés). Cette part est encore plus importante dans les bassins touristiques qui accueillent également des retraites plus élevées. Ce résultat permet aussi de souligner un lien entre les espaces ruraux touristiques et la présence de retraités, qui, comme le soulignait Laurent Davezies, semblent corrélés : « On trouve une bonne corrélation entre les revenus de retraite par habitant et les dépenses touristiques » (Davezies, 2008b). Magali Talandier (2013) explique cette corrélation par le fait que le choix d'installation au moment de la retraite, sans aucune contrainte liée à l'emploi, est influencé par les lieux de villégiature, sans impliquer systématiquement la propriété d'une résidence secondaire. Ce désir de vie dans un espace rural ne concerne par ailleurs pas uniquement les retraités comme l'affirme Jean Viard, pour qui le moteur du développement des territoires serait un désir résidentiel porté par l'imaginaire du

tourisme (Viard, 2012). La nouvelle attractivité des espaces ruraux, et par conséquence leur développement, semble donc portée par les représentations positives dont jouit l'espace rural depuis près d'un demi-siècle, ce que démontraient déjà Bertrand Hervieu et Jean Viard dans leur ouvrage *Au bonheur des campagnes*. Plus récemment, Valérie Jousseaume (2020) démontre elle aussi ce changement de représentations, qu'elle approfondit en l'associant à des systèmes de valeurs et des cadres de pensée qui influencent aussi l'attrait des espaces ruraux ces dernières dizaines d'années.

Ce désir de vie dans les espaces ruraux correspond à l'essor des migrations d'agrément, déjà évoquées dans la section précédente. Ces migrations d'agrément émergent dans un contexte « post-touristique »[12] (Viard, 2000) où les flux migratoires tendent à suivre les flux touristiques ; Philippe Bourdeau parle ainsi de « convergence touristico-résidentielle » (Bourdeau, 2012). Avec les migrations d'agrément, le tourisme est devenu un moyen d'essayer de futurs lieux de résidence, tout comme les lieux de résidence deviennent des lieux de pratiques récréatives et touristiques, la « *staycation* » (« être touriste chez soi ») (Martin *et al.*, 2012). Avec l'essor des migrations d'agrément, ce sont les espaces dotés d'environnements « naturels » perçus comme qualitatifs qui sont les plus attractifs, ce qui explique l'attractivité des espaces ruraux (Glorioso & Moss, 2012; Sofranco & Williams, 1980). Laurence Moss introduit par ailleurs les aménités culturelles de ces espaces comme facteurs d'attractivité, lesquelles impliquent que ce ne sont pas seulement les espaces mais aussi des modes de vie identifiés comme ruraux qui rendent les territoires attractifs (Glorioso & Moss, 2012). Pour finir, quand Laurence Moss (1987) introduit le concept de migration d'agrément, il le fait à partir d'un constat proche de celui de Laurent Davezies, celui du décalage entre les territoires de la production et ceux de la croissance. Au Nord du Nouveau Mexique, « comment se fait-il que l'économie de Santa Fe et de sa périphérie se porte si bien malgré l'absence d'extraction de ressources naturelles et d'usines ? » Nous retrouvons l'idée que la présence d'activités productives ne suffit pas à expliquer le

[12] Au sens de Jean Viard (2000) admis ici, le post-tourisme est le phénomène où les flux migratoires suivent les flux touristiques, ce qui attribue de nouvelles fonctions et identités aux lieux touristiques. Au sens de John Urry (2002), le post-tourisme est un tourisme postfordiste et postmoderne constitué de phénomènes de réinventions et d'hybridation récréatives et géotouristiques.

fonctionnement économique des territoires. La notion de migrations d'agrément appuie l'approche des territoires comme des supports de population.

Cette attractivité spécifique des espaces ruraux est analysée, dans un premier temps, par Magali Talandier, puis par d'autres chercheur et chercheuses, à travers le prisme de la théorie de la base économique, permettant ainsi de faire le lien entre théorie de la base économique, économie résidentielle et représentations positives des territoires, notamment ruraux.

2.1.2. L'économie résidentielle, nouvelle clé de lecture pour le développement local des espaces ruraux

La compréhension des espaces ruraux par le prisme de l'économie résidentielle est principalement due aux travaux de Magali Talandier. Ils sont fondamentaux dans le sens où ils explicitent une méthode de calcul des revenus basiques qui n'avait jamais été détaillée jusqu'ici ; nous détaillons cette méthode, ses apports et les limites que nous identifions aujourd'hui dans le chapitre 3.

L'autre apport principal concerne l'approche par bassins de vie ruraux. On sort ainsi de l'analyse des départements ou des régions réalisées jusqu'ici par Laurent Davezies, qui ne permettait pas d'appréhender la diversité des espaces ruraux. En effet Laurent Davezies identifiait des départements ruraux, mais leur ruralité n'exclut pas la présence d'une ville moyenne, ou encore la diversité des territoires ruraux qui composent ce département. Par exemple, à l'échelle de l'Ain, le territoire de la Communauté de communes de la Dombes est, de fait, différent de Bourg-en-Bresse, ville moyenne et chef-lieu du département ; ou encore d'Oyonnax et sa région, plus industrielle ; mais différente aussi du Bugey, espace de moyenne montagne d'élevage en déclin relatif ; ou encore différente du pays de Gex, sous forte influence de l'économie suisse du fait de sa situation frontalière. Les échelles d'analyses infra-départementales sont en effet généralement privilégiées pour l'étude et la réalisation de typologies des espaces ruraux. Ainsi, au moment des travaux de Magali Talandier et Laurent Davezies sur l'économie résidentielle, la typologie de référence est celle réalisée par Jean-Claude Bontron et Sylvie Cabanis pour la Datar (2003), laquelle utilise

une approche par cantons, soit un périmètre électoral. L'avantage de l'échelon des bassins de vie privilégié par Magali Talandier est donc sa plus grande cohérence avec les territoires de vie des ménages puisque l'Insee considère un bassin de vie comme le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. L'analyse des bassins de vie exclusivement ruraux permet donc de mieux saisir les fonctionnements économiques spécifiques à ces territoires. Appliquée au Zonage en Aires Urbaines et Emplois de l'Espace Rural (ZAUER) de l'Insee, aujourd'hui remplacé les Aires d'Attraction des Villes (AAV), ces calculs permettent de préciser les profils connus d'espaces ruraux :

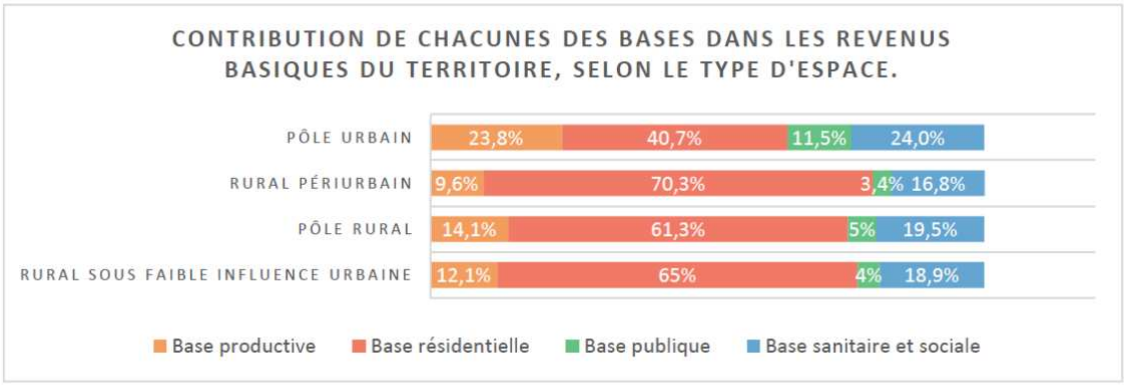
- Premièrement, les retraites sont la principale source de revenus des pôles urbains et ruraux, ainsi que dans le rural sous faible influence urbaine ;
- Deuxièmement, le périurbain est d'abord alimenté par les revenus des migrants alternants, ensuite par les retraites ;
- Troisièmement, il ressort que le tourisme est le moteur économique des espaces ruraux isolés. Les territoires ruraux isolés sont aussi les territoires qui ont les taux de revenus par habitants les plus importants, ce qui est notamment dû au faible ratio habitants/touristes. Les stations de montagne influencent fortement ce résultat (Talandier, 2007).

L'intérêt de l'analyse des revenus basiques de Magali Talandier réside aussi dans la nouvelle typologie des bassins ruraux réalisée à partir des revenus. Cette typologie est constituée de six catégories de bassins :

- Les bassins « productifs, migrants-alternants et ASSEDIC (Association pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce) », où ces revenus sont majoritaires ;
- Les bassins « productifs agricoles » pour lesquels les bénéfices agricoles sont plus présents et qui ont moins de revenus issus des navetteurs ;
- Les bassins « retraites et agriculture », qui ont des revenus issus des retraites et de l'agriculture plus importants ;
- Les bassins « retraites et tourisme » marqués par davantage des revenus issus des retraites et, en premier lieu, du tourisme ;

- La bassins « retraites, tourisme et revenus sociaux » qui ressemblent aux précédents mais avec davantage de revenus sociaux ;
- Les bassins ultra-touristiques dont les revenus issus du tourisme composent 60% de la base résidentielle.

Dans les bassins de vie ruraux, les revenus du tourisme constituent en moyenne 20% des revenus de ces territoires, faisant du tourisme un secteur clé pour le développement des territoires ruraux. Les travaux de Magali Talandier démontrent aussi l'importance de la base résidentielle pour chaque catégorie de territoire (figure 5) et donc l'importance des processus non-productifs pour le développement local (Pecqueur & Talandier, 2011). Ainsi, la base résidentielle représente la principale source de revenus, quel que soit le type de territoire puisque, même pour les pôles urbains, elle représente 40,7% des revenus. Ce chiffre reste toutefois bien inférieur à ce qui est constaté dans les territoires ruraux et périurbains dont les revenus de la base résidentielle constituent entre 61,3% (pôles ruraux) et 70,3% (rural périurbain) des revenus. Surtout, le secteur productif apparait minoritaire face à l'ensemble des revenus qui circulent sur les territoires. Les revenus générés par l'exportation de biens ou services constituent 9,6% des revenus dans le rural périurbain et 14,1% des revenus des pôles ruraux. S'ils sont plus importants dans les pôles urbains, ils constituent à peine le quart des revenus basiques (23,8%), soit moins que les revenus de la base sanitaire et sociale.



Magali Talandier, 2009

Figure 5 Contribution de chacune des bases dans les revenus basiques du territoire, selon le type d'espace

Pour les territoires ruraux, plus qu'ailleurs, la base résidentielle apparait nécessaire au développement territorial. Cette importance de la base résidentielle s'explique par l'attractivité de ces territoires et l'importance considérable que prennent les aménités, particulièrement rurales ou environnementales, dans les choix de localisation des individus.

2.2. Fixer les revenus de l'économie résidentielle : la condition du développement économique des territoires ruraux support de population

Les territoires ruraux doivent donc leur développement majoritairement à leur base résidentielle (entre 61,3% et 70,3% des revenus d'un territoire rural) et non à leur base productive (entre 9,6% et 12,1% des revenus d'un territoire rural). L'enjeu aujourd'hui pour ces territoires est de capter des revenus, donc d'attirer des nouveaux habitants, actifs ou retraités, et des touristes. Cependant, cette circulation des revenus ne peut induire un développement des territoires que si ces revenus sont réinjectés dans l'économie locale, sans quoi le secteur domestique ne bénéficierait pas des revenus basiques : « l'une des questions clés du développement local est de transformer ces revenus en demande » (Pecqueur & Talandier, 2011). C'est pourquoi nous avançons que la compréhension et la mesure de l'économie résidentielle d'un territoire doit aussi passer par la connaissance de cette capacité des territoires à capter ces revenus et à les distribuer vers leur économie domestique. Si les territoires ruraux semblent disposer d'une bonne capacité de réinjection de ces revenus vers leur secteur domestique (Talandier, 2007), nous devons pouvoir identifier les facteurs favorisant ce mécanisme. Plusieurs travaux s'intéressant à l'attractivité retrouvée des espaces ruraux nous apportent des éléments de compréhension.

2.2.1. Fixer les revenus de l'économie résidentielle

La capacité d'attraction des territoires est fortement liée à la mobilité des ménages qui choisissent leur lieu de vacances ou leur lieu de vie. Les territoires les

plus attractifs vont donc être ceux bénéficiant d'éléments culturels, paysagers ou serviciels perçus positivement.

> « Elle [la mobilité] valorise des avantages de nature culturelle, paysagère, patrimoniale, d'où l'impératif d'identifier ces aménités et leurs capacités de développement. » (Doré, 2017)

En ce sens, les espaces ruraux bénéficient d'aménités identifiées comme rurales et recherchées aujourd'hui par les individus. Pour comprendre la capacité d'un territoire à attirer les revenus de l'économie résidentielle, il est donc nécessaire d'identifier les aménités de ces territoires. Les travaux de la base économique ou ceux sur l'économie résidentielle sont ainsi liés aux recherches sur les aménités rurales et le développement local.

Une première catégorie d'aménités concerne l'offre de services des communes. Cet atout est déjà mentionné dans les travaux de Charles Tiebout (1956) qui expliquait que les choix de vie dans les communes des *suburbs* des États-Unis reposait sur un cocktail de services et d'équipements disponibles sur les communes. Dans ce modèle, les ménages choisissent de s'installer dans la commune où se trouvent les équipements et services correspondant à leurs attentes (Tiebout, 1956). Cette notion de paniers de services est ensuite reprise, d'abord par Bernard Pecqueur en 2001 pour déisgner un ensemble de biens et services qui se renforcent dans le contexte de marchés locaux – je développe cette approche ci-après. Ensuite, Éric Charmes parle de « paniers de services et d'équipements » pour désigner l'offre communale (Charmes, 2012) au sens de Tiebout. Selon Gwénaël Doré (2017), le développement des services de proximité est, de cette manière, un des axes de stratégie de développement des territoires. La stratégie de développement par la consommation repose ainsi, en partie, sur les collectivités et les élus. En ce sens, Laurent Davezies démontre que l'économie résidentielle et la question du développement « concerne alors moins le PIB que le bien-être des populations, c'est-à-dire le mandat politique des acteurs locaux ».

Le bien-être des populations est aussi fortement lié à leur cadre de vie. Aussi, Gwénaël Doré (2017) associe le deuxième axe de stratégie de développement aux actions de préservation et de mise en valeur du « paysage » (Doré, 2017) ; nous

pouvons élargir cet axe de stratégie à l'ensemble des actions visant à valoriser les aménités rurales qui permettent d'attirer les revenus de l'économie résidentielle. Les travaux d'Amédée Mollard, Bernard Pecqueur, Maud Hirczak et d'autres chercheurs éclairent ce rôle joué par les aménités dans l'attraction de revenus mais aussi dans la capacité des territoires à transformer ces revenus en demande, et ainsi, permettre le développement de leur secteur domestique. Leurs travaux démontrent que les aménités sont perçues et/ou vécues selon des attributs naturels, patrimoniaux et culturels et que ces attributs sont très souvent associés à un lieu, ou plutôt à un territoire (Hirczak *et al.*, 2008). Les individus recherchant certains attributs plus ou moins spécifiques se dirigent vers les territoires qu'ils ont associés à ces attributs, faisait dire à ces auteurs que « l'appréciation positive d'aménités est source de fidélité de fréquentation de ces territoires. » (Hirczak *et al.*, 2008). Ces réflexions émergent dans les années 1980 où est observée une augmentation de la demande pour des produits « de qualités spécifiques, réputés pour leur authenticité et leur typicité. » et ce phénomène est particulièrement observable dans des territoires ruraux isolés (Mollard & Pecqueur, 2007). Nous remarquons une similitude entre ces constats et un nouvel attrait pour les territoires ruraux (notamment grâce au tourisme) qui connaissent un regain de population et aux indicateurs de développement positifs (Davezies, 2008b). Par ailleurs, les prix de produits ancrés territorialement dans ces espaces ruraux se vendent à un prix supérieur que les produits n'étant pas ancrés territorialement (Mollard, 2001; Mollard & Pecqueur, 2007). Des produits de production locale et associés aux aménités d'un territoire (par exemple de type Appellation d'Origine Contrôlée, AOC) génèreraient donc des dépenses plus importantes et captées directement par les acteurs du territoire en question. Nous aurions donc là l'une des conditions du développement économique territorial et la partie aval de l'économie résidentielle : la dépense des revenus vers le secteur domestique du territoire. Avoir des produits ancrés territorialement et associés aux aménités du territoire permettent ainsi de générer une rente de qualité territoriale. Cette rente « combine la qualité intrinsèque du produit et son ancrage en un lieu spécifique avec son histoire et ses savoir-faire » (Lacroix *et al.*, 1998; Mollard, 2001). La valorisation de cette rente est possible à trois conditions (Mollard & Pecqueur, 2007) :

- La présence d'un ensemble de biens et de services complémentaires ;
- La combinaison de biens publics et privés qui permettent de renforcer l'image de qualité ;
- Une coordination d'acteurs et producteurs ;

Les trois éléments ci-dessus peuvent constituer un panier de biens et services (Hirczak *et al.*, 2004) pour les territoires, c'est-à-dire un ensemble de produits de production locale qui existent autour d'un produit leader. Le produit leader est le produit disposant de l'image la plus ancrée et sa consommation entraine la consommation d'autres biens ou services produits localement. C'est bien l'ensemble de ces produits et services associés au produit leader qui constituent le panier de biens territorial. L'ensemble du panier renforce ainsi l'image de qualité du territoire (Mollard & Pecqueur, 2007) :

> « La diversification de la demande (via le tourisme en particulier) et l'émergence de nouvelles fonctions productives (services environnementaux) peuvent être la source d'externalité positives et de ressources territoriales. » (Mollard & Pecqueur, 2007).

L'existence de ces paniers de biens semble toutefois limitée à des espaces ruraux spécifiques et tous n'ont pas cette possibilité de mettre en avant un produit territorialisé qui entraine un ensemble de biens et services comme peut le faire l'huile d'olive dans les Baronnies qui induit des dépenses d'autres produits régionaux tels que le vin, mais aussi de services, à l'image des gîtes ruraux (Hirczak et al., 2004). La notion de panier de biens territorialisés implique que ces biens soient attachés à un territoire et ne soient donc pas ubiquistes. On retrouve ici le principe « d'endogénéisation » d'une ressource territoriale[13]. C'est pourquoi, dans l'exemple des Baronnies Provençales développé par Amédée Mollard et Bernard Pecqueur

[13] L'endogénéisation d'une ressource territoriale est un processus qui vise à rendre une ressource territoriale non transférable à un autre territoire. Une ressource spécifique, en devenant endogène, ne peut être transféré à un autre territoire et devient un élément de patrimoine territorial valorisable. D'après la théorie de la croissance endogène, la croissance économique d'un territoire devient ainsi interne au territoire lui-même. Les modèles de croissance endogènes viennent en réponse aux modèles qui fondent la croissance économique sur le seul progrès technique (modèle de Solow). Les ressources spécifiques permettent la différenciation des territoires.

(2007), le panier de biens autour de l'huile de l'olive ne concerne pas n'importe quelle huile d'olive, mais bien celle de la région des Baronnies. Magali Talandier (2008) constate également l'importance de ces produits territorialement ancrés dans le développement local, qu'elle nomme « produits territorialement marketés ». Ces territoires ont un développement local d'autant plus important qu'ils bénéficient de ce tourisme de produits (Talandier, 2008a).En revanche, dans un article consacré aux appellations d'origine, Marc Dedeire et Lala Razafimahefa (2023), démontrent la présence non-négligeable de ces produits dans des espaces polarisés par une métropole (Dedeire & Razafimahefa, 2013), ce qui témoigne de la possibilité de valorisation de produits, ici agricoles.

2.2.2. Eléments de patrimonialisation des ressources en Dombes

Du fait des conditions spécifiques d'existence des paniers de biens et de services territoriaux, ces derniers restent rares. La Dombes fait partie de ces territoires dans lesquels il est difficile d'identifier de telles ressources. Les biens et services spécifiques reposent principalement sur l'exploitation des étangs caractéristiques des paysages du territoire. La spécificité de la Dombes repose donc, au moins de manière marginale, sur la pêche d'étang et la production de carpes ou de grenouilles (bien que leur production ait disparu, les grenouilles restent un marqueur fort de la Dombes). Ce dernier est ainsi jalonné de restaurants proposant ces produits et leur mise en valeur est soutenue par un réseau d'acteurs locaux tels que l'APPED (Association de Promotion du Poisson des Étangs de la Dombes) qui vise à valoriser la production piscicole et sa consommation sur le territoire, par label notamment. L'association est par ailleurs à l'origine de l'organisation annuelle de « Journées découvertes des poissons de la Dombes ». Cet évènement communiqué par l'Office de Tourisme de la Dombes semble autant s'adresser aux habitantes et habitants du territoire qu'aux touristes ou ménages extérieurs. Elles avaient rassemblé 200 participantes et participants en 2023 (Apped).

Exemples d'activités et d'information lors des Journées découvertes des Poissons de la Dombes



1. Affichage pédagogique sur le fonctionnement des étangs



2. Explication des méthodes de pisciculture



3. Valorisation artistique et culturelle des étangs

Photos : PREAULT Marine, 2021

Figure 6 Exemples d'activités et informations lors des Journées découvertes des Poissons de la Dombes

Une autre entreprise commence également à produire et exporter hors du territoire des produits en cuir des carpes de la Dombes. (figure 7). La carpe, et plus largement les cultures liées aux étangs, pourraient donc constituer un produit leader d'un panier de bien dombiste si le territoire parvient à construire une image autour de ce produit. Cette possibilité sera donc questionnée auprès des habitants et élus du territoire.



Figure 7 Présentation du cuir de Carpe de Dombes lors des journées du Poisson de la Dombes

Si cette présence de paniers de biens aussi spécifiques n'est pas si répandue dans les territoires ruraux, la plupart d'entre eux, et nous l'observons aussi en Dombes, bénéficient toutefois aujourd'hui d'un essor de la consommation de produit locaux qui peuvent eux aussi constituer une valeur ajoutée territoriale au sens d'Amédée Mollard et Bernard Pecqueur.

Si l'existence d'un panier de bien territorialisé en tant que tel est rare, de nombreux espaces ruraux sont concernés par la patrimonialisation de certains produits, services ou pratiques qui peuvent donc eux aussi être « territorialement marketés ». En Dombes, cette volonté de patrimonialisation est bien présente mais peut s'avérer complexe pour plusieurs raisons. Premièrement, l'identification de ressources patrimonialisées peut s'avérer difficile dans un contexte où de nombreuses spécialités sont sujettes à patrimonialisation. Ainsi, la présence de la Bresse et de ses poulets de Bresse à proximité immédiate de la Dombes peut diminuer la visibilité des produits sujets à patrimonialisation en Dombes : la carpe et la grenouille, mentionnées ci-avant. Plus qu'une invisibilisation, c'est aussi une confusion qui peut exister quant au patrimoine culinaire du territoire puisque les poulets de Bresse sont très souvent présents dans les cartes des restaurants dombistes. Par conséquent, il n'est pas rare que la Dombes soit intégrée à la Bresse en manière de patrimoine, ou alors que les deux entités soient intégrées au patrimoine aindinois ou à celui de la région lyonnaise, en témoigne cet extrait du guide *Bourg à visiter* cité par Claire Delfosse :

« Ici, la cuisine est un art majeur et des bonnes tables sont légions ! Poulet de Bresse à la crème et aux morilles, carpe des Dombes farcies, quenelles de brochet sauce Nantua… La carte des spécialités est inépuisable » (Bourg à visiter in Delfosse, 2011)

Cette difficulté d'identification claire est donc expliquée par une double concurrence bressane et lyonnaise (Delfosse, 2011). Une deuxième difficulté pour la patrimonialisation de la Dombes réside dans un déficit d'image de qualité pour le territoire, où l'agriculture productiviste est très présente : on retrouve par exemple sur la Dombes moins d'AOC (Hirczak & Mollard, 2005) ou d'agriculture biologique (en 2020, 4,7% de part de surface agricole biologique dans la surface agricole utile en

Dombes, contre 8,2% dans l'Ain d'après l'Agence Bio, 2024) qu'ailleurs dans le département. Dans son contexte régional et en comparaison avec la Bresse, la Dombes correspond à une agriculture de type Label Rouge et au groupement des aviculteurs de la Dombes qui s'est développé dans les années 1980, proposant une production plus importante de produits au prix moins élevé, en concurrence donc avec les poulets AOC de la Bresse (Hirczak & Mollard, 2005). Si l'on oppose deux orientations possibles pour les territoires – une production compétitive internationalement avec des prix bas ou le développement de produits de qualité rare et plus couteux – la Dombes peut rapidement être identifiée à une agriculture plus productiviste. La volonté de patrimonialisation de la carpe et d'autres produits issus de la pisciculture des étangs dombistes, mentionnés plus haut, se retrouve donc en concurrence avec l'image d'une agriculture productiviste.

Les travaux de Claire Delfosse (2011) sur la patrimonialisation de produits de terroir de l'ancienne Région Rhône-Alpes, à laquelle appartenait la Dombes, sont éclairant sur les possibilités de mise en valeur de produits ou services territorialement marketés en Dombes. Elle identifie trois possibilités de patrimonialisation en Rhône-Alpes qui sont, dans une certaine mesure, également transposables au territoire dombiste. Tout d'abord, une patrimonialisation de la gastronomie, visible à Bourg-en-Bresse avec des restaurateurs renommés mais en concurrence avec les restaurateurs lyonnais, semble possible. La présence de nombreux restaurants sur le territoire de la Dombes est effectivement ancienne et avait pour clientèle les lyonnais venant en Dombes les weekends. La fréquentation des restaurants était ainsi fortement associée à celle de la chasse. Cette patrimonialisation des restaurants dombistes semble toutefois avoir certaines limites puisqu'un certain nombre d'entre eux ont fermé, dont le restaurant étoilé du chef Alain Chapel sur la commune de Mionnay, que l'adjoint à l'urbanisme de la commune a cité comme étant un des évènements marquants pour la commune :

> « c'est un évènement quand même important qui a bouleversé la commune. C'est le dépôt de bilan du restaurant Alain Chapel, qui était mondialement connu, et qui a trois étoiles au guide Michelin. […] On a racheté le bâtiment dans la commune pour conserver une partie du patrimoine. Mais on a

> beaucoup de mal à trouver des repreneurs. » (entretien avec l'adjoint à l'urbanisme, finances et assainissement de la mairie de Mionnay, 2022)

La Dombes paraît davantage concernée par la patrimonialisation des marchés, aussi visible à Bourg-en-Bresse. Claire Delfosse identifie des enjeux de rayonnement économique et commercial de Bourg-en-Bresse et une attraction touristique avec son caractère pittoresque. Par ailleurs, c'est aussi le mode de vente qui est patrimonialisé ici. Les marchés dombistes peuvent aussi faire l'objet d'une patrimonialisation, plus particulièrement le marché de Châtillon-sur-Chalaronne qui dispose d'un fort rayonnement local, voire régional. Le marché bénéficie d'une image positive grâce à son classement « marché d'exception » au niveau national et son titre de « Plus beau marché » de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et troisième de France sur TF1. Le marché permet ainsi à la commune de valoriser son patrimoine architectural, des halles en bois de charpente datant du XVe siècle ce qui leur vaut un classement au titre de monument historique depuis 1988, mais aussi alimentaire : « Une soixantaine de producteurs sur plus de 300 mètres d'étals vous proposent des produits du terroir : fromage, volaille, gibier, poisson de la Dombes, viande et charcuterie » (Site Internet de la commune de Châtillon-sur-Chalaronne, consulté le 08/03/2024). Enfin, pour la Dombes, l'enjeu de patrimonialisation se trouve peut-être plus encore dans la patrimonialisation du lien ville-campagne à l'image du Lyonnais (Delfosse, 2011). La région du lyonnais est ainsi marquée par la peur d'un éclatement face à Lyon, Saint-Etienne, et dans une moindre mesure, Roanne. Ce territoire patrimonialise donc le lien ville-campagne qui caractérise ce territoire « jardin des habitants du Grand Lyon ».

> « la marque permet d'être identifiée auprès des consommateurs lyonnais, mais elle vise également à rappeler cette communauté entre la ville et la campagne qui, à travers la dénomination même de Lyonnais, se revendique comme ayant une histoire commune avec la ville » (Delfosse, 2011).

La patrimonialisation de ce lien s'est produite dans les années 1990, période marquée par une crise arboricole ou encore une dévaluation des produits laitiers auxquelles une réponse était trouvée dans la valorisation, ou re-valorisation de la vente vers les métropoles. Cette situation géographique « entre » trois villes et

métropoles se retrouve également dans la Dombes, qui est entourée de Lyon, Bourg-en-Bresse et Villefranche-sur-Saône. Ce lien rural-urbain peut donc aussi tout à fait faire l'objet d'une patrimonialisation. La proximité de la métropole lyonnaise peut révéler, comme dans le Lyonnais, un « lien nourricier » (Delfosse, 2011) entre les produits, les producteurs et les habitants du Grand Lyon. Plus spécifique à notre terrain d'étude, le lien avec les loisirs et un tourisme de proximité pourrait également faire l'objet d'une patrimonialisation, la Dombes ayant longtemps accueilli les Lyonnais pour des pratiques cynégétiques, équestres ou encore liées à la pratique du golf. La Dombes a aussi longtemps eu une fonction de résidence secondaire de riches propriétaires lyonnais.

En résumé, si un panier de biens et services territoriaux ne semble pas exister en Dombes, une patrimonialisation d'objets et pratiques spécifiques au territoire ne semble pas impossible, voire existe déjà. Ainsi, l'existence de produits des étangs de la Dombes, les restaurants dombistes, le marché de Châtillon-sur-Chalaronne ou encore les liens historiques à la métropole lyonnaises sont autant de biens et services pouvant être patrimonialisés ou territorialement marketés. Cette valorisation peut ainsi accroitre une image de qualité du territoire et induire des externalités positives, notamment une consommation orientée vers le secteur domestique de la Communauté de communes.

Le développement par la consommation ne repose toutefois pas que sur la valorisation de produits spécifiques. Les revenus basiques, et notamment la base résidentielle, peuvent aussi stimuler la demande locale de services plus ubiquistes tels que les boulangeries, médecins, esthétiques, services à la personne, etc. qui sont produits localement (Doré, 2017). L'enjeu est donc aussi de regarder si ces revenus basiques sont bel et bien consommés dans les services communs du territoire de résidence ou s'il existe une fuite des revenus du territoire pour ces produits aussi présents sur les territoires voisins – ce qui sera fait en seconde partie.

2.3. L'économie résidentielle et la théorie de la base économique en discussion : entre débats scientifiques et confusions collectives

La publication des travaux de l'équipe de l'Œil suscite un fort intérêt de la part d'autres chercheurs mais aussi du monde politique ou encore des instituts statistiques comme en témoignent des travaux du Sénat autour de l'économie résidentielle ou encore les travaux et propositions de définition de l'Insee. L'ensemble de ces travaux et publications enrichit le débat et la réflexion autour de la théorie de la base et de l'économie résidentielle. Nous allons donc étudier ce dynamisme bibliographique qui suit les premiers travaux de Laurent Davezies et Magali Talandier pour nous pencher ensuite sur les critiques émises envers le modèle décrit à travers la notion d'économie résidentielle.

2.3.1. De la diffusion à la confusion autour des concepts

Les travaux de l'équipe de l'Œil sur la théorie de la base économique et sur l'économie résidentielle engendrent une multiplication d'articles sur ce sujet et autours de ces notions. Une analyse bibliométrique nous permet de confirmer l'inflation des travaux autour de ces thématiques entre 2005 et 2014 (figure 8). Nous avons recensé les articles, chapitres, communications et thèses ayant pour mots-clés « économie résidentielle » et « théorie de la base économique » (« residential economy », « economic base concept » et « theory of economic base » pour les références anglophones) issus de la base HAL ainsi que des travaux que nous avions recensés au fil de nous lectures.

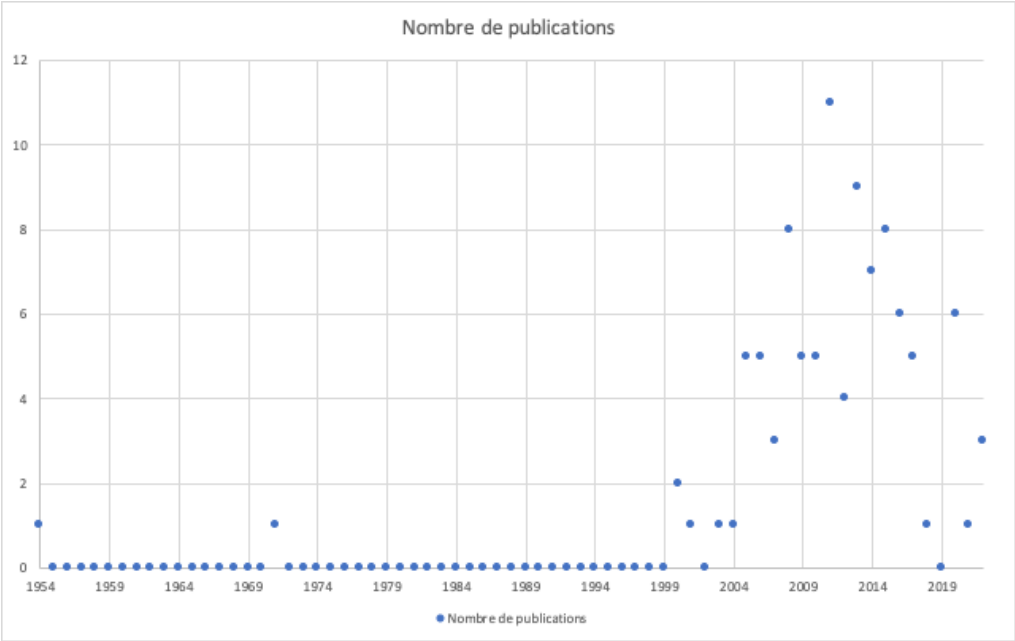


Figure 8 Évolution du nombre de publications autour de la théorie de la base et de l'économie résidentielle

Le détail de l'analyse bibliométrique ainsi que le choix des bases de données et de la recherche par mots-clés sont développés en annexe 3 du manuscrit. Ce travail bibliométrique nous permet d'obtenir une base de données non exhaustive de 100 travaux publiés entre 1954 et 2023 et dont il est certain qu'ils traitent de l'économie résidentielle au sens de l'équipe de l'Œil et de la théorie de la base économique. La période de 2010-2014, qui correspond au plus fort dynamisme de publication avec 32 références obtenues, essentiellement publiées en France, correspond aussi à la période où une certaine confusion se réinstalle autour de la base économique, notamment sa méthode de calcul, et autour de la notion d'économie résidentielle (figure 9). Nous identifions deux raisons principales à ce trouble conceptuel.

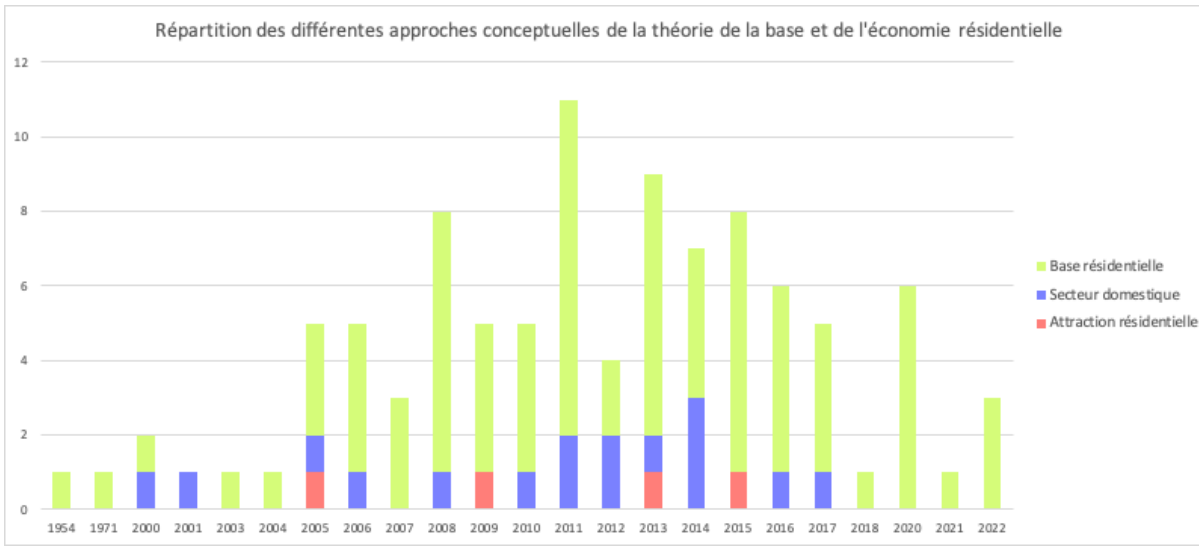


Figure 9 Plusieurs acceptations de la théorie de la base économique et de l'économie résidentielle

La première raison est une confusion d'ordre méthodologique, que nous détaillons dans le chapitre 3 de ce manuscrit consacré à la méthodologie de calcul de la théorie de la base économique (figure 10). Plusieurs auteurs, mais aussi l'Insee, tentent à leur tour des mesures de l'économie résidentielle mais raisonnent en emplois, tandis que Laurent Davezies et Magali Talandier affirmaient la nécessité d'une mesure en revenus. Ce retour à la méthode de Hoyt qui évalue l'emploi local met donc de côté la socialisation des revenus évoquée ci-avant et la redistribution induite par les mobilités individuelles. Par conséquent, ces travaux associent des calculs et une définition erronée de théorie de la base économique.

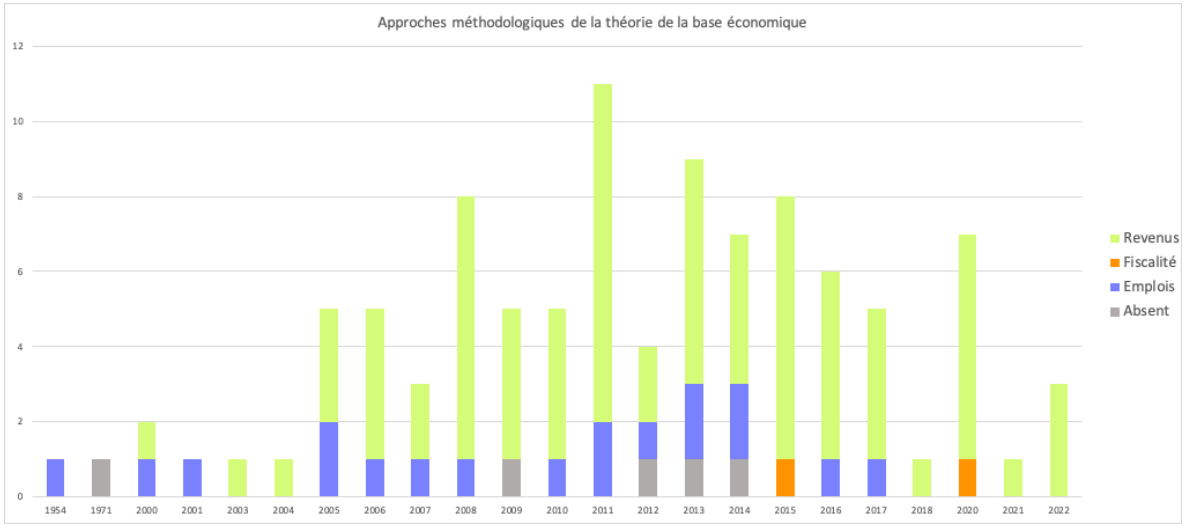


Figure 10 Confusion méthodologique autour de la mesure de la théorie de la base économique

La deuxième raison est une confusion avec la notion d'économie présentielle. Parallèlement aux travaux sur l'économie résidentielle, Christophe Terrier théorise et calcule les taux de présence de la population sur les territoires. Ce calcul part du constat d'un décalage entre la population résidente des territoires et la population réellement présente. Certains territoires connaissent un déficit de population présente (les départements d'Ile-de-France par exemple, ou encore le département du Rhône), tandis que d'autres (comme le département de la Savoie) enregistrent un surplus de population présente (Terrier, 2005 ; Terrier et al., 2005). Si cette notion a pu inspirer la réflexion de Laurent Davezies sur la théorie de la base économique et est fondamentale dans le calcul des revenus basiques proposé par Magali Talandier, elle donne aussi lieu à une grande confusion, voir invisibilise le sens d'économie résidentielle. L'Insee contribue fortement à cette confusion autour de la notion d'économie résidentielle en la confondant avec celle d'économie présentielle. De nombreux rapports régionaux et nationaux de l'Insee tentent, à partir des travaux de Laurent Davezies, de mesurer l'économie résidentielle des territoires en France. La confusion s'instaure alors : l'économie résidentielle au sens de l'Insee désigne l'ensemble des activités économiques destinées à satisfaire les besoins de la populations locales.

> « L'économie résidentielle est un secteur d'emplois. […] Trois grands types d'activités structurent l'économie de ces bassins de vie. L'économie résidentielle regroupe les activités essentiellement destinées à satisfaire les besoins des populations locales. » (Ambiaud *et al.*, 2006)

> « Les contours du concept d' « économie résidentielle » sont assez flous. […] Selon la définition actuelle utilisée par l'Insee, l'économie résidentielle désigne l'ensemble des activités essentiellement destinées à servir les besoins des populations locales permanentes et des touristes. Elle regroupe essentiellement les activités suivantes : commerce et réparation, automobile, commerce de détail et réparations, bâtiments, transports ferroviaires, transports routiers de voyageurs, agences de voyage, activités financières, activités immobilières, services aux particuliers, éducation, santé, action sociale et administration. » (Harrous, 2008)

La définition donnée par l'Insee est, d'après la théorie de la base économique et au sens de l'équipe de l'Œil, celle du secteur domestique d'un territoire.

Trois méthodes de mesure de la théorie de la base économique coexistent donc depuis les années 2000 :

- Une méthode s'appuyant sur les revenus, la plus fiable vis-à-vis de la théorie initialement formulée mais aussi la plus difficile à mettre en place ;
- Une méthode s'appuyant sur la mesure des emplois, qui reprend les travaux d'Homer Hoyt, malgré les avertissements de Laurent Davezies sur l'inexactitude de cette méthode et ses raisons ;
- Une méthode s'appuyant sur la présence sur les territoires, qui résulte d'une déformation du sens de la notion d'économie résidentielle et de la théorie de la base initialement formulée (Insee) ;

Synthèse des approches méthodologiques de la théorie de la base économique

	Approche par les revenus		Approche par les emplois	
	Revenus extérieurs	Emplois répondant aux besoins locaux	Activité locale exportatrice	Activités au service de la région
R. Cantillon (1725)	Seigneurs et leurs revenus	Biens et services répondant à la demande des seigneurs		
W. Sombart (1919)	"City-formers"	"City-fillers"		
H. Hoyt (1939)			Base exportatrice : emplois destinés à l'exportation de produits en dehors du territoire	Secteur domestique : emplois répondants aux besoins de la région
L. Davezies (2003)	Secteur basique	Secteur domestique		
INSEE (2007/2008)			Economie productive	Emplois domestiques
Projet ESTER (2021)	Secteur basique	Secteur domestique		

→ Evolution méthodologique des approches de la théorie de la base économique

Réalisation : PREAULT Marine, 2023

Figure 11 Synthèse des approches méthodologiques de la théorie de la base économique

Les travaux portant sur l'économie résidentielle des territoires en France restent rares en-dehors de ceux de l'équipe de l'Œil, qui a par ailleurs réalisé une étude fine à l'échelle des bassins de vie du Limousin. Plus récemment, Jean-François Ruault (2018) a réalisé une sur l'économie résidentielle à l'échelle des départements franciliens, mais

peu de travaux comprennent une analyse des circulations de revenus à une échelle aussi fine que celle adoptée par l'équipe de l'Œil.

Quant à l'Insee, ils justifient le recours à une autre définition par la difficulté à recueillir des données locales sur les revenus, et donc le choix de réaliser une mesure des emplois, ce qui, une nouvelle fois, exclut l'apport d'autres revenus. Cette définition de l'Insee est probablement celle qui contribue le plus à jeter le trouble. L'Insee étant une référence pour de nombreux acteurs territoriaux, cette autre définition peut bénéficier d'une diffusion plus large. Cette économie présentielle est aussi étudiée dans le cadre de travaux de recherche, renforçant sa popularité, au détriment de l'économie résidentielle. Par exemple, François Aubert, Denis Lépicier et Jean-Christophe Dissart réalisent plusieurs mesures des emplois qu'ils qualifient de « services résidentiels » (Aubert *et al.*, 2016). Ils réalisent toutefois une clarification en nommant cette économie « économie présentielle » et la distinguent donc bien de l'économie résidentielle au sens de Laurent Davezies.

Bien entendu, Laurent Davezies, suivi par Magali Talandier mais aussi Bernard Pecqueur, tentent de rétablir la définition initialement proposée. Tout d'abord, dans un article publié en 2008, Laurent Davezies réaffirme l'importance de respecter la mesure des revenus dans l'application de la théorie de la base. La controverse des années 1980 en Amérique du Nord démontre bien comment un détournement de cette théorie avec une mesure en termes d'emplois à conduit à l'abandon de la théorie de Sombart, en témoigne la célèbre phrase de Richardson (1985) : « *les modèles de la base économique devraient être brûlés sans espoir de résurrection* » (Davezies, 2009). Une clarification des deux notions d'économie résidentielle et d'économie présentielle est donc apportée. C'est cette définition d'économie résidentielle que nous considérons tout au long de ce manuscrit :

> « L'économie résidentielle renvoie à l'offre territoriale non productive, publique ou sociale (revenus des navetteurs, des retraités et des touristes), mesurée en montants monétaires. L'économie présentielle renvoie plutôt à la demande effective sur le territoire, à la consommation (en quelque sorte à la propension locale à consommer) et permet d'approcher une mesure de la

> transformation de revenus locaux en emplois domestiques. » (Davezies, 2009)

Cette définition est réaffirmée en 2009 par Laurent Davezies, puis par Magali Talandier et Bernard Pecqueur en 2011 et 2012. Dans un rapport pour la DATAR, Magali Talandier et Bernard Pecqueur revoient quelque peu l'usage des termes en précisant que l'utilisation de « base résidentielle » ou « base économique résidentielle » est préférable pour distinguer les différentes notions utilisées. (Pecqueur & Talandier, 2011) Selon eux, la notion d'économie présentielle permettrait alors de distinguer les emplois de l'Insee et ceux des travaux sur la théorie de la base.

> « Aujourd'hui, il semble donc que les choses tentent de s'éclaircir avec d'une part une analyse sur les bases résidentielles (ou économie résidentielle) désignant les flux moteurs du développement économique et une sphère « présentielle » qui serait donc constituée des emplois induits (commerces de détail, services à la personne…) dépendant de la présence et de la consommation effective dans les territoires. » (Pecqueur & Talandier, 2011)

Nous avons cependant pu constater que le trouble persiste quant au sens d'économie résidentielle : au moment de réaliser la bibliométrie, la recherche par le mot clé « économie résidentielle » faisait ressortir une majorité d'articles n'ayant pas grand-chose à voir avec la théorie de la base économique ou avec la base résidentielle (annexe 3).

Aussi, une de nos hypothèses est que cette confusion ne permet pas aux différents acteurs des territoires ruraux, notamment les élus, de connaitre la théorie de la base économique, déjà complexe en soi, et donc de comprendre un aspect non négligeable du fonctionnement de leur territoire.

2.3.2. La prise en compte de l'économie résidentielle ne doit pas omettre l'économie productive

Le dynamisme bibliographique autour de la théorie de la base économique et de l'économie résidentielle est aussi alimenté par des travaux plus critiques à l'encontre de ce modèle. Ces critiques proviennent premièrement des économistes de la Nouvelle Économie Géographique, mais pas seulement : ce sont aujourd'hui

plusieurs aspects de la redistribution des richesses portée par l'économie résidentielle qui sont discutés.

Les questionnements des économistes de la NEG sont principalement portés par Pierre Veltz qui remet en cause les effets négatifs de la redistribution des revenus sur les métropoles, et surtout Paris. Pour Pierre Veltz, la capitale souffre d'un « sentiment anti-parisien », mais aussi de « dysfonctionnements propres à ses structures politico-administratives » (Veltz, 2013). Ces deux points sont par ailleurs également soulevés par Laurent Davezies dans « La métropole parisienne : une maladie orpheline ? » (2006). Aussi, pour Pierre Veltz, Paris reste le cœur du réseau métropolitain français et résiste à la crise économique que traverse la métropole alors (Veltz, 2013). Il propose donc une « réforme de la gouvernance » qui soutiendrait le leadership métropolitain de Paris. Laurent Davezies interroge lui aussi cette possibilité en constatant les difficultés de la capitale, qui reste aujourd'hui le moteur de la croissance française. Si l'on souhaite soutenir cette croissance, alors la métropole parisienne doit, comme le suggère Pierre Veltz, être soutenue pour que la France ait un pôle puissant au rayonnement mondial (Veltz, 2019). Finalement, ce que Pierre Veltz souligne, et ce que d'autres chercheurs de la théorie de la base économique et du développement local reconnaissent volontiers, c'est un déséquilibre entre les territoires de production et ceux bénéficiant de la redistribution. Il réutilise par ailleurs les résultats de la théorie de la base mais en fait une autre lecture en prolongeant cette analyse avec les emplois abrités et les emplois exposés de Philippe Frocrain et Pierre-Noël Giraud (2016). Les emplois exposés sont ceux qui produisent des biens et services vendus au-delà des frontières. Ils tirent la croissance et sont exposés à la concurrence internationale. Les emplois abrités sont des emplois qui ne sont mis en concurrence qu'avec les emplois du même territoire (Frocrain & Giraud, 2016). On pourrait comparer ces emplois à nos bases économiques, les territoires exposés correspondant à la base privée, les emplois abrités étant les emplois du secteur domestique, auxquels on pourrait ajouter les emplois de la base publique. Pour Pierre Veltz, il y a aujourd'hui de moins en moins d'emplois exposés qui soutiennent de plus en plus d'emplois

abrités, créant ainsi un déséquilibre et étant la cause des difficultés de la métropole parisienne.

On retrouve ce risque de déséquilibre chez Laurent Davezies (Davezies, 2008a; Tanguy & Davezies, 2005), Magali Talandier et Bernard Pecqueur (Pecqueur & Talandier, 2011; Talandier, 2012) qui soulignent la nécessité de secteur productif, notamment à travers l'analyse es problématiques des bassins touristiques, ou par le fonctionnement des bassins productivo-résidentiels. Gwenaël Doré utilise l'image d'un territoire qui doit « marcher sur ses deux jambes » pour illustrer cet équilibre entre économie productive et économie résidentielle et pointe du doigt le risque d'un « assistanat » de ce certains territoires, dont le développement dépendrait d'autres territoires productifs (Doré, 2017) :

> « L'économie d'un bassin repose sur ces deux piliers (« productif » et « résidentiel ») et l'objectif d'une collectivité territoriale doit résider dans le développement conjoint de ces deux dimensions, … à trop privilégier l'une de ces deux jambes, un processus d'éviction tend à créer les conditions d'une atrophie durable du développement local. » (Tanguy, Davezies, 2005 in Doré, 2017)

Ce problème donne toutefois lieu à deux réponses, celle des économistes de la NEG et celle des tenants du développement local :

- Pour Pierre Veltz, économiste de la NEG, il faut donc soutenir les métropoles et leurs régions, la métropole créant le dynamisme de sa région économique ;
- Pour Laurent Davezies et les tenants du développement local, l'économie résidentielle et la théorie de la base permettent de comprendre une nouvelle géographie de la consommation et de la production. Les activités productives peuvent se localiser hors des métropoles, soit parce qu'elles suivent leurs salariés désireux d'un autre cadre de vie, soit parce que les dépenses associées à l'économie résidentielles entrainent de nouvelles activités de production et renforcent ainsi la base privée.

En effet, défendre la théorie de la base économique ne signifie pas ignorer une certaine dépendance au secteur productif et l'ensemble des territoires ne sauraient fonctionner correctement sans la présence des revenus basiques privés. Aussi, les travaux de l'équipe de l'Œil mettent en avant l'importance de l'économie productive pour l'économie résidentielle. C'est aussi une des conclusions de Laurent Davezies dans *La crise qui vient* (2012), où il alerte sur la nécessité de renforcer le secteur productif des territoires dans un contexte de restriction de la dépense publique à l'origine d'un important rééquilibrage. Si l'ouvrage insiste davantage sur le recul de ces mécanismes d'équilibre, Laurent Davezies ne manque pas d'alerter sur l'importance du secteur productif dans les territoires résidentiels : « les villes de la côte méditerranéenne, qui offrent un cadre envié par les professionnels du monde entier, ne peuvent continuer à se cantonner dans la monoculture résidentialo-touristique » (Davezies, 2012).

Cet équilibre entre les deux bases est analysé grâce aux systèmes productivo-résidentiels (Talandier, 2012; Talandier & Davezies, 2009). Ces systèmes sont constitués selon « l'interdépendance entre des territoires qui créent des richesses et sont à l'origine des émissions de flux résidentiels et des territoires qui captent ces richesses et sont donc récepteurs de ces flux. » (Talandier, 2012) Par ailleurs, ce sont les territoires qui cumulent attraction et exportation de revenus qui ont enregistré les plus fortes progressions de population, d'emploi, de revenu par habitant mais aussi une diminution de la pauvreté ou encore de leur taux de chômage (Davezies, 2006; Pecqueur & Talandier, 2011). Il faut alors comprendre que l'enjeu est triple pour le développement économique des territoires qui, finalement, se décompose en trois temps :

- La création de richesse par l'économie productive ;
- La captation des revenus grâce à l'économie résidentielle ;
- La circulation des richesses grâce au secteur domestique ;

Nous retrouvons alors un effet cumulatif de développement, mais cette fois-ci par la consommation (Talandier & Jousseaume, 2013).

Enfin, tous les économistes de la NEG ne sont pas si pessimistes à propos de la redistribution des revenus hors des territoires productifs. En effet, Martin Polèse, Richard Shearmur et Laurent Terral (2015) expriment plutôt l'idée d'un rééquilibrage du territoire national et démontrent, par ailleurs, que le développement par la consommation ne concerne pas que les territoires ruraux, mais aussi les territoires urbains, parmi lesquels Paris mais aussi d'autres métropoles régionales. Les craintes émises à propos de l'économie résidentielle concernent cette fois-ci une possible instabilité des revenus qui irriguent les territoires. En cas de crise économique du secteur productif, il n'est pas garanti que le budget des ménages puisse alimenter le secteur domestique (Polèse *et al.*, 2014). Nous retrouvons alors cette idée de dépendance de l'économie résidentielle au secteur productif.

Il paraît alors important de rappeler qu'appréhender l'économie des territoires par la théorie de la base économique n'a pas pour objectif de ne pas considérer le secteur productif des territoires. Ce secteur productif est pleinement inclus dans les revenus basiques. Par ailleurs, la théorie de la base économique semble aujourd'hui être le seul modèle qui permette d'inclure les questions de mobilités et de multirésidentialité dans les réflexions sur le fonctionnement des territoires. Aussi, l'économie productive des territoires n'est pas absente des travaux sur l'économie résidentielle. Dans cette recherche doctorale, la théorie de la base économique est notamment mobilisée pour mieux connaître l'économie résidentielle des territoires, pour s'intéresser à cette dépendance de l'économie résidentielle au secteur productif et observer comment celle-ci réagit en cas de crise économique, notamment la crise qui a suivi la pandémie de Covid-19. Les confinements ayant donné lieu à un ralentissement de la production économique, nous avons souhaité, entre autres, interroger ces impacts sur les revenus des ménages et leur consommation sur le territoire – ce qui sera fait dans la troisième partie.

2.3.3. Interroger la soutenabilité du modèle de l'économie résidentielle

Récemment, de nouvelles critiques ont été émises non pas sur la théorie de la base économique, mais sur le modèle de l'économie résidentielle et sa soutenabilité.

La soutenabilité de l'économie résidentielle est interrogée selon deux grandes thématiques : la soutenabilité sociétale d'un tel modèle qui repose, comme vu précédemment, sur une redistribution de revenus de territoires productifs vers des territoires moins productifs ; mais aussi la soutenabilité environnementale d'une circulation de revenus qui repose aujourd'hui, en partie, sur des mobilités quotidiennes réalisées bien souvent grâce à l'automobile. Ce dernier point nous amène aussi à questionner la soutenabilité d'un tel modèle à l'échelle même des ménages, dont une partie des budgets est consacrée à ces déplacements.

Le lien entre économie résidentielle et base productive privée ainsi que la redistribution des revenus évoqués ci-avant donnent lieu à des interrogations quant à la situation « d'assistanat » (Doré, 2008, 2017; Veltz, 2008) dans laquelle se trouveraient certains territoires essentiellement résidentiels. Ainsi, pour Pierre Veltz, le risque pour les territoires dépendant de revenus strictement résidentiels ou de la dépense publique serait de « perdre le contact avec ce qu'est l'univers intellectuel, mental et moral de l'économie moderne » (Veltz, 2008). On peut d'ores et déjà s'interroger sur ce que désigne le « monde moderne » dans ce cas-là, le monde moderne pouvant également relever de l'essor des mobilités, et en particulier les migrations d'agrément, ou encore l'essor de la multi-résidentialité, qui rendent l'économie résidentielle particulièrement pertinente pour penser le « monde moderne ». Il reste néanmoins pertinent d'alerter sur les risques que couvre le « tout résidentiel » de certains territoires qui se trouvent alors exposés au risque de volatilité des revenus privés. Cela implique la capacité non-seulement d'attirer des revenus mais également de valoriser les territoires pour les maintenir. Ce risque a par exemple été visible lors de la période Covid, où les territoires touristiques ont été confronté à la perte momentanée de cet apport majeur de revenus. Il paraît néanmoins nécessaire de souligner que ce risque reste vrai pour la mono-activité de certains territoires productifs qui ont par exemple pu être impactés par des délocalisations importantes.

La deuxième limite de l'économie résidentielle est la soutenabilité environnementale d'un modèle qui, aujourd'hui, est très lié aux dynamiques d'étalement urbain et mobilités pendulaires (Doré, 2008). L'attractivité des revenus

repose en effet sur une attractivité résidentielle et touristique qui exercent des pressions sur les écosystèmes ou ressources des espaces ruraux concernés. Cette pression a par exemple déjà été démontrée sur les littoraux (Baron, 2013; Burak et al., 2004; Grandclément, 2020) où les dynamiques résidentielles et touristiques peuvent être très fortes. Enfin, les mobilités pendulaires, probablement une des composantes principales des bases résidentielles des territoires sous influences métropolitaines, questionnent d'un point de vue environnemental pour les pollutions émises lors des trajets quotidiens, encore majoritairement réalisés en moyen de transport individuel motorisé ; mais elles questionnent aussi pour l'artificialisation induite par les infrastructures nécessaires. L'économie résidentielle pose ainsi la question de sa soutenabilité environnementale, mais aussi de sa soutenabilité financière pour les ménages concernés dont le budget alloué à ces déplacements tend à augmenter.

Par conséquent, la troisième limite que nous identifions est liée à l'économie des ménages. Dans un contexte d'augmentation des coûts de déplacements et des mobilités, la part des budgets associés aux déplacements tend à augmenter considérablement. Or, la redistribution des revenus vers le secteur domestique d'un territoire est essentielle pour son développement. Face à la forte hausse des budgets alloués à l'énergie (pour les déplacements mais aussi l'habitat), quelle part des budgets des ménages peut encore être redistribuée vers le territoire ? Ces difficultés ont été révélées récemment par le mouvement des Gilets Jaunes. Si un grand nombre de médias ont simplifié ce mouvement comme une opposition entre les métropoles et la France dite « périphérique »[14] (Behar, 2018; Delpirou, 2018; Depraz, 2019a), le mouvement, en réalité, a davantage concerné les espaces périurbains et le rural proche des villes, ainsi que les petites villes en déclin industriel ; et au sein de ces espaces, ce sont surtout les ménages aux dépenses contraintes qui se sont mobilisés, soit les fractions consolidées des classes populaires et une partie des classes moyennes

[14] Le terme « France périphérique » de Christophe Guilly (2016) a été amplement repris dans les médias pour discuter du mouvement des Gilets Jaunes. Le mouvement pouvait ainsi être expliqué simplement comme une fracture territoriale entre une France des métropoles et cette fameuse « France périphérique » (Depraz, 2019c). Ce terme est pourtant largement contesté par géographes et sociologues (Behar, 2018).

(Depraz, 2019a, 2019b). Un mouvement constitué en opposition à la hausse des coûts du carburant concerne en effet davantage les individus et ménages disposant d'un capital mobilité[15], mais aussi d'un emploi. Éric Charmes démontre ainsi dans *Métropole et éloignement résidentiel. Vivre dans le périurbain lyonnais* (2021) que, du fait de charges incompressibles (charges de chauffages, frais de transport, etc.), des accédants à la propriété peuvent se retrouver dans des situations précaires, même avec un revenu de plus de 3000€ par mois. Si le seuil de pauvreté (60% du revenu médian) est estimé à 2160€ par mois pour un couple avec deux enfants, avec des dépenses contraintes importantes, il n'est pas rare que ce seuil dépasse les 3000€ dans le périurbain (Charmes, 2021). Ceci conduit à s'interroger sur la résilience économique d'un tel modèle face à une crise voire, peut-être, face à un changement structurel du poids de l'énergie dans les budgets des ménages – ces questionnements seront également l'objet de la troisième partie.

Au total, on constate donc un ralentissement de la production scientifique sur ce sujet, si bien que l'on pourrait penser qu'après publication des travaux de l'Œil, il n'y ait plus grand-chose à apporter. Pourtant, il ressort de notre réflexion la nécessité de clarifier encore la notion d'économie résidentielle. La confusion établie ne permet pas de comprendre le développement qui continue de s'opérer dans les territoires ruraux aujourd'hui, mais aussi et surtout dans les espaces périurbains, que nous évoquons au chapitre suivant. Une clarification nous paraît aussi nécessaire pour pouvoir être transmise au-delà de la recherche et être utilisée par les acteurs des territoires. Cette définition doit être réaffirmée avec la méthode de calculs des revenus qui a été définie en 2007, sans quoi, nous continuons d'omettre une part majeure des revenus de nos territoires, tant ruraux que périurbains et qu'urbains. Enfin, il manque encore à l'économie résidentielle la mesure de sa partie aval, à savoir la circulation des revenus au sein des territoires, sans quoi le développement décrit n'est pas possible.

[15] La capital mobilité implique l'achat ou la location d'une voiture, le coût des assurances, de l'énergie, mais aussi bien en amont, le coût du permis.

3. Faire de l'économie résidentielle un modèle opérationnel

L'économie résidentielle est rarement étudiée à échelle communale, ce qui la rend difficilement insérable dans le cadre de politiques locales. Cette finesse d'analyse est peu présente du fait des difficultés que cet échelon induit. En effet, les revenus de l'économie résidentielle dépendent rarement d'une seule et unique base et, plus l'échelle d'analyse est fine, plus cette imbrication des revenus est présente. L'échelon communal est, de fait, rarement privilégié pour étudier l'économie résidentielle des territoires. Pourtant, les besoins opérationnels sont réels. Pour des communes rurales ou périurbaines où, bien plus qu'ailleurs, les revenus de la base résidentielle sont majoritaires, la connaissance de ces revenus basiques pourrait permettre d'identifier des leviers d'action méconnus jusqu'à présent. Pour ce faire, la connaissance de la circulation des revenus ne peut suffire ; les acteurs des politiques locales ont aussi besoin d'identifier la façon dont ces revenus sont réorientés vers le secteur domestique et quels en sont les vecteurs.

Dans cette troisième et dernière section, il est donc d'abord question d'échelles et de la porosité de l'économie résidentielle, puis sont abordés les enjeux opérationnels de l'économie résidentielle, notamment dans l'identification de leviers d'actions des politiques locales.

3.1. Questions d'échelle et porosité de l'économie résidentielle

3.1.1. Tenir compte de la porosité des revenus basiques

Les limites de l'économie résidentielle et de la théorie de la base économique soulevées précédemment sont évidemment à considérer dans toute approche des territoires par ces modèles. Néanmoins, les risques soulevés pour l'aspect « tout résidentiel » de certains territoires sont à remettre en perspective : cette situation ne se retrouve en réalité jamais, et cela est d'autant plus vrai quand on agrandit l'échelle d'analyse.

Avant tout, les résultats obtenus par Magali Talandier démontrent que tous les territoires – en l'occurrence les bassins de vie (Talandier, 2007) ou zones d'emplois (Talandier, 2023) – sont dominés par les revenus de l'économie résidentielle. En 2007,

elle réalisait ainsi une typologie de six catégories de bassins de vie selon leurs revenus basiques : les bassins « productifs, migrants-alternants et ASSEDIC », les bassins « productifs et agricoles », les bassins de retraites et agriculture », les bassins de retraites et tourisme », les bassins de « retraites, tourisme et revenus sociaux », et enfin, les bassins de « tourisme »[16], qui sont finalement les seuls à peut-être dépendre exclusivement du secteur résidentiel, et plus spécifiquement du tourisme. En vérité, les dépenses touristiques de ces bassins s'élèvent à plus de 60% des revenus de la base résidentielle, mais cela ne signifie pas que les autres revenus sont absents. Magali Talandier explicite justement que ces bassins sont « quasi-exclusivement touristiques » ou « ultra-touristiques » ; nous retenons l'aspect quasi exclusivement touristique qui explicite mieux que d'autres activités y sont tout de même présentes. Ces bassins de vie sont localisés sur les littoraux et îles atlantiques, ainsi que dans les Alpes et Pyrénées. Les littoraux méditerranéens ne sont pas concernés dans la typologie de Magali Talandier, non pas parce qu'ils ne sont pas touristiques, mais parce que la typologie est consacrée aux bassins de vie ruraux, or ce littoral est très urbanisé. La typologie de la résidentialité des littoraux réalisée par Antoine Grandclément (2020) démontre qu'ils sont aussi concernés par ces dynamiques. La base productive n'est toutefois pas absente de ces territoires. Aussi, si Laurent Davezies, comme nous l'avions vu plus haut, alertait sur des villes méditerranéennes se cantonnant au secteur résidentialo-touristique (Davezies, 2012), il paraît important de rappeler que ces mêmes villes bénéficient de la présence des technologies et hautes technologies à l'image de Sophia-Antipolis et Cannes-Mandelieu (Grandclement, 2020). Rappelons aussi, pour souligner la complémentarité de ces bases, que les aménités jouent un rôle dans l'implantation des entreprises du secteur productif dans des territoires résidentiels et productifs. Enfin, la mono-résidentialité n'est pas plus présente dans les territoires montagneux. Par exemple, dans une étude des revenus basiques des bassins de vie réalisée par Magali Talandier (2023), Chamonix n'est pas dépourvue d'une base productive. Si la base résidentielle représente bel et bien 71,3% des revenus basiques,

[16] Se référer aux résultats page 267 des travaux de Magali Talandier (*Un nouveau modèle de développement hors métropolisation. Le cas du monde rural français*, 2007) pour un approfondissement de ces catégories de bassins de vie.

11,2% des revenus relèvent de la base productive privée, puis 12,2% pour la base sanitaire et sociale et 5,4% pour la base publique (d'après les données de l'Insee, de la Caf et de la Dres, 2014). Ces résultats démontrent que le « tout résidentiel » n'existe pas ; ils permettent plutôt d'alerter sur les risques possibles d'un tel déséquilibre.

Si cette interpénétration des revenus s'observe à des échelles aussi fines que celle des bassins de vie ou des zones d'emplois, c'est parce que les activités elles-mêmes relèvent de plusieurs bases. En se penchant sur le détail des revenus, on se rend rapidement compte de la porosité des bases résidentielles, et qu'une activité ainsi que les revenus qui lui sont associés sont rarement exclusivement productifs ou résidentiels.

Cette porosité des revenus basiques représente une réelle difficulté méthodologique quant à la mesure des revenus basiques – les choix méthodologiques sont développés dans le troisième chapitre – mais ils n'invalident pas la théorie ou les résultats obtenus. Ils confirment que le tout résidentiel n'existe pas, mais les résultats ou ordres de grandeur obtenus n'en sont pas moins significatifs pour comprendre les dynamiques économiques des territoires. Ainsi, un certain nombre d'activités contiennent plusieurs dimensions à travers leurs revenus. En premier lieu, le tourisme, intégré à la base résidentielle, pourrait être considéré comme une activité productive, on parle d'ailleurs parfois « d'industrie du tourisme ». Dans la théorie de la base économique, le tourisme est inclus dans la base résidentielle car il permet au territoire de capter des revenus extérieurs et que cet attrait de revenus relève d'aménités territoriales explicités ci-avant. Le tourisme et ses activités peuvent également relever du loisir, selon les personnes qui les pratiquent. Ces mêmes activités peuvent autant s'adresser aux locaux – on parlera alors de l'économie domestique – qu'à des utilisateurs extérieurs – et ainsi relever de la base résidentielle. Sur notre territoire dombiste, on relèvera par conséquent la situation ambiguë du Parc des Oiseaux, dans lequel se rend une part non-négligeable des habitants du territoire, mais aussi les golfs ou encore les activités induites par des pratiques de loisirs sur le territoire dombiste (ballades pédestres, cyclistes ou équestres, chasse…). De même, les restaurants captent autant des revenus extérieurs, donc résidentiels, que de revenus domestiques, et les

salaires ou chiffres d'affaires des restaurateurs peuvent être inclus dans les revenus résidentiels d'une autre commune si la commune de résidence est différente de celle de la localisation du restaurant et donc de l'emploi. L'artisanat ou encore certains commerces sont également concernés par cette ambivalence. La même ambigüité se retrouve dans le secteur agricole à partir du moment où une partie de l'exploitation est orientée vers la vente locale, donc l'économie domestique, ou encore quand l'activité agricole s'ouvre au tourisme en proposant une offre d'hébergement (Gîtes ruraux dans les fermes) et en développant des fermes pédagogiques, par exemple. Le tourisme peut, de cette manière, contribuer à renforcer les pratiques de ventes directes. Les choix méthodologiques pour prendre en compte la porosité des bases économiques sont détaillés dans le chapitre 3.

Cette ambigüité est donc présente à toutes les échelles d'analyse de l'économie résidentielle, mais plus l'échelon choisi est fin, plus celle-ci sera complexe et les situations limites seront présentes.

3.1.2. Un échelon local difficile à appréhender

Comme nous avons commencé à l'évoquer, la notion d'économie résidentielle dépend étroitement de l'échelle d'analyse choisie. En effet, un changement d'échelle départementale pour une échelle communale peut faire basculer une activité du secteur domestique vers le secteur basique, par exemple. Il en va de même pour les revenus, qui peuvent relever de la base résidentielle si l'on se situe à l'échelle communale ou celle d'un bassin de vie. C'est le cas des restaurants et restaurateurs mentionnés précédemment et remobilisés dans le troisième chapitre.

L'échelle d'analyse doit être choisie en fonction de l'objet d'étude, ici la théorie de la base économique et l'économie résidentielle. A travers ces concepts, ce sont des pratiques de mobilité, de consommation et, plus généralement, des pratiques d'un territoire qui sont étudiées ; les échelles d'études choisies doivent donc tenir compte de ces éléments, c'est-à-dire correspondre étroitement aux mobilités et aux pratiques du territoire étudié. A échelle fine, plusieurs possibilités existent pour l'études des bases économiques : bassins de vie, zones d'emploi, EPCI (Etablissement Public de

Coopération Intercommunale), SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale). Comme nous l'avons vu plus haut, les bassins de vie ont été d'abord privilégiés par Magali Talandier pour l'étude réalisée en 2007. Ces bassins de vie sont issus d'un découpage réalisé par l'Insee et correspondent au plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants (services aux particuliers ; commerce ; enseignement ; santé, sports ; loisirs et culture ; transports). Avec les bassins de vie, Magali Talandier choisi un maillage qui se veut proche des pratiques habitantes des territoires. Elle relève toutefois l'incompatibilité des bassins de vie avec la notion d'aire urbaine et les zonages qui en découlent, qui sont plus utilisés par les acteurs du territoire. En 2016 et en 2023, Magali Talandier se tourne vers les zones d'emploi – déjà choisies par Laurent Davezies en 2003 – pour réaliser de nouveaux calculs des bases économiques des territoires. Les zones d'emplois correspondent elles aussi à une échelle d'analyse fine et sont définies d'après les mobilités domicile-travail. La plus grande limite que nous identifions pour cette échelle est donc sa correspondance avec une partie seulement de la population (les actifs ayant un emploi), et une partie seulement des pratiques habitantes – une réflexion plus approfondie des limites des approches territoriales par l'emploi est proposée dans le chapitre 2. Nous pouvons d'ores et déjà avancer que, dans un objectif de mesure d'une économie résidentielle et de ses retombées vers le secteur domestique d'un territoire, le seul critère de l'emploi paraît insuffisant quand l'objectif est également s'intéresser aux retraites, au tourisme, aux loisirs et aux autres pratiques des territoires. Enfin, pour une étude fine de l'économie résidentielle, le choix d'analyse peut se porter sur les EPCI et les SCoT. Il s'agit là d'échelons administratifs qui n'ont pas été établis avec une méthode qui aurait pour but de correspondre à des pratiques territoriales. Ces périmètres sont donc davantage choisis pour correspondre à des territoires d'action, et ainsi répondre à une demande publique (Talandier, 2023).

Dans un souci de s'approcher au plus près des pratiques habitantes, le périmètre idéal – à l'exception de celui que l'on construirait soi-même pour l'objet étudié – est donc celui des bassins de vie. Ce n'est pourtant pas celui qui a été privilégié au sein du programme ESTER. En effet, l'étude de l'économie résidentielle se fera ici

sur les communes d'un EPCI, la Communauté de communes de la Dombes. Les communes ont été choisies pour privilégier l'approche la plus fine possible des circulations de revenus et donc des pratiques habitantes. Il s'agit de la disponibilité statistique la plus fine existante ; c'est aussi un échelon de gestion pertinent pour les territoires ruraux et périurbains, en complément de l'EPCI. Aussi, l'échelle des communes et le périmètre de l'EPCI ont été choisis pour répondre aux objectifs opérationnels du projet de recherche : contribuer auprès des élus ruraux à une réflexion sur le développement rural et sur la manière dont l'économie résidentielle peut être intégrée aux politiques publiques locales en revalorisant les activités non-productives qui animent l'espace rural et contribuent à son attractivité résidentielle. Les difficultés posées par cette maille communale ne sont toutefois pas niées. On se référera à nouveau au chapitre 3 pour les choix méthodologiques qui découlent des difficultés induites par ce périmètre d'analyse.

3.2. Une approche à échelle fine de l'économie résidentielle : un besoin opérationnel

3.2.1. L'économie résidentielle : un appui aux politiques locales…

Une des hypothèses de recherche repose sur l'intérêt opérationnel de l'économie résidentielle, qui reste aujourd'hui un impensé des politiques locales, soit par méconnaissance du concept, soit par la difficulté méthodologique de sa mesure – démontrée dans la section précédente de ce chapitre. Pourtant, les apports aux économies locales de la théorie de la base économique et l'économie résidentielle ont déjà été reconnus, notamment pour repenser le développement territorial sans considérer le seul secteur productif (Courlet & Pecqueur, 2013; Talandier, 2023)

L'économie résidentielle peut ainsi être un réel appui aux politiques locales et constituer une prise de conscience de leviers d'action supplémentaires pour les intercommunalités et municipalités. Nos enquêtes auprès des élus et élues du territoire confirment cet impensé de leviers d'action existants en-dehors de l'économie productive. Ainsi, pour les maires, adjoints et adjointes interrogés, l'activité économique des communes repose essentiellement sur deux secteurs d'activité : ce qui

reste de l'activité agricole (4,3% des actives et actifs en Dombes en 2022 et 1,5% de a population totale en 2021) et surtout sur l'implantation de zones artisanales pour attirer l'activité productive. Le tourisme apparait comme une faible contribution à l'économie locale, et les loisirs ne sont quasiment pas perçus comme une possibilité d'attirer des revenus au bénéfice de l'économie locale. Finalement, seule la dimension « ressource fiscale » liée à l'installation de nouveaux habitants est aujourd'hui perçue comme une contribution à l'économie de ces communes rurales et périurbaines. Cette perception de l'attractivité résidentielle des communes par la fiscalité s'explique notamment par la manière dont sont constitués les revenus des collectivités locales. Ces derniers reposent en effet sur les dotations de l'Etat et sur des ressources fiscales, c'est-à-dire un ensemble de taxes sur l'ensemble des impôts locaux, qui sont les seuls à pouvoir être décidés et perçus localement. Or seuls les impôts locaux et redevances peuvent être localement décidés et perçus, avec les redevances[17]. Il n'est donc pas surprenant que, pour les élus et élues des communes, l'économie résidentielle soit assimilée à des recettes fiscales. Or, ce n'est pas le sens que nous donnons à économie résidentielle, et, du point de vue des politiques locales, deux aspects de développement de l'économie résidentielle peuvent potentiellement être valorisés (Doré, 2017) :

- Le développement des services de proximité ;
- Des actions de préservation et de mise en valeur du « paysage » ;

Plus spécifiquement, une étude détaillée et approfondie de l'économie résidentielle des territoires permet de quantifier et de donner une valeur économique à des faits négligés par une approche économique classique telles que les aménités territoriales, les dynamiques sociales et culturelles locales… C'est-à-dire, un ensemble d'éléments parfois spécifiques aux territoires ruraux et périurbains et qui les rendent attractifs.

[17] Les redevances locales recouvrent les paiements liés au stationnement ou aux frais d'entrée à des services municipaux payant.

D'un point de vue opérationnel, notre objectif est donc de dégager, pour la Communauté de communes de la Dombes et pour chacune de ses communes, les dominantes économiques réelles du développement local. En considérant chacune des activités économiques du territoire, aussi minimes qu'elles puissent paraître, nous pouvons ainsi connaître la proportion de chacune des bases et, pour la base résidentielle, savoir quels revenus (navettes, tourisme, loisirs ou retraites) y contribuent le plus.

3.2.2. … A condition de pouvoir connaître la circulation locale des revenus basiques

Si la connaissance des revenus basiques du territoires contribue effectivement à une meilleure identification du profil territorial, social et économique de la commune, celle-ci a un intérêt limité si nous ne pouvons pas identifier la part de ces revenus qui revient effectivement au secteur domestique des territoires. Nous nommons cette part des revenus réinjectée vers le secteur domestique des territoires « partie aval » de l'économie résidentielle ; la partie « amont » correspondant aux revenus arrivant sur le territoire mais sans savoir s'ils alimentent ou non l'économie des territoires. Cette partie « amont » est l'objet de la méthode déployée par Magali Talandier et que nous reprenons dans cette thèse, la partie « aval », quant à elle, reste aujourd'hui peu étudiée (Talandier, 2023). Nous souhaitons donc approfondir cet aspect de la théorie de la base économique et de l'économie résidentielle en proposant une méthode permettant d'identifier à la fois la part des revenus redirigés vers le secteur domestique des territoires, et les facteurs favorisant cette absorption des revenus par le territoire, c'est-à-dire les leviers d'action des politiques locales (figure 12).

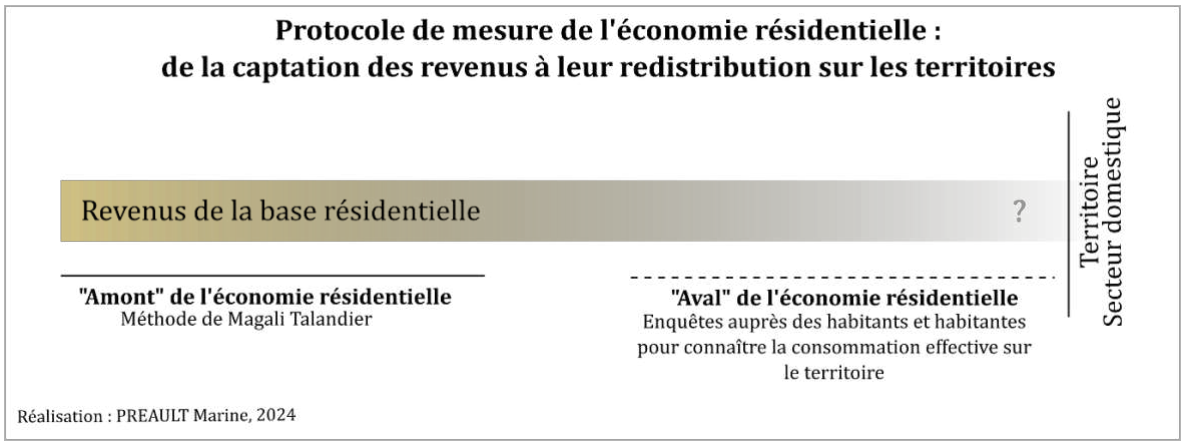


Figure 12 Protocole de mesure de l'économie résidentielle : de la captation des revenus à leur redistribution sur les territoires

Nous avons identifié deux travaux s'intéressant à la consommation des revenus de l'économie résidentielle et son impact sur les territoires.

Tout d'abord, en 2014, un article de Jean-François Ruault et Laurent Proulhac propose une méthode de la « théorie de la base de consommation » (Ruault & Proulhac, 2014) à l'échelle de l'Ile-de-France. Ces derniers constatent également que les dépenses de consommation sont peu documentées et que la plupart des études en ce sens éludent les consommations de passage. Leur méthode s'appuie sur les montants de dépenses de consommation grâce à l'Enquête des Budgets Famille de l'Insee, ainsi que sur les déplacements quotidiens des habitants d'Ile-de-France à partir de l'Enquête Globale des Transports. Si ce modèle contribue à l'élaboration de notre enquête auprès des ménages – développée au chapitre 3 – nous identifions toutefois des différences avec cette approche. Premièrement, les auteurs soulignent que l'échelle géographique ne peut pas être locale ; or, c'est l'un des principaux objectifs de notre travail. Deuxièmement, cette méthode quantitative ne permet pas d'expliquer ce qui influence le choix d'un lieu dans la consommation des ménages ou bien ce qui est susceptible d'influencer un budget alloué à tel ou tel poste de dépenses. Afin de recueillir ces informations, notre enquête favorise donc une approche plus qualitative. Pour finir, les dépenses liées à la santé ou celles ne nécessitant pas de déplacement n'ont pas été prises en compte dans l'analyse, à l'inverse de notre enquête. Nous prenons en considération pour deux raisons : d'une part, connaître la capacité d'un territoire à absorber ou non ce poste de dépenses apparait important en termes de

politiques publiques ou significatifs sur des questions d'accès aux soins de santé de ses habitantes et habitants. D'autre part, nous pensons que les dépenses sans déplacement, comme par exemple les dépenses relatives au logement, peuvent peser sur les autres postes de consommation des ménages et être un facteur d'explication de la circulation des revenus sur un territoire.

Une autre méthode est proposée en 2023 par Magali Talandier. Cette dernière mobilise la *foundational economy* pour saisir l'ampleur de cette consommation domestique et ses impacts sur l'économie du territoire. La *foundational economy* correspond à ce qu'on pourrait appeler « l'économie essentielle des territoires », c'est-à-dire les activités relatives aux soins, à la santé, à l'éducation, au logement, aux services publics, aux transports publics, aux énergies et à l'alimentation. Elle remobilise ainsi les Local Intensive Services (LIS), c'est-à-dire les activités non-exportatrices ou secteur domestique. Ces LIS regroupent l'ensembles des activités de biens et services consommés sur le territoire. Ils intègrent ainsi :

- les biens et services consommés par la population présente, donc les revenus de l'économie résidentielle ;
- mais aussi les biens et services qui répondent aux besoins des entreprises présentes sur le territoire, y compris les entreprises exportatrices ;

Les LIS permettent donc d'inclure des revenus de la base productive redirigés vers les entreprises du territoire qui répondent à leurs besoins. Conformément à notre objectif, notre recherche ne tiendra donc compte que du premier point, à savoir les biens et services relevant de la base résidentielle du territoire. Il est toutefois important de relever les apports de la *foundational economy* et des LIS pour approfondir la compréhension des économies locales et de la théorie de la base économique.

Pour connaître la redistribution vers le territoire de l'économie résidentielle, un questionnaire a été réalisé pour connaître les montants consommés localement et la part des revenus qui échappent potentiellement au territoire. Au-delà des montants, l'enquête tient compte des facteurs qui influencent ou non cette consommation sur le territoire, c'est-à-dire les pratiques mais aussi les représentations que la population a

du territoire. Cette approche implique de considérer les modes d'habiter et le vécu des habitants et habitantes des territoires ruraux sous influence métropolitaine – ce sera le sujet du chapitre 2. Quant à la méthode déployée pour ces enquêtes, elle est explicitée dans le chapitre 3.

Conclusion du chapitre

Si le dynamisme bibliographique des années 2000 a pu amener à une certaine confusion autour de la notion d'économie résidentielle, il existe une complexité réelle de la définition et de la mesure de l'économie résidentielle. C'est pourquoi ce travail doit permettre, d'une part, de clarifier l'usage de la notion d'économie résidentielle au sens de Magali Talandier et Laurent Davezies, d'autre part, de rappeler que ce concept permet toujours, aujourd'hui, de comprendre le développement des territoires. Étudier l'économie résidentielle à une échelle locale paraît par ailleurs pertinent pour comprendre les processus de développement économique propres aux territoires ruraux sous influences métropolitaines.

À l'issue de ce chapitre, nous retenons, premièrement, qu'il existe aujourd'hui une méthode de calcul pour comprendre le développement des territoires ruraux et périurbains : la méthode développée par Magali Talandier. Pour ce faire, ce sont bien les revenus qui doivent être pris en compte dans les études la réutilisant. Deuxièmement, l'économie résidentielle doit être considérée comme la partie de l'économie des territoires qui relève de la captation des revenus des retraites, des traitements et salaires des travailleurs pendulaires et des revenus du tourisme et des loisirs. Cette définition est privilégiée pour ne pas maintenir une confusion avec d'autres notions (économie présentielle, secteur domestique…) qui sont proches mais dont les différences qui ne peuvent être négligées. Troisièmement, il faut garder en tête que le développement territorial repose bien sur l'ensemble du processus de la théorie de la base : les quatre secteurs basiques (dont la base productive), mais aussi sur la partie « amont » et « aval » de la circulation des revenus, cette dernière étant rarement mesurée.

L'économie résidentielle peut ainsi devenir un réel appui pour les politiques locales. Approcher les territoires ruraux sous influence métropolitaine par la théorie de la base économique et l'économie résidentielle est également intéressant pour décentrer les études de ces territoires regroupés au sein du terme large de « périurbain ». Plus spécifiquement, s'intéresser à la partie « aval » de la théorie de la base économique permet de prendre en compte les diverses manières dont ces espaces sont pratiqués et vécus. La théorie de la base économique peut également contribuer à la démonstration de la diversité de ces espaces.

Chapitre 2. Une approche de l'économie résidentielle par la géographie sociale pour comprendre l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine

Appréhender les espaces ruraux sous influence métropolitaine par les revenus qui y circulent peut permettre d'apporter des nuances dans la définition et la compréhension de ces espaces.

Ce chapitre tend à démontrer que cette approche statistique permet de ne pas se limiter au seul critère des navettes domicile-travail, déjà bien critiqué mais pourtant prédominant dans l'appréciation statistique et institutionnelle des territoires ruraux en France – cet aspect est abordé ci-après. Approcher les territoires par l'ensemble des revenus qui y circulent, c'est considérer l'ensemble des pratiques de ces espaces, longtemps présentés comme « dortoirs ». À travers la théorie de la base économique, ce sont les touristes, les résidentes et résidents, les travailleuses et travailleurs exerçant sur le territoire, mais aussi celles et ceux exerçant en-dehors du territoire, les retraitées et retraités, les chômeuses et chômeurs, celles et ceux qui viennent pour leurs activités de récréation qui sont pris en considération. Ce chapitre tend donc à imposer des nuances dans la manière dont on appréhende les territoires périurbains et ruraux. Ce sont par ailleurs ces nuances qui nous conduisent, dans ce chapitre, à privilégier la notion de « rural sous influence métropolitaine » à celle de « périurbain ». Ce choix est justifié par la volonté d'affirmer les caractéristiques rurales des communes de la Communauté de communes de la Dombes, sans toutefois nier la particularité de la proximité de la métropole lyonnaise, qui vient exacerber certaines tendances.

La compréhension de l'économie résidentielle des territoires ne peut se faire que si, comme nous l'évoquions au chapitre précédant, l'on s'intéresse à la fixation de ces revenus sur les territoires, c'est-à-dire la consommation des revenus vers le secteur domestique du territoire étudié. Comprendre les ressorts de cette fixation implique donc de comprendre comment l'espace est représenté et pratiqué par celles et ceux qui

font circuler ces revenus, mais aussi de saisir comment les institutions, actrices et acteurs de ces territoires peuvent permettre cette fixation des revenus vers le secteur domestique. C'est donc une approche par la géographie sociale qui est mobilisée pour étudier l'économie résidentielle et les espaces ruraux sous influence métropolitaine.

Ce chapitre doit ainsi permettre de démontrer qu'une approche par l'économie résidentielle et la théorie de la base économique revisitée par Laurent Davezies apporte des éléments de compréhension à l'épaississement territorial des espaces dits périurbains ainsi qu'à la constitution de centralités secondaires dans ces territoires. En effet, l'économie résidentielle est un outil d'analyse pour confirmer et comprendre la pluralité de situations sociales et économiques des territoires périurbains décrite dans les travaux de Claire Aragau et Lionel Rougé (Aragau *et al.*, 2011; Poulot & Aragau, 2012; Rougé & Aragau, 2019).

La première section vient expliquer comment la théorie de la base économique apporte des nuances d'ordre social dans la compréhension des territoires ruraux sous influence métropolitaine. La deuxième section approfondit alors le décentrement de l'étude des territoires ruraux sous influence métropolitaine pour les appréhender en tant qu'espaces vécus supports potentiels de développement économique. La troisième section présente le paysage politique d'un espace rural sous influence métropolitaine tel que la Dombes et sa capacité à pouvoir constituer une politique publique ciblant l'économie résidentielle des territoires.

1. La théorie de la base économique apporte des nuances dans la compréhension des territoires ruraux sous influence métropolitaine

La théorie de la base économique s'appuie sur la circulation des revenus pour comprendre les dynamiques économiques des territoires non-productifs. Cette théorie est donc déjà, en économie, une remise en cause d'un modèle centre-périphérie où le développement économique n'est possible qu'au sein des centres, et plus spécifiquement des métropoles (Chapitre 1). Cette approche critique peut ainsi être

réutilisée pour déconstruire d'autres approches qui reposent sur ces modèles, tels que les espaces périurbains.

L'objectif de cette section est donc de démontrer que la théorie de la base économique peut permettre de revisiter les analyses des espaces périurbains. En effet, la théorie de la base économique permet de s'affranchir du critère prépondérant des navettes domicile-travail et d'apporter des éléments de compréhension à l'épaississement économique des territoires périurbains.

Dans ce même but de décentrer l'analyse et de s'abstraire des approches urbano-centrées, c'est finalement le terme de « territoires ruraux sous influence métropolitaine » qui sera adopté pour la suite de la démonstration.

1.1. Les apports de la théorie de la base économique à la définition des territoires sous influence urbaine ou métropolitaine

1.1.1. Déconstruire un modèle centre-périphérie

L'étude des territoires ruraux proches des agglomérations urbaines débute dans les années 1960, quand les géographes ruralistes constatent des gains de population dans les espaces ruraux, une diversification professionnelle des habitantes et habitants, mais aussi des changements dans les paysages ruraux avec de nouvelles constructions. Les espaces ruraux, longtemps connus pour les pertes de populations depuis l'exode rural, sont alors choisis pour le cadre de vie qu'ils semblent offrir (Hervieu & Viard, 1996). Parallèlement, un rapprochement entre les modes de vie urbains et ruraux est également constaté (Juillard, 1961) et appuie l'idée, qu'à proximité des aires urbaines, ce ne serait pas tant les espaces ruraux qui attirent des habitantes et habitants, mais la ville qui s'étend vers ses périphéries, urbanisant ainsi les modes de vie. Ces espaces et les nouvelles dynamiques qui les traversent sont donc rapidement analysés selon un modèle centre-périphérie, qui contribue à leur classification en espace « périurbain » tout en amenant, de manière implicite, une relation de dépendance forte à la ville. Nous avançons ici l'intérêt d'une étude de ces

espaces à partir de la théorie de la base économique qui permet de s'abstraire d'une approche centre-périphérie.

Les définitions scientifiques et les seuils statistiques ont contribué à implanter les modèles centres-périphéries dans la manière d'appréhender ces espaces. Dès 1967, la notion de « péri-urbain » de Jean-Bernard Racine (1967) donne à penser à un espace « périphérique » de la ville. Le terme est utilisé pour identifier une zone de contact entre l'urbain et le rural, que la banlieue ne saurait définir. En 1976, Jean-Michel Roux et Gérard Bauer proposent quant à eux la notion de rurbanisation qui repose sur la contraction de rural et urbain, et, au premier abord, ne désigne pas un espace périphérique. En revanche, la définition donnée aux espaces rurbains réaffirme l'idée d'un centre urbain et de sa périphérie rurale : « une zone rurale proche de centres urbains, et subissant l'apport résidentiel d'une population nouvelle, principalement citadine. ». Ce terme de rurbain est finalement abandonné car jugé trop proche de « péri-urbain » (Berger *et al.*, 1980) et parce qu'il ne désignerait qu'une étape de la croissance urbaine (Taffin, 1986). Nous relevons également dans cette définition l'idée implicite d'une contrainte pour les espaces ruraux accueillant cette nouvelle population. Le terme de périurbain est ainsi à nouveau utilisé et confirme une approche des espaces ruraux selon un modèle centre-périphérie, qui deviennent ainsi des espaces autour et sous influence de la ville :

- « tout ce qui est autour de la ville, et en réalité fait partie de la ville par les activités et les modes de vie des habitants » (Brunet *et al.*, 1996) ;
- « désigne les configurations urbaines et émergentes, situées à la périphérie d'une agglomération » (Levy & Lussault, 2013).

Cette approche centre-périphérie des espaces ruraux à proximité des agglomérations urbaines est renforcée en France par les zonages et seuils statistiques utilisés par l'Insee pour définir les évolutions des espaces ruraux français. Dès 1962, les Zones de Peuplement Industriel et Urbain (ZPUI) – que nous développons dans la sous-section suivante – décrivent une organisation des espaces ruraux autours des espaces urbains en prenant en compte, entre autres, « une part importante d'actifs allant travailler hors de la commune vers l'unité urbaine » ; ces communes sont ainsi

nommées « communes dortoirs ». En 1996, l'institut statistique classe les communes à partir du Zonage en Aires Urbaines (ZAU) qui organise le territoire autour des pôles urbains : l'Insee définit le « périurbain » des villes comme étant toutes les communes dont 40% des actifs de sa population travaillent dans le pôle urbain à proximité, ou dans une commune attirée par celui-ci. Ce zonage reproduit ainsi le modèle centre-périphérie en plaçant la ville comme un centre et les espaces périurbains autour. Cette approche reste présente dans le Zonage en Aires Urbaines et en aires d'emplois de l'Espace Rural (ZAUER) qui, bien qu'en replaçant les espaces ruraux dans la typologie des territoires, les organise en fonction de leur organisation vis-à-vis d'un pôle urbain. On retrouve en effet le pôle urbain (le centre), entouré de sa « couronne d'un pôle urbain ». L'espace rural aussi suit cette répartition avec des pôles d'emploi de l'espace rural, qui sont généralement de petites villes entourées elles aussi de leur « Couronne d'un pôle d'emploi de l'espace rural ». En 2020, l'Insee publie deux nouveaux zonages pour appréhender le territoire national, mais qui ne remettent toutefois pas en question l'approche centre-périphérie du territoire. Le Zonage en Aires d'Attraction des Villes (AAV) transmet toujours une organisation de l'espace par une logique centre-périphérie (Cusin et al., 2016). Le territoire est ainsi organisé selon des centres urbains, le rural sous influence de ces centres, soit des périphéries, et enfin, un rural hors influence. La Grille communale de densité, quant à elle, permet de diversifier les catégories du rural mais conserve cette même approche centre-périphérie avec des « ceintures urbaines » qui correspondent à la périphérie des centres urbains : « des communes situées à proximité immédiate des centres urbains. » (Beck *et al.*, 2023). Ces approches centre-périphérie des espaces ruraux induisent souvent une lecture urbaine de ces espaces, de ses habitants et de ses acteurs, qui ne permet donc pas de saisir la diversité du rural ou encore de les approcher comme des territoires avec des enjeux propres.

Cette lecture de l'espace selon un modèle centre-périphérie est finalement très proche de la lecture de l'espace économique dans la Nouvelle Economie Géographique (NEG), détaillée au chapitre précédent. Dans ce modèle, les centres des villes et des métropoles concentrent les fonctions économiques, politiques, tandis que les

périphéries alentours ne sont que support de population résidentes, qui doivent se déplacer vers le pôle central pour leur emploi. La NEG considère les métropoles comme le pôle principal des activités économiques et donc les seuls territoires possibles pour le développement économique aujourd'hui. Si la théorie de la base économique revisitée par Laurent Davezies et les travaux de Magali Talandier sur l'économie résidentielle des espaces ruraux ont permis de démontrer qu'un développement en dehors des métropoles est possible, cette théorie peut être réutilisée pour sortir d'une approche urbano-centrée des espaces ruraux proches des métropoles, et apporter d'autres éléments de définitions des espaces dits « périurbains ». Elle a par ailleurs permis une autre classification des espaces ruraux, détaillée dans la thèse de Magali Talandier *Un nouveau modèle de développement. Le cas du monde rural français* (2007) selon l'origine des revenus qui y circulent, donc indépendamment de la proximité d'une agglomération urbaine. Si la proximité à une ville peut se ressentir dans cette approche, c'est uniquement par la prise en compte des revenus des personnes travaillant dans un centre urbain et résidant dans un bassin de vie rural, mais ces revenus ne sont en aucun cas le critère majoritaire pour définir un bassin dans l'approche de la théorie de la base économique puisque les circulations de richesses peuvent avoir bien d'autres moteurs : épargne privée, prestations de l'État, et revenus issus d'autres territoires plus éloignés.

1.1.2. Se défaire des définitions par les navettes domicile-travail

Ces approches des espaces dits périurbains selon un modèle centre-périphérie ont induit une mesure permettant de traduire ce modèle dans les pratiques habitantes : les trajets quotidiens des habitants vers le pôle économique qui accueille les activités économiques et les emplois, autrement dit, les navettes domicile-travail. Ce critère de définition est, entre autres, choisie par l'INSEE en 1962, quand l'institut statistique commence à diversifier sa lecture de l'espace dans les Zonages en Unité Urbaine (ZUU). Une nouvelle catégorie de territoire est alors intégrée entre l'urbain et le rural : les Zones de Peuplement Industriel ou Urbain (ZPIU). Les caractéristiques de ces ZPIU sont :

- une part importante de la population qui ne vit pas de l'agriculture ;
- une augmentation constante de la population ;
- mais surtout, des « migrations pendulaires domicile-travail ».

Le ZPIU est ainsi divisé en deux grandes catégories de communes : les communes rurales industrielles et les « communes dortoirs ». Avant même la conceptualisation du périurbain, l'Insee a posé deux représentations fortes de ces espaces : l'influence urbaine et l'image des villages et villes dortoirs. Ces critères de définition traduisent également une vision très fonctionnelle de l'espace, destinée à la production : si le rural n'est plus agricole, il est industriel, les communes proches des villes sont seulement « dortoirs », puisque l'emploi (probablement tertiaire) de leurs habitantes et habitants est situé dans la ville-centre. Cette approche spatiale fonctionnelle est représentative des Trente Glorieuses où la géographie économique et le structuralisme dominent ; l'espace rural est alors majoritairement étudié par le productivisme agricole (mécanisation, intensification, etc.). Toutefois, ce critère des navettes domicile-travail est maintenu par l'Insee dans les zonages plus récents. Ainsi, en 1996, le Zonage en Aires Urbaines (ZAU) organise le territoire autour des pôles urbains. Il définit les zones périurbaines comme les communes dont au moins 40% des actifs travaillent dans le pôle ou dans une commune attirée par ce pôle. Enfin, le critère des navettes domicile-travail reste présent dans le zonage en Aires d'Attraction des Villes (AAV) de 2020, même si le seuil est cette fois-ci de 15% des actifs de la commune travaillant dans le pôle urbain. Ce critère des navettes domicile-travail est problématique pour trois raisons :

- L'espace n'est envisagé que par la pratique du travail ;
- Ceci participe à la construction d'une vision négative de ces espaces vus comme « dortoirs » ;
- Ce même critère du temps et de l'espace travaillé omet une part non-négligeable de la population de ces territoires.

En se basant uniquement sur les navettes domicile-travail, l'espaces et les sociétés ne sont appréhendées que par les pratiques liées au travail. Or, comme le

soulignait Jean Viard dans *Le sacre du temps libre : la société des 35 heures*, nous passons moins de 10% de notre vie à travailler et le temps libre est devenu le premier temps de vie (Viard, 2004). Selon Jean Viard, cette augmentation du temps libre, associé au développement technologique, participe à une distinction entre les lieux de production et les lieux de consommation. Par ailleurs, notons que cela correspond à une approche du travail salarié. Or, plusieurs travaux insistent sur la prise en considération du travail bénévole (Krinsky & Simonet, 2012) qui peut pourtant avoir un rôle considérable dans le fonctionnement des communes rurales sous influence métropolitaine. Les trajets domicile-travail apparaissent donc comme un critère insuffisant pour caractériser les circulations qui touchent les espaces ruraux proches des espaces urbains : si l'on reprend les critères des ZAU, que représentent 40% d'actifs parmi l'ensemble de la population d'une aire ? Combien ces aires comptent-elles, par exemple, de retraités n'effectuant pas ces trajets quotidiens vers la ville centre ? Ou au contraire, effectuant ces mêmes trajets mais n'étant pas comptabilisés ? Pour répondre à ces questions : la population active représentait en 2021 46,2% de la population française. En ne tenant compte que des 40% d'actifs navetteurs, ces seuils statistiques ne prennent donc en considération que 18% de la population (tableau **1**). Ce seuil invisibilise, entre autres, les retraités peuvent choisir un lieu de résidence de manière complètement découplée du lieu de travail (Polèse *et al.*, 2014).

Tableau 1 Part de la population active dans la population totale en France et dans les espaces ruraux

	Population totale	**Population active**	**Part de la population active**
France	67 408 052	31 179 974	46%
Territoires ruraux	11 545 835	2 556 779	45%

Les espaces ruraux sont ceux de la Grille communale de densité en sept niveaux (Bourgs ruraux, ceintures urbaines, rural à habitat dispersé, rural à habitat très dispersé). Les données proviennent de l'Observatoire des Territoires (2020)

Définir ces espaces par les navettes domiciles-travail c'est donc invisibiliser une partie de la population qui peut jouer un rôle prépondérant dans la vie locale, associative par exemple, ou encore des individus pouvant jouer un rôle considérable dans la création de liens sociaux, comme les enfants à travers les écoles par exemple.

Ce critère invisibilise également des circulations internes à ces aires ou vers d'autres espaces ruraux, dont on ne peut donc pas saisir l'importance. C'est pourquoi l'Insee a proposé un autre zonage d'analyse : les bassins de vie[18]. Si le bassin de vie est un zonage bien plus proche des pratiques sociales des territoires, l'Insee ne distribue en revanche que très peu de données sous ce découpage.

Définir ces espaces par les navettes domicile-travail ne permet également pas de traduire les pratiques des espaces ruraux à proximité des villes. Les catégories et définitions, souvent urbano-centrées, s'appuyant sur ce critère ne traduisent pas non-plus les pratiques de ces espaces, d'autant plus qu'ils sont souvent associés au vocable « commune dortoir ». Or, qu'en est-il du tourisme ? A proximité des aires urbaines, ces espaces peuvent aussi être ceux du loisir, inversant alors les déplacements pour un départ de la ville vers ces communes plus rurales pour pratiquer une autre activité.

Appréhender ces territoires par le prisme de la théorie de la base économique apparait alors pertinent puisqu'elle permet, au sein de l'économie résidentielle, de connaître la part des revenus des navetteurs, mais aussi ceux des retraites et du tourisme, auxquels nous avons souhaité ajouter les loisirs. La théorie de la base économique et l'économie résidentielle sont alors un moyen de décentrer l'analyse puisqu'on s'intéresse à des flux qui vont vers ces espaces considérés précédemment comme périphériques, mais aussi parce qu'en ressortent des pratiques d'un espace qui n'est plus seulement dortoir. C'est pourquoi nous défendrons une approche par les espaces vécus et la géographique sociale dans les sections 2 et 3 de ce chapitre.

1.2. Nommer ces espaces dits « périurbains » : le choix du terme de territoires et espaces « ruraux sous influences métropolitaines »

Les approches centre-périphéries présentées précédemment impliquent également un point de vue urbano-centré de ces espaces. Par exemple, pour le Zonage en Aires Urbaines de l'Insee, Olivier Piron (2014) dénonce ce qu'il appelle un

[18] Présentés au chapitre 1 car ont servi d'échelon d'analyse à Magali Talandier pour son étude de l'économie résidentielle des espaces ruraux.

« impérialisme du tout urbain » qui tendrait à effacer le rural des définitions statistiques. Or, si ces espaces, souvent nommés périurbains, font débat, c'est pour leurs caractéristiques tant rurales qu'urbaines. Cette sous-section revient donc sur les limites des approches urbano-centrées des espaces ruraux sous influence urbaine et s'intéresse ensuite aux apports et limites des travaux autour de la ville diffuse.

1.2.1. Les limites des approches urbano-centrées

Ces approches de l'organisation de l'espace sur un modèle centre-périphérie ont induites une approche urbano-centrée des espaces vus comme les périphéries des villes. Ces espaces périphériques sont ainsi généralement abordés dans les différentes catégories statistiques comme un « urbain dégradé », aboutissant parfois même à la thèse d'une disparition du rural (Lévy, 1999). Ces approches urbano-centrées amènent à définir les espaces ruraux proches des villes, désormais couramment appelés périurbains, en creux de la ville, et conduisant même à des critiques très fortes de ces espaces et de leurs habitants.

La première critique émise à l'égard de ces espaces dans les travaux aux approches urbano-centrées est celle du mitage de l'environnement et des pollutions induites par la périurbanisation et les modes de vie périurbains. Ces critiques sont par ailleurs communes aux travaux des ruralistes sur ces espaces périurbains. Ces derniers sont ainsi perçus comme des densités intermédiaires, marquées par la discontinuité du bâti qui implique un mitage des espaces naturels et agricoles. Ce mitage est dû aux lotissements constitués de pavillons individuels, un modèle considéré comme « urbanistiquement néfaste » (Genestier, 2007). Ce mitage des espaces naturels et agricoles est d'autant plus décrié qu'il est double du fait des mobilités quotidiennes, déjà décrites au chapitre précédent. La périurbanisation apparait donc d'autant plus néfaste qu'elle engendre aussi des pollutions. Ainsi, le périurbain, bien que peu dense, aurait des taux de minéralisation par habitant huit fois plus élevés que ceux de Paris, et le modèle de la maison individuelle serait plus consommateurs en énergies que les logements collectifs en milieu urbain (Berque *et al.*, 2006). Jean-Marie Halleux (2001) souligne quant-à-lui le caractère inégalitaire de ce modèle : il démontre avec une étude

menée en Wallonie que les lotissements génèrent des surcoûts dus à la dispersion des infrastructures. Les charges d'urbanisme à l'échelle de la région ne permettraient pas de couvrir l'ensemble des coûts générés par les lotissements, ce qui implique « une subvention cachée des périphéries au détriment des tissus urbains denses » (Halleux, 2001). Les travaux scientifiques sur le périurbain des années 2000 sont donc très critiques à propos de ce modèle aux « usages consuméristes de l'environnement » (Jaillet, 2004). Si ce périurbain est si critiqué pour ses coûts environnementaux, c'est notamment parce qu'il est assimilé à la ville diffuse, laquelle est fortement critiquée à l'ère du développement durable, où le modèle vertueux est celui de la « ville durable », c'est-à-dire dense, compacte et diversifiée. La législation en matière d'aménagement est ainsi significative de cette approche. Martin Vanier (2003) évoque ainsi une « croisade contre la périurbanisation ». D'autres chercheurs vont donc questionner cette approche des espaces ruraux proches des métropoles. Pour Giuseppe Dematteis par exemple, cette vision négative des périphéries est surtout due à l'origine urbaine de la culture dominante et met au contraire en avant des qualités environnementales de la ville diffuse. Philippe Genestier quant à lui ne remet pas en cause les impacts de la « ville diffuse » mais il rappelle le contexte de pensée de ces travaux :

> « De ce point de vue, on peut affirmer que le modèle de la ville compacte, opposé à l'urbanisation pavillonnaire, constitue plus une vision à la fois nostalgique et déterminée par des enjeux idéologiques qu'une proposition technique adaptée à la société contemporaine. » (Genestier, 2007)

La deuxième catégorie de critiques émises à l'encontre des espaces périurbains est le modèle urbanistique à la fois uniforme et fragmenté qui le caractérise. La littérature des années 1990 et 2000 fait état de communes divisées entre des zones commerciales, des zones logistiques et industrielles et un « village dortoir ». Ainsi fragmenté, l'espace oblige l'usage de la voiture et aboutit à une uniformité paysagère des communes périurbaines. Cette uniformité est dénoncée à diverses échelles du périurbain. A l'échelle nationale, le recours au lotissement effacerait les spécificités des territoires du fait d'un abandon des recours aux matériaux et couleurs traditionnelles (Merlin, 2009). Cette uniformité se retrouverait ensuite à l'échelle des lotissements eux-mêmes.

Martin Vanier parle, à propos de ces approches urbano-centrées, d'une « intrusion de l'affect » dans les études périurbaines, qui ne permettent pas d'en saisir véritablement les enjeux socio-spatiaux :

> « On y dénonce les pires tares, qui vont du comportement électoral de repli [référence aux travaux de Jacques Lévy] à la multiplication des divorces en passant par le massacre de la biodiversité, mais on n'a guère progressé en quarante ans pour forger une pensée opératoire. » (Vanier, 2012)

Il apparait alors évident que l'étude de ces espaces ruraux proches des métropoles doit se défaire des approches urbano-centrées, lesquelles ont induit de fortes critiques de ces espaces – et qui sont développées en section 2 de ce chapitre – sans répondre aux problématiques qui les traversent. Pour se défaire de ces modèles et prendre davantage en considération la dimension rurale de ces espaces ou leurs spécificités, une partie des réflexions réinterrogent la définition et la dénomination du « périurbain ».

1.2.2. Nommer un espace ni rural, ni urbain

Un des enjeux de cette géographie « périurbaine » devient celui de sa dénomination, dans le but de s'abstraire de « l'affect » qui semble marquer en France les études de ces espaces. Pour repenser ces espaces, d'autres termes émergent tels que « espaces des densités intermédiaires » ou « tiers-espace ». Ces termes apparaissent à la suite de réflexions terminologiques présentes dans les contextes nord-américains, italiens et allemands qui ont permis d'enrichir les approches de ces espaces.

Les changements observés dans les espaces ruraux à proximité des villes depuis les années 1960 sont loin d'être une spécificité française. Des processus similaires s'observent en Amérique du Nord et en Europe, avec des similitudes mais aussi des différences dans les études de ces espaces.

En Amérique du Nord d'abord, l'émergence de formes urbaines aux densités intermédiaires est de plus en plus étudiée de façon distincte des *suburbs* et dans l'idée d'une fragmentation de l'espace, avec des périphéries plus autonomes. Les chercheurs nord-américains distinguent donc un nouveau processus : le développement post-

suburbain. Celui-ci se distingue des suburbs par sa logique d'autonomisation vis-à-vis de la ville-centre et une certaine multifonctionnalité y est observée. Ce mouvement de développement post suburbain aboutit à la post-suburbia qui voit, elle, une fragmentation entre, d'une part, la ville et ses surburbs et, d'autre part, ces nouveaux ensembles urbains qui émergent à proximité. Les espaces de la post-suburbia sont indépendants de la ville-centre puisqu'ils disposent de leurs propres centralités, qui induisent des mobilités au sein de cette dîtes périphérie, et non plus vers la « ville-centre ». C'est donc l'idée de fragmentation et d'autonomisation de la périphérie qui ressort de ces études.

En Italie, l'approche des espaces ruraux qui se densifient à proximité des villes se fait sous le terme de la Città Diffusa (Barattucci, 2020; Dematteis, 2009; Indovina & Savino, 1999). La Città Diffusa se rapproche du développement postsuburbs et de la Post-Suburbia en identifiant dans ces espaces une multifonctionnalité. Elle l'observe à travers un usage multiple des sols : résidentiel, industriel, agricole, loisirs… La post-suburbia et Città Diffusa nuancent l'approche de l'Insee ou celle des études urbano-centrées en attribuant de véritables fonctions économiques à ces espaces, qui ne sont pas perçus comme de simples villages dortoirs ou supports de zones industrielles et commerciales. Enfin, pour la Città Diffusa, ces espaces sont ceux de la ville diffuse. Cette ville diffuse ne doit pas être comprise comme une extension de la ville centre vers ses périphéries, mais comme une croissance urbaine des espaces ruraux avoisinants. C'est cette croissance urbaine qui aboutit à l'existence de densités intermédiaires dispersées dans l'espace, ce qui, en France, a été nommé comme le « mitage de l'espace rural ». En revanche, même si le terme est moins explicite, les risques de consommation des terres agricoles, les pollutions induites, etc. sont aussi dénoncés dans la Città Diffusa.

Encore plus récemment, la notion d'in-between city a été formulée, toujours pour décrire de nouvelles formes urbaines au-delà de la ville centre ou dense. Ce terme envisage également ces espaces comme de nouvelles formes urbaines et insiste sur le dynamisme économique existant, ainsi que la multifonctionnalité de ces espaces où cohabitent des universités, des aéroports, des lotissements résidentiels, ou encore des

espaces non-urbanisés et boisés. Cette notion met donc également en avant l'idée d'un espace multifonctionnel, mais qui est aussi plus fragmenté, et pouvant être marqué par une ségrégation sociale et spatiale. Les auteurs de l'*in-between city* sont finalement très critiques envers ces espaces, mais pointent surtout du doigt le traitement « comme des espaces résiduels par les politiques publiques qui les négligent largement » (Berroir *et al.*, 2015).

L'*in-between city*, comme les termes précédents, participe à démontrer la multifonctionnalité et l'indépendance croissante de ces espaces. En revanche, il met aussi en exergue l'idée d'intermédiarité, empruntée à la *Zwichenstadt* allemande. La particularité de la *Zwichenstadt*, littéralement traduit « Entre-ville », est de penser l'espace avec cette situation intermédiaire : une situation intermédiaire entre la ville et la campagne.

> « Une dimension spatiale au sens d'une interpénétration de l'espace bâti et du paysage ouvert, une dimension économique au sens de la coexistence d'une économie agissant localement et d'une économie opérant sur le plan mondial, et une dimension historique au sens où ce territoire urbain encore si jeune, qui existe seulement depuis quelques décennies et se trouve dans un état transitoire » (T. Sieverts, in Bonzani et al., 2011)

Cette approche des périphéries urbaines par un « entre-deux » spatial se retrouve en France avec des travaux sur les « espace intermédiaires ». Ces espaces intermédiaires désignent soit une intermédiarité entre centre et périphérie, soit une intermédiarité entre deux pôles (Bonerandi & Roth, 2007). Dans les deux cas, les espaces sont intermédiaires au sens où les interdépendances avec les espaces voisins entrainent des jeux d'influence entre l'espace intermédiaire et ses territoires, et où de nombreux flux constituent ces interdépendances. Ces espaces intermédiaires restent des impensés en France, notamment du fait des zonages statistiques qui « éclatent les espaces intermédiaires en grandes catégories, ce qui nuit à leur lisibilité » (Vanier, 2005b). Par conséquent, les réflexions tout comme les actions territoriales délaissent ces espaces intermédiaires. L'espace intermédiaire reste toutefois une notion floue, si bien qu'il peut aussi désigner, selon l'échelle ou l'espace, un espace urbain tel un quartier ou encore l'espace entre l'espace public et l'espace du logement (Roche, 2011).

L'idée d'espace intermédiaire appliquée plus spécifiquement aux territoires à proximité des métropoles se retrouve donc davantage dans le « tiers-espace » de Martin Vanier. Ce terme était déjà utilisé par Jean Rémy (1984), Jean Viard (1990) et Edward Soja (1996), toujours pour décrire une situation d'entre-deux. Cette notion permet, pour Martin Vanier, de décrire un espace « mi-urbain, mi-rural, c'est-à-dire en somme ni vraiment urbain, ni vraiment rural » (Vanier, 2000), une situation donc intermédiaire, un « entre-deux qui est en train de se structurer socialement, économiquement et politiquement entre l'espace rural et l'espace urbain » (Vanier, 2003). La structuration de cet espace entre-deux depuis les années 1960 apparait durable et ne se fond ni dans l'urbain ni dans la « campagne », nécessitant l'emploi d'un terme qui ne serait pas un « sous-produit » des dynamiques urbaines (Vanier, 2003) comme l'est la périurbanisation dans les approches urbano-centrées décrites précédemment.

Les notions d'espaces intermédiaires et de tiers-espaces permettent de sortir d'une approche urbano-centrée des espaces dits « péri-urbains ». Ils mettent en avant la complexité de ces espaces qui sont à la fois ruraux et urbains tout en s'en détachant. En revanche ils sont difficilement appréhendés comme une catégorie spatiale avec des critères de définition précis.

1.2.3. Parler d'espaces ruraux sous influence métropolitaine

Dans cette thèse, le parti pris est donc celui de l'intermédiarité des espaces ruraux proche des villes. Nous avons ainsi renoncé à l'usage du « périurbain » pour tous les biais des approches urbano-centrées qu'il suppose. Toutefois, je n'aurai pas non plus recours aux termes de tiers-espaces ou d'espace intermédiaire car ces termes ne constituent pas une catégorie spatiale définie avec des limites objectives (Vanier, 2005a). Le tiers-espace recouvre en effet des situations géographiques diverses et variées, et cette thèse a la spécificité de s'intéresser à un territoire non pas entre rural et urbain, mais davantage entre un espace rural et une métropole. J'ai donc choisi de reprendre le terme du programme ESTER, territoire rural sous influence métropolitaine, pour qualifier la Communauté de communes de la Dombes, territoire

initialement rural mais soumis à un développement urbain qui mérite d'être précisé : ce n'est pas le contexte d'une ville moyenne ou d'une grande ville, mais le celui d'une métropole, Lyon. De plus, la mise en avant du caractère rural doit permettre d'éviter les biais qu'induit le terme de périurbain, à savoir que ces espaces ne seraient qu'une périphérie ou une marge des villes, une urbanité dégradée. Aborder ces espaces en intégrant leur dimension rurale est d'autant plus pertinent que, comme le périurbain, le rural est souvent défini en creux de la ville.

Si depuis les années 1970, les espaces ruraux tendaient à être effacés des typologies de l'espace français, d'autres typologies ont été créé depuis 2003, démontrant non-seulement leur existence mais cherchant aussi à démontrer leurs différentes caractéristiques et leur diversité : la typologie des campagnes du SEGESA (2003), la typologie des campagnes de la DATAR (2011), la Grille communale de densité (2020), la typologie des campagnes de Magali Talandier et Acadie (2023). L'espace rural étant difficile à définir, et encore plus à délimiter, ces différentes typologies donnent des pistes pour la compréhension de ces territoires à travers les divers indicateurs pour la classification du territoire (figure 13). La première catégorie de dénominateurs retenue est le peuplement des espaces ruraux, présent dans toutes ces typologies. C'est par ailleurs l'indicateur principal de la Grille communale de densité qui permet de définir trois formes de ruralité : les bourgs ruraux, les communes rurales à habitat dispersé, les communes rurales à habitat très dispersé. Ensuite, l'emploi et les activités économiques sont des indicateurs retenus par les typologies des campagnes de 2003, 2011, et 2023. Plus spécifiquement, la typologie de 2011 s'est intéressée aux conditions de vie ainsi qu'aux paysages et à l'occupation du sol, tandis que la typologie de 2023 a retenu l'accessibilité, l'attractivité et la centralité ; les dynamiques sociales et les inégalités, le profil de population et les caractéristiques du logement.

	Grille communale de densité	Typologie des campagnes de 2003	Typologie des campagnes de 2011	Typologie des campagnes de 2023	
Peuplement des espaces ruraux	**Indicateur principal**	**Indicateur**	**Indicateur**	**Indicateur**	*Critères constants de définition*
Emploi et activité économique	Absent	**Indicateur**	**Indicateur**	**Indicateur**	
Conditions de vie	Absent	Absent	**Indicateur**	Absent	
Paysages	Absent	Absent	**Indicateur**	**Indicateur dans une catégorie à part**	
Occupation du sol	Absent	Absent	**Indicateur**	Absent	
Accessibilité	Absent	Absent	Absent	**Indicateur**	*Nouveaux critères de définition des espaces ruraux*
Centralité	**Présent dans la terminologie**	Absent	Absent	**Indicateur**	
Dynamiques sociales et inégalités	Absent	Absent	Absent	**Indicateur**	
Profils sociaux	Absent	Absent	Absent	**Indicateur**	
Caractéristiques du logement	Absent	Absent	Absent	**Indicateur**	

Diversification et complexification des critères de définition des zonages sur les espaces ruraux

Réalisation : PREAULT Marine, 2024

Figure 13 Synthèse des indicateurs choisis pour les différentes typologies des espaces ruraux

En somme, ce sont aujourd'hui la densité de population et/ou d'habitat, l'activité économique, les modes de vie (mobilité vers un centre urbain par exemple) et les caractéristiques socio-économiques des habitants (une population plus âgée ou encore davantage de propriétaires, par exemple) qui permettent de caractériser les espaces ruraux. Enfin, les paysages et l'occupation des sols font l'objet d'une seconde typologie, axée sur les trajectoires des territoires ruraux, de la Typologie des campagnes de 2023. En effet, les paysages me semblent être aujourd'hui encore un élément de définition fondamental pour les espaces ruraux, non pas en tant qu'éléments objectifs de délimitation de cette catégorie, mais en tant que construit social, puisque ces paysages ressortent dans les discours des habitantes et habitants et des autres actrices et acteurs du territoire pour caractériser la ruralité de l'espace dans lequel ils vivent (section 2).

Je m'appuie sur ces différentes typologies et les catégories d'indicateurs qu'elles mobilisent pour définir la Dombes en tant que territoire rural (figure 14). Avant tout, la Dombes est présente dans toutes ces typologies des espaces ruraux. Elle apparait comme une périphérie de la ville dans les typologies de 2003 et 2011, qui soulignent également son dynamisme économique et démographique :

- Campagne des villes (Bontron, 2003) ;
- Communes densifiées en périphérie des villes, forte croissance résidentielle et économie dynamique (Hilal *et al.*, 2011) ;

- Communes diffuses, périphérie des villes, croissance résidentielle et dynamique diversifiée (Hilal *et al.*, 2011) ;
- Campagnes agricoles et industrielles, sous plus faible influence urbaine (Hilal *et al.*, 2011).

Magali Talandier et Acadie ont quant à eux souhaité, dans leur typologie de 2023, s'abstraire d'une dénomination se référant à l'urbain : « il ne s'agit pas de qualifier les communes rurales par rapport à leur plus ou moins grande distance aux villes, ni à leur plus ou moins grande dépendance vis-à-vis de ces dernières. » (Talandier, 2023). Ainsi, même si cette typologie reprend en partie des indicateurs de 2003 et 2011, ce sont d'autres caractéristiques de la Dombes qui transparaissent dans la catégorisation des communes :

- Ruralités résidentielle aisées (revenu élevé et en progression, forte part de cadres, indice de jeunesse élevé, forte artificialisation des sols et construction de logements) ;
- Ruralités résidentielles mixtes (artificialisation plus modérée, économie présentielle, faible concentration de l'emploi, revenus variables, pas de CSP dominante et indice de jeunesse élevé), moins nombreuses ;
- Petites polarités mixtes (concentration de l'emploi, revenus moyens, taux de HLM élevé, emploi présentiel, forte artificialisation).

La Dombes ressort alors comme un territoire résidentiel ponctué de polarités rurales mixtes. C'est une image du territoire que l'on retrouve également dans la Grille communale de densité en sept niveaux, où le territoire comprend des communes rurales à habitat dispersé (et très dispersé pour les communes de Bouligneux et Crans) et des bourgs ruraux au Sud, le long de ligne de train Lyon-Bourg-en-Bresse, à proximité de Châtillon-sur-Chalaronne et à proximité d'Ambérieu-en-Bugey.

La typologie des campagnes de 2023 a également été réalisée à l'échelle de l'EPCI en agrégeant les données de la classification précédente. En agrégeant à partir de la population, la Dombes apparait comme une petite polarité mixte, tandis qu'en

agrégeant à partir du nombre de communes ou de la superficie communale, c'est une ruralité résidentielle aisée qui ressort.

Ces catégories permettent de situer la Dombes par rapport à d'autres territoires ruraux et d'en connaitre les caractéristiques principales. Toutes ces typologies ne proposent toutefois qu'une « photographie » du territoire à un moment donné et peuvent donner lieu à des effets de seuil (Talandier, 2023). Aussi, utiliser d'autres données apporte des nuances ou quelques précisions à ces résultats.

Le dynamisme démographique souligné en 2003 et 2011 reste vrai au regard de la hausse du nombre d'habitants, due tant à un accroissement naturel positif qu'à un solde migratoire positif. La population du territoire a ainsi connu une hausse de 46% de ses habitants entre 1990 et 2016, une hausse supérieure à celle du département de l'Ain (+35%). Le dynamisme économique peut aussi être confirmé par un taux de chômage de 7,5% en 2020, nettement inférieur aux taux de chômage français (12,7%) et inférieur à celui de l'Ain (9,5%). En revanche, le caractère aisé avec une part importante de cadres est plus surprenant au regard de la répartition des emplois par catégorie socio-professionnelle. La Dombes est en effet un territoire avec une majorité d'ouvriers (25,3% en 2020), d'employés (26,5%) et de professions intermédiaires (23,2%). Les cadres et professions intellectuelles supérieures ne représentent que 10,9% des emplois des actifs du territoire en 2020, bien que ce chiffre connaisse une hausse de 2,2 points par rapport à 2009.

Enfin, l'agriculture qui, à juste titre, n'est pas un critère majeur pour définir les territoires ruraux aujourd'hui, reste présente sur le territoire, malgré une diminution constante des emplois agricoles (en moyenne 22,23% des emplois dans le rural dispersé et 40% des emplois dans le rural très dispersé en France en 2020), de la Surface Agricole Utile (SAU) et du nombre d'exploitations sur le territoire. L'agriculture pratiquée en Dombes est diverse avec de l'élevage, de la céréaliculture (grandes cultures de maïs, colza…) et de la pisciculture. La pisciculture est l'activité agricole à l'origine du paysage symbolique de la Dombes : les étangs. Elle bénéficie ainsi d'un label local « Poissons de la Dombes » et les étangs qu'elle a constitué font l'objet de

mesures de protection : label Ramsar[19] depuis le 22 mars 2023, Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)[20], zone Natura 2000[21]. L'agriculture de la Dombes est ainsi constitutive de son paysage, qui distingue trois entités : la Dombes bocagère, la Dombes des étangs et la Dombes forestière. Nous retrouvons ces caractéristiques dans la typologie des campagnes de 2023 qui classe la Dombes parmi les systèmes à forte valeur naturelle ou agricole sous pression résidentielle et touristique. La Dombes fait ainsi partie des territoires combinant des productions agricoles à fortes valeur ajoutée et des espaces naturels protégés, conjugués à une importante attractivité résidentielle et touristique.

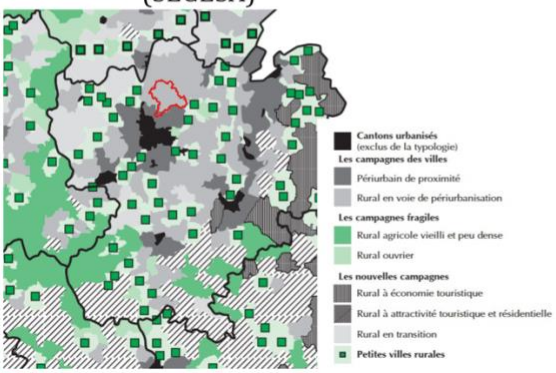
[19] La convention de Ramsar, ou convention sur les zones humides d'importance internationale a pour objectif de créer un réseau international de la biodiversité. La Dombes est le 53e site français à recevoir ce label. (Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires, consulté le 09/02/2024)

[20] Un espace inventorié ZNIEFF est un espace identifié comme naturel et auquel il est reconnu une richesse patrimoniale (milieux rares ou représentatifs, espèces protégées…) pour les ZNIEFF de type 1, et/ou des ensembles naturels homogènes avec une richesse écologique pour les ZNIEFF de type 2. Les territoires de la Dombes inventoriés ZNIEFF sont de type 1. (DREAL Pays de la Loire, consulté le 09/02/2014 ; Ministère du Développement Durable, consulté le 09/02/2024)

[21] Réseau européen, Natura 2000 vise à la prise en compte des enjeux de biodiversité dans les activités humaines.

Quelle ruralité en Dombes ? Retour sur quatre typologies des campagnes

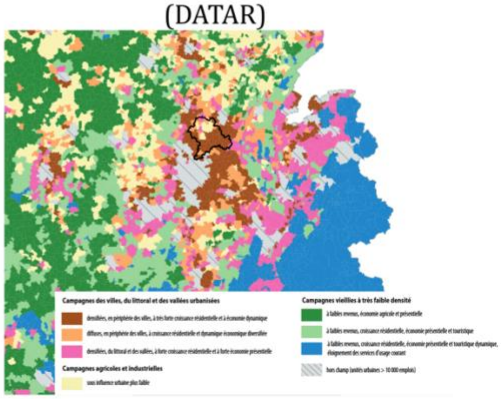
Typologie des campagnes de 2003 (SEGESA)



Communauté de communes de la Dombes

L'influence urbaine et métropolitaine est déjà présente dans la typologie de 2003. C'est même la caracéristique principale de la Dombes qui fait partie des "Campagnes des villes", et plus spécifiquement du rural en voie de périurbanisation.

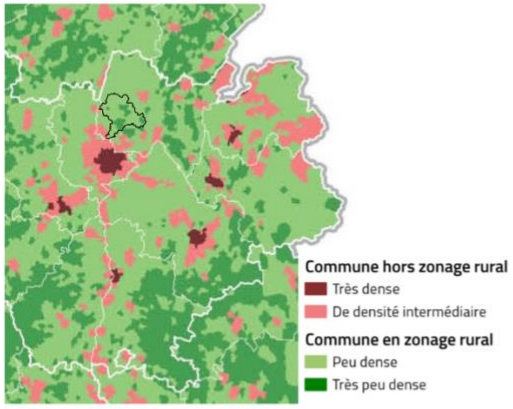
Typologie des campagnes de 2011 (DATAR)



Communauté de communes de la Dombes

La typologie de 2011 apporte plus de finesse à l'analyse des espaces ruraux et ces derniers sont plus diversifiés. La proximité et l'influence urbaine font, encore une fois partie des caractéristiques principales du territoire, majoritairement catégorisé parmi les "Campagnes des villes". Quelques communes sont cette fois-ci considérées comme des campagnes agricoles sous influence urbaine plus faible.

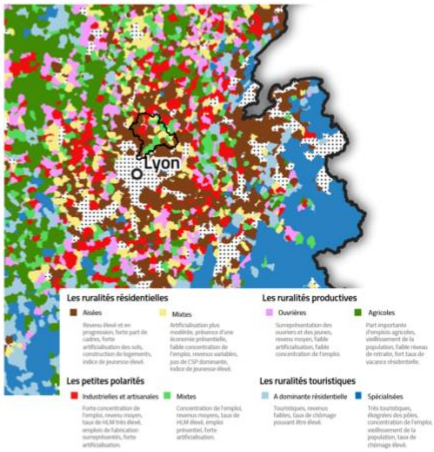
Grille communale de densité, 2020 (Insee)



Communauté de communes de la Dombes

La Grille communale de densité a été élaborée par l'Insee et ne prend en consdération que la densité de population des communes. L'influence urbaine ou d'autres caractéristiques socio-économiques sont donc absentes de la typologie. La caraactère rural de la Dombes est davantage mis en avant puisque l'ensemble du territoire est inclu dans les communes en zonage rural. L'influence urbaine disparaît de l'analyse.

Typologie des campagnes de 2023 (Acadie et Talandier)



Communauté de communes de la Dombes

La typologie des campagnes de 2023 reprend des caractéristiques de celle de 2011 en essayant toutefois de décentrer l'analyse et de caractériser les communes rurales autrement que par l'influence urbaine. Le territoire de la Dombes intègre alors les ruralités résidentielles et les petites polarités. Ces catégories se rapprochent davantage des éléments pris en compte dans la mesure et la caractérisation de l'économie résidentielle des territoires.

Réalisation : PREAULT Marine, 2024
Sources : Observatoire des territoires, Rapport de la Datar

Figure 14 Comparaison des différentes typologies des espaces ruraux depuis 2003

La Dombes ne saurait toutefois être correctement décrite sans mentionner sa proximité à la métropole lyonnaise qui n'est pas sans conséquences sur le territoire. Usuellement, cette proximité et son influence sont estimées à partir du critère des navettes domicile-travail. Pour la Communauté de Communes de la Dombes, la majorité des emplois extérieurs au territoire sont effectivement captés par la métropole de Lyon, mais pas seulement : Bourg-en-Bresse et Villefranche-sur-Saône captent une part non-négligeable de ces emplois. Enfin, de manière moins significative, Mâcon et Ambérieu-en-Bugey accueillent aussi des actifs résidant en Dombes. En comparant la répartition de ces emplois avec la typologie en Aire d'Attraction des Villes de l'Insee (2020), c'est bien l'influence de Lyon qui reste la plus importante sur le territoire, avec également Bourg-en-Bresse. Enfin, la commune de Châtillon-sur-Chalaronne est la seule commune de l'EPCI à disposer de sa propre aire d'attraction. Nous avons déjà démontré les limites du critère des navettes domicile-travail au début de cette section. Par conséquent, il ne peut constituer le seul élément de définition pour s'intéresser aux liens entre territoires. Les emplois à l'extérieur de l'EPCI et des communes sont pris en compte dans cette thèse, mais il est plutôt question, avec l'approche par l'économie résidentielle, de mesurer la contribution de ces revenus à l'économie du territoire. L'approche par les revenus plutôt que par ces emplois permet ainsi d'élargir la population et les pratiques prises en considération pour connaitre les interactions et les influences entre les territoires, et ainsi évaluer les possibles conséquences de la proximité d'une telle métropole sur un territoire à proximité immédiate.

L'observation de l'AAV et des emplois des habitantes et habitants de la Dombes à l'extérieur de cette dernière met aussi en avant les influences possibles d'aires urbaines moins conséquentes. Il est donc fort probable que les aires d'influence mises en avant par l'Insee soient perméables et que ces aires puissent être plurielles sur une même commune. Ainsi, à l'issue d'une présentation du projet en Conseil communautaire[22], une employée de la Communauté de communes avait exprimé sa surprise quant à l'influence si étendue de la métropole sur le territoire, son impression initiale étant des pratiques davantage orientées vers Villefranche-sur-Saône,

[22] Conseil communautaire du 09/06/2022, Châtillon-sur-Chalaronne

notamment pour leurs pratiques d'achats. Cette contradiction n'est pas si surprenante quand on sait que l'AAV ne prend en compte que les trajets professionnels quotidiens, et que le seuil choisi pour établir la typologie n'est que de 20% des actifs. Cette limite du zonage en AAV se retrouve lorsque ce dernier est comparé avec les bassins de vie de l'Insee (2022). En effet, le territoire dombiste est alors partagé en plusieurs aires d'influence, aucune ne correspondant à Lyon : le bassin de vie de Saint-André-de-Corcy, le bassin de vie de Villars-les-Dombes, le bassin de vie de Châtillon-sur-Chalaronne, le bassin de vie d'Ambérieu-en-Bugey et le bassin de vie de Bourg-en-Bresse (figure 15). Trois d'entre eux sont donc des bassins de vie dont le pôle de service est propre au territoire, ce qui permet de nuancer l'influence lyonnaise dans ces territoires ruraux. Deux d'entre eux sont des bassins de type « rural périurbain » (Saint-André-du-Corcy et Villars-les-Dombes), tandis que le dernier (Châtillon-sur-Chalaronne) est un bassin rural non périurbain, toujours d'après le zonage en bassins de vie.

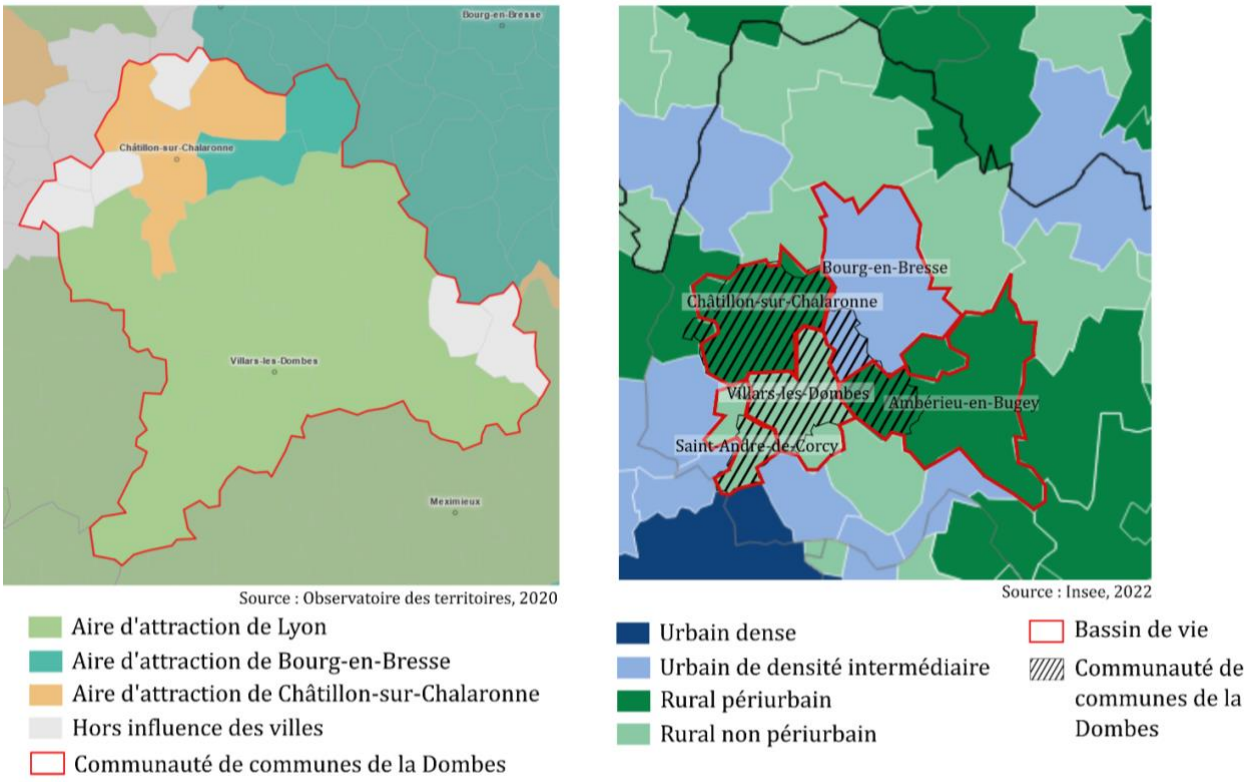


Figure 15 Deux approches des zones d'influence : les bassins de vie et les aires d'influence des villes

L'ensemble de ces critères de définition des espaces ruraux peut être utile pour préfigurer ce que peut être la variété l'économie résidentielle des territoires ainsi que les différents facteurs influençant la façon dont les revenus des ménages sont dépensés. Parler de « territoire rural sous influence métropolitaine » permet ainsi de ne pas invisibiliser ces différentes caractéristiques – un territoire rural et l'influence d'une métropole – constitutives du territoire. La Dombes apparait en effet comme un territoire support de population qui peut attirer des revenus par sa résidentialité ou encore les activités touristiques et ludiques qu'il permet. L'importance d'étudier la Dombes sous son angle social pour comprendre son économie est ainsi abordé dans la sous-section suivante.

1.3. Apporter des éléments de compréhension à l'épaississement des espaces ruraux sous influence métropolitaine

L'approche centre-périphérie des espaces périurbains et ruraux sous influence métropolitaine est également présente dans l'étude des fonctions économiques de ces territoires à travers la notion de périurbanisation économique. Nous retrouvons dans ce terme l'idée de territoires « supports de production » qui accueillent le desserrement productif des villes et métropoles, et donc des activités exportatrices. Néanmoins, les territoires marqués par la périurbanisation ne sont pas tous des supports d'activités productives. Ils peuvent aussi être, comme c'est le cas de la Dombes, des territoires support de population et ne sont pas pour autant dénués d'activités économiques. L'approche par la théorie de la base économique doit ainsi permettre de comprendre le fonctionnement économique de ces territoires qui ne sont pas concernés par ce desserrement productif. Cette approche doit également permettre de dépasser les images du village dortoir et des zones d'activité, deux représentations tenaces des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

Dans un premier temps, cette sous-section revient sur la périurbanisation économique, ses apports mais aussi pourquoi elle ne s'applique pas à des territoires tels que la Communauté de communes de la Dombes. Dans un second temps, cette sous-section développe les nouvelles approches des territoires périurbains et leurs

apports pour comprendre le fonctionnement économique des communes périurbaines support de population.

1.3.1. Le desserrement productif et la périurbanisation économique ne peuvent expliquer entièrement le fonctionnement économique des espaces ruraux sous influence métropolitaine

Les travaux évoqués précédemment concernent essentiellement l'aspect résidentiel des territoires sous influence urbaine, mais ne permettent pas d'en comprendre les ressorts économiques. Ils donnent à penser des territoires « village dortoir », dont la fonction est quasi-uniquement l'accueil de résidents. C'est donc dans les recherches sur la périurbanisation économique à travers le « desserrement productif » (Laborie & Sigal, 2011; Loustalet, 2021) que l'économie périurbaine est envisagée. Ces travaux s'intéressent à la « mobilité des établissements » et au « redéploiement des emplois » dus à une expansion du tissu productif urbain, d'une diffusion du centre vers l'extérieur ou par des « créations *in situ* dans les espaces périphériques » (Laborie & Sigal, 2011). Ces approches permettent de comprendre le fonctionnement économique de territoires périurbains supports de production mais sont difficilement mobilisables dans un territoire tel que la Communauté de communes de la Dombes.

1.3.1.1. L'économie des espaces périurbains : des approches qui reposent sur la périurbanisation économique

Les travaux s'intéressant au fonctionnement économique de ces espaces sont minoritaires (Lejoux & Charieau, 2019) et étudient les processus de « périurbanisation économique » ou de « desserrement productif », qui débutent parallèlement à la périurbanisation résidentielle dans les années 1960. Cette périurbanisation économique reprend pourtant les mêmes logiques que la périurbanisation résidentielle : à l'instar des ménages, les entreprises se sont déplacées vers les communes rurales à proximité des villes pour bénéficier d'un faible coût du foncier (Gillio, 2017), de coûts de transports plus faibles et de moyens de transports plus efficaces – à proximité des autoroutes et autres voies rapides, notamment (Cavailhès, 2009; Guerrero & Proulhac, 2014). Celle-ci se matérialise dans l'espace par les Zones

d'Activités Économiques, qui concernent à la fois l'industrie, la logistique ou les activités commerciales. Les choix d'implantation de ces différentes activités économiques répondent à des logiques similaires : la disponibilité du foncier est importante, tout comme la proximité de voies rapides et routes nationales qui rendent ces espaces accessibles pour le transport routier de marchandises, ou en voiture pour les zones commerciales. Cette périurbanisation se fait par l'implantation d'entrepôts appartenant à de grands groupes, comme David Mangin l'explique dans *La ville franchisée* (2004) avec les exemples de Décathlon, Ikéa, McDonald's, Formule 1. L'implantation de ces firmes en périphéries des villes répond à des choix de réseaux commerciaux (enquêtes sur les aires d'attractivités, sur le pouvoir d'achat…) et de localisation :

> « en matière de choix des sites, la formule est simple : flux, accessibilités, visibilité, coprésence et capacité d'accueil. Les routes nationales pénétrant dans les villes réunissent tous ces critères, de même que les échangeurs d'autoroutes et les rocades, devenus progressivement les plus convoités. » (Mangin, 2004)

Ces grandes zones d'activités économiques sont ainsi rapidement associées aux modes de vie et de consommation des habitants du périurbain : la consommation de masse. De fait, les analyses du desserrement des activités économiques vont alimenter les discours critiques vis-à-vis du périurbain, ces zones ne répondant pas aux critères de la ville dense et durable : forte consommation d'espaces naturels, accès possible uniquement en transports individuels polluants, paysages jugés inesthétiques, consommation de masse ou encore participation à la sectorisation de la ville (Mangin, 2004). De fait, les communes plus aisées ne sont généralement pas ou peu concernée par cette périurbanisation économique tandis que, pour d'autres communes cette même périurbanisation a pu représenter un apport d'emplois et une ressource fiscale (Raimbault & Bahoken, 2014). Par ailleurs, c'est cette périurbanisation économique qui est visible sur la célèbre une de Télérama « Halte à la France moche », témoignant des critiques émises à l'encontre de ce modèle économique.

Cet essor d'activités économiques a également été observé en Amérique du Nord au sein des études post-suburbaines à partir du début des années 1990 (Berroir

et al., 2015). Ces travaux ont permis de mettre en évidence la multifonctionnalité des *suburbs* des métropoles qui accueillent désormais des zones industrielles, commerciales mais aussi loisirs et espaces verts. L'étude de cette multifonctionnalité a permis de mettre en évidence la création de centralités secondaires, avec un raccourcissement des distances parcourues par les habitantes et habitants de ces espaces et qui peuvent même délaisser les centres-villes au profit de ces centralités secondaires. Si ces centralités secondaires correspondent essentiellement aux zones d'activités mentionnées plus haut, elles permettent de porter un nouveau regard sur des espaces périurbains de plus en plus indépendants vis-à-vis du centre. En France, d'autres travaux démontrent que la multiplication de nouvelles centralités et l'indépendance croissante des espaces périurbains n'est pas seulement liée à l'essor des zones d'activités en périphérie – ces travaux sont présentées dans la prochaine sous-section (1.3.2).

Si les territoires périurbains restent, en France, principalement étudiés pour leurs aspects résidentiels, les approches par la périurbanisation économique ont toutefois permis de mieux connaître l'économie de ces espaces. Nous identifions toutefois deux limites à la périurbanisation économique :

- elle maintient une approche centre-périphérie des territoires périurbains ;
- elle ne concerne que les espaces support d'activité productive, c'est-à-dire la base productive des territoires d'après l'approche par l'économie résidentielle. Or, de nombreux territoires ruraux sous influence urbaine ou métropolitaine, à l'image de la Communauté de communes de la Dombes, sont des espaces supports de population.

1.3.1.2. La Dombes, un territoire support de population

En effet, si les activités logistiques, industrielles ou encore commerciales sont présentes dans les espaces sous l'influences de la métropole lyonnaise, elles ne sont toutefois pas implantées sur le territoire de la Communauté de communes de la Dombes.

En premier lieu, si l'on s'intéresse aux firmes analysées par David Mangin, on remarque qu'elles sont quasiment absentes de l'intercommunalité – à l'exception d'un restaurant de l'enseigne McDonalds à Villars-les-Dombes. Ensuite, les zones d'activités économiques, marqueur principal de la périurbanisation économique, sont également peu présentes sur le territoire de la Dombes, par comparaison avec les autres territoires de la métropole lyonnaise. Les zones d'activités économiques présentes sur le territoire dombiste sont ainsi réparties sur trois des plus grandes communes du territoire : Châtillon-sur-Chalaronne, Villars-les-Dombes et Saint-André-de-Corcy. Ces zones diffèrent de celles que l'on peut trouver sur le reste du territoire métropolitain et péri-métropolitain. Si l'on peut trouver des franchises de commerce, ce sont des surfaces bien moins importantes que les franchises décrites par David Mangin ; quant aux autres zones d'activités, elles correspondent davantage à de l'artisanat et permettent de fournir des lieux de travail aux entreprises du territoire. Elles s'insèrent donc rarement dans des logiques d'implantation de firmes internationales, telles que décrites précédemment (figure 16). Cette quasi-absence des éléments de la périurbanisation économique en Dombes s'explique par les logiques d'implantation des activités autour de la métropole lyonnaise depuis le XIXe siècle – ces logiques ont été précisément décrites dans la thèse de doctorat de Bruno Loustalet (2022). Ce dernier nous explique que le desserrement productif débute avec la délocalisation des activités de production de la soie à l'est et au nord de Lyon, posant les bases du desserrement productif qui se poursuit au XXe siècle avec d'autres secteurs économiques. Ainsi, à proximité de notre terrain d'étude, la Côtière et la Plaine de l'Ain accueillent des entreprises de secteurs technologiques proches des spécialisation lyonnaises – ce que nous décrivions par ailleurs avec les entreprises pharmaceutiques dans notre premier chapitre – et des activités liées à l'implantation de la centrale nucléaire du Bugey (Ain). La Plaine de l'Ain et la Côtière sont ainsi deux territoires concernés par la périurbanisation des activités économiques – ce que nous retrouvons en figure 16. Concernant les activités commerciales, elles se sont surtout implantées autour de Miribel/Saint-Maurice-de-Beynost, Beynost ainsi qu'autour d'Ambérieu-en-Bugey. Quant aux moyennes et grandes surfaces (MGS), elles suivent le développement résidentiel.

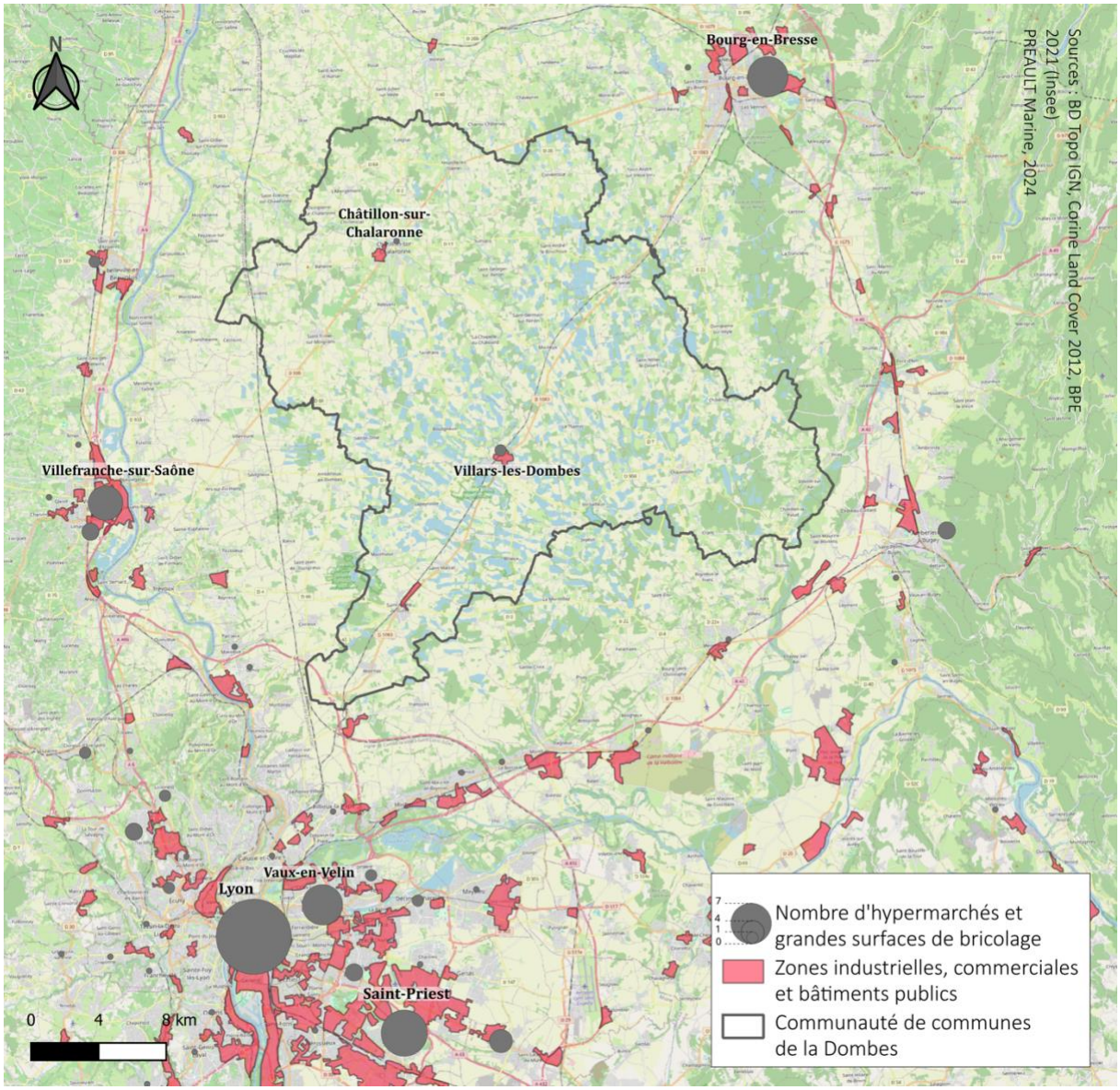


Figure 16 La Communauté de communes de la Dombes : un territoire peu concerné par la périurbanisation économique

Plusieurs éléments permettent d'expliquer la mise à l'écart de la Dombes des processus de périurbanisation économique. Premièrement, le plateau de la Dombes et ses « milles étangs » sont relativement éloignés des grands axes transports fluviaux (vallée du Rhône et de la Saône) et routiers (A42 et A6). La présence des étangs a aussi pu complexifier l'implantation de secteurs d'activité demandeurs de grands espaces fonciers. Deuxièmement, la Dombes est longtemps restée l'espace de résidences secondaires des Lyonnaises et Lyonnais – négociants, officiers royaux ou de Savoie sous l'ancien régime, propriétaires soyeux et industriels lyonnais à partir du Second Empire (Flechet, 1967) – ainsi qu'un territoire réservé pour la pratique de la chasse. En

1980, Richard Sceau expliquait que les « citadins » possédaient 65 978ha dans la « grande Dombes »[23], soit 41,3 % du sol. Ce taux pouvant atteindre 73% du sol à Villars-les-Dombes. Ces propriétés citadines étaient majoritairement lyonnaises et correspondaient à de la grande propriété :

> « Les lieux de résidence des propriétaires font ressortir une suprématie de Lyon. Les habitants de l'agglomération lyonnaise possèdent 34909ha, soit 52,9% de la propriété citadine et 22,1% des biens fonciers de l'ensemble de la région. […] Les proportions décroissent de la région des étangs vers les « côtières du Rhône et de Saône. L'attraction de la « vraie » Dombes, celle des étangs est évidente : les Lyonnais y détiennent 28583ha, soit 29,6% du sol et 54,1% de la propriété foncière citadine. » (Sceau, 1980)

Cet intérêt pour la Dombes des étangs était dû à la renommée cynégétique du territoire, qui accueille une grande diversité d'oiseaux et de mammifères. La chasse reste aujourd'hui une activité marquante pour le territoire, avec une part majoritaire de chasse privée dont les coûts d'entrée restent largement supérieurs à la région. La diversité d'oiseaux et de mammifères justifie la mise en place d'aires et réseaux de protection (ZNIEFF, Natura 2000) et le principal site touristique du territoire – Le Parc des Oiseaux.

La Dombes est donc historiquement un territoire support de population – et par conséquent de l'économie résidentielle avec l'accueil de résidents secondaire, d'activités de loisirs et aujourd'hui d'une activité touristique et de navetteurs – tandis que la Plaine de l'Ain et la Côtière sont plutôt des territoires support de production, et de la périurbanisation économique. De fait, l'approche classique par l'économie productive et exportatrice ne peut permettre de comprendre le fonctionnement économique des territoires qui, comme la Dombes, reposent sur l'accueil et le support de populations. Nous supposons donc qu'une approche par la théorie de la base économique et l'économie résidentielle des territoires support de population peut permettre de mieux comprendre leur fonctionnement économique, et ainsi d'adapter

[23] « Grande Dombes » : espace le plus vaste considéré pour définir la Dombes, les plus restreint étant la « Dombes des étangs » ou « Dombes centrale ». La Grande Dombes englobe le plateau de la Dombes, recouvert de formations glaciaires, mais aussi la rive gauche de la Saône (jusqu'à Caluire) ainsi que les côtières de Saône, du Rhône, et de l'Ain (Avocat, 1975; Sceau, 1980).

les politiques de développement local aux spécificités de ces territoires et de cette économie. Rappelons par ailleurs que la théorie de la base économique n'exclut pas de considérer les activités productives et exportatrices qui peuvent être présentes sur le territoire.

1.3.2. La théorie de la base économique pour comprendre l'épaississement économique des espaces à dominante résidentielle

1.3.2.1. De la circulation des revenus et la naissance de centralités secondaires…

La création de centralités secondaires dans les suburbs américains évoquée plus haut se retrouve en France dans plusieurs travaux qui soulignent le renouveau de petites villes et centres-bourgs dans la constitution de nouvelles centralités secondaires et périurbaines, loin de l'image de centralités constituées par les zones d'activité. L'émergence (ou réémergence) de ces centralités fait suite à un processus de réinvestissement des espaces ruraux sous influence urbaine ou métropolitaine par ses habitantes et habitants et ses actrices et acteurs, qui semblent se désintéresser des villes centres au profit d'une certaine proximité résidentielle.

En effet, les travaux menés sur les espaces périurbains depuis les années 2000 insistent sur une dépendance moins évidente entre la ville-centre et les communes périurbaines et rejoignent en ce sens les observations des auteurs nord-américains du développement post-suburbain. Ce constat s'explique principalement par une installation de plus en plus lointaine des ménages dans les espaces ruraux, ce qui, à terme, les aurait encouragés à se tourner vers les petites villes et bourgs ruraux proches pour répondre à leurs besoins quotidiens ou à leurs loisirs (Berque et al., 2006). La littérature scientifique lie ces changements dans les pratiques de mobilités à deux grandes évolutions dans le rapport à l'emploi :

- Premièrement, l'essor des pratiques de télétravail qui permet une réduction des déplacements et donc un ancrage résidentiel (Bonnin-Oliveira *et al.*, 2023) ;

- Deuxièmement, la recherche par les habitantes et habitants du périurbain d'un travail qui permette de raccourcir leur temps de déplacement (Charmes, 2011b) ou qui favorise leur ancrage résidentiel (Bonnin-Oliveira *et al.*, 2023).

Plusieurs travaux permettent ainsi d'observer une maitrise et un abaissement des mobilités domicile-travail (Nessi *et al.*, 2016), mais aussi un essor des autres mobilités de proximité avec un intérêt pour les pratiques de loisirs présentes sur le territoire de résidence. Les espaces ouverts sont ainsi de plus en plus investis par les habitantes et habitants des communes périurbaines (Berroir *et al.*, 2015; Rougé & Aragau, 2019). Il est alors de plus en plus admis que ces espaces intermédiaires acquièrent des « qualités et aménités qui rendent leurs habitants de moins en moins dépendant à un recours à la ville-centre » (Jaillet, 2004).

Plus concrètement, cela se traduit, entre autres, par un rétrécissement des bassins de vie pour l'accès aux commerces ou à d'autres services (Berroir *et al.*, 2015). Là encore, plusieurs études témoignent d'un regain d'intérêt pour les centres-bourgs et petites villes qui maillent les espaces sous influence des métropoles. Ces petites villes voient leurs fonctions commerciales et résidentielles redynamisées (Bonnin-Oliveira *et al.*, 2023) et viennent créer de nouvelles polarités dans ces espaces (Rougé & Aragau, 2019), dont le seul pôle perçu jusqu'ici était la ville-centre ou le centre-commercial, bien que ce dernier continue de concurrencer ces centre-bourgs (Bonnin-Oliveira, 2013). Ce constat renforce donc l'hypothèse de la création d'un espace économique dans ces espaces intermédiaires, induisant la création d'emplois et d'activités de services (commerces, loisirs), et donc la diminution des distances parcourues par les individus. L'accès à la ville-centre n'étant plus une nécessité quotidienne, ce sont de nouvelles centralités périurbaines ou rurales qui prennent le relais pour fournir les habitants en biens et services du quotidiens (Berque *et al.*, 2006) :

> « Ces petites centralités garantissent une proximité de services, de commerces et d'équipements. Elles apparaissent comme une alternative aux grands centres commerciaux de bord d'agglomération et deviennent les supports de fréquentation régulières dans lesquelles se (re)fabriquent une (péri)urbanité » (Rougé & Aragau, 2019).

Ce ré-ancrage des pratiques habitantes et la diminution des déplacements peut induire une réorientation des revenus de l'économie résidentielle en direction des territoire ruraux sous influence métropolitaine. Il s'agit donc dans le cadre de cette thèse, d'interroger l'impact de la circulation des revenus sur la création de centralités secondaires périurbaines et sa participation à l'épaississement économique périurbain. Cette hypothèse valide l'intérêt de cette approche par la théorie de la base économique et l'économie résidentielle dans le but de ne pas considérer l'économie de ces espaces par le seul biais de l'économie productive. Il devient alors possible de démontrer l'intérêt pour les élues, élus et aménageurs de prendre en compte d'autres ressources de développement économique pour ces territoires, par exemple dans le cadre de politiques de revitalisation de centres-bourgs. Plus globalement, cela permet aussi de sortir d'une approche centre-périphérie de l'économie de ces espaces, en s'émancipant des modèles de la périurbanisation économique développés ci-avant.

1.3.2.2. … à la maturité des espaces périurbains et ruraux et sous influence métropolitaine

La hausse des pratiques quotidiennes, notamment économiques, se retrouve dans les notions de « maturité territoriale » (Berger *et al.*, 2014; Rougé, 2009) ou « épaississement territorial » (Vidal & Rougé, 2011). La notion de maturité territoriale recouvre plusieurs aspects des changements que connaissent les territoires ruraux sous influence métropolitaine ces dernières années. Premièrement, la maturité territoriale fait directement référence au vieillissement des ménages résidents sur cette commune. Ce vieillissement est le témoin de l'ancrage des habitantes et habitants et contredit l'idée d'une simple étape dans le parcours résidentiel. Ce vieillissement contribue aussi à la maturité territoriale du périurbain au sens où les personnes retraitées réinvestissent les quartiers périurbains au moment de la retraite et peuvent être des habitantes et habitants investis dans la vie locale (associations, mandats politiques…). Deuxièmement, la maturité des espaces périurbains est associée à la diversification des profils (Berger *et al.*, 2014) que l'on y retrouve, loin des modèles d'entre-soi de classes moyennes ou d'espaces de relégation. Troisièmement, la maturité des espaces périurbains s'entend comme la réduction de la dépendance de ces territoires envers la ville-centre (Bouleau & Mettetal, 2014), qui se traduit par la fin

d'un apprentissage de la manière de vivre et d'administrer le périurbain par les habitantes, habitants, élues et élus.

La création d'un espace économique et de centralités secondaires dans les espaces périurbains se retrouve aussi dans la notion d'« épaisseur » ou d'« épaississement » du périurbain. Ce terme, très proche de maturité, est plus difficile à définir. Il s'entend au sens d'épaisseur sociale avec la diversification de ses profils d'habitantes et habitants, mais aussi une diversification des pratiques, des représentations et un renforcement des liens sociaux (Morel-Brochet & Rougé, 2017; Poulot & Aragau, 2012)qui s'y pratiquent, tout en ayant de manières collectives d'habiter (Pradel *et al.*, 2014). L'épaississement périurbain reprend ainsi l'idée d'ancrage des personnes qui y vivent et gagnent en autonomie vis-à-vis de l'urbain. Il est également possible d'évoquer une épaisseur économique des espaces périurbains que je définis comme la multiplication des fonctions économiques périurbaines et surtout l'ancrage de celles-ci avec la création de centralités secondaires, d'emplois et les outils de redéploiement des emplois qu'il utilise (Poulot & Aragau, 2012). Les espaces périurbains se construisent comme espaces vécus, comme territoires. Ils ne sont alors plus cet entre-deux spatial à la fois urbain et rural, mais se distinguent en n'étant ni rural ni urbain ; ils deviennent des espaces avec leurs propres caractéristiques, les tiers-espaces de Martin Vanier :

> « Le périurbain devient un tiers-espace. Un certain nombre de villes s'émancipent et recréent leur propre centralité. On assiste à une forme d'épaississement territorial de l'espace périurbain. » (Vidal & Rougé, 2011).

Les notions de maturité et d'épaississement territorial traduisent l'ancrage des ménages dans ces territoires, porté par les représentations du « village » ou du « quartier ». Ces notions favorisent alors une approche du périurbain comme un espace vécu parce qu'elles impliquent de s'intéresser aux pratiques et aux jeux d'acteurs qui opèrent sur ces territoires. Cette approche est nécessaire pour comprendre comment circulent les revenus sur ces territoires et comment ils peuvent être réinvestis vers l'économie domestique, renforçant ainsi l'épaississement économique des territoires périurbains et contribuant à leur maturité territoriale. Ces

processus impliquent de comprendre comment sont habités ces territoires et de s'intéresser aux acteurs qui peuvent coordonner des politiques favorisant la création de ces centralités secondaires. C'est ce que nous verrons dans les sections 2 et 3 de ce chapitre.

2. Décentrer l'analyse pour appréhender le périurbain comme un espace vécu et potentiel support d'un développement économique

Pour pouvoir saisir les effets socio-territoriaux de l'économie résidentielle dans les espaces ruraux sous influence métropolitaine, nous avons besoin de comprendre la consommation des habitantes et habitants sur le territoire et ce qui peut favoriser cette consommation. Nous nous intéressons donc aux pratiques et représentations de ces territoires par leurs acteurs et nous nous inscrivons ainsi dans une approche par la géographie sociale et l'espace vécu des territoires périurbains.

Les approches présentées précédemment des espaces périurbains ou ruraux sous influence métropolitaine ne perçoivent pas ces territoires comme des espaces vécus : la commune est généralement considérée comme un support d'activité productive dans le cas de la périurbanisation économique, ou bien comme un village-dortoir, où les pratiques se limitent à la sphère privée, le pavillon. Ces espaces sont également définis par les navettes domicile-travail, qui sont loin de correspondre à l'ensemble des habitantes et habitants de ces espaces.

Nous combinons donc une approche par l'économie résidentielle dans le cadre de la théorie de la base économique et une approche par l'espace vécu et la géographie sociale pour mieux comprendre les modes de vies dans ces espaces sous influence métropolitaine support de population. Nous avons déjà démontré que l'approche par les circulations de revenus permet de mieux saisir la diversité des personnes qui habitent, pratiquent, aménagent ces territoires. Le deuxième objectif de cette thèse est également de comprendre comment ces revenus sont réinjectés localement, ce qui

implique de comprendre comment ces espaces sont pratiqués, représentés par leurs habitantes et habitants.

Dans cette section, nous verrons comment un décentrement des études périurbaines a permis de s'intéresser aux pratiques et aux représentations de ses populations (2.1). Ces études ont mis au jour une diversité de modes d'habiter tout en soulignant des façons communes d'habiter, faisant des territoires périurbains de véritables espaces vécus (2.2).

2.1. Un décentrement des analyses pour comprendre l'épaississement territorial périurbain

De nombreuses études sur les espaces périurbains ont vu dans ce processus l'unique extension de la ville : ses formes, ses habitants, ses modes de vie. C'est à partir des années 2000 que ces approches sont questionnées : le périurbain continue d'attirer des habitantes et habitants aux profils sociaux et parcours de vie variés, si bien que l'on commence à parler de maturité ou d'épaississement de ces espaces – comme vu dans la section précédente. Deux approches de ces espaces se constituent alors : les approches urbaines et urbano-centrées, qui continuent d'envisager ce périurbain comme une urbanité dégradée, le résultat de l'extension de la ville et des espaces urbains ; et ceux qui s'intéressent à ce nouvel espace, qui peut être ni urbain ni rural ou rural et urbain et qui, en gagnant en maturité, constitue une nouvelle catégorie de territoires en soi. Ce manuscrit s'inscrit dans ce deuxième champ et tend à saisir l'habiter, au sens de Lazzarotti (2006), des territoires ruraux sous influence métropolitaine. Ces travaux nous éclairent sur les pratiques et les représentations de ces territoires par leurs habitantes et habitants, actrices et acteurs et les pratiques plus ponctuelles de ces espaces.

2.1.1. Du périurbain de l'entre-soi et de la relégation…

Les premières approches sociales des habitantes et habitants des espaces périurbains rejoignent les études décrites en première section. Ces derniers ont d'abord été étudiés au prisme des navettes domicile-travail, qui ont été par ailleurs associées à la production d'espaces uniformes et dépendants de la voiture. De fait, ces

mobilités ont été perçues comme les principales pratiques de ces territoires et les habitantes et habitants ont été identifiés comme un groupe social uniforme, soit recherchant un entre-soi, soit victime d'une relégation et subissant la mise à distance de la ville.

Dans ces travaux, les habitantes et habitants des espaces périurbains ont pour trait commun la mise à distance :

- une mise à distance de la ville et de la diversité sociale qu'elle représente, ce qui favorise un entre-soi des espaces périurbains (Levy, 2013) ;
- une mise à distance collective des nouveaux ménages périurbains qui ne s'investiraient pas dans la vie locale, ne créant pas de lien avec les autres habitantes et habitants des communes (Merlin, 2009).
- une mise à distance au sein du lotissement, habitat symbolique du périurbain, où se succèdent des rues sans place ni commerce et « où se juxtaposent des familles précautionneusement distanciées » (Berque *et al.*, 2006). Le jardin associé à ces maisons contribue aussi à se soustraire à la vie du village en permettant de bénéficier d'un peu de « nature » sans se confronter aux autres habitantes et habitants (Jaillet, 2004).

Cette représentation de mise à l'écart volontaire des nouveaux ménages périurbains est renforcée par les études témoignant de la création de lieu de l'entre-soi au sein de ces espaces. Dans ces travaux, il est admis que le périurbain concerne des catégories sociales bien identifiées : les classes moyennes, et parmi elles, essentiellement les jeunes ménages ou familles avec enfants. Ainsi, pour plusieurs autrices et auteurs, l'installation en périurbain de ces familles est comparable à l'accès à un club résidentiel (Charmes, 2011a, 2011a; Jaillet, 1996). Ces clubs se manifestent notamment lors de nouveaux projets immobiliers qui révèlent la peur de voir venir de nouveaux ménages qui perçoivent ces projets comme une menace pour leur tranquillité. Cette menace passe généralement par une volonté soudaine de protéger la « nature » et les paysages. La préservation des paysages permet alors de maintenir les coûts du foncier et devient une garantie d'exclusivisme social (Charmes, 2011b).

À ces travaux dépeignant des communes périurbaines « univers des classes moyennes » s'ajoutent ceux sur les ménages captifs de l'étalement résidentiel. Dans ces travaux, ces ménages sont ceux dont le choix de l'habitat périurbain a été le plus contraint et qui se retrouvent ainsi éloignés des centres urbains ainsi que de leurs emplois. Contraints par les coûts du déplacement, ces ménages se retrouvent captifs du périurbain. La mobilité est subie par ces habitantes et habitants, tout comme la fixité dans certains cas (Ollivro, 2005), et celle-ci contribue aux situations de marge subie et de captivité (Rougé, 2009, 2017) déjà décrites dans la littérature scientifique.

Ces deux approches des caractéristiques sociales des ménages des espaces périurbains sont un début de contradiction face à l'image d'un périurbain uniforme : il existe au moins deux réalités périurbaines. Dans les approches précédentes, les territoires peuvent toutefois être concerné par l'une ou l'autre de ces approches. Des travaux ont récemment souligné une diversité bien plus marquée des communes périurbaines que ces deux seuls profils et démontrent que la recherche de vie en périurbain peut relever d'aménités portées par ces espaces :

> « l'unité de la société périurbaine relève plus du mythe que d'une réalité empiriquement constatée. » (Berger, 2004 in Cusin *et al.*, 2016)

Par ailleurs, si des contraintes économiques telles que le coût du foncier ou du logement dans certaines communes peut conduire à une certaine uniformité sociale, ces logiques ne sont pas propres à ces espaces. De nombreux espaces urbains sont aussi marqués par l'absence de diversité sociale, sans que cela ne remette en cause l'identité de ces territoires.

2.1.2. … à la diversification des profils sociaux des ménages périurbains

Dans les années 2010, les études sur l'habiter périurbain ont davantage pris en compte les « discours des populations sur elles-mêmes » (Nessi *et al.*, 2016). Ces approches du périurbain « depuis l'intérieur » permettent de décentrer les analyses et permettent ainsi de nuancer les résultats présentés précédemment sur la recherche

d'un entre-soi et le caractère subi de l'installation dans ces espaces. Elles démontrent également une diversification des profils des ménages installés.

Si la recherche de l'entre-soi peut être réelle dans le cas de certains « clubs résidentiels », plusieurs travaux, parmi lesquels une étude du PUCA (2015), démontrent que les ménages périurbains qui cherchent à s'installer dans les communes périurbaines ne sont quasiment jamais à la recherche d'un entre-soi. Le rapport, qui s'appuie sur des enquêtes auprès de nouveaux ménages périurbains souligne qu'au moment de l'installation, les discours contre la diversité sociale sont rares et ne représentent pas un motif d'installation dans une commune. Cela ne signifie pas que la recherche d'entre-soi est absente des communes périurbaines, mais elle se manifeste surtout par la recherche d'un maintien a posteriori de cet entre-soi dans les communes périurbaine : les ménages peuvent alors s'opposer à la construction de nouveaux logements et à la densification de leur commune. Dans le cadre de nos entretiens en Dombes, nous avons surtout retrouvé ces discours sur la commune de Mionnay, commune la plus au Sud du territoire et la plus proche de la métropole lyonnaise :

> Marine : « Qu'associez-vous à la qualité de vie ?
>
> Enquêté.e : « Il y a pas trop de monde mais ça se remplit et il y de plus de circulation. Il va falloir aller plus loin dans pas longtemps. »

Il s'agit donc d'une des communes du territoires où le phénomène de périurbanisation est le plus ancien et qui a vu plusieurs générations de néo-ruraux s'installer dans le village rural. Ces discours ne sont donc pas absents mais ils sont loin de constituer un discours dominant dans l'ensemble des communes périurbaines. Cette idée d'un entre-soi reste à nuancer et a pu être produite dans le cadre d'analyses urbano-centrées. Il paraît aussi important de rappeler que la volonté de maintenir un entre-soi n'est pas propre aux espaces périurbains en témoignent les travaux sur les communautés fermées et la gouvernance urbaine privée, facteurs d'exclusivisme spatial en ville, en témoignent les travaux sur les communautés fermées et la gouvernance urbaine privée, facteurs d'exclusivisme spatial en ville (Billard & Madoré, 2010; Le Goix, 2006; Madoré, 2012, 2021). Par conséquent, comme le

soulignent Hélène Nessi, Florent Le Néchet et Laurent Terral (2016), « s'il existe bien des effets de « club » dans le périurbain, le phénomène ne lui est pas forcément spécifique ».

Concernant l'installation dans les communes périurbaines, celle-ci reste principalement guidée par les capacités d'achats et d'accès à la propriété. Le choix est ensuite fait au sein de ce qui est accessible aux ménages (Charmes, 2011a). Les ménages gardent donc une part de choix et l'installation peut aussi être guidée par un désir de vivre « à la campagne ». Cette possibilité de choisir la commune d'installation permet, encore une fois, de nuancer l'idée de ménages périurbains qui subissent leur installation. Celle-ci est finalement surtout subie *a posteriori*, notamment quand l'éloignement à l'emploi, aux services ou aux loisirs représentent des frais pour les budgets des ménages du fait des coûts de déplacement. Avec l'épaississement et la maturité gagnée par ces territoires, la création de centralités secondaires peut permettre à ces « captifs » de pallier l'éloignement grâce à un recentrement, sur ces communes, des commerces et services du quotidien, des loisirs, et à plus long terme, d'une partie de l'emploi. Sandrine Bonnin-Olliveira (2013) observe également dans le cas du périurbain de Toulouse des profils de ménages qui font le choix de rester dans ces espaces périurbains malgré les aléas de la vie (décès, divorce…). Le choix des retraités de rester le plus longtemps possible dans ces communes témoigne également d'un désir de rester vivre sur ces territoires qui offrent aujourd'hui services et sociabilités pour ces habitantes et habitants des premiers mouvements de périurbanisation, mais également pour les ruraux qui vivent et choisissent de rester vivre dans ces communes ou sur un territoire proche. Ces premières populations périurbaines qui font le choix de rester vivre dans ces communes contribuent à l'évolution et à la diversification des profils sociaux du périurbain. En effet, depuis 2010, une baisse de la part des couples avec enfants est constatée dans les communes périurbaines (Aragau *et al.*, 2011). Cette diminution se fait parallèlement à l'augmentation progressive de la part de personnes vivant seules ou des familles monoparentales – ces profils étant absents des études menées en 2004 par Marie-Christine Jaillet. Cette diversification est donc due aux différentes trajectoires

résidentielles des habitantes et habitants issues des premiers mouvements de périurbanisation, qui ont fait évoluer la structure sociale de ces espaces selon leurs rythmes de vie (divorces, passages à la retraite…). La diminution des ménages avec enfants dans les communes périurbaines est alors plus engagée à proximité de la métropole et correspond alors au vieillissement des premiers ménages urbains installés dans ces communes (Aragau *et al.*, 2011). Les espaces périurbains apparaissent ainsi « capables d'absorber les aléas de l'existence et les recompositions de la cellule familiale » (Thébert *et al.*, 2016a). Cette évolution repose également sur le profil des nouveaux ménages s'installant sur ces communes. Enfin, il ne faut pas oublier que l'étude des trajectoire résidentielles des ménages périurbains s'est enrichie avec la prise en compte des trajectoires périurbaines internes à ces espaces et qui se distinguent donc du profil de ménage qui prédominait jusqu'ici dans les études périurbaines : le ménage urbain de classe moyenne rejeté par la ville et souhaitant accéder à la propriété. La prise en compte de ces ménages a pu permettre de révéler des profils qui n'avaient pas été cernés jusqu'ici.

Les ménages avec enfants restent toutefois majoritaires dans ces communes et continuent d'être une des caractéristiques sociologiques de ces espaces. Néanmoins, ces familles côtoient aujourd'hui une part plus importante de retraités et de familles monoparentales. Cette tendance se confirme d'ailleurs sur la Communauté de communes de la Dombes où les couples avec enfants tendent à diminuer depuis 11 ans (-6,5 points), tandis que le poids des couples sans enfants, des familles monoparentales et des ménages d'une personne se renforce (Tableau 2) Ces évolutions contribuent à la diminution de la taille des ménages qui s'observe sur le territoire : 2,97 personnes par foyer en 1968 contre 2,36 personnes par foyer en 2020. Il faut toutefois rappeler que cette évolution de la structure des ménages s'inscrit dans une tendance nationale de changement de la structure démographique en France.

Tableau 2 Évolution de la structure des ménages de la Communauté de communes de la Dombes et en France (en %) en 2009, 2014, 2020 et le taux d'évolution entre 2009 et 2020

	2009		2014		2020		Taux d'évolution	
	Dombes	**France**	**Dombes**	**France**	**Dombes**	**France**	**Dombes**	**France**
Couples avec enfants	38	28	34,2	26,6	31,5	24,8	-0,17	-0,35
Couple sans enfants	29,3	26,9	30,8	26,4	29,8	26	+0,02	-0,11
Familles monoparentales	6,7	8,9	6,9	9,4	8,5	10	+0,27	+0,49
Ménages d'une personne	24,1	33,6	26,4	35	29	37,4	+0,20	+0,55
Autres	2	2,6	1,7	2,6	1,3	1,8	-0,35	-0,1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2023

Réalisation : PREAULT Marine, 2024

La diversification des ménages s'observe également au sein de la structure des catégories socio-professionnelles des ménages. Certaines communes voient un affaiblissement du poids des ouvriers et ouvrières (Girard, 2019) ou des agriculteurs et agricultrices parmi les emplois et une arrivée de ménages plus aisés sur le territoire. Là encore, cette tendance semble se confirmer en Dombes avec une augmentation entre 2009 et 2020 de la part des cadres et professions intellectuelles supérieures ainsi que celle des professions intermédiaires, tandis que la part des employés et ouvriers tend à diminuer (Tableau 3).

Tableau 3 Évolution de la structure des ménages de la Communauté de communes de la Dombes et en France selon leur catégorie socio-professionnelle (en %) en 2009, 2014, 2020, ainsi que l'évolution de la structure des CSP entre 2009 et 2020.

	2009		2014		2020		Evolution (%)	
	Dombes	France	Dombes	France	Dombes	France	Dombes	France
Agriculteurs chefs d'exploitants	1,8	1	1,6	0,8	1,4	0,8	-0,56	-0,22
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4,3	3,3	5,1	3,5	4,2	3,6	-0,16	-0,02
Cadres et professions intellectuelles supérieures	7	8,6	7,4	9,1	8,4	9,7	+0,38	+0,20
Professions intermédiaires	16,4	13,8	15,8	14,1	17,2	14,2	-0,13	+0,05
Employés	16,8	16,7	15,7	16,5	15,9	15,9	-0,05	-0,05
Ouvriers	16,8	13,5	16,1	12,8	14,2	11,9	-0,29	-0,15
Retraités	24,4	25,9	26,2	26,8	27,3	26,9	+0,1	+0,12
Autre sans activité	12,5	17,2	12,1	16,4	11,4	17	+0,36	-0,09
Total	100	100	100	100	100	100		

Source : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2023
Réalisation : PREAULT Marine, 2024

L'arrivée de ménages aisés sur les communes est généralement due à une augmentation des prix immobiliers et du foncier dans les premières couronnes et peut également expliquer une diversification du profil des ménages. La Communauté de communes de la Dombes étant surtout un territoire de dernière couronne de périurbanisation, il est possible que ce phénomène concerne davantage les communes les plus proches de Lyon.

Depuis les années 2010, de plus en plus de travaux font état d'une diversification des trajectoires de vie et une diversification sociale des ménages des espaces dits périurbains. Il est donc difficile d'ignorer que les caractéristiques démographiques, jusqu'ici analysées selon un modèle urbano-centré en auréoles concentriques autours du pôle urbain, se diversifient aujourd'hui (Bonnin-Oliveira, 2013). Le maintien des ménages anciennement installés dans ces communes périurbaines contribue à cette diversification des profils sociaux. Ce maintien met en

lumière un ancrage des habitantes et habitants dans ces territoires, ancrage qui aboutit à l'épaississement et à la maturité présentées en section 1 de ce chapitre. Afin de comprendre ces ancrages, la recherche sur les espaces périurbains commence à s'intéresser aux pratiques, aux interrelations sociales et aux représentations des habitantes et habitants de ces espaces.

2.2. Une approche des communes périurbaines par l'espace vécu

La diversification des ménages périurbains, en partie due à leur ancienneté sur ces territoires, et la prise en compte de mobilités internes aux espaces périurbains permettent aujourd'hui de nuancer, voire de remettre en question le vocable « village-dortoir » qui a longtemps caractérisé ces communes. Il est aujourd'hui difficile de nier que les populations périurbaines n'ont aucune difficulté à se projeter sur le long terme dans ces territoires. C'est d'autant plus vrai que le désir de vivre et de rester vivre dans le périurbain se constate face aux changements et aléas que rencontrent les individus au cours de leur vie. Au regard des discours portés par les ménages sur leur espace de vie, le périurbain représente aujourd'hui davantage un cadre de vie agréable et désiré qu'un foncier abordable. Les travaux portant sur l'épaississement et la maturité des espaces périurbains révèlent un rétrécissement des bassins de vie pour les loisirs (Poulot, 2008; Thébert *et al.*, 2016b) ou pour l'accès aux services, notamment les commerces (Berroir *et al.*, 2015). Pour comprendre ces changements, une partie de la recherche sur les espaces périurbains s'intéresse aux pratiques du territoire périurbain par ses habitantes et habitants, les relations sociales qui y prennent place, ainsi qu'aux représentations qu'ils peuvent avoir de leur territoire. Ces travaux ont une approche du périurbain comme un espace vécu et contribuent à le considérer comme un territoire propre, ni urbain, ni rural, mais avec ses propres caractéristiques sociales et territoriales.

J'ai pu identifier trois modes d'habiter constitutifs de ces espaces : des pratiques de mobilités structurantes pour l'habiter périurbain, la valorisation et la recherche d'une proximité au lieu de résidence et enfin, une forte valorisation des espaces ouverts.

2.2.1. Un habiter structuré par les pratiques de mobilités

Les mobilités, notamment individuelles, sont un élément constitutif des espaces périurbains et plusieurs travaux démontrent qu'elles font aujourd'hui partie de l'habiter de ces espaces. Les pratiques quotidiennes sont en effet conditionnées par le déplacement et c'est en grande partie la capacité à se déplacer au sein de cet espace (et pas seulement dans la ville) qui permet de ne pas subir l'installation en périurbain. La polarisation fonctionnelle a ainsi très tôt induit la nécessité de maitriser ces mobilités, créant un modèle de ville « à la carte » dépendant des mobilités automobiles (Escaffre & Rougé, 2022). Les travaux de Catherine Didier-Fèvre (2015, 2018) sur les mobilités des adolescentes et adolescents dans les espaces périurbains illustrent ce besoin d'une maitrise de la mobilité pour vivre dans les territoires périurbains. La mobilité des jeunes habitantes et jeunes habitants du périurbain se fait à l'échelle domestique autour de leur domicile ou de ceux de leurs amis ainsi que pour leurs loisirs ; elle se fait aussi vers d'autres pôles périurbains et urbains pour l'accès au lycée, l'accès à des lieux de restauration, le cinéma et lieux de shopping. Ces mobilités se font parfois ou en partie grâce à une offre de transports en commun (bus, train) qu'ils combinent avec la disponibilité des parents à pouvoir les conduire dans les lieux désirés. A travers ces appropriations des mobilités et de l'espace, Catherine Didier-Fèvre dresse ainsi le portrait de « jeunes tout sauf captifs » (Didier-Fèvre, 2019). Les mobilités font donc l'objet d'une appropriation par les habitantes et habitants des communes périurbaines afin de l'adapter à leurs usages et répondre aux impératifs du quotidien. Les habitantes et habitants du périurbain ont ainsi acquis une maitrise des mobilités domicile -travail (Bouleau & Mettetal, 2014; Nessi *et al.*, 2016), dans un objectif de gain de temps, d'énergie et de coûts des déplacements. Co-voiturage, multi-modalité, essor des mobilités actives, mais aussi l'usage croissant des transports en commun. En Dombes, la majorité des déplacements domicile-travail de nos enquêtés continue de se faire grâce à la voiture (70,45% des actifs) malgré la présence de la ligne de TER Lyon-Bourg-en-Bresse et six arrêts sur la Communauté de communes. Certains enquêtés ont

ainsi déclaré être intéressés par le train, mais avec des horaires ne correspondant pas toujours à leurs besoins :

> « J'ai vraiment pas le choix. Le train c'est pas les bons horaires. Je pollue mais sinon je ne peux pas aller travailler. » (Habitant.e de Châtillon-sur-Chalaronne) ;

tandis que celles et ceux pouvant utiliser le transport ferroviaire manifestent leur attachement à ce mode de transport :

> « Je prends le train à Villars car il y a plus de trains qu'à Marlieux. Il faut absolument qu'ils laissent le train ! » (Habitant.e de Châtillon-sur-Chalaronne).

Par ailleurs, la multimodalité sans usage de la voiture reste difficile à mettre en place. Pour réaliser les enquêtes, j'ai fait le choix de me déplacer en train et à vélo depuis Lyon. Le déplacement à vélo entre les communes peut s'avérer difficile et représenter un danger selon la familiarité avec ce mode de transport car les routes restent aménagées pour les véhicules motorisés. Ainsi, l'accès aux communes disposant d'un arrêt de train continue de se faire grâce à la voiture. L'usage des transports en communs est donc toujours jugé insuffisant dans de nombreux territoires périurbains, cependant l'essor de l'action publique permet progressivement de développer leur usage dans ces espaces. En témoigne, sur notre territoire, le travail d'aménagement de voies et chemins cyclables entre Monthieux (commune sans arrêt de train) et sa commune voisine Saint-André-de-Corcy (commune avec arrêt de train) pouvant permettre l'essor d'une multimodalité sans voiture :

> « On est toujours en étude également pour essayer donc d'améliorer une liaison piétonne ou vélo, qui existe déjà entre Monthieux et Saint-André. L'été tout va bien, l'hiver, c'est un peu plus difficile et boueux. Donc on a lancé une étude l'année dernière, pour rendre praticable toute l'année ce cheminement entre Monthieux et Saint-André, en sachant que Saint-André développe également ses cheminements piétons et modes doux à l'intérieur de sa commune. »
>
> Entretien avec le maire de Monthieux, 08/12/2021

S'inscrivant de plus en plus dans une recherche de gain de temps, la maîtrise des mobilités concerne un ensemble de pratiques quotidiennes plus large que les déplacements vers le lieu de travail. On observe également le développement des mobilités actives dans ces communes. Celles-ci peuvent alors relever du loisir lors de balades à pieds ou à vélo, très présentes dans ces espaces.

La mobilité acquiert ainsi une épaisseur sociale en mettant en jeu des relations interindividuelles et des solidarités collectives qui prennent de plus en plus de place (Pradel *et al*., 2014). Les habitantes et habitants du périurbain maitrisent ainsi cette mobilité en mettant en place des activités individuelles lors de ces déplacements telles que du travail, de la lecture, l'écoute de podcast, etc. ; elle devient également une activité sociale à travers les discussions et échanges qui se mettent en place dans les co-voiturages ou transports en commun. En Dombes, cette question des mobilités est actuellement prise en compte à travers une étude globale de mobilité (2023) intégrant les transports en commun (dont la compétence revient principalement au Département pour les bus et à la Région pour les bus), les mobilités douces et le co-voiturage. Actuellement, les principales actions concernent majoritairement les mobilités douces avec la création d'un schéma directeur cyclable intercommunal. Dans ces espaces périurbains, la mobilité génère ainsi des similitudes entre les ménages de ces espaces.

Enfin, la mobilité comme élément constitutif de l'habiter et de l'identité périurbaine s'est également manifesté au moment des Gilets Jaunes, le mouvement ayant émergé autour des questions de coûts de l'essence, permettant cette mobilité encore majoritairement dépendante de l'usage de la voiture. Le choix du rond-point comme lieu de rassemblement pour la contestation confirme l'importance des mobilités dans ces espaces.

2.2.2. Des pratiques orientées vers la recherche de proximité

La maitrise de la mobilité et la recherche de gain de temps sont également liées à une orientation des pratiques vers l'espace de proximité et une forte valorisation de tout ce qui apparait « proche » et « local ».

Plusieurs travaux scientifiques démontrent une valorisation de la « proximité », de ce qui est proche, et de l'échelle locale dans l'ensemble des discours périurbains (Escaffre, 2022). Ces représentations positives de ce qui est proche et la recherche de proximité ont fait évoluer les pratiques quotidiennes des habitantes et habitants du périurbain. Cela se retrouve à la fois dans la diminution des déplacements (mentionnée précédemment) – lorsqu'il est possible de le faire – ainsi que les pratiques de consommation et les pratiques de loisirs. Concernant les pratiques de consommation, si la recherche du local est présente dans les discours, elle reste surtout réalisée, et réalisable, pour le commerce alimentaire (Berroir *et al.*, 2015, 2017) notamment à travers des points de vente directe dans les fermes ou alors dans des magasins de producteurs – les pratiques de consommation dans ces points de vente sont ainsi analysées et détaillées tout au long de la thèse. Enfin, la réduction des distances parcourues concerne aussi les pratiques de loisirs qui se font, pour de nombreuses habitantes et habitants, sur le territoire de proximité du lieu de résidence. Le périurbain, selon les situations, devient un territoire de loisirs ou confirme ce statut. La pratique de la ville-centre se limite alors à des pratiques ponctuelles et hédoniques (Bonnin-Oliveira *et al.*, 2023) :

> « Le centre est trop loin de la maison, trop lié aux horaires et aux contraintes du travail. La centralité, les qualités des centres-villes peuvent alors être remplacés par celle de la – ou des – petite(s) ville(s) proche(s), où les citadins trouvent commerces, marchés, cinéma, fêtes locales. Ils en apprécient le calme, l'activité sans impatience » (Berque *et al.*, 2006)

Ces recherches de proximités permettent ainsi l'essor de la participation aux associations dans les communes périurbaines ainsi qu'une meilleure connaissance des ressources locales (Berger *et al.*, 2014) . Toutefois, on retrouve également un sentiment inverse de désengagement associatif dans les discours des élues et élus, qui vient nuancer voire contredire cette idée d'épaississement social. J'étudie plus spécifiquement ces aspects dans la troisième partie (chapitres 6 et 7) de la thèse.

Les différentes recherches de proximité évoquées ici contribuent malgré tout à une autre façon de faire avec le territoire, commune aux habitantes et habitants des espaces périurbains.

2.2.3. La valorisation de « l'environnement résidentiel » et de ses espaces ouverts

Enfin, le dernier élément identifié dans la littérature et témoignant d'un habiter périurbain est la représentation positive et la pratique de l'environnement résidentiel, et plus particulièrement des espaces ouverts.

Les aménités des espaces périurbains ont longtemps été perçues au prisme du simple rejet de la ville et à la recherche d'un jardin privatif. Or, des travaux plus récents démontrent que ce rejet, bien que présent dans les discours, ne peut suffire à expliquer l'ancrage des ménages périurbains et leur maturité. Le rapport *Lieux et hauts lieux des densités intermédiaires* (Berroir *et al*., 2015) s'est intéressé aux représentations et aux pratiques des habitantes et habitants de ces territoires. Les autrices et auteurs du rapport réutilisent la grille de lecture établie par Bernard Debarbieux (1995) pour distinguer dans les espaces périurbains les lieux attributs, les lieux génériques et enfin, les lieux de condensation ou lieux symboliques correspondant aux hauts lieux d'un territoire. Ce rapport met ainsi en évidence que les lieux génériques sont, dans les espaces périurbains, les lieux les plus valorisés, et parmi eux, les espaces ouverts : les champs, les forêts, mais aussi les petites routes qui les traversent. Ces espaces ne sont pas seulement valorisés dans les discours, par leur pratique, ils deviennent des lieux de sociabilité de ces territoires (pratiques de promenade en groupe, pique-niques…). Si la valorisation de ces lieux génériques permet de considérer les espaces périurbains comme des territoires, elle est cependant limitée pour l'ancrage des habitantes et habitants sur les territoires, et avec eux, l'ancrage des revenus de l'économie résidentielle. La présence de lieux symboliques ou spécifiques au territoire dombiste doit mieux permettre de discerner des spécificités territoriales pouvant contribuer à la constitution d'un panier de bien territorial (chapitre 1). La grille de lecture des lieux de Debarbieux (1995) a donc été appliquée à la Communauté de communes de la Dombes afin d'identifier des lieux attributs et lieux de condensation. Sans surprise, une part importante des lieux génériques valorisés en Dombes correspondent aux lieux génériques des espaces périurbains, mais aussi ruraux. Ainsi, la pratique du territoire se fait à travers les chemins ruraux, les parcs et les salles des fêtes et salles de

sport qui restent d'importants lieux de socialisation sur les communes. Les églises du territoire sont également valorisées dans les discours des élues et élus, elles deviennent d'ailleurs souvent des lieux de visite au moment des journées du patrimoine et font souvent l'objet de travaux de rénovation. Elles restent toutefois peu valorisées dans les discours des dombistes. D'autres lieux sont bien identifiés comme des lieux génériques. C'est principalement le cas des étangs de la Dombes : ils donnent corps au territoire dombiste, ils ne sont pas uniques mais sont des marqueurs du territoire, « tout comme le livre évoque la bibliothèque » (Debarbieux, 1995). Aussi, parmi les habitantes et habitants déclarant être attachés à des spécificités dombistes, 51,9% déclarent être spécifiquement attachés aux étangs du territoire. Chez les élues et élus, les étangs sont également cités comme un atout pour la Dombes, une spécificité à préserver et valoriser ; et la présence des étangs est un marqueur d'appartenance au territoire dombiste. Dans les communes sans étang, ou en faible nombre, les élues et élus soulignent cette particularité et indiquent l'appartenance de la commune à la Communauté de communes de la Dombes en tant qu'entité politique, mais pas au territoire dombiste constitué par des étangs. Ces étangs sont en grande majorité privés et destinés à la pisciculture. Ils sont des éléments importants du paysage de la Dombes et sont liés aux spécialités culinaires du territoire vues précédemment (chapitre 1), à savoir les carpes ou les grenouilles. Ils sont en revanche très peu pratiqués par les habitantes et habitants, en-dehors des promenades quand celles-ci sont permises à proximité. Seuls certains d'entre eux sont publics et ont fait l'objet d'une mise en valeur à travers des observatoires, des sentiers d'interprétation ludique et quelques évènements autour de ces étangs. L'étang Prêle, l'étang Chapelier et l'étang du Grand Birieux peuvent ainsi se rapprocher de lieu de condensation sociale et territoriale parce qu'ils ont été identifiés comme lieu spécifique par la société locale. Ils sont « des cadres d'expériences individuelles et collectives qui ravivent leur référence au groupement social et au territoire de ce dernier » (Debarbieux, 1995). Ces étangs ne sont pas sans lien avec le lieu attribut identifié sur le territoire dombiste. En effet, la présence des étangs permet au territoire d'accueillir de nombreux oiseaux, dont la présence est valorisée au sein de Parc des Oiseaux (Villars-les-Dombes). Le Parc des Oiseaux est identifié par les élues et élus comme le principal atout du territoire puisqu'il attire de

nombreux touristes et fait la renommée et l'identité de la Dombes des étangs. Ainsi, le parc est souvent mentionné par les enquêtés comme un lieu pratiqué et valorisé du territoire. Il s'agit parfois même du seul lieu connu avant l'installation en Dombes ou bien la raison d'un premier passage sur le territoire. Le Parc des Oiseaux s'affirme donc comme un haut-lieu pour le territoire dombiste.

La valorisation des petites routes, des villages et bourgs avec leurs églises s'apparentent à la valorisation observée dans les espaces périurbains étudiés dans le cadre du projet « Lieux et hauts lieux des densités intermédiaires » (2015), où les « paysages ordinaires » deviennent des référentiels d'identité et d'appartenance au territoire. L'atout de la Dombes pour l'ancrage des habitants et habitantes tient toutefois au caractère peu ordinaire de ses paysages, due à la présence de ses étangs. Ces étangs et l'ensemble des lieux et pratiques qui leurs sont liées constituent ainsi l'identité de ce territoire.

Enfin, la valorisation des espaces ouverts est la plus commune aux espaces périurbains et ruraux sous influence métropolitaine. Ces espaces ouverts, bien qu'ordinaires, contribuent à former une identité périurbaine et donc à « territorialiser le périurbain » (Berroir *et al.*, 2015). Les chemins ruraux présents dans ces espaces ouverts, et que l'on retrouve en Dombes, sont un bon exemple de cette territorialisation des espaces périurbains. Ils deviennent des sentiers de promenades tant pour les habitantes et habitants de ces espaces que pour celles et ceux venant de la métropole en quête d'aménités rurales (Balti, 2022) :

> « Les chemins ruraux, comme structure déjà existante reliant espaces naturels, agricoles et urbains, deviennent un enjeu de proximité et d'appartenance à un paysage particulier. En s'intégrant progressivement dans des réseaux de promenades et de déplacements de plus en plus étendus, ils permettent une recomposition de l'espace local et deviennent des marqueurs identitaires des espaces périurbains. » (Balti, 2022)

Sandrine Berroir, Xavier Desjardins, Antoine Fleury, Christophe Queva (2015) ont identifié un symbole de cette territorialisation dans les nouveaux noms donnés aux circuits de promenades par les habitantes et habitantes eux-mêmes. Afin de retrouver des indices de cette réappropriation des chemins ruraux en Dombes, une comparaison

des noms donnés aux chemins ruraux sur l'application Strava avec leur nom initial sur Open Street Map (OSM) a été réalisée. Cette analyse s'appuie sur les « segments » référencés sur l'application ; ces derniers sont des chemins, sentiers et portions de route créées et éditées par les utilisatrices et utilisateurs de l'application (coureuses, coureurs, cyclistes…). Ils peuvent ainsi permettre de connaitre comment les pratiquants de ces chemins ruraux les nomment, ainsi que le nombre de coureurs ou cyclistes ayant pratiqués leur activité sur ce chemin (en utilisant l'application). L'attribution de nouveaux noms aux chemins par les pratiquants de course à pieds ou de vélo a ainsi pu être constatée sur un certain nombre de chemins ruraux (Figure 17). Par exemple, le chemin de Chanteins (nom sur OSM) a été renommé « Chemin du Grand Etang » par les coureurs utilisant Strava, et deux chemins ruraux sans nom ont été nommé en fonction des lieux à proximité : la Traversée des étangs et la route Château-Lagrange (en référence au château dans le lieu-dit du même nom). Par ailleurs, beaucoup d'autres segments ont été nommés ou renommés en référence à des lieux ou des éléments du paysage tels que les étangs ou les bois et forêts, rappelant les lieux attributs mentionnés ci-avant : chemin « entre les étangs », « bosse de l'étang clair », « tour de l'étang des cerisiers », « étang du bois », « avant les champs », « autour du bois », « chemin de la forêt » … Enfin, de nombreux segments correspondent à des changements d'altitude (les « bosses »), qui se distinguent dans le paysage majoritairement plat du territoire : « Bosse de Saint-Germain », « Bosse de l'Irance », « Montée de la Vierge » …

Enfin, les aménités et pratiques des espaces peuvent aussi concerner les rues pavées des communes (Fleury, 2016) ou encore le patrimoine bâti, bien que ce dernier soit davantage valorisé dans le cas de mise en tourisme des communes périurbaines (Benages-Albert & Bonin, 2013).

Finalement, c'est l'ensemble de « l'environnement résidentiel » qui est aujourd'hui valorisé dans les différents discours et qui contribue à l'identification d'un habiter périurbain, propre à ces espaces. Toutefois, ces éléments valorisés peuvent aussi être assimilés à des caractéristiques ou aménités généralement identifiées comme rurales. Ceci témoigne d'une identité encore en construction, notamment parce que les

marqueurs ruraux et urbains sont très présents, tant dans les discours des personnes interrogées que dans les perceptions des acteurs ou chercheurs les analysant.

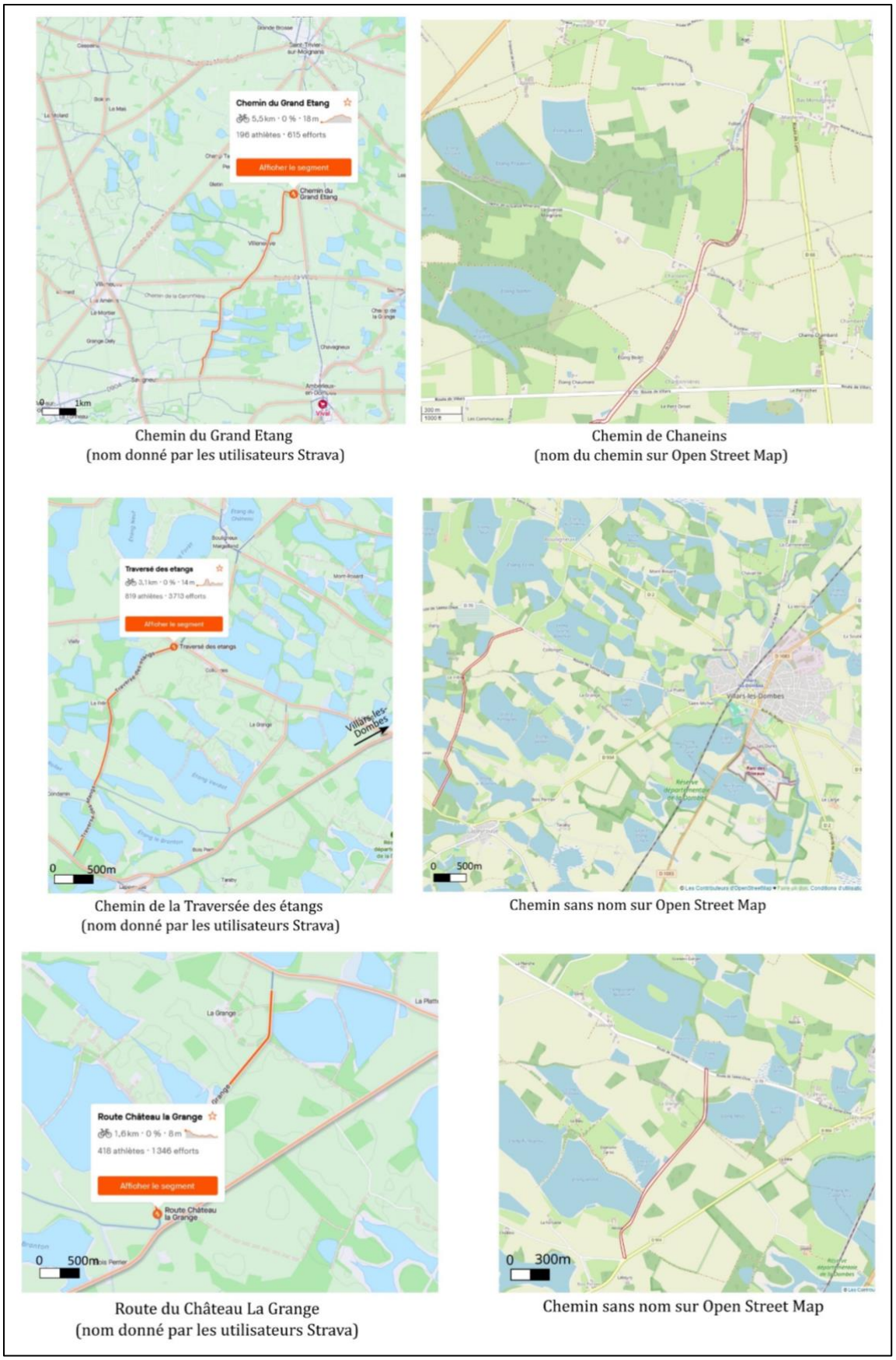


Figure 17 Analyse de la pratique et de l'appropriation des chemins ruraux en comparant Strava et OSM

Ainsi, alors que l'approche des territoires périurbains par la théorie de la base économique et par l'économie résidentielle apporte des éléments de compréhension à l'épaississement économique et territorial de ces territoires ainsi qu'à la formation, par la circulation des revenus, de centralités secondaires, l'approche par les espaces vécus permette à la fois de comprendre les pratiques et représentations des territoires ruraux sous influence métropolitaine, et les facteurs qui motivent la consommation des revenus de l'économie résidentielle dans ces derniers.

Toutefois, la prise en compte des représentations et pratiques des ménages périurbains ne peut suffire à la compréhension de la territorialisation des communes périurbaines. Les communes périurbaines sont aussi le fait d'actrices et d'acteurs qui composent avec cette situation de territoire sous influence métropolitaine. La troisième section de ce chapitre présente donc une analyse de ces actrices et acteurs et des différentes politiques publiques du territoire dombiste et la prise en compte, ou non, de l'économie résidentielle dans les documents et les politiques territoriales actuelles.

3. Le paysage politique du rural sous influence métropolitaine s'empare-t-il de l'économie résidentielle ?

La capacité des territoires ruraux sous influence métropolitaine à fixer les revenus de l'économie résidentielle ne repose pas seulement sur les pratiques et représentations habitantes. Il existe différents leviers à activer afin de développer de véritables stratégies de développement local pour ces territoires. Il est donc essentiel de comprendre le positionnement des différentes actrices et acteurs vis-à-vis de cette économie résidentielle et la prise en compte, ou non, de cette dernière au sein des documents d'urbanisme, de planification et d'orientation territoriale.

L'objectif de cette section est ainsi d'étudier les politiques locales des communes rurales sous influence métropolitaine afin de voir si une politique ciblant l'économie

résidentielle peut émerger en Dombes. Pour ce faire, une première sous-section revient sur les différentes méthodes d'analyse des politiques publiques : par les documents institutionnels et par les acteurs. Une deuxième section présente la place qu'occupe actuellement l'économie résidentielle au sein des différents documents de planification des politiques publiques sur le territoire de la Communauté de communes de la Dombes. La troisième sous-section est une analyse des différentes actrices et acteurs du territoire afin d'identifier celles et ceux pouvant favoriser la mise en place d'une politique publique intégrant l'économie résidentielle, et à l'inverse, celles et ceux pouvant être un frein à cette dernière.

3.1. Étude du cadre règlementaire et des systèmes d'acteurs : deux approches issues des sciences politiques

Afin de comprendre une éventuelle prise en compte de l'économie résidentielle dans les différentes politiques territoriales, il est nécessaire de s'intéresser à la fois aux documents de planification territoriales établis par les institutions et qui orientent les politiques publiques, mais aussi aux différents acteurs qui les mettent en place. Ces deux approches s'appuient sur deux grandes méthodes d'analyse des politiques : l'une à travers les institutions et les documents qu'elles produisent, et l'autre par les acteurs qui les mettent en place. Les différents documents de planification territoriale orientent l'action politique en définissant des règles à respecter, en donnant des orientations ou en structurant l'accès aux ressources via des budgets alloués.

L'approche des politiques publiques par un cadre réglementaire est issue des approches en science politique par les institutions qui mettent en place les différentes politiques publiques. Cette approche s'appuie donc sur un modèle « top down » d'analyse des décisions politiques majeures, à la fois à partir de leur formation et de leur mise en œuvre. L'attention est ainsi portée sur l'ensemble des idées, des valeurs et des normes qui sous-tendent les politiques publiques (Crettiez *et al.*, 2024). Cette approche permet d'éclairer les actions initiées par l'État. Cependant, dans un contexte de décentralisation de l'action de l'Etat et de multiplication des échelles d'action spatiale, l'étude du cadre réglementaire de l'action publique passe de plus en plus par

l'étude les différentes politiques publiques et tend à considérer les institutions qui les produisent comme des acteurs. À l'étude de ces acteurs institutionnels s'ajoute ensuite l'étude des autres acteurs susceptibles d'influencer la mise en œuvre des politiques publiques : élus, associations, chambres consulaires... Cette approche s'apparente à l'institutionnalisme centré sur les acteurs (Mayntz & Scharpf, 2001) qui s'intéresse au cadre institutionnel par ses aspects régulateurs mais qui considère également que les acteurs étatiques et non-étatiques peuvent également influencer les actions publiques :

> « Même dans les secteurs très organisés, il arrive que l'action d'individus, au niveau micro-social, contribue de manière décisive à la situation que l'on souhaite expliquer. » (Mayntz & Scharpf, 2001)

L'objectif des approches en sciences politiques qui tiennent compte des acteurs est ainsi de « comprendre ce que les institutions font aux acteurs à travers des logiques de prise de rôle mais aussi ce que les acteurs font des institutions et comment ils les transforment » (Lefebvre, 2017). C'est donc un ensemble d'interventions situées dans un système d'action donné qui est au cœur de l'analyse ici. Les priorités établies dans les documents rédigés par les institutions sont ainsi questionnées au regard des savoirs et des priorités des acteurs du terrain et des organisations à l'intérieur desquelles elles agissent :

> « Ces deux approches (par le haut et par le bas) portent implicitement des conceptions différentes de l'ordre politique : les tenants de la première reprochent aux promoteurs de la seconde de délaisser une analyse de l'ordre politique global dissous dans les jeux d'acteurs ; tandis que les seconds critiquent les premiers pour estimer a priori qu'il existe une supériorité de l'ordre politique » (Crettiez *et al.*, 2024).

Nous proposons donc une analyse de l'économie résidentielle au sein des politiques publiques à la croisée de ces deux approches dans l'objectif de comprendre comment à la fois les institutions et les actrices et acteurs se positionnent vis-à-vis de l'économie résidentielle dans un territoire rural sous influence métropolitaine.

3.2. Quelle place pour l'économie résidentielle dans les documents institutionnels ?

Les espaces ruraux sous influence métropolitaine sont soumis à divers documents de planification et d'urbanisme qui traduisent des projets de territoire à travers différents enjeux. En les étudiant, il est ainsi possible d'identifier les priorités des différentes institutions qui pilotent ces documents et leur vision des différents territoires concernés L'étude de ces documents de planification doit ainsi nous permettre d'identifier une politique publique ciblant l'économie résidentielle du territoire ou a minima, si cette possibilité peut émerger dans un territoire rural sous influence métropolitaine tel que la Dombes.

Les documents de planification du territoire dombiste traduisent bien une ruralité marquée par les influences de la métropole lyonnaise à proximité et les échanges existants entre ces territoires. Ils confirment également l'hypothèse d'une économie résidentielle peu prise en considération dans le développement ou l'aménagement de ces territoires. Toutefois, des actions en faveur de l'émergence d'une politique publique ciblant l'économie résidentielle ne sont pas impossibles.

3.2.1. Des documents de planification qui traduisent les enjeux d'une ruralité sous influence métropolitaine

Cette diversité des documents de planification appliqués aux territoires ruraux sous influence métropolitaine est due, d'une part au maillage territorial français, et d'autre part à la proximité d'une métropole (Lyon) impliquant d'autres documents d'urbanisme. Ainsi, le territoire dombiste est à la fois concerné par les orientations de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le département de l'Ain, la Communauté de communes de la Dombes, mais aussi les orientations de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise (AML) à laquelle elle appartient.

Afin d'identifier la prise en considération ou non de l'économie résidentielle dans les documents de planification ou d'une potentielle politique publique en ce sens, cinq documents de planification (tableau 4) établis aux différents échelons territoriaux et s'appliquant au territoire dombistes sont étudiés :

Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) est établi par la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Issu de la

loi NOTRe (2015), ce document fixe les objectifs à moyen et long terme sur le développement et l'aménagement des territoires, les transports, l'environnement et l'écologie ou encore le développement économique. Les orientations du SRADDET s'imposent aux SCoT et PLUi des territoires concernés ;

Le Bonus Ruralité est établi par la Région et concerne les communes d'Auvergne-Rhône-Alpes de moins de 2000 habitantes et habitants à l'exception des communes comprises dans les périmètres des Métropoles[24] de Lyon et Grenoble, de la Communauté Urbaine de Saint-Etienne Métropole et de la Communauté d'agglomération de Clermont-Ferrand. Sur la Communauté de communes de la Dombes, 31 des 36 communes sont concernées. Le Bonus Ruralité permet d'octroyer une aide comprise entre 2 500€ et 100 000€ pour les projets de travaux d'aménagement et d'équipement public. Nous étudions les projets ciblés par la Région et s'ils peuvent contribuer à l'économie résidentielle du territoire ;

Le Contrat de Territoire Spécifique Dombes-Saône est établi en 2017 avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Département de l'Ain ainsi que les intercommunalités, les Chambres consulaires et un ensemble d'acteurs associatifs. Ce contrat a été mis en place pour « répondre aux défis posés par le territoire Dombes-Saône » (Contrat de Territoire Spécifique Dombes-Saône, 2017). Quatre « axes de travail prioritaires » y sont établis :

1) « Accompagner les exploitations et les filières agricoles et piscicoles ;
2) Accompagner les communes et les EPCI dans la réalisation d'aménagement pour renforcer l'attractivité, les services de proximité, et favoriser le développement économique local ;
3) Préserver le cadre de vie, la biodiversité par une politique environnementale adaptée ;
4) Développer un tourisme à la hauteur des potentialités ».

[24] Métropole est ici entendu au sens administratif du terme.

Ces orientations ont été prises dans le contexte de l'abandon du projet d'un Parc Naturel Régional en Dombes (août 2016) ;

- Le SCoT de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise (ou inter-SCoT) regroupe treize EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale) avec pour objectif principal d'établir des objectifs d'urbanisme communs à ces territoires. Une première version a été rédigée en 2017, puis a été actualisée en 2013 suite à l'intégration de nouveaux EPCI au caractère plus rural.
- Le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) de la Communauté de communes de la Dombes a été mis en place par la Communauté de communes de la Dombes. Le SCoT doit permettre la mise en place d'une stratégie de planification stratégique intercommunale. Il doit assurer la cohérence des autres documents de stratégie territoriale tels que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), le Plan Local d'Urbanisme (PLU), ou encore les Plans de Déplacement Urbain. Il comprend également un Projet d'Aménagement et de Développement durable (PADD) qui a également été étudié dans ce cadre. Le SCoT de la Communauté de Communes de la Dombes comprend également le SCoT de l'AML (présentée au point précédent) et un Document de Diagnostic Agricole de la Dombes. Le SCoT de la Dombes a été publié en 2020.

Tableau 4 Présentation des documents de planification étudiés et s'appliquant à la communauté de communes de la Dombes

Document d'urbanisme	Année	Cadre législatif	Echelon	Nature du document	Objectifs
SRADDET	2016	Loi NOTRe	Région	Ne détermine pas de règles d'affectation et d'utilisation des sols Document stratégique, prospectif et intégrateur	Equilibre et égalité des territoires Implantation des infrastructures d'Intérêt Régional Désenclavement des territoires ruraux Habitat Gestion économe de l'espace Intermodalité et développement des transports Maîtrise et valorisation de l'énergie Lutte contre le changement climatique, la pollution de l'air Protection et restauration de la biodiversité Prévention et gestion des déchets
Bonus ruralité	2022	/	Région	Aides aux projets d'investissement	Stimuler et conforter les dynamiques de développement rural Soutenir l'activité économique locale Contribuer au maintien de la qualité des services publics locaux

Contrat spécifique Dombes-Saône	2017	Inscrit au Contrat de Plan Etat Région	Région Département Communauté de communes de la Dombes	Subventions aux projets d'investissement	Accompagner les exploitations et filières piscicoles et agricoles Accompagner les communes et les EPCI dans la réalisation d'aménagements pour renforcer l'attractivité, les services de proximité et favoriser le développement économique local Préserver le cadre de vie, la biodiversité par une politique environnementale adaptée Développer un tourisme à la hauteur des potentialités
Inter-SCOT[25]		/	Communes et communautés de communes adhérentes	Aucune valeur juridique Acquiert une valeur juridique s'il est intégré par les élus dans les SCoT	Appui aux SCoT dans leur phase d'élaboration et de mise en œuvre Être le lieu de la prise en compte des dynamiques périurbaines et métropolitaines Mobiliser les élus

[25] Source : CONSTANTY, V. (2010). Les démarches Inter-Scot : Des expériences qui se multiplient. *Institut d'aménagement et d'urbanisme Ile-de-France*, *524*, 6.

SCoT	2000	Loi SRU	Communauté de communes Communes	Document de planification Doit prendre en compte les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et les schémas régionaux de cohérence écologique. Doit être compatible avec les chartes de PNR ou parcs nationaux, les objectifs de gestion des risques d'inondation et les orientations définies par les plans de des gestion des risques inondation Les programmes locaux d'habitat, les plans de déplacement urbain, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales doivent être compatibles avec le SCoT	Contribuer à la réduction de la consommation de l'espace Préserver les espaces affectés aux activités agricoles ou forestières Equilibrer la répartition territoriale des commerces et services Améliorer les performances énergétiques Diminuer les obligations de déplacement Réduire les émissions de gaz à effet de serre Renforcer la préservation de la biodiversité et des écosystèmes

Réalisation : PREAULT Marine, 2024

Le SRADDET et les SCoT sont des documents réalisés dans l'ensemble des régions et communautés de communes françaises, leur contenu varie en fonction des orientations et des enjeux de chacun de territoires. En revanche, le Bonus ruralité, le Contrat de Territoires Spécifique Dombes-Saône et le SCoT de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise ont été établis pour répondre à la situation particulière de la Dombes : un territoire rural (Bonus Ruralité et Contrat de Territoire Spécifique Dombes-Saône) sous l'influence de la métropole lyonnaise (SCoT de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise). L'ensemble de ces documents soulignent le caractère rural du territoire dombiste tout en présentant les influences urbaine et métropolitaine présentes sur le territoire. Ces dernières peuvent être perçues comme une menace pour les spécificités du territoire (pour l'agriculture, les paysages ou la biodiversité notamment) ou comme une opportunité de développement des circuits courts, du tourisme ou de l'arrivée de nouveaux ménages sur le territoire. Enfin, ces documents peuvent eux-mêmes traduire une influence urbaine et/ou métropolitaine sur le territoire et la manière dont est envisagée son aménagement.

3.2.2. L'économie résidentielle, une notion à la marge des documents de planification et politiques publiques

Afin d'identifier des politiques publiques agissant sur l'économie résidentielle des territoires, une grille d'analyse (annexe 4) a été établie en partant de l'hypothèse que ces dernières seraient absentes des grandes catégories et objectifs de ces documents. En revanche, il était également supposé de trouver une approche indirecte de l'économie résidentielle dans les différentes thématiques. La grille d'analyse appliquée doit, dans un premier temps, permettre d'identifier les approches du fonctionnement économique et les objectifs de développement dans les différents textes d'orientation.

Tableau 5 Premiers critères de la grille d'analyse des documents de planification

Identification du document	Institutions à l'origine du document	
	Période d'application	
Compréhension du fonctionnement économique à travers le document de planification	Un territoire support de population	Les objectifs des documents prennent en compte l'économie résidentielle des territoire
	Un développement économique par l'accueil de l'activité productive	Les objectifs des documents prennent en compte l'économie productive des territoires

Ce premier filtre de lecture vise à saisir les éléments pris en compte dans le fonctionnement économique du territoire, selon qu'il s'agit d'activités liées à l'économie résidentielle ou d'activités liées au seul secteur productif. Cette première lecture de ces différents documents confirme ainsi l'hypothèse de l'absence de la théorie de la base économique et de l'économie résidentielle dans les stratégies de planification. En revanche, il est plus surprenant d'observer que le développement économique des territoires n'est pas toujours perçu au seul prisme de l'activité productive – au sens de production de biens et services exportés en dehors du territoire d'étude. En effet, deux grandes approches de l'économie du territoire sont présentes dans les documents de planification et d'urbanisme : une approche relevant de l'accueil d'activités productives destinées à l'exportation et une approche relevant de l'accueil d'activités économiques destinées à répondre aux besoins des habitantes et habitants des territoires concernés. Nous retrouvons donc, sans qu'elle soit nommée, la distinction entre activités productives établie par Laurent Davezies et les autres tenants de la théorie de la base économique revisitée : un secteur basique stimulé par l'installation d'entreprises exportatrices et un secteur domestique stimulé par la demande locale.

D'une part, on retrouve donc dans ces documents une recherche d'attraction et d'implantation d'activités économiques productives sur le territoire, notamment à travers différentes zones d'activités économiques. La plupart des documents

d'urbanisme évoquent également des pistes pour prévoir ou conforter l'installation « d'immobilier collectif d'entreprise » (Contrat Dombes Saône), c'est-à-dire l'installation de tiers lieux, espaces de co-working, hôtels d'entreprises, etc. Ces objectifs ne sont toutefois pas majoritaires dans les différents documents de planification et c'est dans le SCoT de la Communauté de Communes de la Dombes et le Contrat Dombes-Saône qu'ils sont le plus présent et le plus détaillés. Enfin, une partie des objectifs liés à la présence d'activités productives relèvent du secteur agricole. L'agriculture a toutefois une position ambivalente dans les différents documents d'urbanisme :

> « L'agriculture constitue également un moteur économique majeur pour les territoires qu'elle soit de proximité (circuits courts) ou exportatrices. »
>
> (SCoT de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise)

En effet, les différents documents développent surtout des objectifs liés au développement d'une agriculture en circuits courts, notamment pour les activités agricoles identifiées comme relevant d'un patrimoine et d'une identité dombiste. Dans cette logique, les objectifs du développement d'une activité agricole en circuit-court relèvent du secteur domestique du territoire car ils répondent à la demande de la population présente ou attirent des revenus extérieurs au territoire :

> "Profiter des bassins de consommation voisins [Aire Métropolitaine Lyonnaise, Genève, Mâcon] pour développer de nouvelles filières et les circuits courts."
>
> (Diagnostic agricole en annexe 2 du SCoT de la Dombes)

Cette volonté de développer ou renforcer un marché agricole de proximité rejoint donc d'autres objectifs qui visent à aider ou accompagner l'essor des commerces et autres services, et particulièrement les services publics locaux, répondant à une demande de la population locale, voire de la population présente. Tous les documents étudiés contiennent ces objectifs, ce qui s'explique notamment par le fait que les objectifs du SRADDET, établi à l'échelon régional, doivent être respectés par les autres documents d'urbanisme des différents territoires de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Toutefois, les documents peuvent leur accorder plus ou

moins d'intérêt. Ainsi, le SCoT de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise insiste davantage sur l'implantation d'activités productives, tandis que le SCoT de la Communauté de Communes consacre au sein du Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) tout un chapitre à ces objectifs : « Chapitre 3. Renforcer la structuration commerciale à destination d'une offre de proximité ». Comme nous l'évoquions plus haut, ces objectifs relèvent, dans le cadre de la théorie de la base économique, du secteur domestique des territoires qui est en partie alimenté par la circulation des revenus de l'économie résidentielle.

Par ailleurs, l'implantation d'entreprises, les zones d'activité et le maintien ou l'implantation de commerces sur les territoires doit, dans ces différents documents de planification, être pensé pour permettre la création ou le renforcement de polarités ou centralités secondaires. Nous retrouvons donc là un des éléments de l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine. Si le fonctionnement économique des territoires ruraux sous influence métropolitaine, et notamment de la Dombes, n'est pas pensé au prisme de l'économie résidentielle, nous retrouvons toutefois des éléments proches de la théorie de la base économique, à savoir la présence d'un secteur productif exportateur et une économie qui est dite « présentielle »[26] (Rapport de présentation du SCOT de la Dombes, SCOT de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise) au sens de l'Insee évoqué au chapitre 1, c'est-à-dire répondant à la demande locale.

3.2.3. Quelles possibilités de prise en compte de l'économie résidentielle dans les grandes orientations territoriales ?

Dans un second temps, l'analyse des documents de planification et d'urbanisme doit donc permettre d'identifier la possibilité de prendre en compte ou non la fixation des revenus de l'économie résidentielle dans les documents de planification territoriale. La grille d'analyse mentionnée plus haut reprend donc les mentions, mesures ou objectifs relatifs aux principales sources de revenus qui alimentent la base

[26] A travers cette mention d'économie présentielle, nous retrouvons l'idée développée au chapitre 1 selon laquelle il existe une confusion autour des termes et concepts associés à la théorie de la base économique.

résidentielle selon la théorie de la base économique revisitée par Laurent Davezies : le tourisme, les retraites/retraités, les navettrices et navetteurs, auxquelles nous ajoutons les loisirs. D'autres catégories permettant de distinguer des éléments relatifs à l'économie résidentielle ou la distinction de différentes approches de l'économie du territoire ont été établies. La grille d'analyse comprend donc les éléments suivants :

- Les acceptions du territoire en tant que support de population, puisque c'est cette approche des territoires qui, comme décrit au chapitre 1, induit une approche de l'économie territoriale par la circulation de revenus ;
- La valorisation de caractéristiques identifiées comme rurales, voire spécifiquement dombistes. Ces caractéristiques peuvent ainsi devenir des aménités qui permettent la fixation des revenus sur dans ces territoires ;
- Les actions ou orientations relatives à la mobilité et aux réseaux de transport, l'accessibilité aux territoires ruraux pouvant jouer un rôle important dans l'attraction des revenus ;
- La protection de l'environnement/biodiversité et dans quel(s) but(s) celle-ci est mentionnée ;
- Les budgets alloués à ces objectifs et orientations, quand ils sont mentionnés.

Tableau 6 Premiers critères de la grille d'analyse des documents de planification

Identification du document	Institutions à l'origine du document	
	Période d'application	
Compréhension du fonctionnement économique à travers le document de planification	Un territoire support de population	Les objectifs des documents prennent en compte l'économie résidentielle des territoire
	Un développement économique par l'accueil de l'activité productive	Les objectifs des documents prennent en compte l'économie productive des territoires
Objectifs visant les revenus de l'économie résidentielle	Tourisme	
	Retraites	
	Navetteuses et navetteurs	
	Loisirs	
Objectifs pouvant permettre de fixer les revenus de l'économie résidentielle	Territoire support de population	
	Valorisation d'aménités rurales et/ou dombistes	
	Mobilités, réseaux de transports, accessibilité des territoires	
	Protection de l'environnement	
Budgets		

L'approche du fonctionnement économique de la Communauté de Communes de la Dombes ou, plus largement, des territoires ruraux du département de l'Ain et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, ne s'appuie pas sur l'économie résidentielle et la circulation des revenus. De ce fait, ces différents documents ne contiennent aucune orientation spécifique à la fixation des retraites ou bien des navetteurs et navettrices. Ces derniers ne sont d'ailleurs évoqués qu'au prisme des déplacements quotidiens effectués pour se rendre sur leur lieu de travail : par exemple, le Rapport de présentation du SCoT de la Communauté de communes de la Dombes évoque la présence de pôles d'emplois extérieurs au territoire, qui génèrent des déplacements longs. Il s'agit donc d'une approche par l'emploi et pas par la manière dont ces habitantes et habitants pratiquent leur territoire de résidence et sur ce qui peut influencer la fixation de leurs revenus. Il faut néanmoins souligner dans ces documents une approche des territoires comme des supports de population. De ce fait, un certain

nombre de mesures visent à améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants (développement des services publics, revitalisation des centres-bourgs…) et peuvent ainsi contribuer à fixer les revenus de l'économie résidentielle sur le territoire. Ce ne sont en revanche pas des leviers d'action visant à l'attraction de revenus afin de conforter le fonctionnement économique des territoires support de population.

Finalement, seul le tourisme bénéficie de réelles orientations de planification et d'aménagement. Pourtant, en Dombes – comme expliqué dans la partie 2 de ce manuscrit – les revenus du tourisme représentent à peine 10% des revenus de l'économie résidentielle du territoire. Cette prise en compte plus importante du tourisme dans les documents relève probablement du fait que le tourisme est perçu davantage en tant que secteur économique (on parle « d'industrie du tourisme ») qu'en tant qu'apport de revenus. Pour la Région et le Département, ces orientations visent notamment à valoriser la Dombes en tant que « porte d'entrée touristique et économique du département de l'Ain » (Contrat Spécifique Dombes Saône). Les différents objectifs visent ensuite, soit à attirer les touristes et leurs revenus, soit à fixer ces derniers sur le territoire. Premièrement, ces institutions misent sur l'attrait des touristes à travers le Parc des Oiseaux qui est identifié comme un « produit d'appel » du territoire (SCoT de la Dombes, Contrat Dombes-Saône). Ceci vient confirmer l'identification réalisée dans la section précédente comme lieu attribut ou haut-lieu du Parc des Oiseaux pour le territoire dombiste. Les documents misent ensuite sur la valorisation de tous les éléments identifiés comme appartenant au patrimoine de la Dombes : étangs, architecture… Ces éléments correspondent aux aménités territoriales dombistes et les institutions ont effectivement identifié leur rôle dans l'attrait de visiteurs, donc de revenus. Deuxièmement, plusieurs éléments des documents peuvent être identifiés comme des leviers potentiels de fixation des revenus du tourisme. Pour les institutions, celle-ci passe par le développement d'une offre de logements touristiques sur le territoire, mais divers éléments rappellent également l'idée d'une création de paniers de biens et services, comme décrit au premier chapitre. Ainsi, l'ensemble des documents insiste sur l'opportunité d'un développement des circuits courts pour la filière piscicole à travers le tourisme :

> « Un projet d'un équipement structurant pour les étangs de la Dombes permettrait notamment de mettre en valeur la filière piscicole, ses savoir-faire et ses produits, tout en constituant une porte d'entrée touristique sur le territoire. » (Contrat Spécifique Dombes-Saône)
>
> « Valoriser les produits, le savoir-faire et la gastronomie locale ; développer les services touristiques en conséquence afin d'assurer une fréquentation continue tout au long de l'année » (Document d'Orientation et d'Objectifs du SCoT de la Communauté de communes de la Dombes)

Les revenus du tourisme sont donc les seuls à bénéficier d'objectifs visant à l'attirer et à les retenir sur le territoire.

3.3. Quels acteurs peuvent être favorables à l'économie résidentielle et pèsent-ils sur le territoire ?

Les différents documents présentés précédemment nous informent sur le cade réglementaire dans lequel s'inscrivent les différentes politiques publiques. Leur mise en œuvre dépend toutefois d'un ensemble d'acteurs, notamment les élues et élus, qui sont en charge de les faire appliquer. Ces derniers sont également confrontés aux associations, citoyennes et citoyens, entreprises, etc. du territoire qui peuvent influencer l'application de ces documents.

Cette sous-section s'intéresse donc au système d'acteurs de la Communauté de communes de la Dombes et leur positionnement vis-à-vis de l'économie résidentielle. Il s'agit ainsi de comprendre lesquels sont susceptible d'être favorables à une politique permettant d'attirer ou de fixer les revenus de l'économie résidentielle. Pour ce faire, un schéma des acteurs est, dans un premier temps, reconstitué pour comprendre l'échelle d'intervention des différents acteurs et leur approche de l'économie de leur territoire : un territoire support de production ou un territoire support de population avec des actions prenant en compte les revenus de l'économie résidentielle et/ou permettant d'attirer et de fixer ces revenus sur le territoire. Dans un second temps, l'échelon intercommunal est questionné comme échelle de réflexion optimale pour la mise en place d'une politique ciblant l'économie résidentielle des territoires ruraux sous influence métropolitaine.

3.3.1. Un système d'acteurs tourné vers l'économie productive du territoire dombiste

L'étude du système d'acteurs s'appuie sur les discours des élus recueillis dans le cadre d'entretiens semi-directifs[27]et de discours de presse analysés dans le cadre d'un mémoire de master 2 et d'un article publié en 2024. Grâce aux entretiens semi-directifs réalisés avec les élus, il est possible d'interroger la possibilité de mettre en place des leviers d'action qui concerneraient l'économie résidentielle des territoires ruraux sous influence métropolitaine. Pour cela, l'étude s'appuie principalement sur leurs réponses aux questions E5, E6, et E7 qui visent à comprendre si les élus connaissent la théorie de la base économique, quelle importance ils accordent aux revenus de l'économie résidentielle vis-à-vis de la base productive et s'ils mettent en place des actions concernant l'économie résidentielle de leur commune – ces questions et les entretiens directifs étant explicités dans le chapitre 3 de ce travail doctoral. Enfin, ces entretiens croisés au travail de recherche réalisé dans le cadre d'un mémoire de master permettent d'identifier d'autres acteurs pouvant influencer la mise en place d'une politique ou de mesures en lien avec l'économie résidentielle de la Communauté de communes de la Dombes. L'ensemble de ces actrices et acteurs a été repositionné sur le graphique ci-après (figure 18) afin d'identifier leur perception de l'économie du territoire, voir la mise en place d'éléments liés à l'économie résidentielle. Le graphique indique également l'échelle territoriale à laquelle ils peuvent agir, du plus local (la commune) jusqu'à l'échelle régionale. L'ensemble des acteurs et la source utilisée pour étudier leurs actions sont détaillées en annexe 4 du manuscrit.

[27] Ces entretiens semi-directifs sont présentés au chapitre 3 de ce manuscrit.

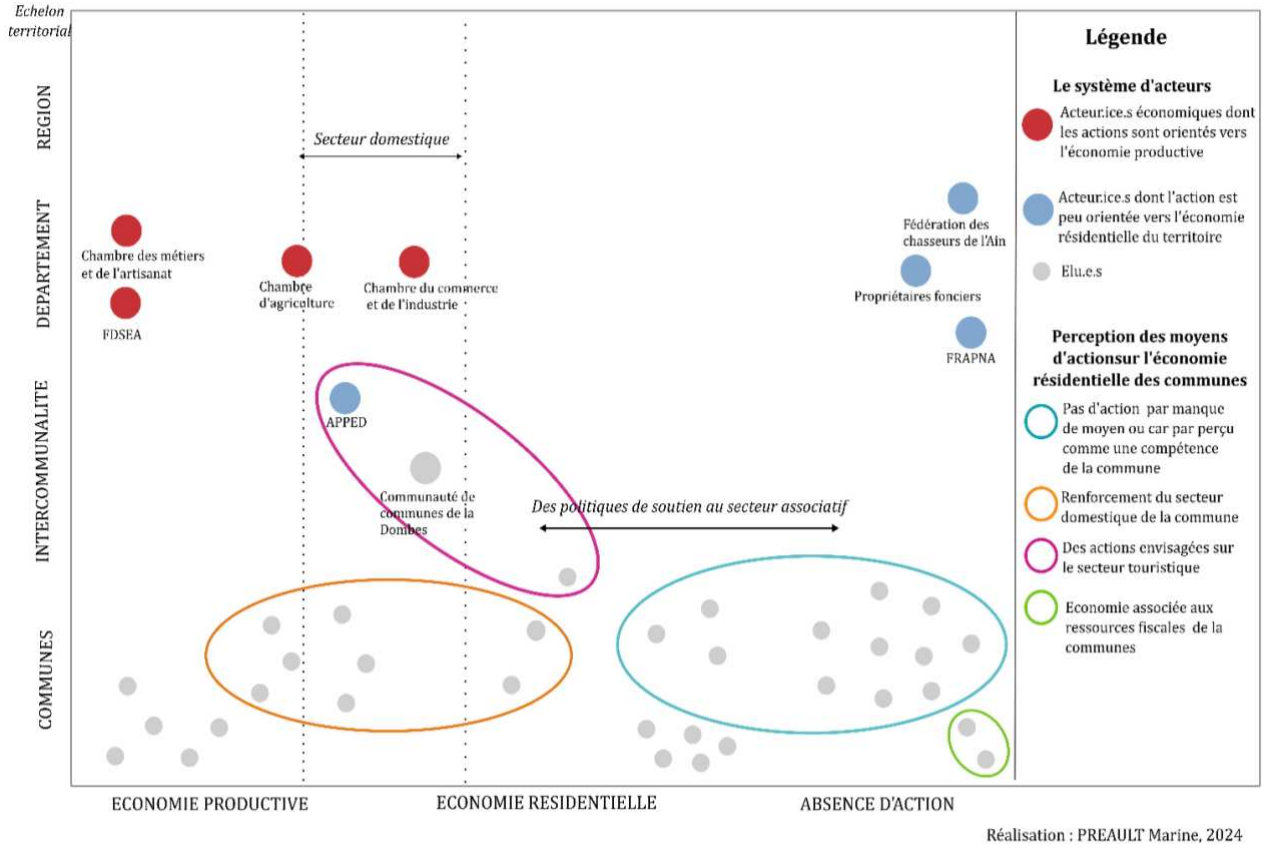


Figure 18 Schéma de la perception de l'économie résidentielle par le système d'acteurs de la Communauté de communes de la Dombes

Avant tout, le positionnement des différents acteurs rencontrés ou étudiés est semblable aux documents d'aménagement dont il était question dans la section précédente. Ces documents ne sont pour autant pas mentionnés par les différents élues et élus rencontrés, à l'exception du SCoT de la Communauté de communes de la Dombes. À l'échelle seule des communes, c'est donc le SCoT et la politique de l'intercommunalité, à laquelle les maires, adjointes et adjointes participent, qui prévaut. Les différents acteurs présents aux échelles intercommunale et départementale ont toutefois également participé à l'élaboration de ce Scot, qui témoigne donc également de leur vision du territoire, notamment en matière d'économie. Il ressort donc des entretiens une vision très locale, communale (intercommunale à la limite) du fonctionnement économique du territoire, le SCoT étant le document de planification de référence pour l'ensemble des élus. Notons toutefois la réticence de certains élus vis-à-vis de ce SCoT, qui se traduit entre autres

par un report de l'élaboration du PLU – document rédigé à l'échelle de la commune mais sui doit intégrer les directives du SCoT – et au maintien de la carte communale.

Nous retrouvons donc chez l'ensemble des acteurs étudiés l'idée d'une économie productive et une conception des territoires comme des supports d'activités productives. En revanche, les enquêtes auprès des élus ont permis de préciser ou d'apporter des nuances à leur perception de l'économie de leur commune. En effet, l'entretien semi-directif a permis, en apportant une réflexion sur les revenus de l'économie résidentielle par rapport au secteur productif, de préciser cette perception de l'économie du territoire, voire d'identifier, à une échelle très fine, des actions relevant de l'économie résidentielle. Si, dans un premier temps, ces élues et élus rappellent que le développement économique correspond à l'activité productive, la plupart d'entre elles et eux soulignent également qu'ils ont peu de possibilités d'action sur celle-ci. Ceci s'explique par un transfert de compétences à la Communauté de communes de la Dombes et, notamment pour les plus petites communes, un manque de moyens financiers. Leurs actions s'orientent, comme ils l'expliquent, vers le quotidien de la commune et de ses habitantes et habitants. Ces actions concernent alors un soutien au secteur associatif de la commune ou à l'amélioration et à l'entretien du cadre de vie. Les communes au plus grand nombre d'habitantes et habitants insistent également sur la mise en place de politiques cherchant à favoriser l'implantation de commerces et services de proximité, qui peuvent parfois être confondus avec l'activité productive, mais que nous considérons comme le secteur domestique des territoires, au sens de la théorie de la base économique. Ce sont par ailleurs ces actions que l'on peut retrouver chez d'autres acteurs et dans les différents documents d'urbanisme. L'implantation de commerces et services, mais aussi l'ensemble des actions visant à améliorer le cadre de vie des communes contribuent à fixer les revenus de l'économie résidentielle sur les communes. L'analyse des différents discours et actions d'acteurs souligne toutefois l'absence d'une politique en ce sens à l'échelle de l'intercommunalité et permet de souligner des capacités d'action différentes selon les territoires. Enfin, la possibilité de création ou d'essor de commerces et services de proximité conforte également l'émergence possible de centralités secondaires au sein

du territoire – ce que l'étude de l'économie résidentielle à l'échelle des communes doit pouvoir vérifier également.

Finalement, et c'est ce que nous retrouvions dans les différents documents d'urbanisme étudiés précédemment, seuls les revenus du tourisme semblent aujourd'hui bénéficier d'une politique visant à attirer et capter les revenus sur le territoire. Encore une fois, sur la Communauté de communes de la Dombes, cette compétence revient à l'intercommunalité, laissant peu de possibilités aux communes sur ces revenus.

Ainsi, pour une partie des élues et élus, le dynamisme des communes repose sur l'accueil de nouvelles populations, ce qui passe par des politiques de construction de logements. Si, à travers ces politiques, on peut identifier l'attrait possible de revenus de navetteurs et/ou de retraites, celle-ci sont amenées à être de plus en plus contraintes, notamment par la doctrine ZAN (« Zéro Artificialisation Nette »), introduite par la loi Climat et Résilience de 2021.

3.3.2. L'intercommunalité : l'échelle de gestion la plus adaptée aux espaces ruraux sous influence métropolitaine ?

L'étude des acteurs et documents de planification semble indiquer aujourd'hui l'intercommunalité comme échelle d'action pertinente pour penser le fonctionnement économique et l'économie résidentielle des communes rurales sous influence métropolitaine. Comme souligné dans d'autres études, la multiplication des déplacements, des mobilités pour les loisirs comme pour le travail implique un élargissement des lieux de vie bien au-delà de la commune de résidence ou de celle du lieu de travail (Bonnin-Oliveira *et al.*, 2014; Vanier, 2005a). Ces nouvelles mobilités et pratiques territoriales induisent, comme mentionné en deuxième section de ce chapitre, la création de centralités secondaires qui accueillent gares ferroviaires ou aires de co-voiturages, commerces, pôles de services… Ces centralités ou pôles secondaires sont généralement des communes d'au moins 2000 habitantes et habitants (Charmes, 2009) autour desquelles les communes plus petites s'organisent. Nous retrouvons ces organisations en Dombes à des échelles plus ou moins variées. On

observe ainsi que les élus et élues de localités centrales acceptent cette centralité de leur commune, et qu'ils le font dans le cadre de l'intercommunalité (Bonnin-Oliveira *et al.*, 2014). Ce fonctionnement n'est toutefois pas systématique et l'organisation ou la réorganisation peut se faire à l'intérieur de l'EPCI, sans lien direct avec l'intercommunalité. Ainsi, en Dombes, la maire de Relevant souligne la concentration des commerces dont bénéficie ses habitantes et habitants sur la commune de Châtillon-sur-Chalaronne. L'enjeu pour cette commune est alors l'instauration de liaisons – notamment douces – entre les deux communes, ce qui peut passer par une aide de la Communauté de communes ou d'autres échelons tels que le département de l'Ain ou la région Auvergne-Rhône-Alpes. De la même manière, Saint-André-de-Corcy acquiert une centralité du fait de sa gare ferroviaire. Des chemins sont ainsi aménagés avec la commune de Monthieux pour faciliter l'accès à la gare de la commune. Ces coopérations se font également pour les stations d'épuration ou encore pour la scolarité des enfants des communes dans le cadre des Regroupements Pédagogiques Intercommunaux (RPI). Par ailleurs, ces liens inter-communaux ne recouvrent pas toujours le découpage de l'EPCI, questionnant sur le découpage idéal de ces échelons d'aménagement.

Pour conclure, les déplacements induits par les pratiques d'achats, de consommation ou le recours de divers services ainsi que les responsabilités effectives des différents échelons politiques conduisent à s'interroger sur l'échelle d'action pertinente pour penser une politique ciblant l'économie résidentielle des communes rurales sous influence métropolitaine. L'étude de la circulation des revenus sur le territoire peut aussi permettre de questionner le périmètre de l'EPCI vis-à-vis des pratiques habitantes mais aussi vis-à-vis d'intercommunalité voisines vers lesquelles les flux peuvent s'orienter, sans omettre non plus le rôle de la proximité de la métropole lyonnaise.

Conclusion du chapitre

Cette thèse a pour buts d'apporter des nuances dans la lecture et la compréhension de l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine. Pour ce faire, la théorie de la base économique est mobilisée car elle permet de comprendre les échanges et interdépendances d'un territoire avec ceux qui l'entourent grâce aux circulations de revenus, qui traduisent les pratiques territoriales de toutes celles et ceux qui habitent et aménagent ces territoires.

Pour cela, je suis revenue sur les biais qu'impliquent les approches urbano-centrées des espaces ruraux, et plus particulièrement ceux à proximité des métropoles et zones urbaines. Je me suis ensuite intéressée aux approches de ces espaces par la géographie sociale, qui a notamment permis de mieux saisir la diversité de ces espaces et de celles et ceux qui l'habitent. Ceci m'a conduit à m'intéresser à l'épaississement territorial de ces espaces, qui, je pense, peut être expliqué par l'approche conjointe de la circulation des revenus de l'économie résidentielle et les diverses pratiques de ces territoires. Enfin, la compréhension de cet épaississement et de l'économie résidentielle implique de s'intéresser aux acteurs et actrices des territoires ruraux sous influence métropolitaine qui peuvent mettre en place les politiques publiques ciblant la fixation des revenus de l'économie résidentielle – mais qui s'avèrent encore peu sensibilisés à cette notion et à son intérêt opérationnel.

Il apparait donc nécessaire, pour saisir la façon dont les revenus circulent et s'ancrent ou non sur le territoire ainsi que les différents leviers d'action pour le permettre, d'appréhender cette théorie de la base économique par une approche non seulement quantitative, mais aussi qualitative. Il devient alors possible de lier représentations, choix et contraintes de pratiques et consommations et théorie de la base économique pour saisir la « partie avale » de l'économie résidentielle et l'épaississement territoriale des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

Conclusion de la première partie

L'objectif de cette partie état de de revenir sur la notion d'économie résidentielle et sa pertinence pour l'étude des espaces ruraux sous influence métropolitaine et le mettre ensuite en lien avec la processus de périurbanisation . J'ai ainsi pu démontrer l'intérêt d'une approche par l'économie résidentielle pour approfondir la connaissance du fonctionnement économique et social de tels espaces.

Dans le chapitre 1, j'ai réaffirmé, parmi les diverses acceptations de la notion d'économie résidentielle, l'intérêt de définir la théorie de la base économique à partir de la circulations des revenus seulement. Ce chapitre m'a surtout permi de démontrer que l'étude du développement territorial repose bien sur l'ensemble du processus de la théorie de la base : les quatre secteurs basiques (dont la base productive), mais aussi sur la partie « amont » et « aval » de la circulation des revenus, cette dernière étant rarement mesurée.

Dans le chapitre 2, j'a démontré, d'une part, comment l'approche des espaces ruraux sous influence métropolitaine par la théorie de la base économique peut permettre d'étudier ces espaces en questionnait les pré-supposés liens de dépendance à la métropole. D'autre part, je m'intéresse à l'épaississement territorial de ces espaces, qui, je pense, peut être expliqué par l'approche conjointe de la circulation des revenus de l'économie résidentielle et les diverses pratiques de ces territoires.

Deuxième partie : Circulation des revenus résidentiels et épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine

Introduction de la deuxième partie

La deuxième partie présente à la fois la méthode adoptée pour saisir la circulation des revenus résidentiels sur les communes de la Communauté de communes de la Dombes et leur consommation effective vers le secteur domestique des communes. L'objectif de cette deuxième partie est donc de comprendre l'effectivité de la redistribution des revenus résidentiels dans les territoires ruraux sous influence métropolitaine. Cette redistribution des revenus permet, *in fine*, d'observer comment la circulation de ces revenus contribue à structurer les polarités des espaces ruraux sous influences métropolitaines et par conséquent, les pratiques des ménages de ces territoires en matière de consommation. On comprend ainsi comment la théorie de la base économique et l'économie résidentielle contribuent à saisir l'épaississement à la fois social et économique dans ces territoires.

Le troisième chapitre expose la méthode mise en place pour la collecte et le traitement des données de l'économie résidentielle du territoire. Il s'agit, pour la partie aval de l'économie résidentielle, de réactualiser la méthode de Magali Talandier (2007) et de l'adapter à l'échelon communal, et pour la partie amont, d'exposer la méthode adoptée pour saisir les consommations effectuées sur le secteur domestique du territoire et des motifs et leviers permettant cette consommation. Le quatrième chapitre présente à la fois le traitement des données et les résultats permettant d'aboutir à une connaissance de la consommation effective des revenus résidentiels vers le secteur domestique des communes enquêtées. Pour finir, le cinquième chapitre analyse la circulation des revenus de consommation des ménages, permettant d'identifier les motifs du maintien et de la fuite des revenus résidentiels des ménages du territoire. Cette approche par la mise en circulation des revenus résidentiels permet ainsi d'identifier les polarités structurant les pratiques des ménages dombistes et leur rôle dans l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

Chapitre 3 : Mesurer la contribution de l'économie résidentielle au fonctionnement économique des territoires ruraux et périurbains sous influence métropolitaine

La théorie de la base permet d'expliquer la revitalisation que connaissent les espaces ruraux (chapitre 1). Dans le chapitre précédent, j'ai cherché à démontrer que celle-ci pouvait aussi contribuer à préciser le fonctionnement économique et l'épaississement territorial des espaces périurbains (chapitre 2). Saisir les réalités spatiales et sociales de l'économie résidentielle dans un espace rural sous influence métropolitaine comme la Dombes passe par la multiplication des méthodes, des matériaux collectés et donc des acteurs interrogés. Ainsi, l'objectif de ce troisième chapitre est de présenter la méthode utilisée pour affiner l'analyse de l'économie résidentielle et sa contribution au secteur domestique, ainsi que la façon dont elle s'inscrit dans les territoires tels qu'ils sont gouvernés et vécus.

Premièrement, la multiplication des points de vue implique d'interroger l'ensemble des acteurs en mesure de présenter ces représentations, ces vécus et ces données socio-économiques. Ce matériau doit ainsi permettre de caractériser la circulation d'argent sur le territoire. Comment les élus se représentent les réalités de l'économie résidentielle ? Connaissent-ils et elles le concept ? Utilisent-ils et elles d'autres mots pour désigner ces circulations d'argent ? Pour répondre à ces questions, le choix a été fait de leur laisser une parole qui soit la plus libre possible dans le cadre d'entretiens compréhensifs (Kaufmann, 2016; Matthey, 2005) dont je détaille ici le contenu et la passation.

Deuxièmement, l'approche choisie pour étudier finement l'économie résidentielle des espaces ruraux sous influence métropolitaine est d'éclairer les pratiques de consommation, de mobilités ainsi que les représentations du local et du territoire des habitantes et habitants à l'origine des circulations monétaires. Dans cet objectif, un questionnaire intégrant des questions plus ouvertes et en passation directe sur le terrain est apparu comme l'outil le plus adéquat. Ces données permettent de

caractériser des grandes tendances en matière de consommation et de pratique de l'espace rural sous influence métropolitaine. Quels sont les modes de consommation des différents ménages du territoire ? Les montants et pratiques changent-elles d'une commune ou d'un espace à l'autre ? Selon les ménages ? L'intégration du secteur domestique change-t-elle les profils de communes déjà identifiés ? Cette méthode, grâce aux questions ouvertes, offre également la possibilité de la retranscrire et d'introduire de la nuance dans les constats chiffré. Quels attachements aux territoires expliquent les modes de consommation et, donc, la circulation monétaire sur le territoire ?

In fine, la multiplication des méthodes implique une diversité de matériaux collectés. Cette pluralité des matériaux trouve son bien-fondé et sa cohérence dans le souci de cerner le plus finement possible, grâce à divers acteurs, actrices et points de vue, les réalités sociales et territoriales de l'économie résidentielle en contexte rural sous influence métropolitaine.

1. Mesurer et caractériser l'économie résidentielle de communes rurales et périurbaines

La connaissance de l'économie résidentielle d'un territoire implique la mesure statistique des revenus de la base économique. Depuis les travaux de Magali Talandier (2007), nous disposons d'une méthode pour recueillir les données et les calculs nécessaires à la mesure des revenus basiques. Cette méthode est le point de départ de ce travail : la présentation de cette première approche statistique de l'économie résidentielle. La méthode de Magali Talandier a toutefois été déclinée à une échelle moins fine que celle souhaitée pour le projet ESTER et il est constaté qu'aucune autre étude en France n'a réalisé de mesure au-delà de l'échelle des bassins de vie. Cette partie se poursuit donc avec la présentation de l'intérêt d'une approche à l'échelle communale pour la mesure de l'économie résidentielle. Ce changement d'échelle et le décalage temporel des deux recherches s'accompagne de l'utilisation de nouvelles données et entraîne des modifications dans la manière d'obtenir les résultats. Les

méthodes de classification utilisées pour parvenir à des profils différents d'économie résidentielle sur des communes rurales et périurbaines sont également présentées.

1.1. Mesurer l'économie résidentielle à une échelle fine : approche statistique préalable

Nous commençons par présenter une synthèse de la méthode utilisée par Magali Talandier dans sa thèse (2007) pour mesurer l'économie résidentielle des espaces ruraux de France métropolitaine. Elle cherchait à expliquer la revitalisation constatée des espaces ruraux grâce à la théorie de la base économique revisitée par Laurent Davezies (2003). Elle écrit ainsi que « la prise en compte des différents revenus qui viennent alimenter l'économie locale des territoires semble plus apte à rendre compte des dynamiques territoriales que la seule observation sectorielle des emplois. » (Talandier, 2007) et nous souscrivons à des affirmations.

1.1.1. L'échelle d'analyse de Magali Talandier : les bassins de vie

Un premier travail méthodologique a consisté à choisir l'échelon territorial d'analyse le plus pertinent pour connaître l'économie des territoires ruraux français selon la théorie de la base économique. On se souvient que Magali Talandier a retenu les bassins de vie pour l'homogénéité du maillage qu'ils permettent en termes de fonctionnement du marché de l'emploi et de la consommation. L'analyse de Magali Talandier se restreint plus spécifiquement aux bassins de vie ruraux, à savoir les communes périurbaines, les communes multipolarisées, les pôles ruraux, le rural isolé et le rural sous faible influence urbaine[28]. Son analyse est ainsi réalisée sur 1050 bassins de vie, soit 9,5 millions de personnes (selon le recensement de 1999) et 16 500 communes (la moitié du territoire métropolitain).

[28] Magali Talandier reprend le zonage réalisé par l'Insee dans un rapport pour la DATAR « Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie » publié en juillet 2003.

1.2. Approche méthodologique

La méthode de calcul de la théorie de la base repose donc sur la captation de revenus extérieurs au territoire et leur dépense sur ce même territoire. Très concrètement, cela renvoie par exemple à une personne rémunérée par une entreprise localisée en dehors de son territoire communal de résidence mais qui paie son loyer et ses courses dans sa commune. Ce sont ces revenus qui doivent être mesurés à l'échelle des bassins de vie. Ces revenus se décomposent en quatre bases : la base productive privée, la base résidentielle, la base publique et la base sanitaire et sociale (définies au chapitre 1).

La suite de cette partie détaille les calculs effectués par Magali Talandier pour connaître les différentes bases. Sa démarche suit une logique similaire selon les cas rencontrés :

- Les montants par communes sont disponibles (cas rare) et sont ré-agrégés selon les bassins de vie identifiés par l'autrice ;
- Les montants nationaux, régionaux ou départementaux sont disponibles, il faut ensuite les répartir au prorata de leur redistribution sur les communes ;
- Un certain nombre de communes étant soumises au secret statistique, certains résultats sont issus d'une estimation à partir des différentes données disponibles.

Le calcul des différentes bases débute avec le montant total des traitements et salaires de la DGI (Direction Générale des Impôts) de 2005. Ce fichier fournit en effet de nombreux montants nécessaires pour le calcul des différentes bases. Nous exposons donc dans un premier temps les données et les calculs de la base productive privée, puis ceux de l'économie résidentielle, ensuite de la base publique. Le fichier DGI est ainsi utilisé pour ces trois bases, complété par d'autres données nécessaires aux différents calculs. Nous terminons ainsi par les données et le calcul de la base sanitaire et sociale.

1.2.1.1. La base productive privée

Pour connaître la base productive privée, il faut connaître les revenus (salaires ou bénéfices) perçus par les habitantes et habitants des territoires grâce à l'implantation d'entreprises exportatrices. Il s'agit donc des revenus perçus grâce à ce que le territoire est capable d'exporter. Les entreprises répondant à une demande locale ne sont donc pas comprises dans cette mesure. On inclut également les capitaux mobiliers et une partie des revenus fonciers[29]. La base productive privée comprend ainsi des données sur :

- Les salaires des employées et employés dans les entreprises exportatrices (les navettrices et navetteurs sont déduits puisque inclus dans la base résidentielle) ;
- Les revenus des indépendantes et indépendants œuvrant dans des secteurs exportateurs ;
- Les revenus de la capitalisation mobilière ;
- Une partie des revenus fonciers.

[29] Les revenus des capitaux mobiliers sont des revenus générés par des placements financiers, comme les actions, les obligations ou encore les comptes d'épargne (Code de l'impôt). Les revenus fonciers correspondent aux loyers perçus du fait de la location d'un bien (Services publics)

DONNEE	SOURCE	ANNEE
Montant et traitement des salaires • *A échelle communale pour les communes quand la donnée est disponible* • *A échelle départementales pour les communes soumises au secret statistique*	DGI	2005
- Indemnités journalières (retirées)	**DGI**	**2005**
- Revenus des migrants alternants (retirés)	**DGI**	**2005**
Traitements et salaires d'activités (sans les indemnités journalières et sans les revenus des migrants alternants)	DGI	2005
Emplois de la base privée	NAF 700	
BIC (Bénéfices Industriels et Commerciaux) • *Echelle communale* • *Echelle départementale pour les communes soumises au secret statistique*	DGI	2005
BNC (Bénéfices Non-Commerciaux) • *Echelle communale* • *Echelle départementale pour les communes soumises au secret statistique*	DGI	2005
Emplois des secteurs basiques et mixtes • Pour les emplois mixtes, il est considéré que pour un bassin de 1000 emplois, 10 emplois sont domestiques. Les autres sont basiques.	NAF 700	
Entreprises gérées par une personne physique	SIRENE	2004
Bénéfices agricoles	DGI	2005
Nombre d'agriculteurs exploitants	/	1999
Revenus des capitaux mobiliers (RCM)	DGI	2005
Revenus des fonciers (RF), dont seulement la moitié est considérée comme basique	DGI	2005

Marine PREAULT, d'après Magali TALANDIER (2007)

Les lignes colorées indiquent les montants utilisés pour connaître les revenus basiques.

Les lignes blanches indiquent les données utilisées pour le calcul ou l'estimation des montants à échelle communale lorsque les données n'était pas disponibles à cette échelle.

Les données en rouge sont soustraites et intégrées à une autre base.

Revenus redistribués ou ventilés au prorata de

Figure 19 Synthèse des calculs de la base privée d'après la méthode de Magali Talandier (2007)

1.2.1.2. La base résidentielle

La base résidentielle correspond aux « revenus captés par les territoires grâce à leurs « atouts » résidentiels » (Talandier, *ibid*). Elle inclut ainsi l'ensemble des salaires importés sur le territoire grâce aux navettrices et navetteurs, ces revenus n'étant pas produits sur place ; mais aussi les retraites, financées par la solidarité nationale ou par des fonds privés extérieurs au territoire ; ainsi que les dépenses des touristes. Le

tourisme pourrait être inclus dans la base productive du fait de son caractère productif. Toutefois, l'autrice le considère comme un revenu de la base résidentielle car « la richesse produite repose sur la qualité résidentielle et l'attractivité du territoire (paysage, patrimoine, ensoleillement...) et non sur la présence hôtelière par exemple » (Talandier, 2007). Ainsi, en Dombes, un maire d'une commune enquêtée nous expliquait que des hôtels souhaitent s'implanter sur la commune. Constatant que le territoire n'attire des touristes qu'une partie de l'année, plutôt l'été, les gérants de l'hôtel ont hésité à s'installer[30]. On retrouve là le modèle de la base économique qui repose sur la demande : c'est la présence d'aménités qui attire les touristes, créant ainsi une demande en logements touristiques, et ces aménités ne sont pas constantes dans le temps. En Dombes, les aménités semblent saisonnières et présentes l'été. Grâce à cette demande, des services touristiques s'implantent. Ainsi, la base résidentielle comprend des données sur :

- Les salaires des travailleurs et travailleuses pendulaires ;
- Les retraites des résidentes et résidents ;
- Les dépenses effectuées par les touristes dans les établissements touristiques ;

[30] Entretien n°34, réalisé le 08/04/2022

DONNEE	SOURCE	ANNEE
Montants des salaires des migrants alternants - *Echelle communale*	DGI	2005
Taux des navetteurs - *Echelle communale*	Fichier Mirabelle, INSEE	1999
Montant national des dépenses touristiques réparti entre les régions	Ministère du Tourisme	2005
Nuitées par emplacements en camping – pondéré 1,5	Tableaux statistiques du Ministère du Tourisme	2005
Nuitées par chambre d'hôtel classé et non classé (pondéré par 2)	Tableaux statistiques du Ministère du Tourisme	2005
Autres hébergements	Tableaux statistiques du ministère du Tourisme Nuitées départementales, publication sur la présence	2005
Résidences secondaires, locations et gîtes	Recensement de la population	1999
Résidences principales (nuitées dans la famille ou chez les amis)	Recensement de la population	1999
Retraites • *Echelle communale*	DGI	2005

Marine PREAULT, d'après Magali TALANDIER (2007)

Les lignes colorées indiquent les montants utilisés pour connaître les revenus basiques.

Les lignes blanches indiquent les données utilisées pour le calcul ou l'estimation des montants à échelle communale lorsque les données n'était pas disponibles à cette échelle.

Les données en rouge sont soustraites et intégrées à une autre base.

Revenus redistribués ou ventilés au prorata de

Figure 20 Synthèse des calculs de la base résidentielle d'après la méthode de Magali Talandier (2007)

1.2.1.3. La base publique

La base publique concerne le traitement des salaires des trois fonctions publiques (fonction publique d'État, fonction publique territoriale et fonction publique hospitalière). Ces revenus sont financés par l'État et ne sont donc pas produits sur le territoire d'étude. Ils sont donc liés à la résidence des agents de l'État.

DONNEE	SOURCE	ANNEE
Montant des salaires des trois fonctions publiques • *Echelle communale* • *Echelle départementale pour les communes soumises au secret statistique*	DGI	2005
Emplois publics de l'Etat (FPE) • *Echelle communale*	Fichier INSEE des emplois publics	2005
Emplois publics des collectivités territoriales (FPT) • *Echelle communale*	Fichier INSEE des emplois publics	2005
Emplois des titulaires de la fonction publique hospitalière	Base SAE (statistique annuelle des établissements de santé)	
Montant départementaux du ministère de la Fonction publique (pour consolider les résultats finaux)	Ministère de la fonction publique	2005

Marine PREAULT, d'après Magali TALANDIER (2007)

Les lignes colorées indiquent les montants utilisés pour connaître les revenus basiques.

Les lignes blanches indiquent les données utilisées pour le calcul ou l'estimation des montants à échelle communale lorsque les données n'était pas disponibles à cette échelle.

Les données en rouge sont soustraites et intégrées à une autre base.

Revenus redistribués ou ventilés au prorata de

Figure 21 Synthèse des calculs issus de la base publique d'après la méthode de Magali Talandier (2007)

1.2.1.4. La base sanitaire et sociale

Ce sont l'ensemble des revenus dits de transferts, hors retraites. Il peut s'agir de remboursements de soins de santé, mais aussi de situations de pauvreté ou de précarité. Dans les deux cas, ces revenus alimentent tout de même le territoire. Magali Talandier souligne que ce sont bien les remboursements de soins de santé qu'il faut considérer et non les bénéfices des professions médicales car ce sont les malades qui sont à l'origine de cet apport de revenus, pas les médecins (Talandier, 2007). Ce sont les remboursements qui viennent alimenter l'emploi domestique du secteur médical privé. Le secteur médical public est lui inclus dans la base publique, vue précédemment. Ainsi, la base sanitaire et sociale comprend :

- Les allocations versées par les ASSEDIC (chômage, pré-retraite, formation, allocation d'insertion…). Ces revenus sont à déclarer aux impôts donc fournis par la DGI ;
- Les prestations familiales et d'allocations de logements ;

- Les minimum vieillesse, minimum d'invalidité, allocation aux adultes handicapés ;
- Le revenu minimum d'insertion ;
- Les indemnités journalières de maladie et de maternité ;
- Les remboursements de soins de santé (hors dépenses dans les hôpitaux publics qui relèvent de la base publique) ;
- La part exportée des cliniques privées, c'est-à-dire les soins pratiqués dans une clinique privée du territoire sur un patient ou une patiente qui ne réside pas sur ce même territoire ;
- Les aides versées par les départements ;
- Les aides aux personnes âgées ;
- Les aides à l'enfance et au handicap ;

DONNEE	SOURCE	ANNEE
Allocations versées par les ASSEDIC (chômage, préretraite, formation, allocation d'insertion…) • *Echelle communale* • *Echelle départementale pour les communes soumises au secret statistique*	DGI	2005
Nombre de chômeurs (pour la répartition des montants départementaux)	ASSEDIC et ANPE (échelle des pseudos-cantons de l'INSEE) Recensement de la population	2004 1999
Prestations familiales • *Echelle départementale*	CAF ou MSA (Mutualité Sociale Agricole) pour les travailleurs de l'agriculture	2004
Allocations logement • *Echelle départementale*	CAF ou MSA	2004
Nombre de foyers non-imposables • *Echelle communale*		2004
Minimum vieillesse	CAF et MSA	2004
Minimum invalidité	CAF et MSA	2004
Bénéficiaires par départements	DREES	2004
Bénéficiaires et montants moyen par caisse	DREES	2004
Nombre de personnes de plus de 65ans • *Echelle communale*	Recensement de la population	1999
Nombre de pauvres • *Echelle communale*	CNAF	2000
Allocation aux adultes handicapés (AAH) • *Montants départementaux*	CAF et MSA	2004
Nombre d'allocataires de l'AAH • *Echelle cantonale (dans ce cas, réparti au prorata de la population des communes des cantons en 2004)* • *Echelle communale (si information disponible)*	CAF	2004
Revenu minimum d'insertion (RMI) • *Echelle départementale*	CAF et MSA	2004
Nombre d'allocataires du RMI • *Echelle cantonale (dans ce cas, réparti au prorata du nombre de pauvres des communes des cantons en 2004)* • *Echelle communale (si information disponible)*	CAF	2004
Indemnités journalières de maladie et de maternité (montants annuels)	DREES	
Poids de la commune dans le département en termes de population active	Recensement de la population	1999
Poids de la commune dans le département en termes de solde naturel		2004
Nombre d'agriculteurs et ouvriers agricoles	Recensement de la population	1999
Remboursements de soins de santé (hors dépenses réalisées dans les hôpitaux publics)	DREES, Ecosanté	2003
Nombre d'établissements de pratiques médicales et dentaires et leur nombre de salariés • *Echelle communale*	UNEDIC, SIRET	2004
Nombre de laboratoires leur nombre de salariés • *Echelle communale*	UNEDIC, SIRET	2004
Nombre de pharmacies et leur nombre de salariés • *Echelle communale*	UNEDIC, SIRET	2004
Nombres d'auxiliaires et leur nombre de salariés • *Echelle communale*	UNEDIC, SIRET	2004
Montants nationaux des cures thermales	DREES	2003
Nombre d'établissements et leurs nombres de salariés	UNEDIC, SIRET	2004
Montants des transports des malades	DREES	2003
Nombre d'établissements d'ambulances et leurs nombres de salariés	UNEDIC, SIRET	2004
Montants nationaux des biens médicaux (opticiens, prothèses, lits médicaux…)	DREES	2003
Nombre d'établissements d'optique et leurs nombres de salariés	UNEDIC, SIRET	2004
Nombre de commerces de détail d'appareils médicaux et leur s nombres de salariés	UNEDIC, SIRET	2004
Aides aux Personnes Âgées (APA) • *Echelle départementale*	DREES	2003
Poids de la population des plus de 75ans dans la commune	Recensement de la population	2004
Aides à l'enfance et au handicap • *Echelle départementale*	DREES	2003
Poids de la population communale (handicap)		2004
Poids des soldes naturels communaux (enfance)		2004
Montants nationaux des dépenses de santé réalisées dans les établissements privés	DREES	2003
Etablissements hospitaliers privés • *Echelle départementale*	UNEDIC, SIRET	2004
Population par commune corrigée d'un écart à la moyenne pour les plus de 60ans	Recensement de la population	1999
Part des soins réalisés sur des malades n'habitant pas sur la zone	PARTHAGE	/

Marine PREAULT, d'après Magali TALANDIER (2007)

Les lignes colorées indiquent les montants utilisés pour connaître les revenus basiques.

Les lignes blanches indiquent les données utilisées pour le calcul ou l'estimation des montants à échelle communale lorsque les données n'était pas disponibles à cette échelle.

Les données en rouge sont soustraites et intégrées à une autre base.

Revenus redistribués ou ventilés au prorata de

Figure 22 Synthèse des calculs de la base productive privée d'après la méthode de Magali Talandier (2007)

Grâce au détail de la méthode exposée dans la thèse de Magali Talandier, nous disposons donc depuis 2007 d'une méthode claire, avec les sources des données nécessaires pour connaître l'économie résidentielle des territoires. Toutefois, nous constatons que peu d'auteurs ou d'organismes d'études s'en sont emparés pour une meilleure connaissance de l'économie résidentielle et de ses impacts sur différents territoires.

1.2.2. Une méthode rarement réutilisée

Des travaux de recherche ont d'abord tenté des mesures de l'économie résidentielle appliquée à des situations spécifiques. Ainsi, en 2012 puis en 2016, Dominique Vollet propose d'adapter la théorie de la base économique aux activités cynégétiques :

> « les revenus liés aux chasseurs extérieurs sont incontestablement moteurs ou basiques pour les économies régionales. […] Ils correspondent en effet à une injection locale de revenus extérieurs. » (Vollet, 2012)

La théorie de la base est réutilisée pour démontrer la contribution de la chasse au développement local mais la méthode de Magali Talandier n'est pas réutilisée telle quelle, notamment parce que les auteurs la jugent inadaptée aux activités cynégétiques. C'est donc une mesure des dépenses associées à l'activité de chasse qui est réalisée. D'autres travaux tentent par la suite de s'emparer de ce modèle de la théorie de la base économique mais avec une certaine confusion terminologique. Par exemple, en 2014, Aubert *et al.* réutilisent la théorie de la base économique en insistant sur l'intérêt d'une approche par la demande. En revanche, ils appliquent la théorie à ce qu'ils nomment l'économie présentielle qui est, pour eux, l'ensemble des services aux personnes sur un territoire donné :

> « les services aux personnes ne sont ni stockables, ni transposables ; ils sont produits pour un usage immédiat. On peut alors supposer que la répartition spatiale de ces services suit assez étroitement celle de la population. » (Aubert *et al.*, 2014)

Si les auteurs réutilisent l'échelle des bassins de vie, c'est toutefois une mesure des emplois qu'ils réalisent ensuite et pas une mesure des revenus perçus par les

territoires. Cette confusion s'explique par une réutilisation de la part des auteurs de la notion d'économie présentielle de l'Insee. Ce glissement d'utilisation des concepts (de l'économie résidentielle vers l'économie présentielle au sens de l'Insee) est justifié par les auteurs par une demande d'un cahier des charges et que cela n'induit pas de changements majeurs, selon eux (Aubert *et al.*, 2014).

On retrouve également des tentatives de réutilisation de la méthode exposée par Magali Talandier dans certaines études régionales réalisées par l'Insee (Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côtes d'Azur). Là encore, l'utilisation de la notion est floue et la méthode est appliquée à des emplois. L'Insee continue de définir l'économie résidentielle comme « les activités essentiellement destinées à servir les besoins des populations locales permanentes et des touristes » (Harrous, 2008). Dans son rapport pour la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur de 2008, l'Insee évoque toutefois la notion d'économie résidentielle selon la théorie de la base économique revisitée. Elle justifie néanmoins ne pas suivre cette méthode de mesure des revenus par l'impossibilité de la mettre en œuvre à un niveau territorial fin. C'est donc une mesure de l'emploi qui est choisie. La confusion est également présente dans un rapport de 2014 sur la Région Rhône-Alpes, intitulé *Rhône-Alpes : une croissance de long terme soutenue par l'industrie, la métropolisation et l'économie résidentielle.* Malgré ce titre, on ne retrouve aucune mesure de l'économie résidentielle de la région dans le rapport. Ce dernier évoque en réalité l'attractivité résidentielle de la région, associée à l'économie présentielle (Sedeno & Chambart, 2014). On ne retrouve donc ni l'idée de la théorie de la base, ni la méthode explicitée par Magali Talandier. Une autre étude réalisée en Côtes d'Armor, indépendamment de l'Insee, reprend ces définitions et méthodes de calcul (Côtes d'Armor documents, 2010), appliquant donc la même confusion entre économie résidentielle et présentielle.

Finalement, on ne retrouve l'application de la théorie la base que dans deux travaux. La première application est une évaluation de l'économie résidentielle en Wallonie. L'économie résidentielle est mesurée à l'échelle des communes et les calculs

sont ensuite effectués par arrondissement et par provinces[31] dans le but d'observer l'impact des changements d'échelle dans la mesure de l'économie résidentielle (Carlier *et al.*, 2006). Toutefois, cette mesure se fait sur le territoire belge, les sources des données utilisées et la disponibilité des données peuvent être différentes de celles utilisées par Magali Talandier. La deuxième application de cette méthode est réalisée en France par l'équipe de L'œil (donc par Magali Talandier et Laurent Davezies eux-mêmes ainsi que Michel Savy) dans un rapport sur la région Limousin. Dans ce rapport, les autrices et auteurs partent d'un constat que Laurent Davezies présentait déjà à l'échelle nationale, à savoir un décalage entre géographie productive et géographie du développement (Davezies, 2008) : la région Limousin connaît, d'après des données sur le PIB, un décrochage productif ; pourtant la région présente en parallèle un regain démographique, une progression de l'emploi salarié (notamment privé) et des revenus par habitant qui augmentent plus vite que dans le reste de la France (Davezies *et al.*, 2008). La théorie de la base est donc mobilisée pour comprendre ce décalage et expliquer ce développement a priori inattendu. Par ailleurs, l'échelon d'analyse est resté celui des bassins de vie, en y incluant toutefois les aires urbaines. Les conclusions de ce rapport sur la région du Limousin ont été complétées par un deuxième rapport publié en 2013 par Dellier *et al*. et le laboratoire Géolab mais qui mobilise cette fois-ci des enquêtes auprès des résidentes et résidents du territoire ainsi qu'auprès de porteuses et porteurs de projets, ainsi que des entretiens auprès d'élues et élus mais toujours à l'échelle des bassins de vie du territoire (Dellier *et al.*, 2013).

L'économie résidentielle en France n'a donc jamais été évaluée pour un EPCI tel qu'une communauté de communes et n'est par conséquent pas connue à l'échelle communale.

[31] La Belgique, état fédéral, s'organise selon trois Régions administratives, la région wallonne, la région flamande et la capitale Bruxelles, indépendante des deux autres Régions. Ces régions sont subdivisées en Provinces administratives, que l'on peut comparer aux départements français. On retrouve ensuite les arrondissements administratifs qui comprennent une ou plusieurs communes. Les travaux présentés ici fournissent donc une analyse à des échelles fines et détaillées de l'économie résidentielle wallonne.

1.3. Connaître l'économie résidentielle de communes sous influence métropolitaine

1.3.1. Choisir l'échelle la plus fine possible : les communes

Un des objectifs du projet ESTER est de réutiliser la méthode exposée par Magali Talandier pour mesurer l'économie résidentielle à l'échelle communale sur le territoire d'une communauté de communes, la Communauté de communes de la Dombes.

Magali Talandier explique qu'il n'existe pas « de frontières optimales pour appliquer la théorie de la base. Elle peut même permettre de souligner les divergences d'enjeux selon les échelles » (Talandier, 2007). C'est dans cet objectif que nous choisissons l'échelle des communes sur le territoire d'une intercommunalité pour étudier l'économie résidentielle. Ceci nous permet d'être au plus proche des réalités et des spécificités d'un territoire. Étudiée à une échelle aussi fine, l'économie résidentielle peut aussi devenir un outil d'aide à la décision pour les élues et élus locaux.

Toutefois, ce niveau de détails peut poser des problèmes de qualification et de catégorisation des revenus observés. Par exemple, nous avons été confrontés au cas d'un restaurateur qui habite dans la commune voisine de son établissement. Se pose alors la question de la nature de ses revenus :

- Doit-on les considérer comme un bénéfice généré sur la commune de l'établissement ? Il s'agit alors d'un revenu de la base productive privée ;
- Ou bien doit-on le considérer ces bénéfices comme les revenus du restaurateur habitant la commune voisine ? Dans ce cas, ces revenus sont considérés comme ceux d'un travailleur pendulaire et doivent être intégrés à la base résidentielle ;

Nous sommes donc partis du principe que ce détail dans l'information manquait de toute manière, nous obligeant à une approximation. Arbitrairement, le revenu de l'établissement est d'office partagé : 50% du revenu est considéré comme local à la commune, et 50% comme exogène. Une deuxième question se pose dans ce cas-ci : Où résident les clientes et clients de ce restaurant ?

- S'il s'agit d'habitantes et habitants de la commune, ce sont là encore de revenus domestiques ;
- S'il s'agit de personnes extérieures venant au restaurant dans un cadre de loisir ou de tourisme, ce sont alors des revenus de la base résidentielle ;

On maintient donc le partage présenté précédemment. Les valeurs absolues obtenues ici sont donc sujettes à caution mais permettent d'obtenir des ordres de grandeurs quant à la circulation des revenus basiques et résidentiels et à termes, nous permettent de différencier différents types d'économie résidentielle. Ces approximations se retrouvent également à l'échelle des bassins de vie. Par exemple, face au détail des différences de salaire entre le secteur public et le secteur privé, Magali Talandier choisit de partir du principe qu'ils sont équivalents. Les auteurs de l'étude menée en Wallonie soulevaient également la difficulté d'accéder à des données exactes à une échelle aussi fine mais que les résultats obtenus n'en restent pas moins significatifs : « une esquisse nécessairement approximative qui permet cependant, comme nous le verrons, de dégager des grandes tendances et certains enjeux » (Carlier *et al.*, 2006).

L'approche très fine de l'économie résidentielle peut amener à avoir recours plus souvent à ces approximations mais, dans tous les cas, les écarts entre les communes sont toujours calculés avec les mêmes méthodes sur l'ensemble du territoire. Les résultats restent donc significatifs en termes relatifs pour exprimer les différences entre communes.

1.3.2. Actualiser la méthode : prendre en compte les loisirs

Il nous a paru pertinent d'approfondir la théorie de la base économique et la mesure de la base résidentielle en y intégrant le montant des revenus du secteur des loisirs.

Aujourd'hui, les mobilités quotidiennes ne se restreignent pas aux trajets domicile-travail : les individus se déplacent aussi de plus en plus pour leurs loisirs[32]. Les espaces ruraux peuvent ainsi devenir des lieux privilégiés pour la pratique des

[32] Au premier chapitre, ces loisirs ont été définir comme les pratiques récréatives effectuées sans nuitée en-dehors de la résidence principale.

loisirs grâce aux aménités dîtes « naturelles » dont ils disposent, notamment quand ils sont proches d'un espace urbain important. La Dombes a ainsi longtemps été un espace de loisirs cynégétiques pour les Lyonnaises et Lyonnais. Si la chasse est toujours présente, les loisirs pratiqués se sont diversifiés (golf, Parc des Oiseaux, centres équestres, balades…). La pratique de ces loisirs par les habitantes et habitants de la Dombes ou de territoires extérieurs se font sans nuitée dans les hébergements touristiques et, par conséquent, échappent à la seule mesure du tourisme. En intégrant une méthode de mesure des revenus du secteur du loisir, nous espérons préciser la mesure de l'économie résidentielle et les spécificités de communes rurales et périurbaines sous influence métropolitaine. Pour mesurer la contribution des loisirs à l'économie résidentielle des territoires, nous incluons dans les structures de loisirs :

- Les restaurants traditionnels et rapides, les débits de boisson et services des traiteurs ;
- Les activités de clubs de sports et particulièrement les golfs (très présents sur le territoire), les autres activités liées au sport, la gestion des salles de spectacles ;
- Les arts du spectacle vivant, les activités de soutien au spectacle vivant et la gestion des salles de spectacles ;
- La gestion des jardins botaniques et zoologiques et réserves naturelles ;
- La gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires ;
- La gestion des bibliothèques et des archives ;
- L'organisation de jeux de hasard et d'argent.

1.3.3. Adapter la méthode à l'échelle fine choisie

Afin de connaître l'économie du territoire de la Communauté de communes de la Dombes selon la théorie de la base économique, nous réutilisons donc le protocole établi par Magali Talandier mais en l'adaptant. Ce protocole méthodologique a été établi avec Amélie Tronel, en stage pour le projet ESTER auprès de l'Association des Maires Ruraux de France (AMRF). Ses travaux ont majoritairement comporté sur le

calcul des revenus de la base résidentielle du territoire. Elle détaille également sa démarche et ses analyses dans son mémoire Comment évaluer et donner à voir le poids économique d'un territoire sous influence métropolitaine : la Communauté de Communes de la Dombes (2020).

Nous expliquons ici les changements qui ont été opérés. Ils peuvent être dus à une adaptation de la méthode à l'échelle utilisée ou bien avoir été nécessaires du fait d'évolutions fiscales depuis 2007 ou encore de la disponibilité changeante de la donnée. Par ailleurs, les données utilisées ici peuvent être améliorées et le temps de leur collecte optimisé, notamment en faisant appel à des organismes locaux qui disposent de données plus précises mais payantes. Le choix dans pour le projet a été de recourir majoritairement à des données publiques ou en accès ouvert (*open data*), pour une meilleure reproductibilité de la méthode, conduisant toutefois à des reconstitutions de données.

Notre analyse portant sur la Communauté de communes de la Dombes, les données départementales utilisées sont celles de l'Ain mais la méthode reste réutilisable dans d'autres départements ou intercommunalité en France.

1.3.3.1. La base résidentielle

Nous avons commencé par mesurer la base résidentielle. Celle-ci se compose des retraites, des revenus des navettrices et navetteurs et des revenus du tourisme, auxquels nous ajoutons donc les revenus des loisirs.

- *Les retraites*. Pour connaître les montants des retraites sur les différentes communes, nous disposons du montant global mensuel moyen de la pension du régime général à l'échelle départementale avec des distinctions selon le sexe et le département de l'étude. Ces montants sont redistribués au prorata du nombre de retraitées et retraités et de pré-retraitées et pré-retraités sur chacune des communes ;
- *Les revenus des travailleurs pendulaires*. Le nombre de travailleuses et travailleurs pendulaires pour chaque commune est connu grâce au fichier des mobilités professionnelles de l'Insee qui recense les mobilités pendulaires d'un

échantillon représentatif de 20% des salariées et salariés de chaque commune. Ce fichier nous permet de connaître la commune de résidence et d'emplois des individus, leur sexe, leur CSP et leur temps de travail (temps plein ou temps partiel). Nous répartissons ensuite les salaires moyens au prorata du nombre de travailleuses et travailleurs pendulaires de chaque commune en tenant compte du sexe, des CSP et du temps de travail des individus. L'estimation du temps de travail se fait sur les moyennes horaires nationales : 35h pour un temps complet, 24h pour un temps partiel ;

- *Le montant des revenus du tourisme*. Le montant total des dépenses touristiques du département est connu ainsi que le nombre de nuitées qui y sont effectuées. Ces montants sont répartis au prorata de la capacité d'hébergement des communes et selon le type d'hébergement proposé.
- *Le montant des revenus du secteur des loisirs*. Nous connaissons les établissements récréatifs à échelle communale et leurs effectifs salariés grâce au fichier SIRENE. Quand les effectifs ne sont pas mentionnés, le site *societe.com* est utilisé[33]. On peut retrouver sur ce site le nombre d'employées et employés de chaque entreprise en renseignant leur numéro SIREN ou SIRET. On ne conserve que les salariées et salariés résidant sur la même commune que leur lieu de travail (une personne salariée sur trois), les autres étant comptabilisés parmi les travailleuses et travailleurs pendulaires, conformément à la méthode de Magali Talandier. On applique à chacun et chacune des salariées et salariés le salaire moyen du secteur d'activité concerné (Insee).

1.3.3.2. Le calcul des autres bases

L'équipe du projet ESTER a rencontré des difficultés dans la collecte de la donnée pour les autres bases. Sur 117 fichiers nécessaires, 78 ont pu être recueillis aisément et 6 fichiers ont permis de constituer des données alternatives, c'est-à-dire

[33] Le choix de cette ressource a été fait dans le cadre du projet ESTER en 2019, avant le début de la thèse. Le site *societe.com* est un portail se donnant pour objectif de donner accès aux informations concernant les entreprises. Aujourd'hui, dans un contexte d'accès à plus général à l'Open Data, le site propose de structurer ces données (agréger et analyser). Bien que la donnée soit publique, l'origine de *societe.com* est privée et financée par Xavier Niel.

reconstituées grâce aux données dont nous disposions, à une autre échelle par exemple (voir exemple des revenus du RSA par la MSA, dans l'encadré ci-après). Des difficultés réelles sont rencontrées pour 13 fichiers.

Pour un certain nombre de revenus, la principale difficulté rencontrée était, comme pour Magali Talandier, le secret statistique auquel étaient soumises certaines communes. Une méthode a donc été mise en place pour contourner le plus finement possible ce secret statistique. Nous connaissions généralement le nombre de bénéficiaires total d'un revenu sur la Communauté de communes de la Dombes et l'on connaît ce montant réel pour un certain nombre de ménages. Ces données sont redistribuées au prorata du pourcentage de bénéficiaires connus ou estimés pour chaque commune.

Encadré n°1 : Le contournement du secret statistique à travers l'exemple des bénéficiaires du RSA

Pour illustrer la méthode adoptée par le projet ESTER, nous réutilisons les calculs réalisés pour obtenir les bénéficiaires de la prime d'activité ou du RSA en 2017 dans les communes de la Communauté de communes de la Dombes.

Connaître le nombre des bénéficiaires est essentiel pour répartir par communes les montants du RSA. Ces montants sont versés par deux organismes : la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) et la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Pour la MSA, à l'échelle communale, vingt communes sont soumises au secret statistique. Nous procédons alors à une estimation du nombre de bénéficiaires pour chacune de ces communes.

Le calcul des données du RSA pour la MSA en 2017 soumises au secret statistiques s'appuie sur les données suivantes :

- Nombre de personnes couvertes par le RSA ou la prime d'activité à la MSA 2017 ;
- Part de la population couverte par le RSA ou la prime d'activité à la MSA 2017 ;
- Nombre de personnes couvertes par toutes les prestations légales de la branche Famille à la MSA 2017 ;
- Patients au régime agricole 2020.

On sait qu'il y a 200 personnes couvertes par le RSA ou la prime d'activité à la MSA (2017) et le total connu par commune sur la Communauté de communes est de 155. 45 personnes sont donc sous secret statistique, à répartir selon les communes. Nous faisons la somme du nombre de bénéficiaires connu de la branche Famille à la MSA en 2017 (609), puis nous calculons cette part dans le total des bénéficiaires de la MSA (2987). Nous savons ainsi que la branche Famille de la MSA représente 31,3% des bénéficiaires du régime agricole. Nous cherchons ensuite à estimer le nombre de personnes bénéficiaires de la branche Famille pour les communes soumises au secret statistique. Le total des patients MSA de chaque commune soumise au secret statistique est multiplié par la part des bénéficiaires de la branche Famille (31,3%), ce qui nous permet d'obtenir le nombre de bénéficiaires de la branche famille sur chaque commune. Ces calculs permettent d'obtenir le nombre total de personnes couvertes par la branche Famille sous secret statistique (326). Nous trouvons ainsi la part des personnes couvertes par le RSA ou la prime d'activité sous secret statistique parmi celles de la branche Famille (13,8%). Il est enfin possible de calculer le nombre de personnes couvertes par le RSA ou la prime d'activité à la MSA en 2017 en rapportant ce pourcentage à chaque commune soumise au secret statistique puisqu'on estime qu'il nous manque 13,8% de la population statistique dans chacune des communes de la Dombes.

En faisant la somme de toutes les communes de la Communauté de communes de la Dombes, on retrouve le total des bénéficiaires connus sur l'ensemble de la communauté de communes (200). On peut donc valider ces résultats qui se rapprochent du total connu mais qui peuvent toujours varier de quelques personnes sur les communes pour lesquelles nous n'avions pas de données.

Bien que la mesure de l'économie résidentielle à une échelle aussi fine que celle des communes donne lieu à des résultats approximatifs, cette méthode permet tout de même d'avoir une idée des montants qui circulent sur les communes et, surtout, de connaître leur nature. Ainsi, nous pouvons ensuite définir des « profils » différenciés de communes rurales en matière d'économie résidentielle.

1.3.4. Qualifier la résidentialité à l'échelle des communes

La qualification des degrés de résidentialité et l'identification de profils de communes selon ces résidentialités repose sur l'analyse multifactorielle de la base résidentielle du territoire. Les quatre variables utilisées sont donc les montants par habitantes et habitants des retraites, des revenus des travailleuses et travailleurs pendulaires, des revenus du tourisme et des revenus des loisirs. Une Analyse en Composantes Principales (ACP) permet d'identifier des relations entre les différents revenus qui composent l'économie résidentielle.

L'ACP nous permet donc dans un premier temps d'identifier des structures dans nos données. Dans un deuxième temps, nous réalisons une classification ascendante hiérarchique (CAH) qui effectue une partition de nos données. La CAH permet la réalisation d'une typologie en regroupant les individus selon leurs ressemblances en un même groupe, puis un deuxième groupe d'individus se ressemblant, jusqu'à l'obtention d'un dernier groupe sans ressemblance particulière. Autrement dit, la CAH permet de créer des classes homogènes en leur sein mais hétérogènes entre elles. Sont ainsi obtenues six types de résidentialité dans lesquelles sont réparties les 36 communes de la Communauté de communes de la Dombes. Au-delà de ces six catégories, nous n'avons pas obtenu de distinctions significatives entre des résidentialités qui se ressemblaient beaucoup. Les catégories obtenues ensuite n'isolaient qu'une commune peu représentative du reste du territoire. Ces résultats sont ensuite cartographiés, nous permettant d'approfondir l'analyse géographique de l'économie résidentielle du territoire.

En analysant ces mêmes résultats avec les informations socio-économiques de la Communauté de Communes dans son ensemble, des bassins ou des communes du territoire, on peut approfondir la différenciation des revenus résidentiels et parvenir à une qualification encore plus précise de la résidentialité des communes et du territoire. Ces analyses sont présentées au quatrième chapitre de la thèse. Ici, les profils de résidentialité obtenus servent essentiellement à identifier les communes enquêtées.

Une approche plus qualitative du terrain va ensuite permettre de compléter l'approche quantitative de la mesure de l'économie résidentielle, notamment en termes de perception de cette économie par les élues et élus du territoire.

2. Comprendre les capacités d'action des élu·e·s sur l'économie résidentielle de leur commune

Connaître l'économie résidentielle à l'échelle communale doit permettre aux élues et élus de mieux comprendre les nouveaux enjeux des territoires ruraux sous influence métropolitaine. Comme expliqué dans le chapitre précédent, cette approche permet de saisir la façon dont se développent ces territoires sous influence métropolitaine et ainsi de comprendre comment les actrices et acteurs du territoire peuvent agir sur celui-ci. Dans cette partie est détaillée la méthode mise en place pour recueillir les représentations qu'ont les élues et élus de leur territoire, le degré de connaissance qu'elles et ils peuvent avoir de l'économie résidentielle (à la fois comme concept et comme réalité concrète), la façon dont elles et ils perçoivent leurs capacités d'action envers cette économie et enfin, le potentiel de résilience des territoire grâce à leur économie résidentielle. Dans ce but, des entretiens semi-directifs ont été réalisés.

Dans un premier temps, il a été nécessaire de créer un cadre d'entretien favorisant la prise de parole des maires, adjoints et adjointes rencontrées. Les discours des élues et élus se trouvent ainsi au cœur de la façon dont s'organise l'entretien. Dans un deuxième temps, c'est donc la mise en place de ces entretiens qui est expliquée. La dernière section est consacrée à l'analyse de ces discours pour répondre aux hypothèses énoncées plus haut.

2.1. Construire un cadre d'entretien favorisant la prise de parole des élu·e·s

Un des enjeux du degré de finesse recherché dans la mesure de l'économie résidentielle est aussi de pouvoir favoriser son utilisation par les élues et élus et

d'autres actrices et acteurs locaux pour les politiques communales et intercommunales. La deuxième étape du projet ESTER consiste donc à interroger les élues et élus du territoire afin de savoir s'ils connaissent le concept d'économie résidentielle ainsi que son poids et sa répartition sur le territoire de l'intercommunalité ou de leur commune. L'hypothèse avancée est que ce concept est méconnu des élues et élus qui, pourtant pourraient s'en saisir comme d'un outil conceptuel et stratégique. Ainsi, pour Laurent Davezies, les territoires qui cherchent à renforcer leur attractivité résidentielle doivent « se soucier autant de capter la richesse que de la créer et de rechercher une consommation locale des revenus » (Davezies, 2008). Nous pensons qu'aujourd'hui, sans connaissance des bases économiques de leurs territoires, les élues et élus peinent à identifier les leviers à activer pour renforcer l'attractivité des revenus résidentiels. Par ailleurs, un entretien exploratoire réalisé par Amélie Tronel en 2020[34] semble confirmer cette méconnaissance du terme sur le territoire :

> « A l'évocation du terme d'économie résidentielle auprès des acteurs interrogés, seule Marie-Jeanne Béguet en connaissait la signification mais a précisé qu'il n'avait jamais été prononcé de la part des élus avec lesquels elle travaille. Si ce terme est encore inconnu, elle précise que ce à quoi il rapporte constitue néanmoins une préoccupation majeure pour les élus locaux, qui déplorent sans cesse une fuite des revenus du territoire. » (Tronel, 2020)

Nous souhaitons, à travers les entretiens, évaluer cette connaissance des élus et élues sur l'économie résidentielle ; les entretiens doivent donc les amener sur ce sujet sans toutefois les interroger directement sur l'économie résidentielle. Le modèle de l'entretien semi-directif est donc privilégié ici. Il permet, à partir d'une première question introductive, de recueillir les discours des élues et élus. Nous posons les questions en rebondissant sur ce que la personne enquêtée a évoqué, puis ce sont ses réponses qui guident le déroulé de l'entretien. Plus spécifiquement, nous avons souhaité que ces entretiens soient conduits selon la méthode de l'entretien compréhensif. La méthode de l'entretien compréhensif cherche à favoriser la prise de parole par les personnes enquêtées et nous a ainsi paru pertinente pour recueillir un

[34] Les résultats complets de ces entretiens sont disponibles dans le mémoire d'Amélie Tronel (2020), Comment évaluer et donner à voir le poids économique d'un territoire sous influence métropolitaine : la Communauté de communes de la Dombes

discours qui ne soit pas guidé par nos seules connaissances sur le sujet. En effet, dans l'entretien compréhensif, les consignes sont les moins directives possibles, la parole est accompagnée par des relances qui peuvent être silencieuses ou non-verbales (Matthey, 2005). L'entretien compréhensif se pense donc dès la construction de la grille d'entretien (annexe 1) afin de permettre cette souplesse dans le déroulé des questions tout en maintenant le cadre souhaité par l'enquêtrice. Nous abordons ici la construction de la grille d'entretien. La passation selon l'entretien compréhensif et le déroulé de celle-ci sont évoqués dans la sous-section suivante.

La grille d'entretien doit introduire la conversation et faciliter la parole de la personne enquêtée, tout en suivant une grille de questions ou thématiques à aborder ou sur lesquelles rebondir en vue d'atteindre l'objectif recherché. Ainsi, comme pour d'autres méthodes d'entretiens semi-directifs, l'introduction se fait à partir d'une question qui permet à l'élue ou l'élu de se sentir à l'aise et de pouvoir dérouler son discours. On commence donc par l'interroger sur son parcours puis sur son territoire :

> « Ma première question est donc de vous présenter en me rappelant depuis quand vous êtes à la tête de la commune et quelle a été votre trajectoire personnelle pour en arriver là. »
>
> « Quels sont selon vous les principaux éléments qui permettent de situer le territoire de votre commune dans son environnement proche ? »

L'entrée par le territoire est choisie pour que les propos recueillis soient spatialisés et témoignent aussi du rapport de l'élu ou de l'élue à son territoire. D'autres questions portent sur le territoire lui-même : il s'agit du groupe de questions T, que nous avons intitulé « Entrée par le territoire. ». On s'appuie sur les premiers éléments de réponse pour dérouler la suite du questionnaire, dans l'ordre induit par le discours énoncé. Les questions ou blocs de sujets que nous souhaitons aborder sont toutefois établis au préalable, pour garantir leur évocation. Ainsi, les deux principales catégories de ces entretiens sont ensuite :

- La catégorie E : « L'économie résidentielle », avec différentes questions concernant le poids du tourisme, des loisirs, des retraites et des revenus des navetteurs ;

- La catégorie R : « La résilience du territoire », avec des questions portant sur la capacité de la commune à s'adapter à des changements ou à des crises. Une question porte d'ailleurs sur le sens que les élues et élus donne aux termes de « crise » et de « changement ».

La grille d'entretien ainsi élaborée doit nous permettre de recueillir les impressions générales des élues et élus sur le territoire de leur commune et d'évaluer leur connaissance de l'économie résidentielle ainsi que son potentiel d'adaptation aux changements que connaissent les communes rurales et périurbaines sous influence métropolitaine.

2.2. La parole de l'élu·e au centre de la passation

2.2.1. Les élu·e·s rencontré·e·s

La construction de la grille d'entretien s'accompagne de la sélection du panel d'individus enquêtés. Au moment de cette sélection, nous prévoyions de rencontrer six maires de six communes, qui correspondent chacune à un type de résidentialité identifié grâce aux calculs des revenus basiques. Nous avions sélectionné :

- **Saint-André-de-Corcy** pour la résidentialité de logements ;
- **Sandrans** pour la résidentialité d'accueil ;
- **Monthieux** pour la résidentialité de loisirs ;
- **Saint-Georges-sur-Renon** pour la résidentialité soutenue par les retraites ;
- **Mionnay** pour la résidentialité soutenue par les navetteurs ;
- **Villars-les-Dombes** pour la résidentialité multiple.

Finalement, il nous a paru plus intéressant d'interroger des élues et élus de l'ensemble du territoire afin de saisir la diversité des contextes communaux de la Dombes. Lors des premiers entretiens, il est en effet paru évident que la diversité des communes et des discours des élues et élus allait au-delà des six résidentialités ressorties de notre analyse. En élargissant le panel d'élues et élus interrogés, les discours peuvent être analysés au prisme du nombre d'habitantes et d'habitants, des

profils socio-économiques des communes, des politiques communales, des moyens à disposition ainsi que des différents profils d'élues et élus. Ces analyses peuvent être ensuite confrontées à notre typologie. La grille d'enquête est maintenue à l'identique pour l'ensemble des élues et élus enquêtés et nous avons choisi d'élargir le panel des enquêtes aux adjointes et adjoints des maires des communes, certains maires ne répondant pas favorablement à nos demandes d'entretiens. Ceci nous a permis d'avoir une interlocutrice ou un interlocuteur pour 34 des communes de la Communauté de communes de la Dombes. Les deux communes où nous n'avons pu rencontrer ni maire, ni adjointe ou adjoint sont Baneins et Villette-sur-Ain. Le renoncement à l'enquête du maire de Baneins est dû à sa démission sur la période d'enquête, impliquant l'organisation de nouvelles élections et une impossibilité de rencontrer une personne élue sur cette période d'élections et de passation entre les deux conseils municipaux. Le contexte de Villette-sur-Ain est différent puisqu'il s'agit d'un refus de réaliser l'entretien. Ainsi, 34 élus, plus spécifiquement 32 maires et 2 adjointes et adjoints ont été rencontrés.

La prise de contact avec les élues et élus s'est faite par mail grâce aux sites Internet des communes, quand ceux-ci étaient disponibles puisque 12 communes ne disposent pas de site Internet. Pour les autres communes, les contacts téléphoniques étaient facilement retrouvables. Les déplacements en mairie, les contacts via d'autres maires ou via la Communauté de communes de la Dombes ont aussi pu favoriser la prise de contact.

La difficulté à prendre contact avec certaines élues ou certains élus représentait une contrainte réelle pour les entretiens. En effet, l'objectif était de les interroger sur leurs connaissances de l'économie résidentielle, et pour cela de dévoiler le moins d'éléments possibles concernant la recherche menée. Il est tout de même possible que certaines nécessités, comme donner un motif pour l'entretien, et certaines pratiques, comme le bouche à oreilles entre les élues et élus, aient biaisé cette intention initiale ; l'importance de ce biais est toutefois difficilement mesurable. Les enquêtes se sont ainsi déroulées du 03 décembre 2021 au 22 avril 2022.

2.2.2. Faire passer les entretiens selon la méthode de l'entretien compréhensif

La méthode de l'entretien compréhensif implique également des règles de passation qui permettent de garantir la prise de parole de l'enquêté. Au moment de la passation, cela engage donc le chercheur dans sa posture vis-à-vis de des personnes interrogées.

Le premier élément de vigilance était la posture morale vis-à-vis des élues et élues. L'enquêteur doit être neutre, il doit « parvenir à s'introduire ainsi dans l'intimité affective et conceptuelle de son interlocuteur, l'enquêteur doit totalement oublier ses propres opinions et catégories de pensée » (Kaufmann, 2016). Afin de respecter la méthode de l'entretien compréhensif, j'ai donc choisi de ne pas me renseigner au préalable sur les appartenances politiques des individus rencontrés, afin de conserver une posture la plus neutre possible. Si les appartenances politiques pouvaient s'imposer à nous pendant l'entretien, nous avons cherché à conserver une approche sans préjugé préalable. Les seules recherches menées avant l'entretien concernaient les caractéristiques de la commune : dans un carnet de recherche, nous notions la veille des entretiens des informations sur le nombre d'habitantes et habitants, les activités économiques présentes et des particularités de la commune. L'objectif de ces recherches succinctes étaient de fluidifier l'entretien et de pouvoir parvenir à un mode d'entretien se rapprochant de la conversation, du discours de la personne quand elle n'est pas observée. Le moment des questionnaires implique donc une vigilance quant à la posture adoptée. Notre posture, comme l'intonation des questions posées, doivent permettre aux personnes enquêtées de faire abstraction du cadre d'entretien dans lequel ils se trouvent. Il est donc important de ne pas avoir trop de directivité dans les questions posées (Matthey, 2005) :

> « Le but de l'entretien compréhensif est de briser cette hiérarchie, le ton à trouver est beaucoup plus proche de celui de la conversation entre deux individus égaux que du questionnement administré de haut. » (Kaufmann, 2016)

Cette conversation entre deux individus égaux n'a pas toujours été simple à obtenir. La première contrainte rencontrée était due à notre statut de doctorante. Certaines personnes élues rencontrées affichaient parfois une posture intimidée face à nos questions, cherchaient la bonne réponse à apporter tandis que nous cherchions

seulement à recueillir une parole spontanée. Par exemple, une élue s'est trouvée déstabilisée dès la première question portant sur son parcours, ne comprenant pas l'intérêt de cette question :

> Marine : « Ma première question est donc de vous présenter en me rappelant depuis quand vous êtes à la tête de la commune et votre trajectoire personnelle pour en arriver là. »
>
> Elue : « Oui ben oui, je suis maire depuis 2014, c'est mon deuxième mandat, oui. Mais bon, je pense pas que ça va... Que ce soit important pour qui que ce soit. »

Pour certaines questions, ce n'est pas notre posture de doctorante ou chercheuse qui ont perturbé l'entretien, mais notre lien avec la Communauté de Communes. En effet, en amont nous présentions le contexte du projet ESTER, notamment le lien avec la Communauté de communes. Nous pensions que ce lien serait un atout pour créer une proximité avec les élues et élus. Pourtant, du fait d'un contexte politique local parfois tendu[35], certains maires ont pu refuser de nous rencontrer ou bien introduire un filtre dans leur réponse. Enfin, nous avons pu constater que la formulation des questions n'était pas toujours comprise. Par exemple, la question E7 de la grille (« Finalement, quelle est l'importance de tous ces revenus par rapport aux autres activités de production ») a souvent dû être reformulée. Par ailleurs, la prise de notes et l'enregistrement effectués lors des entretiens ont également pu introduire un biais sur le propos recueilli.

Ces difficultés n'étaient pas présentes sur tous les entretiens menés. Ainsi, certains entretiens furent brefs alors que d'autres ont permis de recueillir de véritables discours des personnes rencontrées. L'entretien le plus court a duré 15'53'' et l'entretien le plus long 1h16'21'' pour une moyenne de 41'52''.

Quand l'entretien se déroulait dans le cadre prévu, il n'était pas rare que les élues et élus proposent une visite de la commune ou présentent des documents à leur disposition. Ces échanges en-dehors du cadre de l'entretien ont pu apporter des

[35] La Communauté de Communes de la Dombes rassemble trois anciennes communautés de communes : Chalaronne Centre, Centre Dombes et Canton de Chalamont. Cette fusion a créé des tensions entre certains élus dombistes, notamment vis-à-vis du nouvel EPCI.

enrichissements à notre enquête que nous notions dans le carnet de recherche. Quand le planning établi le permettait, nous terminions systématiquement les entretiens par une visite, même seule, de la commune, pour observer les éléments énoncés dans l'entretien.

2.3. Le traitement des enquêtes

2.3.1. La retranscription

Nous avons fait le choix d'utiliser le logiciel de retranscription *Amberscript* pour ces entretiens. Nous avons ainsi pu économiser du temps pour ne pas prendre de retard avec les enquêtes à réaliser auprès des ménages (section 3). Le logiciel effectuait la retranscription après que nous ayons renseigné le nombre de personnes intervenant dans l'enregistrement. Il fournissait ensuite une retranscription complète distinguant les différents locuteurs, que l'on pouvait compléter ou modifier grâce à une interface permettant le suivi simultané de la transcription et du contenu audio. Ceci nous a été très utile car tous les entretiens ne bénéficiaient pas d'une qualité audio optimale du fait de la pièce ou en encore de l'éloignement de la personne interrogée induit par les consignes de distanciation imposées alors (contexte de pandémie de Covid-19). Pouvoir reprendre les entretiens était aussi utile pour les noms propres, notamment les villages et lieux-dits de notre espace rural, que le logiciel ne reconnaissait pas. L'aide à la retranscription a ainsi permis un gain de temps non-négligeable sans toutefois nous dispenser de relectures et ré-écoutes nécessaires pour connaître et s'approprier le corpus d'entretiens.

2.3.2. L'analyse des entretiens

L'analyse des entretiens réalisés auprès des maires, adjointes et adjoints s'est faite de deux manières : une approche purement qualitative réalisée à partir de lectures attentives de nos enquêtes et une approche plus quantitative et automatisée à l'aide du logiciel de textométrie Iramuteq. La première approche a permis d'identifier des variables d'analyse mais aussi les représentations des élus qui peuvent ressortir de manière non explicite, donc identifiables par l'approche qualitative seule.

Les variables d'analyse retenues sont de deux ordres : des variables associées aux caractéristiques des élus et élues rencontrés et les variables d'analyse associées aux caractéristiques géographiques de la commune.

Les variables associées aux élus et élues concernent leurs caractéristiques socio-économique et leur parcours en tant qu'élue ou élu. Elles ont été choisies car nous pensons qu'elles ont une influence sur la représentation qu'a l'élue ou l'élu de son territoire, éventuellement sa connaissance de l'économie résidentielle mais surtout comment il ou elle envisage ses possibilités d'action. Les variables liées aux caractéristiques socio-économiques et du parcours politique des personnes enquêtées sont donc :

- La profession
- L'origine géographique de la personne (Est-elle originaire de la Communauté de communes de la Dombes ? D'un territoire proche ? D'un territoire rural ou bien urbain ?)
- L'expérience associative
- Le nombre de mandats communaux effectués
- La Catégorie Socio-Professionnelle (CSP)

Les variables qui dépendent du territoire ou des caractéristiques géographiques, politiques ou socio-économiques des communes ont été sélectionnées après lectures des entretiens ou bien en fonction de nos hypothèses de départ. Elles sont donc :

- La résidentialité connue grâce à notre typologie ;
- Le type de ruralité de la commune ;
- L'ancienne communauté de communes d'appartenance ;
- Le paysage (Dombes des étangs, Dombes forestière, sud de la Dombes) ;
- Les établissements scolaires : absence d'école, présence d'une école, présence d'une école mais dans le cadre d'un RPI (Regroupements Pédagogiques Intercommunaux) ;

- La taille de la commune selon son nombre d'habitants.

Ces entretiens nous ont permis de mieux connaître le territoire de la Dombes. Nous disposons également de la perception des élues et élus de l'économie résidentielle du territoire et comment ils perçoivent leur action en ce sens. Ces perceptions sont confrontées aux données obtenues grâce aux calculs précédents mais aussi à celles obtenues dans le cadre de l'enquête réalisée auprès des ménages de la Communauté de communes de la Dombes.

3. Connaître la réinsertion locale des revenus basiques : une enquête auprès des ménages de la Dombes

Finalement, la connaissance de l'économie résidentielle d'un territoire reste incomplète si l'on ignore la manière dont les revenus basiques sont redistribués sur le territoire. À ce stade, il n'est pas impossible que les revenus mesurés soient finalement dépensés dans des territoires voisins de la Communauté de communes de la Dombes. Cette troisième et dernière partie expose donc la méthode mise en place pour estimer la façon dont sont consommés les revenus circulant au sein de la Communauté de communes de la Dombes. Des questionnaires sont réalisés auprès des ménages dans cet objectif. Il s'agit d'estimer les montants et la manière dont les revenus sont redistribués. Cela implique de connaître, entre autres, les motivations, représentations et pratiques du territoire par les Dombistes.

Dans une première section, le questionnaire réalisé auprès des ménages est présenté. Il est notamment expliqué comment ce questionnaire tente de concilier une collecte de données quantitatives (les revenus dépensés) et une collecte qualitative (les pratiques et perceptions des ménages). Sont donc détaillées ici la construction du questionnaire mais aussi celle de l'échantillonnage qui se veut le plus précis et représentatif possible. La passation des enquêtes est présentée dans une deuxième section. Enfin, la troisième section expose la méthode d'analyse de ces enquêtes.

3.1. Construire un questionnaire à double objectif (qualitatif et quantitatif)

Connaître les revenus basiques ne suffit pas pour saisir l'économie résidentielle d'un territoire. Grâce à la méthodologie exposée plus tôt, nous connaissons les revenus importés sur le territoire de la Communauté de communes de la Dombes. Toutefois, les différents travaux sur l'économie résidentielle soulignent l'inégalité de l'attractivité résidentielle des territoires (Doré, 2017; Pecqueur & Talandier, 2011; Talandier, 2007) qui dépend des représentations associées aux territoires, de leurs aménités culturelles, environnementales, paysagères ou encore patrimoniales (Doré, *ibid*). De plus, l'attrait de revenus permet un développement économique à condition que ces mêmes revenus soient dépensés localement. Cette captation des revenus est elle-même variable selon la capacité des territoires à retenir les revenus mais aussi selon les temporalités du territoire : saisonnalité du tourisme ou bien âges et modes de vie qui induisent des mobilités et des modes de déplacements différents (Pecqueur & Talandier, 2011). Par conséquent, nous souhaitions réaliser une enquête auprès des habitantes et des habitants de la Dombes afin d'expliquer les différences de résidentialité et d'estimer la réinjection réelle des revenus de l'économie résidentielle sur le territoire. Notre questionnaire répond ainsi à un double objectif :

- Connaître les représentations des habitantes et habitants sur leurs territoires et les choix et/ou contraintes qui les ont amenés à vivre en Dombes ;
- Connaître les dépenses des ménages, à la fois leurs budgets mais également là où ces dépenses sont effectuées.

Le terrain sur lequel les enquêtes sont effectuées s'est déroulé d'avril à octobre 2022 pour respecter les contraintes du calendrier doctoral tout en maintenant un temps long qui peut permettre de saisir d'éventuelles différences de saisonnalité. Les enquêtes ont aussi été faites selon un échantillonnage représentatif de la population majeure locale afin d'identifier des différences de comportements ou de représentations selon les profils socio-économiques.

3.2. La conception du questionnaire

L'objectif hybride de recueillir à la fois des montants et des lieux de dépenses, et à la fois des discours associés aux représentations et motivations quant aux dépenses et pratiques des Dombistes impliquait un questionnaire hybride, combinant quantitatif et qualitatif. Nous détaillons ici comment il a été conçu pour répondre à ces objectifs. Le questionnaire est disponible en annexe 2.

Le questionnaire débute avec une première partie consacrée aux caractéristiques du ménage interrogé. On retrouve des questions sur le lieu d'habitat des personnes interrogées, leur profession ou ancienne profession, leur lieu de travail, leur âge, la composition du foyer, l'ancienneté d'habitat dans leur logement actuel, le type de logement qu'ils habitent (maison individuelle ou habitat collectif), la date de construction du logement et si le logement dispose d'un espace extérieur. Certaines questions permettent de respecter l'échantillonnage établi (construction présentée ci-après) tandis que d'autres nous serviront de variables d'analyse. Par exemple, l'ancienneté du logement et l'existence d'un jardin peuvent influencer des catégories de dépenses telles que l'énergie les travaux d'entretien ou le jardinage. De la même manière, la composition du foyer (nombre et âge des membres) peut avoir diverses influences sur les postes de dépenses. Certaines réponses vont aussi définir les questions posées par la suite. On ne demandera pas, par exemple, à une personne retraitée si elle effectue des dépenses lors de ses trajets domicile-travail, on ne le demandera pas non plus à une personne travaillant sur la même commune que son lieu de résidence. Il est donc essentiel d'obtenir ces informations dès le départ.

Les questions relatives au logement permettent de faire ensuite la transition vers la partie consacrée au parcours résidentiel de l'entretien ainsi qu'aux aménités du territoire. On demande donc, sous la forme de questions ouvertes, si les habitantes ou habitants sont originaires de la commune, ainsi que leur motivation à être rester vivre ici ou, au contraire, à avoir emménagé ici. Enfin, on questionne l'habitante ou l'habitant sur les aménités de la commune en particulier puis de la Dombes en général. Ces questions étant ouvertes, il est possible que la personne interrogée anticipe sans le savoir une question à venir. Dans ce cas, la question n'est pas reposée par la suite ou,

alors, nous saisissons l'opportunité de l'approfondir à cet instant. On se rapproche ainsi de l'entretien semi-directif.

La deuxième partie du questionnaire est la plus conséquente de l'entretien : les budgets de consommation des ménages. Pour établir ces questions, je suis partie des enquêtes budget-famille de l'Insee qui ont pour objectif de reconstituer les dépenses et ressources des ménages français. Ces dépenses sont réparties en treize grandes catégories que nous reprenons pour construire notre questionnaire : les produits alimentaires et boissons non-alcoolisées ; les boissons alcoolisées et le tabac ; les articles d'habillement et chaussures ; le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et autres combustibles ; les meubles, les articles de ménage et d'entretien courant de la maison ; la santé ; les transports ; les communications ; les loisirs et la culture ; l'enseignement ; la restauration et les hôtels ; les biens et services divers ; ainsi que les dépenses hors champs de la consommation (impôts et taxes, gros travaux, remboursement de prêt, cadeaux). Ces catégories sont également celles choisies par Eurostat pour son enquête sur le budget des ménages. Nous reprenons donc ces catégories de dépenses pour construire notre questionnaire, en simplifiant toutefois certains postes. En effet, les enquêtes étaient réalisées directement auprès des ménages afin de pouvoir recueillir certaines de leurs représentations et motivations et la durée des questionnaires était au minimum d'une vingtaine de minutes. Le risque de refus ou de ne pas aller au bout de l'entretien était donc élevé, d'autant plus que les questions d'argent peuvent être un sujet sensible et susciter des méfiances. La simplification de certaines catégories avait donc pour objectif de rendre plus digeste le questionnaire et donc d'obtenir des données complètes et fiables. Ainsi, nos questions relatives aux montants des dépenses des ménages sont simplifiées pour les catégories suivantes :

- Le logement (question 15) : la question regroupe les prêts immobiliers, les loyers, la taxe foncière, les énergies et communications ;
- Le transport (question 16) qui regroupe le carburant, l'entretien du véhicule, les assurances, les abonnements de transport en commun… Nous demandons ensuite aux personnes interrogées quel moyen de transport elles utilisent,

notamment pour se rendre au travail. Nous connaissons leur lieu de travail et leur lieu d'habitat grâce aux questions précédentes ;

- Les achats alimentaires sont regroupés en une seule question (question 17). Le détail donné par les enquêtes Insee et Eurostat ne nous intéresse pas ici. Les précisions recherchées sur l'alimentation concernent davantage les lieux de dépenses (commune et type de structure d'achat), la motivation ou raison d'achat, ainsi que la part de produits locaux dans la consommation ;
- Les dépenses en santé (question 19) ne cherchent également pas la précision, notamment dans le respect du secret du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ;
- Concernant les travaux (question 20), nous ne demandons pas le montant des travaux car ceux-ci ne sont généralement pas mensuels. Rapporter ces dépenses, parfois rares, à des dépenses mensuelles risquait de devenir trop complexe et donc induire une incertitude sur la réponse obtenue. Nous demandons donc la fréquence de la réalisation de travaux et si ce sont des artisans locaux auxquels les ménages font appel ;
- La dernière partie du questionnaire relative aux dépenses concerne les dépenses non essentielles, et qui peuvent donc devenir optionnelles selon les budgets des ménages. Les dépenses en coiffure, esthétique, onglerie, habillement, chaussure, librairie, papèterie, frais d'animaux domestiques, loisirs, chasse, pêche et restaurants sont des questions moins ouvertes. Nous avons découpé ces dépenses en tranches de 25€ (annexe 2) pour alléger le questionnaire sur cette partie et passer plus rapidement si on ressent une lassitude ou une gêne sur l'expression des dépenses dans ces catégories.

L'ensemble de ces questions est complété par d'autres questions relatives aux lieux de dépenses et aux motivations des ménages. La plupart sont des questions ouvertes, qui laissent place à la parole de l'habitante ou de l'habitant. Il nous paraissait important de ne pas avoir uniquement un questionnaire fermé, même pour les montants de dépenses, et ceci pour deux raisons. Premièrement, nous souhaitions

recueillir les représentations des ménages sur leurs territoires, leurs motivations d'installations ou de maintien sur le territoire, et enfin leurs motivations d'achats. Deuxièmement, nous souhaitions aussi connaître ce qui peut être de l'ordre de la contrainte dans les achats puisque la dimension du choix dans les comportements d'achat est inégale et peut relever davantage de la contrainte ou de la nécessité (Ducourant & Perrin-Heredia, 2019; Regnier *et al.*, 2009).

Les dépenses associées à l'alimentation sont celles où nous avons recherché le plus de précisions. Au-delà de la dépense, de la structure et du lieu des dépenses, nous recherchons aussi, à travers ce questionnaire, à savoir s'il existe sur le territoire un potentiel panier de biens territorial (Mollard, 2001). Pour l'identifier, nous avons besoin de constater des aménités associées à la Dombes ou à une de ses communes : « l'appréciation positive des aménités est source de fidélité de fréquentation de ces territoires » (Hirczak *et al.*, 2008). Il faut ensuite pouvoir associer des produits ou services consommables et associés à cette image de qualité (Mollard *et al.*, 2014), et qui vont induire une dépense directe vers le territoire. Une partie de nos questions (questions 18, 18b, 18c, 18d, 18d2, 18d3) concernent ainsi la consommation de produits locaux ou la fréquentation de restaurants utilisant des produits locaux. On demande donc d'abord quels produits les personnes interrogées considèrent comme locaux, et lesquels sont consommés au quotidien. Là aussi ces questions sont associées aux lieux de consommation et leurs motivations d'achats.

La dernière partie du questionnaire doit permettre d'identifier la résilience de l'économie résidentielle sur le territoire. Les questions posées concernent donc l'impact de la pandémie dans le quotidien des ménages et si cette pandémie a changé leur pratique à court et moyen termes. Pour cette partie, on reprend l'idée d'un entretien semi-directif. La première question est la plus générale, pour laisser la parole au ménage interrogé :

> 25. « Spontanément, quand on vous parle de la pandémie, quel est le premier changement qui vous vient à l'esprit ? »
>
> 25b. « Est-ce que vous voyez d'autres changements ? »

Selon la réponse donnée, on approfondit pour connaître les changements liés aux consommations alimentaires, aux habitudes de travail, et leurs pratiques de loisirs. Pour chacune des thématiques, on demande si leurs habitudes ont été impactées par la pandémie, si oui, de quelle manière et si ces changements sont toujours d'actualité.

Avant d'arriver à cette version finale, le questionnaire a été travaillé avec Alice Helfer, en stage pour le projet ESTER au sein de la Communauté de communes de la Dombes. Le questionnaire a ainsi pu être discuté et validé par plusieurs agents (la responsable du pôle Aménagement du Territoire, le chargé de projet SCoT et la chargée de Mission Développement Économique). Le questionnaire a ensuite été présenté aux élues et élus du territoire qui l'ont également validé.

Avant sa dernière validation, le questionnaire a été testé à Belley (Ain) par Alice Helfer. Cette commune a été choisie pour ses similitudes avec la Communauté de communes de la Dombes. En effet, Belley fait aussi partie du département de l'Ain et est une petite ville rurale (Grille communale de densité en 7 niveaux, Observatoire du Territoire) de 9000 habitantes et habitants. Belley est également sous l'influence d'une aire urbaine, celle de Chambéry. Nous avons cependant veillé à ce que la commune ne soit pas à proximité immédiate de la communauté de communes, afin d'éviter d'interroger des ménages dombistes. Il a été expliqué aux personnes interrogées que l'entretien servirait à améliorer le questionnaire. Les différents constats et retours ont notamment permis de rendre le questionnaire plus abordable pour le grand public et donc plus facile à mettre en œuvre. Certaines questions ont également été élargies pour mieux apprécier l'ensemble de l'offre commerciale et l'offre de services proposées sur le territoire de la Communauté de communes de la Dombes.

3.2.1. L'échantillonnage

Parallèlement à la construction du questionnaire, un échantillonnage a été réalisé afin d'obtenir des résultats représentatifs du territoire enquêté. L'enquête a ainsi été faite auprès d'un échantillon 6% de la population majeure des communes enquêtées. Nous avons choisi de ne conserver que des individus majeurs pour simplifier la collecte en éliminant la contrainte de demande d'une autorisation

parentale. Deux étapes constituent la construction de l'échantillonnage : le choix des communes représentatives du territoire et la sélection des critères d'échantillonnage des personnes enquêtées.

3.2.1.1. Le choix des communes

L'objectif de l'enquête est aussi d'observer d'éventuelles différences de consommation selon les résidentialités des communes. Six communes sont donc enquêtées et doivent chacune représenter une des résidentialités identifiée en section 1. Si pour la résidentialité de loisirs, la commune de Monthieux s'est imposée en étant la seule de cette catégorie, pour les autres communes, d'autres données socio-économiques des communes ont été utilisées pour sélectionner les communes à enquêter. Les critères retenus par l'équipe du projet ESTER sont :

- L'accessibilité potentielle localisée aux médecins généralistes de moins de 65 ans en 2018 (Insee) ;
- Le taux d'évolution annuel de la population entre 2013 et 2018 (Insee, Observatoire du Territoire)
- Le taux d'évolution annuel de la population dû au solde naturel entre 2013 et 2018 (Insee) ;
- Le taux d'évolution annuel de la population dû au solde migratoire apparent entre 2013 et 2018 (Insee) ;
- La part des 65 ans et plus rapportée à la population totale du territoire (Insee)
- La part des emplois dans l'agriculture en 2018 (Insee).
- La part des emplois dans la construction (Insee) ;
- La part des emplois dans l'industrie en 2018 (Insee) ;
- La part des emplois dans le tertiaire en 2018 (Insee) ;
- La part des « cadres et professions intellectuelles supérieures » dans la population en 2018 (Insee) ;
- Le taux de chômage des 15 ans et plus en 2018 (Insee) ;

- L'indicateur de dépendance économique en 2018 (Insee)
- La part des actifs occupés de 15 ans et plus travaillant dans une autre commune que leur commune de résidence en 2018.

Ces treize variables sont d'abord utilisées au sein d'une Analyse en Composantes Principales (ACP). Étant constituées d'unités différentes, l'ACP va dans un premier temps normaliser ces variables et effectuer une réduction pour pouvoir leur donner la même importance. Cette opération de centrage-réduction est indispensable face à l'hétérogénéité des valeurs utilisées (Sanders, 1990). À partir de ces variables, l'ACP va permettre la mise en évidence d'interrelations entre variables en classant les données selon les composantes, et non selon les variables. En observant l'histogramme des valeurs de la matrice obtenu, on constate qu'il n'y a pas d'axe d'allongement véritablement marqué. Nous avons donc ici des interrelations faibles entre les variables, ce qui peut se traduire par l'absence de combinaison géographique simple. La première composante obtenue explique donc 24,99% de la variance des données, la deuxième composante et la troisième composante expliquent respectivement 17,17% et 14,95% de la variance. Ainsi, nous devons prendre cinq composantes pour parvenir à expliquer 77,37% de la variance.

Nous nous intéressons ensuite à la corrélation entre les variables et les composantes principales. Nous constatons ainsi que la première composante s'explique surtout par les variables concernant les pendulaires et les jeunes actifs. La composante 2 s'explique par les activités tertiaires et le dynamisme démographique (taux d'évolution de la population ainsi que, en toute logique, l'évolution de la population due au solde naturel et l'évolution de la population due au solde migratoire). Les composantes 3 et 4 sont moins significativement expliquées par les variables. Nous pouvons toutefois déduire une composante associée à l'économie des services présents sur le territoire avec une explication de la composante par l'accessibilité aux médecins généralistes et l'emploi tertiaire. La dernière composante pourrait enfin être expliquée par le taux de chômage et la part des emplois dans l'industrie, qui sont d'ailleurs corrélés au regard de la matrice de corrélation obtenue.

Une classification ascendante hiérarchique (CAH) est ensuite effectuée pour préciser le choix de nos communes enquêtées, à partir de l'ACP présenté juste avant. Comme précisé en début de chapitre, la CAH nous permet de réaliser une typologie qui regroupe les individus selon leur ressemblance au sein d'un même groupe, puis d'un deuxième groupe, jusqu'à l'obtention d'un groupe sans ressemblance particulière. Les classes de la typologie effectuée ici sont réalisées en fonction des composante obtenues, et non selon les variables.

Les résultats obtenus nous ont permis de sélectionner nos communes parmi la typologie des résidentialités déjà réalisées. Au moment du choix des communes, nous veillons également à la répartition spatiale de nos communes sélectionnées avec : au moins une commune sous l'aire d'influence de Lyon (Mionnay, Monthieux), une commune sous l'aire d'influence de Bourg-en-Bresse (Condeissiat), un pôle rural (Châtillon-sur-Chalaronne) et une commune sous son aire d'influence (Relevant), une commune hors influence des villes (Châtenay). Après le croisement de tous ces critères et analyses, nous obtenons les communes suivantes :

Résidentialité de logement : Condeissiat ;

Résidentialité d'accueil : Relevant ;

Résidentialité de loisirs : Monthieux ;

Résidentialité soutenue par les retraités : Châtenay ;

Résidentialité soutenue par les navetteurs : Mionnay ;

Résidentialité multiple : Châtillon-sur-Chalaronne.

Ces profils sont décrits plus précisément dans le chapitre suivant. Il reste maintenant à définir l'échantillon statistique à obtenir pour connaitre les individus à enquêter pour chacune des communes citées précédemment.

3.2.1.2. Les critères d'échantillonnage des individus enquêtés

Les critères d'échantillonnage ont été sélectionnés afin d'avoir une enquête représentative de la population du territoire mais aussi selon des critères qui nous

paraissaient pertinents dans le cadre d'une enquête au sujet de l'économie résidentielle du territoire. Les variables sélectionnées sont donc :

- L'ancienneté sur la commune ;
- La répartition selon l'activité ;
- Le nombre de navetteurs ;
- L'âge ;
- Le type de logements.

Les données concernant l'ancienneté de résidence sur la commune proviennent du fichier des données infra-communales sur le logement, elles-mêmes issues du recensement de la population de 2020 (Insee). Les catégories choisies pour l'échantillonnage sont similaires à celles de l'institut : les ménages ayant emménagé depuis moins de deux ans, entre deux et quatre ans, entre cinq et neuf ans et depuis dix ans ou plus. Ce même fichier a été utilisé pour échantillonner la population selon le logement habité. Nous avons ainsi conservé la part de la population vivant dans un logement ancien (construit avant 1945) et récent (construit après 1945). Nous avons également retenu la part des habitantes et habitants vivant dans un habitat collectif.

Les caractéristiques de l'échantillon qui concernent la population active, l'emploi et le chômage, ainsi que celles concernant l'âge sont aussi issues du recensement de la population de 2020, récupérées directement dans les dossiers complets des communes choisies. Concernant l'âge, trois catégories ont été retenues : les 15-29 ans, pouvant correspondre à la catégorie de jeunes actifs et étudiants, les 30-59 ans, et enfin, les 60 ans et plus, correspondant davantage aux retraités ou aux actifs en fin de carrière. Nos catégories sont moins fines que celles de l'Insee car ces dernières auraient été difficiles à atteindre sur certaines communes de quelques centaines d'habitants.

Pour connaître la part de navettrices et navetteurs dans chacune des communes, nous utilisons la base flux-mobilité-travail de l'Insee. Les données ont été recueillies en 2018.

Nous obtenons ainsi le tableau récapitulatif suivant :

Elément		*Châtenay*	*Châtillon*	*Condeissiat*	*Mionnay*	*Monthieux*	*Relevant*	TOTAL
Ancienneté à la commune	Depuis moins de 2ans	1,13	27,09	2,92	9,1	1,74	1,56	**43,54**
	Entre 2 et 4ans	1,98	44,93	6,85	14,01	3,8	3,43	**75**
	Entre 5 et 9ans	2,06	31,59	6,05	15,63	5,44	2,8	**63,57**
	Depuis plus de 10ans	9,13	93,57	18,88	50,13	16,02	11,66	**199**
	TOTAL	**14,3**	**197,18**	**34,7**	**88,87**	**27**	**19,45**	**381**
Actif/Inactif	Actif	7,7	106,4	21,5	58,85	17,1	11,6	**227**
	Chômage	1	11	2	4	1	1	**19**
	Retraité	1	71	2	18	2	1	**97**
	Inactifs	1	21,2135	0,663	3	2,29	1,75	**38**
	TOTAL	**10,7**	**209,6135**	**26,163**	**83,85**	**22,39**	**15,35**	**381**
Navetteurs	Navetteurs	5	60	16	48	13	10	**152**
Age	15-29ans	2,25	38,9	5,9	17,35	4,7	2,25	**72**
	30-59ans	6,25	84,95	17,05	47,75	13,9	9,8	**179**
	60ans et +	5,15	80,8	9,2	22,35	7,15	5,55	**130**
	TOTAL	**13,65**	**204,65**	**32,15**	**87,45**	**25,75**	**17,6**	**381**
Logement	Centre-ancien	7	54	16	7	7	8	**99**
	Maison/lotisssement	17,44	139,33	37,09	82,46	33,15	25,4	**334,87**
	Habitat collectif	1,42	126,86	9,48	30,03	3,77	0,63	**172,19**
	TOTAL	**19**	**266**	**47**	**112**	**37**	**26**	**507**

PREAULT Marine, 2023

Figure 23 Résumé des échantillons

Le détail des effectifs attendus et obtenus pour chacune des caractéristiques est disponible en annexe 5.

3.2.2. Passation des questionnaires

Les enquêtes ont été recueillies de mai à octobre 2022, avec une césure sur le mois d'août 2022. De mai à août 2022, nous étions deux sur le terrain puisqu'Alice Helfer, en stage pour le projet à la Communauté de Communes de la Dombes, a participé à la collecte des données qui constituait la mission principale de son stage. La collecte des données d'enquêtes s'est faite dans la rue ou bien en porte à porte quand peu de personnes étaient rencontrées. Afin de favoriser la collecte, nous avions identifié les horaires des marchés des différentes communes, ainsi que certains évènements culturels et associatifs



Figure 24 Fête des voisins à Relevant, PREAULT Marine (2022)

Lors d'une première journée de terrain à Relevant (23 mai 2022), nous avons croisé trois habitantes de la commune qui nous ont conviées à la fête des voisins de la commune, le 17 juin 2022. La fête débute à 19h, mais nous nous rendons sur la commune un peu plus tôt, pour profiter notamment de la sortie de l'école et commencer à interroger quelques ménages. Le temps disponible nous a aussi permis de faire du porte-à-porte auprès des ménages qui ne se sont pas rendu aux festivités. Nous nous sommes ensuite rendus à la salle des fêtes de la commune. Les salles des fêtes sont souvent citées dans les entretiens avec les élus des plus petites communes comme des lieux importants pour la vie du village puisque c'est ici que peuvent prendre place les différentes activités des associations ou fêtes de village. La fête des voisins de Relevant n'échappe à cette description puisqu'elle se déroule cette salle des fêtes et est organisée par les pompiers de la commune. La participation à cette fête nous a permis de récolter rapidement des enquêtes à Relevant mais aussi de bénéficier d'un contexte plus détendu et propice à l'échange et donc des réponses plus approfondies de la part des ménages. Ces enquêtes ont néanmoins été complétées par d'autres journées de terrain, afin de ne pas biaiser l'échantillon avec une surreprésentation de ménages investis dans la vie de la commune et son secteur associatif.

Par exemple, nous avons été conviées à la fête des voisins de Relevant, nous permettant de clôturer en une soirée l'enquête sur cette commune. Une habitante nous a également aidé en publiant un post informant les ménages de notre démarche sur un groupe Facebook des habitantes et habitants de Châtillon-sur-Chalaronne (figure 25). La première approche avec les ménages ayant eu cette information était ainsi facilitée.

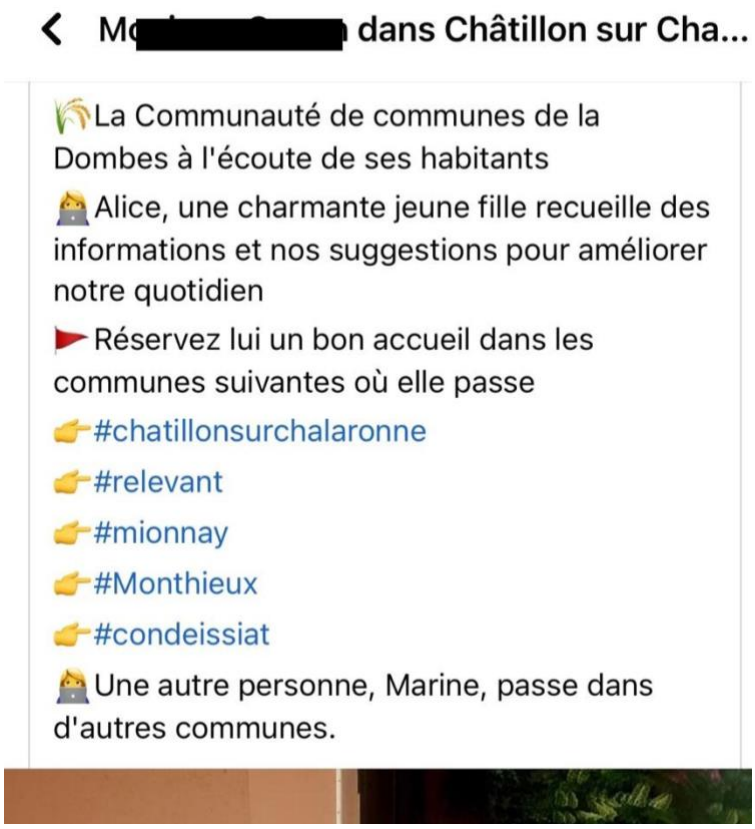


Figure 25 Extrait du post dans un groupe Facebook d'habitantes habitants de Châtillon-sur-Chalaronne

Enfin, les marchés étaient des moments opportuns pour la collecte, à l'exception du marché châtillonnais ayant lieu le samedi. En effet, la renommée de ce marché dans la région impliquait que nous croisions beaucoup de personnes ne résidant pas à Châtillon-sur-Chalaronne. Il était donc plus laborieux de trouver des habitantes et habitants pour nous répondre. Le recours au marché pour les enquêtes devait être complété par du porte-à-porte ou par la fréquentation d'autres espaces des communes, pour ne pas biaiser l'analyse avec une sur-représentation de ménages favorisant ce

type de lieu d'achat ou un certain mode de consommation. Enfin, les sorties d'école le soir et le midi étaient également des moments attendus pour rencontrer la population.

Au total, ce sont 379 enquêtes qui ont été réalisées. Il nous manque deux individus pour la commune de Condeissiat : après plusieurs journées sans rencontrer d'habitantes ou d'habitants sur la commune et après un appel sans réponse fait auprès de la mairie, nous avons choisi d'arrêter l'enquête afin de respecter le calendrier. La représentativité des données collectées reste toutefois forte avec 379 enquêtes réalisées sur un objectif de 381, soit un résultat très proche des 6% de représentativité. Nous avons également réussi à respecter la représentativité dans le détail des caractéristiques souhaitées, à l'exception des habitants et habitantes résidant sur la commune depuis moins de deux ans. Cette donnée s'est trouvée bien plus importante que ce à quoi nous attendions et nous ne sommes pas parvenues à la rectifier. Nous émettons l'hypothèse d'un décalage entre la donnée collectée par l'Insee et l'actualité du terrain, avec un marché immobilier très dynamique après la Covid, qui a pu induire de nombreux déménagements et emménagements sur les différentes communes. Ce décalage, observé sur l'ensemble des communes, est particulièrement visible à Châtillon-sur-Chalaronne et à Mionnay qui sont par ailleurs les deux communes les plus importantes de notre échantillonnage. Ainsi, à Mionnay, nous avons interrogé 65% de personnes de plus que ce qui était attendu ; à Châtillon-sur-Chalaronne, c'est près du double de l'effectif (101%) qui a finalement été interrogé. Le détail de l'échantillonnage est présenté en annexe 5. Ce décalage observé sur ces données m'a conforté dans l'idée d'interroger l'impact du Covid-19 sur ce territoire et notamment sur son économie résidentielle. Enfin, une partie de ces enquêtes n'a pas été conservée faute d'informations nécessaires à l'analyse pour parce qu'incomplètes. Au final, ce sont donc 358 enquêtes qui ont été conservées pour l'analyse.

Une fois les données collectées, les enquêtes ont été retranscrites sur *LimeSurvey*, logiciel dans lequel nous avons paramétré le questionnaire afin de recueillir les données quantitatives et qualitatives. L'ensemble des données issues du questionnaire

sont ensuite extraites aux formats CSV et EXCEL[36] dans un fichier qui regroupe l'ensemble de cette base de données. Ce fichier est ensuite retravaillé pour contenir à la fois les réponses des ménages sous forme de verbatim afin de garder une version très fidèle de leur propos. Par la suite, ces informations plus qualitatives sont également retravaillées pour pouvoir être traitées quantitativement par de l'analyse bivariée ou multivariée. Les éléments de réponses sont ainsi re-classifiés, pour aboutir à une base de données qui prend la forme d'un tableau disjonctif complet. Dans cette base de données sont également détaillés chaque lieu de consommation ou de pratique des ménages, à chaque lieu mentionné étant associé le code Insee de la commune correspondante pour pouvoir procéder à la cartographie des pratiques et des flux de dépenses.

Les traitements appliqués à ces données relèvent à la fois de la cartographie des lieux et flux de dépenses, croisées à des informations qualitatives pour mieux en comprendre les ressorts, que des analyses bivariées ou multivariées. J'ai donc explicité dans chaque chapitre, au moment opportun, quelle a été la méthode utilisée et avec quelles données est conduite l'analyse.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre présente la méthode utilisée dans le cadre du projet ESTER pour mesurer la contribution de l'économie résidentielle au dynamisme des territoires ruraux sous influence métropolitaine. L'échelle d'analyse choisie est celle des communes pour obtenir un plus grand degré de finesse et une meilleure compréhension de ces territoires.

Je commence donc par une mesure de l'économie résidentielle à l'échelle communale sur l'ensemble de la Communauté de communes de la Dombes. La

[36] Le format Excel permet des traitements dans le logiciel Microsoft Excel. Il est utilisé principalement pour la lecture des données, les analyses bivariées, ou encore pour configurer des tableaux d'analyse à l'aide du mode Power Query. Le format CSV est utilisé pour l'importation de ces données dans le logiciel de SIG (Système d'Information Géographique) QGIS et pour l'analyse multivariée dans le logiciel R.

méthode utilisée pour cette mesure est inspirée directement de la méthode de Magali Talandier (2007), qui a toutefois été modifiée dans le cadre du projet pour l'actualiser et pour l'adapter à nos choix méthodologiques : l'échelle communale et la prise en compte des loisirs, en plus du tourisme. Cette méthode constitue l'amont de la théorie de la base : la constitution de bases économiques et de flux circulant sur le territoire. La suite de la méthode est donc de connaître la redistribution de ces revenus sur le territoire et la façon dont cela peut être approprié par les élues et élus pour leur politique communale.

Je présente ensuite les enquêtes qualitatives réalisées auprès des élues et élus du territoire. Ces enquêtes permettent de souligner la méconnaissance du concept d'économie résidentielle et, donc, la difficulté d'identifier les causes du dynamisme économique réel ou possible de cette économie sur la Communauté de Communes de la Dombes. Elle fait également émerger les représentations qu'ont les élues et élus de l'évolution de leurs communes rurales et périurbaines aujourd'hui.

Enfin, nous disposons d'enquêtes auprès des ménages qui permettent de connaître la partie aval de la théorie de la base : la réinjection de ces revenus sur le territoire de la Communauté de communes de la Dombes. Ces données sur les dépenses des ménages sont enrichies de données sur les perceptions, choix et contraintes relatives aux territoires et aux manières de réaliser des dépenses sur celui-ci.

Chapitre 4 : Une approche fine du secteur domestique à partir des revenus de consommation

Les revenus de l'économie résidentielle bénéficient-ils réellement à l'économie domestique des territoires et dans quelles proportions ? Sont-ils, comme nous le supposons, moteurs dans l'économie et le fonctionnement de territoires ruraux sous influence métropolitaine ? Dans ce chapitre, je m'intéresse au secteur domestique des communes afin de comprendre comment les revenus des ménages alimentent les services destinés à la population présente sur le territoire, et le rôle que joue la base résidentielle dans cette redistribution.

Pour ce faire, je mobilise les résultats des calculs de la base résidentielle réalisés dans le cadre du programme ESTER, ainsi que ceux de l'enquête menée auprès des habitantes et habitants du territoire. Dans cette enquête, ce sont surtout les informations relatives à la consommation sur les communes choisies qui m'intéressent, afin de réellement comprendre les dynamiques de leur secteur domestique. Tout au long du chapitre, sont donc présentés les hypothèses de départ, la démarche analytique et enfin les résultats.

La vérification de la distribution effective des revenus résidentielle vers le secteur domestique des communes passe par une connaissance fine de l'économie résidentielle du territoire et des communes enquêtées. Ainsi, la première section présente la démarche d'identification des profils résidentiels des communes du territoire conformément à la méthode présentée au chapitre précédent. Ces profils résidentiels permettent ensuite de mettre en place les éléments nécessaires à l'analyse de la consommation effective des revenus résidentiels. La première section constitue donc le point de départ de l'analyse de la consommation des revenus résidentiels.

La deuxième section introduit l'approche par la consommation pour connaître la distribution effective des revenus basiques vers le secteur domestique du terrain d'étude. L'objectif ici est donc de vérifier d'une part si un décalage existe entre les

revenus de circulation et les revenus réellement consommés sur le territoire, notamment à l'échelle communale et d'autre part, d'identifier la contribution spécifique des revenus résidentiels au secteur domestique du territoire.

La troisième section met l'accent sur les revenus de la base résidentielle et leur contribution au secteur domestique des communes. L'analyse porte alors sur les postes de dépenses qui captent le plus les revenus de l'économie résidentielle ainsi que sur les profils de ménages susceptibles d'y contribuer le plus. L'approche se fait alors à partir des unités de consommation.

1. Une connaissance fine des profils résidentiels pour identifier leur consommation effective

Connaître la contribution de l'économie résidentielle de la communauté de communes de la Dombes nécessite de spécifier la circulation et la consommation de ces revenus sur le territoire. Pour ce faire, je me suis donc intéressée aux dépenses des ménages du territoire ainsi qu'à ce qui motive ces dépenses et les différents lieux qui leur sont associés. J'obtiens ainsi un portrait des pratiques du territoire, notamment des pratiques de consommation. Comme expliqué au chapitre précédent, la collecte de ces données repose sur la passation d'un questionnaire auprès des habitantes et habitants du territoire. La représentativité de ces questionnaires s'appuie en premier lieu sur un travail de typologie de l'économie résidentielle des différentes communes du territoire, puis sur la représentativité de la population de ces communes à partir des données Insee. Le choix de données pour la représentativité s'est fait en fonction de caractéristiques qui nous paraissaient essentielles pour comprendre l'économie résidentielle du territoire : une représentativité de l'activité exercée, la commune de l'emploi exercé par la personne interrogée, l'ancienneté de résidence sur la commune du territoire, le type de logement, et bien sûr, les catégories d'âge de la population. Ces entretiens sont le matériau principal de cette recherche.

Le choix des communes enquêtées s'est en premier lieu basé sur l'identification du profil résidentiel des communes du territoire. Au sein de ces communes, le profil

des ménages a été échantillonné pour obtenir une enquête représentative du territoire. Ces ménages ont finalement été traduits en unité de consommation, une unité incontournable des enquêtes budget ménage de l'Insee.

1.1. Les profils résidentiels des communes dombistes

Le choix des communes où les ménages ont été interrogés s'est fait selon un profil de résidentialité identifié grâce au calcul de l'économie résidentielle des communes du territoire, dont la typologie s'appuie sur les travaux de Magali Talandier (2007), et a déjà été présentée au chapitre précédent. Ces calculs et cette typologie ont été réalisés par Amélie Tronel en 2020 dans le cadre du programme de recherche ESTER.

Ce travail sur la base résidentielle à l'échelle de la Communauté de communes de la Dombes met en évidence une résidentialité portée principalement par les revenus issus des travailleuses et travailleurs pendulaires et les retraites. Ces deux sources de revenus contribuent ainsi respectivement à 44,6% et 42,7% des revenus de la base résidentielle de l'EPCI ; ils représentent donc 87% des revenus de la base résidentielle du territoire. Quant au tourisme, il n'est à l'origine que de 9,2% des revenus captés par le territoire. En dernière position, les loisirs ne contribuent qu'à hauteur de 3,5% aux revenus de la base résidentielle. Leur ajout ne s'avère donc que d'une portée marginale dans l'appréciation de l'économie résidentielle, sauf à l'échelle de quelques communes plus équipées en infrastructures (ex: golfs, restaurants, centres équestres). (figure 26 ci-après).

> Ce premier constat nous conforte donc dans le choix d'une enquête auprès des ménages du territoire pour comprendre la redistribution effective de ces flux monétaires en Dombes. Par contrainte de temps et compte tenu de leur moindre participation à la base résidentielle, nous n'avons pas réalisé d'entretiens auprès de touristes ou usagers externes d'équipements présents sur le territoire, ni auprès d'acteurs de ce secteur, bien que cela aiderait à comprendre cette modeste contribution et ainsi s'interroger sur les modalités d'une politique territoriale orientée vers le tourisme. Nous verrons toutefois que l'enquête réalisée auprès des ménages confirme les liens déjà évoqués en première partie entre activité touristique et attractivité résidentielle d'un territoire, les deux étant liées aux aménités territoriales et relevant de

mobilités d'agrément[37]. Les constats sont similaires concernant les revenus issus des loisirs, avec quelques nuances tout de même : si nous n'avons pas pu estimer la contribution des revenus extérieurs au territoire dépensés dans le secteur des loisirs, ce secteur de dépense est pris en considération dans le questionnaire adressé aux ménages du territoire. Des hypothèses ont ainsi pu être dégagées pour caractériser les pratiques récréatives sur le territoire et la faible participation de ces revenus résidentiels sur un territoire qui a parfois été décrit comme « défouloir » ou qualifié de « parc d'attraction » de la métropole lyonnaise (Préault & Depraz, 2024) ; ces résultats et hypothèses issus des enquêtes auprès des ménages et consolidés par les enquêtes auprès des élus et d'autres données du territoire, sont présentés au chapitre 6 de ce travail.

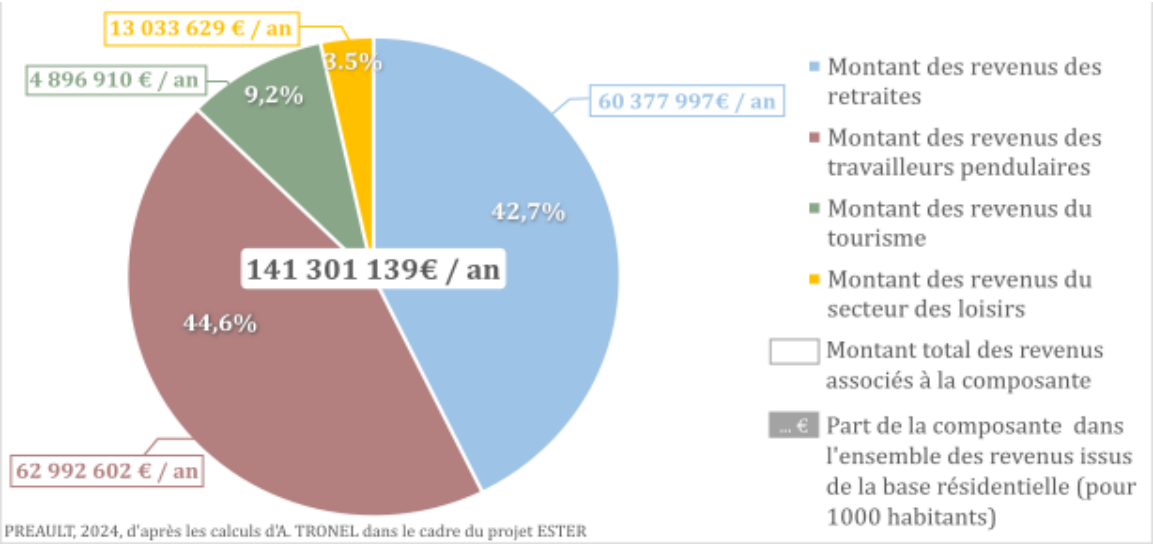


Figure 26 Contribution des différentes composantes aux revenus issus de la base résidentielle : la Communauté de communes de la Dombes

Ces résultats obtenus à l'échelle de la Communauté de communes de la Dombes ne doivent cependant pas masquer une certaine diversité de distribution de ces revenus dans les bases résidentielles du territoire, confirmant à nouveau l'intérêt d'une approche fine de l'économie résidentielle. Des différences remarquables sont ainsi révélées entre des communes rurales qui pourraient, à première vue, sembler similaires. De la même manière, peu de communes connaissent une répartition proche de celle observée à l'échelle de l'EPCI ; au contraire, les différences de contribution à

[37] Je préfère le terme mobilité d'agrément aux « migrations d'agrément » (Martin *et al.*, 2012; Moss, 1994), les mobilités permettant d'inclure des déplacements tels que le tourisme, les loisirs ou encore la multi-résidentialité, qui ne sont pas des migrations.

cette base résidentielle sont souvent importantes. Par exemple, dans la commune de Valeins ce sont les revenus des retraites qui contribuent majoritairement à la base résidentielle, à hauteur de 82,14%, les revenus des travailleurs pendulaires n'atteignant que 17,69% de la base, puis 0,17% pour les revenus du tourisme, et une absence des revenus des loisirs (figure 27). À l'inverse, dans la commune de Saint-Marcel, ce sont les revenus des travailleurs pendulaires qui contribuent fortement à sa base résidentielle (69,14%) (figure 27). Encore plus remarquable, les revenus issus du tourisme sont particulièrement élevés dans la base résidentielle de Saint-Marcel, marquant ainsi un véritable de décalage vis-à-vis de l'économie résidentielle de l'EPCI. C'est également le cas pour Saint-Nizier-le-Désert et Sandrans qui, par exemple, connaissent une contribution des revenus touristiques à hauteur de 32,49% et 33,79% de leur base résidentielle. À Sandrans, les revenus du tourisme sont même plus importants que ceux des retraites ou des revenus des travailleurs pendulaires (figure 27). Enfin, la commune de Monthieux, abordée plus précisément ci-après, se distingue par une contribution particulièrement importante des revenus des loisirs à son économie résidentielle (16,80%). Cette part plus significative des revenus issus du tourisme et/ou des loisirs dans ces communes peut d'ores et déjà s'expliquer par la présence de structures touristiques et ludiques sur leur territoire : un golf doté d'un hôtel à Monthieux, une base de loisirs et un camping à Saint-Nizier-le-Désert, un hôtel à Sandrans.[38]

[38] Voir en annexe pour le détail des contributions à la base résidentielle de chacune des communes du territoire

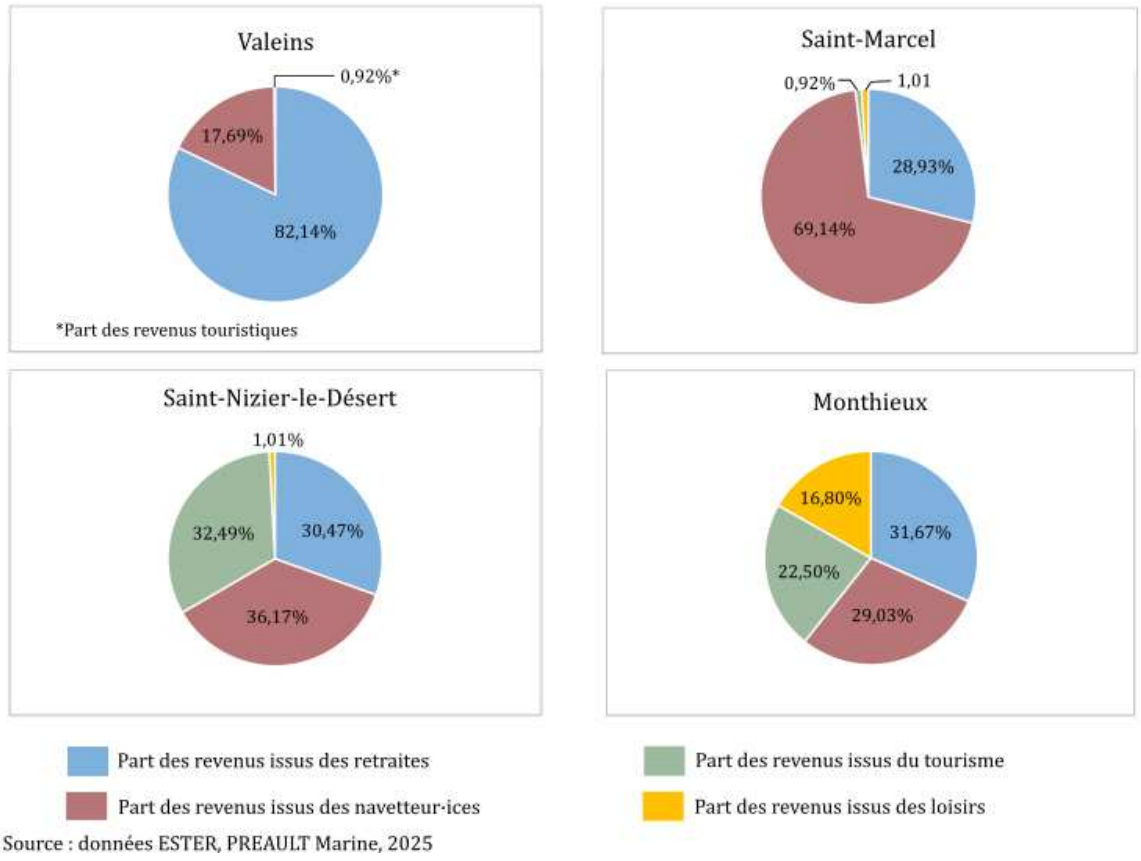


Figure 27 Exemples de contributions contrastées des différents revenus au sein la base résidentielle des communes

Cette diversité de profils d'économie résidentielle a donc été synthétisée dans une typologie – dont la méthodologie a été décrite au troisième chapitre – qui nous a permis de distinguer six profils de résidentialité des communes (figures 28 et 29).

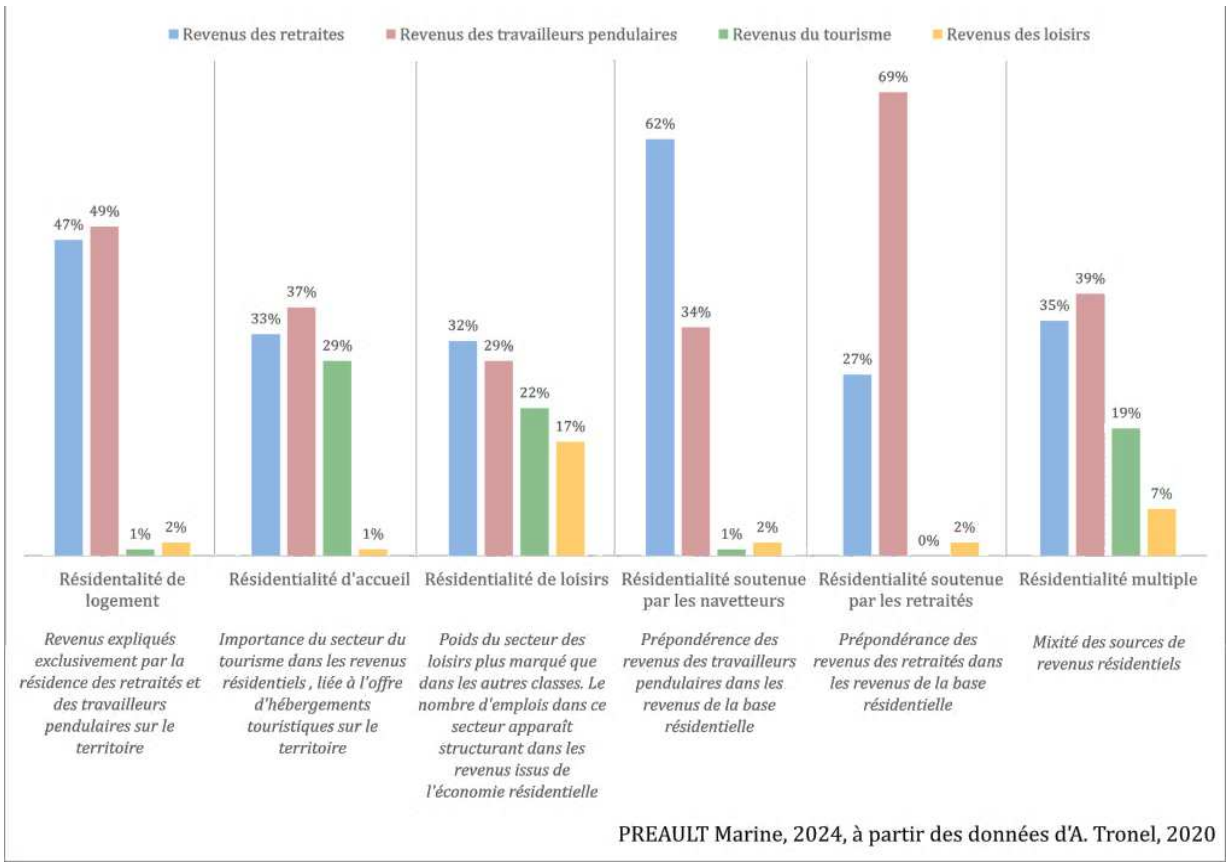


Figure 28 Poids des composantes dans chacune des six classes

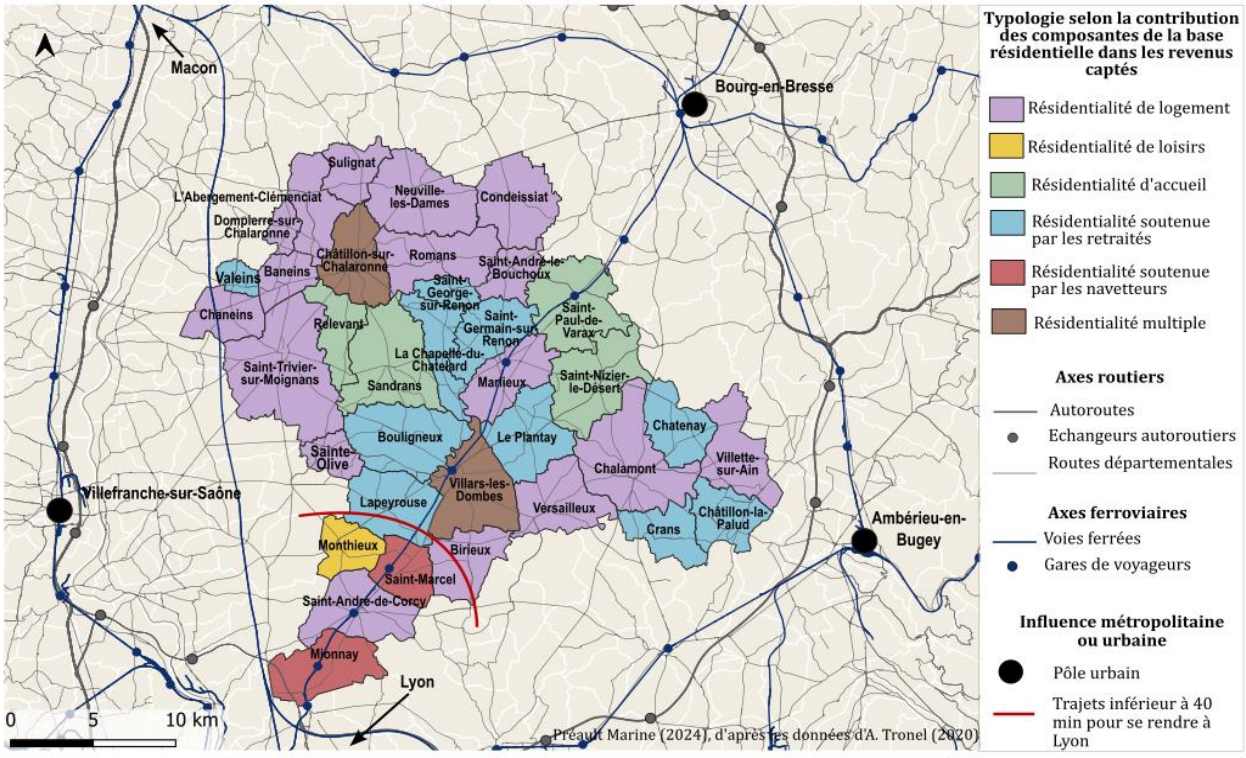


Figure 29 Communes de la Communauté de communes de la Dombes selon leur profil résidentiel

Le premier profil de résidentialité est la résidentialité de logements, dont le profil est expliqué par la présence de résidents retraités (47% des revenus) et des travailleurs pendulaires (49%). Ces communes se localisent essentiellement sur le pourtour de la communauté de communes de la Dombes, à l'exception de Marlieux, et surtout, sont à proximité d'échangeurs autoroutiers, d'une gare (Marlieux), et plus généralement accèdent aux pôles urbains plus rapidement que les autres communes. Cette catégorie correspond à la commune de Condeissiat, commune sélectionnée pour l'enquête auprès des ménages ensuite.

La deuxième résidentialité est la résidentialité d'accueil, dont la présence des revenus des travailleurs pendulaires et des retraites est moins contrastée que dans la catégorie précédente. Elle se distingue ainsi par des revenus touristiques particulièrement élevés dans la base résidentielle des territoires (29%). Cet équilibre est lié à la présence plus importante de structures d'hébergement touristiques sur le territoire. Cette catégorie correspond à la commune de Relevant.

La troisième classe identifiée est la résidentialité de loisirs qui se démarque par un fort apport des revenus de ce secteur. Ces derniers atteignent ainsi 17% de la base résidentielle, contre 1 à 7% pour les autres types de résidentialité. Avec une telle répartition des revenus, ce profil est le plus homogène du territoire. Celle-ci ne concerne que la commune de Monthieux, qui est donc la commune enquêtée pour cette catégorie.

La résidentialité soutenue par les retraités est le quatrième profil de résidentialité sur le territoire. À l'inverse de la résidentialité soutenue par les revenus des travailleurs pendulaires, ce profil est identifiable par la prépondérance des retraites dans les revenus de la base résidentielle (69%). La part des navetteurs y est également, et logiquement, moindre que pour les autres classes. Dans notre enquête, Châtenay appartient à cette catégorie de communes.

La cinquième classe identifiée est la résidentialité soutenue par les navetteurs, caractérisée par une forte contribution des revenus de ces derniers dans les bases résidentielles (62%). Ces communes sont toutes situées à vingt minutes ou moins de Lyon, à l'exception de Saint-André-de-Corcy, commune de résidentialité d'accueil et

pôle de services. Comme les autres pôles de services, la structure de sa base résidentielle est plus équilibrée. Mionnay représente cette catégorie de communes.

Enfin, la sixième et dernière classe désigne les communes à résidentialité multiple. Ces communes ont également une répartition équilibrée des revenus dans leur base résidentielle (35% de retraites, 39% de revenus des travailleurs pendulaires, 19% de revenus du tourisme, 7% de revenus des loisirs). Ce profil résidentiel est celui des deux communes les plus peuplées du territoire : Villars-les-Dombes (4954 habitants en 2021) et Châtillon-sur-Chalaronne (5059 habitants en 2021) et sont, comme Saint-André-de-Corcy, des pôles de services. Ce sont également des communes qui disposent d'équipements touristiques spécifiques (musées à Châtillon-sur-Chalaronne, Parc des Oiseaux à Villars-les-Dombes, qui appartiennent à la gamme supérieure de la base des équipements (2023) de l'Insee, plus rares et donc davantage en mesure de capter des revenus touristiques. Châtillon-sur-Chalaronne a été sélectionnée pour étudier les pratiques habitantes de cette catégorie de communes.

Cette typologie de résidentialité des communes confirme donc l'intérêt d'une approche fine, à l'échelle des communes, de l'économie résidentielle d'un territoire, même si une partie des calculs réalisés pour connaître les revenus apportés sur le territoire sont le résultat d'une estimation[39]. Les pourcentages exprimés n'ont donc ici qu'une valeur indicative[40], mais ils permettent tout de même d'obtenir des ordres de grandeur et une meilleure connaissance de l'économie résidentielle d'un EPCI. Ces calculs et cette typologie représentent ainsi la première étape pour vérifier la contribution de l'économie résidentielle au fonctionnement économique du territoire. Par conséquent, ce sont les ménages d'une commune représentative de chacune de ces catégories qui ont été enquêtés.

[39] Méthode d'estimation des revenus présentée au chapitre 3

[40] Comme expliqué au chapitre 3.

1.2. Construire un échantillon représentatif du contexte socio-économique des communes à partir des profils de résidentialité

1.2.1. Les ménages : une représentativité majoritairement basée sur l'activité

L'enquête par questionnaires menée auprès des ménages du territoire suit une double logique de représentativité : celle des communes, présentée ci-avant, et celle d'un échantillonnage des profils sociaux de chaque commune, présenté au chapitre 3. Il n'y a donc pas ou peu de distorsion par rapport au profil INSEE des communes puisque l'enquête a été menée en fonction de ce critère de choix des personnes enquêtées. Les actifs représentent ainsi la majorité des personnes interrogées (60,89%), suivis par les retraités (31,56%) et enfin les personnes au chômage (3,34%) ou en inactivité – hors retraite (4,19%). Nous entendons par inactivité, la situation des personnes sans emploi mais ne relevant plus du chômage ainsi que les étudiantes et étudiants. Les inactives et inactifs de l'enquête correspondent à la catégorie « Inactifs autres » des Dossiers complets de l'Insee.

Tableau 7 Répartition de la population selon l'activité dans l'échantillonnage et selon l'Insee

	Échantillon	**Communes de l'enquête**
Actif·ves	60,89%	54,73%
Retraité·es	31,56%	31,61%
Personnes au chômage	3,34%	4,57%
Inactif·ves	4,19%	9,09%

Comparaison entre l'échantillon obtenu et le recensement de la population de l'Insee dans les communes enquêtées (Données du recensement de la population, 2021)

Ces informations vont, entre autres, permettre de distinguer les montants dépensés issus des retraites de ceux issus des revenus d'activité. Des distinctions peuvent ensuite être faites, d'une part, au sein des actifs sur la Catégorie Socio-Professionnelle (CSP) et, d'autre part, entre les personnes travaillant sur leur commune de résidence ou à l'extérieur de celle-ci. Ces deux aspects ne figuraient pas parmi ceux

identifiés dans les critères d'échantillonnage, mais restent toutefois proches des indicateurs statistiques communiqués par l'Insee.

Tableau 8 Répartition de la population enquêtée et sur la Communauté de communes d'après l'Insee Comparaison de la répartition par catégorie socio-professionnelle entre l'échantillon et l'Insee (RP 2021).

	Échantillon	**Communauté de communes de la Dombes**
Agriculteur·ices	0,92%	2,44%
ACCE[41]	9,17%	7,27%
CPIS[42]	14,68%	14,81%
Professions intermédiaires	30,73%	28,64%
Employé·es	30,73%	25,37%
Ouvrier·es	13,76%	21,46%

Les données choisies ici sont celles à l'échelle de la communauté de communes de la Dombes, le nombre par commune n'étant pas disponible ou pas de façon fiable pour les communes de moins de 500 habitant·es, ce qui ne permet pas la synthèse à l'échelle des six communes

Ainsi, les actives et actifs enquêtés sont, à égalité, des professions intermédiaires et employés (respectivement 30,73% des actives et actifs). L'échantillonnage ici diffère légèrement de la répartition des actives et actifs à l'échelle de la Dombes, qui sont majoritairement des professions intermédiaires et des employés. La représentativité obtenue sur les profils « navetteurs » de l'échantillon est également satisfaisante puisqu'ils représentent 72,97% des personnes actives ayant un emploi enquêtées, un taux quasiment similaire à celui obtenu à partir des données Insee sur les communes du terrain (73,00%).

L'échantillonnage permet par ailleurs de constater une répartition différente des CSP des navettrices et navetteurs de celle de l'ensemble des actives et actifs. En effet, les CPIS sont cette fois-ci bien plus majoritaires (figure 30) par rapport aux autres catégories.

[41] Artisan·es, commerçant·es, chef·fes d'entreprise
[42] Cadres et professions intellectuelles supérieures

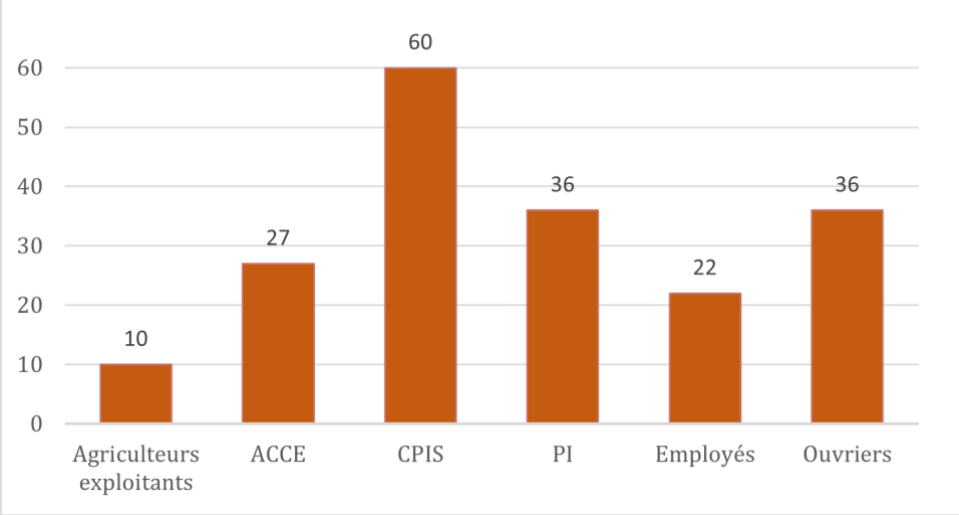


Figure 30 Répartition des CSP des personnes navettrices

Réalisation de l'autrice, 2024

Cet aspect peut influencer la distribution ou redistribution des revenus, puisque ces catégories socio-professionnelles peuvent induire des différences en termes de capital social, culturel ou économique, et donc traduire des différences de pratiques ou de consommation sur un territoire. Plus éloigné des critères de définition de l'économie résidentielle, l'âge (figure 6) constitue un troisième critère d'échantillonnage retenu pour la représentativité du terrain. Les différences d'âge peuvent en effet traduire des pratiques et des consommations différentes sur un territoire. Il est d'autant plus nécessaire de les prendre en considération qu'ils sont des critères de définition et d'analyse des territoires périurbains et ruraux dans des contextes proches des métropoles. Bien qu'en ayant été vigilantes sur cet aspect, la représentativité obtenue diffère parfois des données de l'Insee sur l'ensemble des communes du terrain de la communauté de communes de la Dombes.

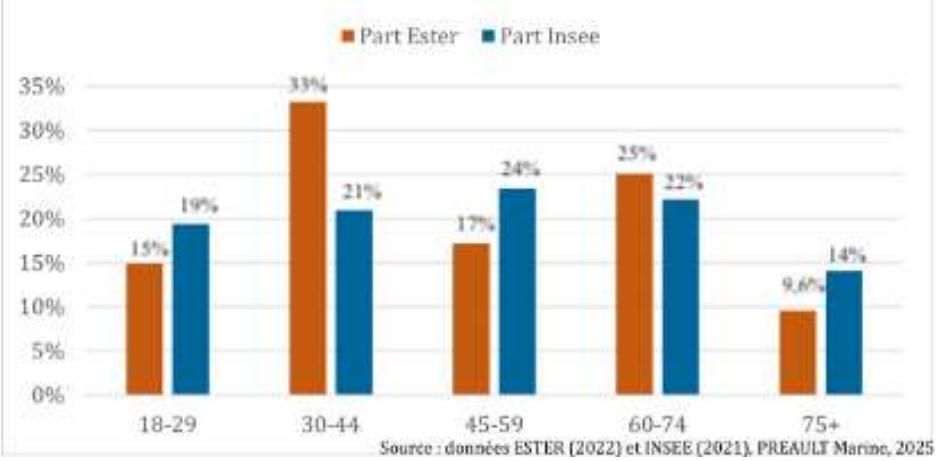


Figure 31 Comparaison de la répartition des ménages selon leur âge entre l'enquête ESTER et l'INSEE

Si la population interrogée correspond dans l'ensemble aux critères d'échantillonnage, elle diffère en revanche sur le dernier critère retenu : la temporalité d'installation dans le logement (figure 31). La majorité des ménages enquêtés sont ainsi installés depuis plus de dix ans dans leur logement au moment du terrain (39,10%), suivi des ménages dont l'installation est inférieure à deux ans (25,41%).

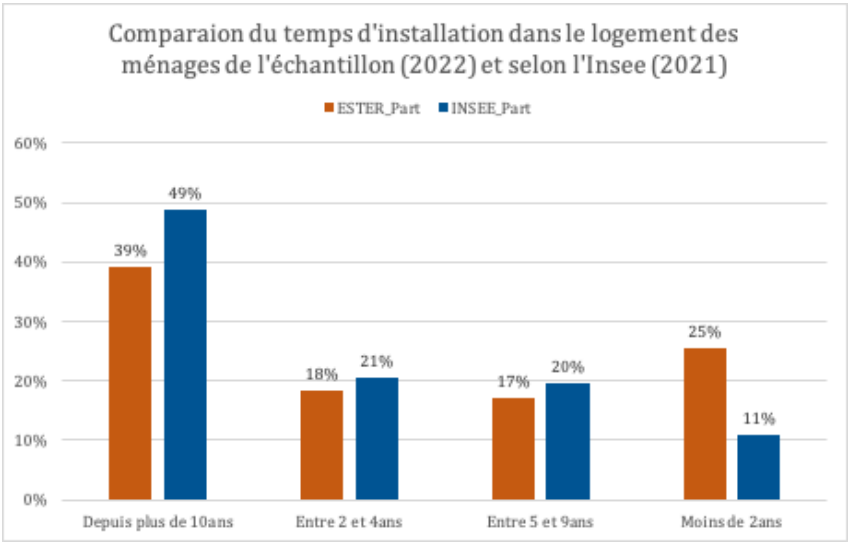


Figure 32 Comparaison de la répartition des ménages selon l'ancienneté dans le logement entre l'échantillon ESTER et les données de l'Insee

La part de ces ménages est donc sur-représentée dans les enquêtes par rapport aux données de l'Insee, ce qui a rapidement suscité notre intérêt du fait du contexte

post-pandémie dans lequel l'étude s'est insérée. Ceci est, entre autres, l'objet de la troisième partie de la thèse.

Afin de corriger les écarts avec les données de l'Insee, l'ensemble des profils interrogés ont fait l'objet d'un redressement statistique. Un coefficient de redressement statistique basé sur l'écart entre les ménages de l'enquête ESTER et les résultats de l'Insee a ainsi été appliqué à l'ensemble des montants dépensés, afin de se rapprocher de la représentation la plus juste possible des ménages du territoire (tableau 10).

Tableau 9 - Coefficients de redressement appliqués à chaque profil de ménage

	Châtenay	Châtillon-sur-Chalaronne	Condeissiat	Mionnay	Monthieux	Relevant
Actif·ve·s navetteurs	1,02	0,95	0,75	0,92	0,96	1,74
Actif·ve·s non-navetteur·ice·s	0,42	0,90	1,71	0,60	0,55	0,35
Retraites	1,19	0,96	0,89	0,95	2,42	0,55
Chômage	N/A	0,81	N/A	N/A	0,71	N/A
Inactif·ve·s autres	0,81	2,43	3,42	2,23	0,18	N/A

L'ensemble de la démarche est explicité en annexe 5.

1.2.2. Les données relatives au logement des ménages : des variables nécessaires à l'études des pratiques habitantes

D'autres indicateurs de présentation des ménages ont été collectés mais n'ont pas suivi un objectif d'échantillonnage précis, contrairement aux critères précédents, notamment du fait de la difficulté à respecter cette représentativité à l'échelle de communes rurales parfois peu denses et relativement peu peuplées. Parmi ces informations, on retrouve celles relatives au logement, avec des variations parfois considérables selon les caractéristiques de ces logements.

Ainsi, l'occupation du logement en tant que locataire ou propriétaire a été une information demandée dès le début du questionnaire. Nous avons pu constater, d'une

part, au moment de la réalisation de l'enquête, qu'un ménage propriétaire effectue davantage de travaux dans son logement qu'un ménage locataire, qui ne dispose pas de tous les droits d'intervention sur le logement ou dont certains travaux sont à la charge du propriétaire du logement. D'autre part, les données de l'enquête Budget de famille de l'Insee (2017) indiquent que la part du logement dans le budget des ménages est plus importante pour les locataires que les propriétaires. Les ménages propriétaires consacrent en moyenne 9,5% de leur budget aux dépenses liées au logement, tandis que les ménages locataires consacrent en moyenne 29% de leur budget aux dépenses liées au logement. L'Insee évoque par ailleurs, dans un rapport de 2010, la notion de taux d'effort à propos du logement, ce taux représentant la différence entre les dépenses liées à l'habitation principale et le revenu. L'Insee met ainsi en avant le poids du logement sur les revenus des ménages, atteignant 19% des revenus pour la moitié d'entre eux. L'étude témoigne également d'une différence entre locataires et propriétaires, mais aussi entre propriétaires, puisque le taux d'effort médian est plus élevé pour les locataires ainsi que pour les accédants à la propriété ayant un prêt à rembourser. Ces différentes études confirment donc l'intérêt de prendre en compte ces différents profils au sein des ménages, le logement pouvant représenter des parts variables dans les budgets des différents ménages. Néanmoins, les profils des ménages ne sont pas suffisamment précis pour connaître des différences entre locataires (bailleurs social ou privé par exemple), ou entre propriétaires, en début ou fin de remboursement par exemple.

L'ancienneté du logement a également été recherchée avec l'hypothèse de coûts associés pouvant être importants : des coûts énergétiques considérables pour les logements les plus anciens ou alors des dépenses en travaux plus importantes mais qui peuvent s'orienter vers les artisans du territoire et donc alimenter le secteur domestique. Nous considérons ici comme logement ancien les logements antérieurs à 1945. Le choix du seuil d'ancienneté s'est fait selon les critères de classification des logements réalisée par l'Insee dans le recensement de la population. Trois années étaient possibles dans le choix du seuil d'ancienneté du logement : 1919, 1945, 1975. 1919 étant trop ancien et peu représentatif des mouvements de périurbanisation ou

aux regains de population des territoires ruraux et l'année 1975 trop tardive pour expliquer ces mêmes mouvements, c'est donc l'année 1945 qui a été choisie comme référence pour qualifier l'ancienneté des logements.

Le choix d'identifier les logements anciens avait pour objectif, au départ, de distinguer les logements pouvant se situer au centre des communes, des logements pavillonnaires dont la construction a débuté avant 1945. Néanmoins, plusieurs ménages ont déclaré vivre dans des corps de ferme rénovés, qui sont donc des logements anciens en-dehors des bourgs de communes rurales. Cette donnée permettra donc surtout d'observer si l'ancienneté du logement a un impact sur les dépenses des ménages. En ce qui concerne l'échantillon enquêté, 69,8% des ménages ont un logement considéré comme récent, 25,9% vivent dans un logement considéré comme ancien, et 4,3% des ménages n'ont pas su indiquer l'ancienneté de leur logement. Pour les logements construits après 1945, les ménages ont souvent précisé l'année de construction, ce qui peut permettre une analyse encore plus précise des dépenses associées à l'ancienneté du logement.

Enfin, toujours dans l'hypothèse d'une influence sur le budget associé aux logements, nous avons cherché à caractériser si le logement était un appartement ou une maison, et si le logement disposait d'un espace extérieur pouvant être aménagé. La majorité des ménages interrogés déclare donc vivre dans une maison individuelle (60,8%), ce qui est caractéristique de l'habitat en zone rurale.

1.2.3. Le cas des résidentes et résidents secondaires

Les résidentes et résidents secondaires intègrent pleinement la base résidentielle des territoires mais sont absents de l'échantillonnage, et de fait, de l'enquête. Plusieurs raisons expliquent leur absence parmi les ménages rencontrés. Tout d'abord, les logements secondaires représentent une faible part des logements du territoire (3% en 2021 d'après l'Observatoire des Territoires), bien inférieure à celle du territoire national (9,7% en 2021 d'après l'Observatoire des Territoires). Ces ménages

ont donc un impact limité sur l'économie résidentielle des communes de la Dombes. Aussi, du fait de la durée limitée de la présence de ces ménages en Dombes, ces derniers (comme les touristes) n'ont pas été intégrés à l'enquête de consommation. Par ailleurs, nous n'avons rencontré qu'une seule personne résidente secondaire, qui a été interrogée au cas où nous parviendrions à un échantillonnage représentatif de ces ménages. Dans un souci de représentation face à l'absence d'autres données, et par respect d'anonymisation, cet entretien n'a donc pas été enregistré dans la base de données des consommations de l'enquête.

L'enquête réalisée auprès de la population a été construite pour connaître les apports de la base résidentielle au secteur domestique des communes et ainsi vérifier si le modèle de la théorie de la base économique reste opérant quand on s'intéresse à sa partie avale, c'est-à-dire à la consommation effective de ces revenus. Dans ce but, les communes ont été sélectionnées en fonction d'un profil résidentiel identifié grâce aux calculs des revenus basiques selon la méthode de Magali Talandier, présentée au chapitre précédant. Après sélection des communes, l'échantillonnage des ménages à enquêter s'est appuyé sur un ensemble de données socio-économiques, choisis spécifiquement pour leur intérêt et influence en matière de résidentialité.

Les résultats de l'enquête permettent une étude fine de la consommation des ménages vers le secteur domestique des différentes communes enquêtées.

2. Mesurer la consommation effective des revenus basiques des ménages vers le secteur domestique

Afin de connaître la contribution effective de l'économie ou base résidentielle au secteur domestique du territoire, il est nécessaire de connaître la part de ces revenus qui est dépensée dans les communes rurales, et de comparer cette contribution à celle des autres bases économiques dont sont issus les revenus du territoire. Cette section

vise donc à présenter la méthode appliquée aux données recueillies pour ensuite spécifier la consommation des revenus basiques sur les six communes enquêtées.

Cette section débute avec la présentation détaillée de la méthode utilisée pour qualifier l'origine des dépensés effectuées à l'échelle commune et reconstituer par la suite le secteur domestique des communes. La part des revenus résidentiels dans l'ensemble des revenus dépensés est ainsi estimée pour, dans un dernier temps, s'intéresser aux profils de résidentialité à partir des revenus dépensés.

2.1. Méthode pour spécifier l'origine des dépenses effectuées à échelle communale

2.1.1. Connaître les montants des revenus basiques effectivement dépensés

La première étape consiste à connaître les revenus dépensés sur le territoire. Ces dépenses sont toutes recueillies dans le cadre du questionnaire réalisé auprès des ménages, avec toutefois des différences selon les questions posées. Les montants les plus précis concernent les dépenses mensuelles consacrées au logement, à la mobilité et à l'alimentaire, c'est-à-dire les dépenses courantes des ménages (voir chapitre 3). La plupart des ménages ont ainsi pu fournir des montants relativement précis ou, parfois, des fourchettes. Les montants les moins précis concernent donc surtout les dépenses qualifiées de « secondaires » (annexe 2) : coiffure, esthétique, onglerie, habillement, loisirs…). Pour les recueillir, nous proposions des tranches de 25€ dans lesquelles les ménages estimaient le montant dépensé. Si certains ménages étaient en mesure d'indiquer des montants précis de dépenses, nous avons dû, dans la plupart des cas, appliquer la médiane de l'intervalle choisi à chacun des ménages. Par exemple, à une dépense estimée entre 25€ et 50€, j'indiquais une estimation de 37,5€ dépensés mensuellement. Les montants obtenus sont ensuite redressés en fonction du taux de redressement établi précédemment (annexe 5).

Une fois ces montants obtenus et redressés pour chacune des dépenses de chaque ménage, il a fallu relier le montant dépensé à son secteur basique d'origine, comme indiqué dans le tableau suivant :

Tableau 10 Attribution des dépenses effectives par base

Base résidentielle	Base productive privée	Base publique	Base sanitaire et sociale
Dépenses des personnes **ne travaillant pas sur la commune de résidence** en matière de logement, transport, alimentation, coiffeur, esthétique, onglerie, d'animaux de compagnie, en librairie, en habillement et en chaussure ; Dépenses **des retraités** en matière de logement, transport, alimentation, coiffeur, esthétique, onglerie, d'animaux de compagnie, en librairie, en habillement et en chaussure ; **Ensemble des dépenses consacrées aux loisirs**, à la chasse, à la pêche et à la restauration, tout ménage confondu ;	Dépenses des **personnes travaillant sur la commune de résidence** en matière de logement, de transport, en alimentation, coiffeur, esthétique, onglerie, d'animaux de compagnie, en librairie, en habillement et en chaussure ;	Dépenses des **personnes travaillant dans la fonction publique** (d'Etat, hospitalière, territoriale) sur la commune de résidence en matière de logement, transport, alimentation, coiffeur, esthétique, onglerie, d'animaux de compagnie, en librairie, en habillement et en chaussure ;	Dépenses des personnes au **chômage** Dépenses des ménages **inactifs** **Ensemble des revenus liés aux prestations** sociales, familiales et aux remboursements de soins de santé

La répartition des dépenses suit, logiquement, la classification des bases d'après les travaux de Magali Talandier, et selon nos critères pour la catégorie des loisirs. Concernant ces derniers, j'ai appliqué une méthode similaire à celle de l'estimation des revenus du tourisme (chapitre 3) : ces derniers sont estimés, dans la méthode de Magali Talandier, à partir des dépenses en nuitées dans une structure d'accueil touristique. De la même manière, les revenus dépensés dans une structure, association ou dédiés aux loisirs sont ainsi rapportés aux revenus investis dans les loisirs. La

question de la qualification de la base d'origine des revenus dépensés dans la restauration s'est posée, puisqu'une partie de ces revenus sont dépensés dans le cadre de déjeuners professionnels. Finalement, ces revenus ont aussi été attribués au secteur récréatif de la base résidentielle, de la même manière que les nuitées du tourisme d'affaire sont attribuées au secteur touristique, et donc à la base résidentielle.

2.1.2. La difficulté à spécifier les dépenses effectives des revenus issu de la base sanitaire et sociale

Les dépenses les plus difficiles à estimer sont celles issues de la base sanitaire et sociale. Ces revenus sont plus sensibles que les autres, et surtout, il est parfois difficile de distinguer, au sein des dépenses d'un ménage, ce qui relève de prestations sociales et ce qui relève des revenus du travail ou de la retraite. À cela s'ajoute parfois des données manquantes sur les communes les moins peuplées, où il a été plus difficile de rencontrer une personne inactive ou bénéficiant du chômage par exemple.

Pour pallier ces limites, les dépenses de la base sanitaire et sociale ont été consolidées à l'aide de l'estimation des revenus circulant sur le territoire réalisée en amont sur trois secteurs de cette base :

- La consommation des revenus issus du chômage ;
- La consommation des revenus d'inactivité (RSA), hors retraites ;
- La consommation des revenus issus des prestations familiales et des remboursements de la sécurité sociale.

Ces calculs permettent une estimation des apports des revenus de la base sanitaire et sociale aux communes des territoires. Pour les revenus du chômage et des inactifs, ils n'ont pas été utilisés tels quels dans le calcul des dépenses : ceci aurait abouti à une surestimation de ces dépenses puisqu'il s'agit de montants versés à l'échelle de la commune, alors que nous n'avons ici qu'un échantillon représentatif de cette population. Les montants ne sont donc pas comparables aux montants dépensés des autres bases. Concernant ces revenus, ce sont donc bien les dépenses qui ont été prises, avec toutefois quelques ajustements. D'une part, pour les ménages dont nous

connaissions l'activité du conjoint ou de la conjointe, les revenus dépensés ont été répartis également entre les deux membres du ménage : la moitié des revenus est considérée comme des dépenses issues de la base sanitaire et sociale, l'autre moitié est considérée comme relevant de la base résidentielle, publique ou privée selon l'origine des autres revenus des ménages. Bien évidemment ce découpage est arbitraire dans la mesure où nous ne connaissons pas l'exacte distribution des revenus au sein du ménage. D'autre part, nous ne disposions pas toujours d'informations suffisamment explicites à propos de l'activité du conjoint ou de la conjointe[43] ; dans ce cas, les revenus ont été attribués entièrement à la base sanitaire et sociale.

Enfin, le reste des revenus de la base sanitaire et sociale a été entièrement attribué comme une dépense de cette base sur le territoire communal. Ces revenus incluent l'ensemble des prestations de la branche famille, des primes d'activité, allocations adultes handicapés, etc. mais aussi l'ensemble des remboursements en frais de santé. Ces revenus sont considérés comme des dépenses puisqu'ils correspondent, pour une grande partie, à des dépenses déjà effectuées : les APL sont reversées directement auprès de propriétaires, les remboursements en soin de santé ou pharmaceutiques sont effectués par les ménages avant remboursement ou bien versés au praticien, etc. Les montants communaux connus sont ainsi estimés grâce à la part de l'échantillon dans la population totale, et ensuite attribués à la base sanitaire et sociale.

2.2. Quelle part de l'économie résidentielle dans les revenus dépensés à l'échelle communale ?

Une fois l'ensemble des bases reconstituées, il est possible d'observer la distribution de la provenance des revenus basiques dépensés sur les différentes communes étudiées (figure 33). Cette distribution est ensuite comparée à celle

[43] Je pouvais savoir si l'autre membre du ménage était actif ou non, mais les informations concernant l'activité manquaient de précision. Je ne savais donc pas si la personne était navettrices ou non, si elle travaillait dans la fonction publique ou dans le secteur privé.

observée par Magali Talandier en 2007 ainsi qu'aux profils résidentiels que nous avions obtenus.

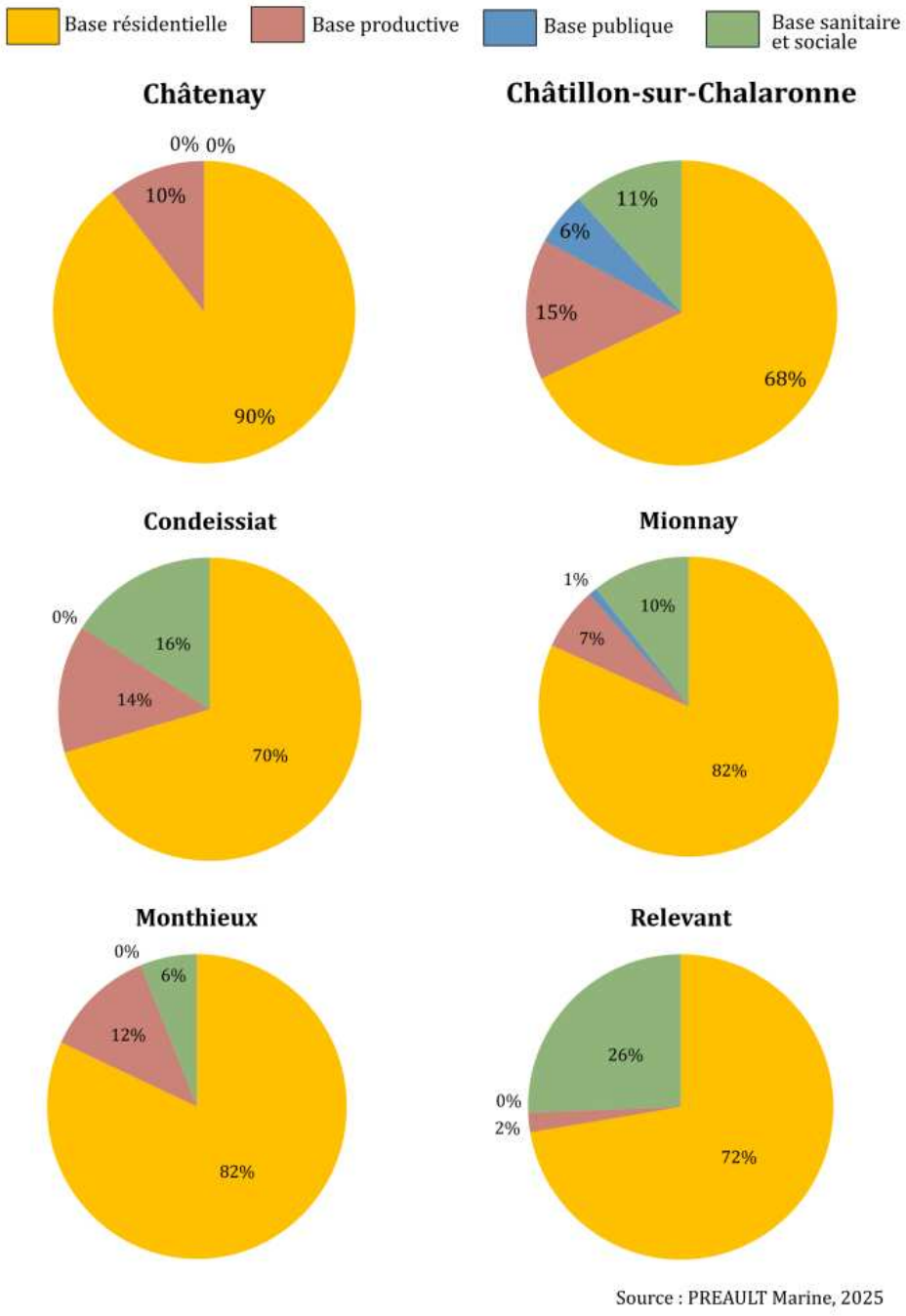


Figure 33 Répartition des revenus dépensés selon leur base de provenance

Sans surprise, c'est la base résidentielle qui domine parmi les revenus basiques effectivement dépensés par les ménages des communes enquêtées, avec une

contribution de la base résidentielle qui oscille entre 68% (Châtillon-sur-Chalaronne) et 82% (Monthieux). Ces écarts sont proches de ceux observés par Magali Talandier en 2007[44]. Ainsi, Châtillon-sur-Chalaronne, seul pôle rural parmi les six communes, est celui où la part de l'économie résidentielle dans les revenus dépensés est la moins importante, une contribution finalement assez proche de celle observée dans les travaux de Magali Talandier. Conformément aux caractéristiques d'un pôle rural, la répartition des revenus basiques de Châtillon-sur-Chalaronne est la plus diversifiée, avec notamment une part importante des revenus provenant de la base productive et de la base publique. Cela s'explique par les caractéristiques spécifiques des pôles ruraux qui concentrent à la fois des services publics (collèges, maison France Services, siège de la Communauté de communes de la Dombes…) mais aussi des activités productives exportatrices plus diversifiées que dans d'autres communes rurales. L'approche par la théorie de la base économique confirme ainsi que Châtillon-sur-Chalaronne, en tant que principal pôle rural du territoire, est la commune qui parvient le mieux à diversifier ses sources de revenus.

Les résultats concernant les communes rurales périurbaines et les communes sous faible influence urbaine sont plus diversifiés par rapport au modèle. Trois communes ont un profil rural périurbain, ce sont des communes incluses dans l'aire d'influence d'une ville : Monthieux et Mionnay dans l'aire d'influence lyonnaise, et Condeissiat dans l'aire d'influence burgésienne. L'économie résidentielle de ces communes représente 81% des revenus pour Mionnay, 82% des revenus pour Monthieux et 70% des revenus pour Condeissiat. Cette part plus faible des revenus résidentiels pour Condeissiat s'explique en premier lieu par une base productive plus importante que dans les deux autres communes. Le nombre de navetteurs présents sur la commune confirme cette répartition des revenus : en effet, la part des personnes travaillant en-dehors de leur commune de résidence est de 79,8% à Condeissiat. C'est un chiffre légèrement inférieur à celui de l'ensemble de la Dombes (81,5%), mais

[44] Voir figure 5 du chapitre 1. Les contributions de la base résidentielle, et des différentes bases dans leur ensemble, diffèrent selon le type de ruralité/urbanité de la commune. Ainsi, la base résidentielle constitue 40,7% des revenus des pôles urbains ; 70,3% des revenus des communes rurales périurbaines ; 61,3% des revenus des pôles ruraux et enfin, 65% des revenus des communes rurales sous faible influence urbaine.

surtout inférieur de près de 10 points à Mionnay (89,8%) et Monthieux (86%). Enfin, la part des revenus de la base sanitaire et sociale est également plus importante à Condeissiat que dans les deux autres communes.

Les deux communes restantes, Châtenay et Relevant, correspondent donc aux communes rurales sous faible influence urbaine. Une distinction plus fine est possible entre elles, puisque selon l'aire d'attraction des villes, Relevant est incluse dans l'aire d'attraction de Châtillon-sur-Chalaronne, tandis que Châtenay est en-dehors de toute influence. Les deux petites communes rurales diffèrent également du point de vue des revenus basiques. La distribution des revenus résidentiels sur ces communes est très disparate : 90% pour Châtenay, soit le maximum de l'échantillon, et 72% pour Relevant. Concernant les revenus de la base productive et de la base sanitaire et sociale, les deux communes présentent également deux situations très différentes : Châtenay bénéficie de peu de revenus de la base sanitaire et sociale mais les revenus du secteur productif contribuent à 10% des revenus basiques du territoire. À l'inverse, les revenus productifs ne représentent que 2% des revenus basiques de Relevant, tandis que la base sanitaire et sociale représente plus du quart (26%) des revenus basiques.

Ce sont donc bien les revenus de l'économie résidentielle qui prédominent dans les revenus dépensés des communes du territoire. On retrouve d'ailleurs la diversité des revenus basiques dans les plus grandes communes, et surtout dans le pôle du service du territoire, Châtillon-sur-Chalaronne. Néanmoins, avec cette approche par les revenus effectivement dépensés à échelle communale, la part des revenus de la base productive ou de la base sanitaire et sociale est bien plus diversifiée. Ceci met au jour des différences notables au sein des communes rurales et périurbaines, à l'exemple de Condeissiat, dont la part des revenus de la base productive est quasi similaire à celle de Châtillon-sur-Chalaronne.

2.3. Des profils de résidentialité moins marqués dans les revenus résidentiels effectivement dépensés dans le secteur domestique

2.3.1. Des revenus d'actif·ves navetteur·ices dominants quel que soit le type de résidentialité

Si la typologie des revenus résidentiels circulant sur le territoire nous a déjà permis d'identifier une diversité de profils résidentiels au sein des communes, qu'en est-il des revenus résidentiels consommés par les ménages ? Nous cherchons ici à vérifier si les revenus consommés sont effectivement semblables aux revenus qui circulent sur le territoire.

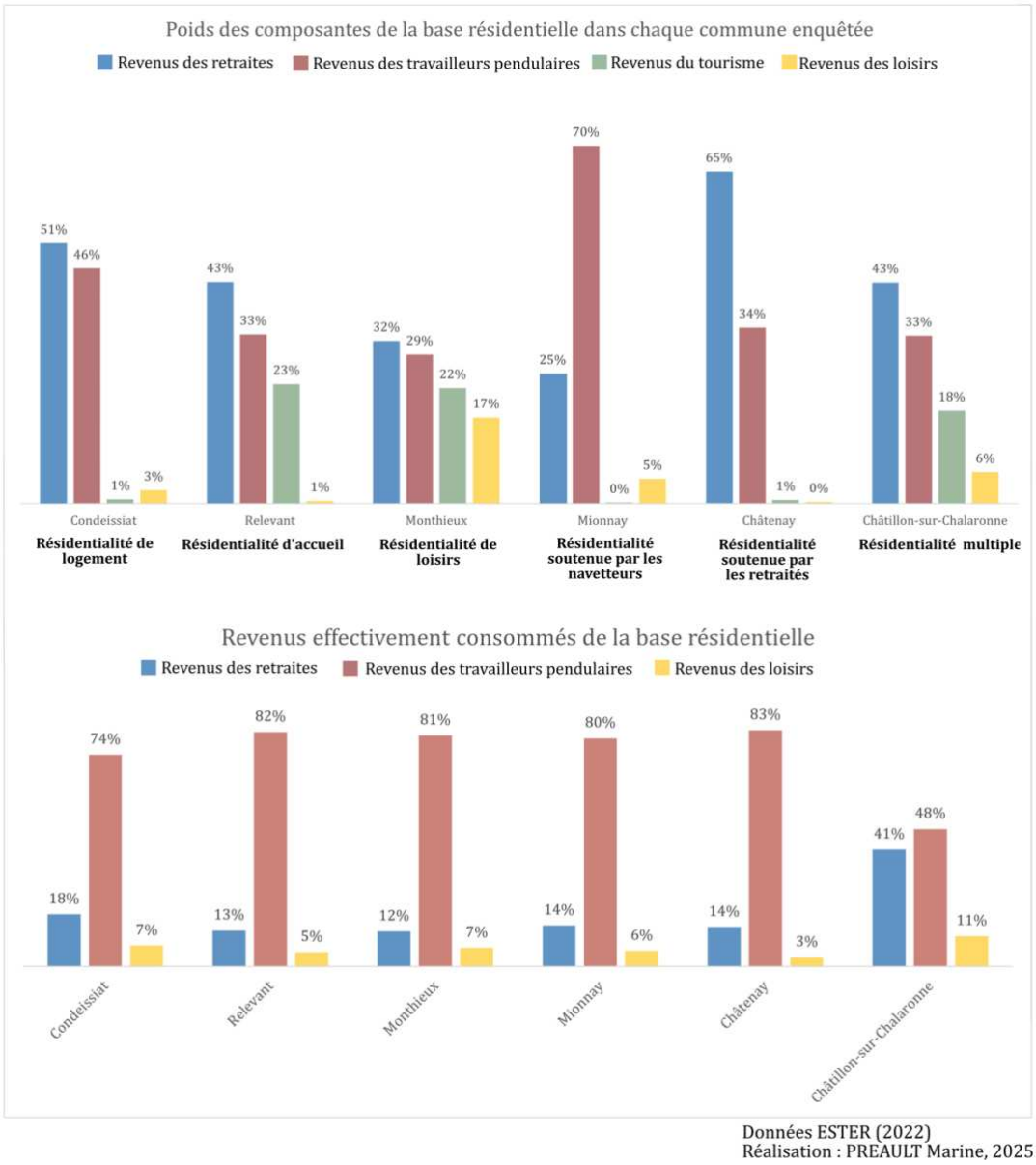


Figure 34 Contribution de chaque secteur aux revenus effectivement dépensés de la base résidentielle

Dans un premier temps, au regard des revenus dépensés sans distinction sur le territoire, la situation paraît bien moins diversifiée que ce qui a été observé du côté des revenus captés par les territoires. En effet, quel que soit le profil résidentiel des communes, les revenus dépensés par les ménages sont très majoritairement ceux des actifs navettrices et navetteurs des territoires. Ces ménages ont effectivement, en moyenne, des revenus plus élevés que les retraités du territoire et des dépenses très contraintes pour les transports quotidiens, vers le travail en particulier. La contribution de ces dépenses oscille ainsi entre 74,29% et 82,85% des revenus, à la

différence notable de Châtillon-sur-Chalaronne où ces revenus ne représentent « que » 48,25% des revenus dépensés. Pourtant, à Châtenay, une commune à résidentialité soutenue par les retraites, ce sont 69% des revenus de retraite qui soutiennent la base résidentielle de la commune. En tenant compte des revenus dépensés, ils ne constituent plus que 13,87% des revenus résidentiels dépensés. Au regard des dépenses, c'est donc finalement la commune de Châtillon-sur-Chalaronne qui a la plus grande part des revenus de retraite dépensés sur son territoire. La commune est aujourd'hui le seul pôle de service local pour les retraités, notamment pour la santé. La part des revenus de loisir dans l'ensemble des revenus résidentiels diminue également de façon significative, quelle que soit la commune. La spécificité des revenus de loisirs, notamment sur Monthieux, est spécifiée dans la troisième sous-section ci-après.

2.3.2. Les dépenses des ménages en-dehors du logement et des transports

Je mentionnais en première section un décalage entre les dépenses des personnes à la retraite, du fait d'un nombre plus important de propriétaires. Il est donc possible que le volume de dépenses des ménages navetteurs soit gonflé par les dépenses en logement qui ne sont pas nécessairement orientées vers le territoire dombiste ou communal (remboursement de prêts immobiliers, assurances, énergie…). En effet, sur l'ensemble des communes enquêtées, les dépenses en logement des ménages retraités représentent 30 025€ contre 149 549€ pour l'ensemble des ménages navetteurs enquêtés (ESTER, 2022). Autrement dit, les dépenses liées au logement des ménages retraités représentent des montants moins importants que pour les ménages actifs. Une étude des revenus résidentiels est donc refaite en excluant ces dépenses immobilières. Je retire également les dépenses en transport de l'analyse, ces dernières étant également susceptibles d'être plus importantes pour des ménages navetteurs, qui se déplacent quotidiennement vers le lieu de travail. Les transports représentent en effet 7 539€ des dépenses de l'ensemble des ménages retraités contre 39 823,85€pour l'ensemble des ménages navetteurs. Sont donc exclus l'ensemble des charges

susceptibles d'être très différents entre ménages navetteurs et ménages retraités (figure 11).

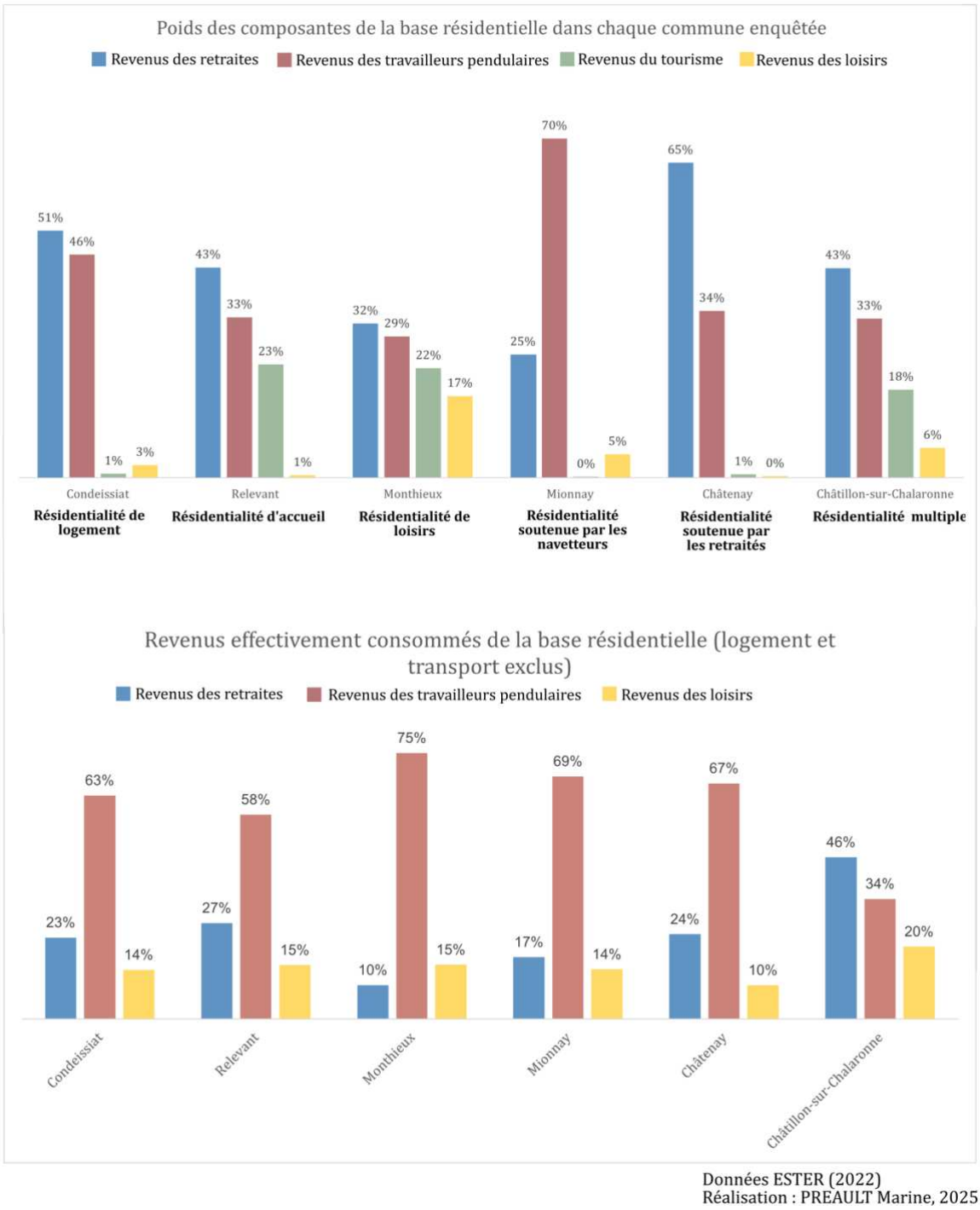


Figure 35 Provenance des revenus dépensés (logement et transports exclus)

Une fois ces modifications effectuées, on observe un rééquilibrage entre les différentes contributions aux bases résidentielles des communes. Malgré ce redressement, les ménages navetteurs restent les principaux contributeurs de la base

résidentielle de nos communes, à l'exception de Châtillon-sur-Chalaronne. La part des revenus dépensés en loisirs est également plus significative sans les dépenses en logement et en transports.

Des différences persistent toutefois avec la typologie issue de la seule circulation des revenus, comme par exemple à Châtenay, où le profil résidentiel change complètement par rapport à la première typologie. Initialement perçue comme une commune à résidentialité soutenue par les retraites, ces revenus ne représentent pourtant que 23,93% des revenus dépensés, contre 69% des revenus mesurés par la circulation. Les dépenses effectuées dans les loisirs sont également plus importantes, comme dans toutes les autres communes par ailleurs. Les part des revenus dépensés issue des retraites reste également inférieure à ce qui a été observée initialement à Condeissiat, commune à résidentialité de logement. Quant à Mionnay, la répartition des revenus dépensés reste proche de ce qui a été observé initialement, avec une majorité de revenus issus des revenus des ménages navetteurs. Toutefois, cette répartition apparaît moins spécifique dans la mesure où c'est celle qui domine sur la quasi-totalité des communes étudiées.

Finalement, ce sont les résidentialités de Relevant et de Châtillon-sur-Chalaronne qui varient par rapport à la typologie initiale. Nous retrouvons ainsi cette répartition plus équilibrée entre les secteurs d'origine des revenus dépensés, et c'est même la seule commune où les revenus issus des retraites sont majoritaires dans les dépenses, une répartition interne qui diffère donc de la typologie d'origine. C'est ensuite à Relevant, commune de résidentialité d'accueil, que la part de revenus issus des retraites est la plus importante. Les revenus de loisirs qui y sont dépensés sont également plus importants que dans les autres communes, à l'exception de Châtillon-sur-Chalaronne et dans les mêmes proportions qu'à Monthieux. La résidentialité d'accueil ne peut cependant pas être réellement vérifiée, puisque celle-ci repose principalement sur les revenus touristiques. Par ailleurs, ces revenus du tourisme étaient apportés par la présence d'un camping et d'un hôtel sur la commune. Le camping ayant fermé entretemps, il est possible que le profil résidentiel de la commune ait évolué aujourd'hui. Enfin, le profil de Monthieux, initialement

résidentialité de loisirs, diffère également avec la prise en compte des dépenses. En effet, le secteur des loisirs ne se distingue pas spécifiquement des autres communes et reste assez proche de Châtillon-sur-Chalaronne ou encore de Relevant. La spécificité des revenus de loisir sur cette commune est évoquée dans la sous-section suivante.

Le retrait des dépenses en logement et en transport permet donc de faire ressortir les dépenses des retraites et celles des loisirs, mais les revenus dépensés restent tout de même majoritairement issus des revenus des actives et actifs travaillant en dehors de leur commune de résidence, ces derniers étant donc partout la principale cible de promotion de la captation de revenus résidentiels dans le territoire.

2.3.3. La mise en exergue d'un secteur destiné à attirer les revenus métropolitains : le Golf du Gouverneur de Monthieux

Une différence notable est également visible sur les revenus de la commune de Monthieux, commune préalablement identifiée comme une résidentialité de loisir. Cette résidentialité était principalement portée par la présence d'un golf, générant d'importants revenus de loisirs, mais aussi touristiques. En s'intéressant aux revenus basiques dépensés par les ménages de ce territoire, la part des revenus des loisirs passe de 17% à 6,6% et à 15,3% si l'on exclut les dépenses en logement et transport, une proportion qui reste équivalente aux autres communes en comparaison de la typologie initiale. Cette contribution du golf disparait donc dès lors que l'on s'intéresse aux pratiques habitantes : en effet, la pratique du golf n'est mentionnée par aucun des ménages de la commune et par seulement trois ménages de l'échantillon. Aussi, le golf apparait comme une activité peu pratiquée par les habitantes et habitants mais davantage tournée vers l'attraction de pratiquants extérieurs au territoire.

> Marine : « Et donc, si je rebondis un peu sur le golf, est ce que vous avez une idée de l'importance des loisirs pour la commune en termes de revenus ?
>
> Élu : Pour ceux qui jouent au golf, il n'y en a pas tant que ça. Mais qu'est-ce qu'il y a comme loisirs... Après, qu'est-ce que je peux dire ? J'en connais qui... Certains que je vois donc pratiquer des activités sportives, des choses comme ça et tout ce sont ceux également qui, je dirais, qui se promènent le plus. »
>
> Entretien avec le maire de Monthieux

Il s'agit d'une structure différente de celles que l'on peut trouver sur le territoire de la Communauté de Communes de la Dombes. En effet, pour comparaison, le Parc des Oiseaux, qui attire une clientèle extérieure importante sur le territoire (entretien avec le maire de Villars-les-Dombes, avril 2022), est également très pratiqué par les habitantes et habitants du territoire. En effet, un entretien spontané réalisé en décembre 2021 avec une employée du Golf du Gouverneur a confirmé une orientation vers la clientèle extérieure, et plus spécifiquement lyonnaise, du complexe. Cet entretien nous a permis de mieux comprendre l'insertion territoriale du golf et ses relations avec les différentes actrices et acteurs du territoire. Si le complexe apporte des emplois (une cinquantaine de CDI en 2021 d'après l'employée rencontrée, et le double en haute saison estivale), il utilise également des aménités et ressources territoriales, notamment l'eau, qui est une ressource de plus en plus rare l'été en Dombes. Or, les golfs peuvent susciter des tensions autour de cette ressource en cas de sécheresse importante.

Si la personne rencontrée mentionne une « barrière » entre le golf et les ménages de la commune, aucun conflit n'est mentionné par l'employée, ni par le maire du village. La presse locale ne mentionne également aucun conflit autour des golfs et de l'utilisation de l'eau sur le territoire de la Communauté de communes de la Dombes. La « barrière » mentionnée concerne davantage la pratique du golf en tant que tel. Si la clientèle cible n'est pas celle du territoire dombiste – notamment en termes de revenus, la pratique de ce sport restant majoritairement un marqueur social de richesse – le complexe met tout de même en avant le souci de créer un lien avec le territoire en souhaitant « mettre l'établissement en valeur mais aussi la région et son environnement ». Ainsi, l'établissement propose des packages d'offres de séjour avec le Parc des Oiseaux et met en avant des produits locaux dombistes dans son épicerie. Mais surtout, l'employée rencontrée nous explique vouloir « enlever des barrières » entre le golf et les habitantes et habitants du territoire via l'organisation d'évènements à destination des ménages de Monthieux et des communes alentour tels que l'inauguration d'une patinoire l'hiver, l'organisation de la fête de la musique avec une guinguette…

Aussi, si le golf est peu pratiqué par les ménages dombistes, la structure tente tout de même un ancrage dans la vie locale en apportant des activités à destination des habitants et habitantes, mais aussi en se posant comme une « vitrine » ou un point d'entrée sur le territoire pour les touristes.

Il existe donc bien un décalage entre les revenus qui circulent sur un territoire et leur dépense effective sur ce même territoire, comme nous venons de le démontrer. Il est toutefois possible et nécessaire de préciser davantage cette distribution des revenus de consommation, en s'intéressant aux revenus qui sont effectivement captés par le secteur domestique des communes, et ceux qui sont remis en circulation vers d'autres territoires.

3. Quelle contribution des revenus de la base résidentielle au secteur domestique du territoire ?

S'intéresser aux lieux, montants et motivations des dépenses des ménages permet de connaître la redistribution effective des revenus vers le secteur domestique de chaque commune, et plus spécifiquement l'importance jouée par les revenus de la base résidentielle dans ce secteur domestique. La théorie de la base économique ne s'intéresse pas seulement à la circulation des revenus mais suggère également que ces revenus sont dépensés vers les services, équipements et entreprises des territoires, favorisant ainsi leur activité économique. Dans les espaces ruraux, la base résidentielle est identifiée comme principale contributrice à ce secteur économique, d'où la nécessité pour les communes d'attirer ces revenus résidentiels.

À l'issue des enquêtes auprès des différents ménages, qu'observe-t-on de la répartition des revenus dépensés ? Leurs revenus sont-ils réellement investis dans le secteur domestique des communes ? La base résidentielle contribue-t-elle effectivement davantage à ce secteur ou est-elle constituée de ménages plus mobiles,

redistribuant les revenus en-dehors du territoire ? Peut-on identifier des facteurs favorisant l'attrait des revenus résidentiels vers les secteurs domestiques ?

L'analyse des montants dépensés dans chaque commune et par unité de consommation permet donc dans un premier temps de constater des revenus dans l'ensemble peu réinvestis dans les secteurs domestiques des communes. Dans un deuxième temps, la base résidentielle paraît, dans une certaine mesure, comme majeure dans les dépenses vers le secteur domestique. Cette prépondérance est notamment due au montant total déjà plus élevé de cette base dans les communes. Dans un troisième temps, une approche par unités de consommation permet de relativiser cette contribution résidentielle et d'identifier les différentes contributions au secteur domestique selon les profils des ménages.

3.1. Des revenus basiques peu réinvestis dans le secteur domestique des communes

Les montants des dépenses obtenus lors des entretiens ont été attribués aux communes de dépense. Nous identifions ainsi les revenus consommés directement dans le secteur domestique de la commune, les revenus captés par les secteurs domestiques des communes, et enfin, les revenus qui échappent à la commune – cette fuite de revenus sera développée dans le chapitre suivant.

Si l'intérêt souvent avancé d'une approche de l'économie territoriale par la base économique est de permettre d'expliquer le développement économique des territoires ruraux, l'étude des revenus consommés ne confirme pas un réinvestissement important des revenus vers le secteur domestique de la commune de résidence. En effet, la part des revenus réinvestie, hors logement et transport, dans le secteur domestique de la commune n'atteint pas 10% des revenus dans la majorité des communes (tableau 12). La seule exception notable est Châtillon-sur-Chalaronne, qui parvient à maintenir les deux tiers des revenus dépensés sur son territoire.

Tableau 11 Montants et parts des revenus dépensés par mois (en €) par l'ensemble des ménages contribuant au secteur domestique du territoire

	Châtenay	Châtillon-sur-Chalaronne	Condeissiat	Mionnay	Monthieux	Relevant
Dépenses effectuées sur la commune de résidence	7 303,27	130 572,01	22 950,68	63 803,12	42 070,34	15 477,82
Montant total des revenus dépensés par les ménages	382,38	83 083,55	2 199,54	6 596,028	2 592,31	135,00
Part des dépenses sur la commune dans l'ensemble des dépenses	**5,2%**	**63,6%**	**9,5%**	**10,3%**	**6,1%**	**0,9%**

Le détail des revenus dépensés par les ménages permet d'expliciter ce décalage entre Châtillon-sur-Chalaronne et les autres communes du territoire. Premièrement, la commune bénéficie d'équipements plus rares tels qu'une offre importante de restaurants, de structures de loisirs (piscine, cinéma, médiathèque, par exemple), ou encore de quelques commerces vestimentaires, qui assurent le maintien d'une partie des dépenses des ménages dans son secteur domestique. Plus concrètement, c'est la seule commune à assurer la distribution d'une partie des revenus de ses habitantes et habitants dans les commerces de vêtements (annexe), et ceci est également observable pour les dépenses en chaussures ou en librairie. Deuxièmement, c'est surtout la présence d'une offre de commerces alimentaires qui permet à Châtillon-sur-Chalaronne de confirmer le maintien des revenus sur son secteur domestique. En effet, c'est la seule de nos communes à bénéficier de la présence de deux supermarchés, lesquels restent les lieux d'achats privilégiés des ménages du territoire. À ces commerces s'ajoutent un marché renommé qui attire lui aussi une part non-négligeable des dépenses alimentaires des ménages de la commune. Ce marché fait d'ailleurs partie des éléments appréciés par les habitantes et habitants, qui le

mentionnent souvent comme un élément essentiel de la qualité de vie à Châtillon-sur-Chalaronne.

> Marine : Estimez-vous vivre dans un environnement de qualité ?
>
> Personne enquêtée : « Oui »
>
> Marine : Qu'associez-vous à cette qualité ?
>
> Personne enquêtée : « La beauté du village, son marché, ses habitants. On est près de tout ! »

Le marché de Châtillon-sur-Chalaronne ne participe pas seulement au maintien des revenus sur son territoire, il permet aussi de capter des revenus extérieurs. Ainsi, sur les 16 128,37€ mensuels dépensés au marché de Châtillon-sur-Chalaronne, près de 4 000€ proviennent des cinq autres communes enquêtées (annexe 9).

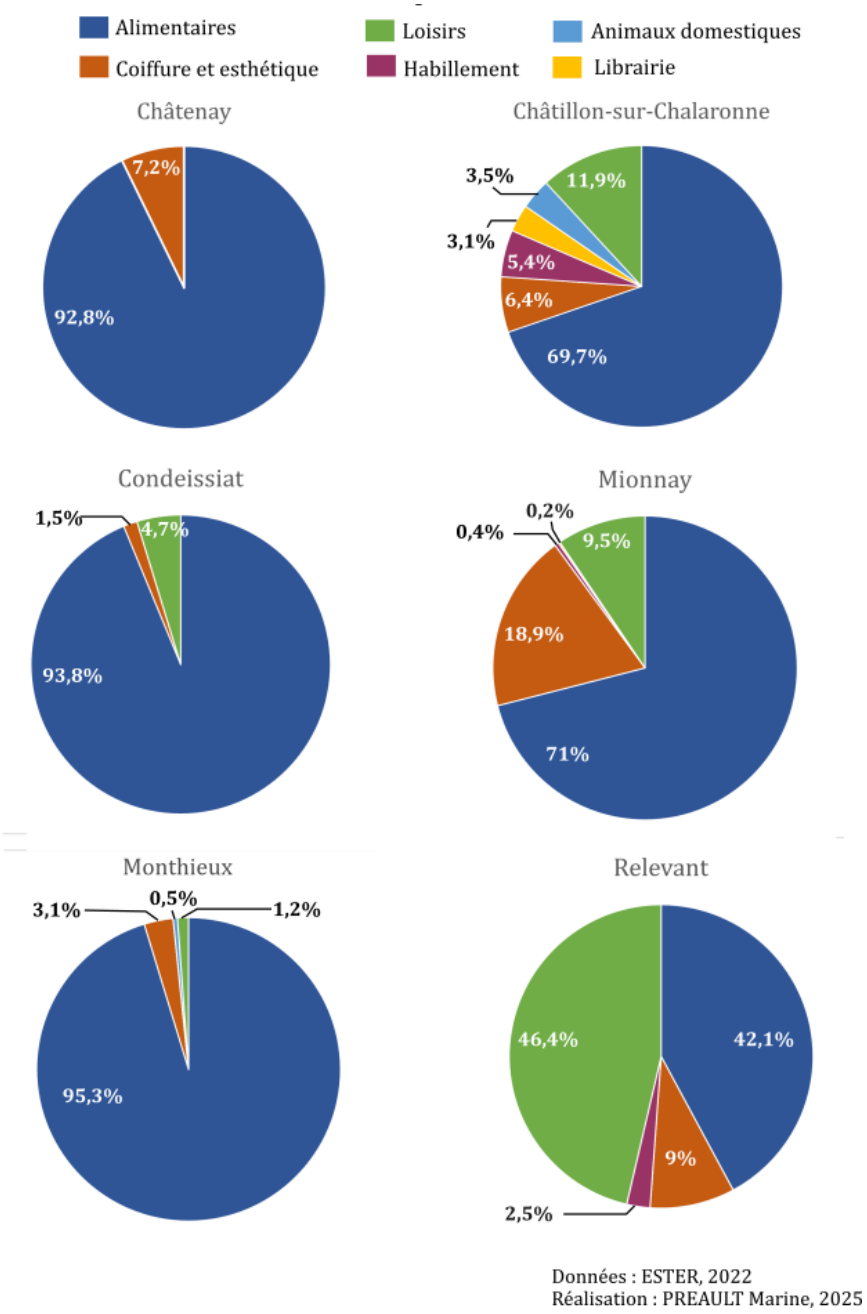


Figure 36 Répartition des différents revenus dépensés par les ménages au sein des secteurs domestiques des communes enquêtées

L'importance des commerces liés à l'alimentation pour capter les revenus de l'économie résidentielle se confirme également dans les autres communes du territoire puisque, quelle que soit la commune, les dépenses alimentaires restent les revenus principaux captés par les secteurs domestiques. Par exemple, à Monthieux, la présence d'une vente directe de fruits et légumes permet de maintenir 2 470€ des revenus des

ménages dans le secteur domestique de la commune, soit près de 96% de son secteur domestique ! À Mionnay, c'est encore une fois le marché qui permet de maintenir une part non-négligeable des revenus des ménages sur le territoire : 2 396€ mensuels sont dépensés au marché par les Mionnezans, soit 36% des revenus consommés. Élargi à l'ensemble des commerces du secteur alimentaire, c'est 71% de contribution de ce secteur à l'économie domestique de la commune, les commerces de proximité étant eux aussi des lieux de consommation privilégiés par les ménages, et ce malgré la proximité de Saint-André-de-Corcy, autre pôle important du territoire qui concentre supermarchés, marché, commerces de proximité ou encore magasin de producteurs. Confirmant également les constats précédents, c'est dans la commune de Relevant, où les commerces de proximité et marché sont absents, que les revenus des ménages contribuent le moins à son secteur domestique. Quelques dépenses en vente directe sont observées, sans atteindre les montants observés sur la commune de Monthieux.

Malgré tout, Châtillon-sur-Chalaronne reste la seule commune à capter la majorité des revenus dépensés par ses ménages vers son secteur domestique, confirmant ainsi son statut de pôle rural à l'échelle du territoire. Même Mionnay, deuxième commune la plus peuplée des six communes et bénéficiant d'un certain nombre de commerces de proximité et de son marché, ne parvient pas à maintenir plus de 11% des revenus sur son territoire. Pour Mionnay, cela peut être expliqué, entre autres, par la présence voisine de Saint-André-de-Corcy comme mentionné précédemment – et ceci sera évoqué plus longuement dans le chapitre suivant.

Ces résultats confirment l'hypothèse selon laquelle un modèle de développement rural fondé sur la seule attraction des revenus consommés n'est pas opératoire à l'échelle des communes et nécessite une échelle d'observation plus large de la circulation des revenus de consommation – c'est l'objet du cinquième chapitre de ce travail. Ils donnent en revanche des pistes d'action pour maintenir ces revenus sur le territoire, que ce soit à l'échelle communale, d'un bassin de vie ou d'un EPCI.

3.2. La base résidentielle : un moteur dans le fonctionnement des secteurs domestiques ?

3.2.1. Une majorité de revenus résidentiels parmi les revenus consommés de la base domestique

Toutefois, l'intérêt d'une approche par la théorie de la base économique se confirme quand on s'intéresse à l'origine des revenus dépensés sur les communes. Les revenus de la base résidentielle étant majoritaires sur le territoire, ils le demeurent dans les dépenses vers le secteur domestique du territoire. Néanmoins, pour confirmer l'hypothèse d'une contribution plus importante de cette base au secteur domestique, il est nécessaire de regarder la contribution relative des revenus au secteur domestique.

Tableau 12 Contribution des bases au secteur domestique de chaque commune

	Châtenay	Châtillon-sur-Chalaronne	Condeissiat	Mionnay	Monthieux	Relevant
Base résidentielle	73,91%	71,72%	96,28%	79,62%	78,13%	56,79%
Base productive privée	26,09%	12,18%	3,72%	6,34%	16,94%	43,21%
Base publique	0%	4,49%	0%	0%	0%	0%
Base sanitaire et sociale	0%	11,62%	0%	14,05%	4,93%	0%

En termes de contribution relative, la base résidentielle demeure majoritaire dans l'ensemble des communes, bien plus que la base productive privée. Ce résultat confirme, lui, l'idée de territoires alimentés principalement par des revenus non-productifs puisque c'est bien l'économie résidentielle qui alimente majoritairement les revenus maintenus dans le secteur domestique de chaque commune, à plus de 70% ; à l'exception de Relevant où les revenus du secteur productif restent, eux, bien plus élevés.

Les composantes de la base résidentielle demeurent toutefois hétérogènes : revenus d'actifs navetteurs, de retraites et de loisirs. Ces composantes contribuent-elles de façon différente à la base résidentielle des communes ? L'hypothèse posée au moment du traitement est la plus forte contribution des revenus issus des retraites du fait d'une supposée moins grande mobilité de ces personnes. Les ménages retraités ne

sont pas contraints par les mobilités quotidiennes liées au travail par exemple, et l'âge peut également être un facteur de restriction de la mobilité. Annabelle Morel-Brochet et Lionel Rougé (2017) démontrent en effet que les dépenses de ces ménages ont tendance à se re-polariser autours des petites villes proches du territoire de résidence.

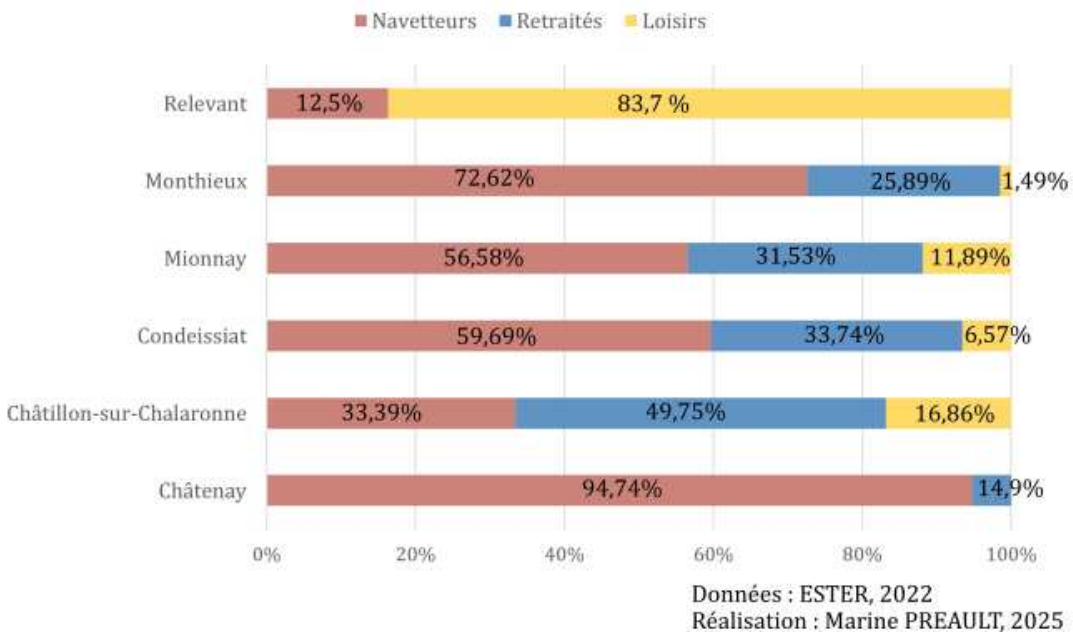


Figure 37 Part des composantes dans les dépenses de la base résidentielle vers le secteur domestique

Les résultats obtenus contredisent cette hypothèse (figure 36), avec une contribution majoritaire des navetteurs à Châtenay, Condeissiat, Mionnay et Monthieux. À Châtenay, cette contribution atteint près de 95% des revenus consommés, malgré une résidentialité identifiée au départ comme « résidentialité de retraite ». C'est finalement à Condeissiat et Monthieux que l'on retrouve une répartition plus équilibrée des revenus basiques dépensés avec 56% à 59,6% de revenus consommés issus des navetteurs, et environ un tiers de revenus des retraites. Les consommations liées aux loisirs sont également plus importantes au sein de la base résidentielle de ces communes.

3.2.2. Une aire d'influence châtillonnaise qui se confirme en termes de consommation des revenus

Deux autres communes se distinguent donc en termes d'apports de revenus de consommation de la base résidentielle : Châtillon-sur-Chalaronne et Relevant.

La contribution de la base résidentielle au secteur domestique de Châtillon-sur-Chalaronne se distingue des résultats précédant sur deux aspects (figure 35) : une répartition plus équilibrée des dépenses liées au secteur domestique et une majorité de revenus dépensés issus des retraites. Ces deux constats coïncident avec les résultats précédents : d'une part, les revenus apportés sur la commune sont eux-mêmes plus équilibrés, et d'autre part, les équipements sont plus nombreux et plus diversifiés sur cette commune, ce qui favorise, comme pour toutes les autres bases, le maintien et l'attractivité de la consommation des revenus.

La répartition des revenus résidentiels effectivement dépensés à Relevant est en revanche plus surprenante avec une absence de revenus issus des retraites et une très forte contribution des revenus de loisirs dans l'alimentation du secteur domestique de la commune. Ce résultat est d'autant plus surprenant qu'il ne coïncide pas avec la répartition des revenus apportés et dépensés sur la commune (figures 28 et 28) : en excluant les dépenses liées au logement et au transport, les revenus résidentiels dépensés par les habitantes et habitants de la commune sont constitués à 57,69% de revenus des ménages navetteurs, à 27,09% de revenus issus des ménages retraités, et enfin à 15,23% de revenus liés aux pratiques de loisirs. Si on regarde plus en détail, la majorité des dépenses des ménages retraités de la commune sont effectués à Châtillon-sur-Chalaronne, qui capte donc une part importante des revenus des retraités de la commune. Confirmant encore cet attrait pour Châtillon-sur-Chalaronne, quatre ménages retraités sur les sept interrogés évoquent spontanément la proximité de Châtillon-sur-Chalaronne comme un élément fondamental de leur qualité de vie à Relevant :

> Marine : « Qu'associez-vous à cette qualité ? »
>
> Ménages :
> « Le calme et le fait de pas voir de grands ensembles mais la proximité de Châtillon avec les commerces »

« On n'est pas trop loin de la ville »

Les ménages retraités interrogés expliquent donc se rendre deux fois par semaine sur Châtillon-sur-Chalaronne pour effectuer leurs achats alimentaires. Certains de ces ménages évoquent à ce propos une faible mobilité, due à l'âge, et apprécient en ce point la proximité à Châtillon-sur-Chalaronne, tout en limitant ces déplacements à quelques jours de la semaine. On retrouve les mêmes explications pour les achats vestimentaires, qui se font majoritairement à Châtillon-sur-Chalaronne, mais aussi sur la commune de Relevant auprès des « Camions bleus » qui correspondent aux camions de la franchise *Magasins bleus*, spécialisés dans la vente de produits vestimentaires « pour séniors » à domicile et qui permettent ainsi aux habitantes et habitants de ne pas se déplacer, sans pour autant alimenter le secteur domestique de la commune de résidence. Les pratiques de consommation ont déjà été étudiées par Angèle Brachet (2024a, 2024b) qui explique que ces dernières suivent des trajectoires diverses au moment du passage à la retraite. Après la retraite, les ménages les plus mobiles diversifient et multiplient leurs lieux d'achats mais ceux-ci se cantonnent toutefois à un périmètre délimité, avec pour conséquence un investissement dans les commerces de proximité. Avec l'âge, ces mobilités deviennent plus contraintes et les ménages recentrent encore davantage leurs achats vers le lieu d'habitat et limitent leurs déplacements (Brachet, 2024). Les dépenses des revenus retraités vers Châtillon-sur-Chalaronne s'expliquent donc par la proximité des commerces qu'offre cette commune pour ses habitantes et habitants retraités, mais aussi pour les ménages des autres communes à proximité, à l'image de Condeissiat. En tant que bourg rural, Châtillon-sur-Chalaronne devient aussi le lieu de vie des ménages recherchant l'accessibilité piétonne des commerces. Comme de nombreux bourgs ruraux en France (Paumelle, 2024), Châtillon-sur-Chalaronne attire une population âgée de plus de soixante ans. Ces ménages apprécient particulièrement la possibilité d'accéder facilement et à pieds aux commerces ou encore à des services de santé. Cette attractivité résidentielle des bourgs-ruraux se retrouve donc dans les revenus résidentiels des communes comme Châtillon-sur-Chalaronne.

La fuite de la consommation vers Châtillon ne concerne pas seulement les ménages retraités, mais se retrouve également chez les actives et actifs de la commune qui effectuent tous et toutes leurs dépenses en supermarchés à Châtillon, mentionnant également la fonctionnalité « drive » de ces derniers, qui devient un facilitateur et permet des gains de temps quotidiens pour ces ménages. Un ménage mentionne toutefois des dépenses chez un maraicher en vente directe, présent sur la commune.

Du côté des loisirs, on observe davantage de divergences entre les ménages actifs et retraités. Pour les retraités, ce sont les sorties « avec le club » qui sont le plus souvent mentionnées. Ces ménages contribuent de cette manière au secteur domestique du territoire en effectuant des dépenses vers une association, qui organise pour eux un certain nombre d'activités à Relevant ou à l'extérieur. Ces dépenses ne créent donc pas une activité économique à proprement parler, mais contribuent tout de même à la qualité de vie sur la commune, participant à l'essor de son tissu associatif. Pour les actives et les actifs, on retrouve peu de dépenses en loisirs sur la commune, à l'exception des pratiques cynégétiques. Aussi, les dépenses en loisirs sont finalement assez faibles sur la commune, à l'exception de la chasse, peu pratiquée mais avec des montants dépensés importants (encadré ci-après), et du « club » pour les retraités, qui est, à l'inverse de la chasse, une pratique plus courante mais avec moins de volumes monétaires dépensés. La composante loisirs de la base résidentielle de Relevant se voit surtout gonflée par une des dépenses dans les autres composantes très limitées, mais ne traduit pas une activité ou offre de loisirs considérable sur la commune.

Ces résultats semblent également confirmer l'appartenance de Relevant à l'aire d'attraction de Châtillon-sur-Chalaronne (Insee), mesurée cette fois-ci à partir des pratiques de consommation.

Encadré : Économie résidentielle « souterraine » de la chasse en Dombes

Je n'ai pas pu reconstituer les revenus apportés par la chasse sur le territoire, mais les lectures sur le territoire, les entretiens avec les élus ou ceux réalisés dans le cadre d'un mémoire de master laissent supposer un apport important de revenus pour les communes concernées. Une première approche par des sites « d'achat » de parties de chasse m'avait permis de constater des prix très élevés des parties de chasse en Dombes, par rapport au

reste de l'Ain. Une inscription sur le site « Où chasser ? » (site aujourd'hui inactif) m'a donné l'accès à une liste des chasses privées possibles dans l'Ain. Les prix d'inscription vont ainsi de 1100€ la partie à Saint-Trivier-sur-Moignans à 3500€ sur Châtillon-sur-Chalaronne, montant auquel il faut ajouter un droit d'entrée de 1500€. Ces parties de chasses sont donc environ dix fois plus chères que sur le reste du département où les parties oscillent entre 150 et 300€. Ces montants élevés s'expliquent par la réputation du territoire pour la pratique de la chasse de gibier d'eau. Si la chasse est pratiquée par quelques ménages interrogés, les montants alloués sont dans l'ensemble assez loin de ceux évoqués précédemment. Cela s'explique par un territoire de chasse pratiqué par les habitantes et habitants, et principalement la bourgeoisie des métropoles environnantes, Lyon, Grenoble et Genève (Soulard, 2005). Il m'a donc été compliqué d'accéder à ce terrain spécifique, qui semble pourtant entrer pleinement dans le cadre de l'économie résidentielle du territoire, et pour des montants qui peuvent être considérables.

Les entretiens avec les élus ont également confirmé la connaissance de cette contribution au territoire, sans toutefois être capable de la quantifier, ou de préciser ses effets sur le secteur domestique de la Dombes.

> « Alors la chasse a une place importante. C'est l'activité économique on peut dire, en soi. Il y a énormément de chasses, qui sont toutes des chasses privées. Il n'y a pas de chasse communale, comme dans toute la Dombes. Vous allez voir ça partout. Il n'y a pas de chasse communale. Ça, c'est très, très original. C'est un peu comme en Sologne, comme certaines... En Camargue... Vous avez des zones très très particulières parce qu'elles ne comportent pas de participation communale à quelques exceptions près. Donc, les chasses privées ont une activité économique importante. Elles dégagent des activités de restauration, des activités d'achat, de cartouches, d'armes, de transport... »

> « Bon, les chasseurs, c'est une autre euh... Ouais, on n'a pas de chasse communale. Ce sont des chasses privées, comme 90% des chasses en Dombes. Je pense que c'est ce que vous avez partout et c'est une grosse activité, donc de septembre à mi-février. Avec des chasses qui sont louées euh... Voilà, les gens viennent, chassent la journée, mangent un bon morceau à 12h. Pas très prudent quand ils chassent l'après-midi. Mais enfin bon, voilà. Non, non, mais par contre, faut noter que c'est une activité souterraine au niveau financier, bien sûr. C'est visible, ça reste... Mais au

niveau financier, c'est une activité souterraine. La part de chasse se loue à 3 000 € à peu près. Plus un droit d'entrée. »

Extraits anonymisés d'entretiens avec des élus de la Dombes

Au-delà des retombées économiques liées aux parties de chasse en elle-même, les retombées de cette circulation de revenus sont également susceptibles d'alimenter le secteur domestique du territoire, en restaurant ou en armurerie par exemple. Un travail de recherche spécifiquement consacré à cet aspect pourrait permettre d'explorer plus précisément l'ensemble des impacts de cette pratique cynégétique pour le territoire, mais aussi d'interroger de potentielles conflictualités avec les ménages néo-ruraux.

3.2.3. Un maintien des revenus corrélé à l'offre de services des communes ?

En nous intéressant aux dépenses alimentaires, aux loisirs, ou encore en constatant par observation un plus grand nombre de commerces ou services sur Châtillon-sur-Chalaronne, nous avons posé l'hypothèse d'un lien entre les revenus maintenus dans le secteur domestique et la présence d'équipements sur le territoire.

Je procède donc à un recensement des équipements présents sur chaque comme grâce aux données de la Base Permanente des Équipements, ainsi qu'à un recensement des associations à partir des informations fournies par les communes, pour vérifier l'hypothèse d'un lien entre les revenus résidentiels effectivement dépensés et le niveau d'équipement des communes. Pour ce faire, je fais une comparaison entre les communes et leurs équipements sur trois aspects : la part des revenus maintenus et les commerces présents, les dépenses en loisirs et le niveau d'équipements en sport, loisirs et culture et enfin les dépenses en loisirs et le nombre d'associations recensés sur la commune.

Tableau 13 Comparaison entre la part des revenus résidentiels consommés dans le secteur domestique de la commune de résidence et le nombre d'équipements commerciaux de la commune

Commune	Part des revenus résidentiels maintenus sur le secteur domestique	Nombre d'équipements en commerces (BPE, 2021)
Châtenay	5,2%	1
Châtillon-sur-Chalaronne	63,6%	35
Condeissiat	9,6%	3
Mionnay	10,3%	9
Monthieux	6,2%	0
Relevant	0,9%	1

Dans l'ensemble, un lien semble bien s'observer entre la capacité du secteur domestique des communes à capter les revenus de la base résidentielle et le niveau d'équipements commerciaux des communes, puisque Châtillon-sur-Chalaronne, comme qui possède de loin le plus d'équipements commerciaux, maintien la plus grande part de ses revenus sur la commune. Ce lien n'est cependant pas systématique, comme en témoigne la comparaison entre Mionnay et Condeissiat. Mionnay apparaît plus équipée que Condeissiat, pour des revenus maintenus pourtant proches.

Je mobilise donc ensuite le niveau d'équipements en loisirs et associatif des communes pour interroger le lien spécifique entre les dépenses en loisirs et le niveau d'équipements des communes sur ce domaine.

Tableau 14 Comparaison entre la part des revenus de loisirs consommés dans le secteur domestique de la commune de résidence et le nombre d'équipements de loisirs, sports, cultures et d'associations de la commune

Commune	Part des revenus dus aux loisirs maintenus sur la commune	Niveau d'équipements en loisirs, sport et culture (BPE, 2021)	Nombre d'association recensés sur la commune[45]
Châtenay	0%	2	2
Châtillon-sur-Chalaronne	50,1%	30	114
Condeissiat	36,1%	7	11
Mionnay	8,8%	13	21
Monthieux	1,1%	N/A	4
Relevant	2,1%	6	3

Si Châtillon-sur-Chalaronne demeure la commune au plus fort taux de revenus de loisirs maintenus et au plus grand nombre d'équipements dédiés aux loisirs, d'autres communes parviennent à maintenir des revenus non-négligeables de ce secteur, malgré un faible nombre d'équipements. Par exemple, Condeissiat parvient à maintenir 36% des revenus de ses revenus de loisirs dans son secteur domestique, avec seulement sept équipements recensés dans la BPE de 2023. À l'inverse, Mionnay, avec presque le double des équipements (13) ne capte que 8,8% de ses revenus vers son secteur domestique.

Concernant le secteur associatif, Condeissiat se distingue des autres communes rurales par une part des revenus de loisirs plus importante (36%) avec pourtant relativement peu d'associations présentes (11). La part des montants de loisirs dépensés vers le secteur domestique de la commune est en réalité portée par les montants élevés dépensés dans la chasse, qui constituent à eux seuls la moitié des dépenses en loisirs, alors même qu'un restaurant est présent sur la commune. À

[45] Recensés par les communes sur leur site Internet (Châtillion-sur-Chalaronne, Mionnay et Condeissiat) ou dans les Pages Jaunes (Châtenay, Monthieux, Relevant) en février 2025. Les données recensées sur les sites Internet ne sont cependant pas toutes actualisées à cette date : 2024 pour Châtillon-sur-Chalaronne, 2020 pour Mionnay, inconnu pour Condeissiat

l'inverse, les revenus maintenus à Châtillon-sur-Chalaronne n'atteignent que la moitié des dépenses en loisirs, avec pourtant une offre associative bien plus importante que les autres communes de l'échantillon.

Ces résultats restent exploratoires et à approfondir avec un travail portant sur un plus grand nombre de communes. En effet, ils ne s'appuient que sur une comparaison entre les communes. Une tentative de vérification de la corrélation a été effectuée et est présentée en annexe 10. Elle demeure exploratoire car n'est effectuée que sur les six communes enquêtées, ce qui reste faible pour une réelle analyse bivariée.

3.3. Identifier la contribution des profils de ménage au secteur domestique des communes

Après avoir précisé la manière dont sont effectivement consommés les différents revenus résidentiels dans le secteur domestique des communes, il reste à préciser les consommations selon les profils des ménages. En d'autres termes, on s'intéresse ici aux pratiques de consommation des ménages selon qu'ils sont retraités, actifs navetteurs, de la base productive ou fonctionnaires, ou encore selon qu'ils sont au chômage ou inactifs.

Cette approche implique de supprimer le biais induit par la sur-représentation de certains profils. Une approche par unité de consommation est donc privilégiée ici pour éviter ce biais. L'approche par les ménages est également différente des approches précédentes car les revenus des loisirs sont réattribués aux ménages à l'origine de ces revenus.

3.3.1. Traduire les ménages en unités de consommation

Les informations relatives à la taille des ménages ont été collectées dans le cadre de l'enquête, puisque cette variable peut influencer le budget d'un ménage et donc sa consommation. L'information recueillie est parfois plus fine que les données Insee puisque les ménages interrogés ont généralement précisé la présence d'enfants en garde alternée et la fréquence de cette garde, ils ont aussi pu préciser la présence d'un

parent âgé au sein du foyer ou bien des ménages avec plusieurs adultes, informations que l'Insee ne précise pas dans ses statistiques. Les catégories de taille des ménages de l'Insee reprennent des critères plus classiques tels que les personnes seules, les couples sans ou avec enfants et les familles monoparentales. Dans les enquêtes ménages, l'Insee définit un enfant comme « une personne célibataire, qui n'est pas en couple avec une personne de son ménage, ayant un parent (père ou mère) dans son ménage, et n'étant pas lui-même parent d'une personne de son ménage ». Aussi, si la composition de nos ménages correspond dans l'ensemble à celle de la Communauté de communes de la Dombes avec une majorité de ménages avec enfants et de couples, il existe aussi une part des ménages dont la représentativité n'est pas vérifiable.

La précision des données collectées sur la composition des ménages permet de traduire chaque individu statistique en unité de consommation, une donnée essentielle pour l'étude de dépenses de revenus sur un territoire. La méthode adoptée reprend le calcul des budgets ménages de l'Insee :

- 1 unité de consommation (UC) pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 unité de consommation par autre adulte du ménage, une personne étant considérée comme adulte à partir de l'âge de 14 ans ;
- 0,3 unité de consommation pour tout enfant de moins de 14 ans.

Pour les familles monoparentales, je me suis référée à un rapport de la DRES qui considère que les enfants, dans le cadre d'une famille monoparentale, représentent 0,2 UC supplémentaires, conformément aux calculs de la Sécurité sociale.

Sans référence pour les enfants en garde alternée et sans précision systématique sur le temps passé au sein du ménage, ou encore sans information sur d'éventuelles pensions versées ou reçues par les ménages, ces enfants ont tous été considérés comme à temps plein au sein du ménage interrogé afin de neutraliser la donnée collectée.

3.3.2. Quelles contributions des différents profils de ménages à la consommation effective des revenus dans le secteur domestique des communes ?

Une fois les ménages traduits en unité de consommation et les loisirs réattribués à chaque ménage, il est possible de distinguer la contribution effective au secteur domestique des ménages retraités, actifs navetteurs, de la base productive ou fonctionnaires, ainsi que les ménages au chômage ou inactifs. Les résultats des ménages inactifs ou au chômage sont à interpréter avec plus de prudence dans le cadre de cette enquête, du fait d'une plus grande difficulté à reconstituer le revenu d'origine du ménage. Les loisirs sont cette fois-ci intégrés aux dépenses des ménages afin d'observer la contribution de ces derniers à ce secteur.

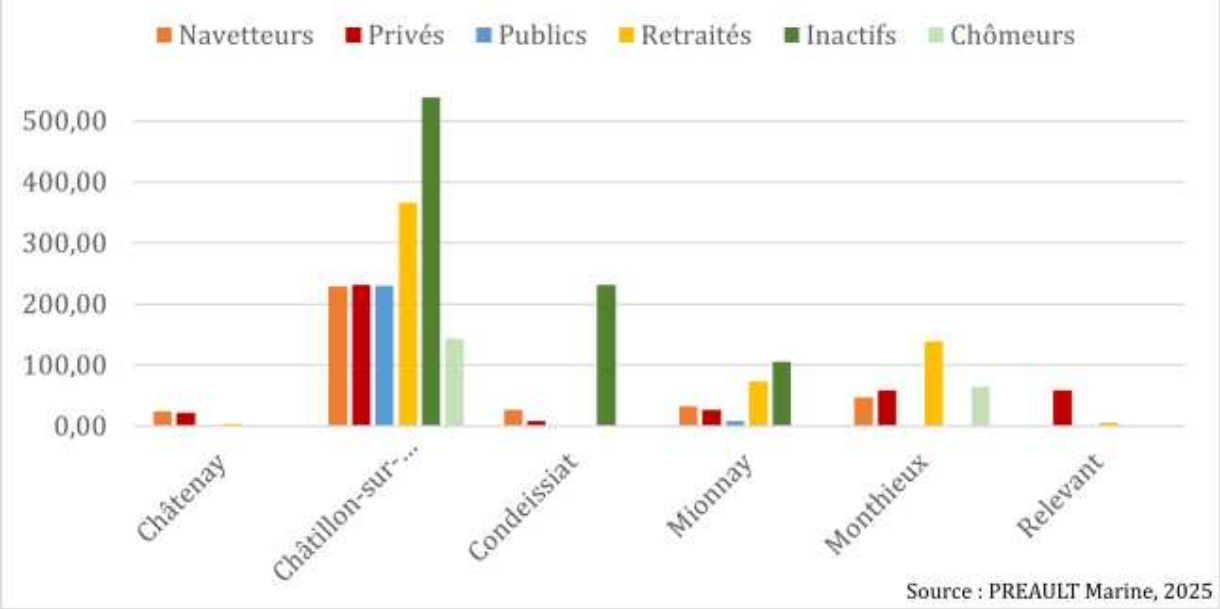


Figure 38 Contribution des ménages au secteur domestique des communes (par unité de consommation)

L'approche par unités de consommation et par ménages permet de nuancer les résultats présentés précédemment. Ils relativisent les revenus qui apparaissent comme majeurs dans les approches qui considèrent l'ensemble des revenus par base et surtout, ils permettent d'identifier les ménages les moins mobiles en termes de dépenses.

Premièrement, les revenus des ménages inactifs, mais aussi dans une moindre mesure des chômeurs, contribuent davantage au secteur domestique des territoires. Si cela peut renvoyer à une moindre mobilité, sans doute subie, de ces ménages, cela

démontre *a contrario* la contribution de la base sanitaire et sociale aux revenus dépensés sur les territoires. De plus, les remboursements en soin de santé ou encore la part des aides sociales et familiales dont peuvent bénéficier les ménages des autres bases ne sont pas incluses dans ces dépenses ; elles peuvent pourtant conforter les apports dans l'ensemble des prestations sociales, familiales, remboursements en soins de santé et revenus d'aide à un territoire. C'est d'autant plus vrai pour les territoires les mieux équipés en services de santé par exemple, qui sont de fait en plus grande capacité d'attirer de tels revenus.[46]

Deuxièmement, les retraites se voient également renforcées dans la participation au secteur domestique des différentes communes. L'approche par unité de consommation confirme alors les dépenses des retraités vers le secteur domestique de Châtillon-sur-Chalaronne., et donc les constats présentés ci-avant. Le secteur domestique se voit aussi renforcé dans les communes où il apparaissait comme moins important. Ainsi, chaque unité de consommation retraitée consomme 73,02€ mensuel dans le secteur domestique de la commune ; les retraités deviennent ainsi les deuxièmes contributeurs au secteur domestique, après les inactifs. À Monthieux, les retraités deviennent les principaux contributeurs du secteur domestique avec 138,65€ dépensés vers le secteur domestique, les navetteurs restant loin derrière avec seulement 6,42€ réinvestis dans l'économie de la commune. Ainsi, la contribution moins importante au secteur domestique observée dans les sections précédentes s'explique essentiellement par des revenus moins importants des ménages retraités et donc des volumes de consommation moins importants ; mais ils ne redistribuent pas davantage les revenus en-dehors de leur commune que les actifs du territoire, au contraire, ceux sont eux qui contribuent le plus au secteur domestique de leur commune.

Troisièmement, la répartition des montants par unité de consommation ne montre pas de différences majeures entre les actifs de la base productive privée et ceux

[46] Il serait possible d'estimer plus finement les apports de cette base à un territoire, les données relatives aux remboursements en soin de santé par commune étant publiées en données ouvertes par *DataAmélie*, le site des données de la sécurité sociale. Faute de temps et compte tenu du sujet qui se concentre sur la base résidentielle, ce travail n'est pas effectué ici.

de la base publique, travaillant sur leur commune de résidence, et les navetteurs, travaillant en-dehors du territoire donc susceptibles de consommer davantage en-dehors de ce dernier, sur la commune de travail ou sur le trajet domicile travail. À Châtillon-sur-Chalaronne, la participation est quasiment égale entre les trois catégories d'actifs : 229,19€ par UC pour les navetteurs ; 229,69€ par UC pour les travailleurs du public ; et 230,84€ pour les travailleurs de la base productive privée. Des différences plus importantes, mais pas majeures, peuvent être observées à Monthieux ou à Mionnay mais sans généralisation possible : à Mionnay les dépenses par UC sont plus importantes pour les ménages navetteurs que pour les actifs non-navetteurs ; c'est l'inverse à Monthieux. En revanche, les dépenses des ménages de la base publique sont moins importantes que pour les autres actifs à Mionnay.

Conclusion

Ce quatrième chapitre s'intéressait plus spécifiquement au secteur domestique, composante essentielle du fonctionnement la théorie de la base économique revisitée par Laurent Davezies et Magali Talandier, mais encore peu étudiée, surtout à une échelle aussi fine que celle des communes. Il s'agissait donc, dans un premier temps, de vérifier l'orientation des revenus basiques vers le secteur domestique du territoire à partir d'une enquête sur la consommation des ménages. Dans un second temps, je me suis penchée sur la spécificité des revenus résidentiels et leur contribution effective au secteur domestique des communes de la Communauté de communes de la Dombes.

J'ai tout d'abord explicité la méthode adoptée, notamment le choix des communes et le processus d'échantillonnage de la population étudiée. A donc été présentée une typologie de la résidentialité des communes du territoire, qui a permis la sélection des communes enquêtées. Des critères susceptibles d'influencer la manière dont peuvent être consommés les revenus – tels que l'activité des ménages, la

localisation de leur emploi, leur âge, CSP, ou encore l'ancienneté dans le logement – ont ensuite permis de construire un échantillon cible pour l'enquête.

À partir des résultats de cette campagne d'entretiens, j'ai pu observer les revenus consommés dans les secteurs domestiques des communes, ce qui a confirmé l'importance de s'intéresser aux dépenses des revenus résidentiels sur ces territoires. En effet, ils nous donnent une toute autre géographie des revenus résidentiels dépensés.

Premièrement, la circulation fine de ces revenus dessine une toute autre géographie des revenus résidentiels et des espaces ruraux sous influence métropolitaine. Les profils résidentiels tendent à s'effacer pour distinguer différentes capacités à maintenir les revenus localement. Châtillon-sur-Chalaronne se distingue ainsi de par sa forte attractivité des revenus, elle-même liée aux équipements présents et à son rôle de pôle du territoire. J'ai également pu distinguer un décalage entre des revenus captés et la dépense des revenus des ménages sur la commune de Monthieux, montrant que la résidentialité de loisirs ne vise pas nécessairement les habitantes et habitants d'un territoire. Enfin, dans la plupart des communes rurales peu denses, c'est l'offre alimentaire et associative qui permet d'avoir ou non un secteur domestique en capacité d'attirer les revenus des ménages présents.

Deuxièmement, l'approche fine du secteur domestique des communes a permis de préciser le rôle joué par la base résidentielle dans l'alimentation du secteur domestique des communes, ainsi que la contribution de chaque composante de cette base. Dans un premier temps, j'ai pu mettre en évidence, à partir d'une approche par unité de consommation notamment, le rôle joué par les retraités, mais aussi les ménages inactifs, dans le maintien des revenus résidentiels. Ces derniers, bien qu'ayant des budgets moins importants, ont des dépenses par unités de consommation bien plus importantes que les autres ménages, qu'on peut expliquer par une activité de consommation plus importante, mais aussi par la recherche de proximité et d'une faible mobilité pour leurs achats. Dans un second temps, j'ai aussi pu relativiser la fuite des revenus des navetteurs et navettrices présupposée du fait de leur forte mobilité quotidienne. En effet, les dépenses par unité de consommation de ces ménages dans

le secteur domestique de leur commune ne sont pas moins importantes que celles des autres actives et actifs non-navetteurs.

Le chapitre suivant est ainsi consacré à la circulation des revenus, et notamment les revenus sortants du territoire, afin de comprendre à échelle plus large, les pratiques de consommation des ménages ruraux sous influence métropolitaine. C'est donc le lien de dépendance présupposé à la métropole qui sera questionné dans ce cinquième chapitre.

Chapitre 5 : Des pratiques de consommation qui traduisent un réseau de polarités pratiquées par les ménages du territoire

> « On est quand même tourné du côté de Châtillon sur Charonne. La plupart des gens font leurs courses là-bas, et puis quand ils ont un peu plus à faire ou des choses un peu plus spécifiques ou des chirurgiens, des spécialistes, là c'est Bourg, Macon, Villefranche, au niveau santé on est sur ces trois hôpitaux-là, à peu près à égale distance. Et puis il y a des centres commerciaux, je crois qu'il y a pas mal de gens qui vont sur la zone de Crèches. Je dirais que Lyon c'est les... C'est un peu plus loin. Les gens y vont plus exceptionnellement. »
>
> Extrait d'un entretien avec le maire de Dompierre-sur-Chalaronne (18/02/2022)

L'extrait d'entretien ci-dessus témoigne d'un réseau de polarités urbaines pratiquées par les ménages pour leur différentes activités et achats. Dans cet extrait, comme dans la plupart des entretiens menés avec les élues et élus, les centralités les plus importantes sont presque systématiquement les pôles ruraux les plus proches de la commune de résidence, les plus grandes villes renvoyant essentiellement au lieu de travail. Cet extrait est particulièrement évocateur de la manière dont les ménages agencent leurs pratiques en fonction du niveau d'équipements des communes, mais surtout de critères de proximité et de contraintes de temps.

À travers ce chapitre, je m'intéresse donc à l'ensemble des polarités structurant les différentes pratiques des ménages du territoire ; ces polarités étant appréhendées à travers les pratiques de consommation. Ce chapitre s'inscrit donc dans la continuité des travaux menés Séverine Bonnin-Oliveira et al. (2011, 2016) sur le rôle joué par les petites villes dans les espaces périurbains de Paris et Toulouse, ainsi que ceux s'intéressant aux pratiques habitantes de ces espaces. Ces travaux mettent en avant le rôles des polarités secondaires dans la structuration des métropoles (Bonnin-Oliveira, 2016; Bonnin-Oliveira *et al.*, 2011) et s'inscrivent dans la reconfiguration des mobilités

des ménages dans ces territoires. Une approche par la mise en circulation des revenus à travers la consommation doit ainsi permettre d'identifier les différentes polarités structurant les pratiques des ménages dombistes et de comprendre comment l'organisation des pratiques des ménages autour de polarités rurales et périurbaines contribuent à l'épaississement territorial de ces espaces. Si, dans le chapitre précédent, les revenus de l'économie résidentielle contribuaient peu au secteur domestique de la commune même où résident les ménages générant ces revenus, l'approche par ces polarités permet de relativiser l'idée d'une fuite de ces revenus, qui circulent dans un espace relativement proche de la commune de résidence.

La géographie des revenus dépensés dessine en premier lieu des polarités de proximité, situés dans un espace proche du lieu de résidence et polarisant des achats courants.

À l'inverse, les polarités urbaines et métropolitaines, plus éloignées, concentrent des achats plus exceptionnels, les ménages pouvant mettre en place des stratégies d'évitement de ces lieux. L'essor de la consommation sur Internet fait partie de ces stratégies d'évitement mises en place par une partie des ménages du territoire. Les spécificités de cette consommation en ligne sont donc étudiées dans cette seconde section.

En s'intéressant aux caractéristiques des communes d'achats et aux pratiques de consommation qu'elles polarisent, il est possible d'identifier un ensemble de profils de polarité et d'interroger la manière dont les ménages du territoire composent un réseau de lieux pratiqués en fonction de leurs contraintes et besoins.

1. Une géographie des revenus qui dessine des polarités de proximité

La base de données constituée à partir des enquêtes réalisées contient les montants dépensés dans divers postes de consommation et les lieux associés. Il est ainsi possible de réaliser une géographie des pratiques d'achat et de consommation

des habitantes et habitants du territoire. Le choix d'interroger les ménages nous-même et de recueillir des propos plus extensifs sur ces pratiques d'achats permet également de connaître les motivations derrière cette géographie des dépenses. À partir de l'ensemble de ces données, je peux ainsi mettre en évidence la concentration de l'essentiel des dépenses dans des communes proches de la résidence, ce qui conduit à relativiser le poids des centres urbains et métropolitains. Cette géographie confirme ainsi le rôle joué par les petites villes dans les territoires ruraux sous influence métropolitaine.

Dès cette section, je préfère parler de polarités plutôt que de « centralités secondaires » pour évoquer ces petites villes. Le terme « polarité » évoque l'attraction des revenus par un lieu mais sans induire une hiérarchie entre les espaces urbains et les petites villes rurales. Le terme de polarité est ainsi utilisé pour toutes les communes attirant des revenus de consommation. C'est ensuite l'analyse des spécificités de ces communes qui permet de les caractériser dans l'espace et dans les réseaux de pratique des ménages.

Ainsi, les polarités étudiées dans cette section sont les communes d'achat les plus fréquentées par les ménages enquêtés. Ces polarités ne se distinguent pas par leur poids démographique mais s'inscrivent davantage dans un rapport de proximité avec les ménages. Leur importance est ainsi essentiellement liée aux types d'achats qu'elles captent, des achats courants et quotidiens. Enfin, ce sont essentiellement les profils des ménages qui permettent de distinguer ces communes entre elles.

1.1. Une majorité des dépenses concentrées dans quelques communes à taille variable

1.1.1. Approche spatiale de la consommation des ménages

La répartition spatiale des montants dépensés par les ménages associés à chaque type de dépenses permet de dresser une géographie des pratiques de consommation des ménages, mais également de leurs pratiques de loisirs, puisque cela

a été demandé aussi. Cette géographie fait apparaître des pôles de consommation dont l'importance semble varier selon la commune enquêtée, les montants dépensés, et probablement d'autres facteurs tels que la localisation de l'emploi, une offre de service spécifique ou encore d'autres facteurs inhérents aux modes de vie des ménages. Pour toutes les analyses effectuées dans ce chapitres, les revenus exprimés sont les revenus dépensés mensuellement par l'ensemble de l'échantillon interrogé.

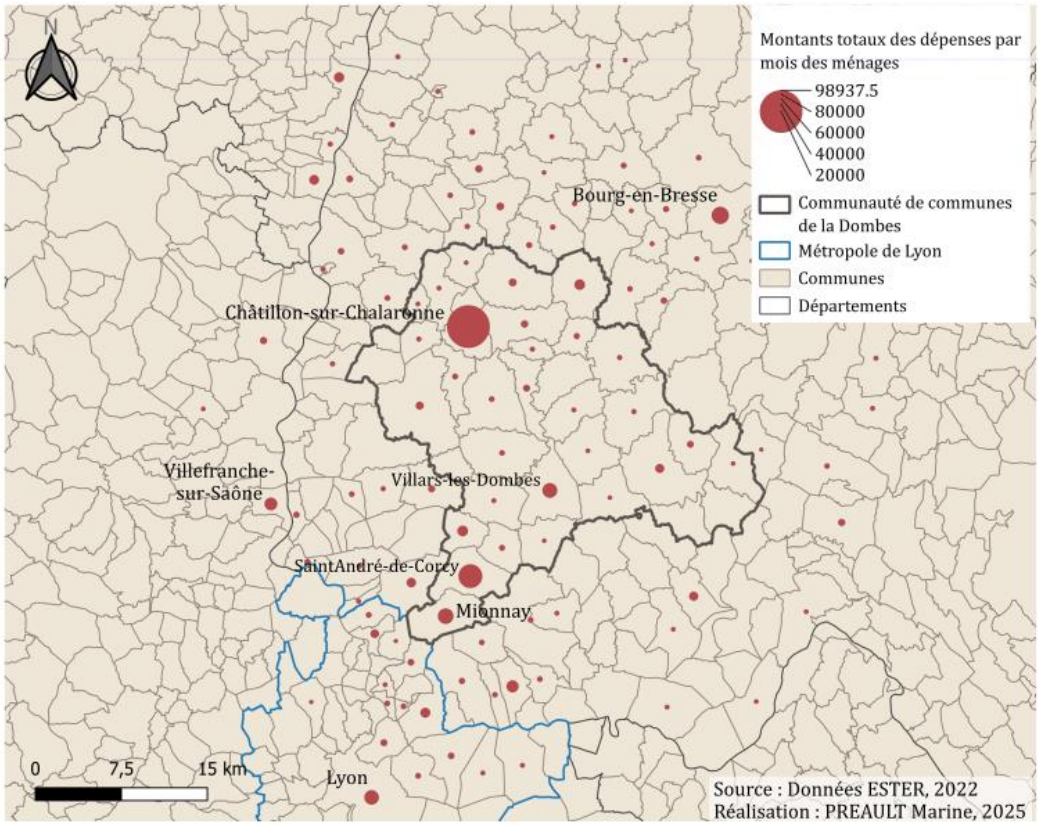


Figure 39 Montants totaux de l'ensemble des ménages dépensés mensuellement sur chaque commune (N = 144)

La cartographie des lieux de dépenses et montants associés (figure 38) permet en premier lieu d'identifier quelques grands pôles d'attraction des revenus de consommation. Contrairement à l'idée d'un espace rural sous l'influence d'un centre métropolitain, les polarités qui ressortent sont avant tout des petites villes (moins de 5 000 habitantes et habitants du territoire dombiste ou non-loin des communes enquêtées. Les polarités urbaines, telles que Bourg-en-Bresse ou la métropole

lyonnaise, ressortent bien comme des lieux de consommation pour les personnes enquêtées, mais dans des montants moindres que des communes telles que Châtillon-sur-Chalaronne ou Saint-André-de-Corcy. Cette première carte permet donc de réaffirmer l'idée d'un décalage entre la géographie de l'emploi et la géographie des pratiques des ménages des territoires ruraux sous influence métropolitaine. Châtillon-sur-Chalaronne apparaît ainsi comme le principal pôle de consommation des dombistes avec 98 937,5€ mensuels dépensés par les ménages enquêtés, ce qui représente près de 45,96% de l'ensemble des dépenses des ménages interrogés. Saint-André-de-Corcy est identifié comme le deuxième pôle du territoire, avec 11% des revenus captés (22 252€), suivi de Bourg-en-Bresse qui capte 5% des dépenses du territoire. La ville de Lyon ne pèse donc finalement que très peu parmi ces polarités, avec 3,6% des revenus captés ; ce qui est très peu au regard de la capacité d'attraction qui lui est généralement attribuée en tant que métropole. Ce résultat confirme donc l'intérêt de nuancer les liens entre la métropole et les espaces ruraux à proximité. Si elle est effectivement pourvoyeuse d'emplois, les pratiques des ménages tendent effectivement à s'effectuer près de la commune résidence. Il y aurait donc bien une tendance à l'ancrage des ménages ruraux sous influence métropolitaine. Ce résultat s'explique aussi par la prise en compte des ménages retraités, inactifs et tous ceux qui n'ont pas à se rendre quotidiennement sur la métropole. C'est donc bien la recherche de proximité qui prime dans le choix des lieux de consommation, avant tout parce qu'elle permet des gains de temps et de budgets.

En élargissant le périmètre de Lyon à celui de la Métropole, la part des dépenses atteint cette fois-ci 5,63% des revenus, soit l'équivalent de la consommation effectuée à Bourg-en-Bresse ; ce qui reste très peu au regard du nombre d'équipements qui s'y trouvent, et d'autant plus en comparaison avec la préfecture de l'Ain (tableau 17). Bourg-en-Bresse et Lyon conservent toutefois leur statut de polarité malgré ces faibles pourcentages, puisque la consommation des ménages se traduit aussi géographiquement par une importante dispersion : 132 des 143 communes citées n'atteignent pas 1% des montants dépensés.

Tableau 15 Comparaison des revenus captés et des équipements de Lyon et Bourg-en-Bresse

	Nombre d'équipements recensés par la BPE (2021)	**Part des dépenses des ménages ESTER**
Lyon (ville)	15 545	3,6%
Bourg-en-Bresse	1 401	5%
Saint-André-de-Corcy	141	45,9%
Châtillon-sur-Chalaronne	224	11,7%

Des indicateurs statistiques de concentration et de dispersion des montants viennent confirmer une polarisation de l'ensemble des montants dépensés dans quelques pôles. En effet, la distribution est fortement influencée par les valeurs extrêmes de la distribution, ce qui se traduit ici par quelques communes qui concentrent la majorité des montants des dépenses. Le coefficient de variation, élevé, indique également une faible dispersion spatiale des dépenses des ménages du territoire. Cette concentration des montants dépensés dans quelques pôles se retrouve dans tous les postes de dépenses, et quelle que soit la commune de résidence des ménages interrogés.

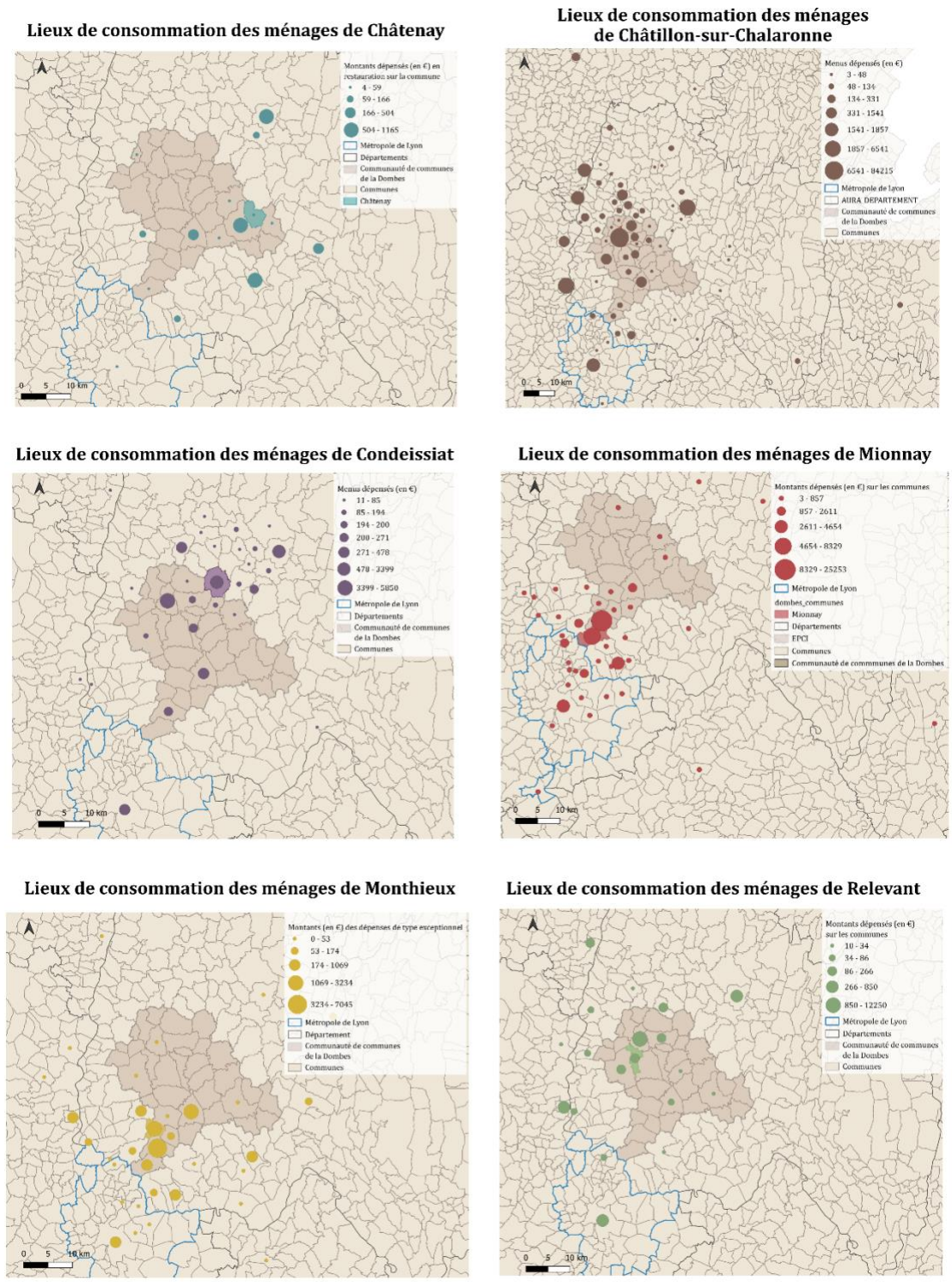


Figure 40 Géographie des montants dépensés par commune enquêtée.

Réalisation de l'autrice

1.1.2. Comprendre cette géographie de la consommation des espaces ruraux sous influence métropolitaine : une approche par des méthodes mixtes

Cette section vise essentiellement à comprendre les logiques qui président à cette répartition des dépenses sur le territoire, et surtout la forte attractivité que semblent exercer les petites villes en Dombes ou à proximité.

La première étape de l'analyse repose sur l'indentification des polarités du territoire. J'identifie comme polarité les communes qui captent au moins 5% des dépenses effectuées par les ménages, comme identifiées dans la sous-section précédente : Châtillon-sur-Chalaronne, Saint-André-de-Corcy et Bourg-en-Bresse. Sont ajoutées à cette liste, des communes qui ne ressortent pas dans les dépenses totales de l'ensemble des communes enquêtées, mais qui apparaissent comme de réelles polarités à l'échelle d'une des communes enquêtées telles que mentionnées dans les entretiens avec les élues et élus. Sont ainsi ajoutées à la liste des polarités les communes suivantes : Chalamont, Vonnas, Villefranche-sur-Saône, Ambérieux-en-Dombes, Beynost, Macon, Belleville-en-Beaujolais et Miribel.

À cette liste, sont également ajoutées des communes identifiées dans le cadre du programme ESTER comme des polarités selon l'approche de l'Insee par les emplois (figure 40), et sur lesquelles sont effectuées des dépenses. Il s'agit des communes qui accueillent plus de 50 emplois des ménages de la Communauté de communes de la Dombes. Il est ainsi possible de questionner l'influence des circulations domicile-travail sur les revenus dépensés.

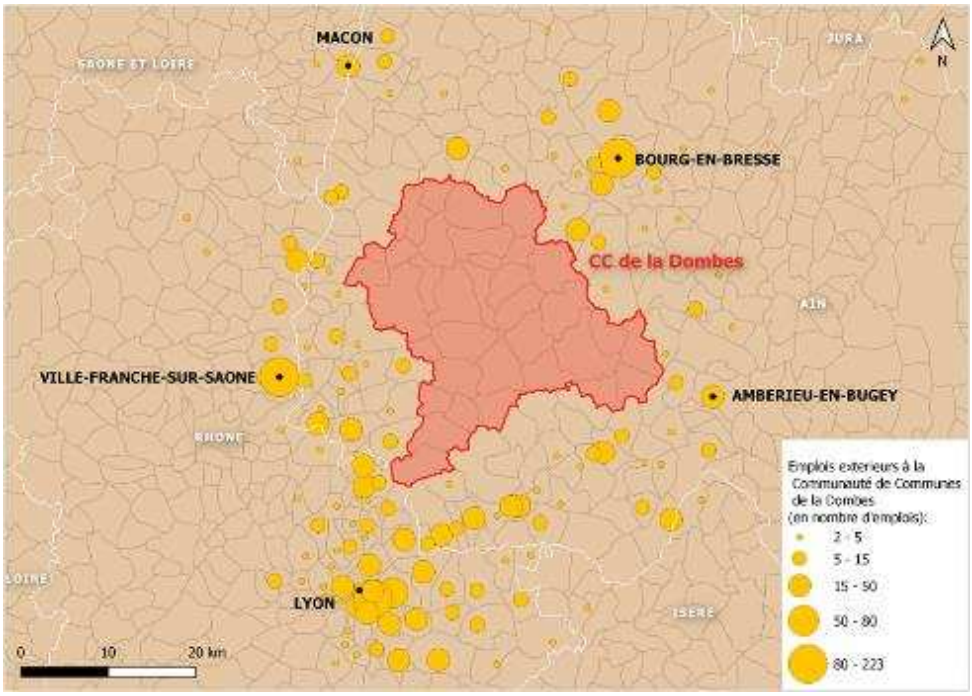


Figure 41 Emplois des habitantes et habitants de la Communauté de communes à l'extérieur du territoire

Source : Insee, fichier de mobilités professionnelles
Réalisation : A. Tronel, projet ESTER

Les polarités sélectionnées et leurs différentes caractéristiques ayant servi à la sélection sont synthétisées dans le tableau suivant :

Tableau 16 Caractéristiques des différentes polarités étudiées

Communes polarisants au moins 5% des dépenses	Polarité à l'échelle d'une des communes enquêtées	Pôles d'emplois extérieurs au territoire
Châtillon-sur-Chalaronne (45,92%) Saint-André-de-Corcy (11,72%) Bourg-en-Bresse (5,1%)	Chalamont (Châtenay) Châtillon-sur-Chalaronne (Condeissiat) Vonnas (Condeissiat) Villefranche-sur-Saône (Relevant, Châtillon-sur-Chalaronne, Condeissiat) Ambérieux-en-Dombes (Monthieux) Beynost (Monthieux, Mionnay) Macon (Relevant, Châtillon-sur-Chalaronne) Belleville-en-Beaujolais (Monthieux, Relevant, Châtillon-sur-Chalaronne) Miribel (Mionnay, Monthieux)	Lyon Macon Villefranche-sur-Saône Bourg-en-Bresse Ambérieu-en-Bugey

Le choix de l'échelon d'analyse s'est posé pour la ville de Lyon : faillait-il tenir compte des dépenses effectuées à l'échelle de la Métropole de Lyon ? Ou au contraire, maintenir la maille communale d'analyse ? Le premier choix permettait de lisser les réponses obtenues et d'éviter quelques erreurs éventuelles ayant élargi Lyon à toutes les communes inclues dans la Métropole (comme Villeurbanne ou Vaux-en-Velin, par exemple). Cela permettait aussi de renforcer le poids de Lyon en tant que métropole. À l'inverse, une approche par communes permet d'observer plus finement la répartition des équipements au sein de la métropole et la capacité des différentes communes qui la composent à attirer des revenus résidentiels issus des espaces ruraux, notamment les communes ayant un centre-commercial périphérique proche du territoire d'étude. De plus, les niveaux de centre d'équipements et de services

utilisés pour étudier les capacités d'attraction des différentes polarités ne sont disponibles qu'à l'échelon communal, et le niveau de d'équipements des communes métropolitaines n'est pas uniforme et ne recoupe pas le périmètre de la Métropole de Lyon. J'ai donc choisi de maintenir un découpage communal pour l'étude des polarités de dépenses.

La deuxième étape vise ensuite à synthétiser les catégories de dépenses des ménages, afin d'obtenir des catégories d'analyse compréhensibles et pertinentes. Dans leur étude sur la géographie de la consommation en Île de France, Jean-François Ruault et Laurent Proulhac (2014) distinguent déjà des « achats courants » qui concernent les achats quotidiens et hebdomadaires comme l'alimentaire, le journal et plus globalement les achats effectués en grande surface ; les achats exceptionnels dont relèvent les équipements de la maison ou l'habillement ; les loisirs et les spectacles ; et enfin la restauration. Leur classification des différents postes des dépenses des ménages est donc reprise ici, en l'affinant toutefois en raison des pratiques observées durant la passation de l'enquête et l'étude des résultats, mais aussi en fonction des catégories déjà établies au moment de la réalisation du questionnaire. J'obtiens ainsi la classification suivante :

- Les achats courants alimentaires : au supermarché, marché, commerces de proximités, producteurs locaux, mais aussi les dépenses pour les animaux de compagnie, dont la majorité relève de l'alimentaire.
- Les achats exceptionnels relevant du soin de la personne : coiffure, esthétique et onglerie, dont les achats semblent être effectués dans un espace géographique plus proche que les achats vestimentaires, par exemple ;
- Les achats exceptionnels relevant de l'habillement, équipement de la maison et librairie ;
- Les loisirs et les spectacles ;
- La restauration.

L'ensemble des catégories de dépenses du questionnaire est donc synthétisé selon la grille suivante :

Tableau 17 Synthèse de la classification de référence (Ruault et Proulhac, 2014) et celle adoptée pour l'analyse

Classification de Ruault et Proulhac (2014)		**Classification adaptée pour la thèse**	
Catégorie	**Poste de dépenses**	**Catégorie**	**Poste de dépenses**
Achats courants	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées Boissons alcoolisées et tabac	**Achats courants alimentaires**	Achats effectués au supermarché, marché, commerces de proximités, producteurs locaux, mais aussi les dépenses pour les animaux de compagnie, dont la majorité relève de l'alimentaire
Achats occasionnels ou exceptionnels	Articles d'habillement et articles chaussants Ameublement, équipement et entretien ménager Achat de véhicules ou leurs accessoires Achats d'équipements de la maison Achats d'équipements de la personne	**Achats exceptionnels relevant du soin de la personne**	Coiffure, esthétique et onglerie
		Achats exceptionnels relevant de l'habillement, équipement de la maison et librairie	Vêtements Chaussures Équipements
Spectacles et loisirs	Services sportifs et récréatifs Cinémas, théâtres, salles de concer Musées, jardins zoologiques et similaires Casinos, cercles de jeux Autres dépenses de loisirs	**Loisirs et spectacles**	Ensemble des loisirs Chasse Pêche
Restauration	Restaurants Café, bar et assimilés Cantines	**Restauration**	Restaurants, bars, cafés

Il s'agit donc ensuite de comprendre si des liens existent entre les catégories de dépenses identifiées et le choix du lieu de dépenses. Quels facteurs vont influencer cette géographie des dépenses des ménages dombistes ? Comment comprendre la capacité de ces différents pôles à concentrer la majorité des dépenses des ménages des communes enquêtées ? Pour répondre à ces questions, je mobilise la Base Permanente des Équipements (BPE) et les niveaux de centralité des communes estimés à partir de la BPE par l'INRAE-CAESER (disponible sur l'Observatoire des Territoires) pour étudier le lien entre le taux et le niveau d'équipements des communes avec la capacité d'attraction des différentes polarités. Ce sont donc des analyses statistiques bivariées qui sont mobilisées ici. Je mobilise également les réponses des enquêtes pour comprendre les choix – s'ils en sont – des ménages en matière de consommation, et questionne l'influence de leurs profils dans la répartition spatiale des revenus. Dans ce but, j'utilise des approches qualitatives et des analyses textométriques des réponses ouvertes du questionnaire, à l'aide du logiciel IRaMuTeq. Chacun de ces traitements est explicité au moment opportun tout au long du chapitre.

1.2. Des polarités de proximité qui concentrent les dépenses quotidiennes et hebdomadaires

Dès la cartographie des différents types de dépenses, une différence d'attractivité des différentes communes est observable entre les pôles les plus peuplés et les plus urbains – qui sont détaillés dans la deuxième section du chapitre – et les petites villes du territoire, qui sont l'objet de cette section. Ces petites villes apparaissent comme les lieux de consommation principaux du territoire, malgré des équipements moindres que dans les grandes villes, tant en nombre qu'en diversité. Pour comprendre la polarité exercée par ces communes à l'échelle du territoire, il faut s'intéresser aux spécificités des dépenses effectuées sur ces communes : le niveau d'équipement de ces communes, la proximité avec le domicile, mais aussi les motifs choix personnels ou préférences subjectives qui peuvent être évoquées par les ménages, comme en témoigne ce ménage pour le choix du supermarché comme lieu pour effectuer ses courses. Elle le choisit car c'est le lieu et le type de commerce qui

s'insère le mieux dans son quotidien, mais elle affectionne davantage le marché de Chalamont et essaie donc de s'y rendre de temps à autre :

> « On trouve tout. Ça évite de courir partout. Entre le travail... Je travaille le weekend, donc forcément... Je préfère le marché car il y a des producteurs locaux mais je ne peux pas tout le temps. »
>
> Ménage actif navetteur de Châtenay

Les critères mentionnés précédemment sont donc les principaux facteurs de détermination des lieux de consommation courante ici analysées. J'ai donc choisi d'appeler « polarités de proximité » ces villes, certes de petite taille – tant en termes d'habitantes et habitants que d'équipements présents – mais qui polarisent une part non-négligeable des dépenses courantes des ménages. L'objectif de cette sous-section est donc de mieux définir ces polarités de proximité et de comprendre leur importance dans le quotidien des ménages du territoire dombiste.

1.2.1. Des polarités qui répondent aux besoins courants des ménages

Les petites villes, qui apparaissent comme les polarités les plus importantes pour notre territoire d'étude attirent essentiellement des revenus liés aux achats courants et aux achats exceptionnels relevant du soin de soi (coiffure, esthétique). Pour autant, l'étude de liens de corrélation entre ces dépenses et l'équipement des petites villes ne montre pas de liens entre les équipements associés à l'alimentaire, à la coiffure ou à l'esthétique, et la dépense de ces montants spécifiques dans les communes. Cette corrélation a été vérifiée à l'aide deux tests de statistique bivariée. Un premier test a porté sur l'hypothèse d'une corrélation entre le nombre d'équipements et la catégorie de dépenses associée (tableau 20).

Tableau 18 Répartition des équipements de la PBE par catégories de dépenses identifiées dans les enquêtes

Catégories de dépenses	Équipements de la BPE associés
Achats courants alimentaires	Hypermarchés et grands magasins ; supermarchés et multi-commerces ; boucherie, charcuterie ; produits surgelés ; poissonnerie ; boulangerie, pâtisserie ; commerces spécialisés ; fruits et légumes ; boissons ; autres alimentaires ; fleuristes, jardinerie et animalerie ; épicerie, supérette ; vétérinaire ;
Achats occasionnels relevant du soin de la personne	Coiffure ; instituts de beauté ; onglerie ; parfumerie, cosmétique ;
Achats exceptionnels relevant de l'habillement, équipement de la maison et librairie	Magasin de vêtements ; magasin d'équipements du foyer ; magasin de chaussures ; magasins sports et loisirs ; meubles ; horlogerie ; bijouterie ; tissus et mercerie ; maroquinerie ; commerce d'occasion ; librairie ; papèterie et presse
Loisirs et spectacles	Ensemble des équipements de la catégorie « sport » ; ensemble des équipements de la catégorie « loisirs et cultures » ; magasins de sports et loisirs ; tissus et mercerie
Restauration	Restaurants, restauration rapide

Ces tests de corrélation linéaires ont tous été non significatifs pour le nombre d'équipements associés, avec des résidus proches de zéro (tableau 21). Un second test a ensuite été réalisé entre les catégories d'équipements et le niveau d'équipements de chaque commune définie par l'INRAE-CESAER, grâce à une analyse de variance (tableau 21). Cette fois encore, la significativité est encore proche de zéro pour les dépenses courantes et les dépenses exceptionnelles relevant du soin de la personne[47].

[47] Les détails de chaque analyse sont disponibles en annexes.

Tableau 19 Tests de corrélation entre chaque poste de dépense et le niveau d'équipements des communes

Catégorie de dépenses	R2 du test de corrélation linéaire	Intensité de l'ANOVA
Dépenses courantes	0,0157	0,1736
Dépenses occasionnelles en soin de la personne	0,011	0,1622
Dépenses en loisirs	0,0908	0,1757
Dépenses en restauration	0,0036	0,1

Cette faible influence du niveau et du nombre d'équipements sur les communes de consommation peut s'expliquer par plusieurs facteurs. D'une part, la majorité des équipements relevant des dépenses courantes sont relativement proches de toutes les communes étudiées. Les communes où se font les dépenses courantes disposent de la plupart de ces équipements, le choix de la commune se fait alors principalement en fonction du temps de trajet entre le lieu de résidence et le lieu de consommation. Ainsi, les petites villes étudiées sont toutes accessibles en 15 minutes depuis une des communes de résidence enquêtées (figure 41).

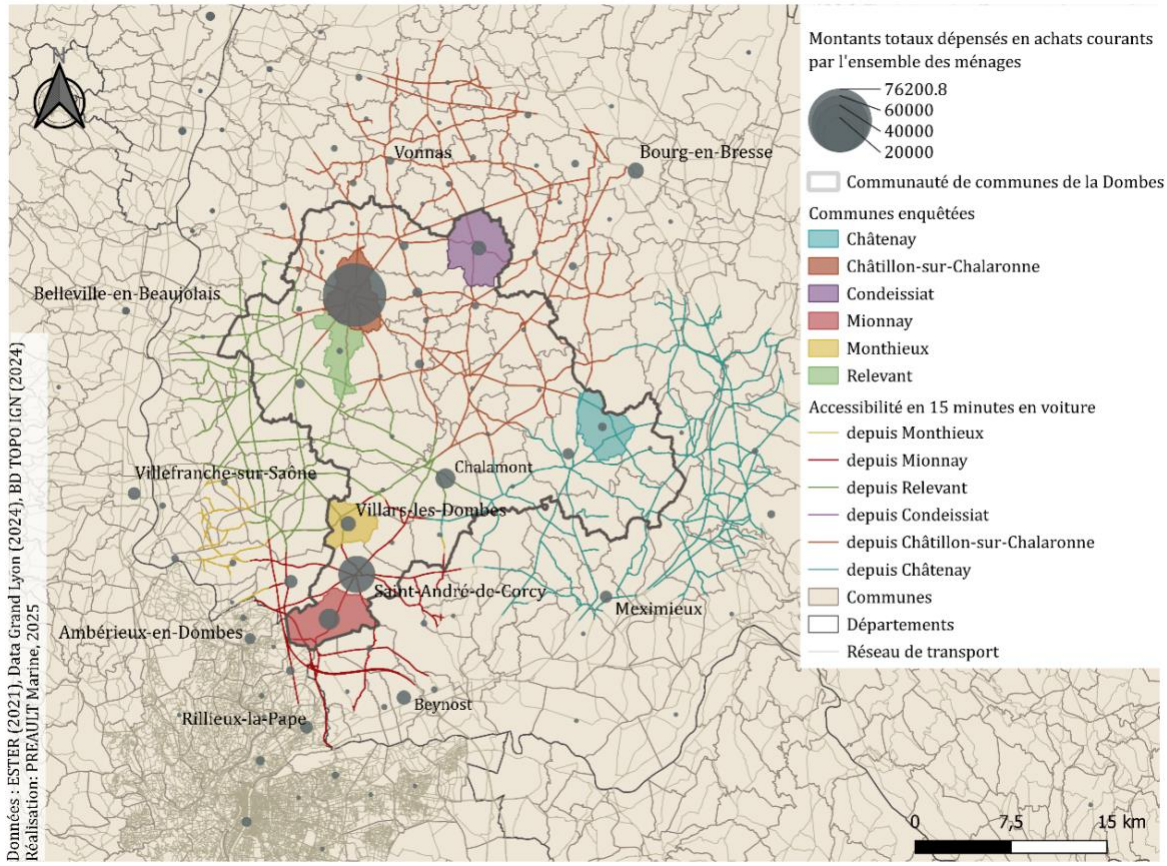


Figure 42 Polarités situées à 15 minutes des communes enquêtées

Le calcul des distance-temps entre les communes enquêtées et les polarités de proximité est réalisé à partir du logiciel de SIG QGIS, en utilisant des outils d'analyse de réseaux. À partir d'un réseau d'une couche linéaire des réseaux de transports du territoire, l'outil « Zone de desserte du point » permet, à partir d'un point donné (les communes d'enquêtes), de visualiser l'ensemble du réseau accessible en un temps ou une distance donnée. Ici, les trajets ont été estimés en temps de parcours. J'ai choisi le seuil de 15 minutes, en référence à la « ville du quart d'heure » de Carlos Moreno, afin de vérifier l'accessibilité des polarités de proximité pour les habitantes et habitants du territoire. L'espace étant ici rural, il s'agit du temps d'accès en 15 minutes en voiture, pour une vitesse moyenne de 70 km/h.

D'autre part, ces dépenses sont celles qui pèsent le plus dans le budget des ménages, et sont également les plus fréquentes. Ceci contribue à renforcer l'importance de ces polarités à l'échelle du territoire : elles captent des dépenses quotidiennes et des revenus constants et importants. La fréquence et la nécessité de ces dépenses justifient également la recherche d'une proximité pour éviter des déplacements non nécessaires : c'est donc avant tout la proximité du lieu de dépense qui prime ici, dans une situation où les commerces liés aux dépenses quotidiennes sont

présents sur l'ensemble du territoire. Les polarités les plus lointaines, même si mieux équipées, n'ont donc pas d'intérêt pour les ménages dombistes dans le cadre des dépenses courantes. Le choix du type de commerce pour effectuer ces dépenses courantes et les motivations associées est en ce point éclairant. En effet, l'essentiel des dépenses courantes et alimentaires sont effectuées dans les supermarchés (figure 42).

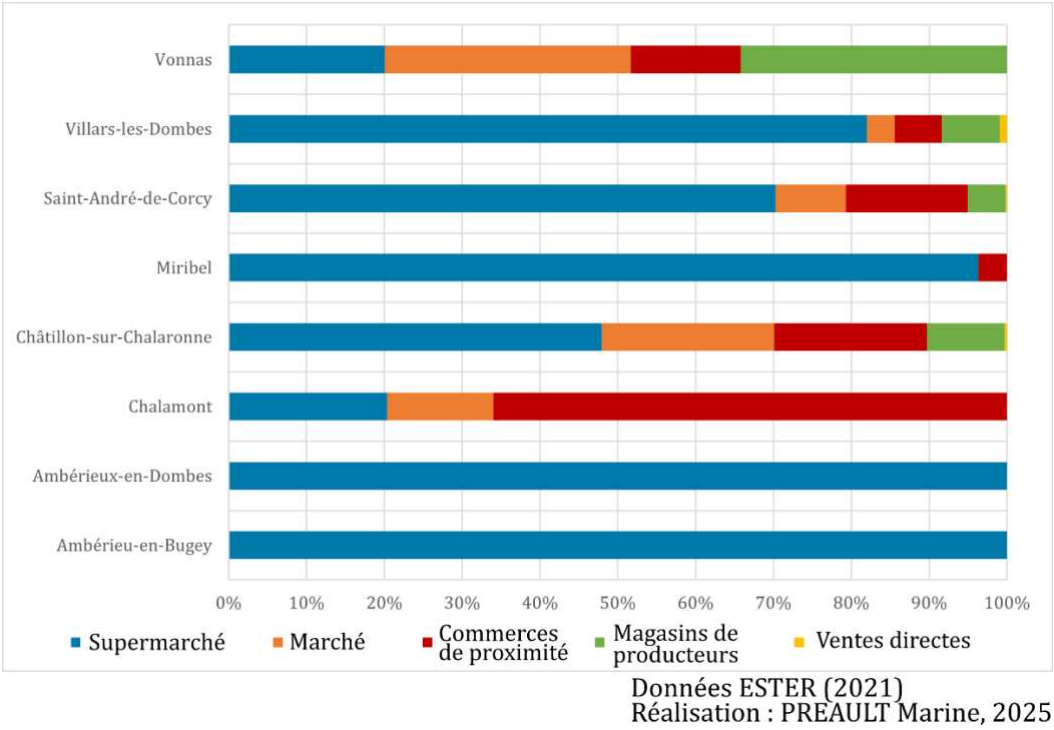


Figure 43 Types de commerces auxquels les ménages ont recours pour leurs achats courants, par commune d'achats

1.2.2. Le supermarché, un équipement structurant des polarités de proximité

Plusieurs travaux font déjà état du supermarché en tant que lieu structurant des dépenses quotidiennes dans les espaces ruraux et périurbains (Essers & Poulot, 2019; Massal, 2018). Les questions ouvertes du questionnaire laissent la possibilité aux ménages interrogés d'exprimer les motivations du choix de ce commerce pour leurs dépenses courantes. J'ai donc eu recours à des analyses textométriques pour questionner le rôle de la proximité géographique dans le choix de ce supermarché, et identifier éventuellement d'autres motivations venant expliquer le choix d'un supermarché spécifique ou non.

Les réponses ont donc été importées dans le logiciel IRaMuTeq pour effectuer une analyse globale et une analyse locale des réponses. L'approche globale s'effectue grâce à une Classification Hiérarchique Descendante (CDH) et une Analyse Factorielle des Correspondance (AFC). La CDH construit des classes statistiquement indépendantes de mots pour identifier les « mondes lexicaux » (Reinert, 1993) qui résument thématiquement les différentes réponses. Ces derniers sont représentés dans le dendogramme suivant (figure 43). L'AFC permet ensuite d'organiser ces mots sous la forme d'un graphique à deux dimensions, montrant les relations des formes lexicales entre elles. L'AFC permet donc d'identifier des relations (opposition ou regroupement) entre groupes de mots.

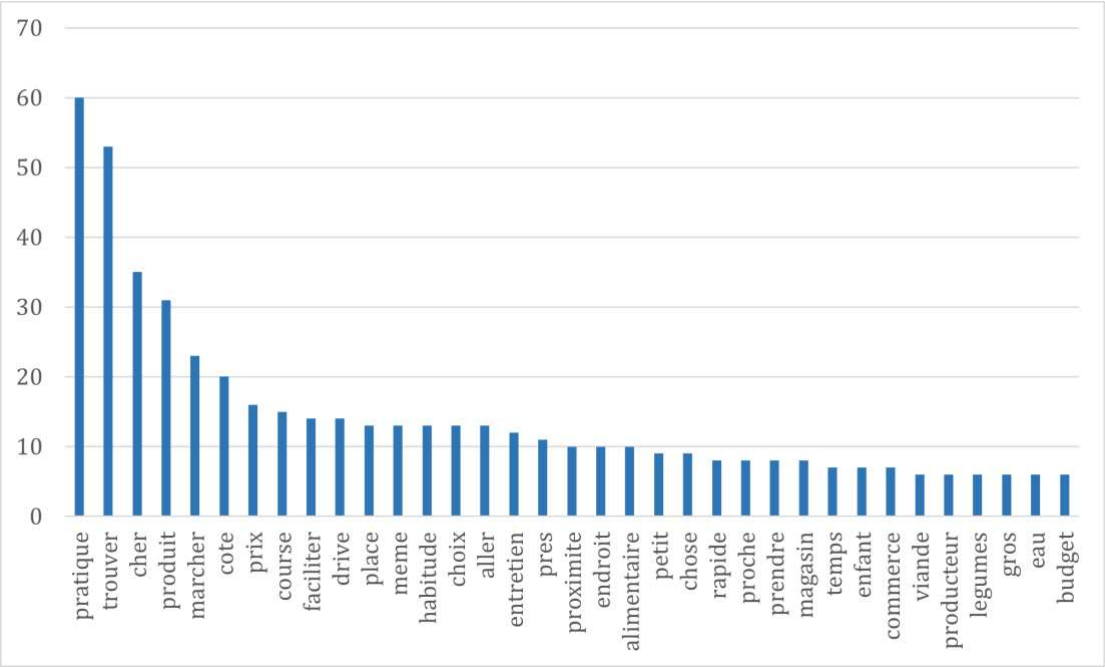


Figure 44 Répartition des formes actives les plus fréquentes (au moins 6 occurrences) pour justifier le choix du supermarché

Cette première analyse met en évidence un aspect primordial dans le choix du supermarché au quotidien : sa praticité. Le verbe « trouver » est également parmi les plus utilisés, et il est dans la majorité des cas associé à une expression très utilisée des ménages : « on trouve de tout » ou bien « on y trouve tout ». Il renvoie ainsi à l'ensemble des produits disponibles dans ces grandes surfaces, ce qui contribue à la

concentration des achats dans un même lieu et ainsi à des gains de temps, dans des territoires où le quotidien s'organise autour de nombreux déplacements.

La CHD propose une approche thématique du corpus en construisant trois classes statistiques qui correspondent à trois mondes lexicaux, proches des thématiques identifiées précédemment. Chaque monde lexical correspond à une classe lisible dans un dendogramme, dessiné par le logiciel.

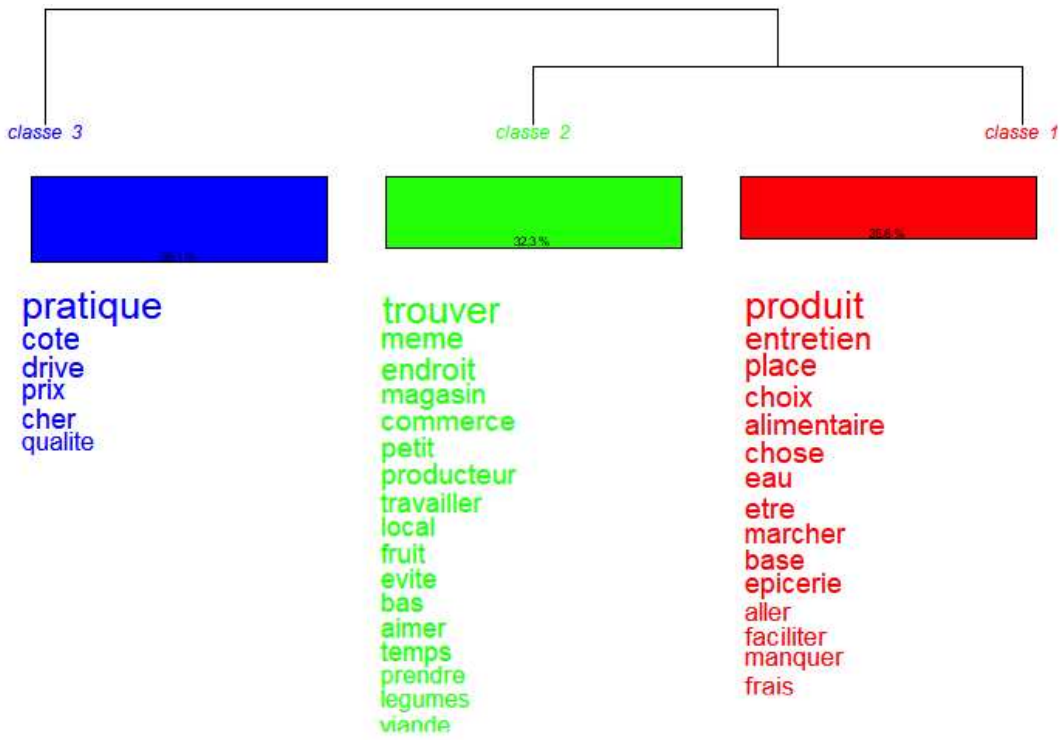


Figure 45 Dendogramme des motifs d'achat au supermarché

Ce dendogramme construit à l'aide du logiciel IRaMuTeQ à partir de la méthode de classification de Reinert (1993) synthétise les différents mondes lexicaux de l'ensemble des réponses à la question 17b3b du questionnaire : « *Pour quelle(s) raison(s) choisissez-vous le supermarché comme lieu d'achat ?* » La Classification Ascendante Hiérarchique effectuée ici classe 61.45% des segments du corpus. La taille des mots varie en fonction de la valeur du chi2 et indique donc le rôle joué par les mots dans la structuration de chaque classe. Par conséquence, plus les mots sont gros et en début de liste, plus ils sont représentatifs de la classe.

Les classes 1 et 2 présentent une proximité dans les champs lexicaux présentés, et se différencient de la troisième classe. La première classe synthétise 28,6% des champs lexicaux utilisés par les ménages et renvoie aux choix des produits disponibles dans les supermarchés, comme les produits d'entretien, l'épicerie, l'eau et pour certains ménages, l'ensemble des dépenses alimentaires. On y retrouve aussi une référence à la facilité de l'accès à ces produits. La deuxième classe (32,3%) s'attache à définir l'idée de proximité dans l'organisation quotidienne des ménages. Celle-ci pourrait toutefois se subdiviser en deux autres classes – ce que le logiciel ne permet pas de faire. La tête de liste (« trouver », « meme », « endroit ») renvoie au regroupement dans un même lieu proche de l'ensemble des produits nécessaires au quotidien. Les mots restants renvoient aussi à la proximité, mais en renvoyant cette fois-ci à ce qui n'est pas consommé au supermarché ou encore aux motifs d'évitement de ce lieu de consommation. Il est possible de faire cette distinction dans le logiciel en ouvrant une fenêtre qui synthétise l'ensemble des extraits dans lesquels ces mots sont utilisés. Les termes « commerces », « petits », « producteurs » ou encore « local » renvoient ainsi à l'ensemble des autres lieux de dépenses préférés des ménages pour l'achat de produits spécifiques : « fruit », « légumes », « viande » ; de production jugée plus locale.

La troisième et dernière classe regroupe 39,1% du corpus et correspond à la praticité du supermarché dans l'organisation du quotidien. Cette praticité renvoie ici aussi bien aux prix des différents produits, qu'à l'accessibilité du supermarché, lequel peut disposer d'un service de courses par drive, apprécié des ménages pour les gains de temps et d'organisation dans le quotidien. L'accessibilité est aussi lisible à travers les mots « cote », renvoyant à l'expression « à côté », la majorité des ménages expliquant ainsi se rendre dans le supermarché le plus proche de leur lieu de résidence. Enfin les noms « prix » et « cher » renvoient au coût des produits disponibles, souvent qualifiés de moins chers, ou avec un meilleur rapport qualité-prix.

Ces réponses démontrent bien le caractère quasi incontournable du supermarché dans les pratiques quotidiennes, et ce principalement du fait de sa praticité. Les petites villes étudiées sont donc toutes des communes ayant au moins un

supermarché sur leur territoire et se situent à proximité du lieu de résidence. Ces équipements étant présents sur l'ensemble du territoire, leur nombre ou classement importe finalement peu par rapport à l'accès rapide à ce dernier. Les polarités de proximité disposent donc toutes d'un supermarché (figure 44), et pour certaines d'entre elles (Belleville-en-Beaujolais, Ambérieux-en-Dombes, Ambérieu-en-Bugey, Mâcon) les dépenses alimentaires des ménages dombistes ne s'effectuent que dans ces points de vente (figure 44).

1.2.3. Les dépenses vers des productions locales : un renforcement des plus petites polarités

Le dendogramme réalisé à partir des réponses des ménages enquêtés fait aussi ressortir des nuances, voir des oppositions au recours au supermarché dans les dépenses quotidiennes. Une partie non-négligeable des ménages se tournent donc vers d'autres formes de points de vente comme les marchés, les commerces locaux, les magasins de producteurs ou encore la vente directe pour leurs achats quotidiens.

Le choix des ménages d'effectuer une partie de leurs achats dans d'autres types de commerce ou de point de vente ne sont pas sans influence sur la répartition spatiale des revenus de consommation. Ces points de vente viennent renforcer les polarités de proximité et diversifier les revenus captés, ou à l'inverse, permettent à une commune non-polarisante de maintenir, voire de capter des revenus de consommation. Les dépenses des ménages effectuées vers les polarités de proximité présentes en Dombes, mais aussi de taille plus restreinte comme Chalamont, Châtillon-sur-Chalaronne, Saint-André-de-Corcy et Vonnas sont donc plus diversifiées que sur les communes plus grandes mais aussi plus lointaines, qui accueillent donc des dépenses très spécifiques. À l'inverse, les polarités de proximité du territoire accueillent une consommation plus diversifiée qui s'oriente également vers les commerces de proximité, les marchés, les magasins de producteurs ou encore les ventes directes. Ces dépenses sont d'autant plus intéressantes pour les communes puisque ces revenus alimentent le secteur domestique du territoire, ici les commerçants et agriculteurs

concernés, affirmant ainsi l'intérêt de l'économie résidentielle dans le fonctionnement économique des communes.

Ces points de vente qui ne sont pas des supermarchés permettent aussi aux communes de résidence de capter des revenus des dépenses, notamment alimentaires, et dans l'ensemble à toutes les autres communes recevant des revenus des dépenses des dombistes. Ils permettent de capter et/ou de maintenir des revenus vers les secteurs domestiques des plus petites communes. Cela démontre l'intérêt pour une commune d'avoir un marché ou des producteurs locaux sur sa commune, pour capter les revenus résidentiels. La consommation vers le secteur domestique des communes enquêtées, à l'exception de Châtillon-sur-Chalaronne, se fait d'ailleurs quasi totalement à travers ce type de consommation :

- Les commerces de proximité (supérettes, boulangerie) et la vente directe regroupent 88% des dépenses effectuées à Condeissiat ;
- La vente directe représente 93% des dépenses effectuées à Châtenay ;
- Le marché, essentiellement, puis les commerces de proximité (boulangerie, supérette) concernent 69% des dépenses effectuées à Mionnay ;
- La vente directe représente 98% des dépenses effectuées à Monthieux ;

À Relevant, la vente directe ne représente que 39% des dépenses effectuées sur la commune, car les montants dépensés concernent également les dépenses exceptionnelles en soin de la personne et les dépenses en loisirs. Ces catégories de dépenses jouent en effet également un rôle dans la dépense de revenus dans le secteur domestique de la Dombes. Elles viennent soit renforcer les polarités secondaires évoquées, soit contribuer aux secteurs domestiques des autres communes du territoire, des communes de résidence notamment. La logique de proximité identifiée ci-avant dans le choix des lieux de dépenses pour les dépenses courantes se retrouve bien ici. Nous ne disposons pas de réponses suffisantes en nombre ou suffisamment étayées pour effectuer une textométrie comme pour les supermarchés. Néanmoins, les précisions apportées par les ménages révèlent que les dépenses effectuées dans ces

domaines en-dehors des pôles identifiés correspondent souvent à des logiques propres aux ménages, comme un lien familial ou amical plus éloigné mais qui justifie donc le déplacement. Ce sont donc également ces dépenses qui expliquent, avec les dépenses exceptionnelles relevant du soin de la personne ou les dépenses en loisirs, la dispersion des revenus sur les autres communes identifiées comme lieux de consommation mais avec une faible part des revenus reçus (moins d'1% sur chacune d'elles).

Les polarités de proximité accueillent essentiellement les dépenses courantes des ménages ainsi que des dépenses exceptionnelles en soin de la personne disponibles sur le territoire. La structure des équipements présents a donc peu d'importance dans leur capacité à attirer les revenus résidentiels car ces dépenses s'orientent en grande partie vers des dépenses et équipements courants et présents dans une grande majorité de communes. En revanche, les principales polarités de proximité sont toutes équipées d'un supermarché, lieu de consommation principal des ménages. Les principales polarités de proximité sont donc des petites villes équipées de ces supermarchés. Elles sont secondées par un ensemble de petites villes et villages qui captent des dépenses vers des commerces de proximités ou des productions locales et revendues auprès des habitantes et habitants du territoire.

La répartition de ces différentes dépenses – et plus spécifiquement celles vers les marchés, ventes directes, magasins de producteurs, commerces de proximité, salons de coiffures, esthétisme et ongleries – sont surtout liées à l'organisation quotidienne des ménages entre divers lieux pratiqués quotidiennement.

1.3. Des choix des lieux d'achats influencés par les profils des ménages

Derrière ces polarités de proximité se dessine en réalité un réseau complexe de pratiques des lieux d'achats. Ces dernières sont pratiquées différemment, d'abord du fait de la localisation du lieu de résidence, mais aussi en fonction du profil des ménages, avec notamment une influence des trajets domicile-travail dans la distribution géographique des revenus dépensés.

1.3.1. Des pratiques et des polarités qui structurent des bassins de consommation autour du territoire

Les polarités de proximité identifiées précédemment desservent en réalité des espaces variables selon la commune d'habitat des différents ménages, dessinant ainsi divers bassins de consommation pour les ménages de la Dombes (figure 45). Pour chaque commune étudiée, on peut identifier des polarités de proximité principales et secondaires, dessinant ainsi un réseau de lieux de consommation de proximité. Les détails des montants dépensés dans les différentes communes sont présentés en annexe 11. Sont inclus dans les dépenses de proximité détaillées ci-après les dépenses alimentaires, les dépenses en soin de la personne, les dépenses pour les animaux ainsi que les dépenses en loisirs. Les dépenses en loisirs ne relèvent toutefois pas toutes de dépenses de proximité et sont, de ce fait, détaillées dans la section suivante.

Ainsi, les dépenses de la commune de Châtenay se font principalement dans les polarités de proximité à l'est du territoire : Chalamont, Bourg-en-Bresse, Meximieux, et enfin, Villars-les-Dombes.

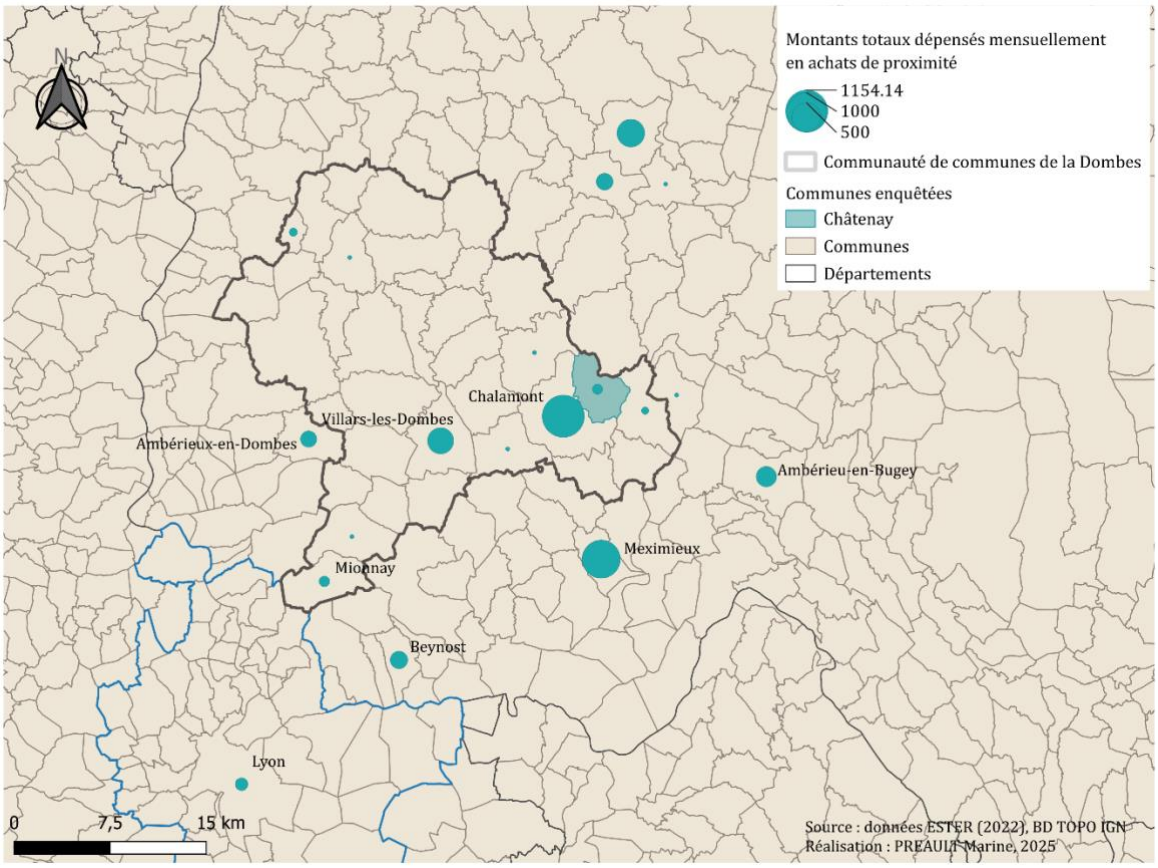


Figure 46 Lieux de consommation des habitantes et habitants de Châtenay

Par ailleurs, à l'échelle de la Communauté de communes de la Dombes, ces polarités ne sont pas structurantes pour la spatialisation des revenus, à l'exception de Villars-les-Dombes. Les dépenses de cette commune hors influence urbaine ou métropolitaine, d'après les Aires d'attraction des villes de l'Insee, se font donc vers des polarités de proximité que l'on pourrait qualifier de secondaires à l'échelle du territoire. Châtenay est également la commune pour laquelle les dépenses sont les moins dispersées et se concentrent dans ces quelques polarités. Ceci peut s'expliquer par une présence faible de commerces et de services sur la commune et la recherche d'optimisation des déplacements quotidiens dans ces quelques polarités. Une autre possibilité, avancée par les maires de Châtenay, mais aussi Châtillon-la-Palud, commune à proximité, est le sentiment d'être des communes tournées davantage vers le Bugey en termes de pratiques territoriales, qui peut expliquer des polarités de proximité différentes de celles des communes dombistes enquêtées.

> « On est rattaché administrativement à la Communauté de Communes de la Dombes, donc ce pour des raisons historiques de fusion (…) Par contre on est sur une zone, effectivement, si on regarde la commune, la vie des habitants fonctionne plutôt sur le côté plaine de l'Ain (…) puisque, évidemment, les transports, sont dans la plaine de l'Ain, le train, l'autoroute, enfin bref, les gens, les gens finalement, ne traversent pas la Dombes pour aller travailler. »
>
> Entretien avec le maire de Chatilon-la-Palud, commune de résidentialité soutenue par les navetteurs et sous influence urbaine de Lyon, réalisé le 4/01/2022

À Condeissiat, au nord de la Communauté de communes de la Dombes, la consommation se fait d'abord à Châtillon-sur-Chalaronne, puis à Bourg-en-Bresse. Villars-les-Dombes, Vonnas et Saint-André-de-Corcy reçoivent aussi certaines dépenses ; l'essentiel reste toutefois concentré au Nord du territoire. Ces consommations traduisent l'aire d'influence de la préfecture de l'Ain à laquelle appartient la commune. Néanmoins, les ménages de Condeissiat restent aussi liés à la commune de Châtillon-sur-Chalaronne où ils effectuent la majorité de leurs dépenses.

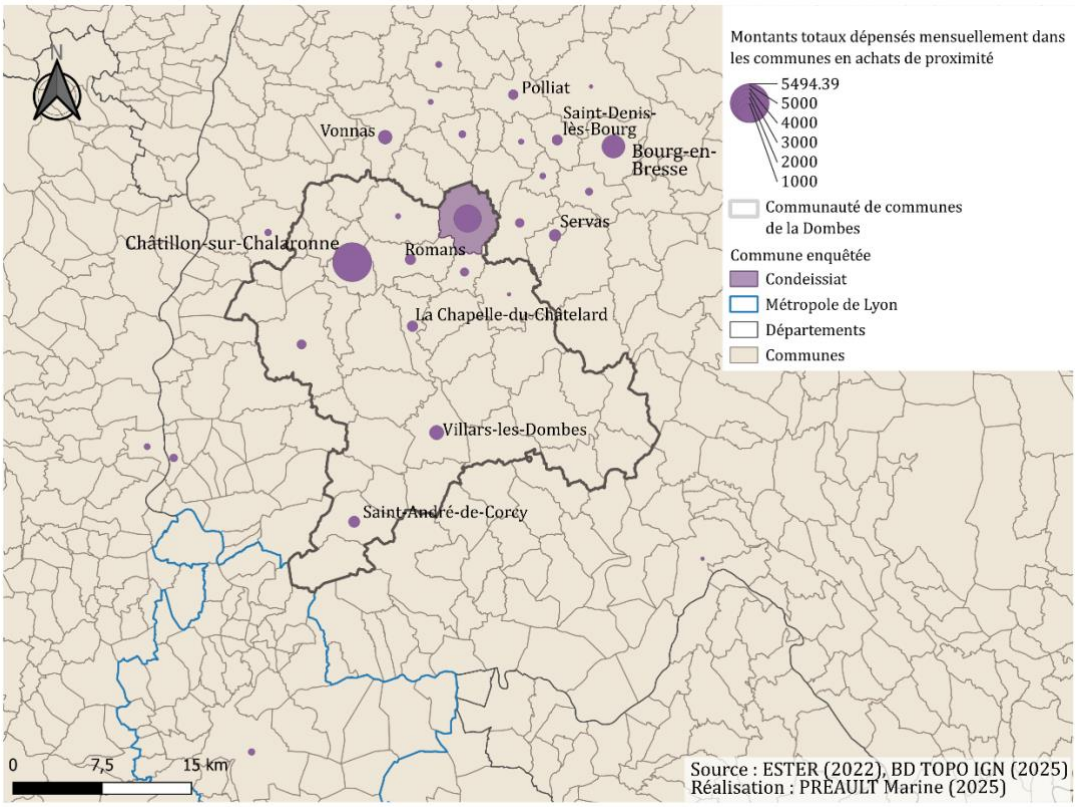


Figure 47 Montants dépensés par commune d'achat des ménages de Condeissiat

Au sud du territoire, étudié grâce aux communes de Mionnay et Monthieux, Saint-André-de-Corcy s'affirme comme la principale polarité de proximité. Elle ensuite secondée par Villars-les-Dombes et Beynost, ou encore Ambérieux-en-Dombes ou Meximieux pour les habitantes et habitants de Monthieux. Monthieux et Mionnay parviennent également à maintenir des montants non-négligeables des dépenses de leurs habitantes et habitants, respectivement grâce à la vente directe et au marché et commerces de proximité. La dispersion des revenus en-dehors de ces polarités de proximité est aussi plus présente au sud du territoire. Un certain nombre de ménages effectue en effet des dépenses en vente directe, vers des magasins de producteurs, mais aussi en coiffure ou pour leurs loisirs, en-dehors de ces polarités ou de leur commune de résidence.

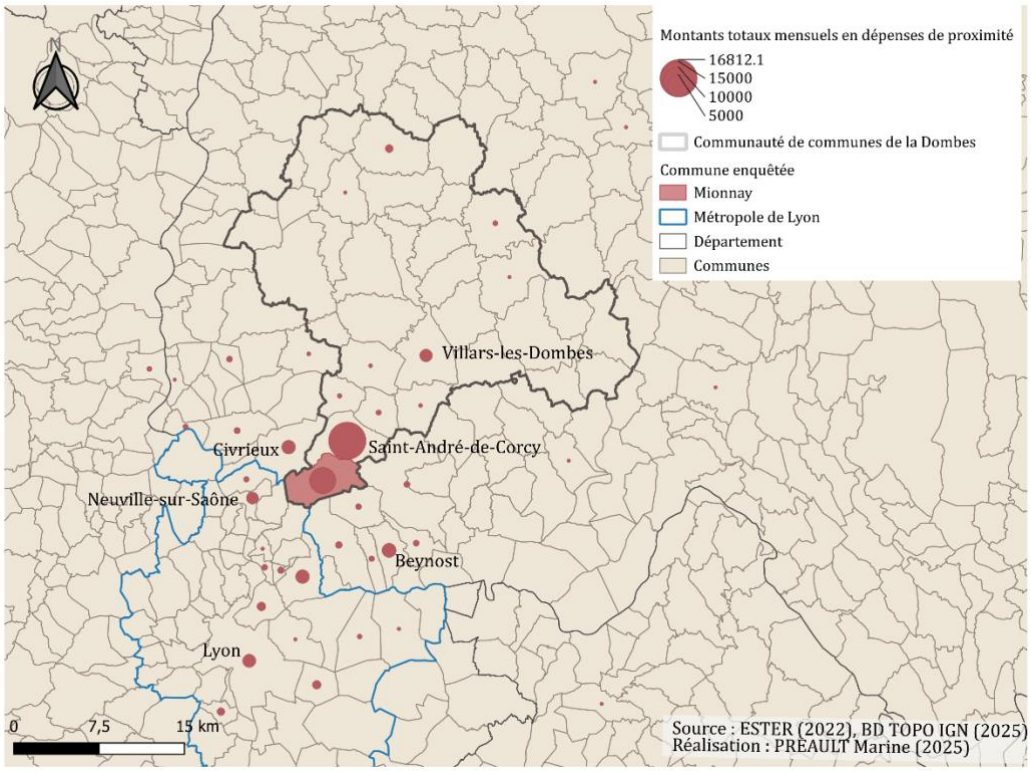


Figure 48 Montants dépensés par commune d'achat des ménages de Mionnay

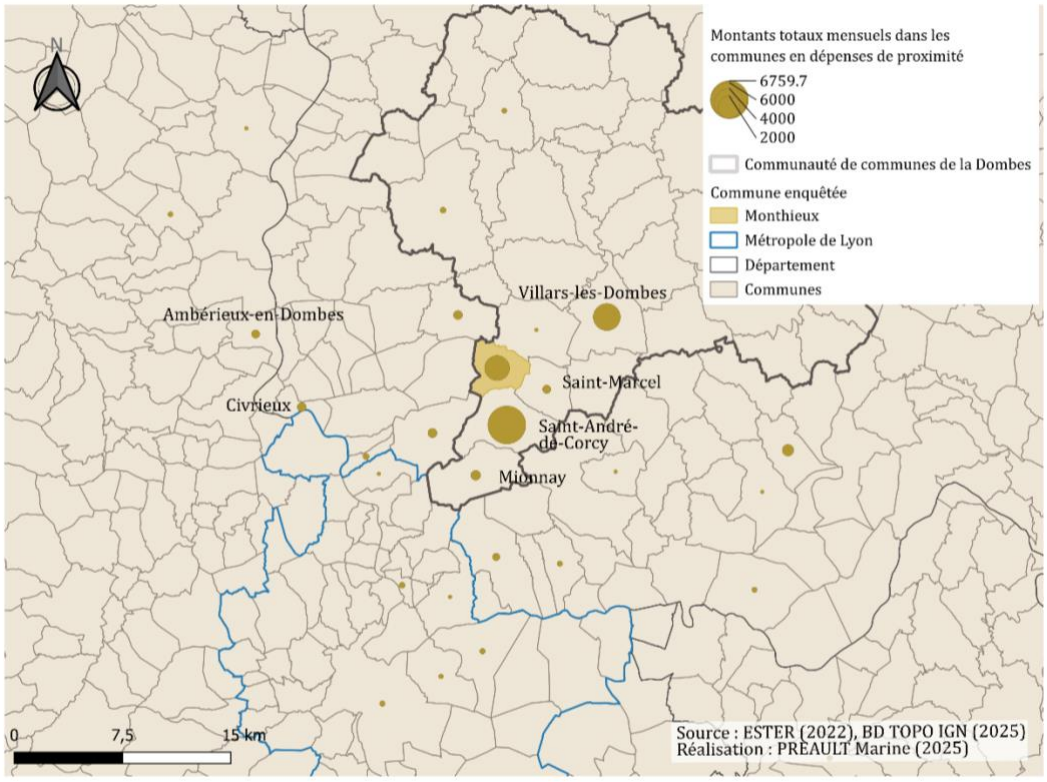


Figure 49 Montants dépensés par commune d'achat des ménages de Monthieux

Enfin, les logiques géographiques de dépenses des ménages de Châtillon-sur-Chalaronne et Relevant sont plus difficiles à comprendre au premier abord.

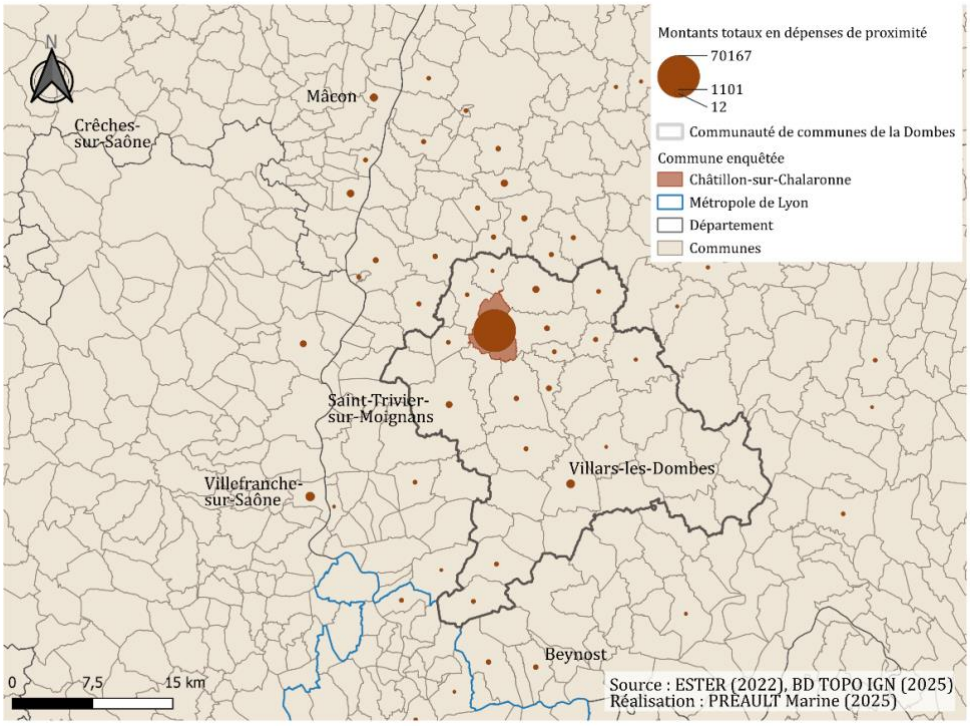


Figure 50 Montants dépensés par commune d'achat des ménages de Châtillon-sur-Chalaronne

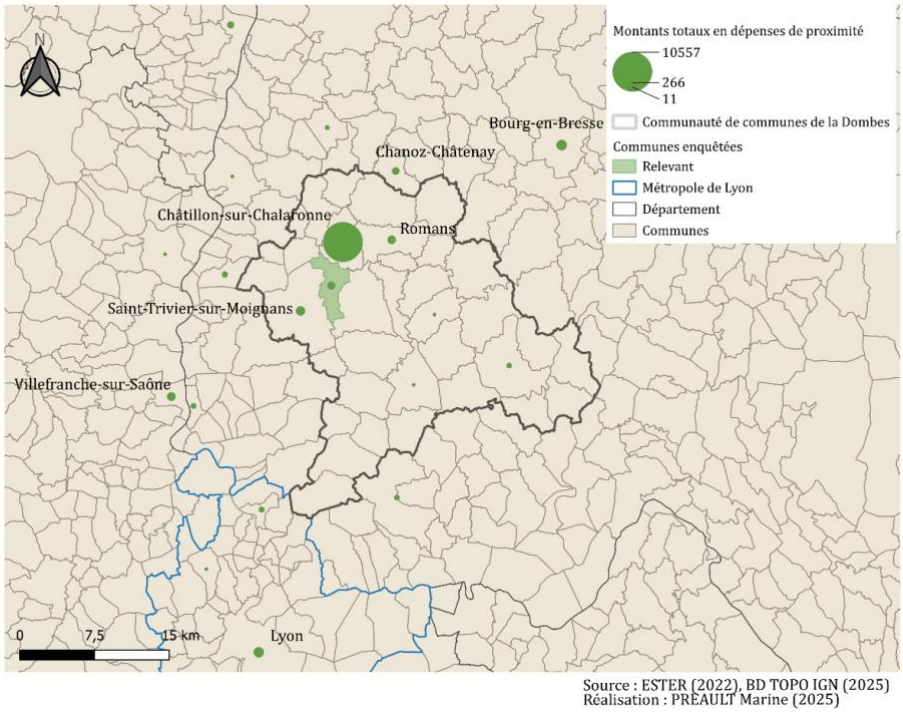


Figure 51 Montants dépensés par commune d'achat des ménages de Relevant

Les dépenses des ménages de Relevant se concentrent ainsi majoritairement à Châtillon-sur-Chalaronne, ville la plus proche de ce village, mais les autres pôles sont aussi bien Bourg-en-Bresse, Villefranche-sur-Saône que Lyon. Enfin, Châtillon-sur-Chalaronne maintient une part importante des dépenses de ses habitantes et habitants sur son territoire, mais les autres pôles de dépenses sont bien plus nombreux et dispersés que dans les autres communes enquêtées. Les autres pôles de dépenses sont à la fois Bourg-en-Bresse, Mâcon, Villefranche-sur-Saône, Belleville-en-Beaujolais et Lyon. Les autres pôles de dépenses, moins importants en termes de montants captés, se situent majoritairement au Nord du territoire.

Ces différentes aires et polarités de consommation témoignent d'une logique de proximité géographique dans la répartition des dépenses des ménages. Cette logique de proximité géographique apparaît même plus influente que le niveau d'équipement des différentes communes.

1.3.2. Des espaces de consommation plus ou moins larges selon les profils de ménage

Les différentes polarités et la dispersion des revenus de consommation sont directement aux différentes pratiques de consommation des ménages.

La dispersion possible des revenus en-dehors des polarités de la Communauté de communes de la Dombes peut d'abord s'expliquer par les pratiques des ménages navetteurs. La question des dépenses effectuées lors de leurs trajets domicile-travail a donc été posée explicitement dans le questionnaire et un peu plus de 46% des ménages navetteurs interrogés ont effectivement déclaré effectuer une partie de leurs achats courants au moment des trajets entre le lieu de travail et le domicile.

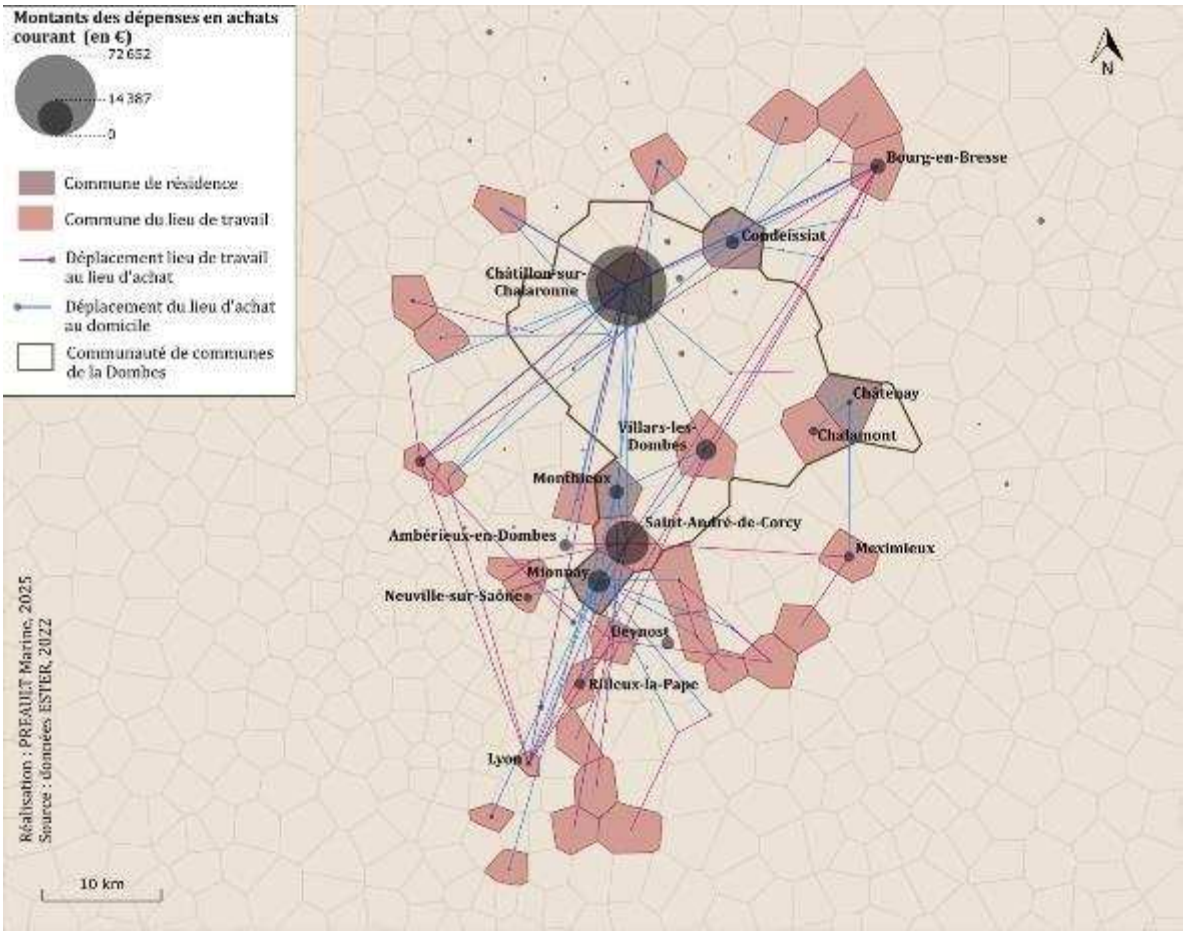


Figure 52 Cartographie de synthèse des montants dépensés sur une commune située sur le parcours du trajet domicile-travail

La cartographie des flux a été réalisé à partir du logiciel Magrit et des données recueillies dans l'enquête menée auprès des ménages. Ces données prennent uniquement en compte les réponses des ménages navetteurs ayant déclaré effectuer des achats lors de leurs trajets domicile-travail. Les figurés linéaires violets représentent les trajets effectués du lieu de travail vers le lieu de consommation ; les figurés linéaires bleus représentent les trajets effectués du lieu d'achat vers la commune de résidence. Ainsi, certaines communes comme Lyon, Bourg-en-Bresse ou Meximieux sont à la fois des communes de travail (en rouge) et des lieux de consommation.

Ces dépenses concernent rarement l'ensemble des consommations de proximité. Pour la plupart, ce sont des achats effectués dans des commerces de proximité, souvent des boulangeries, ou bien dans des ventes directes et magasins de producteurs situés sur le trajet quotidien ou sur la commune de travail. De nombreux ménages du sud du territoire (Monthieux, Mionnay) profitent également de ces trajets pour récupérer des courses en Drive, dans un supermarché spécialisé à Miribel (Les Échets). Les navettrices et navetteurs des différentes communes contribuent ainsi soit

au renforcement des polarités de proximité se trouvant sur leur trajet – c'est le cas des consommations effectuées à Saint-André-de-Corcy, Villars-les-Dombes, Châtillon-sur-Chalaronne et plus légèrement Bourg-en-Bresse – soit à la dispersion des revenus dans des plus petites communes ou villages n'ayant pas la même attractivité que les communes étudiées précédemment (figure 52). Capter les revenus résidentiels de ces navetteurs est alors intéressant pour toutes les communes disposant de lieux de consommation, et plus spécifiquement lorsqu'il s'agit de petits commerces tels que les boulangeries, ou encore les ventes directes et magasins de producteurs, recherchés par les ménages lors de ces trajets.

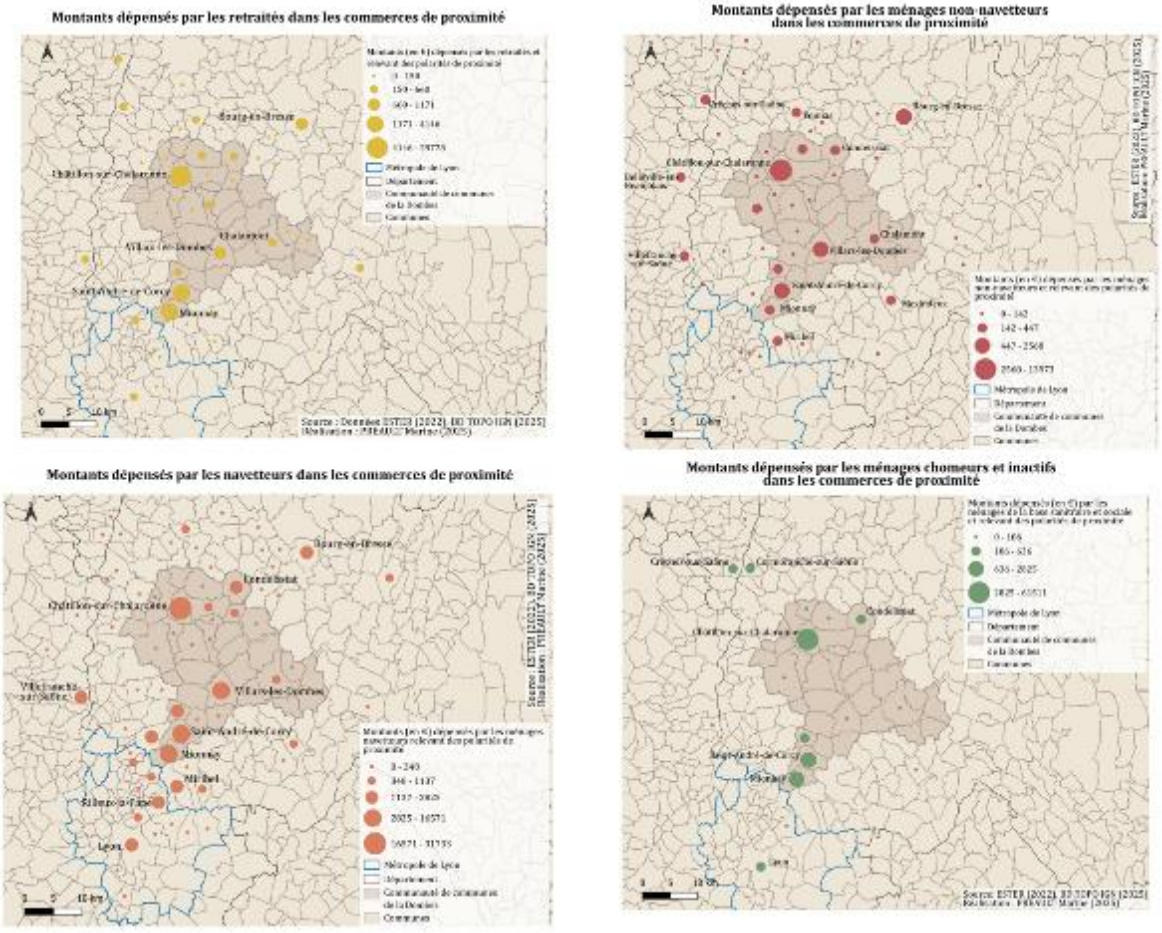


Figure 53 Synthèse des lieux de consommation en achats de proximité pour chaque commune enquêtée

Les pratiques des ménages navetteurs ne sont pas les seules à contribuer à la distribution des revenus résidentiels sur le territoire de la Communauté de communes de la Dombes ou en-dehors de celle-ci. La répartition des dépenses des ménages varie

en effet selon leurs profils, traduisant des pratiques quotidiennes différentes. En comparaison aux autres ménages, les navettrices et navetteurs ont les revenus de consommation les plus dispersés : ils se répartissent sur davantage de communes et, de fait, alimentent diverses polarités. Ces dépenses s'orientent d'ailleurs vers les pôles d'emploi et, de fait, sont les ménages dont la consommation habituellement de proximité se fait le plus à Lyon, dans les communes de la métropole ou sur le trajet domicile-travail. Une nette différence est ainsi visible avec les actives et actifs non-navetteurs du territoire. Ces derniers n'effectuent quasiment aucun achat de proximité près de Lyon et ces achats se concentrent davantage sur les polarités du territoire. Aussi, si dans le chapitre 4, il apparaissait que les navetteurs ne consommaient pas moins sur leur commune de résidence que les autres actifs, leurs revenus sortants semblent en revanche alimenter un bassin de consommation plus large que celui des non-navetteurs. Ce bassin plus large pour ces ménages peut s'expliquer par l'aspect-structurant des trajets domicile-travail parmi les trajets pour d'autres motifs (Berger *et al.*, 2015). Le trajet domicile-travail reste le trajet principal, autour duquel se structurent les autres pratiques qui se font généralement soir à proximité du lieu de résidence, soit à proximité du lieu de travail (dans une moindre mesure) suivant ainsi des logiques de rationalisation des pratiques de mobilité (Bouleau & Mettetal, 2014). Les trajets pour se rendre au travail sont les plus longs pour ces ménages et dessinent donc des bassins de consommation plus vastes que les autres ménages du territoire. Laurent Cailly préfère d'ailleurs parler d'organisation réticulaire des pratiques habitantes à partir de différents centres hiérarchisés (Cailly, 2008). À l'inverse, les dépenses les ménages actifs non-navetteurs restent concentrés sur le territoire de la communauté de communes de la Dombes, ou éventuellement dans des polarités de proximité déjà identifiée. Là aussi, ce constat rejoint ceux des recherches mentionnées concernant les pratiques des ménages généralement appelés « les ancrés » (Berger *et al.*, 2015; Berroir *et al.*, 2017; Bouleau & Mettetal, 2014).

Enfin, les ménages retraités sont ceux qui consomment le plus dans les polarités de proximité présentes sur le territoire de la communauté de communes de la Dombes. Leur bassin de consommation apparait ainsi bien moins vaste que les ménages actifs.

Les ménages retraités ont donc des consommations de proximité dans un espace proche de leur commune de résidence. Cette faible dispersion des dépenses de ces ménages peut s'expliquer, d'une part, par une mobilité moins importante que les ménages actifs du fait de l'absence des déplacements domicile-travail, et d'autre part par une mobilité plus contrainte de fait de l'âge notamment.

Cette mobilité plus faible peut se retrouver dans la consommation des ménages de la base sanitaire et sociale (personnes au chômage ou en inactivité dans le cadre de l'enquête). Ces ménages ont en effet des pratiques de consommation relativement proches de leur lieu de résidence. L'hypothèse d'une plus faible mobilité, et donc d'une certaine forme de « captivité » (Rougé, 2009) peut être faite en lien avec les coûts de la mobilité et donc la recherche d'une consommation proche du lieu de vie :

> « Je fais mes courses au jour le jour, pour pas avoir de gaspillage et faire des économies. »
>
> Ménage enquêté à Châtillon-sur-Chalaronne

En revanche, cette contrainte financière explique aussi dans certains cas le choix de parcourir des distances plus importantes pour trouver des produits moins onéreux, comme l'explique ce ménage de Mionnay qui effectue ses courses à Beynost :

> « C'est le plus proche et le plus intéressant financièrement. Par exemple, le Carrefour de Saint-André est plus proche mais plus cher. »
>
> Ménage enquêté et inactif résidant à Mionnay

L'étude des lieux de dépenses de chacun des postes de dépenses identifiés met donc en exergue des polarités variables selon les dépenses qui y sont effectuées. Ainsi, les polarités du territoire dombiste ou à proximité, de taille plus faible en termes d'habitants ou d'équipements présents, sont celles qui captent la majorité des dépenses quotidiennes alimentaires, ou celles, plus rares mais moins fréquentes, relevant du domaine de la coiffure ou de l'esthétique. Les différents tests de corrélation et l'observation de la localisation des différents postes de dépenses confirment l'influence majeure du facteur de proximité géographique, et relativisent l'importance des équipements présents sur la commune. En effet, même en précisant les tests de

relation, le nombre d'équipements conserve une influence proche de zéro. L'influence du niveau d'équipement de la commune est plus importante sans être toutefois significative. La proximité reste donc le facteur déterminant pour la plupart des ménages dans le choix des lieux de consommation, ce qu'ont confirmées les réponses des enquêtés. Les petites villes du territoire se révèlent ainsi être le lieu de consommation privilégié des ménages ruraux sous influence métropolitaine pour leurs achats quotidiens. Il s'agit là d'une véritable illustration des effets de l'économie résidentielle quand les revenus sont captés par les secteurs domestiques. Les petites villes captent, via leurs équipements, les revenus des ménages de la base résidentielle en grande partie (navettrices et navetteurs, retraitées et retraités) mais aussi des autres bases (moins importantes en Dombes). Alimentant ces commerces et autres services ceci crée un cercle vertueux pouvant impulser l'implantation d'autres commercialités. L'approche par les revenus de l'économie résidentielle apporte donc d'autres éléments de compréhension à l'analyse du rôle structurant joué par les petites villes des espaces ruraux sous influence métropolitaine dans l'ancrage des ménages (Ambiaud *et al.*, 2006; Berger *et al.*, 2016; Bonnin-Oliveira, 2016; Poulot & Aragau, 2012).

Cette recherche de proximité est toutefois moins importante lorsqu'il s'agit de dépenses plus rares, voir exceptionnelles. Ces dernières sont effectuées dans des polarités de taille plus importantes : la métropole lyonnaise ou les grandes villes à proximité du territoire.

2. Les polarités métropolitaines et urbaines : des lieux peu pratiqués pour la consommation

Si une grande partie des dépenses courantes des ménages s'orientent vers des polarités de proximité, les grandes villes ne sont toutefois pas exclues des dépenses et pratiques des ménages ; elles ne sont simplement pas centrales dans la mesure où, à l'exception éventuelle de l'emploi, elles ne sont pas centrales dans les pratiques de consommation ou de loisirs des ménages. Ces résultats permettent ainsi de rejeter toute mesure du rural par les emplois urbains, une mesure qui amène à surestimer

l'idée d'une dépendance du rural envers l'urbain. L'approche par la circulation des revenus à partir de la base résidentielle permet de démontrer que si une partie non-négligeable des revenus proviennent de la métropole ou d'autres polarités urbaines, en termes de revenus consommés, et donc de pratiques, les ménages, y compris les navetteurs, tendent à s'ancrer dans le territoire de résidence. Quels rôles vont donc jouer les polarités métropolitaines et urbaines dans l'organisation de la vie des ménages des territoires ruraux sous influence métropolitaine, en-dehors du travail ? Quel rapport les ménages entretiennent-ils avec ces espaces qui apparaissent essentiellement comme des pôles d'emploi ?

Premièrement, l'étude des dépenses effectuées dans ces pôles urbains démontre des déplacements occasionnels et très spécifiques pour les ménages du territoire. Deuxièmement, malgré une offre de service dense et rare, lesquels pourraient apparaitre comme des atouts dans un contexte de métropolisation, ce sont pourtant les pôles les plus concurrencés par l'essor de la consommation sur Internet dans les espaces ruraux sous influence métropolitaine.

2.1. Des pôles d'emploi et de dépenses exceptionnelles

Les grandes villes telles que Lyon ou Bourg-en-Bresse, sont souvent associées à des centralités qui exerceraient une influence et une attraction sur leurs périphéries rurales alentours. Pourtant, en Dombes, les ménages déclarent se rendre assez peu dans ces villes en-dehors du temps associé au travail.

En réalité, ces villes apparaissent comme des lieux de consommation accueillant des dépenses spécifiques et bien identifiées : les dépenses exceptionnelles telles que l'habillement et les chaussures, quelques loisirs dont la pratique correspond à des équipements de la gamme supérieure des équipements selon la BPE, mais aussi la restauration.

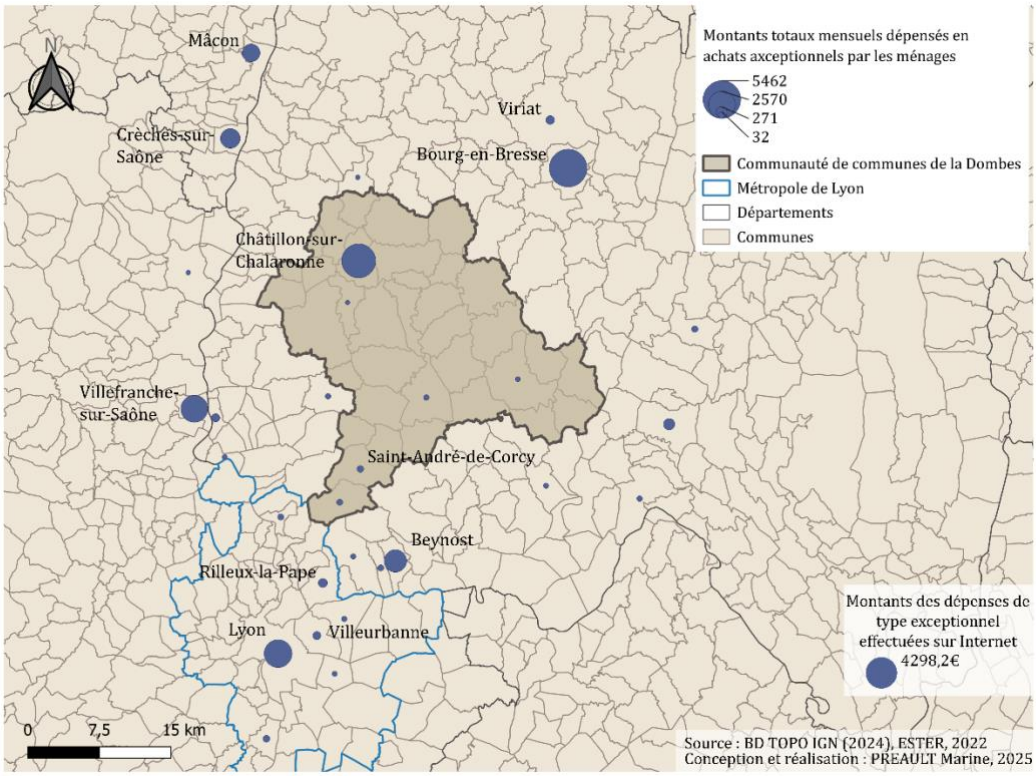


Figure 54 Cartographie des dépenses exceptionnelles

La répartition spatiale de ces dépenses diffère des dépenses décrites dans la section précédente, dans la mesure où elles sont moins dispersées et se concentrent essentiellement dans les villes de taille plus importante et davantage équipées en services métropolitains supérieurs. Ces dépenses peuvent d'ailleurs être bien plus lointaines, avec des dépenses effectuées à Paris, Nantes ou Angers[48], bien que celles-ci soient rares et non représentatives de l'ensemble de la population dombiste. Ces dépenses se distinguent également des dépenses précédentes avec une part bien plus importante des achats effectués sur Internet. Ces achats via Internet sont quasiment inexistants pour les dépenses de proximité : ils peuvent concerner des commandes effectuées pour des courses en drive mais réalisées auprès de commerces présents sur le territoire et les ménages se déplaçaient tout de même pour récupérer ces achats ; quelques rares ménages ont recours à des commandes sur Internet, mais cette pratique

[48] Pour plus de lisibilité, ces dépenses sont exclues de la figure 53 de la carte concernant les dépenses effectuées dans la région. Les dépenses effectuées à Nantes et Angers correspondent à un ménage, dont l'emploi est localisé dans l'ouest de la France. Les dépenses effectuées sur Paris sont plus récurrentes mais n'atteignent que 75€ mensuels, soit 1% des dépenses exceptionnelles.

reste très marginale sur le territoire. Dans le cas des dépenses exceptionnelles, le recours à des commandes en ligne et livrées directement à domicile est bien plus important et équivalent à ce qui est dépensé par les ménages en achats exceptionnels sur la commune de Châtillon-sur-Chalaronne ou encore le double de ceux effectués sur Lyon. Si les achats sur Internet représentaient un lieu de dépenses spécifiques, ils seraient ainsi la deuxième plus grande polarité d'achat pour les ménages du territoire, après Bourg-en-Bresse. Ces achats sur Internet sont donc étudiés plus finement dans une sous-section ci-après, puisqu'ils ont fait l'objet d'une série de questions fermées et ouvertes dans le questionnaire.

La concentration de ces dépenses exceptionnelles dans quelques pôles urbains se vérifient également par l'analyse des corrélations entre le nombre d'équipements et le niveau d'équipements, puisque ce sont les dépenses et équipements en achats exceptionnels qui obtiennent les indices de corrélation les plus élevés, et plus spécifiquement dans le cas d'achats en vêtements et chaussures.

Tableau 20 Corrélation entre les montants dépensés en achats exceptionnels et le niveau d'équipement des communes (BPE, 2021)

Catégorie de dépenses	R2 du test de corrélation linéaire	Intensité de l'ANOVA
Dépenses courantes	0,0157	0,1736
Dépenses occasionnelles en soin de la personne	0,011	0,1622
Dépenses exceptionnelles en habillement et chaussures	0,0947	0,2918
Dépenses en loisirs	0,0908	0,1757
Dépenses en restauration	0,0036	0,1

La corrélation la plus significative se retrouve entre le niveau de centralité d'équipements et les montants en dépenses exceptionnelles qui y sont dépensés, avec une intensité de 0,2918 ; un résultat plus significatif que sur les autres postes de dépenses mais qui reste tout de même à relativiser. Au regard de la carte et de la

concentration de ces dépenses dans quelques communes, on peut émettre l'hypothèse que cette part de la relation est fortement influencée par la concentration dans ces quelques pôles.

Pour mieux comprendre les logiques qui sous-tendent la consommation dans ces grandes villes, je procède donc aux mêmes méthodes que celles explicitées dans la section précédente L'étude de la consommation dans ces polarités porte sur quatre communes de plus de 30 000 habitantes et habitants, identifiées comme des pôles d'emploi et comme un centre d'équipements et de services structurant ou majeur par l'INRAE-CAESER et l'ANCT (figure 23). Le seuil de 30 000 habitantes et habitants pour un pôle a été fixé arbitrairement pour correspondre au mieux au contexte de territoire dombiste et de l'approche par la consommation. Ce seuil permet d'intégrer des villes moyennes[49] structurantes à l'échelon de l'étude, tout en permettant une distinction avec la métropole lyonnaise.

[49] Frédéric Santamaria (2000) entend par ville moyenne les villes entre 20 000 et 200 000 habitantes et habitants, alors que l'Association des Villes de France intègre sous cette classification des villes entre 15 000 et 100 000 habitantes et habitants. Enfin, l'Insee a une approche par l'emploi (entre 5000 et 150 000 emplois) et par hiérarchie administrative : une ville-moyenne ne peut être le chef-lieu d'une ancienne Région (Bouron, 2024).

Tableau 21 Critères de sélection des polarités de dépenses exceptionnelles du territoire dombiste

Commune	Population au dernier recensement (Insee, 2021)	Nombre d'emplois pourvus par des habitants de la Communauté de communes de la Dombes (2020)	Niveau de centralité d'équipements et de services
Lyon (ville)	522 250	1923	Centre majeur d'équipements et de services
Bourg-en-Bresse	41 525	1226	Centre structurant d'équipements et de services
Villefranche-sur-Saône	35 913	434	Centre structurant d'équipements et de services
Mâcon	34 448	145	Centre structurant d'équipements et de services

Source des données : Recensement de la population, Insee, 2021 (Population) ; Fichier des mobilités professionnelles (MOBPRO) issu du recensement de la population (Nombre d'emplois pourvus par des habitants de la Communauté de communes de la Dombes) ; Base Permanent des Équipements et INRAE-CAESER/ANCT, 2021 (Niveau de centralité d'équipements et de service)

La commune de Châtillon-sur-Chalaronne peut également venir compléter cette liste au regard des dépenses qui y sont effectuées. Si la commune n'est pas un centre structurant d'équipements et de services au regard de cette classification, elle représente tout de même un pôle d'emplois significatifs pour le territoire et capte des montants importants en dépenses de type exceptionnel.

Pour ces achats, le niveau d'équipement des communes apparaît donc bien plus significatif que pour les dépenses courantes. Pourtant, les réponses des ménages dans l'enquête témoignent de logiques d'achats plus complexes que la seule localisation d'équipements et services spécifiques aux métropoles, et qui se rapprochent des motifs sous-tendant les achats de proximité. En effet, la question de l'équipement est bien

présente à travers la mention d'enseignes spécifiques et recherchées pour les achats exceptionnels, et présents dans les plus grandes villes mentionnées (Décathlon, Cultura, etc.). Les ménages spécifient également s'orienter vers des grandes surfaces ou des centres commerciaux (La Part-Dieu ou Carré de Soie par exemple). En revanche, on retrouve dans les explications des ménages la recherche de la proximité pour effectuer ces dépenses exceptionnelles. Plusieurs ménages actifs déclarent ainsi effectuer leurs achats sur leur lieu de travail, en fin de journée ou sur la pause méridienne. Nous retrouvons ainsi la même logique de lieux d'achats étudiée dans la section précédente. Les ménages, et plus particulièrement les ménages actifs (navetteurs ou non), expriment d'ailleurs un manque de ces équipements sur le territoire, motivant le déplacement vers des communes plus lointaines pour répondre à ces besoins, alors que les retraités expriment davantage pouvoir tout trouver sur Châtillon-sur-Chalaronne, quand ils résident à proximité ou sur cette commune. Les ménages retraités ont ainsi davantage recours à des achats de vêtements au marché ou dans les quelques boutiques présentes à Châtillon-sur-Chalaronne, mais aussi dans les camions de vente de vêtements en itinérance qui s'arrêtent dans les communes rurales, et que nous avions étudié dans le chapitre précédent. Ce manque moins important chez les ménages retraités s'explique aussi par des achats plus rares dans ces postes de dépenses. En effet, ces derniers précisent la difficulté à préciser le montant mensuel ou annuel attribué à ces postes de dépenses, ces dernières étant bien plus rares depuis la fin de leur activité. Enfin, la recherche de proximité dans ces achats plus rares se retrouve dans la mention de l'enseigne Sport 2000, présente à Châtillon-sur-Chalaronne et précisée comme une alternative pour éviter d'autres déplacements. Enfin, la seconde main est également très présente parmi les achats des ménages et permet là aussi d'éviter des déplacements. Ces achats en seconde main se font ainsi dans la boutique Emmaüs de Châtillon-sur-Chalaronne, mais aussi pour beaucoup grâce à des plateformes de revente en ligne.

La polarisation des dépenses exceptionnelles se retrouve également dans les consommations et pratiques de loisirs des ménages dombistes (figure 54).

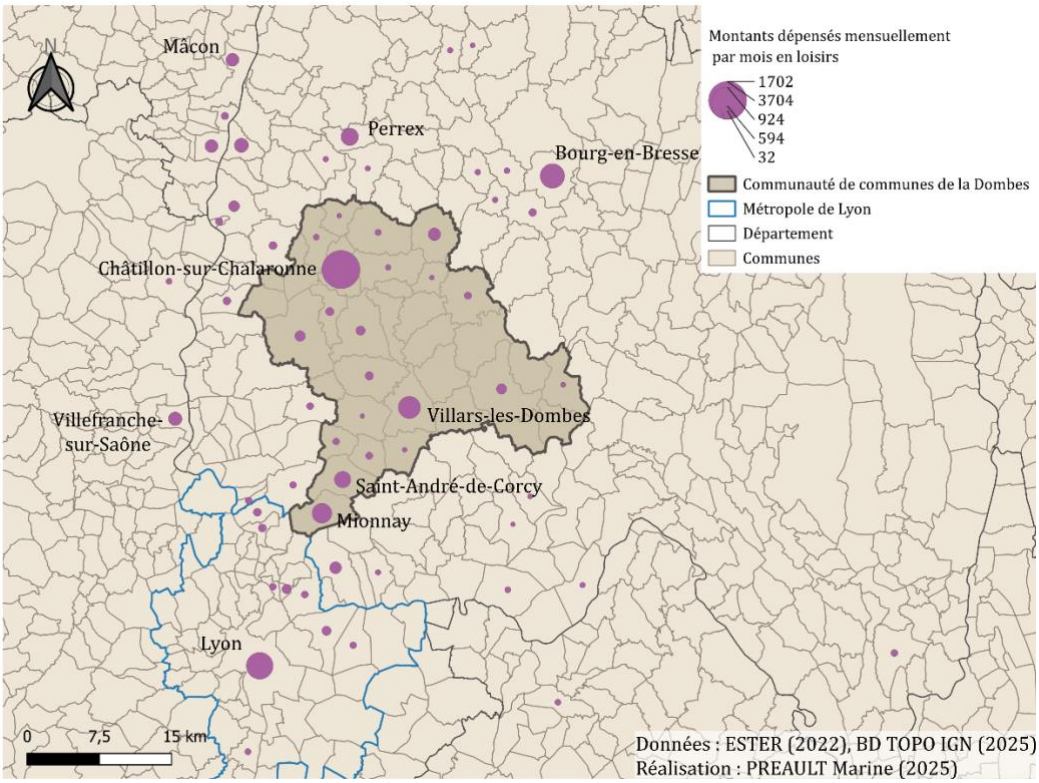


Figure 55 Lieux des dépenses consacrées aux loisirs

La spatialisation des consommations de loisirs présente nettement moins d'opposition entre les polarités de proximité et les plus grandes, puisqu'elles captent toutes ces revenus et pratiques. En revanche, si l'on s'intéresse plus finement aux différents loisirs pratiqués dans ces grandes villes, on perçoit une logique similaire à la consommation des vêtements et chaussures étudiée précédemment. Les loisirs pratiqués dans ces plus grandes communes relèvent en effet de pratiques spécifiques et bien identifiables : plus rares, dont les structures sont qualifiées d'intermédiaires, et surtout d'exceptionnelles par la BPE (figure 55).

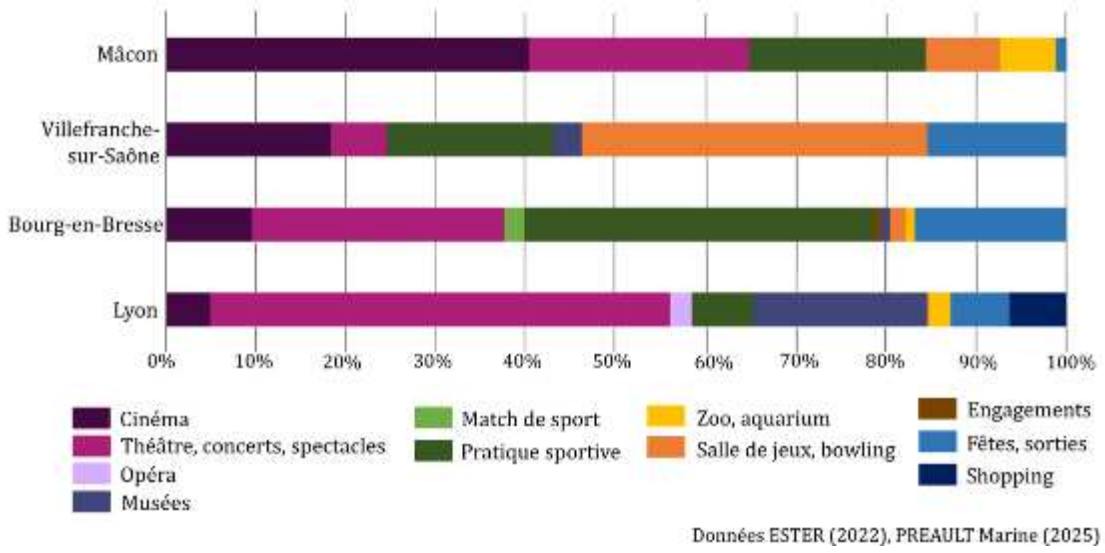


Figure 56 Montants dépensés dans les pratiques de loisirs dans les moyennes et grandes villes à proximité de la Dombe

NB : Par engagements, j'entends les engagements associatifs et/ou politiques des personnes interrogées.

On retrouve ainsi parmi les loisirs les plus pratiqués dans ces villes de plus grande taille des loisirs dont les équipements sont peu présents, voir absents, dans les polarités de proximités et autres communes du territoire dombiste. Les ménages dombistes se rendent donc dans ces villes d'abord pour des pratiques culturelles, dont les équipements sont de type exceptionnels, tels que les concerts, les théâtres ou encore l'opéra, à Lyon. On retrouve ensuite un certain nombre de pratiques sportives, mais plus spécifiquement la salle de sport, qui est surtout pratiquée à proximité du lieu de travail. Toujours lié au sport, les pratiques dans ces villes se distinguent également par le fait d'assister en spectateur à la pratique d'un sport, lequel se fait dans des infrastructures là aussi peu présentes sur le territoire : c'est ici principalement le basket à Bourg-en-Bresse. Enfin, les autres activités pratiquées en-dehors des polarités de proximités sont l'ensemble des activités de type *lasergame*, *bowling* et salles de jeux, également absentes en Dombes et pratiquées principalement à Villefranche-sur-Saône et Mâcon. Si les loisirs sont pratiqués autant sur les communes de résidences et dans les polarités de proximité que dans les aires urbaines plus denses, il existe une réelle distinction spatiale entre ces pratiques. Les polarités de proximité fournissent des loisirs associatifs, sports praticables dans des installations proches du domicile, tandis

que les plus grandes villes sont le lieu de pratiques culturelles, sportives et récréatives difficilement trouvables en Dombes du fait des équipements rares que celles-ci nécessitent.

Pour finir, la restauration est un autre poste de dépenses où les pratiques de consommation entre polarité de proximité et grandes villes présentent peu de différences en termes de montants consommés. Toutefois, l'enquête menée ne permet pas d'identifier de spécificités réelles des polarités urbaines vis-à-vis des polarités de proximité. Les montants dépensés au restaurant diffèrent peu des autres polarités de proximité qui sont aussi des pôles d'emplois, à l'image de Châtillon-sur-Chalaronne. Il est ainsi plus difficile d'établir une spécificité de la fréquentation des restaurants dans ces pôles urbains. Les réponses des ménages ne font pas ressortir de particularité concernant ces lieux, si ce n'est une surreprésentation des ménages navetteurs (+15 points) et davantage de repas pris dans un cadre professionnel pour ce profil : 36,8% d'entre eux se rendent au restaurant dans un pôle urbain dans un cadre professionnel, contre 25% pour l'ensemble des ménages se rendant dans ces restaurants. À l'inverse, les actifs non-navetteurs, les ménages retraités ou encore les personnes inactives ou au chômage sont sous-représentés dans la fréquentation des restaurants de ces pôles urbains. La pratique du restaurant dans ces pôles urbains s'explique donc en partie par une consommation sur le lieu de travail, mais celle-ci ne suffit pas à expliquer une pratique importante dans ces pôles urbains. En revanche, on retrouve l'idée d'un bassin de consommation plus large pour les actifs navetteurs, lequel s'étend entre la consommation à proximité du domicile et la consommation à proximité du lieu de travail.

Il est donc possible de définir ces polarités comme des pôles urbains, voire métropolitains, qui regroupent à la fois un certain nombre d'emplois des habitantes et habitants du territoire, mais aussi des équipements et services plus rares, absents d'un espace rural tel que la Communauté de communes de la Dombes. De fait, ces espaces de consommation sont fréquentés, soit dans le cadre du travail puisqu'à proximité de ces derniers, soit dans le cadre de dépenses exceptionnelles, qui obligent à un

déplacement en-dehors du territoire proche, symbolisé par les polarités de proximité étudiées dans la section précédente. Par conséquent, ces polarités sont majoritairement fréquentées par des actives et actifs navetteurs pour lesquels la fréquentation de ces villes fait partie du quotidien, mais réellement moins par les autres habitantes et habitants de la Dombes. Pour les autres ménages, se rendre dans ces plus grandes villes, éloignées du lieu de résidence, ne se fait qu'en cas de nécessité pour un bien ou un service absent sur le territoire. Ces villes et la métropole de Lyon peuvent être nommées comme des polarités d'emploi et de consommation urbaines exceptionnelles, dans le sens où le fait de s'y rendre, pour des ménages ruraux sous influence urbaine, se fait pour des besoins rares et spécifiques.

2.2. Des polarités urbaines concurrencées par l'essor du commerce en ligne

La figure qui cartographie les montants dépensés dans ces consommations rares par l'échantillon de ménages enquêtés met en exergue une consommation sur Internet importante, presque équivalente aux revenus consommés sur Lyon. Pris en tant que polarité, Internet apparait ici comme le deuxième lieu de consommation des ménages de la Dombes. Ce résultat m'amène donc à questionner l'essor de ce commerce en ligne dans les espaces ruraux sous influence métropolitaine et ses impacts pour les ménages et pour ces territoires.

2.2.1. Les achats en ligne des ménages ruraux sous influence métropolitaine : une logique de rationalisation des dépenses en termes de coûts et de déplacements

Le recours au commerce en ligne pour effectuer des achats équivalents à ceux effectués dans les polarités urbaines et d'équipements concerne majoritairement les achats susceptibles d'être effectués le plus loin du domicile ainsi que des biens et services peu ou pas présents sur le territoire ou à proximité de celui-ci (figure 56). Aussi, le choix d'effectuer une partie de ces achats sur Internet relève d'une logique de rationalisation des achats et des déplacements que ces derniers peuvent induire. Cette

logique avait déjà été évoquée dans plusieurs articles dédiés à la question des pratique en ligne dans les espaces périurbains (Sajous *et al.*, 2015b; Vidal & Rougé, 2011), sans pour autant avoir pu être formellement démontré.

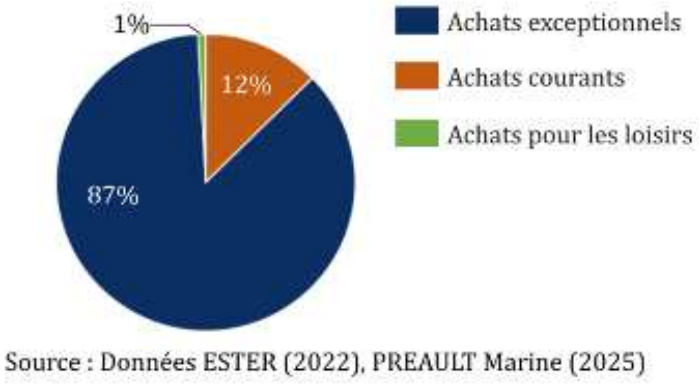


Figure 57 Types d'achat effectués sur Internet

Dans le cadre de l'enquête menée, les questions plus ouvertes posées aux ménages dans le cadre de l'enquête confirment l'utilisation d'Internet pour éviter les déplacements vers ces pôles urbains pour ces achats rares. L'économie des déplacements permet ainsi de limiter ces derniers dans le budget total des ménages, dans un contexte où le quotidien est déjà fortement contraint par divers déplacements. Cela représente également un gain de temps dans l'organisation des différentes activités des ménages.

> « Il y a rien là. Il faut aller à Bourg ou Villefranche. Mais on a cherché à être là pour ça aussi, c'est pas un frein. Mais avec le prix de l'essence, on regarde, Internet c'est la facilité. »
>
> Ménage actif rencontré à Relevant
>
> « C'est un problème d'essence. Déjà avant les 2€ le litre, mais là c'est pire. »
>
> Ménage actif rencontré à Châtillon-sur-Chalaronne

La question de la rationalisation dans le choix d'une consommation en ligne concerne également le prix des biens et services achetés, cumulé au choix plus important pour les ménages sur Internet.

Ces résultats rejoignent ceux de Benjamin Motte-Baumvol et Leslie Belton-Chevalier (2014) obtenus dans un rapport pour le PUCA, dans lequel est démontré qu'en réalité le choix de la consommation en ligne est généralement multifactoriel. Il intervient souvent suite à un évènement dans la vie des ménages, puis s'instaure peu à peu du fait de sa praticité au quotidien. Certains ménages déclarent par exemple avoir commencé à recourir au commerce en ligne suite à leur emménagement sur la commune ; ce qui témoigne du recours au commerce en ligne comme un mode d'habiter périurbain (Motte-Baumvol & Belton-Chevalier, 2014).

> « C'est pratique, on peut renvoyer les articles. Depuis qu'on vit à la campagne, ça permet d'éviter des trajets. »
>
> Ménage actif de Mionnay

Parmi ces évènements déclencheurs de l'achat en ligne, la pandémie de Covid-19 semble avoir joué le rôle de catalyseur pour plusieurs ménages qui ont ainsi débuté le commerce en ligne et ont gardé cette habitude par la suite, motivés par les questions d'optimisation décrites plus haut :

> « On a pris l'habitude avec la pandémie et c'est un gain de temps donc on est resté dessus. »
>
> Habitant·e inactif·ve avec enfant, interrogé·e à Châtillon-sur-Chalaronne
>
> « Le confinement... parce qu'aller en ville et tout, on a moins l'envie. Là on peut comparer. C'est pour les achats sur Vinted aussi. »
>
> Ménage actif, rencontré à Relevant

C'est néanmoins sur le recours au mode d'achat par *drive* que la pandémie semble avoir le plus d'impact. Parmi les ménages effectuant des achats par *drive* au moment du questionnaire, 28,57 % déclarent avoir pris cette habitude au moment des confinements ou avoir renforcer cette pratique à ce moment ; cette habitude s'est

poursuivie ensuite. Le recourt au *drive* concerne cette fois-ci majoritairement les achats quotidiens et alimentaires, qui sont donc toujours effectués dans les polarités de proximité des ménages du territoire ; et dans une moindre mesure, la restauration rapide à emporter. Le déplacement peut donc encore se faire vers ces supermarchés. Souvent les achats combinent d'ailleurs *drive* et vente directe ou magasins de producteurs. Si le *drive* est choisi pour gain de temps et la facilité d'organisation, il n'est pas un moyen d'éviter le déplacement comme le sont les commandes en ligne pour éviter le déplacement dans les centres urbains pour des achats exceptionnels. C'est surtout le temps passé dans les supermarchés qui est évité.

En revanche, la pratique du *click and collect* est quasiment absente des modes de consommation via Internet pour les ménages enquêtés. Ce mode de consommation en ligne ne permet en effet pas de diminuer la fréquence ou la durée des déplacements quotidiens, ce qui peut expliquer sa moindre utilisation par les ménages. Il est donc possible d'émettre l'hypothèse que ce mode de consommation développé, entre autres, par les commerces pendant la pandémie, reflète des pratiques d'achat plus urbaines, qui se combinent avec la résidence à proximité des lieux d'achat. Cette hypothèse rejoint les constats faits par Benjamin Motte-Baumvol et Leslie Belton-Chevalier (2014) concernant l'acheminement des produits consommés sur Internet : les ménages périurbains ne plébiscitent pas les points de retrait et privilégient la livraison à domicile ; à l'inverse des ménages urbains.

2.2.2. Consommer en ligne : un habiter périurbain et rural ?

Un certain nombre de travaux s'étant intéressés à la consommation en ligne dans les espaces périurbains ont associé ce mode de consommation à une dimension de l'habiter de ces espaces (Deprez, 2016; Motte-Baumvol & Belton-Chevalier, 2014; Sajous *et al.*, 2015b; Vidal & Rougé, 2011).

> « *Le fait de s'exonérer d'un certain nombre de déplacements parmi les plus routiniers et les plus contraignants (les courses, les démarches administratives) contribue à une maturation des espaces périurbains. Les TIC participent à leur mesure à engager un certain nombre de territoires périurbains dans un processus d'épaississement territorial (gros bourgs, petites villes, premières couronnes, périurbain aisé). Les*

mobilités ne baissent pas, mais elles se réalisent de plus en plus sur un périmètre de plus grande proximité » (Vidal & Rougé, 2011)

Le recours au commerce en ligne s'inscrit ainsi dans un ensemble de logique d'évitement de la ville et de l'ensemble des nuisances qui lui sont associées. On retrouve cet évitement chez certains ménages du territoire : la ville est évitée en ce qu'elle représente la densité de peuplement au sein des magasins, et associée à un sentiment désagréable. Le recours au e-commerce s'inscrit donc pleinement dans une stratégie d'évitement de ces polarités, qui sont donc les plus impactées par l'essor de ce mode de consommation qui ne concerne pas les achats de proximité.

> « Il y a jamais ma taille en magasin, j'aime pas la foule et la queue. Et je peux renvoyer. […] C'est aussi plus une question de population. »
>
> Ménage actif de Mionnay
>
> « On évite de se déplacer genre à Lyon. »
>
> Ménage actif de Châtillon-sur-Chalaronne
>
> "J'aime pas faire les magasins, faire la queue, je suis pas patiente"
>
> Ménage actif de Châtillon-sur-Chalaronne

Par ailleurs, les confinements et les restrictions de déplacement dues à la pandémie interviennent comme un élément catalyseur de ce repli de la consommation autour du domicile, voire depuis ce dernier. Il s'agit là du deuxième plus gros changement induit par la pandémie en termes de consommation pour les ménages – après le recours plus important à une consommation dite « locale », développée dans le prochain chapitre.

> Spontanément, quand on vous parle de la pandémie, quel est le premier changement qui vous vient à l'esprit ?
>
> « Ça a provoqué beaucoup plus d'achats sur Internet, et pas de retour en arrière possible... »
>
> Ménage actif de Relevant
>
> « On préfère consommer sur Internet, hors alimentaire. »
>
> Ménage inactif de Châtillon-sur-Chalaronne

D'autre part, si le commerce en ligne permet aux ménages de ne pas se déplacer vers les villes plus lointaines pour se fournir en certains équipements ou services, cette absence sur le territoire n'est pas toujours perçue comme un manque pour les habitantes et habitants. Au contraire, si les ménages reconnaissent recourir aux achats en ligne pour des éléments qu'ils ne trouveraient pas à proximité de leur lieu de résidence, ils associent aussi cette absence au cadre de vie dans lequel ils ont choisi de s'installer. L'absence de ces équipements et le recours à Internet permet ainsi de préserver un cadre de vie associé au village, à la campagne, tout en se fournissant en biens et services présents dans les milieux urbains. Le commerce en ligne apparaît ainsi comme une autre manière de bénéficier des avantages de la campagne et de la ville.

> Marine : « Est-ce que [la consommation sur Internet] c'est parce que vous constatez des manques en termes d'offre sur le territoire ? Ou pour d'autres raisons ?
>
> Ménage : Oui on peut toujours espérer mieux même si c'est bien ce qu'on a en commerces spécialisés, après on le savait en venant ici. »
>
> Extrait de l'enquête menée auprès d'un ménage actif de Mionnay

Si le recours au commerce en ligne tend à augmenter dans ces espaces, il n'est cependant pas majoritaire dans les pratiques de consommation au moment de l'enquête (2022), comme nous allons le voir dans la section suivante. Par ailleurs, les profils des ménages influencent grandement la part et les modalités de la pratique des achats sur Internet.

2.2.3. Des pratiques nuancées selon le lieu de vie et le profil sociologique des ménages

Le recours à Internet pour la consommation est toutefois différent selon le profil géo-social des ménages, ce qui apporte des nuances dans l'idée d'un mode de consommation propre à l'habiter de ces espaces. Rappelons par ailleurs que cette consommation concerne également les ménages urbains, bien que les formes de cette consommation y sont différentes de celles des ménages ruraux (Motte-Baumvol & Belton-Chevalier, 2014).

En premier lieu, l'approche à échelle communale permet d'identifier des différences selon les communes et leur localisation.

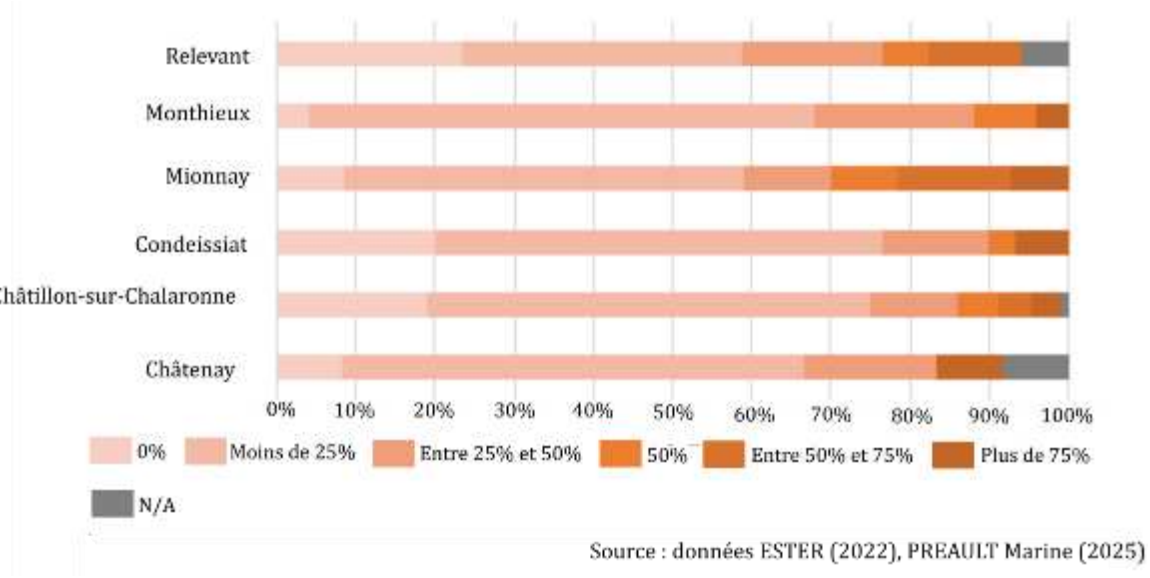


Figure 58 Part de la consommation des ménages effectuée sur Internet (hors Drive) pour chaque commune

La figure 57 permet de constater une différence majeure entre les ménages de Châtillon-sur-Chalaronne et le reste du territoire. La présence plus importante en équipements permet aux ménages de la commune de moins recourir à ce mode de consommation du fait de la présence de boutiques de vêtements, de chaussures et d'une librairie. Par ailleurs, cette moindre consommation en ligne pour la commune peut être recoupée à la présence plus importante de ménages retraités, lesquels consomment le plus sur la commune comme nous l'avions vu au chapitre précédent. Ces ménages sont moins susceptibles de se tourner vers le commerce en ligne, nous y reviendrons. On observe d'ailleurs également une consommation en ligne moindre sur les communes à proximité de Châtillon-sur-Chalaronne (Relevant et Condeissiat). Relevant semble ainsi bénéficier de la proximité quasi-immédiate à la polarité châtillonaise. Condeissiat bénéficie aussi d'une situation qui peut paraître avantageuse en termes de déplacement puisque ses ménages peuvent accéder en 15 minutes ou moins à Châtillon-sur-Chalaronne et à Bourg-en-Bresse, rendant ces déplacements moins coûteux pour les ménages.

Les communes dont les ménages ont le plus recours au commerce en ligne sont donc les communes les plus au sud du territoire : Mionnay et Monthieux, ce qui valide plutôt les résultats précédents, les deux communes étant les plus proches du territoire lyonnais et celles qui se rapprochent le plus d'un territoire périurbain. À l'inverse, Châtenay apparaît aussi comme une commune avec une plus forte consommation en ligne. Le caractère plus isolé de ce village rural (hors influence des villes) peut ainsi expliquer cette appétence pour le e-commerce, les déplacements vers une polarité urbaine étant plus longs.

En second lieu, ces achats sur Internet sont aussi expliqués par le profil sociologique des ménages, et plus spécifiquement l'activité et la structure du ménage. Ainsi, les actifs apparaissent comme les plus susceptibles de recourir au commerce en ligne et, parmi eux, les actifs avec enfants – ce qu'avaient déjà constaté Benjamin Motte-Baumvol et Leslie Belton-Chevalier (2014). Ceci rejoint l'idée d'Internet comme facilitateur dans l'organisation des ménages.

Tableau 22 Part des achats effectués sur Internet selon l'activité des ménages

	0	0 – 25%	25% - 50%	50%	50% - 75%	75 – 100%
Actif	29,1%	56%	76%	90,5%	90,9%	94,1%
Chômage	3,6%	4,2%	4,4%	0,00%	0%	0%
Inactivité	0%	6,2%	2,2%	4,8%	4,6%	5,9%
Retraite	67,3%	33,7%	17,4%	4,8%	4,6%	0%

Le tableau présente la part de chaque type de ménage (selon l'activité) consommant sur Internet entre 0 et 25%, entre 25 et 50%, la moitié, entre 50 et 75% et plus de 75% de leurs achats sur Internet, ou aucun de leurs achats sur Internet. Le tableau se lit de la manière suivante : parmi les ménages n'effectuant aucun achat sur Internet, 67,27% sont des retraités, 29,09% sont des actifs et 3,64% sont au chômage.

Enfin, la majorité des retraités consomme assez peu sur Internet, voire n'y effectuent aucun achat pour le tiers d'entre eux, et 57% d'entre eux ont recours à Internet pour moins du quart de leurs achats. La plupart de ces ménages sans achat en ligne précisent d'emblée ne pas avoir Internet. Pour le reste des retraités, le moindre recours est justifié par une méfiance vis-à-vis du commerce en ligne et une peur de l'arnaque. Les ménages effectuant à l'inverse des achats sur Internet expliquent le faire quand ils ne trouvent pas ce qu'ils recherchent à proximité. Par conséquent, c'est

surtout le profil des ménages d'une commune qui influe sur la part de la consommation en ligne observée sur un territoire.

Évidemment, la proximité ou l'éloignement à une centralité concentrant des équipements plus rares permet de limiter le recours à ce commerce en ligne. Une polarité comme Châtillon-sur-Chalaronne peut ainsi limiter la fuite des revenus vers Internet et d'autres polarités urbaines en bénéficiant d'équipements de proximité mais aussi d'équipements plus rares. Ainsi, les polarités urbaines dédiées aux achats exceptionnels apparaissent plus vulnérables et plus impactées par l'essor du recours aux achats sur Internet. Cette vulnérabilité est toutefois fois à nuancer, d'une part par la consommation de leurs propres habitantes et habitants, et d'autre part du fait du bassin de consommation plus large que desservent ces polarités par rapport aux plus petites communes dombistes ou à proximité de la Dombes.

Les polarités urbaines, correspondant aux principaux pôles d'emplois des ménages et habituellement identifiées comme les centralités urbaines dont la Dombes serait la périphérie, n'apparaissent ainsi pas si fortement dans les dépenses et pratiques quotidiennes des ménages - à l'exception de l'emploi. Ces polarités sont surtout fréquentées pour les équipements rares ou exceptionnels qu'elles abritent et que les ménages de peuvent pas trouver plus près de leur domicile. Ces polarités urbaines peuvent ainsi être qualifiées de secondaires dans les logiques de consommation des ménages. Elles deviennent par conséquent les polarités les plus concurrencées par l'essor du commerce en ligne, représentant les premiers déplacements que les ménages ruraux sous influence métropolitaine souhaitent éviter. À l'issue de ces deux sections, la proximité et l'insertion d'un lieu dans un réseau de lieux pratiqués par les ménages apparaissent comme les deux principaux facteurs influençant les choix de dépenses des ménages. Ceci se traduit par une forme de repli autour de la commune de résidence des habitantes et habitants, qui tend à confirmer la pertinence de l'économie résidentielle des territoires ruraux sous influence métropolitaine, même à l'échelle communale.

3. Une typologie de polarités dessinant un réseau lieux de consommation et de pratiques

La géographie des pratiques des ménages décrite précédemment témoigne d'une complexification des mobilités des ménages, loin du seul déplacement domicile-travail. Les ménages composent en réalité avec différentes polarités selon leurs besoins et leur organisation quotidienne, avec un évitement des espaces urbains de plus en plus recherché. Les deux sections précédentes décrivent ces polarités selon deux distinctions simples : les dépenses courantes et les dépenses exceptionnelles, mais les réseaux de pratiques sont en réalité plus complexes. Si les plus petites communes concentrent exclusivement des achats courant du fait des équipements présents, les polarités plus importantes peuvent regrouper des achats relevant autant des dépenses courantes qu'exceptionnelles. Les contraintes et pratiques des ménages viennent également influencer et arbitrer les choix de lieux pratiqués. L'objectif de cette dernière section est donc d'identifier plus finement les différentes polarités de consommation des ménages et d'observer comment ces derniers mobilisent une diversité de possibilités et les modulent selon leurs contraintes propres. L'identification de ces polarités permet de saisir l'organisation des mobilités dans une plus grande proximité qui témoigne de l'épaississement de ces territoires.

Dans un premier temps, la réalisation d'une typologie des communes à partir des critères décris dans les sections précédentes permet d'établir des profils de polarités plus fins et complets

Dans un second temps, il est possible d'étudier la manière dont les ménages s'approprient ces réseaux en les insérant dans les contraintes de leur quotidien. Ce réseau de polarités et son appropriation peuvent être étudiés comme des formes de l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

3.1. Typologie des polarités de consommation des ménages dombistes

3.1.1. Les communes des ménages ruraux sous influence métropolitaine : des lieux d'achats, de loisirs et d'emploi

La typologie des lieux de consommation et de pratiques des ménages a pour objectif de croiser et synthétiser l'ensemble des spécificités des pratiques et lieux d'achats présentés tout au long de ce chapitre. Les variables d'analyse choisies (tableau 25) reprennent donc l'ensemble des éléments précédemment identifiés comme pertinents pour définir les polarités d'achats des ménages de la Communauté de communes de la Dombes.

Premièrement, l'analyse inclut donc les montants dépensés sur chaque commune pour chaque catégorie d'achat, en distinguant toutefois les achats courants effectués dans un supermarché des achats courants effectués dans des lieux d'achats de proximité. Ceci permet de marquer une distinction entre les communes et du type d'achats qu'elles vont pouvoir capter.

Deuxièmement, j'inclus dans la classification le niveau d'équipement des différentes polarités. Ceci doit permettre de vérifier le poids relatif des polarités urbaines dans les pratiques des ménages comparativement à leur niveau d'équipement. J'inclue donc le nombre d'équipements de chaque commune par type d'équipements et par niveau de gammes d'équipements. Ainsi, pour chaque commune sont renseignés le nombre d'équipements en commerces, en soin, en loisirs et en restauration. Le nombre d'équipements de chacune de ces catégories est spécifiées par niveau dans la gamme des équipements : gamme de proximité, gamme intermédiaire et gamme supérieure.

Enfin, le nombre d'emplois des ménages de la Communauté de communes de la Dombes captés par les différentes communes, y compris celles du territoire lui-même, sont ajoutées à l'analyse. Comme précisé dans la deuxième section, le lieu de l'emploi peut influencer la géographie de la consommation, dans un souci de rationalisation des trajets quotidiens des ménages. Il s'agit donc là aussi d'évaluer le poids que peut jouer l'emploi dans la polarisation des revenus consommés.

Tableau 23 Variables utilisées et identifiants associés du fichier data_depcom constitué pour la réalisation de la typologie des polarités

Variables	Identifiant	Source
Montants dépensés		
Au supermarché	M_SUPERMARCHE	ESTER, 2022
Dans des commerces de proximité	M_PROXI	ESTER, 2022
Dans le soin de soi	M_SOIN	ESTER, 2022
Dans des dépensés exceptionnelles	M_LOISIRS	ESTER, 2022
Dans la restauration	M_RESTAU	ESTER, 2022
Équipement des communes		
Nombre d'équipements total	E_TOTAL	BPE, 2023
Équipements commerciaux de proximité	E_COMMERCE_PROXI	BPE, 2023
Équipements commerciaux intermédiaires	E_COMMERCE_INTER	BPE, 2023
Équipements commerciaux supérieurs	E_COMMERCE_SUP	BPE, 2023
Équipements de services de proximité	E_SERVICE_SUP	BPE, 2023
Équipements de services intermédiaires	E_SERVICE_INTER	BPE, 2023
Équipements de services supérieurs	E_SERVICES_SUP	BPE, 2023
Équipements de loisirs de proximité	E_LOISIR_PROXI	BPE, 2023
Équipements de loisirs intermédiaires	E_LOISIRS_INTER	BPE, 2023
Équipement de loisirs supérieurs	E_LOISIRS_SUP	BPE, 2023
Emplois présents		
Emplois de personnes de la communauté de communes	EMPLOI	MOBPRO, 2020

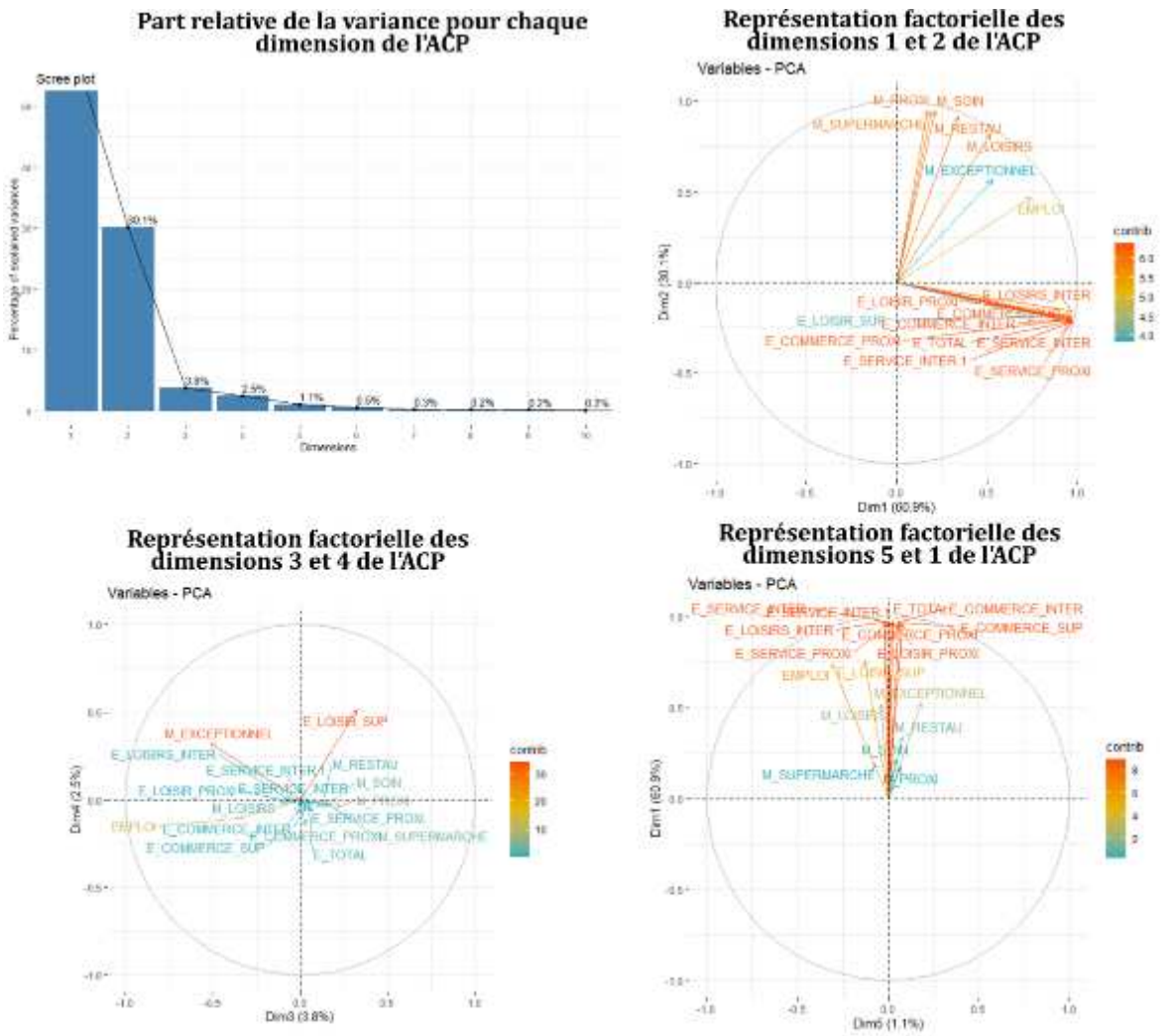
Ces variables sont toutes utilisées pour la réalisation d'une typologie à partir d'outils d'analyse multivariée.

3.1.2. Construire une typologie des lieux de consommation des ménages

La réalisation d'une typologie de communes implique des outils de traitements statistiques multivariées et de spatialisation des résultats. J'ai donc recours pour ce traitement à une Analyse en Composantes Principales (ACP), puis à une Classification Ascendante Hiérarchique, toutes deux réalisées avec R et les *package* FactoMineR et Factoextra. La cartographie des résultats est intégrée dans le SIG du projet, traité dans QGIS.

3.1.2.1. Les facteurs de différenciation des polarités commerciales

L'ACP « permet d'extraire le maximum d'information sous une forme simple et cohérente à partir d'un ensemble très important de données et sert à mettre en évidence les interrelations entre les variables et les ressemblances et oppositions entre les unités géographiques analysées » (Sanders, 1989). L'ensemble des variables utilisées pour l'analyse est ainsi résumé en composantes dont la valeur explicative varie en fonction de la variance (figure 58). Pour réaliser une CAH, il est préférable de conserver une part importante de l'information, ce qui m'amène ici à conserver cinq composantes, ce qui permet de synthétiser 98,42% de la variation. L'étude se concentre donc sur ces axes pour connaître les profils des différentes polarités de consommation.



Réalisé sur R avec les Package FactoMineR et Factoextra. Sources : ESTER, 2022; Fichier MOBPRO, Insee, 2020; Base Permanente des Equipements; 2021
Conception et réalisation : PREAULT Marine, 2025

Figure 59 Synthèse de l'analyse en composante principales des caractéristiques des communes de consommation des ménages enquêtés

Les deux premiers axes traduisent deux variables structurantes dans le jeu de données. Le premier axe de l'analyse correspond majoritairement au niveau d'équipements des communes (Dimension 1 sur la figure 58). Cette dimension explique 54,8% de la variance du nuage de points. À l'inverse, le deuxième axe correspond aux montants dépensés par les ménages (Dimension 2 sur la figure 58), et plus spécifiquement les montants dépensés dans des achats relativement courants : alimentaire (supermarché et consommation dite locale), loisirs, soin de soi et restauration. Cette dimension explique 31,8% de la variance. Cet axe devrait polariser les communes de proximité attirant des revenus des ménages car proches de leurs

lieux de résidence ou de travail, mais sans avoir un fort niveau d'équipements pour autant.

Les trois autres axes synthétisent des informations plus précises. Le troisième axe est ainsi fortement expliqué par les communes captant des dépenses exceptionnelles (Dimension 3 de la figure 58). Cet axe explique 3,8% de la variance du nuage de points et correspond probablement aux centralités avec des équipements rares. L'axe 4 est quant à lui expliqué par des dépenses exceptionnelles ainsi que par la présence d'équipements de loisirs de type supérieurs selon la BPE (Dimension 4 de la figure 58). Cet axe explique 2,5% de la variance du nuage de points et correspond sans doute à des communes qui polarisent des dépenses en loisirs très spécifiques et rares. Enfin, l'axe 5 est principalement marqué par l'emploi (Dimension 5 de la figure 58). Cette dimension explique 1,1% de la variance du nuage de points. Il peut donc s'agir de communes qui sont essentiellement des lieux d'emplois pour les ménages, sans polarisés de dépenses spécifiques.

J'ai ensuite concentré mon étude sur ces axes pour identifier les différents profils des communes polarisant les dépenses des ménages enquêtés.

3.1.2.2. Typologie des polarités de consommation

Les caractéristiques précédemment décrites ont été regroupés à l'aide d'une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH). La classification par CAH consiste à réaliser « une partition de l'ensemble des individus statistiques élémentaires auxquels on s'intéresse » (Sanders, 1989). C'est-à-dire que les individus – ici les communes – sont classés dans des groupes homogènes en fonction de leur similarité ou de leur proximité. Le traitement procède donc à un calcul des distances entre les individus, puis agrège les groupes les plus proches. La méthode d'agrégation utilisée dans ce traitement est la méthode de Ward, qui permet de minimiser la variance inter-classes. En d'autres termes, la méthode de Ward permet d'obtenir le moins de distance entre les groupes, formant ainsi des groupes compacts et homogènes.

J'obtiens ainsi cinq profils ou « cluster » de polarités du territoire (figure 58).

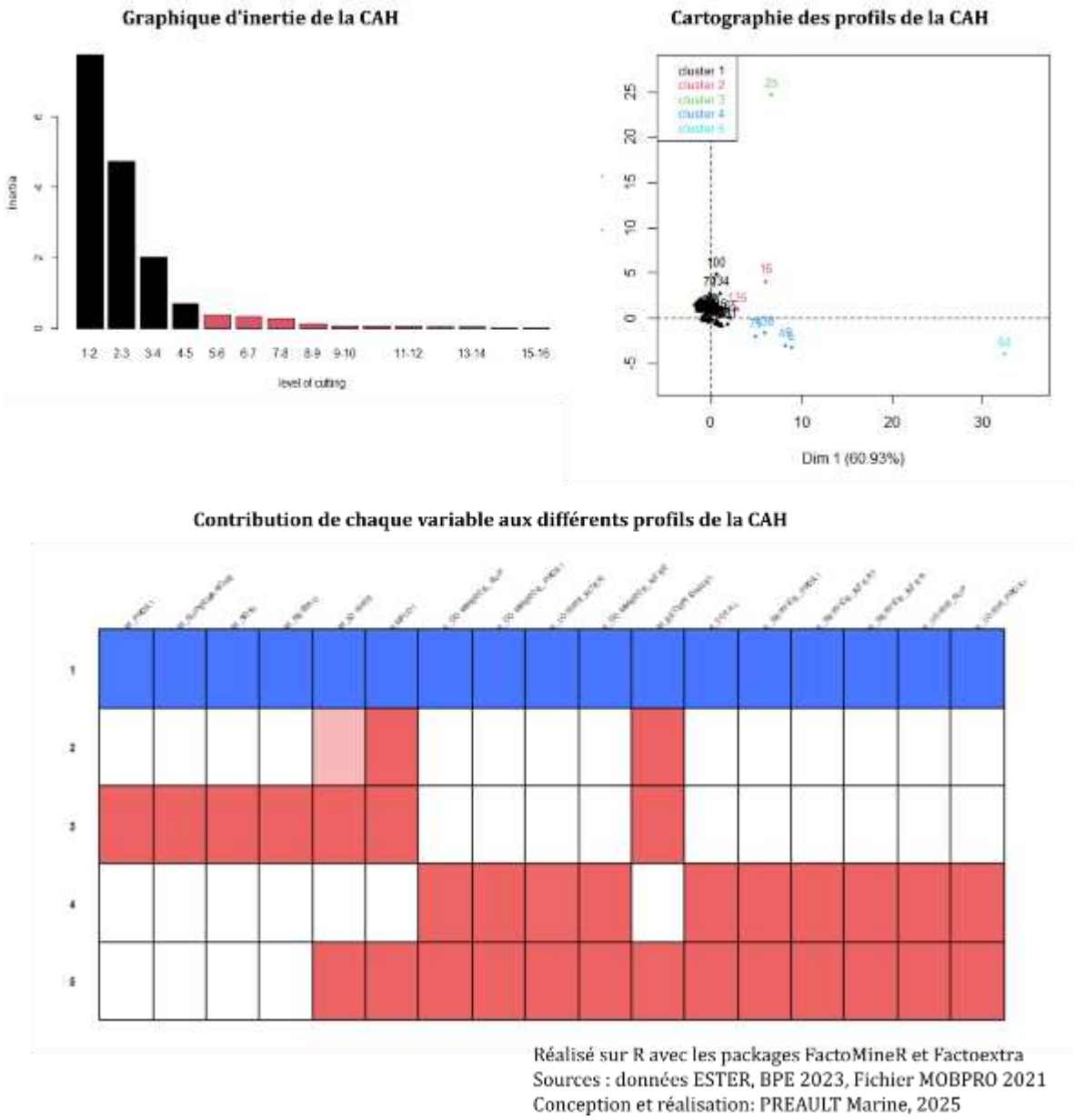


Figure 60 La classification ascendante hiérarchique: cinq profils de polarité des ménages dombistes

Le premier profil correspond à 132 des 140 polarités identifiées dans le questionnaire réalisé auprès des ménages. Ce sont les « petites polarités de proximité ». Ces communes sont celles où toutes les variables sont sous-représentées. Elles sont ainsi nombreuses et captent de faibles montants. Ce sont aussi des communes assez peu dotées en équipements. Ce profil regroupe des petites polarités, qui vont recevoir des dépenses de quelques ménages interrogés. Ces communes peuvent se situer sur un trajet quotidien des ménages, justifiant l'arrêt pour un achat

spécifique mais ne motivant des dépenses plus importantes en dehors de motifs spécifiques.

Le deuxième profil rassemble des communes où les emplois et la présence de supermarchés sont surreprésentés. Elles captent des dépenses significatives en en soin de la personne, en achats au supermarché, mais aussi en loisirs. Les équipements correspondants, à l'inverse, ne sont pas surreprésentés sur ces communes. Ce profil concerne seulement deux communes : Bourg-en-Bresse et Villefranche-sur-Saône. Ces villes sont des pôles d'emploi pour le territoire et attirent davantage des dépenses courantes. Si le niveau d'équipements n'y est pas le plus important, la proximité, la facilité d'accès ou la présence de l'emploi sur ces communes leurs permettent de capter les dépenses des ménages dombistes.

Le troisième profil correspond au profil spécifique de la commune de Châtillon-sur-Chalaronne. Sur la commune, les dépenses alimentaires, aussi bien au supermarché que dans les commerces de produits plus locaux, les dépenses en soin, au restaurant et en loisirs. Les emplois des ménages dombistes y sont également surreprésentés. Châtillon-sur-Chalaronne représente donc la principale polarité sur le territoire, et a la spécificité de parvenir à capter une part non-négligeable des dépenses, mais aussi des emplois pour les ménages de la Communauté de communes de la Dombes.

Le quatrième profil de communes correspond à des polarités régionales. On retrouve dans ce profil Annecy, Grenoble, et Villeurbanne. Elles sont bien dotées en équipements, les loisirs supérieurs sont notamment sur-représentées. Ces villes ne sont toutefois pas des lieux d'emplois et les montants dépensés sont faibles. Il s'agit donc de polarités spécifiques et pratiquées par des ménages ayant un lien spécifique à ces communes : ce sont souvent des anciennes communes de résidence dans lesquelles les ménages ont gardé des relations familiales ou amicales et dans lesquelles les ménages ont conservé certaines pratiques de consommation spécifique, pour des équipements absents ou peu présents en Dombes notamment.

Le cinquième profil est propre à la métropole lyonnaise. Conformément à ce qui a été décrit dans la section précédente, cette polarité se distingue par la présence

d'équipements exceptionnels, et plus généralement un grand nombre d'équipement de tous types et tous niveaux. En revanche, ce sont les montants exceptionnels et de loisirs qui sont surreprésentés, ce qui confirme le recours plus rare à cette polarité. L'emploi y est également surreprésenté.

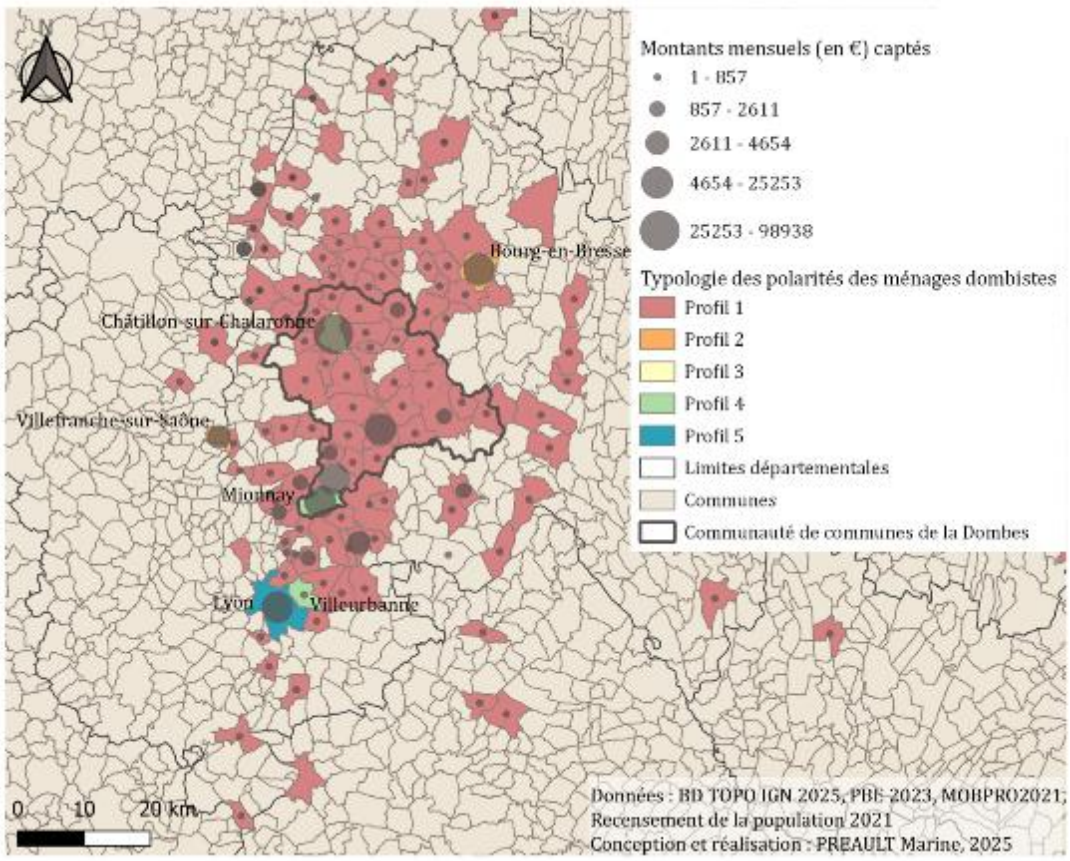


Figure 61 Cartographie des profils de communes identifiés par la CAH

Si ces profils contribuent à comprendre la structuration des espaces ruraux sous influences métropolitaines, ils restent des profils estimés à partir de données d'un territoire précis. Le faible poids des plus grosses polarités urbaines reste à relativiser. Il s'agit bien du poids des polarités dans les pratiques des ménages d'un territoire. À l'échelle de l'aire urbaine de Lyon, par exemple, ou à échelle régionale, les polarités de proximité perdent en importance, à l'inverse des polarités urbaines et métropolitaines, qui desservent un bassin de consommation plus large. Cette typologie ne doit donc pas être lue comme une forme de hiérarchie urbaine mais bien comme une catégorisation des polarités fréquentées par les ménages du territoire d'étude. Par

ailleurs, une approche comparative de différents espaces du même profil permettrait de préciser cette organisation.

3.1.3. Apports et limites de la démarche

Si l'analyse réalisée précédemment permet d'identifier des profils de communes, elle demeure insatisfaisante et incomplète par rapport aux résultats dépeints dans les deux premières sections. Les limites identifiées sont en premier lieu d'ordre méthodologique. Dès la réalisation de l'ACP, les résultats tendent à un déséquilibre très importants entre les deux premières variables et les trois autres. Aussi, la classification n'aurait finalement pu être réalisée que sur ces deux variables. De fait, on se retrouve avec une typologie écrasée, dont un grand nombre des communes correspond à une seule et même classe, les autres classes n'étant constitué que de quelques, voir une seule commune.

Pour corriger cet effet, j'ai tenté de regrouper certaines variables d'analyse, qui étaient fortement corrélées entre elles. J'ai par exemple synthétisé l'ensemble des équipements et services en trois catégories : équipements de proximité, équipements intermédiaires et équipements supérieurs. Si cela faisait apparaître un troisième axe, la typologie résultante n'était en revanche pas changée, avec une très grande majorité de communes dans une première classe, puis quelques communes à part, comme Châtillon-sur-Chalaronne ou Lyon.

L'étude des polarités réalisé dans les sections précédentes permettent néanmoins d'éclairer une partie de ces résultats. Le regroupement de la majorité des communes au sein d'une même classe s'explique par les nombreuses communes qui captent des faibles montants des revenus consommés. Il s'agit de dépenses plus ponctuelles sur le territoire, ou alors de communes plus éloignées témoignant des pratiques spécifiques de quelques ménages. Cet aspect là aurait pu permettre une première distinction entre ces communes. En ajoutant les équipements en supermarché à mon analyse, j'espérais aussi pouvoir observer une distinction entre les polarités des proximités, comme perçu dans la section 1. Ceci aurait pu permette de distinguer Saint-André-de-Corcy et Villars-les-Dombes en termes de capacité à capter les revenus de consommation.

Cette classification peut tout de même être mise en regard avec celle réalisé par Berger *et al.* (2015) sur le périurbain francilien. Les critères sélectionnés ne s'appliquent pas qu'aux seules pratiques de consommation et d'emploi, mais aussi au niveau d'équipements et à la distance à Paris. Les autrices mettent également en avant un investissement de la proximité, qui capte 25% des trajets quotidiens dans leur étude. Si l'approche du projet ESTER diffère, la manière dont les ménages s'approprient les polarités identifiées témoigne également de cet investissement de la proximité, démonstration que les chapitre 4 et 5 tendent déjà à étayer. La structuration du quotidien des ménages autour de ces polarités est donc le sujet de la section suivante.

3.2. Des profils de polarités qui structurent des pratiques territoriales en réseau

Les travaux de recherche menés sur les petites villes des espaces périurbains mettent en avant leur rôle structurant dans le recentrement des modes de vie des ménages et des déplacements qui s'y effectuent. Des questions demeurent toutefois : comment se structurent et se renforcent ces polarités ? L'économie résidentielle joue-t-elle un rôle dans ce processus ? Si je m'intéresse à ces polarités c'est notamment parce que leur renforcement contribue au processus d'épaississement territorial des espaces ruraux sous influences métropolitaines, dans le sens où elles contribuent autant qu'elles sont le résultat du recentrement des pratiques observées ici en Dombes, mais également dans le périurbain francilien (Berger *et al.*, 2015; Berroir *et al.*, 2017; Bonnin-Oliveira *et al.*, 2011; Sajous *et al.*, 2015a; Thébert *et al.*, 2016b) ou à Toulouse (Bonnin-Oliveira *et al.*, 2011, 2011).

La typologie des polarités présentée précédemment est intégrée dans une analyse plus qualitative des pratiques des ménages. Cette approche par les pratiques des ménages est ensuite complétée par une analyse des entretiens menés avec les élus.

3.2.1. Des réseaux quotidiens structurés par la résidence, l'emploi et les trajectoires personnelles

Quatre profils de ménages sont sélectionnés à partir d'une Analyse en Composantes Principales, puis d'une Classification Ascendante Hiérarchique. L'Analyse en Composantes Multiples repose fonctionne de la même manière que l'ACP présentée précédemment, mais se fait sur des variables qualitatives, appelées modalités dans ce cadre. La CAH s'effectue quant à elle sur des variables quantitatives. Le package FactoMineR présent dans le logiciel R permet, grâce à un traitement intégré, de préparer ces données qualitatives pour la CAH.

Le recours à ces deux traitements vise à réduire les informations sur les profils des ménages du territoire et à identifier ceux pouvant être sélectionnés pour étudier plus finement l'organisation de leur quotidien autour de ces réseaux. Les variables sélectionnées concernent ainsi la commune de résidence, le profil du ménage (seul, famille monoparentale, couple, couple avec enfants), l'âge de la personne interrogée, activité, PCS et durée d'installation dans le logement. Les résultats obtenus par ACM témoignent d'une difficulté à résumer synthétiquement les profils des ménages. Il faut en effet prendre en compte vingts axes pour parvenir à résumer 90% du jeu de données. L'axe 1 ne résume que 12,7% de l'information et les cinq premiers axes 36,2%. Je ne décrirai ici que les cinq premiers axes (figure 61), le cœur de l'analyse reposant principalement sur l'analyse du profil de ces ménages.

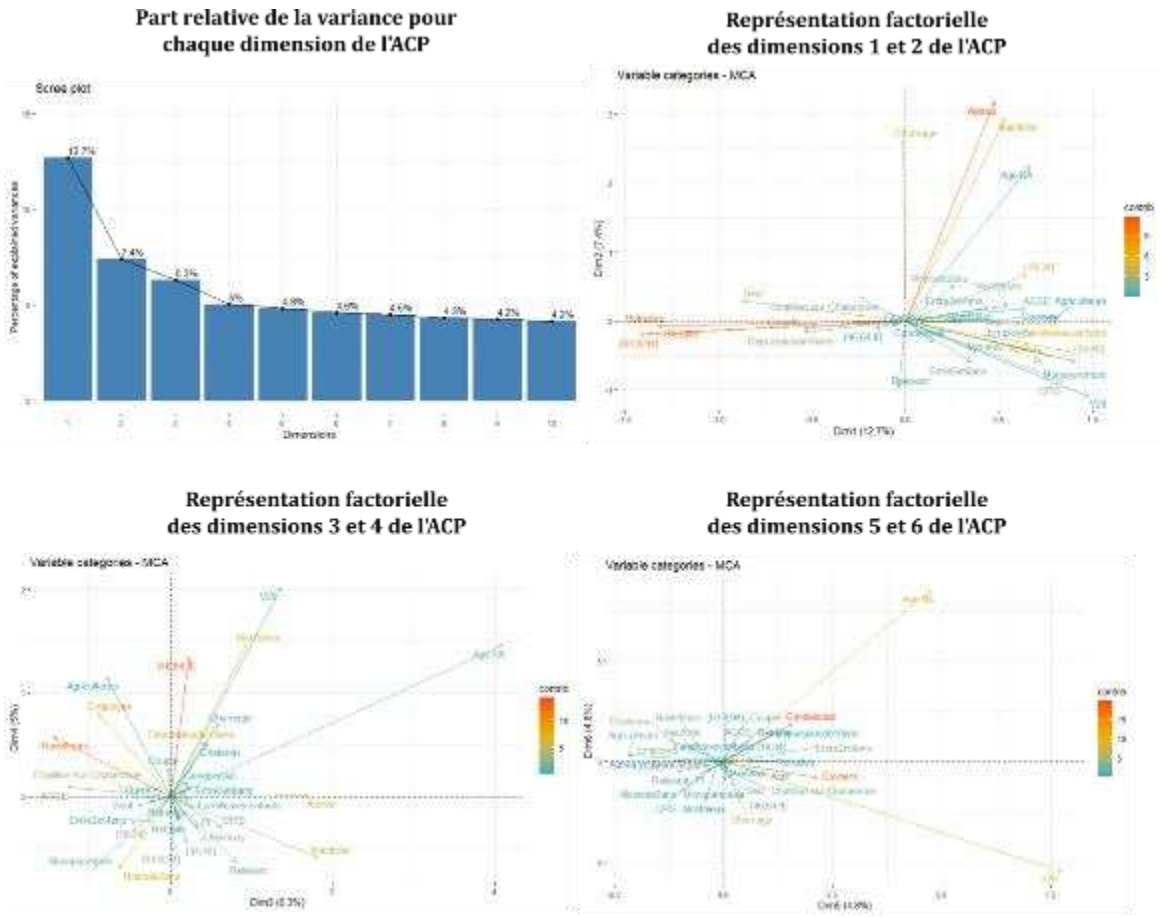


Figure 62 Synthèse de l'analyse en composante principales des caractéristiques des ménages enquêtés

Le premier axe résume l'activité des ménages de l'échantillon. Il oppose ainsi les ménages à la retraite, plus âgés (valeurs négatives sur l'axe) aux différents actifs du territoire, sans distinction.

Le deuxième axe oppose les ménages inactifs ou au chômage à ce qui semble être des ménages plus aisés. Les valeurs négatives sont structurées par les CPIS et les PI, ainsi que par la commune de Mionnay, qui est la commune avec la part la plus importante de ce profil de ménages.

Le troisième axe aide peu à l'interprétation. Il est essentiellement structuré par des valeurs manquantes (N/A), qui ont été prises en compte au moment de l'analyse

Le quatrième axe oppose des ménages actifs du Sud du territoire (Monthieux), aux ménages plus fragiles socio-économiquement ainsi que la commune de Relevant, plus rurale et au nord du territoire.

Enfin, le cinquième axe oppose à la fois agriculteurs et ouvriers, ainsi que la temporalité d'installation sur le territoire.

Ainsi, seuls les deux premiers axes, qui expliquent chacun le plus la variance du nuage de points, sont aisément interprétables. Ce sont donc bien les vingt premiers axes qui vont servir à réaliser la classification des ménages, puisqu'ils permettent de comprendre 90% de la variance du nuage de points. La CAH est alors utilisée pour distinguer des profils de ménages proches, parmi lesquels seront identifiés les ménages utilisés pour étudier la structuration réticulaire de leurs pratiques quotidiennes.

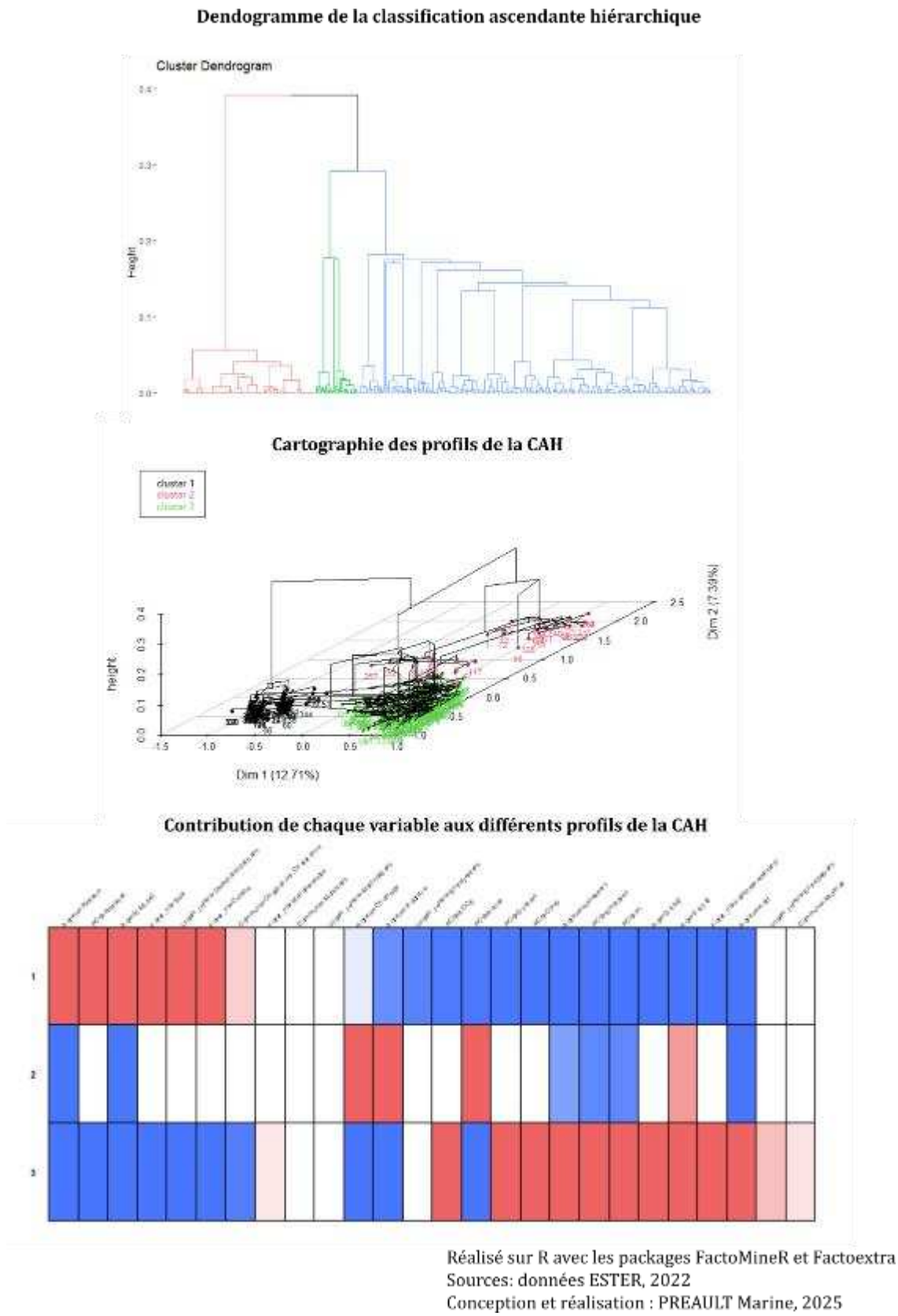


Figure 63 La classification ascendante hiérarchique: trois profils de polarité des ménages

Le premier profil identifié correspond aux ménages retraités du territoire, dont la majorité vivent seuls. On y retrouve également quelques couples âgés. Ces ménages résident majoritairement à Châtillon-sur-Chalaronne. Le deuxième profil correspond davantage aux ménages inactifs ou au chômage, souvent les plus jeunes de l'échantillon. Enfin, le troisième profil correspond aux ménages actifs avec enfants, de catégories socio-professionnelles moyenne à supérieures. Les navetteurs y sont également sur-représentés, ce qui peut aussi être dû à leur présence déjà plus importante dans l'échantillon. La localisation et la durée d'installation dans le logement se démarquent également avec une surreprésentation de ménages résidant à Mionnay et/ou installés sur le territoire depuis 5 à 9 ans.

J'ai donc sélectionné quatre ménages-type de ces profils, développant suffisamment leurs réponses pour comprendre les choix et éventuellement les renoncements qui sous-tendent les choix de lieux de consommation. Chaque ménage développé ensuite correspond donc à un profil identifié, à l'exception du troisième profil, pour lequel j'ai choisi de prendre deux ménages : un ménage actif résident et un ménage actif navetteur ; cette distinction étant essentielle pour cibler le rôle de l'économie résidentielle la structuration des polarités secondaires.

3.2.1.1. Retraitée vivant à Châtillon-sur-Chalaronne : un réseau de pratiques centrée sur le bourg rural

Retraités et ancienne femme de ménage, la personne interrogée vit à Châtillon-sur-Chalaronne depuis plus de 10 ans et est originaire de la Dombes. Elle vit dans une maison mitoyenne qu'elle décrit comme grande, ce qui est pratique pour recevoir ses enfants et petits-enfants. Elle ne dispose pas vraiment d'un espace extérieur si ce n'est un petit bac de fleur dont elle s'occupe. Si elle souhaite prendre l'air elle va donc chez ses voisins et marche dans la ville. Elle associe la qualité de l'environnement dans lequel elle vit à la commune de Châtillon-sur-Chalaronne et à la vie locale comme la fête des voisins. Des liens sociaux forts apparaissent avec le voisinage qu'elle connait bien et qui connaissent ses habitudes : « les voisins savent que je fais la grasse-matinée, ils ne s'inquiètent pas ». Sa vie quotidienne est ainsi organisée autour de la commune de Châtillon-sur-Chalaronne, qu'elle quitte peu, notamment car ça lui évite de prendre

sa voiture. Ses achats alimentaires se font entièrement sur Châtillon-sur-Chalaronne, entre le supermarché et le marché. Elle consomme en revanche assez peu de produits locaux pour des raisons de budget : « c'est trop cher quand on regarde les prix et la retraite. Les produits locaux c'est pas qu'on veut pas mais si c'est moins cher. Tout augmente, sauf la retraite ». En revanche, si elle doit faire faire appel à des artisans, elle va s'orienter vers des entreprises du territoire, notamment parce qu'elle l'est connait : « Parce que je les connais bien, il y a la confiance bien sûr. Je ne me vois pas prendre quelqu'un d'autre. Mon peintre je lui dis ce que je veux et je lui laisse les clés pendant les vacances. Mais c'est un budget aussi ». Ses achats et déplacements quotidiens se concentrent ainsi sur la commune de résidence. Elle ne consomme pas non-plus sur Internet, qu'elle n'a pas. Ses achats en-dehors de la polarité châtillonnaise sont liés à la présence de connaissances : elle se déplace entre l'Ain et le Jura pour se faire couper les cheveux par sa petite cousine, ce qui lui permet aussi de profiter de tarifs plus avantageux. Ses dépenses en habillement se font essentiellement entre Châtillon-sur-Chalaronne et Bourg-en-Bresse. Elle fait aussi des achats en Haute-Savoie, quand elle va voir sa petite fille.

Ce profil témoigne d'un quotidien organisé autour du bourg rural, un mode de vie commun aux ménages retraités installés sur la commune. Le fait de trouver les commerces à proximité et de pouvoir se déplacer aisément à pieds sur la commune sont des motifs récurrents à l'installation sur Châtillon-sur-Chalaronne. Ce sont aussi des ménages qui mobilisent un réseau de connaissances local, que ce soit la famille, les amis ou les voisins, pour l'organisation quotidienne ou pour des économies. Les pratiques en-dehors de la commune de ces ménages sont ainsi surtout guidés par ces réseaux personnels.

Ce profil de ménages retraités vivant sur Châtillon-sur-Chalaronne est donc très ancré sur la commune de Châtillon-sur-Chalaronne, l'éloignement est plus ponctuel et dépend des ressources et réseaux personnels.

3.2.1.2. Ménage inactif/chômage de moins de 30 ans vivant à Monthieux

La personne de 30 ans interrogée vit à Monthieux et est hébergée par ses parents car actuellement au chômage. Elle apprécie vivre à la campagne sans être trop loin de la ville. Elle se dit attachée au territoire, notamment aux étangs et à la brume qu'ils dégagent. Ses achats alimentaires se font majoritairement à Saint-André-de-Corcy, notamment au supermarché jugé comme plus pratique. Les achats de fruits et légumes peuvent être fait chez le maraîcher de la commune, comme beaucoup de ménages interrogés sur Monthieux. Le recours à la coiffeuse ou à l'esthéticienne se fait aussi à Saint-André-de-Corcy qui polarise donc l'essentiel de ses dépenses. Il s'agit en effet de la commune avec équipements et commerces la plus proche du village. Pour les achats en vêtement, chaussures ou librairie, elle s'éloigne cependant davantage, vers Villefranche-sur-Saône, Mâcon, ou Lyon. Elle peut avoir recours au commerce en ligne (moins de 25% de ses achats) pour éviter de chercher ou de se rendre dans les magasins. Les loisirs qu'elle pratique sont surtout les *lasergame* ou le cinéma, là aussi à Lyon, Villefranche-sur-Saône ou Mâcon, même si ces derniers sont limités depuis la pandémie. Les restaurants sont eux pratiqués dans un environnement plus proche, à Mionnay, Saint-André-de-Corcy, Beynost, mais aussi Mâcon ou Belleville-sur-Saône.

Ce profil, plus au Sud du territoire, ne s'éloigne pas tellement des autres pratiques de consommation. L'essentiel des achats est effectué dans la polarité avec les équipements suffisants, ici Saint-André-de-Corcy, sauf quand un producteur local est situé sur la commune, les ménages ont alors tendance à y effectuer une partie de leurs achats. Le reste des achats, plus exceptionnels, se fait dans les villes moyennes les plus proche du territoire, et éventuellement Lyon qui reste proche de la commune. Les ménages sans emploi de Châtillon-sur-Chalaronne ont des pratiques différentes du profil décrit et se rapprochent davantage de celui des retraités. La proximité des commerces et autres équipements leur permet d'éviter les déplacements et donc les coûts associés.

3.2.1.3. Les ménages actifs navetteurs et non-navetteurs de Mionnay

Le ménage choisi pour présenter ce troisième profil est constitué de deux profils d'actifs : une navettrice et un non-navetteur. Le profil permet ainsi de tout de même démontrer comment l'emploi influence les pratiques de consommation, mais aussi l'ancrage au territoire.

La personne interrogée est employé de la fonction publique[50] sur Mionnay. Il s'est d'ailleurs installé sur la commune il y a moins de deux ans pour vivre sur son lieu de travail. Il apprécie néanmoins le calme et qu'il y ait moins de monde. Il est également attaché à la pratique de la pêche sur le territoire. Malgré le rapprochement du lieu de travail, le budget en transport reste important car sa femme ne travaille pas sur la commune. Les achats alimentaires du ménage se font principalement à Saint-André-de-Corcy, mais aussi aux Échets (Miribel) pour les achats par drive. Le ménage effectue aussi des achats dans des magasins de producteurs localisés à Civrieux et Ars-sur-Formans, communes présentes sur le trajet domicile-travail de sa compagne. Les autres pratiques et achats se dispersent dans un rayon plus ou moins large autour de la commune : Sathonay-Camp (loisir et coiffure), Beynost, Vaulx-en-Velin, plus spécifiquement le centre commercial Carré de Soie, Villefranche-sur-Saône pour les achats en librairie, vêtements ou chaussures.

Les pratiques sont ainsi davantage dispersées du fait de l'organisation du quotidien du ménage, l'emploi structurant ainsi une partie des achats, le reste s'organisant autours de la commune, selon un arbitrage entre proximité et équipements disponibles. Ces éléments se retrouvaient aussi pour le deuxième ménage navetteur initialement identifié.

Ces différents profils de ménages confirment ce que les approches-quantitatives démontraient précédemment, à savoir un ancrage des pratiques de consommation autour de la commune de résidence. Ensuite, plus cette commune est équipée, moins

[50] L'emploi n'est pas précisé pour maintenir l'anonymat de la personne et du ménage interrogé.

la dispersion est importante, en témoignent les ménages vivant à Châtillon-sur-Chalaronne.

Par ailleurs, la typologie ne met pas en évidence, dans la répartition des achats, le rôle structurant de la présence de supermarché sur la commune de résidence ou une commune à proximité. La typologie pourrait ainsi être affinée en distinguant les polarités de proximité entre celles bénéficiant de cet équipement et polarisant un bassin de consommation plus large que les plus petites communes n'en bénéficiant pas. À l'inverse, les portraits confirment l'importance des production locales pour capter les revenus à la fois de ménages résidents et de ménages passant régulièrement sur les communes lors de leurs trajets domicile travail.

Le reste des dépenses est le résultat d'arbitrage entre niveau d'équipements et proximité des polarités plus grandes mais plus éloignées, mais aussi avec les réseaux sociaux et familiaux motivant également d'autres déplacements qui peuvent être l'opportunité d'achats ou de loisirs plus éloignés des communes de résidence. Il s'agit toutefois d'une démarche exploratoire, qui mériterait d'être approfondie par une approche qualitative, interrogeant plus finement ces pratiques, mais aussi leur évolution, afin de mieux comprendre comment se structurent ces réseaux de polarité.

À l'étude des pratiques des ménages, on peut ajouter une étude de l'action publique et des impacts possibles de ces dernières dans la structuration des polarités de proximité du territoire.

3.2.2. Le rôle des élus et des institutions locales dans la structuration des polarités de proximité ?

Ces pratiques du territoire réticulaires à partir des polarités commerciales de proximité sont plutôt bien identifiées par les élus rencontrés, que ce soit les polarités d'attraction pour les petites communes moins équipées que celles plus structurantes pour le territoire (Saint-André-de-Corcy, Chalamont, Villars-les-Dombes et Châtillon-sur-Chalaronne). L'identification de polarités sur le territoire induit d'ailleurs une coopération entre les élus, par exemple bien décrite par les maires de Saint-Marcel, Saint-André-de-Corcy et Monthieux, conscients des pratiques de leurs administrés.

Au-delà de ces coopérations, le rôle que peuvent jouer les communes dans la structuration de ces polarités du territoire est perçu assez différemment selon les élus. Pour en revenir à l'approche par l'économie résidentielle, les communes identifient davantage une action par l'attraction d'emplois plutôt que par les commerces et services. La création de zones d'activités reste très souvent recherchée sur le territoire pour créer de l'emploi sur les communes.

Plusieurs communes mentionnent toutefois des politiques communales à destination des équipements et notamment des commerces, du territoire. On retrouve ainsi, d'une part, la restructuration de centres-bourgs avec des commerces ou autres équipements déjà présents, mais plus adaptés aux pratiques des ménages. C'est par exemple le cas de Neuville-les-Dames qui envisage de ne plus structurer les commercialités le long d'une route traversant la commune, très fréquentée à certains moments de la journée.

> « Déjà faire un regroupement de commerces pour que ça soit plus attractif pour les Neuvillois. Parce que pour l'instant, on est dans une configuration qui date du siècle passé, où il y avait une Grande-Rue avec des commerces de chaque côté, mais à une époque où il passait trois voitures par jour ! Maintenant, il en passe 8000 ! Donc c'est complètement, c'est complètement différent. Ces commerces n'ont pas vraiment de visibilité de l'extérieur, ils sont pas faciles d'accès, ils sont dangereux. Et c'est pour ça que le gros projet de cette mandature, c'est de faire un regroupement des commerces, faire un petit... Je ne vais pas dire un centre commercial parce que ça serait quand même très exagéré, mais en tout cas un regroupement de commerces pour faire quelque chose qui soit sécurisant et qui soit attractif pour les Neuvillois. »
>
> Entretien avec une élue de Neuville-les-Dames (26/02/2022)

La création de chemins de mobilités douces inter-communes rejoint également les politiques pouvant contribuer à la structuration des polarités communales, l'objectif étant que les ménages puissent, entre autres, rejoindre à vélo ou à pied, la polarité commerciale la plus proche. Cette politique est notamment menée par Monthieux, Saint-André-de-Corcy et Monthieux.

> « On est toujours en étude également pour essayer donc d'améliorer une liaison piétonne ou vélo, qui existe déjà entre Monthieux et Saint-André.

> L'été tout va bien, l'hiver, c'est un peu plus difficile et boueux. Donc on a lancé une étude l'année dernière. Enfin, oui ou cette année plutôt, on est en attente des devis, etc. Je dirais, pour rendre praticable toute l'année ce cheminement entre Monthieux et Saint-André, en sachant que Saint-André développe également ses cheminements piétons et modes doux on va dire, à l'intérieur de sa commune et que l'on doit pouvoir y liaisonner entre la sortie de Monthieux et les travaux qui vont se terminer dans Saint-André pour aller jusque dans le centre de Saint-André. »
>
> Entretien avec le maire de Monthieux, 08/12/2021

Enfin, certaines politiques communales ont visé à créer des centralités commerciales au sein des communes dans un objectif de faire vivre le village. Ces politiques se trouvent au sud du territoire, où la périurbanisation est la plus ancienne.

> « Après, les modifications majeures qu'on a faites, c'est qu'on a... On a recréé un petit centre qui n'existait pas. Il y avait rien, il y avait juste une épicerie. Maintenant, il y a des commerces et puis une maison de santé. Donc ça, ça arrive. Ça a été fait en 2010 donc ça fait moins de 15 ans, effectivement et ça amène pas mal de modifications. On a un petit marché, on a marché le mardi aussi et on a deux crèches. »
>
> Entretien avec un élu de Mionnay (22/04/2022)

Néanmoins, pour beaucoup d'élus, les moyens d'action en ces sens sont assez limités et reposent davantage sur des politiques intercommunales, voir sur des projets financés par d'autres échelons de l'aménagement, comme en témoigne le programme d'aménagement « Petite Ville de Demain » qui soutient les villes de moins de 20 000 habitantes et habitants pour revitaliser leurs centre-bourg.

Aussi, l'analyse des entretiens sur ce sujet constitue une approche exploratoire du rôle des politiques locales dans la structuration des polarités territoriales des espaces ruraux sous influence métropolitaine. Pour comprendre cette dynamique, une approche par les différentes politiques mises en place, les documents de planifications et d'urbanisme et des entretiens avec un panel d'acteurs plus large pourraient permettre une meilleure identification de ce phénomène.

Conclusion

Dans ce chapitre, j'avais pour objectif de comprendre comment circulaient les revenus des ménages qui n'étaient pas consommé dans le secteur domestique de leur commune. En spatialisant les l'ensemble des revenus de la consommation, j'ai ainsi pu étudier un ensemble de polarités qui structurent le territoire de la Dombes, mais aussi les réseaux de consommation et de pratiques des ménages. L'étude de ces polarités s'est faite notamment dans l'objectif de comprendre comment celles-ci contribuent à l'épaississement territorial d'un espace rural sous influence métropolitaine.

Le premier constat a ainsi été celui d'un recentrement et d'un ancrage de la consommation des ménages dans un espace de proximité. Les principaux pôles de consommation des ménages dombistes en termes de revenus dépensés sont ainsi Saint-André-de-Corcy, Villars-les-Dombes et Châtillon-sur-Chalaronne. Ces polarités ont comme point commun la présence d'un supermarché dont la présence permet de capter une majorité de revenus alimentaires. À l'inverse, les points de vente de produits locaux contribuent à la dispersion des revenus, mais toujours dans un espace proche du domicile, ou sur les communes d'emploi ou sur le trajet entre le lieu de résidence et le lieu de travail. Par ailleurs, la proximité semble aussi être structurante dans les pratiques des ménages. Les communes fréquentées pour cette consommation de proximité sont ainsi soit localisées à proximité du lieu d'emploi, soit situées dans un rayon de 15 minutes autours du domicile.

Les plus grandes villes ou la métropole de Lyon ne sont toutefois pas en reste des pratiques des ménages, notamment du fait de la présence d'emplois ou d'équipements de consommation ou de loisirs rares qui ne peuvent se trouver en Dombes. Ces pôles urbains ou métropolitains sont donc principalement fréquentés par les ménages actifs navetteurs du territoire, qui peuvent par exemple faire des achats ou pratiquer un loisir à proximité du lieu de travail. Je démontre également dans cette section que ces polarités sont les plus concurrencées par l'essor du commerce en ligne en ce qui concerne les ménages ruraux et périurbains. Ce mode de consommation est ainsi utilisé par rationnaliser les déplacements et surtout comme une stratégie

d'évitement de la ville. Je questionne alors le rôle de ce mode de consommation dans la constitution d'un habiter périurbain, puisque ce type de consommation permet de compenser une absence d'équipements sur le territoire de résidence, qui n'est alors plus vu comme une contrainte mais comme un élément constitutif du cadre de vie. Les ménages n'effectuent ainsi pas moins de déplacements, mais ces derniers se font moins loin et autour à proximité du lieu de résidence.

Pour finir, je tente, à partir des éléments présentés dans les deux premières sections, de construire une typologie des différentes polarités et d'observer comment les réseaux des pratiques des ménages du territoire se construisent à partir de ces polarités. Il s'agissait aussi de proposer des pistes de recherche sur la structuration de ces polarités dans un espace rural sous influence métropolitaine. Au-delà des pratiques des ménages, j'interroge également la manière dont les élus traitent cette question des polarités de proximité et s'ils contribuent, à travers différentes politiques publiques, à leur structuration.

Ce recentrement autour de polarités de proximité, notamment dans le cadre de la consommation sur Internet, a pu être affecté par le Covid-19, qui a contraint les ménages à restreindre leurs déplacements. Les chapitres suivants visent donc à comprendre le rôle joué par la pandémie dans le fonctionnement de l'économie résidentielle du territoire et dans l'épaississement territorial de la Communauté de communes de la Dombes.

Conclusion de la deuxième partie

L'objectif de cette deuxième partie est donc de comprendre l'effectivité de la redistribution des revenus résidentiels dans les territoires ruraux sous influence métropolitaine. J'ai donc présenter l'appareil méthodologique mobilisé pour l'étude de la circulation des revenus des différentes bases et, plus spécifiquement, de la base résidentielle ainsi que les résultats obtenus.

Le chapitre 3 est consacré à la présentation des méthodes de calculs de la théorie de la base économique appliquée à notre territoire, ainsi qu'à l'approche par la consommation à partir des enquêtes budget-ménage. Elle revient également sur la mise en place des méthodes d'entretien utilisée pour identifier des motifs et leviers permettant la consommation des revenus vers le secteur domestique des communes.

Dans le chapitre 4, j'ai pu observer les revenus consommés dans les secteurs domestiques des communes, ce qui a confirmé l'importance de s'intéresser aux dépenses des revenus résidentiels sur ces territoires. En effet, ils nous donnent une toute autre géographie des revenus résidentiels dépensés.

Le chapitre 5 revient sur la circulation des revenus, tant vers le secteur domestique des communes de résidence que la fuite vers d'autres territoires. J'y constate un recentrement et un ancrage de la consommation des ménages dans un espace proche, notamment grâce à des polarités de proximité. Son principal apport est donc de nuancer l'idée d'une dépendance de ces espaces envers la métropole, qui n'est finalement que peu pratiquée en-dehors des temps de travail ou pour des déplacements exceptionnels. La métropole, habituellement fréquentée pour ses biens et services rares et absents dans les espaces ruraux, apparaît alors comme la plus concurrencée par l'essor du commerce en ligne.

Troisième partie : Les conséquences de la pandémie sur dans les territoires : une nouvelle étape dans l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influences métropolitaine ?

Introduction de la troisième partie

Dans cette troisième partie, j'étudie les changements que la Dombes a connu suite à la pandémie et j'interroge, au regard des résultats obtenus tout au long de cette recherche, l'idée d'un épaississement territorial en Dombes.

Le chapitre 6 s'intéresse aux nouvelles pratiques territoriales qui émergent au lendemain de la pandémie. J'y interroge alors la résilience du territoire du fait de l'économie résidentielle et celle de l'économie résidentielle elle-même. Le chapitre 7 interroge la dimension sociale de l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine en la confrontant aux possibles mécanismes de repli ou de ségrégation que constituent la clubbisation et la gentrification rurale. Cette dimension sociale est étudiée à travers la diversification des profils du territoire, de ses pratiques et représentations, mais aussi à travers l'examen du renforcement de ses liens sociaux et des manières collectives d'habiter, notamment depuis le contexte post-pandémie qui a réactivé des dynamiques de périurbanisation autours de la métropole lyonnaise. Il s'agira ainsi de tirer un bilan critique de la robustesse des dynamiques résidentielles et de l'autonomie de l'économie domestique en contexte de crise.

Chapitre 6 : La résilience de l'économie résidentielle et du territoire dans un contexte multi-crise

> « Je pense qu'il y aura l'avant et l'après covid. Comme il y avait l'avant-guerre et après-guerre. Ça a recadré toutes les habitudes de travail, donc on ne travaillera plus comme... comme avant je pense. […] Il faut s'adapter au monde actuel, mais je pense que le monde numérique, du télétravail, va faciliter l'évolution de la Dombes parce que... Il y aura moins de mouvements pendulaires, il y en aura mais qui vont être plus diffus et donc c'est pour ça qu'on est en grande demande de liaison, de communication. »
>
> Extrait d'entretien avec le maire de Versailleux

Cet extrait d'entretien souligne l'un des changements connus par les communes de la Dombes au moment du Covid-19. Pour cet élu, la nouvelle pratique du télétravail peut potentiellement enclencher de nouvelles manières de travailler.

Avant même d'aborder le télétravail, l'essor de la consommation en ligne analysé dans le chapitre précédent témoignait déjà de nouvelles pratiques de consommation prises au moment de la pandémie, pratiques qui ont contribué à diminuer les déplacements lointains pour certains achats. Les élus mentionnent également dans les entretiens des changements sur leurs territoires à l'issu de la pandémie. Pourtant, les travaux de recherche portant sur la pandémie s'intéressent peu aux changements de pratiques des ménages ruraux sous influences métropolitaine. En effet, les principaux travaux de recherche portent sur les mobilités résidentielles, très médiatisées, au lendemain de la crise Covid (Collet *et al.*, 2022; Milet *et al.*, 2022; Rousseau, 2022) ou encore sur les conséquences territoriales de l'essor du télétravail (Talandier, 2021), mais assez peu sur les conséquences de ces changement de mobilités résidentielles et quotidiennes sur les pratiques des ménages ruraux sous influence métropolitaine résidant dans ces espaces au moment de la crise Covid-19. Pourtant, en impactant les mobilités, l'accès à certains services et commerces, ou en

arrêtant une grande partie des activités associatives, les conséquences de la pandémie peuvent concerner de nombreux aspects des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

L'objectif de ce chapitre est donc d'interroger les conséquences des mesures prises au moment de la crise sanitaire~~s~~ sur l'économie résidentielle du territoire~~,~~ à travers l'hypothèse d'une réorientation des revenus de consommation vers le territoire de proximité, voire vers le domicile. Les nouvelles pratiques de consommation héritées du Covid-19 renforcent-elles l'économie résidentielle du territoire ? Peut-on ainsi parler de résilience de l'économie résidentielle des espaces ruraux sous influence métropolitaine ? À l'inverse, le territoire a-t-il été plus résilient grâce à l'économie résidentielle ? Ces conséquences sont donc appréhendées au prisme de la résilience des territoires, sans omettre les limites de ce concept.

La première section présente le contexte post-pandémie pendant lequel le terrain a été réalisé. Malgré une approche qui a d'abord été pensée au prisme de l'économie résidentielle, questionner les ménages sur ce sujet a aussi fait ressortir leur vécu vis-à-vis de la pandémie, mettant ainsi en évidence un territoire encore contrarié par cet épisode en 2022. Dans cette section je m'intéresse donc plus largement au vécu des ménages vis-à-vis de la pandémie, abordant des changements allant bien au-delà des seules pratiques de consommation. J'explicite également la méthode adoptée pour évoquer avec les ménages un épisode parfois douloureux ou encore empreint de colère et de ressentiment.

Dans la deuxième section, je questionne le recentrement des pratiques autour~~s~~ de la commune du domicile comme facteur de résilience de l'économie résidentielle. Après une présentation de la résilience, de ses enjeux et des limites et critiques du concept, je propose ici des perspectives pour analyser la résilience face à cette crise. Au-delà de l'économie résidentielle, j'interroge également la résilience du secteur domestique des communes de la Dombes, en lien avec l'économie résidentielle.

Dans la troisième section, je propose une approche par la résilience du territoire, de ses acteurs et des ménages suite à la crise du Covid-19. Les changements à l'œuvre au lendemain du Covid ont effectivement pu permettre une adaptation des ménages face aux contrainte de la vie dans un espace rural sous influence métropolitaine, mais aussi une adaptation face à d'autres crises survenues après la pandémie. La résilience est aussi abordée dans cette section par la réactivation de la représentation d'une campagne protectrice au moment de la pandémie.

1. Enquêter un terrain contrarié par un contexte de pandémie

Le contexte post-pandémie dans lequel a été réalisé le terrain a fait ressortir, dès les premières questions à ce sujet dans l'enquête, voire avant même d'interroger les ménages, des vécus différents de la pandémie. Ces vécus peuvent être positifs, ou peuvent relativiser l'épisode, tout comme être l'expression d'un certain ressentiment vis-à-vis de la période et des mesures qui ont été prises. C'est parfois même un affaiblissement du lien social qui semble dominer, chez une partie des ménages, avec un champ lexical de la méfiance (envers les institutions, l'épisode de pandémie et les autres habitants du territoire) très présent dans les réponses.

Dans cette section, je présente donc la méthode – mais aussi la posture – adoptées pour aborder ce vécu auprès des ménages. Je présente aussi la grille d'analyse des réponses utilisées pour pouvoir analyser les principaux changements dans le quotidien des ménages.

1.1. Aborder le vécu des ménages pendant la crise du Covid-19

Les enquêtes ont été réalisées dans une temporalité proche de l'épidémie de Covid-19, en 2022, certaines restrictions datant ainsi de moins d'un an. Le début du terrain, neuf mois après le début de la thèse, fait d'ailleurs suite à ces dernières restrictions.

Aussi, dès la construction de l'enquête, la question du Covid-19 et de ses conséquences pour les ménages a été introduite dans le questionnaire. Les changements pour les ménages ont été abordés à la toute fin du questionnaire sur un mode plus ouvert et se rapprochant de l'entretien semi-directif avec pour objectif de saisir les premières réactions des ménages quand on leur demande les conséquences de la crise Covid-19 dans leur quotidien, sur le mode le plus spontané possible (annexe 2).

Une relance était prévue pour approfondir cette première réponse et a été nécessaire pour aller plus loin dans les témoignages des ménages et recueillir des informations liées à la pratique de leur territoire du quotidien. Cette relance s'est avérée très utile puisque la majorité des ménages exprimait en premier lieu une absence de changements à la première réponse, puis revenait progressivement sur ce premier constat au fur-et-à-mesure de l'échange. À ce stade du questionnaire (question 25, annexe 2), trois types de réponses se dessinent : une certaine adaptation aux différents changements et un retour à la normale, une indifférence à cet épisode, et enfin une forte exaspération inhérente aux différentes restrictions en place et aux conséquences sur l'organisation du quotidien. Cette partie du questionnaire – avec cette première question en particulier – a suscité les réactions les plus virulentes, mais aussi recueilli des témoignages de l'isolement ressenti et de la perte de proches.

> « La désociabilisation des gens. Les gens ont peur de tout, les gens croient tout. Le vaccin n'est pas pour protéger mais pour faire plus de mal. C'est un contexte inquiétant »
>
> Ménage de Châtillon-sur-Chalaronne, 55 ans, au chômage
>
> « Tout le monde s'en bât les couilles de la pandémie, et d'un coup tout s'arrête avec les élections ! On va vivre avec de toute manière. »
>
> Ménage de Châtillon-sur-Chalaronne, actif, 24 ans
>
> « J'ai pas envie d'en parler. »
>
> Ménage actif de Châtillon-sur-Chalaronne, travaillant dans le médico-social, 29 ans

C'est donc une attitude plus compréhensive qu'il a fallu adopter à ce stade pour approfondir plus spécifiquement la question des changements de pratiques dans le quotidien qui, la plupart du temps, ne sont pas ressorties immédiatement. C'est donc après cette première question que nous avons pu approfondir et spécifier les changements que nous questionnions dans le cadre de l'enquête : les changements dans les pratiques d'alimentation, les changements dans les pratiques de loisirs et enfin les changements liés au travail, avec notamment la question sous-jacente du télétravail. Certains éléments de réponse liés au transport, abordés au début du questionnaire, ont également été relus au prisme des changements opérés par le Covid. Il s'agit de questionner les effets de la période du confinement et des restrictions de déplacements sur les déplacements des ménages après la pandémie.

1.2. Comment saisir les changements dans le quotidien des ménages au lendemain de la crise ?

Pour saisir l'importance des changements dans le quotidien des ménages, le traitement a débuté par une première lecture d'ensemble de la question 25 posée aux ménages. Cette première lecture a permis de recenser et synthétiser les différents changements évoqués en premier lieu par les ménages. J'ai ensuite appliqué une méthode de scoring afin d'obtenir une vue d'ensemble de ces premières impressions. J'ai préféré le scoring à l'analyse des occurrences afin de faire émerger à la fois l'importance « quantitative » des changements perçus par les ménages, mais pour signifier aussi « le premier changement » qui est venu à l'esprit des personnes interrogées. J'ai donc distingué le tout premier élément de réponse par un score de trois points. Les éléments qui ont découlé à la suite de ce premier élément de réponse ont été scorés à deux points. J'ai ensuite traité les réponses de la question de relance (question 25b). Le premier élément ressortant de cette question a également été scoré à deux points. Enfin, les éléments qui ont suivi cette relance ont été scorés à un point.

Tableau 24 Résultats du scoring des principaux changements dus au Covid

	3	2	2	1	
	Chang1_1	**Chang1_2**	**Chang2_1**	**Chang2_2**	**TOTAL**
Absence de changement	48	1	0	0	**146**
Perte de lien social	41	4	5	0	**141**
Sorties	29	4	4	0	**103**
Télétravail	17	4	2	0	**63**
Emploi	17	0	1	0	**53**
Isolement	8	0	1	0	**26**
Hausse des prix	5	2	2	0	**23**
Économies/moins de dépenses	6	2	0	0	**22**
Limitation des déplacements	5	0	2	0	**19**
Livraisons/achats sur Internet	3	1	2	1	**16**
Achats de proximité	4	0	0	0	**12**
Hausse des prix	1	0	1	0	**5**
Retour vers l'environnement/nature	1	0	1	0	**5**

Les colonnes indiquent le nombre d'occurrence de chaque élément de réponse et leur ordre d'apparition dans la réponse. Par exemple, la perte de lien social a été évoquée 41 fois en premier élément de réponse, quatre fois en deuxième élément de réponse et 5 fois au moment de la question de relance. Ces occurrences sont multipliées par le nombre de point attribué – indiqué en première ligne du tableau. La colonne « Total » indique le score obtenu par changement évoqué.

J'ai écarté de l'analyse une part importante d'éléments de réponse inhérents à la crise Covid et au confinement qui apportaient peu à l'analyse des changements de pratiques quotidiennes : suppression des voyages, port du masque, contrainte du confinement, contrariétés et conflictualités associées au vaccin, méfiances vis-à-vis de l'État et des institutions ne sont ainsi pas traités ici. Ils traduisent toutefois un certain contexte de méfiance et de craintes qui était parfois encore bien présent chez certains ménages. J'ai également exclu de l'analyse les « suppressions de liberté » quand elles n'étaient pas étayées ; quand ces suppressions étaient explicitées, je les ai associées aux catégories recensées correspondantes. Cela ne signifie pas que j'exclus ces différents ressentis des ménages : ils ne sont simplement pas mobilisés pour l'analyse ici par absence de lien avec l'hypothèse de départ. Par ailleurs, une majorité de ménages n'observe, en premier lieu, aucun changement à court ou moyen terme sur ses

pratiques et dans leur quotidien. Il est néanmoins arrivé que des ménages nous indiquent ne remarquer aucun changement dans leurs pratiques quotidiennes, puis en remarquent quelques-uns ultérieurement, notamment sur la question des changements des pratiques de consommation.

Cette première lecture des éléments de réponse a donc permis de construire une grille d'analyse (tableau 27) des réponses, plus qualitative, pour les appréhender plus finement ensuite. La grille est structurée en trois grandes thématiques issues de l'analyse précédente : des changements globaux, qui ont souvent été donnés en première impression, tels que l'isolement, l'évolution du lien social, le changement des déplacements quotidiens ou encore les évolutions du budget des ménages. La deuxième thématique de la grille renvoie aux changements de consommation des ménages opérés pendant la crise. La troisième thématique correspond aux évolutions des pratiques de loisirs des ménages : entre arrêts, changements et reprises. La quatrième et dernière thématique renvoie aux changements associés au travail et à l'emploi des ménages. Pour chaque ménage, j'inscris l'identifiant correspondant à la base de données initiale, afin de croiser les résultats avec d'autres informations si nécessaire. Je renseigne également pour chaque ménage leur commune de résidence, leur activité, s'ils sont navetteurs ou non, et leur durée d'installation dans le logement.

Tableau 25 Grille d'analyse utilisée pour l'étude des changements dus à la pandémie

Profil du ménage	Changements globaux dans l'organisation des ménages	Changements dans les pratiques de consommation	Changements dans les pratiques associés aux loisirs	Changements associés au travail
Identifiant Commune Activité Trajet domicile-travail Temporalité d'installation dans le logement	Perception d'ensemble Absence de changements Lien social Sorties Isolement Achats sur Internet Déplacements Budget Emploi Cadre de vie	Drive Consommation locale Hausse des prix Pénuries Baisse de la fréquentation des lieux de consommation Pratiques à domicile Pratiques en extérieur Déplacements	Arrêt Reprise partielle Reprise totale Changements de loisirs	Retour à la normale Évolutions, changements Télétravail

Conception de l'autrice

Je n'ai conservé pour la grille que les ménages qui exprimaient un changement, immédiatement ou après approfondissements, ce qui correspond à 233 enquêtes conservées dans ce cadre, soit 65% du total.

Parmi ces changements, une différence est déjà notable entre les ménages retraités et les ménages actifs. Pour les ménages actifs, le travail est ainsi ce qui caractérise le changement ou non pendant la période. La première réponse apportée est, la plupart du temps, soit associée à une absence de changement « car on a continué à travailler », soit le travail est évoqué comme premier changement constaté ; avec des changements qui ont tendance à se maintenir ensuite. À l'inverse, chez les retraités, c'est l'isolement qui domine dans les premiers éléments de réponse, avec une reprise

rapide, par souhait de sortir de cet isolement, ou bien partielle par crainte des contacts ou de la maladie. J'analyse plus finement les reprises ou non ensuite.

> « Moins voir les amis et la famille. La solitude. On se voyait que à deux avec la voisine et la sœur de la voisine. Mais la famille on ne la voyait plus. Ça m'a pesé, ça été très dur. Le téléphone c'est bien beau mais c'est pas pareil. C'est un peu mieux aujourd'hui. »
>
> Retraitée de Châtillon-sur-Chalaronne, 86ans
>
> « Le fait de se réunir. C'était au moment où mon mari est décédé donc j'avais le cafard. Il avait un cancer et était à l'hôpital donc je ne pouvais pas venir le voir. La liberté de sortir, être seule à la maison. Ma fille venait quand même faire des courses qu'elle déposait au portail. Donc la solitude, j'en ai beaucoup souffert. On ne fait plus la bise, il y a les distances, on désinfecte les mains. Un peu de déprime. »
>
> Retraitée de Châtenay, 65ans
>
> « Plus de sortie, de thé dansant, de concours de belote. On ne peut plus voir de monde. Maintenant on est content de retrouver les amis. »
>
> Ménage retraité de Condeissiat, 76 ans

À ce stade de l'analyse, l'hypothèse d'un renforcement de l'épaississement territorial n'est déjà plus aussi évidente avec un fort sentiment d'isolement d'une part, et une détérioration des relations sociales d'autre part. A cela s'ajoute également une hausse des pratiques à domicile. En réalité, si ce sentiment ressort chez les habitantes et habitants, ce sont surtout les pratiques des loisirs qui se sont contractées et qui ont plus de difficultés à reprendre. C'est ce que j'étudie en premier lieu ici. En revanche, le confinement semble bien avoir eu une influence sur la consommation des ménages vers le secteur domestique. Il semble également avoir eu une influence sur la perception du cadre de vie des ménages et des pratiques au sein de ce cadre de vie. Ces éléments sont analysés dans les deux prochaines sections de ce chapitre.

2. Le recentrement des pratiques de consommation : un facteur de résilience de l'économie résidentielle du territoire ?

La période de confinement et les différentes restrictions de déplacement ont eu pour effet de limiter le bassin de vie à la commune de résidence, voire au domicile ou de la résidence secondaire, pour de nombreux de ménages. Ce recentrement des pratiques quotidiennes a des conséquences sur les pratiques de consommation, en premier lieu les achats en circuits courts ou produits locaux. Ceci peut créer une réorientation directe des revenus des ménages vers le secteur domestique de la commune. Cette section questionne donc les capacités de résilience de l'économie résidentielle, ses facteurs en contexte de confinement et de restriction des déplacements, ainsi que son effectivité en Dombes.

2.1. Économie résidentielle et résilience : une approche entre résilience économique et résilience spatiale

2.1.1. Résilience économique face aux chocs économiques : une approche par l'emploi et le PIB

L'intérêt pour la résilience en lien avec des risques économiques est apparu dans les années 2000, avec des travaux sur les villes en déclin (PADDEU, 2012, réseau URBACT[51]) ou sur la résilience des territoire productifs à la mondialisation (Hamdouch *et al.*, 2012). L'intérêt porte alors principalement sur des espaces de production, et plus spécifiquement les espaces urbains. Ces recherchent s'appuient notamment sur les travaux de Martin (2010) qui définit quatre dimensions de la résilience :

- La résistance, qui mesure la réaction de l'emploi ou de l'économie face à un choc exogène ;

[51] Réseau URBACT : réseau européen de villes en déprise ou décroissance dont le travail vise à repenser les stratégies de développement urbain. Voir SCHLAPPA H, NEILL W (2013), "From crisis to choice : re-imaginging the future in shrinking cities", *document URBACT* (en ligne)

- La récupération, qui correspond à la capacité de retour à l'équilibre du territoire ;
- La réorientation, qui renvoie au changement du territoire suite à un choc exogène ;
- Le renouveau, comme la capacité à renouveler sa croissance.

Les travaux étudiant la crise économique et financière de 2008 reprennent donc ces facteurs, en apportant toutefois une attention particulière aux différences spatiales des conséquences de la crise des *subprimes*. Il faut donc attendre la crise économique de 2008 et la récession pour voir émerger des travaux portant sur une territorialisation de la résilience, et donc une étude de ses effets sur différents types de territoires. Dans son numéro d'avril 2015, le *Cambridge Journal of Regions, Economy ans Society* publie notamment deux articles ayant une approche territoriale de la résilience suite à la crise de 2008 et la « Grande Récession » (« *The Great Recession* ») à l'échelle européenne. Dans leur article intitulé « Regional resilience across Europe : on urbanisation and the initial impact of the Great Recession", Steve Brakman, Harry Garretsen et Charles van Marrewijk évoquent des capacités de résilience différents entre territoires ruraux périurbains et urbains, les espaces périurbains ayant été les plus résilients après la crise de 2008. Les indicateurs utilisés sont les indices du chômage et le PIB réel par habitants, c'est-à-dire le PIB corrigé de l'inflation (à prix constants). Les espaces périurbains connaissent alors une hausse moins forte du chômage et, au cumul des années d'observation, ces mêmes espaces semblent conserver cet écart de chômage avec les espaces ruraux et urbains, ce qui rend significatif cet écart de chômage entre les différentes zones. Les auteurs démontrent également que la variable « navetteurs » est celle qui explique le plus cette exposition moindre au choc de 2008. Cette résilience est expliquée par plusieurs facteurs. Premièrement, ce sont des zones qui abritent une main d'œuvre potentiellement plus mobile et plus qualifiée, et donc moins vulnérable au chômage ou davantage susceptible de retrouver un emploi rapidement. Deuxièmement, les auteurs évoquent l'attractivité des zones périurbaines pour l'implantation de certains types d'entreprise (Brakman *et al.*, 2015), peut-être moins impactées par la crise économique et financière. Ils soulignent que cette explication est

d'ailleurs cohérente avec les travaux de Martin et al. (2013), qui démontrent que les entreprises exportatrices Llinstallées et regroupées en périphérie des villes sont plus résilientes aux chocs économiques. Dans un deuxième article intitulé « The geography of the economic crises in Europe : national macroeconomic conditions, régional structural factors and short-term economic performance », les autrices et auteurs Riccardo Crescenzi, Davide Luca et Simona Milio présentent une approche de la résilience des différentes régions européennes selon l'activité économique dominante. Premièrement, les auteurs et autrices définissent la résilience à un choc économique par deux facteurs : la résistance de la région au choc économique et la capacité à récupérer, c'est-à-dire retrouver un fonctionnement d'avant-crise, suite à ce choc, selon les travaux de Lagravinese (2015) et Martin (2012). Ils expliquent, d'une part, que les entreprises manufacturières et de la construction sont plus sensibles à la conjoncture, que les entreprises de services du secteurs privées, qui sont elles-mêmes plus sensibles que les entreprises du secteur public. Ceci rappelle les travaux de Laurent Davezies démontrant des indices de développement plus élevés dans les régions les moins productives que dans les métropoles du fait de la redistribution des revenus. D'autre part, les réglementations les plus strictes en matière de protection de l'emploi et des marchés du travail moins flexibles sont décrits comme protecteurs pour l'économie régionale des crises temporaires. Ceci s'explique par des emplois qui restent plus stables, fixant ainsi la demande locale et donc la consommation et la productivité. Les chocs économiques sont ainsi mieux absorbés (Groot et al., 2011).

Plus récemment, Magali Talandier et Yatina Calixte (2021) ont également proposé une analyse de la résilience des intercommunalités de France métropolitaine dans un article intitulé « Résilience économique et disparité territoriale : quelles leçons retenir de la crise de 2008 ? ». Les autrices reprennent les travaux définissant la résilience économique en y apportant également l'idée de cycle de résilience économique, qui se définit comme la période comprise entre deux crises ou chocs économiques. Elles déterminent ainsi les phases de récession et d'expansion de l'emploi privé et du PIB de chaque EPCI, pour ainsi définir la durée des différents

cycles de résilience. Elles constatent ainsi des temporalités et des impacts différents entre les métropoles et les EPCI. Les métropoles sont en effet impactées par des pertes d'emplois dès 2007, alors que les EPCI ont eu un début de récession en 2008, puis un choc plus léger en 2011. Leur travail permet également de constater une géographie régionale des processus de résilience avec des différences entre les métropoles et le reste du territoire, mais également entre « centre et périphérie » (Talandier & Calixte, 2021).

Ces principaux travaux effectués à partir la crise de 2008 permettent donc d'identifier des différences spatiales et territoriales de la résilience. Cet intérêt d'une approche géographique de la résilience a également été identifié par des géographes, dont une partie justifie par ailleurs cette approche spatiale pour aller au-delà de la compréhension des seuls facteurs économiques.

2.1.2. La résilience territoriale : de la prise en compte de l'espace dans l'étude de la résilience

En géographie, l'étude de la résilience prend source dans l'étude des systèmes, avec notamment les travaux de Crawford Stanley Holling ainsi qu'en écologie. La géographie des risques naturels est d'ailleurs la première à se saisir de ce concept qui est alors encore peu défini.

Plusieurs géographes s'attèlent donc à définir une approche spatiale de la résilience, parfois aussi appelée résilience territoriale. Leurs travaux se distinguent notamment de l'approche écologique, qui définit la résilience comme un retour à l'équilibre, après un évènement perturbateur ou un choc, par une approche dynamique et un comportement actif (Gallopin *et al.*, 1989) des différents facteurs et acteurs de la résilience. Pour Christina Aschan-Leygonie (2000), l'approche géographique de la résilience interroge surtout les « relations entre la dynamique d'un système, les configurations héritées et les traditions d'interaction spatiale » (Aschan-Leygonie, 2000), c'est-à-dire un questionnement sur les liens entre le rôle des structures territoriales et l'environnement sur un système spatial au moment d'une crise ou d'un choc. Plus spécifiquement, en géographie, comme en économie d'ailleurs, la résilience

d'un territoire ne repose pas sur un retour à l'état initial. Au contraire, le système spatial ou le territoire intègre la perturbation à son fonctionnement premier. Cet élément de définition est aujourd'hui commun aux approches géographiques de la résilience :

> « Adaptée à la géographie, la résilience doit désigner la capacité des systèmes à se reproduire : elle n'implique pas la continuité sans changement mais la capacité d'un enjeu à se maintenir, voire à intégrer la perturbation à son fonctionnement » (Djament-Tran *et al.*, 2011)
>
> « la résilience urbaine peut s'entendre « comme la capacité de la ville à absorber une perturbation puis à récupérer ses fonctions à la suite de celle-ci. » (Lhomme et al, 2010, Toubon et al, 2012 in Boutaud, 2013).
>
> « un territoire résilient est entendu comme un territoire en mouvement, capable : d'anticiper les perturbations brutales ou lentes […] ; d'en minimiser les effets ; de se relever et rebondir grâce à l'apprentissage, l'adaptation et l'innovation ; d'évoluer vers un nouvel état en équilibre dynamique préservant ses fonctionnalités. » (Villar & David, 2014)

Pour Jean-Michel Tanguy et Anne Charreyron-Perchet, l'approche spatiale de la résilience implique également une prise en compte du processus à différentes échelles, ainsi que l'emboîtement entre ces dernières.

Par ailleurs, l'approche systémique défendue par Christina Aschan-Leygonie implique la prise en compte des différents acteurs des territoires, ainsi qu'une compréhension multidimensionnelle de la résilience. En premier lieu, la prise en compte des acteurs se fait à diverses échelles, des élus aux habitantes et habitants, en passant par les divers acteurs sociaux et économiques des territoires. Carole Cuenot, Alexandre Brun et Marc Dedeire (2023) présentent le rôle des élus et des techniciens de l'aménagement dans la résilience des petites villes. La coopérations des élues, élus et échelons territoriaux pourraient d'ailleurs être une source de résilience. Les auteurs soulignent toutefois que ces coopérations des acteurs locaux, ici élues, élus, techniciens se fait encore essentiellement sur des aspects financiers (Cuenot *et al.*, 2021)

Jean-Michel Tanguy et Anne Charreyron-Perchet (2013) insistent sur la prise en considération des citoyennes et citoyens, qui ne doivent pas seulement être des acteurs

passifs qui seraient protégés par les autres acteurs. Il s'agit de donner au citoyen « les moyens de comprendre et d'agir, en le formant, en l'informant et en lui communiquant les informations nécessaires pour qu'il puisse comprendre la crise » (Tanguy & Charreyron-Perchet, 2013). Pour ces autrices et auteurs, c'est d'ailleurs le rôle de chacun des acteurs du territoire qui doit être précisé pour renforcer la résilience de ces derniers, les élus comme les acteurs économiques et sociaux. Le réseau URBACT insiste également sur cet aspect en évoquant la nécessité de « s'appuyer sur l'ensemble des forces locales », et d'activer ainsi des « réseaux de solidarité existants » (Tanguy & Charreyron-Perchet, 2013). En second lieu, les travaux s'attachant à définir la résilience des territoriales insistent sur la dimension culturelle et sociale de la résilience, celle-ci étant essentiellement abordée sous l'angle de l'économie et des impacts économiques des chocs et crises – en témoignent les travaux présentés précédemment à propos des conséquences territoriales de la crise économiques de 2008. Toujours dans l'idée d'une approche multidimensionnelle de la résilience, Magali Talandier et Yatina Calixte (2021) définissent une « temporalité de la résilience » qui correspond dans leur article à la durée du déclin (ici l'emploi et le PIB) à partir du choc ainsi que la durée nécessaire à un territoire (ici l'EPCI) pour retrouver sa situation d'avant-crise.

Pour finir, dans *Mondialisation et résilience des territoires. Trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences* (2012), Abdelillah Hamdouch, Marc-Hubert Depret et Corinne Tanguy proposent une approche en deux dimensions de la résilience territoriale :

- Une résilience statique, qui correspond à des aptitudes des territoires à générer des capacités d'adaptation et de résistance au changement et face aux chocs – soit une forme de résilience plus passive pour les acteurs car déjà intégrée au fonctionnement du territoire ;
- Une résilience dynamique qui désigne la capacité des acteurs d'un territoire à inventer ou à déployer des ressources, capacités et valeurs pour s'insérer dans une nouvelle « dynamique (vertueuse) de transformation impulsée par l'évolution de leur environnement » – soit une forme de résilience active, voir pro-active, menée par les acteurs des territoires.

Ces deux formes de résilience sont intégrées à l'analyse en croisant à la fois les questionnaires réalisés auprès des ménages et les entretiens semi-directifs avec les élus. Pour une approche complète de la résilience, il faudrait compléter ce matériau par des entretiens avec d'autres acteurs du territoire ou encore étudier la résilience du territoire par une analyse de littérature grise.

Un travail sur la résilience des territoires ne doit toutefois pas ignorer les nombreuses méfiances et critiques que suscite cette notion et l'actualité forte de son emploi. Samuel Rufat rappelle ainsi, justement, les fortes dimensions « normatives et politiques » de la résilience (Rufat, 2011). Pour cet auteur, la référence à un « retour à l'équilibre » ou à un « état de référence » peut ainsi renvoyer à un état jugé normal, comme la référence, permettant ainsi de désigner un état, une ville ou un territoire comme étant à l'inverse « anormal ». De fait, « derrière la résilience, ce sont d'abord les choix politiques du fonctionnement urbain qui sont en jeu » (Rufat, 2011). Ceci peut permettre à des acteurs d'imposer un modèle jugé plus résilient. L'auteur y voit également le risque de modèles cherchant à faire disparaître ce qui est le moins adapté, voir le plus vulnérable dans un système donné, qui serait destinés à disparaître au cours d'une crise. On retrouve également une critique de la résilience dans les travaux de Géraldine Djament-Tran, Antoine Le Blanc, Serge Lhomme, Samuel Rufat et Magali Reghezza-Zitt (2011). Ces derniers expliquent que la résilience relève de l'évaluation, ce qui nécessite d'objectiver ce processus. Ils expliquent également que la résilience serait le « volet positif » de la vulnérabilité, poussant les acteurs à ne plus se positionner comme des victimes mais comme responsables d'un retour à un état acceptable. Pour les auteurs, il y aurait donc dans la résilience une lecture moralisante de la catastrophe :

> « Ce glissement permet la résurgence d'une lecture moralisante des catastrophes, avec des critiques très acerbes à l'encontre des villes et des acteurs qui ne se conforment pas au modèle dominant. […] on passe d'une prévention centralisée à la mise en exergue du local, du rôle des communautés et de la responsabilisation des individus […]. Hélène Thomas a montré que les politiques de gestion considèrent les personnes vulnérables comme des citoyens frappés individuellement par des aléas et des malheurs que la collectivité prend en charge au nom de la raison humanitaire. Ils sont

> sommés de prendre part à leur réhabilitation morale et sociale et de s'investir dans les actions menées pour les y aider en activant leurs ressources » (Djament-Tran *et al.*, 2011)

De fait, il est nécessaire de conserver un regard critique sur ce qui appelle à la résilience, et à une honnêteté scientifique et morale en mobilisant ce terme. Cela nécessite un travail rigoureux de définition de la résilience, de l'état de référence choisi et des éléments utilisés pour la mesurer, ce qui sera fait dans la section suivante.

2.1.3. Propositions pour approcher la résilience des territoires ruraux sous influence métropolitaine et de leur économie résidentielle

Je propose dans ce chapitre une approche avec des données qualitatives pour évaluer un potentiel de résilience à la fois de l'économie résidentielle sur le territoire de la Communauté de communes de la Dombes, mais aussi une résilience du territoire en lui-même à travers les ménages et les élues et élus. Il s'agit donc d'une approche exploratoire de la manière dont des données qualitatives peuvent approfondir l'étude de la résilience d'un territoire, ainsi que du potentiel de résilience de l'économie résidentielle.

La mesure de la résilience de l'économie résidentielle s'avère en effet limitée par les données dont nous disposons, et surtout par l'impossibilité ici de définir précisément à la fois un état de référence, mais aussi d'évaluer à moyen et court termes les impacts de la crise du Covid-19, les enquêtes du projet ESTER ayant été réalisées entre 2021 et 2022, soit dans un temps très proche de cette crise. Par ailleurs, celle-ci a été suivie de plusieurs crises, d'ailleurs évoquées par les différents ménages élus, avec des impacts sur les budgets des ménages. La question de la temporalité apparaît donc ici essentielle pour une approche rigoureuse de la résilience suite à un choc, qui s'apparente aujourd'hui davantage à un contexte multi-crises ; j'y reviendrai dans la troisième section de ce chapitre. En revanche, l'étude qualitative des propos des ménages et des élus permettent de poser des hypothèses pour une éventuelle recherche plus approfondie sur ce sujet.

Au-delà de l'économie résidentielle, c'est essentiellement le fonctionnement d'un territoire à partir notamment de ses pratiques de consommation qui ressort des entretiens et des enquêtes menées tout au long de cette thèse. Une approche qui intègre une dimension qualitative apparait donc toute aussi pertinente pour intégrer les dimensions sociales et culturelles à une analyse de la résilience d'un territoire. Ainsi, les sentiments d'isolement et la forte présence d'une perte de liens sociaux visible dans la section 1, m'amènent à interroger la résilience de l'ensemble du territoire de la Communauté de communes de la Dombes, de l'EPCI en passant par les communes enquêtées[52] et surtout jusqu'aux ménages. J'explore une approche multi-scalaire de la résilience, tant pour les territoires que pour les acteurs. Il manque toutefois une rencontre des acteurs socio-économiques du territoire pour aborder correctement ce large panel d'acteurs de la résilience[53]. De la même manière que pour l'économie résidentielle, la temporalité de l'étude n'est pas adaptée à une étude complète de la résilience territoriale : l'état de référence devrait être précisé davantage, et une temporalité prenant en compte les conséquences et adaptations à court, moyen et long termes sont ici nécessaires. Ce sont donc là aussi à la fois des pistes d'une approche plus qualitative de la résilience économique – qui gagnerait sûrement à être consolidée par une approche quantitative – qui sont présentées ici, ainsi que des hypothèses quant à la résilience d'un territoire rural sous influence métropolitaine après une crise à la fois économique et sanitaire.

[52] Je mobilise à la fois les 34 communes des élus rencontrés, et puis plus finement les six communes traitées dans le cadre de l'enquête-ménages.

[53] Ce travail se poursuit toutefois actuellement avec un terrain en cours en Dombes dans le cadre du programme de Recherche POPSU Terres d'accueil, dont l'objectif est de saisir les conséquences des mobilités post-covid dans les territoires ruraux et périurbains.

2.2. Un renforcement du secteur domestique grâce à l'économie résidentielle après la pandémie ?

2.2.1. Pour une approche fine des effets de la crise du Covid-19 dans les espaces ruraux sous influence métropolitaine

Dans leur conclusion de l'article « Résilience économique et disparité territoriale : quelles leçons retenir de la crise de 2008 ? », Magali Talandier et Yatina Calixte expliquent le rôle amortisseur de l'économie résidentielle au moment de la crise de 2008, un rôle qui explique donc en partie des différences régionales et entre espaces urbains, périurbains et ruraux. Elles soulignent qu'au moment de la crise du Covid-19, ce sont principalement les secteurs du commerce, tourisme et services marchands qui ont été impactés, des activités présentes sur l'ensemble du territoire, ce qui peut induire une régionalisation moins forte du choc par rapport à 2008. Elles insistent également sur les pertes d'emploi importantes dans le secteur touristique et de l'économie résidentielle, qui concentre des emplois peu qualifiés, au moment de la pandémie (Talandier & Calixte, 2021). Les autrices ouvrent donc l'hypothèse d'une économie résidentielle particulièrement impactée par cette crise et questionnent la résilience des territoires portés par cette économie. Pourtant, dans les enquêtes réalisées auprès des ménages du territoire, une hausse de la consommation vers le secteur domestique de la Communauté de communes semble se dessiner. Si une partie de l'emploi a effectivement pu être affectée par la pandémie, ainsi que le secteur touristique, les revenus des retraites ont quant à eux été maintenus tout au long de la pandémie, de même que ceux d'une partie des habitantes et habitants, notamment celles et ceux en capacité de télétravailler. Ces ménages sont donc susceptibles d'avoir changé leur mode de consommation, recentrant les achats effectués habituellement au moment des trajets domicile-travail, sur la commune de résidence ou vers des communes proches. À cela s'ajoutent les résultats de l'enquête « Exode urbain, un mythe, des réalités » réalisée par trois équipes de recherche[54] qui, questionnant un exode urbain, démontrent l'installation post-Covid des ménages dans des territoires

[54] Les trois équipes de recherche sont composées de Marianne Blehaut, Marie Breuille, Anaïs Collet, Alexandre Coulondre, Aurelie Delage, Camille Grivault, Julie Le Gallo, Olivier Lision, Max Rousseau

déjà attractifs avant la pandémie : les littoraux et les territoires périurbains notamment. Si l'ensemble des territoires portés par l'économie résidentielle ont été impactés par le choc économique qui a accompagné la pandémie, ces éléments peuvent permettre de questionner des capacités de résilience plus nuancées entre les régions et au sein des espaces ruraux et périurbains. Ainsi, bénéficiant des flux résidentiels post-Covid, d'un essor du télétravail, du maintien des pensions de retraites, ces espaces littoraux et périurbains sont susceptibles d'avoir une meilleure résilience que d'autres territoires ruraux ou urbains, ou bien d'autres régions à l'économie davantage portée par l'industrie.

À travers la Communauté de communes de la Dombes, il est donc possible de questionner les effets à court et moyen termes de la pandémie sur le secteur domestique d'un territoire dont l'économie est portée par les volets retraites, navetteurs et loisirs de l'économie résidentielle, mais assez peu par le tourisme – en termes de revenus basiques. L'approche fine des échelles intercommunales et communales permet également d'interroger un autre aspect souligné par le rapport du POPSU, évoqué précédemment : si les flux de mobilités résidentielles ne sont pas si importants que l'idée fortement médiatisée d'un « exode urbain » à l'échelle nationale a pu laisser croire, ils peuvent tout de même être impactant à l'échelle d'une commune rurale ou périurbaine, en tout cas significatifs pour les acteurs et actrices du territoire :

> « dans un territoire d'accueil peu dense ou rural, des flux entrants de taille modeste peuvent avoir de forts impacts notamment sur les services publics et leur planification, le marché du logement ou les activités économiques » (Collet *et al.*, 2022)

Les entretiens avec les élus permettent ainsi d'approfondir la question des effets de ces flux dans des communes rurales sous influence métropolitaine.

2.2.2. Un essor de la consommation locale

Ce recentrement des pratiques de consommation autour du domicile se traduit également par un essor du recours à la consommation dite « locale » au moment du

confinement, qui s'ancre dans un changement plus général de pratiques alimentaires à ce moment. Si ce changement ressort assez peu au moment de la question sur les changements quotidiens apportés par le Covid-19, il est néanmoins beaucoup plus présent quand on interroge plus précisément les ménages sur leurs changements de pratiques alimentaires. Cet essor d'une consommation plus locale a également été observé par la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural) en 2022, ainsi que par Céline Laisney (2020). En Dombes, cet essor de la consommation locale s'oriente principalement vers la vente directe dans les fermes à proximité : ce sont donc des dépenses qui s'orientent directement vers le secteur domestique du territoire. Ce recours à la vente directe est, entre autres, favorisé par la mise en place de livraisons par les différents producteurs du territoire, ou encore la création de paniers de produits fermiers que les ménages peuvent venir récupérer sous le mode d'achat par *drive*. Cette adaptation des acteurs de la vente directe au contexte sanitaire en proposant des retraits de paniers par *drive* peut constituer un élément caractéristique d'une résilience du secteur domestique.

> « On a fait appel à des producteurs locaux qui faisaient des paniers et livraient, pour la viande et les légumes. »
>
> Ménage retraité de Châtillon-sur-Chalaronne
>
> « On se fait livrer des paniers de légumes qui viennent de Vanciat aussi. »
>
> Ménage actif de Mionnay

Il semblerait d'ailleurs qu'on puisse effectivement parler de résilience dans ce cas, puisque la plupart des ménages ayant débuté cette pratique pendant la pandémie ont conservé en totalité ou en partie cette pratique par la suite. En effet, parmi les 32 ménages déclarant explicitement avoir débuté une consommation locale au moment de la pandémie, cinq seulement n'y ont plus du tout recours au moment de l'enquête (2022). Celles et ceux qui ont diminué ou abandonné ces pratiques l'ont généralement fait à contrecœur, du fait de difficultés à le maintenir dans le retour d'habitudes pré-Covid, parfois pour des raisons de budget. Ces ménages sont d'ailleurs des ménages actifs navetteurs, donc parmi les ménages les plus contraints du fait des trajets domicile-travail.

« On a fait plus attention à consommer localement, mais on ne le fait plus, on a plus le temps. »

Ménage actif de Mionnay

« On a fait appel à plus de producteurs : maraîcher local. Malheureusement les horaires et le travail le permettent moins aujourd'hui. »

Ménage actif de Relevant

Certains ménages ont également pu changer leur mode d'approvisionnement en produits locaux. La majorité d'entre eux déclaraient consommer des produits en vente directe, ou dans des commerces de proximité encore ouverts, parfois en remplacement du marché, lesquels ont pu être fermés pendant les confinements. En 2022, une partie de ces ménages semblent avoir repris leurs habitudes du marché, ce mode de consommation étant le plus présent parmi leurs pratiques d'achat en consommation locale.

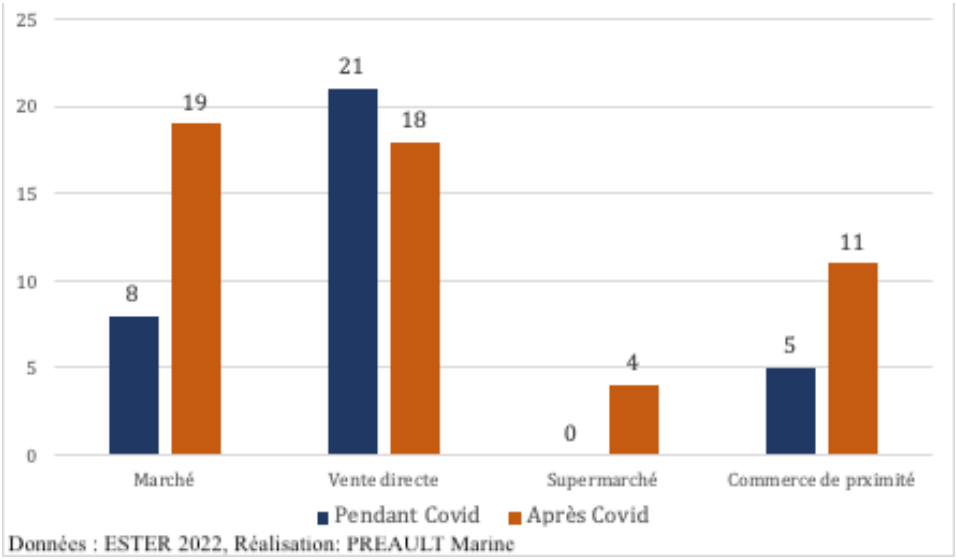


Figure 64 Occurrences des lieux de consommation en produits locaux mentionnés par les ménages

Cet essor de la consommation locale a été observé à l'échelle nationale, avec également une hausse de la consommation de produits issus de l'agriculture biologique. La consommation de tels produits ressort très peu des enquêtes et donc moins présente en Dombes. En revanche, les résultats liés à la consommation locale observée en Dombes nuancent ceux de Mathias Boquet et Nicolas Dorkel (2022) qui attribuaient principalement le recours à ces modes de consommation à des centres

urbains, du fait que ces modes de consommation perdurent après la crise sanitaire pour près d'1/5e des ménages ruraux.

Si ces changements de consommation sont de potentielles sources de résilience pour le secteur domestique du territoire, cette résilience à long terme repose en revanche sur la pérennité de ces changements et la capacité du territoire à s'adapter à ces derniers.

Dans les entretiens, une partie des élus semble effectivement percevoir un potentiel d'activité économique avec l'essor de ce type de consommation, notamment du fait de la proximité avec la métropole de Lyon.

> « Alors j'ai un petit espoir parce que j'en ai un nouveau qui vient de commencer un maraîchage local. Donc il vient de terminer ses serres. Pour cette année, il n'a plus grand chose à vendre mais il va ouvrir deux jours, mercredi après-midi et vendredi, je crois qu'il a ouvert deux fois... et bon, ça va recréer un petit quelque chose. Après, il communique sur Panneau Pocket[55], sur les trucs, sur des messages, mais la population sera informée. »
>
> Entretien avec le maire de Monthieux (08/12/2021)

Sur la commune de Monthieux, l'activité de ce maraîcher est aujourd'hui toujours active, et plus de la moitié des ménages enquêtés déclarent y effectuer une partie de leurs achats alimentaires, ce qui témoignerait plutôt d'une forme de résilience du secteur domestique du fait de l'économie résidentielle, la majorité d'entre eux étant soit retraités, soit navetteurs. La commune de Monthieux a également vu en 2020 l'installation d'un horticulteur, qui vend également des plants et graines en vente directe sur la commune. L'entretien d'un jardin étant une pratique courante des espaces ruraux, cette activité contribue également à la dynamique du territoire, et l'année du début de l'activité peut être interrogée au prisme de la résilience.

[55] Panneau Pocket est une application mobile à destination des collectivités territoriales pour leurs permettre de communiquer des informations à leurs administrés. En Dombes, ce service est proposé aux communes et pris en charge par la Communauté de communes. On y retrouve des informations concernant aussi bien les réunions d'information à propos de modification de PLU que les fêtes locales.



Figure 65 Ferme et point de vente directe d'un maraîcher à Monthieux, 12/10/2022

Photographie de l'autrice

Plusieurs élus précisent néanmoins que cet essor est encore timide et est surtout confronté parallèlement à l'essor continu de l'agriculture intensive et destinée à l'exportation, très présente en Dombes.

> « C'est ce que je vous disais aussi tout à l'heure, des propriétaires qui ne louent plus leur ferme à des agriculteurs, qui les mettent, qui font travailler à façon une entreprise agricole, de travaux agricoles. Ça, ça a plutôt tendance à se développer, ce qui n'est pas forcément bien pour l'activité, on va dire l'activité agricole en tant que telle, puisque ces gens-là, ils vont faire de la céréale et puis... Donc ça apporte pas forcément, parce que nous, on pourrait développer l'agriculture sur de la, notamment sur de la vente directe hein, beaucoup. Puisqu'on est quand même proche de Lyon, donc on a du potentiel autour de chez nous. »
>
> Entretien avec le maire de Lapeyrouse, 14/01/2022
>
> « Et puis on revient maintenant des grandes exploitations dont les sièges ne sont pas forcément chez nous. C'est ce qui est regrettable. Et des gens qui ont leurs sièges sociaux sur la vallée de l'Ain, sur l'ouest lyonnais, l'est lyonnais, pardon, et qui viennent ici deux fois par an, une fois pour semer, une fois pour récolter donc euh... Alors l'implication locale, elle en est réduite. [...] Ça commence à venir dans la mesure où on a des gens qui font du bio, qui font

> de la vente à la ferme maintenant. Donc ça, ça commence. Enfin bon, en vente à la ferme, ça fonctionne quand même bien. Mais c'est vrai, les gens commandent, vont chercher. Et c'est fini quoi. »
>
> Entretien avec le maire de Romans, 18/01/2022

Une observation sur un temps plus long permettrait donc d'évaluer le potentiel de résilience du secteur domestique du fait de l'essor de la consommation locale. J'ai tenté d'observer grâce à la Base Permanente des Équipements de l'Insee, l'implantation de nouveaux commerces dédiés à ce type de consommation. Les établissements spécifiques à la vente directe ne sont pas mentionnés, et les commerces spécialisés en fruits et légumes ou autres types de commerces pouvant être concernés par ce type d'achats ne sont recensés que depuis 2023, ce qui ne permet pas d'évaluer la résilience de ce secteur par la création d'entreprises de ce type.

Enfin, les travaux de Sophie Dubuisson-Quellier en sociologie de la consommation permettent aussi d'identifier les limites de l'essor de ce type de consommation. Dans *La consommation engagée* (2025, 3e édition), elle démontre le faible impact de l'essor des consommations engagées, dans lequel on trouve les achats locaux ou en circuits courts. Ces achats relèvent davantage d'une économie morale, d'un échange de valeurs et de principes. En revanche, la hausse de ces pratiques peut avoir de réelles conséquences via la mise en place de politiques pouvant favoriser leur essor (Dubuisson-Quellier, 2025). Ces travaux ont surtout été réalisé à l'échelle nationale. À l'échelle de la Communauté de communes de la Dombes, l'engagement des élus face à cet essor semble plus important du fait de la proximité des acteurs locaux concernés, en témoigne les différents entretiens avec les élus en ce sens.

2.2.3. Un renforcement des pratiques de loisirs dans les communes ?

Le recentrement des pratiques des ménages au moment de la pandémie a également impacté les activités de loisirs des ménages. Les loisirs ont été définis comme non-essentiels par les autorités au moment du confinement, et ont donc entièrement été mis à l'arrêt au moment de la pandémie. Ils font donc partie des activités changées pendant et parfois après la pandémie au moment des enquêtes. Les

élus rencontrés ont également souligné les différents impacts du confinement sur les pratiques de loisirs. Parmi les ménages enquêtés, on retrouve donc, d'une part, des ménages ayant des difficultés à reprendre leurs activités quotidiennes et, d'autre part, les ménages qui ont vu leurs pratiques évoluer, notamment vers des activités de plein air.

Un premier groupe de ménages témoigne d'une difficulté à reprendre les activités de loisirs effectuées avant la pandémie. Au moment du terrain, ce groupe de ménages concernaient surtout des retraités ayant des difficultés à reprendre du fait d'une crainte encore présente de la pandémie, ainsi que des personnes non-vaccinées et donc encore soumises à quelques restrictions.

Enfin, quelques ménages évoquent le développement de pratiques à domicile. Cette reprise difficile, quelle qu'en soit la raison, est perçue par les ménages bénévoles dans les associations. Les associations des espaces ruraux supportent une part importante des loisirs et les ménages expriment bien ce décalage entre leur reprise et une reprise plus lente des participantes et des participants.

> « Pendant on n'a pas été le plus impacté mais ça a manqué de vie quand même. Je sus membre du comité de la foire, on a dû arrêter de le faire et la reprise s'est faite que cette année. Pareil pour l'amicale des sapeurs-pompiers, car j'étais pompier à Châtillon. Pendant ça a plus été les autorisations de sortie. L'histoire du pass sanitaire aussi, mais on n'a pas trop eu le choix. Maintenant c'est revenu à la normale. »
>
> Ménage retraité de Châtillon-sur-Chalaronne
>
> « L'augmentation des prix, on se restreint. On a perdu l'habitude du cinéma par exemple et on a encore peur du Covid dans les endroits fermés. »
>
> Ménage actif de Condeissiat

Ces arrêts et difficiles reprises par rapport à la période avant-Covid ne signifient pas arrêt total des loisirs. Au contraire, les ménages se sont retournés vers de nouvelles activités, notamment des pratiques en plein air.

> « Depuis le covid, on a un problème de pass. On n'est pas retourné au cinéma, on n'a pas repayé d'entrées à la piscine, on a fait beaucoup de randonnées. »

Ménage actif de Châtillon-sur-Chalaronne

Parmi les activités les moins impactées par la pandémie, on retrouve dans les enquêtes des ménages un ensemble de pratiques de proximité effectuées en plein air telles que le vélo, la randonnée et la balade. Ces dernières se sont même renforcées au lendemain de la pandémie. Ce renforcement s'explique par une revalorisation de l'environnement de proximité, de la « nature » pendant la pandémie, une revalorisation que l'on retrouve également, en d'autres termes, dans la hausse de la consommation d'aliments produits localement.

> « On va moins au cinéma. On revient un peu à l'essentiel on va dire, profiter de l'air… »
>
> Ménage actif de Châtillon-sur-Chalaronne

L'environnement rural est ainsi apparu comme une chance de pouvoir sortir au moment des confinements, induisant ainsi de nouvelles pratiques.

> « On apprécie plus les balades car on en a beaucoup fait pendant le confinement. On a la chance d'avoir la nature et la campagne, on a pu sortir. »
>
> Ménage actif de Mionnay

Cet essor de la balade dans le territoire a également été largement perçu par les élues et élus qui l'ont mentionné parmi les conséquences et changements dus à la pandémie de Covid-19.

> « Le confinement a bien développé les promenades. Parce que les chemins même qui, même privés, qui restent ouverts à ce genre d'activités, ont été bien fréquentés. C'était la sortie journalière presque à l'époque et malgré l'arrêt du confinement, certains, certains ont gardé cette habitude. Donc ça fait partie de la randonnée, la marche, fait partie des habitudes de loisirs de... Alors il y a quelques sentiers pédestres reconnus et fléchés. »
>
> Entretien avec le maire de Versailleux, 27/01/2022

Ces pratiques ne génèrent toutefois pas de revenus pour le secteur domestique et ont donc peu de retombées pour l'économie résidentielle. En revanche, à travers cette pratique et derrière l'idée de « profiter de la nature » ou de son environnement

de proximité, c'est l'attachement au territoire qui se voit renforcer. Les travaux déjà menés sur les espaces ouverts et sur l'habitabilité des espaces périurbains expliquent déjà l'intérêt des habitantes et habitants pour les espaces verts, qu'ils apprécient et qu'ils fréquentent, notamment dans le cadre de balade à vélo ou randonnée (Berger *et al.*, 2016; Poulot, 2013; Poulot *et al.*, 2016; Rougé & Aragau, 2019). La pandémie dans notre cas aurait donc été une étape dans le renforcement de ce lien aux espaces ouverts, en tant que cadre de vie et de loisirs. Face à l'impossibilité d'exercer d'autres activités et au confinement imposé, de nombreux ménages ont pu (re)découvrir l'environnement proche de leur domicile et notamment ces espaces verts. Ce renouveau du rapport au territoire de proximité peut constituer en soi une forme de résilience du territoire du fait du renforcement de l'ancrage des ménages et de représentations positives du territoire.

Le Covid, en limitant un grand nombre de déplacements, a ainsi provoqué un recentrement des pratiques autour de la commune de résidence. Du côté de la consommation, cela a pu fortement contribuer au renforcement du secteur domestique, notamment du fait de la consommation de produits issus du territoire ou d'un espace proche. Dans un territoire où la majorité des revenus sont issus de l'économie résidentielle, c'est bien la base résidentielle qui contribue en grande partie à ces formes de production. Ces pratiques de consommation s'inscrivent dans une revalorisation de la proximité, de la campagne et de l'environnement. Cette revalorisation se retrouve également dans l'essor des balades sur le territoire. Si c'est balades n'ont presqu'aucun impact sur l'économie résidentielles ou le secteur domestique des communes, elles apportent tout de même une certaine résilience des rapports entre les habitantes et habitants du territoire.

Derrière ces changements de pratiques se joue donc une évolution des liens entre les habitantes et habitants des ménages ruraux sous influence métropolitaine et leur territoire, qu'ils semblent presque avoir (re)découvert. Ces changements m'amènent ainsi à questionner une résilience du territoire et des ménages au moment de la pandémie et les rôles joués par l'économie résidentielle et le secteur domestique des territoires dans cette résilience.

3. L'économie résidentielle et le renforcement du secteur domestique : un facteur de résilience des ménages et du territoire ?

Les changements de pratique des ménages suite à la pandémie et aux mesures de confinement ne témoignent pas seulement d'un potentiel de résilience de l'économie résidentielle et du secteur domestique de la Dombes. Ces changements de pratiques contraintes ou saisies par les ménages peuvent aussi constituer des signes de résilience du territoire, de ses acteurs et des ménages eux-mêmes, non-seulement face à la crise mais aussi par rapport à leurs modes de vie préexistants. Ainsi, dans des espaces fortement marqués par les mobilités quotidiennes, les contraintes liées au Covid ont-elles changé les modes d'habiter du territoire ? Ces changements de pratiques, notamment en termes de mobilité, sont-elles un signe de résilience des ménages des espaces ruraux sous influence métropolitaine ?

Les changements de pratiques ne sont ainsi pas toujours liés au Covid en tant que tel mais à des difficultés émergentes au moment de la pandémie et qui se poursuivent ensuite. Le recentrement des pratiques quotidiennes observées au moment des confinements a pu permettre une certaine adaptation face à des difficultés persistantes, notamment économiques.

Les évolutions des pratiques et des représentations mettent aussi en avant un renouveau d'une vision très positive de la campagne, allant jusqu'à lui assigner un rôle protecteur au moment de cette crise. Le fait de vivre à proximité d'espaces verts semble ainsi faire du bien au moral et la faible densité est perçue comme protectrice vis-à-vis de la transmission du virus. On retrouve ainsi dans les discours des représentations empreinte d'hygiénisme, opposant une ville insalubre, vectrice de maladie du fait de sa densité aux espaces ouverts sains pour le corps et l'esprit (Olmsted, 1867 ; Le Forestier, 1906 in Alexande et Génin, 2012).

Il m'importe alors de questionner la résilience de l'habiter rural par rapport à l'habiter urbain que l'on retrouve dans de nombreuses réponses des ménages mais aussi des élus du territoire.

3.1. Le recentrement des pratiques quotidiennes : une adaptation à une crise économique qui s'étend au-delà du Covid

Les confinements imposés aux ménages ont induit de fortes limitations de déplacements, avec de profonds changements dans le quotidien des ménages, le plus marquant d'entre eux étant l'avènement du télétravail pour une partie des actifs. En 2022, au moment de la réalisation des enquêtes, j'ai observé le maintien, pour une partie des ménages, de certaines habitudes prises pendant la pandémie. Ces nouvelles habitudes concernent divers aspects de la vie quotidienne (achats, loisirs, travail), mais viennent toutes changer un aspect de l'habiter des espaces ruraux et périurbains : les déplacements et ses coûts induits.

Les pratiques d'achat, comme je l'ai déjà évoqué dans ce chapitre et dans le précédent, ont été pour beaucoup réorganisées au moment du confinement. Ces réorganisations visent essentiellement à limiter les contacts entre les individus et à s'adapter face à la fermeture des commerces jugés non-essentiels. Comme évoqué dans le chapitre 5, l'essor des achats sur Internet s'est ainsi développé en réponse à ces fermetures et s'est maintenu par les ménages pour ne plus se déplacer vers les centres urbains lointains. Ces achats sur Internet concernent toutefois en majorité des biens et services peu présents sur le territoire. Pour les biens et services plus proches des ménages, c'est le mode d'achat par *drive* qui s'est surtout développé au moment du confinement. C'est donc essentiellement un changement dans les pratiques quotidiennes des ménages qui se joue ici, plus qu'une réorientation des revenus. L'essor du *drive* s'explique donc surtout par la limitation des déplacements des ménages, conjugué à une crainte du contexte sanitaire. Un certain nombre de ménages dombistes ont ainsi repensé leur mode de consommation quotidien, les déplacements associés à ces dépenses, et parfois même les deux à la fois.

> « La nécessite de prévoir d'autres choses, d'autres parcours, d'éviter les grands magasins. »
>
> Ménage retraité à Mionnay

Ces ménages sont toutefois loin d'être majoritaires parmi les ménages : un peu plus d'un tiers de l'échantillon effectue ses consommations avec ce mode d'achat, et parmi eux, 24% des ménages déclarent avoir débuté les achats par Drive avec la pandémie. Ce recours aux achats par Drive venus avec la pandémie a également été observé par Mathias Boquet et Nicolas Dorkel (2022) dans une étude s'intéressant aux changements de pratiques de consommation des ménages lors de la première semaine de confinement. Dans leur étude, le passage à ce mode de consommation correspond davantage aux ménages des communes périurbaines, ainsi qu'aux ménages ayant plus de craintes vis-à-vis de la pandémie. Cette propension à s'orienter vers le drive pour une partie des achats se retrouve également en Dombes (tableau 28).

Tableau 26 Évolution des achats par Drive pendant et après la pandémie

	Part des ménages effectuant des achats par drive	**Part des ménages ayant commencé leurs achats par drive du fait de la pandémie**
Ensemble	33,24%	24,14%
Châtenay	25%	0%
Châtillon-sur-Chalaronne	20,41%	30,7%
Condeissiat	30%	44,45%
Mionnay	61,45%	17,65%
Monthieux	48%	16,67%
Relevant	29,41%	20%

À Mionnay, commune la plus au sud du territoire et sous influence de Lyon, la part des achats effectués par *drive* est ainsi bien plus importante que dans les autres communes du territoire. La présence d'un supermarché entièrement dédié au *drive* dans la commune voisine de Mionnay (Les Echets, à Miribel) peut aussi expliquer cette propension plus forte à se tourner vers ce mode de consommation. Par ailleurs, les ménages qui se sont tournés vers le *drive* au moment de la pandémie représentent environ le quart des personnes déclarant effectuer leurs achats par *drive* (tableau 28).

Il s'agit donc d'une pratique qui s'est certes accentuée au moment du Covid mais qui était déjà présente sur le territoire. Par ailleurs, cette pratique est loin d'être dominante sur le territoire, bien que des différences soient observables d'une commune à l'autre. Les ménages ont également pu s'orienter vers la consommation par *drive* au moment de la pandémie, ou au début de celle-ci, sans la poursuivre ensuite, exprimant le souhait de retrouver leurs pratiques d'avant-Covid, associant notamment pratique d'achat et sociabilité.

> « On a essayé pendant la pandémie mais on a envie que la vie continue et qu'on se côtoie. J'ai envie de retrouver la vie d'avant. »
>
> Ménage actif de Châtenay

À l'inverse, si des ménages ont conservé cette pratique du *drive*, c'est notamment pour les adaptations dans le quotidien qu'il permet, en termes de gain de temps ou de trajet notamment.

> « Drive et achats sur Internet comme Vinted avec le confinement... parce que, aller en ville et tout, on a moins l'envie. »
>
> Ménage actif de Relevant

Le *drive* se maintient d'autant plus après Covid car il permet de réorganiser la vie quotidienne et ainsi de gagner du temps. Ces logiques de gains de temps se retrouvent également dans un désir de concentrer les dépenses quotidiennnes. En effet, les limitations de déplacements imposées pendant la pandémie ont conduit une partie des ménages à limiter le plus possible leurs déplacements, les contraignant de fait à concentrer leurs achats pour les limiter. Il s'agit là d'un changement majeur dans des espaces ruraux ou périurbains où les déplacements peuvent être nombreux et la mobilité constitutive d'un mode d'habiter de ces espaces. Parmi les changements évoqués par les ménages suite à la pandémie, on retrouve ainsi une baisse de la fréquence de fréquentation des magasins, notamment les supermarchés. À l'image de ce qui a été observé dans l'étude de Mathias Boquet et Nicolas Dorkel (2022) sur la première semaine du premier confinement, une partie des ménages interrogés a davantage concentré ses achats en un même lieu ou sur un même déplacement afin

d'éviter des lieux susceptibles d'être fréquentés et donc où la transmission du virus était possible.

> « On fait les courses une fois par semaine au lieu de plusieurs fois par semaine. On prévoit plus les repas. »
>
> Ménage actif de Condeissiat
>
> « La baisse des transports. Comme on avait moins de déplacements, c'est resté. Si je vais à Saint-André, je prends tout en une fois. »
>
> Ménage inactif de Monthieux

Cette baisse de fréquentation est ainsi souvent directement reliée à une réorganisation des déplacements, dont la diminution pendant le Covid a été maintenue ensuite. Cette baisse de fréquentation des commerces et lieux d'achat se retrouve également dans les pratiques de loisirs, elles aussi impactées par les confinements. On assiste alors à un recentrement des pratiques des loisirs au domicile par les ménages, qui expriment une difficile reprise des activités d'avant-Covid.

> « Je faisais le sport en ligne. C'est resté. »
>
> Ménage actif de Châtillon-sur-Chalaronne

Parmi ces loisirs recentrés autour du domicile, comme évoqué précédemment, le cinéma semblait, en 2022, l'activité que les ménages avaient le plus de difficultés à reprendre, en lien notamment à des augmentations des prix et/ou des baisses de budget. La baisse du budget des ménages apparaît d'ailleurs comme une vulnérabilité renforcée pour une partie d'entre eux au lendemain du Covid. De fait, dans des espaces où les déplacements représentent une part importante du budget des ménages (Charmes, 2021), la limitation de ces derniers apparait comme une réponse face à cette difficulté émergente ou rencontrée. En effet, l'adaptation des habitudes prises au moment du confinement en réponse à ces difficultés témoignent ainsi d'une certaine résilience des ménages suite au Covid. Cette diminution évoquée dans l'enquête de la fréquence des cinémas témoigne plutôt d'une faible ou absence de résilience du territoire. Ces cinémas relèvent en effet du loisir et contribuent donc à la fois au secteur domestique et à la base résidentielle du territoire. Ce cas vient nuancer l'idée de

résilience de l'économie résidentielle du territoire et confirme les hypothèses posées par Magali Talandier et Yatina Calixte concernant un secteur touristique plus en difficulté dans le cas de la crise liée à la pandémie (2021).

La résilience des ménages s'exprime en revanche par l'essor du télétravail après la pandémie, justement en grande partie pour éviter de nombreux déplacements et les coûts qui y sont associés. C'est en effet le premier facteur qui justifie, pour les ménages, de le conserver totalement ou quelques jours dans la semaine (figure 65).

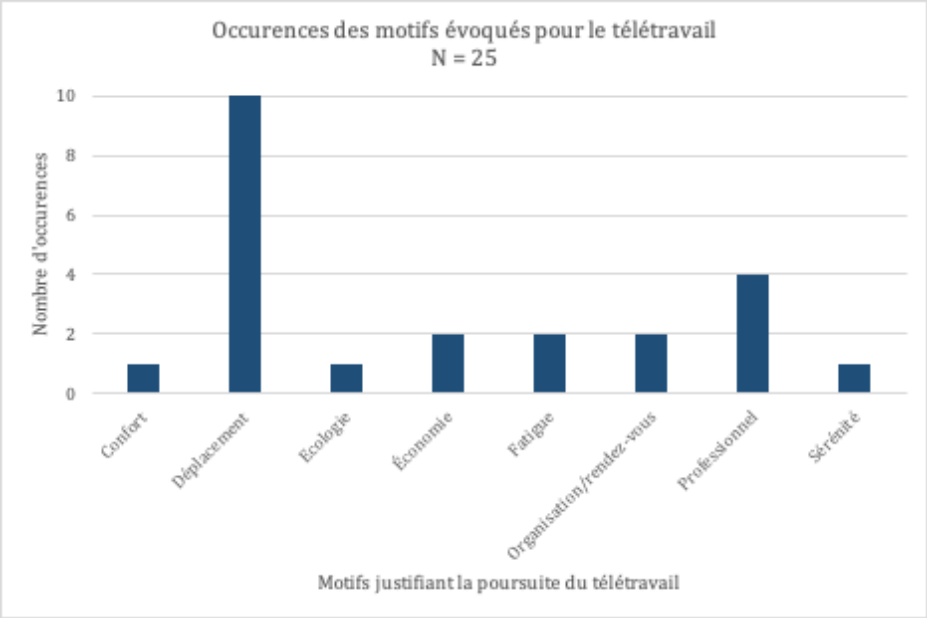


Figure 66 Graphique des occurrences des ménages télétravaillant dans leur réponse à la question « Pourquoi télétravaillez-vous ? » Graphique de l'autrice

La majorité des ménages déclarent ici explicitement le gain de temps et d'organisation dans la vie quotidienne, encore plus spécifiquement pour les ménages avec enfants. Derrière le gain de temps, c'est surtout la baisse des déplacements, ainsi que la baisse des coûts associés à ces derniers qui sont mentionnés.

> Question : Pour quelles raisons pratiquez-vous le télétravail ?
>
> « Ça fait du bien de ne pas faire les trajets, d'être plus tranquillement à la maison. »
>
> Ménage actif de Monthieux

> « Je suis en télétravail une fois par semaine pour des raisons économiques, ça limite les trajets. »
>
> Ménage de Châtillon-sur-Chalaronne, une personne active et une personne inactive
>
> « C'est devenu un choix, pour une plus grande sérénité, pour éviter le trafic ou pour l'organisation du temps. »
>
> Ménage actif de Mionnay

Tous ces changements de pratiques visent donc principalement à limiter les déplacements réalisés quotidiennement par les ménages. C'est en revanche pour le télétravail que l'impact de cette limitation de déplacements est la plus affirmée, à la fois sur les gains de temps et les économies réalisées. Certains ménages mentionnent même cette économie permise dès la question sur le budget consacré aux déplacements. La question du budget et de la hausse des prix est d'ailleurs très présente dans les changements vécus par les ménages au moment et à la suite du Covid, et le sont d'autant plus à la fin de la période d'enquête (septembre-octobre 2022). Les habitudes prises et permises suite au confinement apparaissent alors comme des ressorts de résilience pour les ménages périurbains face à de nouveaux chocs économiques. Ceci nous ramène d'ailleurs à la question de la temporalité prise en compte pour l'étude de la résilience d'un territoire, puisqu'ici, c'est contexte de successions, voire de superpositions de crises auxquels semblent confrontés les ménages et les territoires. Parmi ces crises, les ménages n'évoquent pas seulement la pandémie, mais aussi la guerre en Ukraine, le changement climatique, des scandales de rappels de produits alimentaires, et la hausse des prix de façon générale. On retrouve d'ailleurs certaines de ces crises dans les entretiens avec les élus. Enfin, l'idée d'une résilience du fait de ces nouvelles habitudes reste toutefois à nuancer, notamment pour les adaptations permises par le télétravail, ce dernier étant loin de concerner la totalité des personnes sur le territoire (tableaux 29 et 30).

Premièrement, les ménages pouvant télétravailler restent minoritaires au sein des communes. On observe des inégalités à la fois sociales (tableau 29), entre les

professions, mais aussi spatiales entre les communes du territoire (tableau 30), pour lesquelles les ménages CPIS télétravaillent totalement ou en partie davantage que les ménages des autres CSP. On ne retrouve d'ailleurs pas de ménage ouvrier, artisan, commerçant ou agriculteurs exerçant du télétravail sur les communes.

Tableau 27 Part des ménages télétravaillant selon leur PCS

	Ensemble	**Châtenay**	**Châtillon-sur-Chalaronne**	**Condeissiat**	**Mion-nay**	**Monthieux**	**Relevant**
2 - ACCE	3,6%	/	6,25%	33,33 %	0%	0%	0%
3 – CPIS	40%	/	25%	0%	51,9 %	40 %	50 %
4 - PI	36,4 %	/	43,8%	66,7%	29,63	40 %	25 %
5 – Employés	18,2 %	/	18,8%	0,00%	18,5 %	20 %	25 %

Ces chiffres correspondent par ailleurs aux résultats de Magali Talandier qui a estimé à l'aide de données Insee la part d'emplois potentiellement télétravaillables selon les territoires. Les Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures sont les plus concernés par ce mode de travail (78%), suivi des employés (29%) et des professions intermédiaires (25%). (Talandier, 2021). Sans surprise, cette répartition s'observe également dans chacune des communes enquêtées (tableau).

Ces inégalités face au télétravail se traduisent évidemment géographiquement, puisque les territoires accueillant le plus d'emplois ou de ménages CPIS, employés ou professions intermédiaires, sont de fait ceux où le potentiel de télétravail est le plus élevé.

Tableau 28 Part des ménages pouvant télétravailler

	Total	Chatenay	Châtillon-sur-Chalaronne	Condeissiat	Mionnay	Monthieux	Relevant
Part dans la population totale	15,36%	0	8,38%	10,00%	32,53%	20,00%	23,53%
Parmi les actifs	25,35%	0	16,00%	14,29%	45,00%	26,32%	40,00%

Ces territoires, à l'échelle nationale sont logiquement Paris et la région francilienne, puis les métropoles régionales et leurs zones d'emplois (Talandier, 2021). Une partie de la Communauté de communes de la Dombes est donc concernée, puisque incluse dans la zone d'emplois lyonnaise. Ainsi, Mionnay, commune la plus proche de Lyon, concentre bien plus de télétravailleurs que les autres communes, plus éloignées de Lyon, tant à vol d'oiseau qu'en termes de distance-temps à parcourir. Quant à Châtenay, commune en-dehors des aires d'influence urbaines et caractérisée par une résidentialité de retraite, cette dernière ne compte aucun télétravailleur parmi les ménages enquêtés.

Il existe donc de profondes inégalités face à la possibilité de télétravailler et donc de diminuer la part des temps passés dans les transports ou encore la part de ces derniers sur le budget des ménages. Les entretiens réalisés auprès des élus témoignent également d'inégalités importantes en termes d'équipements des territoires pour accueillir des emplois télétravaillables. Ainsi, en Dombes, territoire proche de Lyon et souvent considéré comme périurbain de la métropole, 19 déclarent ne pas avoir accès soit à la fibre, soit à l'ADSL, ou encore ne pas avoir accès à un réseau de téléphone mobile, que ce soit Internet ou téléphonique.

> « C'est une grosse différence quand même d'un bout à l'autre. Ça s'améliore petit à petit, mais effectivement, il y a encore des différences. [...] On va dire que la moitié des gens sont contents niveau téléphone, puis l'autre moitié pas trop. Après au niveau Internet [...] la fibre on l'attend toujours, donc on nous

> la promet depuis x années. Pour l'année prochaine, comme tous les ans, ça va être l'année prochaine. Donc la fibre, on l'attend. Effectivement, on attend avec impatience parce que c'est vrai que... Disons qu'il y a... Voilà, un certain besoin, [...] avec le Covid, il y a des gens qui travaillent à la maison et c'est vrai que ça passe pas, c'est... Il faudrait que ça s'améliore quoi. »
>
> Entretien avec le maire de la Chapelle-du-Châtelard (14/01/2022)

Le Covid-19 a ainsi pu changer les habitudes des ménages du territoire, en intégrant de nouvelles pratiques qui permettent d'éviter une partie des déplacements quotidiens. La résilience concerne alors autant les budgets des ménages que les contraintes de temps qu'induisent ces déplacements. Les ménages ne sont toutefois pas égaux face à ce potentiel de résilience, du fait de l'aisance avec Internet, pour les personnes âgées par exemple, ou encore par la pratique inégale du télétravail selon les emplois.

Néanmoins, les ménages ont dans l'ensemble une perception positive de leur confinement et de ses effets s'ils le mettent en regard avec la ville.

3.2. « J'ai eu de la chance d'être à la campagne » : la résilience de l'habiter rural sous influence métropolitaine ?

3.2.1. La réactivation de l'image d'un rural « refuge »

Le confinement n'a pas seulement impacté les pratiques des ménages, il a aussi eu des conséquences sur la perception des espaces ruraux, tant à l'échelle nationale comme en a témoigné la couverture médiatique d'un retour massif au rural, qu'à l'échelle du territoire où certains ménages ont vu leur vision positive de leur territoire de résidence être renforcée, impactant parfois du même coup certaines pratiques de celui-ci. Ces visions positives se traduisent dans le traitement médiatique de la pandémie, les réponses des ménages interrogés ou encore dans celles des élus et élues rencontrées par une vision protectrice de la campagne au moment de la pandémie, et surtout vis-à-vis du confinement.

> « J'ai eu de la chance d'être à la campagne, dans une petite bourgade. »
>
> Ménage retraité de Châtillon-sur-Chalaronne

« En campagne c'est moins, on s'habitue. »

Ménage retraité de Châtenay

Les habitants et habitantes des espaces ruraux mettent ainsi en avant plusieurs représentations bien connues des espaces ruraux, et notamment des campagnes proches des villes, qui leur ont permis de mieux vivre ce confinement. La représentation la plus courante est ainsi l'association à la « nature », l'espace et la faible densité que représentent ces espaces. Cette vision de la campagne est d'ailleurs autant présente chez les élus que chez les habitantes et habitants de la Dombes.

« On a la chance d'avoir la nature et la campagne, on a pu sortir »

Ménage actif de Mionnay

La vie à la campagne devient ainsi protectrice vis-à-vis de la pandémie sur deux aspects. Premièrement, l'espace, sous-entendu la faible densité, protège de la transmission du virus. Deuxièmement, le cadre naturel apporté par la vie à la campagne serait protecteur sur le ressenti et le vécu du confinement, les ménages ayant ainsi le sentiment d'avoir eu plus de liberté ou d'être moins enfermés que les personnes vivant en ville. Plusieurs ménages ont ainsi souligné avoir pu « tricher » pendant le confinement, pouvant sortir malgré tout.

« On n'a pas trop été touché, on trichait toujours un peu... En ville je dis pas, mais là... »

Ménage retraité de Mionnay

« On n'a pas souffert, on pouvait se promener, on trichait. »

Ménage retraité de Châtillon-sur-Chalaronne

Ces discours rejoignent des représentations très anciennes opposant les villes et les campagnes, les premières étant associées à diverses nuisances tel le bruit à l'époque romaine, ou la pollution et le *fog* à partir du XIXe siècle (Berque *et al.*, 2006). Dans la suite de cette assimilation entre campagne et nature, on retrouve également dans les réponses des ménages, le rôle du jardin dans le fait d'avoir bien vécu les différents confinements. Le jardin joue généralement un rôle dans la perception d'un accès à la nature et surtout à un paysage (Poulot *et al.*, 2016).

> « On a été privilégié nous dans notre commune, parce qu'on n'a pas vraiment été touché par la Covid […]. Et le temps… Il a fait assez beau pour qu'on soit dans nos jardins. On avait cette chance-là. »
>
> Entretien avec le maire de Saint-Nizier-le-Désert
>
> « Un isolement de confort car on a de l'espace et des voisins, c'était un confinement de confort à la campagne. On voyait moins les enfants, la famille, mais on n'a pas souffert, on pouvait se promener, on trichait. On parlait aussi au voisin dans le jardin. Ça a permis d'écrire des poèmes avec la médiathèque. »
>
> Ménage retraité de Mionnay

Au-delà du cadre de vie offert par la campagne, c'est donc également le modèle de la maison individuelle avec son jardin qui est valorisé par les ménages du territoire, permettant ainsi de limiter le sentiment d'un « enfermement » pendant le Covid. Une personne enquêtée travaillant en jardinerie témoignait d'ailleurs d'une forte fréquentation depuis le Covid, avec un essor du jardinage qui fait donc écho à sa valorisation dans les réponses ici.

Plus surprenant en revanche, certains ménages mettent en avant le renforcement des liens avec leurs voisins, qui ont aussi pu contribuer à rendre le Covid plus agréable en permettant de maintenir des liens sociaux.

> « Maintenant il n'y a plus trop de changements, mais on connaît mieux les voisins »
>
> Ménage retraité de Mionnay
>
> « On parlait aussi aux voisins dans le jardin. »
>
> Ménage actif de Châtillon-sur-Chalaronne
>
> « Moins voir les amis et la famille. La solitude. On se voyait que à deux avec la voisine et la sœur de la voisine. »
>
> Ménage retraité de Châtillon-sur-Chalaronne

Ces éléments viennent là aussi réactiver un modèle de relations de voisinage habituellement associé à une ruralité passée mais loin d'un espace périurbain où les relations de voisinages sont considérées comme plus faibles (Debroux & Charmes,

2024), voir conflictuelles. Ici, c'est à l'inverse des relations de voisinages existantes et permettant de mieux vivre la pandémie qui sont décrites. Ces éléments rejoignent par ailleurs les résultats de Josette Debroux et Éric Charmes (2024) issus d'un travail mené sur deux communes périurbaines. Ils démontrent aussi l'existence de relations de voisinage pas nécessairement moins fortes dans ces communes. Même si les enquêtes démontrent aussi quelques témoignages de relations de voisinage dégradées, les relations de voisinage ont donc ainsi pu être elles-mêmes un moyen de résilience face à la pandémie du fait d'un certain nombres d'actions mises en place par les riverains, les associations ou encore les élus du territoire.

Par ailleurs, les extraits d'entretiens précédents mettent donc tous en avant un élément très présent dans les réponses des ménages comme des élus pour valoriser leur mode de vie pendant le confinement : la comparaison avec « la ville » dans laquelle le confinement leur paraît plus difficile. Cette opposition entre la ville et la campagne dans le vécu du confinement est mobilisé par les élus pour expliquer l'installation de ménages suite au confinement. On retrouve donc ici une construction symbolique du vécu dans les espaces ruraux pendant la pandémie. Cette construction s'est faite en négative de la ville (c'est « moins pire » que s'ils vivaient en ville) et semble avoir aidé les personnes interrogées à faire face au confinement.

> « Nous si on met, je ne sais pas, cinq hectares à bâtir et puis qu'on laisse faire, ça va se bâtir tout de suite hein. A mon avis. Enfin c'est pas à mon avis, c'est sûr. Il y a un besoin, il y a un besoin de, les gens ont besoin de sortir de la ville. Ils ont envie de sortir de la ville. C'est pas nouveau, mais ça s'est un peu accentué avec le, avec le Covid. »
>
> Entretien avec le maire de Lapayrouse

> « Parce qu'on a un phénomène là depuis deux ans, avec le fameux phénomène Covid, de nos amis lyonnais que j'aime beaucoup parce que je suis lyonnais à la base, qui viennent, qui ont découvert qu'ils avaient un appartement sur Lyon qui était, qui n'était pas très grand. Donc ils ont découvert qu'ils avaient des enfants en fait, et quand ils les ont h24 à la maison, c'est trop petit, et donc du coup ils viennent dans notre secteur géographique. Ça ne touche pas que Châtillon, ça touche l'ensemble de la Dombes ou zone rurale, à proximité de Lyon surtout »

Entretien avec le maire de Châtillon-sur-Chalaronne

Les entretiens mettent ainsi en exergue une idée très présente au moment du Covid et pendant quelques mois après la pandémie : des ménages urbains qui auraient massivement cherché à fuir la ville pour les campagnes. Les travaux d'Anaïs Collet *et al.* (2022) ont ainsi démontré comment ces discours médiatiques, très nombreux en ce sens, ont pu influencer ces perceptions à long termes, et possiblement avoir des conséquences sur les politiques territoriales. On sait aujourd'hui que ces migrations n'ont pas été si importantes à l'échelle nationale et qu'elles se sont surtout faites entre territoires se ressemblant. Ainsi, les habitantes et habitants d'une métropole se sont installés dans une autre métropole, et pareillement pour les espaces ruraux.

Enfin, ces représentations bien connues sont présentes depuis le début des travaux sur le renouveau et l'attrait des campagnes dans les années 1990 : « cet espace rural idéalisé par les uns et par les autres parce qu'il est le refuge tranquille possible d'une période d'angoisse. » (HERVIEU & VIARD, 1996).

3.2.2. Qui ne doivent pas occulter des difficultés réelles

Ces discours qui mettent en avant un confinement plus confortable en milieu rural occultent toutefois le vécu des ménages vivant en appartement dans ces espaces ruraux, principalement à Châtillon-sur-Chalaronne et Mionnay. Ces ménages sont nombreux à évoquer la privation de liberté, l'isolement et dans l'ensemble un épisode de vie difficile. Un seul de ces ménages évoque un cadre de vie permettant de mieux vivre ces confinements et le Covid :

> « On a passé plus de temps à la maison, on a eu de la chance par rapport à la famille en ville. On prenait les vélos et on se promenait. »
>
> Ménage actif de Mionnay vivant en appartement

Vivre à la campagne apparait donc pour les ménages comme une source de résilience du fait du cadre rural, mais peut-être à condition de pouvoir bénéficier d'une maison individuelle avec jardin. Sur cet aspect, les conditions du confinement sont possiblement les mêmes, avec les mêmes inégalités que dans les espaces urbains. Une

approche comparative entre ces espaces et modes de vie permettrait d'interroger des facteurs de résilience pour les ménages dans ces différents modes de vie.

Enfin, pour affirmer que ces changements et perception sont spécifiques aux espaces ruraux, une approche comparative avec des espaces urbains, de centre-ville et de banlieues, ainsi qu'avec d'autres types d'espaces ruraux, paraît nécessaire.

Conclusion du chapitre

Appréhender le territoire de la Communauté de communes de la Dombes au prisme de la résilience permet de questionner les impacts de la crise du Covid-19 à différentes échelles et sur différents aspects, économiques, sociaux, politiques, ou encore culturels. Au-delà des impacts, l'intérêt de la résilience réside essentiellement dans la mise en exergue des capacités de récupération d'un territoire, ainsi que ses changements, ses évolutions conséquentes de la crise, ici la crise du Covid-19. Par conséquent, l'objectif de ce chapitre était d'évaluer les conséquences des mesures prises au moment de la crise du Covid-19 sur l'économie du territoire, à travers l'hypothèse d'une réorientation des revenus de consommation vers le territoire de résidence, voir une réorientation des pratiques dans leur ensemble vers le domicile.

L'études des conséquences de la pandémie passe en premier lieu par la présentation de ces différents changements et la méthode utilisée pour les classer et les synthétiser. En effet, les ménages ont été plus ou moins marqués par cet épisode et il a souvent fallu approfondir les questions pour parvenir aux changements de pratiques des ménages. On distingue alors des différences de vécu entre ménage retraités et ménages actifs. Pour les premiers, le principal changement évoqué est la solitude, alors que pour les seconds c'est, dans l'ensemble, le travail. Les principaux changements évoqués par les ménages concernent le recentrement de la consommation vers le secteur domestique.

Le recentrement de la consommation vers la commune de résidence m'a ainsi permis d'interroger la résilience de l'économie résidentielle du territoire au moment

de la pandémie. La majorité des revenus du territoire, ceux de l'économie résidentielle, a ainsi pu être réorientée vers le secteur domestique du territoire. On retrouve ainsi dans les différents entretiens des changements de pratiques alimentaires et un essor de la consommation locale, notamment vers des producteurs en vente directe qui ont également proposé de la vente par drive. Du côté des loisirs, la pandémie a accompagné le développement de pratiques en plein air. Si ces pratiques ont peu d'impacts sur l'économie résidentielle ou le secteur domestique, elles contribuent à l'ancrage des ménages et au recentrement des pratiques des ménages.

La résilience possible du territoire peut donc être étudiée au-delà de l'économie résidentielle : elle concerne aussi les commune ou la Communauté de communes de la Dombes en elles-mêmes ainsi que les ménages. Du côté des ménages, les restrictions de déplacement ont pu accompagner une limitation des déplacements même après la pandémie, permettant aux ménages des gains de temps et de budget. Sur ces mêmes gains, c'est le télétravail qui semble avoir permis le plus d'économie de temps et de budget, limitant les trajets domicile-travail. On peut d'autant plus parler de résilience dans ce cas précis, puisque ces économies ont souvent été mentionnées comme permettant de faire face aux différentes inflations qui ont eu lieu après la pandémie. Enfin, j'ai interrogé la résilience des ménages et du territoire selon les représentations de ce territoire. J'ai ainsi pu constater la réactivation, dans les discours des ménages comme des élus, de l'image d'un rural refuge de la pandémie et protecteur en comparaison à la ville. Ces réactivations d'images positives peuvent ainsi renforcer l'attachement et l'ancrage au territoire de résidence, motivant des choix de consommation qui s'orientent ensuite vers celui-ci.

L'idée d'un renforcement de l'ancrage est questionnée dans le chapitre suivant, en lien avec l'épaississement du territoire et les dynamiques de périurbanisation observées elles aussi en contexte post-pandémie.

Chapitre 7 : La Dombes post-Covid : épaississement territorial ou nouvelle étape de la périurbanisation ?

Au chapitre 2, puis tout au long des chapitre 5 et 6, j'ai conduit une étude de la consommation des revenus des ménages afin d'évaluer leur importance dans le secteur domestique du territoire, ce qui m'a conduit à proposer l'hypothèse d'un « épaississement territorial » de la Dombes. La notion d'épaississement territorial complète celle de la maturité des espaces périurbains en intégrant la diversification des profils des ménages, de leurs pratiques, de leurs représentations et un renforcement des liens sociaux. J'ajoutais à cette définition, introduite au deuxième chapitre de la thèse, la création ou la diversification du fonctionnement économique des territoires périurbains, grâce notamment à leur économie résidentielle – ce qui a ensuite été démontré au chapitre 5 de la thèse.

Dans ce septième chapitre et à la suite d'une lecture des conséquences de la pandémie sur le territoire, j'interroge la dimension sociale de l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine. Cette épaisseur sociale s'étudie donc à travers la diversification des profils du territoire, de ses pratiques et représentations, le renforcement de ses liens sociaux et des manières collectives d'habiter. À partir des éléments étudiés précédemment, que j'approfondis ici, je viens remobiliser les faits afin d'établir si la pandémie peut constituer une nouvelle étape de l'épaississement territorial en Dombes ou si, au contraire, il s'agit plutôt d'une nouvelle étape de la périurbanisation du territoire, avec des effets de clubbisation ou de gentrification rurale. En somme, l'épaississement vu plus haut résiste-t-il aux effets pandémiques, ou bien cette dernière a-t-elle plutôt réactivé des mécanismes défensifs ou ségrégatifs issus d'une relation tendue avec les espaces urbains voisins ? Dans ce chapitre, je m'intéresse donc aux liens entre attachement et consommation sur le territoire, en intégrant la période de la pandémie comme un possible moment de changements pour le territoire.

La première section propose de croiser représentations du territoire et choix de consommation pour préciser l'hypothèse de l'épaississement du territoire. Dans la deuxième section, je propose de réinterroger ces résultats au prisme des conséquences connues de la périurbanisation et de l'arrivée de nouveaux ménages sur le territoire : la clubbisation et la gentrification rurale. Cette deuxième section propose ainsi une approche exploratoire des résultats obtenus – tout en sachant d'emblée que ces derniers éléments issus des données comme du terrain mériteraient d'être approfondis au-delà de ce travail doctoral, et qu'il ne s'agit ici que d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion.

1. Où en est l'épaississement territorial en Dombes ? Une approche par les représentations et la consommation

L'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine passe par un renforcement de l'ancrage des ménages au territoire, ce qui pose donc des questions de représentations et d'attachement au territoire de résidence, lesquelles peuvent par ailleurs être mises en lien avec les pratiques de consommation, notamment la consommation dite locale. Après avoir approfondi la notion d'épaississement par une approche économique liée au recentrement des pratiques de consommation (chapitre 5), l'objectif de cette section est d'enrichir cette approche de l'épaississement par la question des représentations et de l'ancrage au territoire et de les mettre en lien avec les pratiques de consommation.

L'épaississement du territoire dombiste est donc ici questionné par trois approches : l'attachement au territoire, les liens entre attachement et consommation locale et, enfin, l'hypothèse critique d'une approche plus étroitement consumériste des ressources rurales.

1.1. Épaississement et ancrage au lendemain de la pandémie : une approche par les représentations et l'attachement

Les liens entre ancrage, attachement et maturité territoriale ont déjà été étudiés par Martine Berger, Claire Aragau et Lionnel Rougé en 2014 dans le périurbain francilien. Des différences d'ancrage et d'attachement apparaissent alors entre trois profils de ménages, très classiques dans les approches sociologiques du périurbain : les « nouveaux résidents », les « ancrés » et les « natifs » (Cailly, 2007, 2008; Dodier *et al.*, 2012; Jousseaume *et al.*, 2017; Sencébé, 2007, 2011). De tels profils sont susceptibles d'émerger en Dombes, mais pour ne pas biaiser l'analyse par des catégories fixées *a priori*, je procède d'abord à une identification de l'attachement au territoire, selon trois modalités correspondant à trois questions posées aux ménages au début de l'enquête : l'origine du ménage et son souhait de rester en Dombes ou de venir s'y installer, la perception de l'environnement dans lequel ils vivent, et, plus spécifiquement l'attachement à la Dombes.

L'objectif ici est d'identifier des marqueurs de l'attachement au territoire, notamment en termes de représentations, marqueurs qui pourront ensuite être mis en lien avec les pratiques de consommation dans la sous-section qui suivra.

1.1.1. L'ancrage en Dombes : entre représentations génériques et confirmation de spécificités propres

La définition de l'attachement des ménages s'appuie sur deux questions posées au moment de l'enquête (questions 13, 13b, 13c et 14, annexe 2). Ces questions figuraient parmi les questions « ouvertes » du questionnaire, dans l'objectif de recueillir les propos et termes employés par les ménages pour décrire leur rapport à la Dombes. Une liste de mots-clés avait été préalablement définie (annexe 2), entre autres pour faciliter la saisie au moment de la passation des entretiens. Ces termes correspondent aussi à des hypothèses de ce qui peut définir l'attachement pour les ménages dombistes, mais la prise de notes des propos des personnes interrogées permet d'enrichir cette liste et d'établir des liens entre ces mots : par exemple, la nature

ou les étangs sont souvent appréciés dans le cadre de promenades, des pratiques qui viennent renforcer l'appréciation du territoire.

> « Ici on a tout à proximité. L'environnement est agréable car il y a plein de balades à faire, c'est vivant quoi ! »
>
> Ménage retraité de Châtillon-sur-Chalaronne
>
> « La Dombes c'est agréable, c'est diversifié. On est dans un village où il y a tout, je ne veux plus aller en ville. On fait des petites balades à pied ou à vélo, on va au cinéma ou à la bibliothèque »
> Ménage actif navetteur du Châtillon-sur-Chalaronne

Une première lecture des réponses des ménages me permet de recenser les motifs d'attachement ou d'appréciation du territoire, en plus ceux déjà identifiés. J'ai également modifié certains termes en fonction de leurs récurrences et de leur emploi par les ménages. De cette manière, ce qui, pour l'attachement, relevait des catégories « culture » et « architecture » ont été requalifiés en termes plus présents dans les discours des ménages. La catégorie « culture » est devenue « gastronomie », car la quasi-totalité des mentions culturelles étaient culinaires. La catégorie architecture a été intégrée à la catégorie « patrimoine », plus large, car peu mentionnée et pouvant être regroupée sous cette terminologie avec d'autres mentions.

L'ensemble des mentions repérées dans cette première lecture sont ensuite synthétisées dans une table où chaque ménage se voit attribuer la mention « Oui » ou « Non » selon la présence ou non de l'élément identifié dans leur réponse. Pour les réponses liées à l'attachement au territoire dombiste, la mention N/A a été attribuée aux ménages déclarant ne pas être attachés spécifiquement au territoire. J'obtiens donc 338 ménages répondants pour la qualité de vie apportée par le territoire, et 183 ménages pour l'attachement à celui-ci. J'observe dès cette étape un décalage entre les ménages appréciant vivre en Dombes, et ceux se disant réellement attachés au territoire, bien moins nombreux.

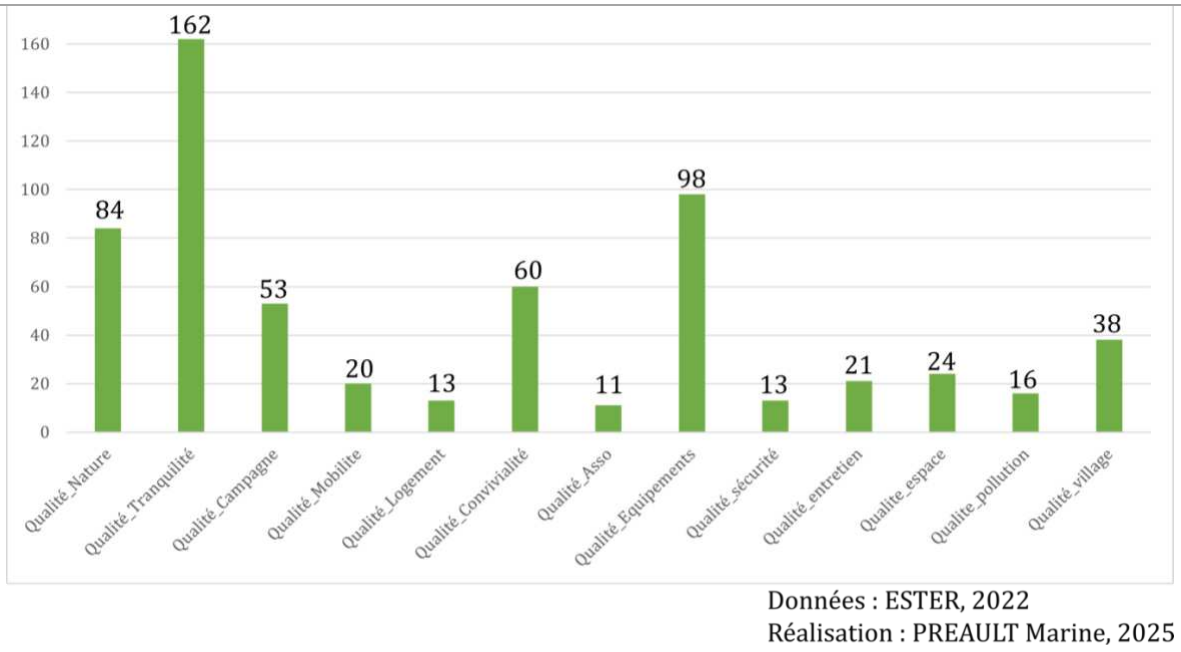


Figure 67 Occurrences des réponses à la question « Pensez-vous vivre dans un environnement de qualité ? » N=338

Ont été enlevées les mentions renvoyant au paysage, au climat, aux étangs, à la gastronomie, la proximité de Lyon, les aménagements pour les enfants.

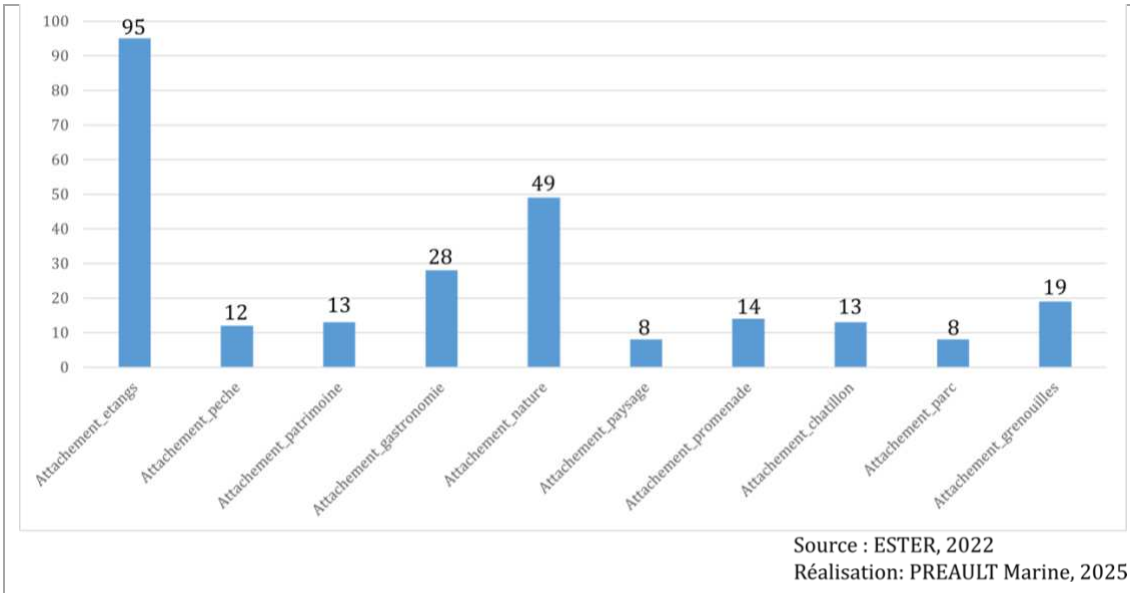


Figure 68 Occurences des réponses à question "Y a-t-il des spécificités dombistes auxquelles vous êtes particulièrement attaché ?" N=183

La variable « Attachement_peche » renvoie autant à la pêche dite de loisir qu'à la pisciculture. La variable « Attachement_parc » renvoie aux mentions du Parc des oiseaux

Cette première analyse plus descriptive me permet de mettre en évidence les éléments d'appréciation et d'attachement du territoire pour les ménages, lesquels diffèrent selon que sont évoqués la qualité ou l'attachement dans les questions (figures 66 et 67).

Dans l'ensemble, les termes avancés pour les ménages en lien avec la qualité de vie sont plus génériques que ceux utilisés pour évoquer l'attachement au territoire, bien que des termes plus spécifiques puissent aussi décrire l'environnement de qualité. Ces termes plus précis, à l'image des étangs par exemple, sont cependant trop peu nombreux pour être maintenu dans l'analyse. La tranquillité apparaît donc comme le premier facteur de qualité de vie pour les ménages, critère qui est d'ailleurs souvent mis en opposition à la ville, comme d'autres termes tels que la pollution, la sécurité ou la nature. À l'inverse, la mention des équipements présents sur le territoire, la convivialité ou encore la mobilité renvoient souvent au fait d'être « une petite ville à la campagne » ou encore « pas très loin de tout », des phrases que l'on retrouve dans de nombreux entretiens. Enfin, le logement est pour les ménages un facteur en soi de la qualité de vie permise par le territoire. Le logement est souvent apprécié pour son jardin ou encore « la vue » depuis ce dernier. Parfois c'est même la simple possibilité d'être propriétaire de son logement qui est perçu comme élément de la qualité de vie.

À l'inverse, on retrouve également des mentions bien plus spécifiques à la Dombes dans les réponses à la question sur l'attachement au territoire (tableau 31). Comme évoqué ci-avant, ces réponses sont bien moins importantes que pour l'environnement de qualité que peut constituer le territoire. Ces réponses plus spécifiques à l'attachement mettent en évidence l'importance pour les ménages répondant des étangs de la Dombes (95 occurrences) et de sa gastronomie (28 occurrences), deux éléments que nous avions anticipés mais que j'ai retiré des résultats faute de réponses suffisantes dans la question sur la qualité de l'environnement. Ces éléments plus spécifiques au territoire interviennent donc surtout dans l'attachement à celui-ci car constitutifs de sa spécificité. Les mêmes observations peuvent être faites pour l'attachement à la « nature », que l'on retrouve aussi dans les réponses liées à la qualité. Si la catégorie de réponses – que j'ai

arbitrairement nommée ainsi – est la même, ce que les habitantes et habitants mettent derrière cette catégorie de réponses est différente entre les deux questions.

Tableau 29 Éléments mentionnés par les personnes interrogées pour décrire l'attachement et la qualité du territoire

Éléments génériques (qualité de vie)	**Éléments renvoyant à des spécificités Dombistes (attractivité)**
Paysage (entendu comme boisé, forêt, champs, nature, etc.)	Paysage (entendu comme les étangs)
Environnement	Gastronomique
Promenades, ballades	Promenades, ballades quand il y a des mentions spécifiques
Espaces verts	Histoire
Biodiversité	Pêche et pisciculture
Campagne	Cheveux
Tranquillité	Architecture
Fraicheur (mais ça se discute)	Chalaronne
Vivant	Halles
	Châtillon
	Parc des oiseaux
	Oiseaux
	Proximité de Lyon
	Grenouilles

Ces éléments, qu'ils soient génériques ou, au contraire, plus sépcifiques au territoire, renvoient par ailleurs tous à des éléments permettant de définir un « bien-vivre territorial » (Sibertin-Blanc, 2025; Sibertin-Blanc & Barthe, 2024). Ces éléments peuvent effectivement tous renvoyer à au moins une des dimensions de ce bien-vivre territorial : la dimension indiviudelle (alimentation, logement), la dimension collective (ensemble des mentions aux associations, au caractère « vivant » du territoire) et la dimension spatiale (espaces verts, nature, étangs, paysage, etc.).

On retrouve aussi la mention d'un attachement spécifique à Châtillon-sur-Chalaronne, ce qui n'est pas le cas sur les autres communes. Se pose donc la question d'un profil spécifique d'attachement pour les ménages vivant à Châtillon-sur-Chalaronne, ou encore de l'étendue spatiale de cet attachement au bourg rural : la mention de Châtillon-sur-Chalaronne ne concerne-t-elle que les ménages châtillonnais ou cet attachement s'étend-il plus largement sur le territoire dombiste ? Concernant la qualité de l'environnement, les références à la nature restent génériques, les ménages répondant d'ailleurs simplement « la nature », « le vert » ou « l'environnement ». À l'inverse, pour l'attachement, les éléments cités sont souvent plus spécifiques et le terme de « nature » est souvent accompagné de l'appréciation des « oiseaux », des « cigognes » ou encore de « la faune et la flore ».

En somme, il est possible de distinguer la qualité de vie comme une construction en opposition à la ville avec des mentions très génériques renvoyant à la campagne ou aux espaces ouverts ; alors qu'à l'inverse, « l'attachement » relève de qualités intrinsèques à la Dombes, que les habitants valorisent pour elles-mêmes et qui ne sont pour la plupart par reproductible ailleurs.

1.1.2. L'analyse multifactorielle des modalités de l'attachement et de la qualité de l'environnement en Dombes

L'analyse en composante multiple (ACM) est utilisée ici pour observer les liens entre les différentes modalités de la perception d'un environnement de qualité et de l'attachement des ménages au territoire pour questionner un lien entre ces représentations et certaines caractéristiques socio-économiques et territoriales des ménages. L'objectif est donc de questionner des corrélations entre les modalités de l'attachement et de l'appréciation du contexte local pour définir l'épaississement sur ces aspects, et ensuite, d'observer les liens entre profils de ménages et ancrage.

Pour réaliser l'ACM, je décompose donc les informations disponibles selon deux types de données, qui jouent un rôle différent dans l'analyse. D'un côté, les réponses décrites précédemment sont les variables actives de l'analyse car ce sont à partir de celles-ci que sont construits les différents profils, indépendamment de tout

profil social ou territorial. Je souhaite ici vérifier uniquement comment ces variables se corrèlent entre elles, indépendamment des facteurs sociaux et spatiaux. Ces variables sont ici binaires : on indique « oui » ou « non » selon que le ménage a mentionné ou non la variable ; j'inscris « N/A » quand les ménages déclarent ne pas être attachés au territoire. J'ajoute ensuite à l'analyse un ensemble de variables supplémentaires, dites variables additionnelles ou illustratives, qui ne participent pas au calcul des axes mais permettent de les éclairer. Ces variables additionnelles correspondent aux informations socio-territoriales des ménages (figure 68).

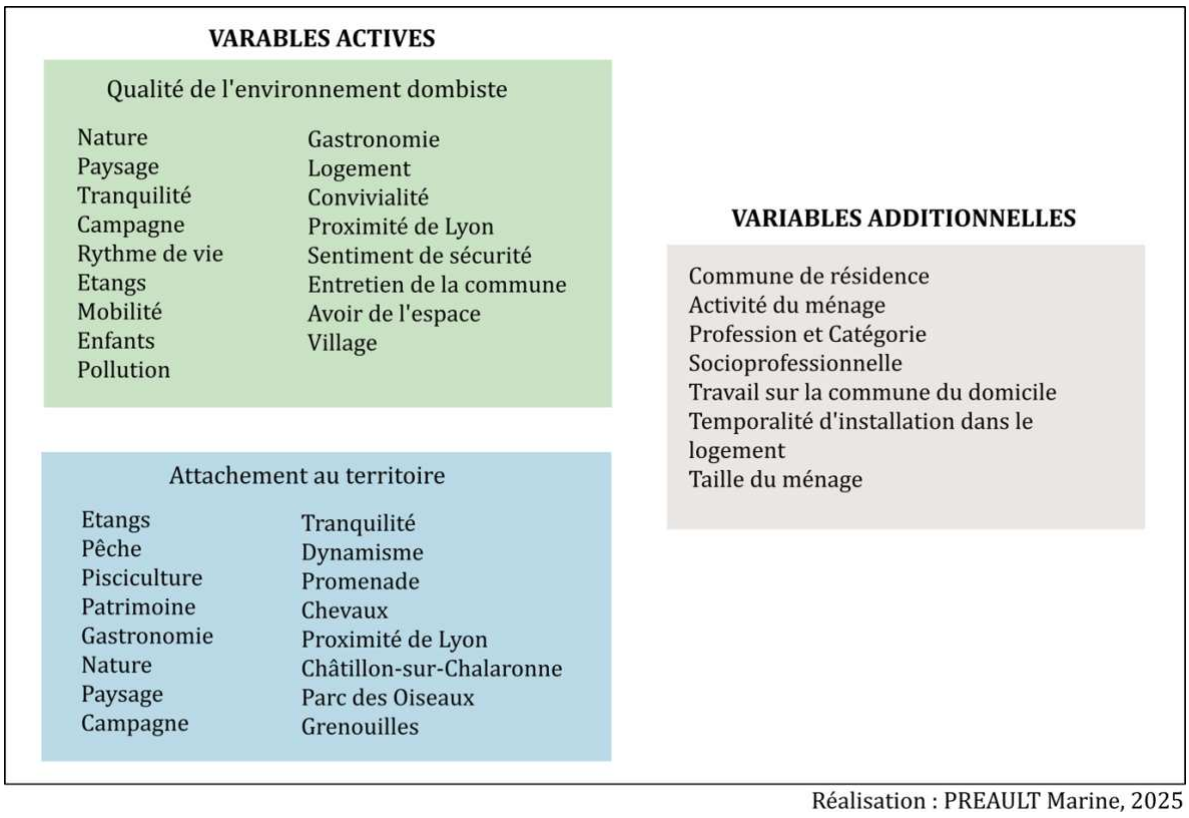


Figure 69 Synthèse des variables utilisées pour l'ACM

Les réponses des ménages n'appréciant pas leur environnement ont été exclues de l'analyse pour plusieurs raisons. D'une part, ces derniers ne représentaient qu'une faible part des réponses apportées (19 ménages seulement). D'autre part, sur les 19 ménages, 14 éléments différents ont été mentionnés pour évoquer ce qui relevait d'un environnement de mauvaise qualité pour eux, parmi lesquelles : une qualité qui se dégrade, des nuisances sonores, des mentions du voisinage, le coût de la vie, le sentiment d'insécurité, le logement, la « mentalité », l'absence de propreté, l'absence

de transports en commun, les pesticides et la qualité de l'eau, le climat (notamment le brouillard) et enfin le sentiment de solitude. Cette forte dispersion des réponses, associée à un petit nombre de réponse, ne permettait de faire une analyse pertinente.

Au départ, je souhaitais réaliser une même ACM pour l'attachement et la qualité, afin de croiser ces informations dans les profils potentiellement obtenus. Plusieurs motifs m'ont finalement conduite à traiter distinctement ces deux réponses. Le traitement aboutissait à des résultats peu significatifs, avec des modalités expliquées principalement par la qualité ou par l'attachement, ce qui se rapprochait de nos deux questions posées. J'ai donc finalement procédé à deux traitements différents, ce qui évitait d'inclure dans l'analyse des informations non disponibles (N/A) pour l'attachement. J'ai donc réalisé successivement une analyse liée à la qualité de vie et une autre liée à l'attachement au territoire.

1.1.2.1. Une représentation de l'environnement commune aux dombistes

L'ACM réalisée sur les critères de qualité de l'environnement ne permet pas distinguer d'axe spécifiquement marqué, ce qui traduit des interrelations faibles entre les modalités. Il n'y aura donc pas de combinaison simple pour identifier des profils de qualité de vie mis en avant par les ménages. Il faut ainsi prendre en compte les six premiers axes de l'analyse pour comprendre 59,8% de la variance

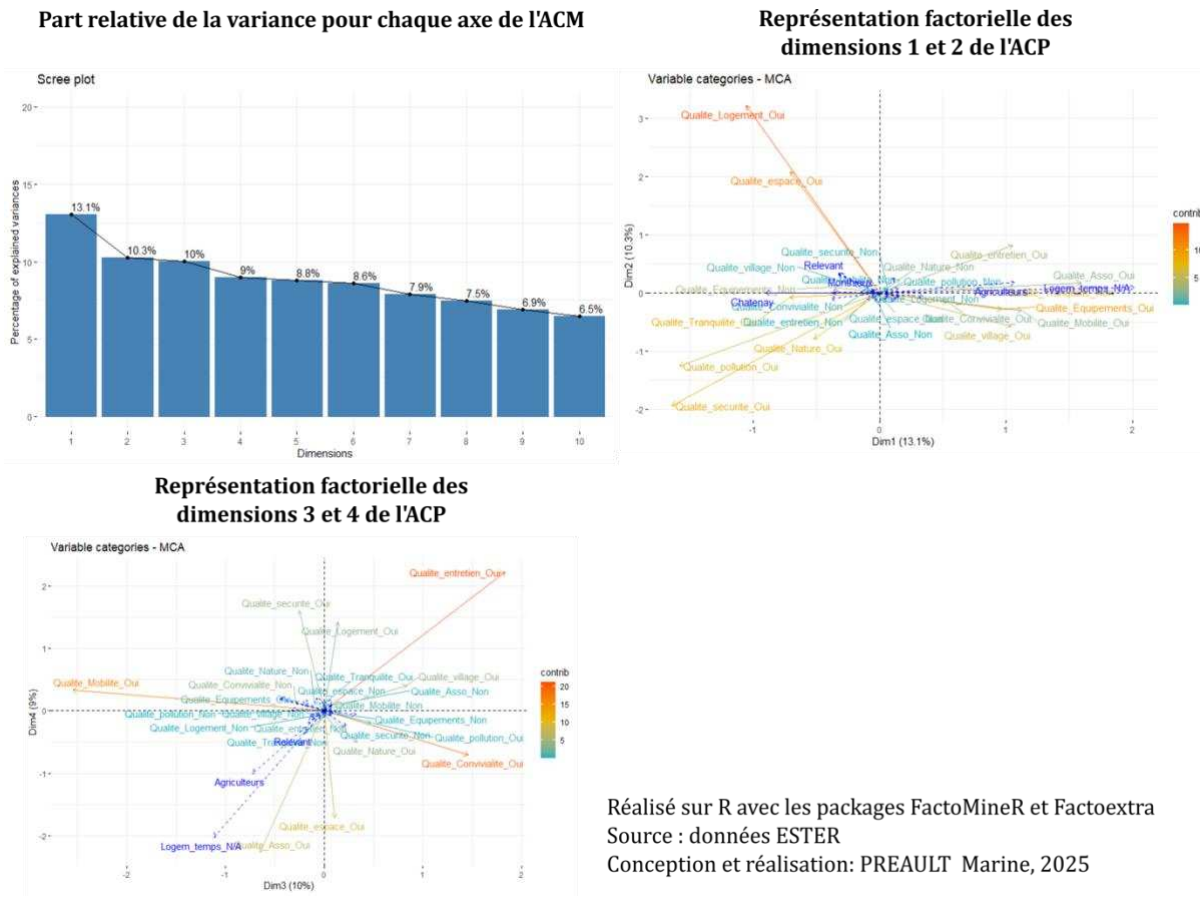


Figure 70 Résultats de l'ACM réalisée sur les réponses à la question « Pensez-vous vivre dans un environnement de qualité ? »

Les graphiques (figure 69) présentent une synthèse de la construction des différents axes et la projection des modalités additionnelles dans les dimensions.

L'axe 1 est structuré par l'appréciation de la nature, de la tranquillité, et la présence d'équipements, qui y contribuent fortement. Il oppose d'un côté les ménages appréciant la tranquillité et la nature (position négative sur l'axe) au niveau d'équipements des communes (position positive sur l'axe). Aucune variable additionnelle ne contribue fortement à l'axe. Châtillon-sur-Chalaronne y contribue moyennement, ou davantage que les autres et est projeté du côté des équipements. Les ménages vivant à Châtillon-sur-Chalaronne semblent être ceux qui valorisent le plus le niveau d'équipement du territoire pour la qualité de l'environnement. Ces éléments de qualité de l'environnement se retrouvent néanmoins chez l'ensemble des ménages, sans grande distinction.

L'axe 2 oppose des ménages valorisant le fait d'avoir de l'espace ainsi que leur logement à des ménages mettant en avant un sentiment de sécurité. Aucune modalité additionnelle n'est réellement bien projetée sur cet axe, qui n'est donc pas expliqué par un profil spécifique.

L'axe 3 oppose des ménages valorisant l'accessibilité et la mobilité sur le territoire à des ménages valorisant la convivialité et l'entretien du territoire ou de leur commune de résidence. Encore une fois, aucun ménage spécifique n'est représenté par cet axe ou par une des modalités.

L'axe 4 oppose des ménages appréciant à la fois les associations présentes et « l'espace » à des ménages mettant en avant l'entretien de la commune ou du territoire ainsi que leur logement.

L'axe 5 présente un profil très structuré de ménages (côté positif de l'axe) qui valorise à la fois la nature, les associations, le côté village de leur commune et le sentiment de sécurité. Parmi ces aspects, on retrouve également la présence d'association et le sentiment de sécurité.

L'axe 6 présente des profils de représentations structurés par la mobilité, l'appréciation du logement et de manière très importante le fait de vivre dans un environnement moins pollué. Ce profil se retrouve un peu plus à Monthieux sans être significatif pour autant.

Ces différents axes confirment les interrelations faibles déjà pressenties à la lecture de l'histogramme présenté au départ de l'analyse. Les représentations liées à la qualité de l'environnement du territoire ne correspondent également pas à des spécificités socio-territoriales des ménages, à l'exception relative des Châtillonnais, qui valorisent davantage le niveau d'équipements par rapport aux ménages des autres communes. Ceci correspond effectivement à un niveau d'équipements plus important à Châtillon-sur-Chalaronne, ce qui peut être un élément conditionnant l'installation sur la commune.

J'avais également intégré l'attachement ou non aux modalités additionnelles pour observer si certaines caractéristiques se retrouvaient plus chez les ménages étant

aussi attachés au territoire et inversement. Là non plus, aucune distinction notable entre les ménages n'est relevée.

1.1.2.2. L'attachement au territoire dombiste : entre patrimoine naturel et patrimoine culturel du territoire

Les ménages se déclarant attachés à leur territoire de résidence sont moins nombreux que les ménages estimant vivre dans un environnement de qualité, mais certains témoignant d'un réel attachement à celui-ci. J'ai conservé huit modalités de l'attachement pour l'analyse. Comme pour l'ACM précédente, les informations relatives à la commune de résidence, la CSP du ménage, l'activité et la durée de vie dans le logement sont ajoutées comme variables additionnelles et ne sont pas incluses à l'analyse.

L'ACM réalisée pour synthétiser les modalités de l'attachement des ménages au territoire dombiste se fait donc uniquement sur les ménages s'étant déclaré attachés au territoire, soit 183 individus. L'analyse résume les modalités en six axes, et trois axes suffisent à expliquer 62,6% de la variance du nuage de points. L'observation des corrélations se fait donc sur les trois premiers axes.

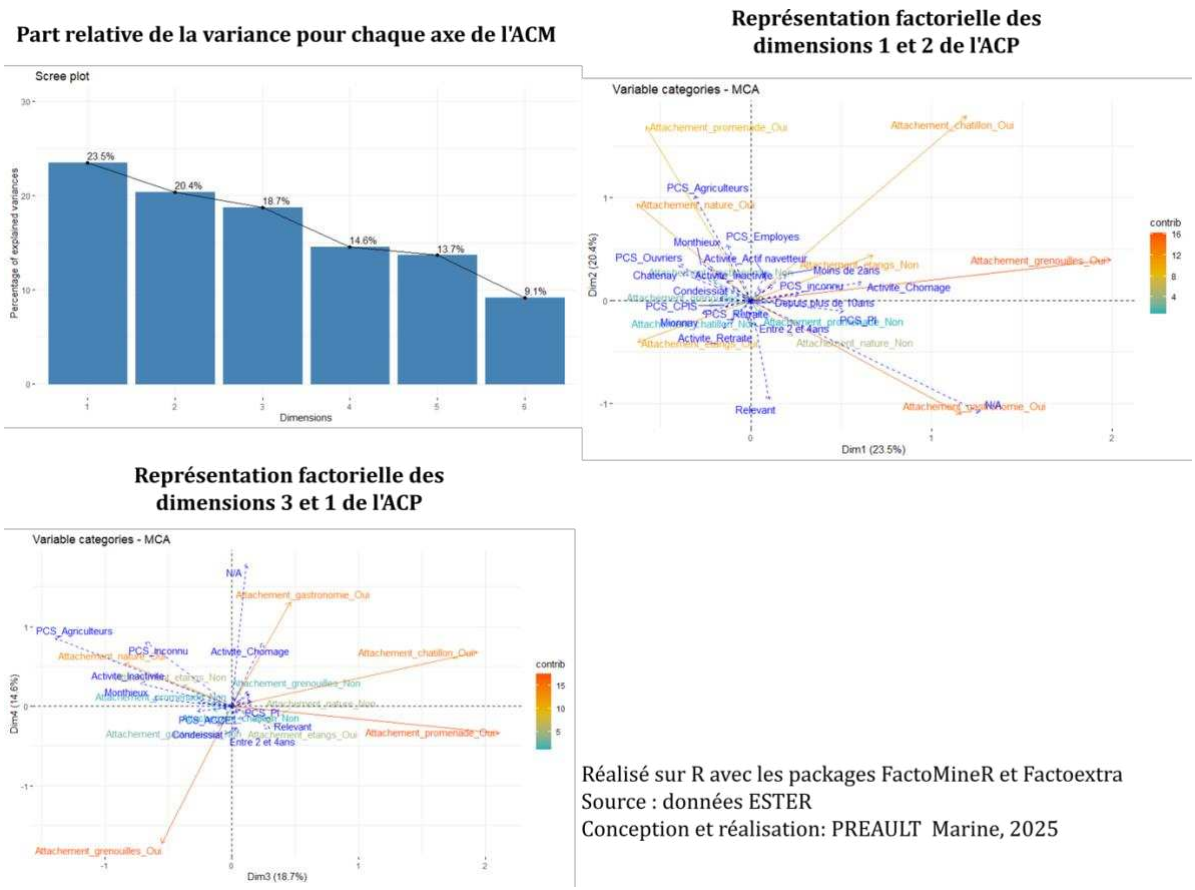


Figure 71 Résultats de l'ACM des réponses à la question « Y a-t-il des spécificités dombistes auxquelles vous êtes particulièrement attaché ? »

Le premier axe explique 23,5% de la variance du nuage de points. Il présente une forte corrélation entre l'attachement aux grenouilles, à la gastronomie et à Châtillon-sur-Chalaronne. Les ménages résidant à Châtillon-sur-Chalaronne ainsi que les professions intermédiaires sont davantage associées à ce profil, sans être très significatif pour autant.

Le deuxième axe explique 20,4% de la variance du nuage de points. Il oppose d'une part un lien entre l'attachement à la nature et un attachement à Châtillon-sur-Chalaronne et d'autre part, un attachement à la gastronomie. Les retraités, les employés et les ménages de Relevant sont spécifiques à ce type de profil.

Enfin, le troisième axe explique 18,7% de la variance du nuage de points. Il oppose un profil de ménages attaché à la promenade, à Châtillon-sur-Chalaronne et un peu à la gastronomie ; à un profil davantage attaché à la nature (plus forte contribution), et dans une moindre mesure, aux grenouilles et aux étangs. Les ménages

de Monthieux sont plus spécifiques au premier profil, associé à l'attachement à la nature, alors que les ménages de Châtillon-sur-Chalaronne et les personnes au chômage sont davantage attachées à la commune de Châtillon-sur-Chalaronne et à la pratique de la promenade.

En termes de représentations et d'attachement au territoire, il est difficile de distinguer les trois profils évoqués au départ et identifiés en Île-de-France par Martine Berger, Claire Aragau et Lionel Rougé (2014). En Dombes, ces profils ressortent peu en termes d'expression de l'attachement. Cette distinction se retrouve davantage quand on observe les profils de ménage se déclarant non attachés au territoire. Il s'agit majoritairement de ménages installés depuis moins de deux ans en Dombes (60% des personnes vivant en Dombes depuis moins de deux ans se disent peu ou pas attachées au territoire dombiste), faisant ainsi ressortir la catégorie des nouveaux arrivants sur le territoire chez Berger *et al.* (2014). L'analyse effectuée ici permet donc surtout d'opposer deux formes d'attachement : un premier attachement est plus lié au patrimoine dombiste, avec la ville de Châtillon-sur-Chalaronne et son architecture et la gastronomie locale, notamment les grenouilles. Une deuxième forme d'attachement très présente est l'attachement à la nature présente sur le territoire. Cette nature peut aussi bien être les étangs que les oiseaux, souvent mentionnés par les ménages et regroupés dans cette catégorie. En termes d'attachement, les ménages se répartissent surtout entre les habitantes et habitants de Châtillon-sur-Chalaronne, plus attachés au patrimoine culturel, et les autres ménages vivant dans les plus petits villages, davantage attachés au patrimoine naturel du territoire. En revanche, aucune distinction ne semble se faire entre les ménages les plus récemment installés sur le territoire (moins de 2 ans) et les plus anciens (plus de 10 ans). Ceci peut témoigner d'un ancrage fort et d'une représentation commune de la Dombes.

Finalement, l'attachement se distingue davantage entre personnes pas attachées et personnes attachées. Les modalités de cet attachement se distinguent ensuite assez peu, si ce n'est à Châtillon-sur-Chalaronne, ce qui ne permet donc pas d'établir de véritables profils d'attachement ou de représentations du territoire et de les croiser à des modes de consommation spécifiques. En somme, les ménages ne viennent pas en

Dombes pour ses aménités propres, à l'exception parfois de Châtillon-sur-Chalaronne, mais pour des aménités rurales non spécifiques au territoire. Face à cette première démonstration peu conclusive, c'est donc une approche par la consommation locale qui est ensuite privilégiée pour interroger ces liens entre épaississement territorial et consommation.

1.2. La consommation locale : témoin de l'ancrage et de l'épaississement du territoire ?

Le recentrement des pratiques de consommation observé au chapitre précédent concernait notamment des changements dans les pratiques alimentaires et un essor de la consommation locale chez plusieurs ménages. Est-il possible d'établir un lien entre représentations positives du territoire et hausse de la consommation locale ? L'attachement et l'ancrage se traduisent-ils dans les pratiques de consommation des ménages ? Plus précisément, observe-t-on un lien entre épaississement territorial et hausse de la consommation locale, faisant de cette consommation un facteur de l'attachement au territoire ? Je questionne donc ici la question de l'ancrage et de l'épaississement territorial à travers l'acte marchand. L'hypothèse d'un lien entre l'épaississement du territoire et les pratiques de consommation est intéressant à prendre en compte pour l'économie résidentielle du territoire dans le sens où cela peut renforcer la consommation vers le secteur domestique du territoire, à l'image des paniers de biens et de services (Mollard & Pecqueur, 2007; Pecqueur, 2001). L'ancrage concerne alors aussi bien l'attachement au territoire en tant que tel, que l'ancrage des pratiques d'achat des ménages du territoire.

Je mobilise pour cela les réponses aux questions relatives à ce mode de consommation, plus qualitatives, qui ont concernées trois postes de dépenses potentiellement locales : l'alimentation, l'artisanat et la restauration. Ces questions ne portaient pas sur des montants de dépenses, les ménages ayant rarement en tête ce détail de leur consommation. En revanche, ils ont été interrogés sur leur motivation à recourir à ce mode de consommation, mais aussi ce qu'ils mettent derrière ce terme de « local ». Notons également qu'en termes alimentaires, ce sont 75% des ménages

interrogés qui déclarent consommer des produits locaux. Ces produits locaux peuvent aussi bien concerner pour eux les ventes directes, les achats au marché que les achats dans des commerces de proximité comme les boucheries ou boulangeries (parmi les plus mentionnées). Ces lieux de consommation correspondent ainsi au secteur domestique du territoire, alimentés par les revenus de l'économie résidentielle, comme vu précédemment.

La représentation de ce qui relève du local chez les ménages du territoire reste toutefois difficile à établir et nécessiterait en réalité d'être approfondie à l'aide d'une véritable approche qualitative. Les questionnaires réalisés ici ont toutefois permis d'identifier quelques aspects de représentation de la consommation locale pour les ménages.

Premièrement, pour les ménages interrogés, le local renvoie à un espace mal défini allant de la commune de résidence aux communes voisines proches de celles-ci, en témoignent les lieux mentionnés pour leurs achats en produits locaux (figure 71).

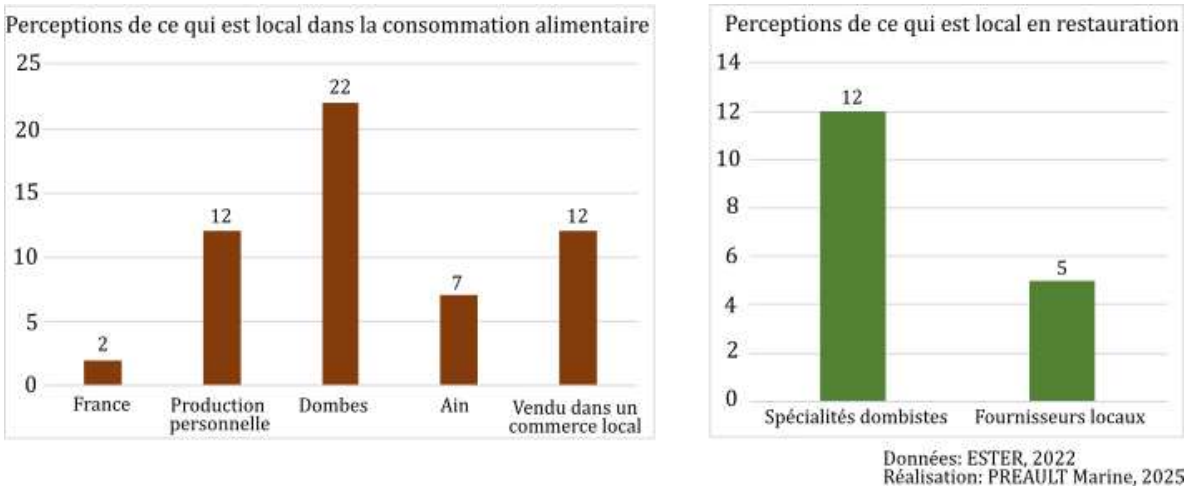


Figure 72 Réponses concernant la perception de ce qui relève du local en termes de consommation alimentaire (N= 55)) et en restauration (N= 17)

Deuxièmement, concernant l'alimentation, c'est surtout le type de produit et là où il est acheté qui semble définir la consommation locale, allant au maximum jusqu'à Lyon. La consommation locale alimentaire renvoie également, pour beaucoup, aux

productions personnelles, plus spécifiquement les produits issus du jardin des ménages.

> « Nous on en fait aussi du local, on a un jardin donc oui c'est local. »
> Ménage actif de Châtillon-sur-Chalaronne

Pour la restauration, l'idée de produits locaux renvoie davantage à la consommation de spécialités locales qu'à l'emploi de produits issus de production en circuits courts et produits dans un territoire assez proche.

Un attachement aux produits locaux semble donc se dessiner sur le territoire, mais à relativiser toutefois. En réalité, la consommation de produits locaux est principalement guidée par la recherche de produits de qualité ou pour des motifs sanitaires et/ou écologiques.

> « On essaie de manger sain. On veut manger sain mais le problème maintenant, c'est qu'on ne sait plus ce qu'il y a dedans. Donc on a la maison avec le jardin, c'est mieux. »
> Ménage actif navetteur de Châtillon-sur-Chalaronne

Ainsi, certains ménages déclarent avoir débuté la consommation de ces produits locaux avec des prises de conscience, notamment après des scandales sanitaires. La hausse de la consommation locale au moment du Covid-19 peut donc correspondre à ce motif, davantage qu'à un renforcement de l'ancrage ou de l'attachement au territoire. Cet aspect serait toutefois à approfondir, les réponses ici n'étant pas suffisamment étayées ou précises pour affirmer les motifs de la consommation locale. Ces résultats s'inscrivent dans un contexte de hausse des préoccupations liées à l'alimentation, se traduisant par un renforcement des liens entre les espaces de production agricole et une volonté de consommer des produits alimentaires du territoire (Baujard & Dedeire, 2023; Dedeire & Razafimahefa, 2013).

Les motifs de recours aux artisans locaux sont quant à eux plus détaillés (figure 72).

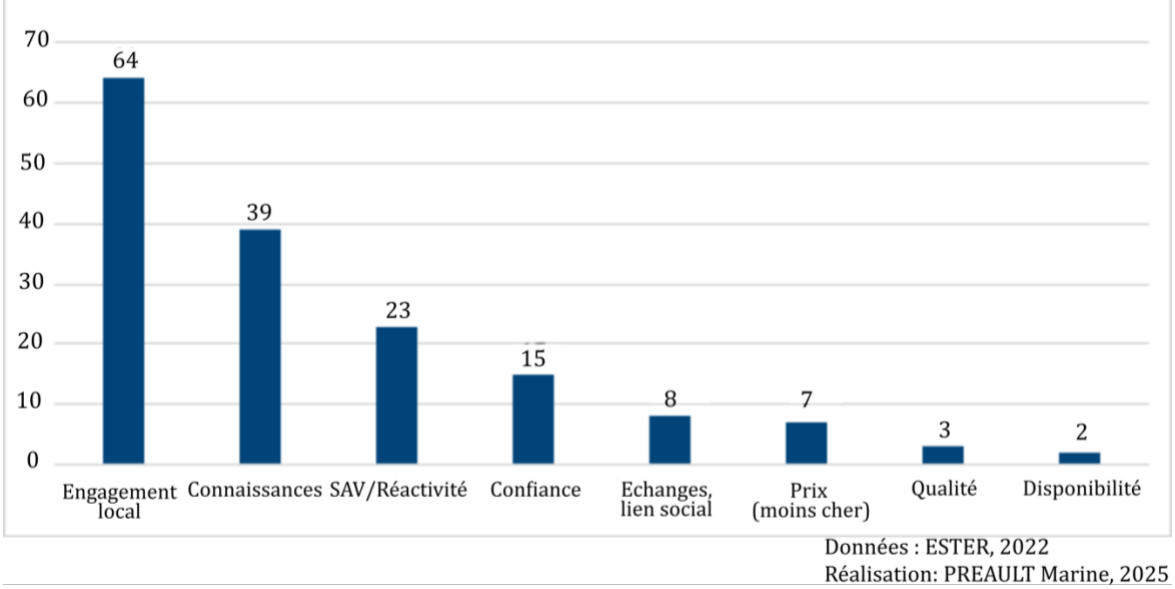


Figure 73 Occurrence des motifs de consommation locale concernant l'artisanat (N=155)

On retrouve en effet un engagement plus fort dans l'appel aux artisans perçus comme locaux, avec le principal motif le fait de contribuer à l'économie locale, témoignant une forme d'engagement dans le territoire. Le recours aux artisans locaux montre aussi une épaisseur sociale avec un recours motivé par l'activation de réseaux de connaissance, ou encore une confiance plus importante dans ces artisans. La confiance donnée en ces artisans va aussi dans ce sens, puisque cette confiance vient souvent du fait de les connaître ou de connaître quelqu'un qui a déjà eu recours à ces artisans. C'est donc aussi l'activation d'un réseau de confiance, de cercles amicaux ou familiaux qui s'exprime ici, qui témoigne donc également d'un ancrage dans ce territoire. Cette recherche de confiance dans le recours à un service rejoint la recherche de produits de qualité exprimée pour le recours à une consommation locale pour l'alimentation quotidienne.

L'analyse de ces questions met en évidence un souhait des ménages de consommer des biens et services produits à proximité du territoire, la notion de local recouvrant des espaces variés et souvent flous pour les ménages. Que ce soit en restauration, en alimentation quotidienne ou pour le recourt à des artisans locaux, le motif de la consommation de proximité réside dans la qualité des biens et services proposés. Si certains produits spécifiques au territoire sont mentionnés, les spécialités locales sont rarement le moteur d'un choix de consommation de biens et services

produits localement. De même, les liens entre ancrage et consommation ne permettent pas d'identifier un potentiel important de paniers de biens et services au sens de Bernard Pecqueur et d'Amédée Mollard. Le choix de consommer localement pour les résidents semble davantage concerner des biens et services quotidiens et non-spécifiques au territoire. Si des biens de consommation locales sont identifiés – telles que la grenouille ou la carpe – elles ne semblent pas motrices d'une consommation d'un ensemble de produits à prix plus élevés sur le territoire et leur consommation demeure ponctuelle. Dans un espace rural sous influence métropolitaine comme la Dombes, le recours à une consommation de biens et services locaux renvoie davantage à la recherche d'une qualité de vie qu'à la recherche de spécificités territoriales. La question de la qualité de vie associée à la « campagne » se retrouve donc aussi dans la consommation quotidienne et semble se traduire dans l'acte marchand par le recours aux productions de proximité.

La question du recours à des biens et services territorialisés et de proximité semble donc se poser différemment dans des espaces ruraux sous influence métropolitaine que dans des espaces ruraux touristiques tels que les Baronnies Provençales, où cette consommation peut être comprise par les modèles des paniers de biens et services territorialisés et de la rente territoriale. Par ailleurs, l'approche des paniers de biens et services par Amédée Mollard, Maud Hirczak, Bernard Pecqueur a été réalisée sur des factures-clients, une analyse statistique de différentiels de prix et par une application de la méthode des prix hédonistes[56], donc sans distinction des profils de consommateurs. Une approche de la consommation interrogeant la consommation locale des ménages résidents permanents, des ménages résidents secondaires et des touristes pourrait donc permettre d'affiner la compréhension des modalités de consommation locale et de valorisation du secteur domestique.

Une approche plus qualitative permettrait également d'approfondir ces représentations liées au local. Les résultats précédents sont donc essentiellement

[56] La méthode des prix hédonistes permet d'évaluer l'influence de caractéristiques de localisation, de qualité environnementales, d'aménités, etc. sur le prix d'un bien ou d'un service. Ils sont évalués en questionnant sur le prix implicite que des consommateurs sont prêts à payer pour un bien.

exploratoires, pour questionner les liens entre consommation locale, ancrage, et apports à l'économie résidentielle du territoire.

1.3. Ancrage ou repli autour du lieu de résidence : vers une approche consumériste du territoire ?

Si les résultats précédents témoignent d'un attachement et d'un ancrage au territoire et à certaines spécificités de ce dernier, les élues et élus rencontrés étaient à l'inverse plus nuancés, voire sceptiques, quant à l'attachement des ménages au territoire ou à la commune. Ces différentes perceptions viennent d'une vision différente de l'attachement et, qui plus est, assez peu interrogée en termes de potentiel de consommation.

Une première approche est similaire à celle observée dans la sous-section précédente, les élues et élus décrivant ainsi des habitantes et habitants attachés à la vie à la campagne, à la tranquillité et au calme, à la proximité des services – même si c'est moins présent dans certaines communes plus éloignées des polarités commerciales – ainsi que la proximité lyonnaise. Ces éléments traduisent ainsi un attachement à ce cadre de vie rural tout en bénéficiant de la proximité de certaines polarités d'emploi (Lyon, Bourg-en-Bresse) et commerciales (Châtillon-sur-Chalaronne, Saint-André-de-Corcy). Ces éléments constituent bien un attachement à cette situation d'entre-deux, d'intermédiarité (Benigni, 2014; Bonerandi *et al.*, 2003; Bonerandi & Roth, 2007), qui peuvent constituer une épaisseur du périurbain. Néanmoins, ces caractéristiques appréciées des ménages et identifiées comme telles par les élues et élus sont des éléments interchangeables d'un espace périurbain à l'autre et que l'on retrouve dans d'autres territoires (Berroir *et al.*, 2015). Ils permettent donc de contribuer à définir un habiter périurbain, mais sans identifier un attachement spécifique au territoire de résidence. Ceci témoigne donc surtout d'un attachement à un mode de vie et à une qualité de vie, malgré les contraintes de cette intermédiarité.

La deuxième perception de l'attachement des habitantes et habitants au territoire, selon les élues et élus, relève de l'investissement des ménages dans la vie de la commune, et notamment dans les secteurs associatifs. Ainsi, si pour les maires,

adjointes et adjoints, il est assez évident que les ménages sont attachés au cadre de vie que leur apporte le territoire de résidence, cet attachement est en revanche moindre quand il renvoie à l'investissement dans la vie communale.

> Marine : « Selon vous, quel est l'attachement des habitants au territoire de la commune ?
>
> Adjoint : Ça dépend desquels ! (rires)
>
> Maire : Alors c'est dur de répondre. Mais bon, oui, c'est selon moi, c'est vraiment sous petite réserve... Mais je pense qu'on a quand même un environnement qui est très qualitatif, et si on discute avec beaucoup de gens, ils sont contents d'être là et plutôt satisfaits, parce qu'on est quand même sur un environnement qui est de bonne qualité. […] Donc globalement, je pense que les gens sont, une fois qu'ils se sont installés, sont contents. Après, on a maintenant toute une frange de population avec un *turn over* assez important sur certains types d'habitations. Là, c'est difficile de se dire s'il y a un réel attachement au territoire ou pas. C'est plus délicat. »
>
> Entretien avec des élu·e·s de Châtillon-la-Palud, 04/01/2022

Deux profils de ménages se détachent alors dans les entretiens menés avec les maires, adjointes et adjoints : des ménages « anciens » qui sont très attachés à leur commune et à un mode de vie rural ; et des ménages installés plus récemment, les « néo-dombistes », pour reprendre les termes du maire de Saint-André-de-Corcy, pour qui l'attachement est plus faible ou plus lié au cadre de vie et au logement. Les deux profils sont ainsi quasiment définis de la même manière par les élues et élus, avec toutefois plus de désaccords ou de nuances concernant les néo-ruraux. On retrouve donc le clivage de Berger *et al.* (2014) mentionné au départ. D'une part, les « anciens » sont perçus comme très attachés à leur commune, notamment du fait d'attache familiale ou parce qu'ils sont natifs de la commune. Les élues et élus décrivent ce fort attachement par l'implication dans les activités associatives de la commune.

> « C'est des gens qui sont très attachés à leur territoire, qu'ils tiennent, qui le protègent, qui le mettent en valeur. »
> Entretien avec le maire de Saint-Paul-de-Varax, 06/01/2022

> « On a les vieilles familles qui sont ici, qui sont nées, qui ont été à l'école ici. Certains se targuent de me dire "Moi, j'étais à l'école, dans la salle des fêtes". Il n'y en a plus beaucoup, mais on en a encore qui me le disent. Donc ces

> gens-là sont extrêmement attachés au territoire, parce qu'ils en sont natifs, et puis il y a un profond attachement, je trouve, chez les ruraux à leur territoire »
>
> Entretien avec la maire de Saint-Georges-sur-Renon, 06/01/2022

D'autre part, les élues et élus identifient des « néo-ruraux », qu'ils définissent généralement comme moins investis ou moins attachés à la commune. Ces ménages sont souvent identifiés comme venant des « grandes villes », majoritairement Lyon, installés dans les lotissements des communes et avec des habitudes en-dehors des villages. Malgré ce portrait commun du « néo-dombiste », leur moindre attachement est perçu différemment d'une commune à l'autre. Les élues et élus les plus optimistes voient une intégration progressive de ces néo-ruraux, qui peut prendre quelques années, mais qui s'attachent tout de même au fil du temps. Certaines élues et élus se font même témoins de cet attachement progressif (encadré).

Encadré : Portrait d'un élu « néo-rural »
d'une commune à résidentialité de logement

La trajectoire de cette élue ou élu est une illustration de l'investissement progressif d'une partie des néo-ruraux dans leur commune. Ingénieur et père de deux enfants, cet élu vit sur la commune depuis 16 ans au moment de l'enquête. Originaire de la région Grand-Est, il arrive dans la région pour des raisons professionnelles et s'installe d'abord à Sainte-Foy, avant d'emménager dans sa commune de résidence actuelle, au du sud du territoire. La proximité à la métropole lyonnaise, notamment grâce à la ligne de TER qui relie la commune à Lyon-Part-Dieu a joué sur l'installation sur la commune :

> « Voilà quand je me suis installé, je me suis dis : "Tiens, il y une gare, c'est pas mal.". Et puis on m'a dit "Ah oui, en fait, ils vont doubler la voie, ça sera plus facile...". Faire ça, ça fait partie de la tranquillité, on va dire. »

Il s'investit d'abord dans la commune par le biais du SOU des écoles, un investissement « classique » selon lui, et que l'on retrouve effectivement chez d'autres élues ou élus étant passé par l'investissement associatif avant de s'investir dans la vie politique de la commune. Il souligne toutefois un souhait d'investissement très tôt dans la vie politique communale, puisqu'il se présente sur une liste dès 2008. Les « élus néoruraux » ont peut-être cette spécificité d'un investissement plus rapide par rapport à d'autres ménages. Ce sont souvent des profils qui souhaitent s'investir très tôt dans leur commune, y compris concernant l'investissement politique. S'ils démontrent bien que l'attachement à

la commune n'est pas immédiat et vient à travers l'investissement, ces profils apparaissent toutefois très proactifs vis-à-vis de ces démarches.

> « Et je ne cache pas que je suis toujours intéressé à la politique en fait, et en arrivant sur le territoire, j'étais déjà candidat aux élections municipales sur la liste sortante en 2008 et puis après candidats sur une liste en 2014 et de nouveau en 2020, cette fois-ci en tête de liste. Avec le parcours un peu classique pour s'intégrer dans un village, je me suis installé au travers des associations de parents d'élèves, je suis du SOU des écoles... C'est un petit peu classique en termes d'investissement. »

Il finit par proposer une liste d'opposition aux élections municipales de 2020, portée sur la thématique de la « transition ». Cette transition repose sur deux aspects. D'une part, la transition est « générationnelle », avec un souhait de présenter une liste « plus jeune », se distinguant ainsi d'une liste composée d'élus « qui étaient vraiment issus du village. » D'autre part, la transition proposée se veut aussi environnementale, avec des propositions portant notamment sur des questions de mobilité :

> « moi j'ai voulu aussi un mot transition apparaître, apparaisse, parce que pour moi, c'est une transition générationnelle. C'est une transition aussi sur la politique environnementale, la prise en compte de tout ce qui est transition énergétique sur la mobilité. »

Pour ces élues et élus plus optimistes, les néo-ruraux s'attachent progressivement en vivant sur place et c'est la qualité de vie qu'ils y trouvent qui finit par créer l'attachement. L'intégration et l'investissement se font d'ailleurs beaucoup par le biais de l'école (Aragau *et al.*, 2016).

> « Disons que les gens viennent ici. Alors, il y a des originaires, on va dire du village. Et puis après, ce que je vous disais un peu au départ, tous ces gens qui ont construit, qui ont racheté des maisons qui viennent là pour la tranquillité, pour l'environnement grand air, on va dire, surtout hein. Qui sortent de Lyon pour venir chez nous. Après, on s'attache hein ! Une fois qu'on est là, les nouveaux habitants, ils s'attachent quand même à leur village, ils ont envie de le faire vivre. »
> Entretien avec le maire de Lapeyrouse, 14/01/2022

> « Il y a beaucoup de personnes qui arrivent de l'extérieur donc, et elles viennent avec leurs habitudes, tout en voulant retrouver toutes les habitudes qu'elles avaient avant. Et ne supportant moins les contraintes du milieu rural quoi. Mais dans l'ensemble, elles s'intègrent assez bien. Il y a toujours les

> deux ou trois qui râlent sans arrêt, enfin sans arrêt... Mais dans l'ensemble, la population s'intègre bien. Et le facteur d'intégration le plus important, c'est l'enfant, c'est l'école. »
> Entretien avec le maire de Versailleux, 27/01/2022

> « Il y a des gens qui viennent des fois de banlieue lyonnaise et ils achètent une maison là, il leur faut peut-être deux ou trois années, quatre années pour euh... Avant de sortir et de regarder ce qui se passe. »
> Entretien avec le maire de Dompierre-sur-Chalaronne, 18/02/2022

D'autres élues et élus, plus pessimistes, définissent ces néo-ruraux comme très peu, voire pas du tout intégrés à la vie de la commune, avec un désintérêt marqué pour l'environnement dombiste ou le passé du territoire. L'implication dans la vie communale en serait alors moindre, avec peu de participation dans les associations ou d'interactions avec le voisinage. Ces élues et élus associent souvent ces ménages et le faible investissement sur la commune à l'image de la cité-dortoir.

> « On devient de plus en plus une cité-dortoir, avec des gens qui… qui sont beaucoup moins attires par le contexte du passé et par l'environnement. (…) En particulier, les nouveaux habitants s'impliquent très peu dans la vie locale, alors qu'ils sont souvent jeunes. »
> Entretien avec le maire de Marlieux, 06/01/2022

> « Alors les anciens, c'est un attachement certain, profond et même égoïste primaire. C'est... voilà, mais ça semble normal, c'est l'histoire. Et puis il y a tous ceux qui sont arrivés par vagues, les néoruraux, comme on peut les appeler, qui sont peu connectés en fait. Ça s'explique par le fait que beaucoup, quand ils sont arrivés, ont travaillé dans leur maison plutôt que de venir à des rencontres communales ou à des fêtes du foyer rural. Il y a deux mondes en fait : le monde des anciens, le monde des néo-ruraux qui sont, alors comme je vous disais tout à l'heure, c'est plutôt la cité-dortoir. »
> Entretien avec le maire de Saint-Nizier-le-Désert, 15/03/2022

On retrouve ainsi dans les entretiens une diversité d'ancrages et d'investissements, dont certaines élues ou élus soulignent qu'ils ne sont pas toujours perceptibles par manque de connaissance de l'ensemble des personnes vivant sur la commune. Ce qui est identifiable dans les entretiens, c'est surtout la progressivité de l'attachement et de l'investissement des ménages, principalement liée à l'ancienneté de l'installation sur la commune. Les ménages dont l'arrivée est la plus récente

apparaissent ainsi moins investis dans les structures associatives et davantage attachées au cadre de vie ou à leur logement, qui est par ailleurs souvent un des motifs de l'installation sur le territoire de résidence.

Les élues et élus rencontrés mesurent donc principalement l'attachement à la commune par la participation aux fêtes du village ou autres évènements organisés ou encore dans les structures associatives. Or, la plupart d'entre elles et eux perçoivent un désengagement des ménages vis-à-vis des associations dans les villages, un désengagement qui peut avoir des répercussions sur la vie et le lien social de ces communes. C'est cette perception de l'attachement qui crée un décalage entre des perceptions habitantes attachées à leur territoire et à la qualité de vie qu'il apporte, avec ce qui est perçu du côté des élues et élus. Ce désengagement perçu par les maires est parfois aussi mentionné pour l'investissement dans la vie politique de la commune, avec des élues et élus souvent seuls face aux nombreuses tâches ou encore des faibles participations aux réunions d'information.

> « Quand on souhaite que les gens participent... Par exemple, quand on a essayé de faire un comité du fleurissement, on a fait passer, maintenant, vous savez il y a l'application Panneaux Pocket, donc on peut vraiment ratisser très fort dans notre commune, on a eu personne, voyez. Pour les élections, on demandait du soutien, on a eu une personne qui est venue nous aider pour les élections et encore au premier tour, pas au deuxième. Donc en fait, je pense qu'effectivement il n'y en a pas. Il n'y a pas un attachement à la commune. Je pense qu'il y a un attachement encore moindre au territoire. »
> Entretien avec le maire de Saint-Marcel, 04/01/2022

Ce faible attachement d'un point de vue associatif se retrouve effectivement dans les questionnaires réalisés auprès des ménages. Si les associations sont suffisamment évoquées par les ménages pour être intégrées comme modalité d'analyse dans les sections précédentes (11 occurrences), ces mentions concernent essentiellement des ménages présents depuis au moins cinq ans sur la commune et un tiers des ménages mentionnant ces associations sont retraités. Ce constat confirme un attachement plus fort sur cet aspect des ménages présents depuis plus longtemps sur le territoire. Cet attachement au secteur associatif des ménages plus anciens, et

notamment les retraités, se perçoit également dans les questions renvoyant au Covid-19 et ses conséquences pour les ménages. Les ménages retraités sont ceux qui regrettent le plus l'arrêt des activités associatives au moment de la pandémie. La reprise de ces activités est différente d'un ménage à l'autre : les personnes les plus investies ont rapidement renoué avec ces activités, alors que d'autres restaient plus craintifs.

À l'inverse, l'accès aux équipements est fortement mentionné par les ménages comme un facteur de qualité de vie ou d'attachement à la commune. Pour de nombreuses personnes interrogées, c'est parce qu'elles peuvent accéder facilement à des commerces, des structures comme la piscine, ou encore une offre de santé suffisante, qu'elles apprécient leur lieu de vie. À ces équipements, s'ajoute aussi souvent « l'animation » de la commune, participant à rendre « vivant » le village, tels que mentionnés par les ménages. Ceci confirme les résultats du chapitre 4 où la capacité de maintien des revenus sur la commune, en-dehors des polarités commerciales ou de services, résidait aussi dans la pratique de loisirs permise par les associations présentes sur la commune. De même, la présence de structures associatives contribue au cadre de vie des ménages, que ce soit dans les villages ruraux ou dans les polarités rurales comme Châtillon-sur-Chalaronne dont les associations sont aussi à destination des communes rurales voisines.

Certains ménages précisent que ces services sont proposés par les communes ou la Communauté de communes, mais ces mentions restent exceptionnelles. Dans le même registre, de nombreux ménages apprécient le caractère fleuri des communes, rendant le village très agréable à vivre, mais ne mentionnent jamais les associations ou comités qui œuvrent pour l'entretien de ces fleurs. L'ensemble de ces éléments témoignent des nouveaux rapports à la commune évoqués par les élues et élus, qui se rapprochent d'une vision plus consumériste de la commune de résidence et des services qu'elle peut proposer.

> « La tendance fait que les, des habitants ou les nouveaux habitants, alors c'est un peu péjoratif, se placent un peu en consommateurs. Quand je dis de nouveaux habitants, c'est des gens qui ont l'habitude, qui ont été dans des villes, peu importe la ville, qui ont l'habitude de... Bon en fait, je prends mon

métro, je prends mon bus, j'achète ci, j'achète ça… Voilà. Et la notion de bénévolat se perd un peu quand même »
Entretien avec le maire de Châtillon-sur-Chalaronne, 17/02/2022

« Et dans les associations, c'est exactement la même problématique. C'est à dire que les associations me disent "Ben oui, mais avant, on pouvait compter sur les parents qui venaient amener les gamins. Maintenant, les parents arrivent au bout du parking. Vite, ils descendent les gamins. Ils s'en vont vite pour au cas où, il faut encore leur demander de venir donner un coup de main. C'est une réalité, ça c'est une réalité mais qui est, qui existe de partout. Avant les parents accompagnaient les gamins. Là, maintenant, l'association c'est devenu un peu la garderie. Donc d'où les difficultés que rencontrent les gens et l'implication qui est de plus en plus faible. »
Entretien avec le maire de Villars-les-Dombes, 08/04/2022

Ce rapport au lieu de vie semble témoigner d'une évolution du rapport au territoire qui amène à questionner l'idée d'épaississement territorial de ces espaces ruraux sous influences métropolitaines. Dans ces communes plus éloignées ou plus récemment affectées par le processus de périurbanisation, il s'agit d'une évolution du rapport au territoire, lequel était jusqu'ici marqué par un investissement associatif fort et nécessaire au fonctionnement de ces communes et qui semble moins présent aujourd'hui. Une approche sur un temps plus long permettrait là aussi de questionner davantage cet épaississement du point de vue de l'attachement au tissu associatif. Comme vu plus haut, l'attachement et l'investissement des ménages n'est pas toujours absent des communes, il faut cependant un temps pour le construire, un temps qui peut prendre quelques années. C'est donc davantage dans la capacité des ménages à s'intégrer, mais aussi des acteurs à les intégrer progressivement, que réside l'épaississement des territoires ruraux sous influence métropolitaine. En ce sens, les municipalités et associations développent déjà des réflexions pour créer un investissement et un lien social dans les communes.

L'épaississement territorial des communes rurales sous influence métropolitaine repose donc en partie sur la capacité de leurs acteurs à composer avec un renouvellement constant de la population, population qui n'est souvent pas originaire du territoire. Il s'agit là d'un nouveau mode d'habiter par rapport à ce que

ces communes pouvaient connaître jusqu'à récemment. L'épaississement du territoire, en lien avec l'attachement, les représentations et les pratiques de ce dernier repose donc sur deux dimensions : sur l'attachement des personnes déjà présentes, parfois originaires du territoire, ainsi que sur la capacité ou possibilité des municipalités, du tissu associatif, donc de ces ménages « anciens », à transmettre cet attachement et à mobiliser les nouveaux arrivants.

2. Une poursuite de la périurbanisation et de ses conséquences en contexte métropolitain

Si les nouvelles pratiques de consommation et les représentations du territoire à la suite de la pandémie évoquent une nouvelle étape de l'épaississement territorial en Dombes, cette pandémie peut aussi être étudiée au prisme de conséquences plus critiques de la périurbanisation et de la métropolisation. Aussi, la période de pandémie, marquée par les confinements et des contraintes de mobilité, a-t-elle effectivement entraîné une nouvelle étape dans l'épaississement territorial de la Dombes ou constitue-t-elle simplement une nouvelle étape de la périurbanisation, encore fondée sur des processus de domination et/ou de ségrégation du fait de l'arrivée de nouvelles populations urbaines ? Quelles formes prend cette nouvelle étape de la périurbanisation au lendemain du Covid ? Quelles conséquences pour les communes concernées ?

J'interroge donc dans cette section le Covid-19 comme une nouvelle étape de la périurbanisation[57] en Dombes. J'interroge les marqueurs de l'épaississement territorial au prisme de la clubbisation et de la gentrification à l'œuvre dans les espaces ruraux sous influence métropolitaine. Il ne s'agit toutefois que de réflexions et

[57] Le terme de « périurbanisation », qui avait été révoqué plus haut dans cette recherche (chapitre 2), est ici remobilisé sous son acception la plus critique, qui inclut des processus de domination et/ou de ségrégation du fait de l'arrivée de nouvelles populations urbaines.

questionnements sur les résultats apparus à travers le terrain, qui mériteraient d'être approfondis dans le cadre d'autres projets de recherche[58].

2.1. La pandémie : une nouvelle étape de la périurbanisation lyonnaise ?

Les entretiens et questionnaires réalisés permettent d'interroger des conséquences territoriales de la pandémie et des confinements, notamment du fait de l'installation récentes de nombreux ménages sur les communes enquêtées. D'un côté, dans les entretiens, les élues et élus mentionnent de fortes hausses des prix depuis la pandémie, conjuguée à une hausse de la demande de logement sur tout le territoire. De l'autre côté, la construction d'un échantillon de référence pour les questionnaires a permis d'identifier un décalage entre les données de l'Insee et l'échantillon de ménages enquêtés : à Châtillon-sur-Chalaronne et à Mionnay, les ménages installés depuis moins de deux ans sur la commune sont sur-représentés par rapport à l'échantillon de référence, et nous ne sommes pas parvenus à retrouver l'équilibre recherché.

	Insee 2021	ESTER 2022	Écart
Châtenay	13,8%	15%	+1,2 pts
Châtillon-sur-Chalaronne	12,6%	34%	+21,4 pts
Condeissiat	8,4%	10%	+1,6 pts
Mionnay	10,3%	21,7%	+11,4pts
Monthieux	6,5%	12%	+5,5 pts
Relevant	8%	17,6%	+ 9,6 pts

Tableau 30 Écarts entre les données de l'Insee et les questionnaires par communes

En 2022, dans un contexte encore proche du Covid, ce résultat a rapidement fait écho avec une actualité encore bien présente concernant un possible « exode urbain » vers les campagnes, qui semblait donc bel et bien se dessiner au moment du terrain.

[58] Ce qui est déjà en partie le cas avec le projet POPSU Terre d'accueil que je mène actuellement (2024-2026), en co-pilotage entre l'Université Jean Moulin Lyon 3, l'ESPI Nantes, et l'ENS de Lyon, et reprenant, entre autres, la Dombes comme terrain d'étude.

Les résultats du programme de recherche POPSU « Exode urbain » en 2023 ont éclairé ce constat. Les chercheuses et chercheurs du programme ont ainsi démontré l'absence d'un départ massif des villes vers les campagnes, mais un renforcement de tendances déjà existantes a bel et bien été observé. Entre autres, la périurbanisation a été renforcée par l'épisode de pandémie, alimentée par un important desserrement urbain. L'étude démontre qu'à l'échelle nationale, les migrations résidentielles vers ces espaces ont connu une hausse comprise entre 14,1% (les plus grandes aires) et 23,5% (pour les plus petites aires). Le rapport évoque même une « méga-périurbanisation », caractérisée également par un éloignement plus important des ménages de profession intermédiaire ou de classes populaires, du fait de l'essor du télétravail. Ce constat à l'échelle nationale, combiné aux premiers résultats suite au terrain, m'amènent à m'interroger sur une nouvelle étape de périurbanisation en Dombes. Quelles sont ses formes et quelles conséquences celle-ci peut-elle avoir sur le territoire ? Peut-on parler de « méga-périurbanisation » comme évoqué dans le rapport précédant ? La finesse de l'échelle du terrain de recherche me permet également d'observer des nuances dans cette périurbanisation et ses conséquences en Dombes.

2.1.1. Périurbanisation ou « méga-périurbanisation » d'un espace rural sous influence métropolitaine ?

L'écart entre les données INSEE et le panel de ménages enquêtés, rappelé ci-dessus, met en avant une forte hausse de la part des ménages installés depuis moins de deux ans, les écarts les plus remarquables étant observés sur les communes de Châtillon-sur-Chalaronne et Mionnay ; d'une part en termes d'écart au modèle, et d'autre part parce que, étant les communes les plus peuplées du terrain de thèse, ce sont aussi celles dont l'échantillon est le plus robuste. Pour mieux comprendre ce qui s'est joué sur ces communes au moment du confinement et après l'épisode Covid-19, je croise donc ces résultats aux données disponibles sur la plateforme POFLUX[59], qui permet de visualiser les déménagements entre 2017 et 2022. Les cartographies de

[59] L'application POPFLUX a été créée dans le cadre du programme de recherche POPSU « Exode urbain ». Les données mobilisées par l'application proviennent de La Poste et ont été constituées par une équipe de chercheuses et chercheurs du CESAER : Félix Baillet, Marie Breuillé, Camille Grivault, Julie Le Gallo et Olivier Lision. L'application est disponible via le lien suivant : https://exode-urbain-carto.figli.io/

déménagements présentent les soldes migratoires et leurs variations sur différentes échelles temporelles (Interface Soldes Migratoires) ainsi que les soldes migratoires entre plusieurs territoires (Interface Flux de Déménagements). Les données fournies sont ici préférées à celles de l'Insee car plus précises temporellement par rapport au phénomène étudié, les intervalles temporels allant toujours de mars à mars pour une année, c'est-à-dire le mois où a débuté le confinement. Le zonage d'étude utilisé diffère néanmoins de celle de l'enquête ESTER. Le maillage choisi par POPSU est la maille habitat[60], un zonage qui diffère donc des zonages administratifs utilisés par le projet. Les mailles habitat concernant le territoire de la Communauté de communes sont les mailles habitat de Châtillon-sur-Chalaronne, Villars-les-Dombes, Dardilly et Meximieux (figure 73).

[60] La maille habitat est issue du projet « Maille Habitat » dont l'objectif était de créer un maillage de France métropolitaine adapté aux questions du logement. Cette méthode s'appuie sur neufs indicateurs représentatifs du marché du logement : l'indicateur de jeunesse du parc immobilier, la durée d'occupation médiane des logements, le taux de transaction dans le marché de l'ancien, la part de logements sociaux, la part de logements en situation de suroccupation, les prix au mètres carrés dans l'ancien rapportés au revenu médian communale, le nombre de personnes par ménage, la part des résidences secondaires, la part de logements vacants. Les communes similaires sont regroupées au sein d'une même maille (Source : Ministère de l'Aménagement des Territoires et de la Transition Écologique, http://dataviz.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/maille_habitat/)

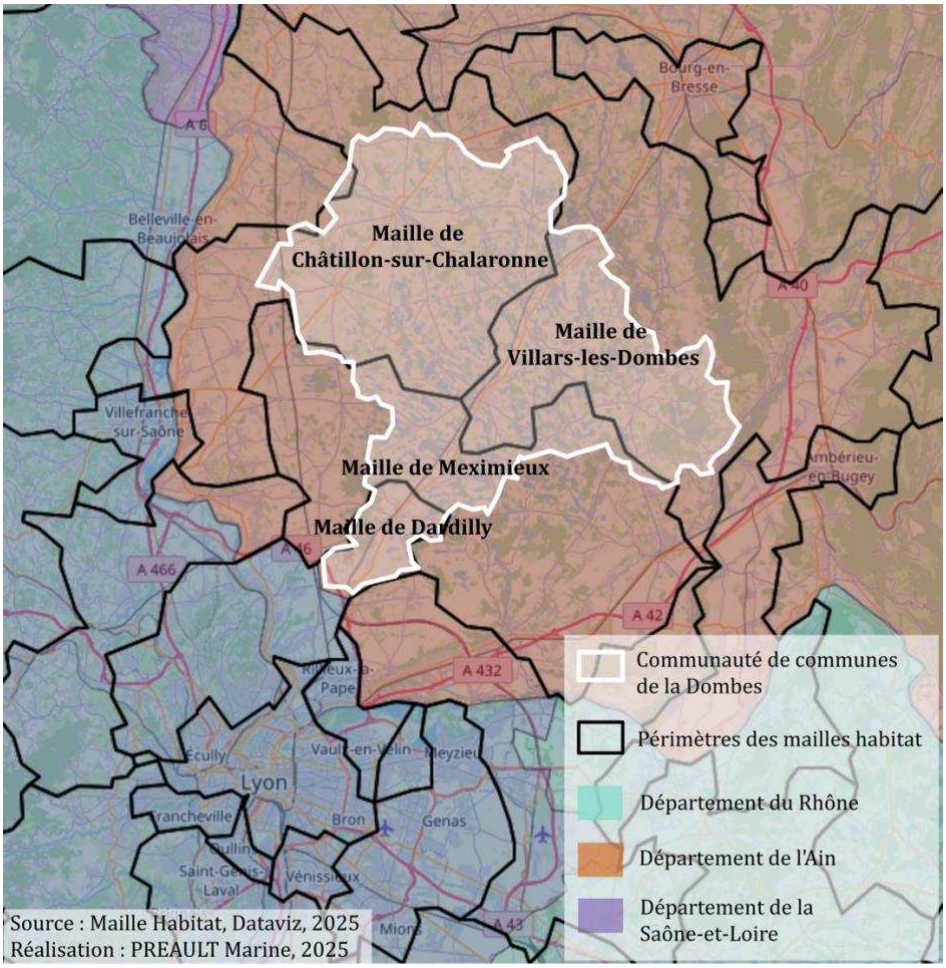


Figure 74 Mailles habitat effectives sur la Communauté de communes de la Dombes

Le fond de carte est une capture d'écran du site POPFLUX

Malgré la différence de maillage, les données POPFLUX confirment tout de même une hausse des ménages présents depuis moins de deux ans observables au moment du terrain, avec une hausse du solde migratoire sur la période 2019-2022 (tableau 33).

Tableau 31 Synthèse des soldes migratoires des mailles habitat concernant la Communauté de communes de la Dombes.

	Châtillon-sur-Chalaronne	Villars-les-Dombes	Meximieux	Dardilly
De mars 2019 à mars 2020				
Solde migratoire	12,9	5,87	6,51	13,63
Variation du solde migratoire	-5,62	-3,44	-0,29	-3,36
De mars 2020 à mars 2021				
Solde migratoire	16,29	9,58	11,81	13,68
Variation du solde migratoire	+3,38	+3,71	+5,3	+0,05
De mars 2021 à mars 2022				
Solde migratoire	19,2	10,98	7,95	12,45
Variation du solde migratoire	+2,91	+1,4	-3,86	-1,23

Source : POPFLUX. Le solde migratoire est exprimé pour 1000 habitant·e·s et la variation du solde migratoire est exprimée en points.

L'ensemble du territoire est donc concerné par l'arrivée de nouveaux ménages sur le territoire au moment du Covid. Ces nouvelles arrivées témoignent d'une attractivité de ces territoires et inversent donc une tendance pré-Covid de ralentissement de l'attractivité du territoire, comme en témoignent les variations négatives du solde migratoire entre 2018 et 2019. Les soldes migratoires des communes ont toutefois toujours été positifs, il ne s'agit donc pas d'un renversement de tendances.

Les évolutions constatées diffèrent néanmoins d'un territoire à l'autre. Les soldes migratoires les plus importants s'observent pour la maille habitat de Châtillon-sur-Chalaronne, une maille plus éloignée de l'aire métropolitaine lyonnaise. La maille habitat de Dardilly est également concernée par des soldes migratoires importants, mais il s'agit bien cette fois-ci d'une maille habitat de l'Ouest du périurbain de Lyon, qui ne concerne que marginalement la Dombes. Spatialement, la variation du solde

migratoire est plus significative que le solde lui-même. Si tous les territoires sont concernés par une hausse de leur solde migratoire l'année suivant le Covid, les tendances divergent ensuite. Les mailles les plus proches de la métropole lyonnaise (Dardilly et Meximieux) connaissent une diminution du solde migratoire, tandis que les mailles plus éloignés (Villars-les-Dombes et Châtillon-sur-Chalaronne) voient leur solde migratoire ralentir, sans diminuer pour autant. Les conséquences du Covid en termes d'attraction de la population apparaissent donc plus durables dans des mailles habitat plus rurales.

Pour tenter de préciser l'hypothèse processus différents sur la Communauté de communes, il est possible d'étudier plus précisément le profil des ménages arrivés sur nos six communes enquêtées (tableaux 34 et 35), ainsi que d'observer le lieu de provenance de ces nouveaux ménages, en ayant cette fois-ci recours à la cartographie des mobilités résidentielles de POPFLUX.

Les profils socio-économiques des nouveaux habitantes et habitants des communes enquêtées confirment bien deux dynamiques entre le sud et le nord du territoire (tableaux 34 et 35). Je vais ici focaliser mon analyse sur Mionnay et Châtillon-sur-Chalaronne car ce sont sur ces communes que l'échantillonnage est le plus robuste. Néanmoins, Monthieux est également concernée par les dynamiques du sud du territoire dont Mionnay est une commune témoin, de la même manière que Relevant et, dans une moindre mesure Condeissiat, sont concernées par les dynamiques du nord du territoire, représenté par Châtillon-sur-Chalaronne. Châtenay est exclue de l'analyse car nous n'avons pas pu interroger de ménages installés depuis moins de deux ans sur la commune en 2022.

Tableau 32 Caractéristiques socio-professionnelles des ménages arrivés depuis moins de deux ans sur la commune

	Châtillon-sur-Chalaronne	Condeissiat	Mionnay	Monthieux	Relevant
Agriculteur·ice·s	1	0	0	0	0
ACCE	7	0	1	1	0
CPIS	0	0	3	1	0
PI	11	0	7	1	0
Employé·e·s	15	2	2	0	1
Ouvrier·e·s	6	1	2	0	0
Retraité·e·s	7	0	1	0	0
Autres	6	0	2	0	7
Total	64	3	18	3	0

Tableau 33 Répartition par âge des personnes interrogées installées depuis moins de 2ans

	Châtillon-sur-Chalaronne	Condeissiat	Mionnay	Monthieux	Relevant
Moins de 20ans	0	0	0	0	0
20-29ans	22	3	3	0	0
30-39ans	15	0	12	3	2
40-49ans	7	0	2	0	0
50-59ans	0	0	0	0	0
60-69ans	9	0	0	0	2
70ans et plus	7	0	0	0	3

Si l'on reprend les termes du rapport POPSU sur ces mobilités post-Covid, le nord de la Dombes serait marqué par une méga-périurbanisation, avec une majorité d'employés et de professions intermédiaires parmi les nouveaux ménages. Ces ménages ont souvent entre 30 et 40 ans. La différence notable pour Châtillon-sur-Chalaronne est la majorité de retraités parmi les nouveaux ménages installés sur la commune (tableau 35). On y retrouve également plus de ménages entre 20 et 29 ans. Ces ménages sont des personnes seules ou des couples. Les trajectoires de ces ménages ne sont pas nécessairement représentées dans les données POPFLUX car une part importante d'entre eux viennent d'une commune proche, et leur déplacement s'est donc fait au sein d'une même maille habitat. Le sud du territoire est quant à lui davantage soumis à une périurbanisation plus classique. Les ménages installés depuis moins de deux ans sont majoritairement des professions intermédiaires ainsi que des cadres et professions supérieures et ces ménages sont en grande majorité des trentenaires, des couples sans enfant ou des couples avec enfants (tableau 35).

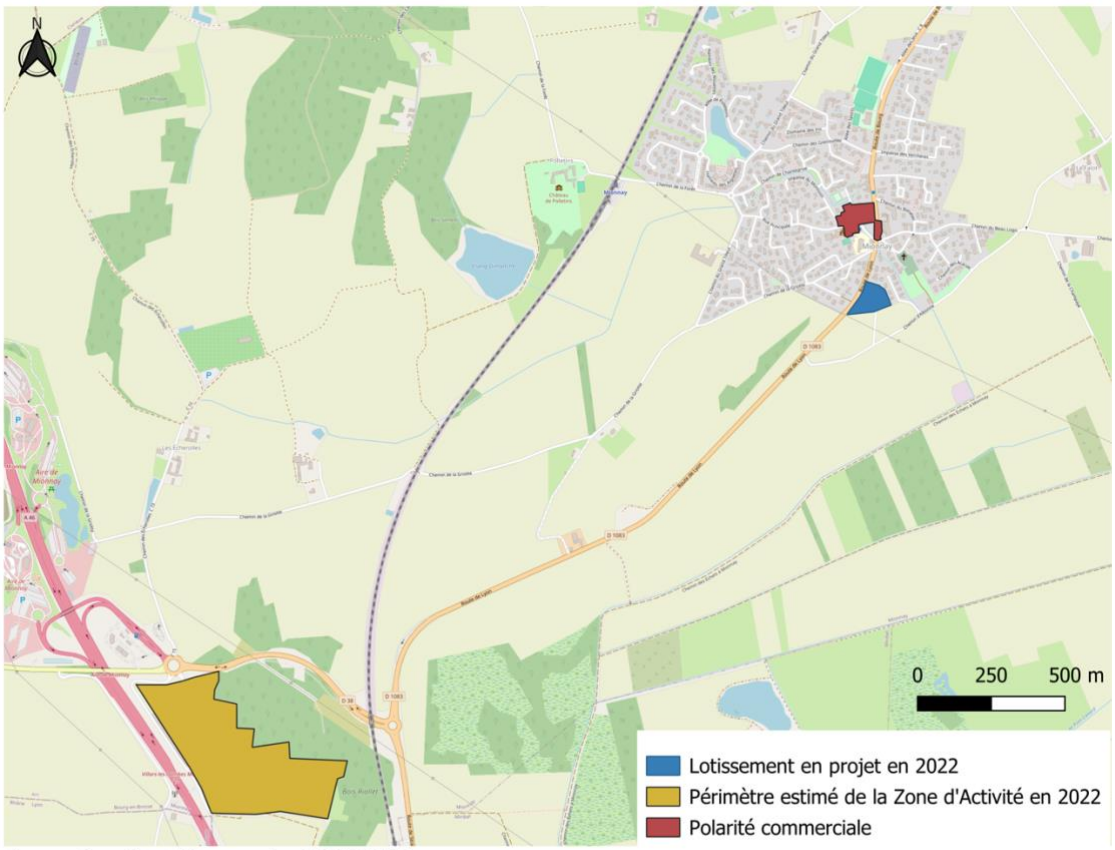
En revanche, pour l'ensemble du territoire et des mailles considérées, la majorité des flux proviennent bien de la métropole lyonnaise, y compris pour les communes les plus éloignées de la maille habitat de Châtillon-sur-Chalaronne (annexe 11). Cette maille ne permet pas non-plus de saisir des nuances entre les communes d'une même maille, des nuances perceptibles dans le questionnaire réalisé auprès des ménages, mais aussi dans les entretiens menés avec les élues et élus.

Il y a des donc bien eu, suite au Covid, une reprise des dynamiques périurbaines provenant pour une grande partie de la métropole lyonnaise. Ces dynamiques se différencient de ce qui s'observait avant 2020, à savoir des dynamiques plus diversifiées et moins importantes.

2.1.2. Vers une clubbisation de la Dombes ? Les conséquences d'une nouvelle étape de la périurbanisation

En questionnant les élues et élus sur les changements récents qu'ont connu leurs communes, ou encore sur les différentes actions menées par la municipalité, j'ai pu identifier deux dynamiques post-Covid en Dombes, principalement liées à la politique

menée par la commune en termes d'attractivité et de construction. D'une part, certaines communes ont vu une arrivée importante (à l'échelle de la commune) de nouveaux ménages. Ces communes avaient souvent des lotissements construits récemment ou en construction au moment de la pandémie. Ces derniers se sont donc très rapidement vendus, contribuant ainsi à augmenter significativement la population communale. À ces ventes s'ajoutent bien entendu les reventes de biens immobiliers ou de corps de fermes à rénover. Ces communes ne sont pas dans une perspective de hausse importante de leur population. L'objectif est plutôt pour elles d'encadrer le développement résidentiel pour pouvoir répondre à leurs enjeux, comme la recherche d'un certain équilibre démographique par exemple. Ces communes ne sont également pas fermées à l'installation d'activités économiques sur le territoire. C'est par exemple le cas de la commune de Mionnay, la commune la plus proche de Lyon et la plus au Sud du territoire (figure 74). Les projets de lotissement portés par la commune visent essentiellement à maintenir un certain équilibre démographique face à des ménages s'approchant de l'âge de la retraite. L'adjoint rencontré évoque toutefois le souhait de ne pas augmenter la population au-delà des 2500 habitantes et habitants. La commune est en effet soumise à une très forte pression foncière, avec des bailleurs à la recherche de terrains constructibles. Ceci est donc encadré par le PLU de la commune. La politique menée n'est d'ailleurs pas seulement caractérisée par l'encadrement de la construction, mais aussi par la construction d'une zone d'activité dont le but est de créer des emplois pour les ménages de la commune et diminuer ainsi la part de navettes domicile-travail, très présentes sur la commune. La municipalité est également à l'origine de la création d'un centre-bourg avec des commerces et services comme une médiathèque ou deux crèches et qui accueille aujourd'hui un marché hebdomadaire (figure 74).



Source : Open Street Map, entretien ESTER 2022
Réalisation: PREAULT Marine, QGIS, 2025

Figure 75 Projets mentionnés dans l'entretien avec l'adjoint à l'urbanisme de Mionnay

Mionnay illustre ainsi un ensemble de communes qui ne ferme pas entièrement sa commune à l'accueil de nouveaux ménages et qui accompagne ces politiques par l'implantation d'activités économiques.

D'autre part, une partie des élus cherche à l'inverse à bloquer toute urbanisation sur la commune, aussi bien concernant l'accueil de nouveaux ménages que d'entreprises. Si les élues et élus de ces communes constatent également une forte demande de biens immobiliers, celle-ci ne s'est pas traduite par une installation importante de nouveaux ménages sur le territoire. Ceci s'explique par un souhait des municipalités de verrouiller le développement résidentiel de la commune, dans un souhait de « rester petit » ou de garder un « esprit village ». Les quelques nouveaux ménages installés récemment sont donc surtout le fait d'achats de biens immobiliers de ménages changeant aussi de commune de résidence. La commune de Crans est un exemple de ce profil de communes. La maire rencontrée explique que la commune ne

devrait désormais plus s'étendre et ne souhaite pas le faire. Cette volonté concerne d'ailleurs aussi bien le secteur résidentiel que d'autres activités économiques, absentes de la commune. Cette politique menée par la commune est en adéquation avec les attentes des ménages, qui viennent surtout sur la commune pour « être chez eux, avoir un bout de terrain, s'entendre avec les voisins. » :

> Marine : « Est-ce que, selon vous, tout ce qu'on vient d'évoquer donc le loisir, le tourisme, les retraites, les personnes qui travaillent hors de la ville ; est-ce que ça peut constituer un potentiel de développement pour la commune ?
>
> Maire: De développement, vous voulez dire pour étendre ?
>
> Marine : Par exemple, oui.
>
> Maire: Du développement économique, moi je dirais que non. Parce que je veux dire, on est vraiment là aujourd'hui, centrés sur nous-mêmes et qu'en plus on vient de nous nous dire… Là, on a un gros projet de cheminements doux, et on nous a bien prévenus que notre village allait se resserrer autour des deux ou trois dents creuses qui peuvent être encore urbanisables. Mais qu'on va vraiment après rester… […] tout le reste étant en zone rurale, en zones naturelles que l'on ne peut pas toucher. Donc on va vraiment... Non, on ne va pas s'étendre d'un point de vue ni urbanisable, ni touristique à proprement parler, ni économique. Nous notre, notre objectif je pense, et puis c'est la volonté des gens qui viennent à Cran, c'est de se trouver dans un village très, très familial, très convivial où on a du plaisir à vivre ensemble, à faire des choses ensemble. […] Et nous, à la mairie, on essaye de travailler dans ce sens-là, de mettre en place des choses qui puissent correspondre à nos habitants, sans aller justement chercher à faire plaisir à des projets qui pourraient venir de l'extérieur ou... On ne veut pas développer en particulier un aspect touristique. On a plus envie d'avoir des projets, mais pour notre population à proprement parler. »
>
> Entretien avec la maire de Crans, 05/01/2022

Cette tendance à la fermeture à l'urbanisation et au souhait affirmé de ne pas accueillir de nouveaux ménages pour maintenir un environnement rural et une certaine qualité de vie m'amène à questionner une clubbisation (Charmes, 2011b) d'une partie de la Dombes ainsi que l'hypothèse d'un rôle joué par le Covid dans le renforcement de ce processus. La clubbisation renvoie à « la demande d'exclusivisme résidentiel des périurbains » (Charmes, 2011b). La grille de lecture proposée par Eric

Charmes est donc axée sur une opposition entre un rapport politique et un rapport consumériste à l'environnement résidentiel. Ce modèle est inspiré du modèle de Charles Tiebout (1956) à propos du fonctionnement des municipalités suburbaines américaines. Dans ce modèle, Tiebout démontre le développement de rapports consuméristes des ménages avec leur commune de résidence qui devient pour eux un « cocktail de bien collectifs locaux » (Charmes, 2012), délaissant parallèlement les formes d'appartenance politique à leur commune. La clubbisation désigne donc « la sortie de certaines communes de la sphère politique pour entrer dans la sphère marchande », devenant alors de clubs de consommateurs.

Les communes concernées par ce modèle en Dombes sont en effet souvent de petite taille (moins de 1000 habitantes et habitants), avec un profil résidentiel, dans le sens où l'espace bâti est dédié aux activités résidentielles et les élus de ces communes décrivent une politique locale focalisée sur la préservation de l'environnement.

Les communes cherchant à limiter leur urbanisation, comme mentionné plus haut, font en effet partie des petites communes du territoire. Cette limitation de l'urbanisation peut passer par un refus de renouveler le PLU voir de rester sur une carte communale tant qu'elles le peuvent. Ces communes manifestent aussi souvent le souhait de maintenir une taille minimale de parcelle, ce qui leur permet de continuer à maîtriser l'urbanisation et la densification du bâti. Avec une hausse des prix du foncier sur le territoire, on peut aussi voir dans cette mesure une manière de maintenir un « ticket d'entrée » à un prix élevé sur la commune, ce qui peut garantir un contrôle social des nouveaux ménages s'installant dans les communes. Enfin, si la préservation du cadre environnemental est aussi présente dans ces communes, elle est tout de même moins présente que l'idée de maintenir un esprit de village où tout le monde se connaîtrait. Rappelons par ailleurs que l'échec d'un projet de Parc Naturel Régional (PNR) sur le territoire (Préault & Depraz, 2024), alors que ces outils peuvent justement habituellement être mobilisés pour garantir la préservation de l'environnement ou du paysage du club résidentiel. Si l'on retrouve un réseau Natura 2000 ou encore Ramsar sur le territoire, j'ai pu observer en 2019 puis en 2022-2023 que ce cadre protégé était davantage représenté comme au service « des Lyonnais » que comme une garantie de

club résidentiel. Ce constat questionne sur la perception de cadre environnemental par les différents acteurs et actrices en Dombes, perçu plutôt comme un capital privé ou un « bien club » que comme un bien commun.

La clubbisation se retrouve aussi dans le « syndrome du dernier arrivé » (Charmes, 2011b) chez les habitantes et habitants des communes résidentielles. Les questionnaires ne permettent pas d'estimer ce sentiment, si ce n'est quand il a été exprimé ponctuellement par quelques ménages. En revanche, on peut retrouver ce « syndrome » chez certaines des élues et élus interrogés. En effet, plusieurs des élues et élus exprimant un souhait de ne pas voir la taille de leur commune augmenter, et notamment du fait de l'installation de ménages lyonnais, s'avèrent être d'anciens lyonnais ou lyonnaises installés de longue date sur la commune mais souhaitant conserver le cadre qu'ils y ont trouvé en arrivant. Ces profils d'élues et élus peuvent donc témoigner de ce syndrome permettant de définir la clubbisation d'une commune résidentielle.

Encadré : Portrait d'élu·e représentatif du « syndrome du dernier arrivé » en Dombes

Originaire de Lyon, cet élu s'est installé en Dombes en fin de carrière, faisant de sa résidence secondaire dombiste, sa résidence principale. Dès le début de l'entretien, cet élu décrit péjorativement l'arrivée de nouveaux habitants identifiés comme venant de Lyon.

> Marine : « D'accord, vous avez déjà commencé à en parler, comment jugez vous la connexion et l'accessibilité de votre territoire?
>
> Élu·e : Moi, je dirais bonne, même peut-être trop bonne, on va dire, parce que ça facilite bien sûr les échanges, mais ça amène aussi beaucoup de gens à venir « coloniser » entre guillemets les espaces ruraux et à pousser à une urbanisation qui n'est pas forcément souhaitable pour transformer l'autre moitié du territoire. Puisque la facilité des relations ferroviaires et routières fait que l'on a une très grosse demande des gens qui veulent transporter les villes à la campagne, comme vous savez. »

On retrouve bien dans ce discours l'idée que l'arrivée de nouveaux et nouvelles habitantes sur le territoire nuirait au caractère rural et l'environnement de la Dombes. La politique communale tend donc à restreindre l'installation de nouveaux ménages sur le territoire.

> Élu·e : Bien sûr, il y a un énorme potentiel de développement pour la commune, que nous cherchons donc actuellement, dans la politique communale que nous menons, à freiner parce que nous ne voulons pas devenir une ville. Mais qui est terriblement important et même préoccupant. On perd l'attrait de la campagne ou de la Dombes, on esquinte l'environnement par le passage des voitures, des camions, etc.. […] On a des alertes pollution sur la Dombes depuis trois ou quatre ans. […] Alors il y avait sûrement déjà un peu de pollution. Mais maintenant, c'est suffisamment prégnant pour qu'on ait des alertes de la préfecture pour réguler. »

Enfin, une partie des communes semble débuter leur phase de clubbisation au lendemain du Covid. Après les ventes très rapides des biens immobiliers après la pandémie, ces communes expriment la volonté de désormais verrouiller cette urbanisation, le nombre d'habitantes et habitants maximal souhaité ayant été atteint.

Derrière ces indices d'une forme de clubbisation révélée par les entretiens au lendemain de la pandémie, on retrouve aussi dans les entretiens avec les élus et élues l'idée d'une forte hausse de l'immobilier et du foncier sur leur commune, obligeant le départ d'une part de la population locale. Au-delà de la clubbisation du territoire, c'est donc aussi une forme de gentrification qui est donnée à réfléchir ici.

1.1. La métropolisation en Dombes : un processus de gentrification ?

> « Il y a eu l'impact un peu... Du Covid qui entraîne pour l'instant une poussée artificielle de la sortie des populations de Lyon. Donc ces gens-là vont à un moment donné partir de Lyon et donc ce sont des gens qui ont je pense un pouvoir d'achat plutôt intéressant, plutôt élevé. Et puis après il y a le deuxième problème, c'est que pour les gens qui n'ont pas d'argent, ça va être plus possible de vivre dans le centre de l'agglomération de Lyon. Parce qu'avoir un appartement aux normes machin, une voiture électrique, etc. Donc on va accélérer la gentrification. Donc pour les propriétaires immobiliers, c'est une très bonne opération. Mais par contre, on va avoir une population active qui elle va avoir besoin de se loger et donc ça peut constituer une opportunité, réelle. » (Maire de Condeissiat, 18/02/2022)

Cet entretien témoigne d'une préoccupation récurrente chez les élues et élus du territoire : la hausse des prix de l'immobilier au moment du Covid et par conséquence, la difficulté pour certains ménages du territoire à pouvoir accéder à un logement. Le maire de Condeissiat évoque ainsi un processus de gentrification rurale qui serait à l'œuvre en Dombes et que je souhaite donc questionner dans cette dernière section.

1.1.1 Définir et identifier la gentrification à l'œuvre

La gentrification rurale renvoie autant à un processus qu'à une grille d'analyse des évolutions que peuvent connaître les espaces ruraux depuis plusieurs années. Pour Frédéric Richard (2017), la gentrification peut être définie comme un « processus démographique lié à l'implantation de ménages disposant de capital économique et/.ou culturels supérieurs à ceux des populations présentes dans les campagnes qu'ils investissent » (Richard, 2017). Une des conséquences de ce processus est le « déplacement et/ou le remplacement direct ou indirect, plus ou moins partiel ou total des populations « d'origine » ou à défaut, antérieures » (Richard, 2017). Pour Greta Tomasi (2018), la gentrification rurale renvoie également à une grille d'analyse qui permet d'« appréhender les évolutions sociales (recompositions, installations de classes sociales moyennes et supérieures au détriment des classes populaires) et spatiales (rénovation, reconversion du bâti, embellissement des espaces publics, changement de la typologie et de l'esthétique des commerces…), en lien avec les politiques publiques » (Tommasi, 2018). Il ne s'agit donc pas d'approcher ces changements seulement par le changement des populations rurales, mais aussi par les indicateurs physiques et économiques de mutation du territoire.

En France, les études sur la gentrification ont d'abord concerné les espaces urbains tandis que dans la géographie anglo-saxonne, cette gentrification rurale est abordée dès les années 1970 avec les travaux de Paul Cloke et David Parsons qui décrivent alors l'arrivée de populations aisées dans les campagnes anglaises. Plus tard, Martin Philipps, dans son article intitulé « Rural gentrification and the processes of class colonisation » (1993) approfondit ce concept en décrivant les transformations apportées par ces nouvelles populations aux espaces ruraux, telles que des évolutions

foncières et paysagères : rénovations, maintien d'un paysage perçu comme typique par ces nouveaux habitants et habitantes, nouveaux commerces, etc.

Encadré : Peut-on utiliser le verbe « coloniser » pour évoquer la gentrification rurale ?

L'usage du terme « coloniser » est récurent dans les travaux portant sur la gentrification rurale (Atkinson & Bridge, 2004; Phillips, 1993). À chaque fois, l'usage de ce verbe renvoie à un changement de population induit par l'arrivée d'une autre population ainsi que les autres changements induits par cette colonisation. L'emploi de ce terme permet ainsi de décrire des relations de domination et/ou de discrimination. Or, la colonisation renvoie à des contextes de situation coloniale (Balandier, 1951), c'est-à-dire fondés sur la conquête militaire, l'extraction économique et une idéologie raciste imposés par des États européens. La colonisation renvoie ainsi à des contextes spécifiques liés à une « configuration historique de pouvoir » (Mbembe, 2006) identifiés par les *post-colonial studies* et les études décoloniales. Les études post-coloniales et décoloniales ont ainsi démontré que la race est « une catégorie centrale dans la classification et la hiérarchisation des populations colonisatrices et colonisées » (Gautier, 2024).

Dans son article "La gentrification rurale, un regard critique sur les évolutions des campagnes françaises » posté dans *Géoconfluences* (2018) Greta Tommasi explique justement que les recompositions induites se font en faveurs des groupes sociaux les plus aisés et relèvent ainsi de rapports de domination avec des conséquences d'exclusion des populations moins aisées, qui sont souvent les populations initialement présentes sur le territoire. L'enjeu en termes de définition est donc de définir et expliquer ces rapports de domination en recourant à d'autres concepts que ceux liés à la colonisation, qui renvoient à des contextes identifiés et différents de ceux des campagnes occidentales.

En France comme au Royaume-Uni, l'utilisation de la gentrification rurale permet de décrire des évolutions que connaissent dès lors les campagnes, avec des contextes qui peuvent toutefois différer d'un pays à l'autre. D'une part, la gentrification des espaces ruraux français ne concerne pas un seul profil de ménages mais aussi bien des ménages bi-actifs avec enfants que des retraités (Tommasi, 2018). D'autre part, ce processus de gentrification par les *middle classes* (Pahl, 1965) renvoie davantage en France à la périurbanisation, terme qui n'est pas traduit en contexte anglo-saxon mais qui renvoie pourtant à des réalités similaires à la gentrification (Depraz, 2017). Ainsi, en France, la gentrification est d'abord étudiée en tant que processus affectant les espaces urbains avant d'être utilisée ensuite pour

comprendre les changements que connaissaient une partie des espaces ruraux. On retrouve ainsi dans la thèse de Pierre Pistre (2012) intitulée *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, une partie consacrée aux processus de gentrification. La gentrification rurale fait aussi l'objet de travaux menés dans le laboratoire Géolab, par Greta Tommasi et Frédéric Richard entre autres. On retrouve ainsi des approches multiples pour étudier la gentrification des espaces ruraux :

- Des approches par le logement qui questionnent les évolutions des prix des logements ainsi que les changements paysagers dus à des rénovations de bâtis anciens (Curry *et al.*, 2001; Pistre, 2012; Richard *et al.*, 2014b; Richard, 2017), par exemple ;
- Des changements démographiques du fait de l'installation de nouveaux ménages aux capitaux économiques, sociaux et culturels jugés plus élevés que ceux de la population présente (Curry *et al.*, 2001; Pahl, 1965; Phillips, 1993; Pistre, 2012; Richard *et al.*, 2014b) ;
- Une évolution du secteur économique local avec par exemple l'essor de artisans artistes ou de producteurs locaux, à la formation parfois différente de celle des artisans et agriculteurs déjà présents (Perrenoud, 2012; Richard *et al.*, 2014a) ;
- Une évolution de l'environnement au sens large, avec des paysages qui changent mais aussi les perceptions et les rapports à cet environnement, ce que Frédéric Richard englobe dans le concept de capital environnemental (Richard *et al.*, 2017, 2017, 2018; Smith & Phillips, 2001).

Je retrouve dans le terrain mené en Dombes des marqueurs possibles de cette gentrification, notamment depuis la pandémie. J'explore donc dans cette sous-section ces marqueurs, à savoir la hausse de prix immobiliers et ses conséquences pour le logement, des changements de population et enfin des changements dans les paysages et bourgs ruraux, moins perceptibles sur une seule temporalité de terrain. Ceci me conduit finalement à interroger la gentrification comme une étape d'un processus plus

large de gentrification métropolitaine. Il s'agit là d'une approche exploratoire, qui mériterait d'être approfondie dans le cadre d'un autre projet de recherche, avec une comparaison du phénomène dans d'autres espaces ruraux sous l'influence métropolitaine lyonnaise.

2.1.3. La Dombes, un territoire rural en cours de gentrification ?

Parmi les recherches menées sur la gentrification rurale, le logement apparaît souvent comme un des marqueurs de gentrification, et notamment à travers la hausse des prix immobiliers. Si cette hausse est souvent perçue comme consécutive à l'arrivée de nouveaux profils, dans les entretiens, il s'agit souvent de l'entrée par laquelle les élues et élus évoquent des aspects de gentrification. Cette hausse des prix semble ainsi précéder ou accompagne les changements de population, via l'arrivée de nouveaux ménages – lesquels sont étudiés ci-après. Ainsi, quand la question des changements connus par les communes ces cinq dernières années, la hausse des prix suite au Covid-19 apparaît dans 32 entretiens sur 34 (tableau 36). Les élues et élus sont ainsi nombreux à évoquer des prix « gonflés » par la pandémie, voir « surfaits » par rapport au territoire.

Tableau 34 Evolution des prix estimée par les élu·e·s sur leur commune

Commune	Évolution du prix exprimée au m²	Évolution du prix sur des biens immobiliers
Saint-André-de-Corcy	/	Hausse de 80 000€ sur une maison
Saint-Marcel	Prix supérieurs à 3000€ au m²	Pas une maison en-dessous 300 000 €
Saint-André-le-Bouchoux	/	Hausse d'au moins 10%, une une villa à 200 000 € se vend aujourd'hui 220 000€
Lapeyrouse	Hausse de 30% sur Villars-les-Dombes	
Saint-Trivier-sur-Moignans	Hausse de 30 à 40%	

Romans	/	Une maison a été vendue 2 fois le prix estimé, les fermes se vendent à 790 000€
Sandrans	40% plus cher	
Condeissiat	30% en quelques mois	
Dompierre-sur-Chalaronne	/	Entre 40 000 et 50 000€ plus cher
Sulignat	5 à 6%	
L'Abergement-Clémenciat	/	Les maisons ont pris entre 80 et 100 000€
Baneins	/	Une maison à 420 000€ aujourd'hui en vaut 300 000€
Villars-les-Dombes	On est passé de 2400€/m² à 4400-5000€/m²	/

Les communes absentes du tableau ont constaté une évolution du prix sur leur commune sans pouvoir le chiffrer pour autant, à l'exception de Marlieux et Le Plantay qui n'ont pas observé de changement significatif

Malgré des hausses qui semblent s'être ralenties au moment des entretiens, les élus évoquent toutes et tous les difficultés que cette inflation engendre, et parmi elle, la difficulté pour les ménages les moins aisés originaires des communes à se loger sur le territoire.

> « Donc en fait, on ne trouve plus rien. Quasiment. Ou a des prix... Défiant la concurrence, c'est à dire qu'en fait on est largement enfin, mais c'est sur l'ensemble, c'est pas que Châtillon, mais Châtillon est plus cher de Bourg-en-Bresse ou Villefranche-sur-Saône, par exemple, au mètre carré. Donc ce n'est pas neutre. C'est compliqué pour nos jeunes, ceux qui sont originaires du coin, qui veulent s'installer. C'est un peu compliqué pour eux. »
>
> Entretien avec le maire de Châtillon-sur-Chalaronne, 17/02/2022

Sur la commune de Relevant, la maire évoque même l'arrivée de ménages retraités plutôt que des ménages avec enfants, car ceux-ci ont davantage de budgets pour l'achat des biens immobiliers face à la hausse des prix.

Marine : Quel est le poids des retraites sur la commune ?

Maire : Oui il est important. Oui, il y a beaucoup de retraités sur la commune. […] C'est plus vieillissant. Il y a des jeunes quand même. Il n'y a pas que les anciens, mais plus ça va... Ben oui, comme toutes les communes. Les gens restent et puis, soit ils s'en vont pour le dernier parcours. Mais c'est quand même… Comment dire ? Les maisons sont quand même bien vendues à Relevant. Et il y a quand même beaucoup de familles qui s'installent, enfin, on va dire un petit peu.

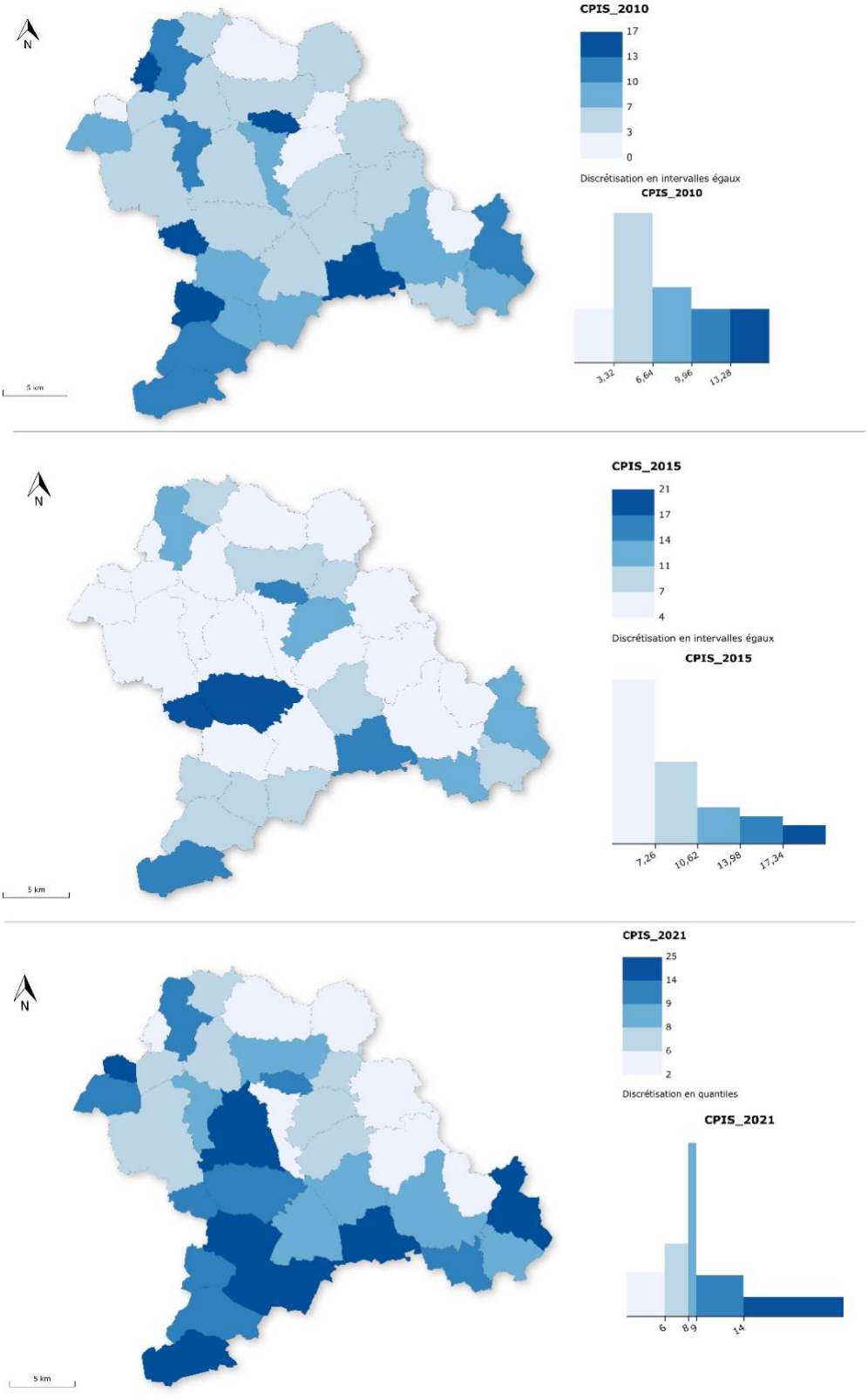
Adjoint·e : Il y a quand même beaucoup de retraités qui achètent. Oui, parce que le foncier est assez cher et en fait, il y a beaucoup de gens, de jeunes retraités qui viennent s'installer à Relevant. Moi je trouve. Surtout dans les fermes qui se vendent déjà un certain prix, donc il n'y a pas beaucoup de monde...

Si la hausse des soldes migratoires peut varier d'une commune à l'autre et traduire des réalités différentes selon les communes, les élu·e·s de ces dernières s'accordent toutefois sur la conséquence de cette période sur les prix du foncier et de l'immobilier sur leur territoire. Cette hausse de l'immobilier est survenue après la pandémie, témoignant d'une certaine pression sur l'immobilier à ce moment-là. Il est possible de croiser ce constat avec les données POPFLUX utilisées précédemment. Sur les trois mailles logement couvrant le territoire, on observe des départs se faisant majoritairement vers le nord du territoire, potentiellement plus rural, ou en tout cas plus éloigné de la métropole (annexe 11). Ces mouvements observés pourraient être la traduction du départ de ménages vers des espaces plus éloignés de Lyon, suite à l'arrivée sur la commune de ménages plus aisés. C'est l'arrivée de ces ménages, conjuguée à une hausse des prix immobiliers ayant pour conséquences des difficultés de logement pour les populations présentes, qui amènent à poser l'hypothèse d'une gentrification du territoire. Cette hausse des prix du foncier et de l'immobilier au lendemain de la pandémie a aussi été questionnée par Aurélie Delage et Max Rousseau (2021). Leur constat est celui d'un « accaparement foncier » dans certains espaces ruraux par des ménages citadins avec une épargne leur permettant des investissements. La nouveauté dans ce phénomène réside dans une dynamique d'investissement immobilier, visant à acquérir un logement refuge mais sans y vivre. Les prix augmentent tout en créant une pénurie de l'offre puisque ces biens ne sont ni

transformés en résidence, ni destinés au marché locatif, provoquant une expulsion des populations précaires, notamment les plus jeunes (Delage & Rousseau, 2021, 2025)Ces évolutions de profils de ménage sont également présents dans les travaux sur la gentrification, il s'agissait même du point du départ des travaux anglo-saxons qui constataient dans les campagnes anglaises (Phillips, 1993, 2010). Si les élues et élus peuvent mentionner l'arrivée de nouveaux profils sociaux sur le territoire dombiste, ces changements demeurent peu visibles dans les données disponibles (Insee, Observatoire des Territoires).

> « On a pris 80 000 € sur une maison en deux ans, donc il y a eu cet effet-là. […] La sociologie aussi, je pense que ça a changé un peu aussi. Dans les années 80, c'était vraiment des employés, des ouvriers., donc on voit encore une fois que la sociologie avance, puisque maintenant c'est plutôt des employeurs. Parce que aussi c'est vraiment le problème, le coût du logement a beaucoup augmenté, donc si vous voulez les gens qui viennent aujourd'hui sont des gens qui ont des revenus ou souvent c'est des gens qui travaillent tous les deux, sinon vous ne pouvez pas vous payer une maison ici. »
>
> Entretien avec le maire de Saint-André-de-Corcy, 03/12/2021

Sur la commune de Saint-André-de-Corcy, la part des CPIS apparaît pourtant assez stable, équilibrée par la présence d'entreprises (profil) sur la commune. Le taux de CPIS s'élève à 11% sur la commune, contre 10,2% en 2010. Il est supérieur de 4 points à celui de la Communauté de communes de la Dombes et supérieur de 3 points à celui de l'Ain. En revanche, les communes résidentielles à proximité (sud de la Dombes), cette part de CPIS est beaucoup plus déséquilibrée : à Mionnay, les cadres représentent 17,2% de la population et 15,7% à Saint-Marcel contre respectivement 10,5% et 9% en 2021 (figure 75). Si ces résultats témoignent d'une tendance de fond, ils ne sont toutefois pas suffisamment récent pour confirmer l'impact de la pandémie dans un processus de gentrification puisque les plus récents correspondent au recensement de la population de 2020.



Source : Insee, RP 2009, 2014, 2020
Réalisation : PREAULT Marine, 2025

Figure 76 Part des CPIS dans les communes de la Communauté de communes de la Dombes en 2010, 2015, 2021

Par ailleurs, l'idée d'une étape dans la gentrification du territoire semble se confirmer dans les profils de ménages arrivés en Dombes les deux années précédant le questionnaire (tableaux 34 et 35). Pour finir sur la question de l'évolution des profils des ménages, ce sont surtout des profils urbains, même lyonnais, qui sont identifiés dans les entretiens. C'est ce profil « lyonnais » qui est souvent perçu péjorativement localement.

> « Mais on espère quand même que Relevant reste rural le plus longtemps possible. Je n'y crois pas. Et puis, il faut rester dans notre ruralité quand même. On ne va pas tout bétonner pour dire on est comme à la ville, puisqu'ils viennent chez nous maintenant ! »
>
> Élu·e de Relevant, 05/01/2022

Dans cet extrait, la personne interrogée exprime le souhait de vouloir conserver le caractère rural de la commune dont elle est l'élue. Les nouveaux ménages sont directement associés à des néo-ruraux venant de la ville et s'installant chez eux, les ruraux, et pouvant apporter des changements non-désirés. Dans l'extrait d'entretien suivant, ce sont les représentations et attentes des nouvelles habitantes et habitants qui sont décriés.

> Marine : Et quels sont les changements majeurs que vous avez observés sur la commune depuis une quinzaine d'années ?
>
> Élu·e : À quels niveaux ?
>
> Marine : Tous les niveaux, ce qui vous vient à l'esprit.
>
> Élu·e : Je trouve que les gens sont de plus en plus demandeurs, de… Un peu de tout hein. Il faut leur garder leurs enfants, c'est tout juste faut pour les faire à leur place des fois... C'est un peu aussi le fait que les gens viennent de l'extérieur, et quand ils arrivent, en fait, ils se renseignent pas toujours forcément des services. Et encore nous, on a la garderie, on a une cantine, on a une école, on a... Mais ils arrivent et en fait, des fois, ils sont surpris qu'il n'y ait pas tous les services comme pour les transports en commun, les trucs comme ça, hein ! Bon, faudrait peut-être qu'ils se renseignent un peu avant, ça serait mieux. Mais les gens sont, je ne sais pas si c'est parce qu'ils ont été habitués, mais les gens sont très demandeurs. Et puis, autant avant les gens,

à la limite, ils comprenaient et... Maintenant, il y a des gens qui ne veulent plus comprendre. Ça devient les gens... Ils deviennent un peu compliqués, un peu. […] Voilà, les gens, ils sont prêts à tout pour venir à la campagne maintenant. »

Extrait d'entretien avec un·e élu·e de Baneins, 17/03/2022

Dans cet extrait, les nouveaux ménages sont aussi associés à des personnes venant de l'extérieur du territoire, et plus spécifiquement de la ville, qui est ici associée à des services identifiés comme urbains, tels que les transports en commun. Ici, c'est donc une difficile adaptation à un mode de vie rural qui est dépeinte. L'étude du territoire au prisme de la gentrification permet donc de mieux comprendre certaines appréhensions et conflictualité envers les « Lyonnais » et de manières générale les néo-ruraux, entendues dans les entretiens et parfois même visibles dans les paysages des communes (figure 76).



Figure 77 Pancarte à l'entrée d'un village témoignant des représentations rurales des villageois

Photo prise par Marine PREAULT, 4 janvier 2022

Pour nuancer ces propos, parmi les ménages installés dans leur commune depuis moins de deux et dont on sait le lieu de résidence précédent (la moitié des ménages environ), près du quart venait d'une commune de la communauté de communes de la Dombes et 6% vivant dans l'Ain auparavant, ce qui relativise cette idée d'installations majoritairement issues de villes extérieures au territoire, Lyon notamment. Concernant les ménages installés depuis moins de deux ans dans leur commune de résidence et résidant auparavant dans une commune du territoire se sont en grande majorité installés à Châtillon-sur-Chalaronne (21 sur les 22 individus ayant déclarés leur lieu de résidence précédant) ou alors à Relevant. Ce constat témoigne davantage d'un éloignement de ces ménages de la métropole lyonnaise vers le nord de l'EPCI. Ces résultats mis en comparaison des représentations associées aux nouveaux résidents questionnent une approche rendu simpliste des néo-ruraux par les populations résidantes. Dans les représentations exprimées, le nouvel habitant installé au lendemain de la pandémie est d'emblée assimilé à des ménages urbains et à des représentations peu valorisées de ces derniers : méconnaissance des contextes ruraux, mauvaise adaptation, etc. (figure 76). Ceci pose la question d'un repli politique du territoire, voir d'une forme de xénophobie : en ce sens, le panneau présenté en figure 11 est signé par la Coordination rural, un syndicat agricole considéré comme proche de l'extrême-droite (Purseigle, 2010).

Au-delà de ces changements mentionnés par les élues et élus, les pratiques du territoire, notamment en matière de consommation, peuvent aussi être des marqueurs de gentrification. Ces marqueurs peuvent se lire dans les bourgs ruraux, à l'image de la commune de Châtillon-sur-Chalaronne (figure 78). La gentrification rurale dans ces bourgs ruraux se manifestent en effet par des devantures renouvelées ou encore l'installation d'ateliers d'artistes, de galeries d'arts ou d'artisanat (Curry *et al.*, 2001; Tommasi, 2018). On retrouve effectivement à Châtillon-sur-Chalaronne ce type de commercialités (figure), notamment de l'artisanat de bijoux, un peintre-sculpteur, une galerie d'art ou encore une savonnerie[61]. L'essor de ce type d'artisanat a été étudié par

[61] D'après les observations de terrain menés entre avril et septembre 2022. Lors d'un retour sur le terrain en 2024-2025 pour le projet de recherche POPSU Terres d'accueil, certains de ces commerces comme la savonnerie n'étaient plus présents dans le centre-bourg de la commune, mais d'autres ont aussi émergé.

Marc Perrenoud (2012), qu'ils nomment les « artisans-créateurs » et dont les gentrifieurs sont la clientèle privilégiée. Ces artisans-créateurs se distinguent des autres artisans du territoire de pat leur formation notamment avec un parcours d'études dans l'enseignement supérieur. Leurs ateliers et produits sont généralement mis en scène car visibles depuis la rue et/ou vendus sur des marchés (Perrenoud, 2012). Frédéric Richard, Marius Chevallier, Julien Dellier et Vincent Lagarde (2014) ont également réalisé une étude pour interroger les liens entre gentrification et consommation mais cette fois-ci à travers les circuits-courts agroalimentaires. Ils démontrent que la clientèle de ces circuits-courts est généralement plus qualifiée et appartient CPIS, correspondant ainsi à des profils de gentrifieurs (Richard *et al.*, 2014a). Ceci ne se retrouve toutefois pas en Dombes, où la répartition de la consommation locale entre les PCS des ménages n'est pas surreprésentée chez les ménages CSP+ (figure 77), ni pour la temporalité d'installation sur la commune. Les données disponibles n'ont par ailleurs par permis de vérifier le niveau d'étude des ménages déclarant consommer des produits alimentaires locaux.

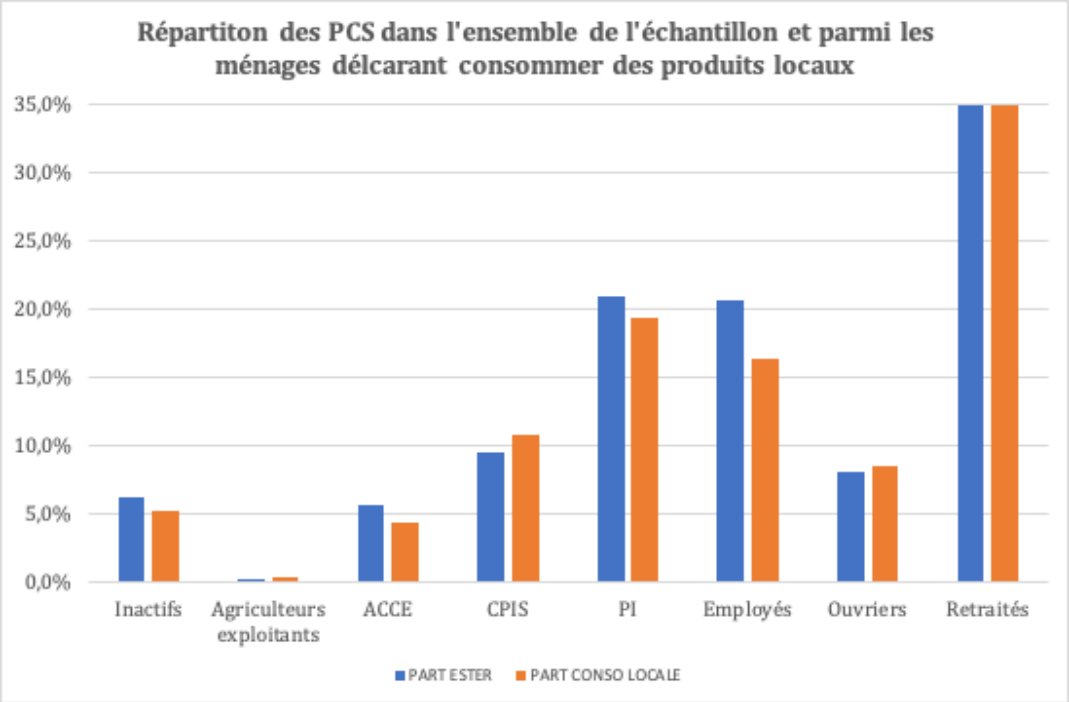


Figure 78 Répartition des PCS dans l'ensemble de l'échantillon et parmi les ménages déclarant consommer des produits locaux

Une partie des agriculteurs ayant une exploitation en circuit court sont d'ailleurs des « néo-agriculteurs » (Richard *et al.*, 2014a), avec un profil similaire aux « artisans-créateurs » mentionnés ci-avant. J'ai d'ailleurs pu rencontrer deux profils similaires lors des entretiens réalisés, l'un à Châtillon-sur-Chalaronne et l'autre plus au sud du territoire. Deux d'entre eux occupaient auparavant un autre emploi sur Lyon, n'ayant rien à avoir avec l'artisanat d'art ou l'agriculture en circuits courts.

Au regard de ces travaux, il est donc possible d'interroger l'essor de la consommation locale – étudiées dans la section précédente – en tant que marqueur d'une possible gentrification du territoire en Dombes et plus particulièrement depuis la pandémie. Les motivations du recours à cette consommation locale telles que la proximité, la qualité des produits et un engagement vers une consommation responsable renvoient à des motifs de consommation fréquents chez les gentrifieurs. Ainsi, l'instauration d'un marché bio le mercredi à Châtillon-sur-Chalaronne, en plus du marché très populaire de la commune le samedi, peut aussi être perçu, avec l'essor de boutiques d'artisans-créateurs, comme un marqueur de cette gentrification – mais pour cette seule de la commune en ce qui concerne l'ensemble du territoire étudié.



Boutique d'artisan d'art
PREAULT Marine, février 2022

Concept store,
Louise BRIAND, photo prise dans le cadre du programme POPSU Terres d'accueil, mai 2025

Figure 79 Boutique d'artisan d'art et concept store à Châtillon-sur-Chalaronne

Le dernier aspect de la gentrification rurale qui peut être questionné ici concerne l'environnement, tant sur les représentations qu'en ont les ménages dombistes que sur les conséquences de l'arrivée de nouvelles habitantes et habitants. Concernant la

gentrification rurale, les liens entre environnements et gentrification sont souvent abordés à travers la *greentification*, concept de Darren P. Smith[62] (1998) qui évoque « la recherche d'un espace « vert », d'une proximité avec la nature est au cœur des mobilités des classes moyennes et supérieures vers les espaces ruraux. » (Tommasi, 2018). Les travaux de l'équipe de recherche de l'Université de Limoges démontrent également que l'environnement intervient dans toutes les étapes de la mobilité avec les espaces ruraux : par les représentations d'un environnement souhaité avant l'installation, par les propriétés environnementales du territoire au moment de l'installation et enfin par les modifications apportées à l'environnement après l'installation sur le territoire (Guyot & Depraz, 2018; Richard *et al.*, 2014b, 2017, 2018; Tommasi, 2018). Ils proposent alors le concept de capital environnemental comme grille d'analyse de la gentrification pour montrer le rôle joué par le champ environnemental dans celle-ci. Le capital environnemental est appréhendé comme les trois autres capitaux définis par Bourdieu (économique, social, culturel), les échanges entre ces capitaux étant possibles. L'environnement apparait aujourd'hui comme un facteur incontournable de l'étude des processus de gentrification rurale car c'est spécifiquement cet aspect qui la distingue de la gentrification urbaine. Les entretiens et questionnaires menés ne retracent pas spécifiquement la trajectoire des nouvelles habitantes et habitants et potentiels gentrifieurs. On sait qu'une partie d'entre elles et eux a choisi la Dombes suite à une visite au Parc des Oiseaux ou alors suite à un séjour de vacances. Ces motifs peuvent avoir contribué à forger des représentations de l'environnement dombiste, notamment en tant que milieu propice aux oiseaux par exemple. Par ailleurs, en termes de représentations de l'environnement, deux distinctions peuvent être faites. Premièrement, en termes de qualité de l'environnement décrite par ces ménages installés depuis moins de deux ans, ce sont la tranquillité le niveau d'équipement des communes qui semblent prédominer, la nature ne venant qu'en troisième position, ce qui est finalement comparable avec le reste de la population (figure 79). En revanche, du côté de l'attachement au territoire, on retrouve des références au cadre environnemental du territoire, à savoir les étangs

[62] Darren P. Smith étudie la *greentification* dans une thèse non publiée intitulée « The Hebden Bridge district: greentrified Pennine rurality. » (1998), soutenue à l'Université de Leeds.

et plus généralement la nature. Ce cadre apporté par les étangs pourrait ainsi être questionné en tant que capital environnemental à l'échelle du territoire dans le sens où ces derniers sont valorisés positivement et peuvent faire l'objet d'un transfert de capital sur le territoire.

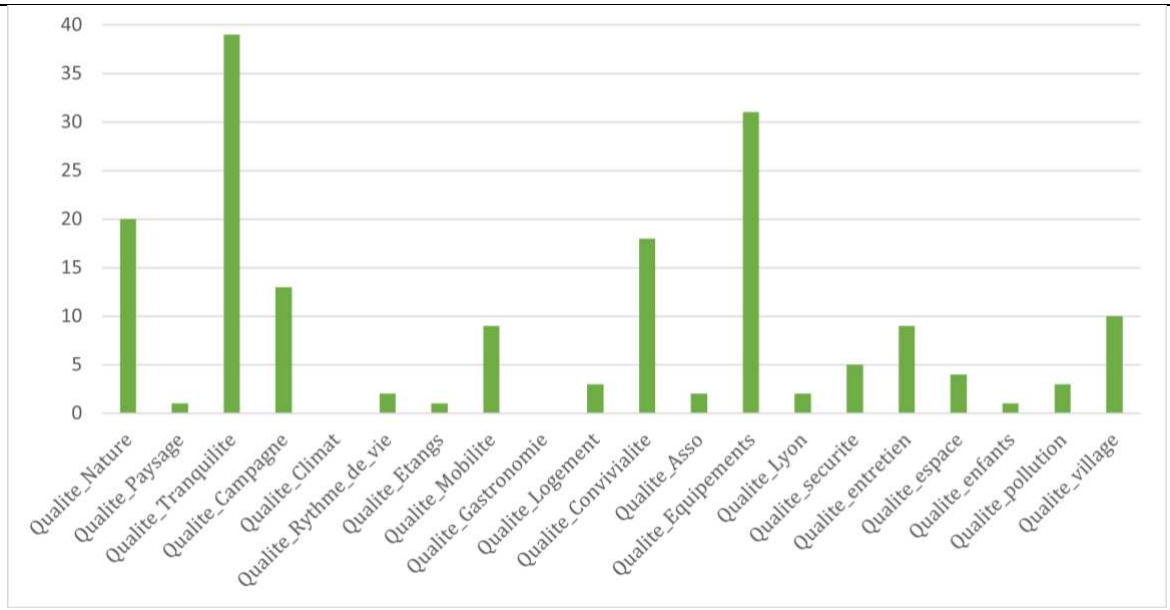


Figure 80 Qualité dombiste appréciée par les ménages installés depuis moins de deux ans sur la commune

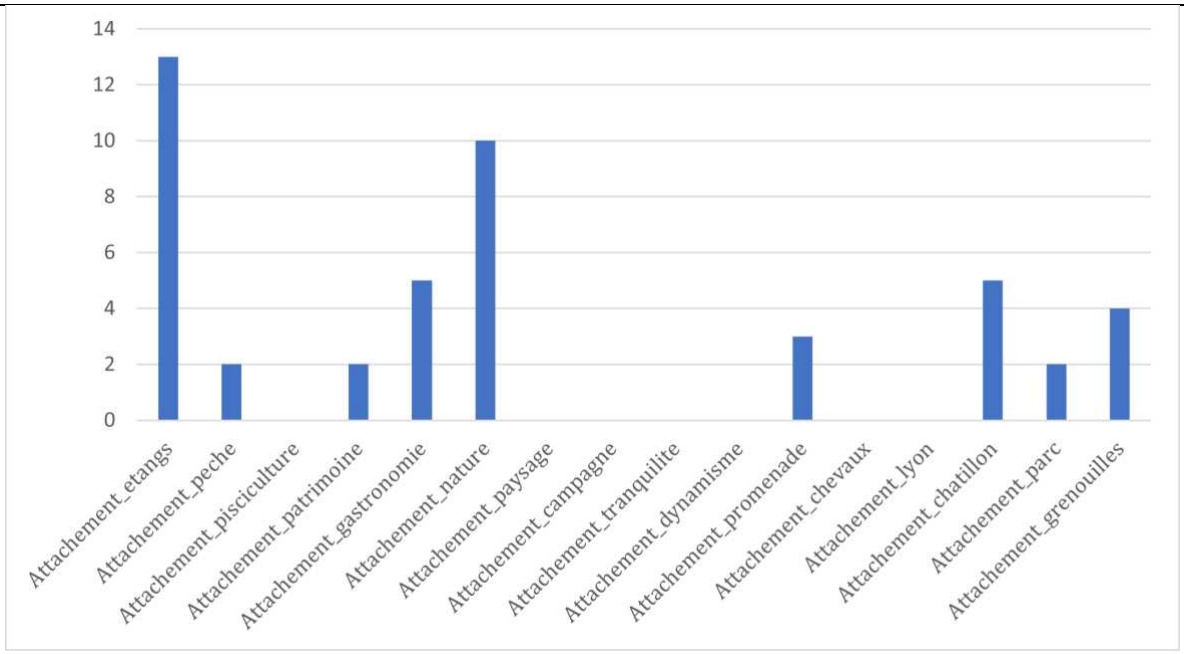


Figure 81 Motifs d'attachement au territoire des ménages installés depuis moins de deux ans sur leur commune de résidence

Enfin, du côté des changements apportés par de potentiels ménages gentrifieurs, ils restent également à approfondir. Lors d'un nouveau terrain mené en 2025, j'ai pu constater la création d'une association environnementale, « Éco solidère », qui organise un festival éponyme sur la commune de Châtillon-sur-Chalaronne. Cette association a retenu mon attention en ayant été créée au lendemain de la pandémie et donc susceptible d'être une conséquence de la venue de nouveaux ménages sur le territoire. Ces aspects restent toutefois à creuser. Par ailleurs, il est également possible de questionner le rejet d'un PNR en Dombes par une partie des acteurs locaux en dénonçant, entre autres, une évolution de la Dombes vers un « terrain de jeux pour Lyonnais », des éléments de langage que j'ai pu retrouver dans quelques entretiens d'élues et élus.

> « La Dombes est menacée ; clairement. Elle peut devenir un parc d'attraction pour les Lyonnais ou les gens de Bourg. Ça, c'est un gros, un gros danger, on écarte complètement sur ses caractéristiques propres. Beaucoup de gens en sont conscients, mais il n'y a pas beaucoup d'actions politiques qui vont dans le sens de la préservation de ce qu'on raconte. »
>
> Entretien avec l'élu·e de Marlieux, 06/01/2022

Ces propos témoignent une fois de plus d'une certaine animosité envers la pratique de la Dombes par des ménages extérieurs au territoire, autre marqueur possible de la gentrification. En ce sens, j'ai souvent fait face à des réticences des personnes enquêtées quand j'expliquais vivre à Lyon, réticences qui s'atténuaient dès que j'expliquais avoir grandi dans un espace rural, aussi éloigné géographiquement soit-il de la Dombes. Ces derniers éléments renvoient à des conflits possibles et identifiés entre néo-ruraux et ruraux dans d'autres territoires gentrifiés ou en cours de gentrification.

2.2. Des processus encore difficiles à affirmer

Si des marqueurs de gentrification et/ou de clubbisation sont sous-jacents dans les entretiens et parfois dans les enquêtes menées, les deux processus ne peuvent encore être affirmés et mériteraient d'être approfondis par la suite. Par ailleurs, les

différentes analyses présentées dans les deux sections précédentes laissent plutôt penser à différents processus à l'œuvre dans les communes de la Dombes. C'est pourquoi les chercheuses et chercheurs travaillant sur ces questions soulignent la nécessite de considérer des échelles temporelles larges pour pleinement identifier le processus (Smith, 2002) et d'avoir une approche à diverses échelles d'un territoire, la gentrification se faisant souvent à échelle très fine (Tommasi, 2018). Ainsi, si l'approche qualitative par les entretiens laisse envisager un tel processus, les données ne sont encore pas assez robustes pour le confirmer et mériteraient donc une recherche plus approfondie en ce sens. À l'échelle des communes de l'EPCI les résultats peuvent être nuancés. Tout d'abord, la gentrification et la clubbisation décrites précédemment sont en réalité circonscrites à deux entités géographiques plus ou moins distinctes. Le sud du territoire, connaissant des logiques de périurbanisation depuis plus longtemps, correspond davantage aujourd'hui à des logiques de clubbisation. À l'inverse, le nord du territoire, polarisé par Châtillon-sur-Chalaronne, ainsi que la Dombes des étangs, serait concernés par un processus de gentrification rurale tout en connaissant une « méga-périurbanisation » au lendemain de la pandémie. De plus, la grille de lecture de la gentrification rurale renvoie davantage à des espaces ruraux hors influence métropolitaine (Lubéron, Limousin ou encore espaces de moyennes montagnes), donc où des dynamiques de périurbanisation sont nettement moins présentes. L'arrivée de nouveaux ménages aux capitaux économique, social et culturel plus élevés peut donc être lue à travers ce processus. Dans un espace rural sous influence métropolitaine, il est plus difficile de distinguer ces deux processus. En ce sens Hervé Marchal et Jean-Marc Stébé se sont intéressés à des processus de « gentrification périurbaines » (2019). Ils observent des indices de gentrification dans les communes périurbaines proches de Nancy, parfois proches de ceux de la gentrification rurale ou urbaine, parfois propre à ces espaces, comme la construction de maisons d'architectes dans les lotissements ou à proximité. La taille de la parcelle devient notamment un critère de distinction (Marchal & Stébé, 2019a). Enfin, ils proposent une distinction entre les processus de gentrification et clubbisation, la gentrification impliquant un changement de structure de la population à la faveur d'une augmentation des ménages plus aisés, tandis que la clubbisation concerne des communes où la structure démographique correspond déjà

à une part importante de ménages aisés (Marchal & Stébé, 2019a, 2019b). Ainsi, la gentrification pourrait précéder la clubbisation, ce qui pourrait expliquer la distinction Nord/Sud entre les deux processus sur le territoire dombiste.

Pour finir, la lecture d'une gentrification rurale ne doit pas être appliquée trop vite au territoire, Pierre Pistre alertant dès 2014 des usages abusifs du concept et de cette grille de lecture. Ainsi, par exemple, si Châtillon-sur-Chalaronne connaît une nouvelle offre commerciale s'approchant de la gentrification, une partie de son centre-bourg n'échappe pas pour autant à une vacance immobilière et commerciale (figure 16). Pour autant, en milieu urbain la vacance est constitutive de la gentrification en cours, du fait d'un turn over des boutiques, symptômes des mutations en cours. Ceci ne semble pas être le cas sur ces photos (figure 16), la vacance de ces bâtiments ayant déjà été constatée en 2022, au moment du premier terrain. Les données ESTER concernant les ménages installés depuis 2020 montrent aussi l'importante contribution des flux internes dans les mouvements de population comparativement aux flux extérieurs et urbains.



Figure 82 Vacance résidentielle et commerciale dans le centre-bourg de Châtillon-sur-Chalaronne

Photo prise par Lousie Briand dans la cadre du programme POPSU Terres d'accueil, 19/03/2025

On retrouve cet appel à nuancer, voir modérer l'application de la gentrification aux territoires ruraux, chez Samuel Depraz, qui rappelle que ce processus reste en effet très proche de ceux de la renaissance rurale ou encore de la périurbanisation (Depraz,

2017, 2020) alors que sa particularité est de permettre d'identifier, au sein de ces recompositions rurales, des mécanismes de sélectivité spatiale voire de ségrégation – ces deux dernières dimensions n'ont pas encore pu être démontrées en Dombes, à ce stade de l'analyse. Il souligne également que les changements tels que la hausse des prix ou l'installation de nouveaux ménages sont aussi impulsés par les promoteurs immobiliers qui investissent les espaces ruraux. Les indices de gentrification doivent donc être approfondis pour pouvoir affirmer de réelles conclusions en ce sens en Dombes. Autre nuance que je souhaite apporter, la présence dans les entretiens de ménages s'étant installés sur le territoire quasiment par défaut, faute de moyens sur des espaces plus proches de Lyon ou alors dans le Beaujolais, territoire très prisé de la région lyonnaise (Didier-Fèvre, 2019). Encore une fois, cela démontre à quel point la prudence est de mise dans l'usage du concept de gentrification et encore plus dans un espace rural sous influence métropolitaine concerné à la fois par des dynamiques de renaissance rurale et d'une périurbanisation toujours plus lointaine. Une lecture de la gentrification dans une approche critique des processus métropolitains pourrait contribuer à préciser les processus en cours.

Les questions de clubbisation et gentrification en Dombes re-questionnent ou *a minima* nuancent les indices d'un épaississement du territoire, et posent davantage la question des conséquences de l'installation de nouveaux ménages sur le territoire. Il s'agit d'une approche exploratoire des résultats présentés ces derniers chapitres qui permettent de questionner une potentielle gentrification périurbaine ou une gentrification des espaces ruraux sous influence métropolitaine, laquelle peut différer des espaces ruraux jusqu'ici étudiés au prisme de la gentrification rurale en France.

Conclusion

La pandémie semble avoir impacté le territoire tant sur les manières d'habiter le territoire, avec des évolutions concernant les pratiques de consommation ou l'attachement à ce dernier, que sur les profils des ménages. Plus encore, les mobilités

d'installation au lendemain de cette pandémie ont ravivé les dynamiques de périurbanisation que le territoire connaît depuis longtemps et ont réactivé les représentations positives des espaces ruraux.

J'ai cependant cherché à requestionner, dans ce chapitre, les pratiques de consommation des ménages afin de vérifier si ces dernières étaient liées à des représentations positives et à un attachement au territoire, approfondissant ainsi l'épaississement du territoire, ou bien si elles ne revenaient pas à approche plus consumériste du territoire aujourd'hui. La nuance s'est effectivement imposée à la suite de l'analyse, puisqu'un rapport plus utilitariste au territoire a pu émerger dans le détail.

Enfin, l'épisode de la pandémie a induit plusieurs changements dus à une nouvelle « méga-périurbanisation » de la métropole lyonnaise, faisant suite à un renouveau de l'engouement pour les espaces ruraux. J'ai ainsi pu questionner les conséquences territoriales de ce processus, visible à la fois dans les entretiens menés auprès des élues et élus ainsi que les enquêtes réalisées auprès des ménages. Ceci m'a amené à questionner des dynamiques de clubbisation et de gentrification potentiellement à l'œuvre sur le territoire. Cette seconde section a pu ainsi présenter une approche exploratoire des changements récents sur ces territoires, avec deux nuances territoriales significatives indiquant une possible clubbisation, au plus près de la métropole lyonnaise, et une possible gentrification rurale autour de Châtillon-sur-Chalaronne. Ces points mériteraient bien entendu d'être approfondis par de plus amples recherches.

Conclusion de la troisième partie

Dans cette troisième partie, j'étude les changements que la Dombes a connu suite à la pandémie et j'interroge, au regard des résultats obtenus tout au long de cette recherche, l'idée d'un épaississement territorial en Dombes.

Dans le chapitre 6, les changments sont abordés au prisme de la résilience du territoire et de son économie résidentielle. Je constate un changement dans les pratiques de consommation, qui se reconcentrent vers le secteur domestique de la commune de résidence ou de la Communauté de communes. J

L'études des conséquences de la pandémie passe en premier lieu par la présentation de ces différents changements et la méthode utilisée pour les classer et les synthétiser. En effet, les ménages ont été plus ou moins marqués par cet épisode et il a souvent fallu approfondir les questions pour parvenir aux changements de pratiques des ménages. On distingue alors des différences de vécu entre ménage retraités et ménages actifs. Pour les premiers, le principal changement évoqué est la solitude, alors que pour les seconds c'est, dans l'ensemble, le travail. Les principaux changements évoqués par les ménages concernent le recentrement de la consommation vers le secteur domestique. La majorité des revenus du territoire, ceux de l'économie résidentielle, a ainsi pu être réorientée vers le secteur domestique du territoire. On retrouve alors dans les différents entretiens des changements de pratiques alimentaires et un essor de la consommation locale, notamment vers des producteurs en vente directe qui ont également proposé de la vente par drive. Du côté des loisirs, la pandémie a accompagné le développement de pratiques en plein air. Si ces pratiques ont peu d'impacts sur l'économie résidentielle ou le secteur domestique, elles contribuent à l'ancrage des ménages et au recentrement des pratiques des ménages. J'observe également une forme de résilience des ménages interrogés car les nouvelles pratiques adoptées pendant la pandémie, telles que le télétravail, ont pu permettre de réaliser des économies face à l'inflation connue au lendemain de la pandémie. Pour terminer, la résilience concerne aussi la réactivation d'une perception positive du territoire par les ménages.

Dans le chapitre 7, j'interroge la réactivation d'images positives comme le témoin d'un attachement au territoire pouvant impulser des consommations plus importantes vers son secteur domestique. Une nuance s'est néanmoins rapidement imposée avec, au contraire, l'émergence d'une pratique plus utilitariste du territoire. Enfin, l'épisode de la pandémie a induit plusieurs changements dus à une nouvelle « méga-périurbanisation » de la métropole lyonnaise, faisant suite à un renouveau de l'engouement pour les espaces ruraux. Ceci m'a amené à questionner, dans une approche exploratoire, des dynamiques de clubbisation (au sud du territoire) et de gentrification (à Châtillon-sur-Chalaronne) potentiellement à l'œuvre sur le territoire.

Conclusion

Cette recherche s'est attachée, d'une part, à étudier comment les revenus de l'économie résidentielle étaient captés par le secteur domestique des territoires ruraux sous influence métropolitaine et, d'autre part, à interroger les liens entre les capacités d'attraction de ces revenus et l'épaississement territorial des communes rurales sous influence métropolitaine. La thèse a ainsi cherché à répondre à trois objectifs : arriver à une meilleure connaissance de la partie aval de l'économie résidentielle, observer comment les revenus sont remis en circulation, redessinant ainsi une géographie des pratiques de consommation et, enfin, approfondir la notion d'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine via l'essor de leur secteur domestique.

Pour y répondre, j'ai privilégié des approches mixtes. L'approche quantitative a permis de mesurer les revenus résidentiels du territoire selon la théorie de la base économique, permettant de spécifier des profils de résidentialité selon les communes. Cette approche a été complétée par des enquêtes budgets ménages, une méthode initialement quantitative à laquelle j'ai ajouté des questions plus ouvertes pour une étude plus qualitative des ressorts de la consommation des ménages. Ceci me permet d'obtenir une comparaison entre les revenus de l'économie résidentielle estimés selon la théorie de la base économique et ceux réellement consommés vers les secteurs domestiques des communes enquêtées. La mention des lieux de consommation des ménages pour chaque poste de dépense me permet ensuite d'estimer et de qualifier les flux de revenus à destination d'autres territoires. La dimension plus qualitative de l'enquête m'a permis de saisir les ressorts de cette circulation des revenus résidentiels. Enfin, les entretiens semi-directifs m'ont permis de préciser les perceptions des élues et élus vis-à-vis de l'économie résidentielle et des habitudes des ménages. Ils ont particulièrement été utiles pour étudier l'épaississement territorial de la Dombes ainsi que l'ensemble des changements en cours, notamment suite à la pandémie.

À ces objectifs correspondent trois hypothèses présentées en introduction. Je reviens donc sur ces hypothèses et les apports des résultats obtenus tout au long de cette recherche. Pour terminer, je propose des perspectives de recherche en prolongement à ce travail.

Une focale sur le secteur domestique des communes : identifier les raisons du maintien des revenus résidentiels

La mise en regard des revenus résidentiels circulant sur le territoire avec ceux consommés vers le secteur domestique (chapitre 4) confirme une inégale capacité des communes à retenir ces derniers ainsi qu'un décalage possible entre le profil initialement identifié et les revenus effectivement consommés. La commune de Monthieux, par exemple, témoigne d'un important décalage au regard du profil identifié, une résidentialité de loisirs, et des revenus liés aux loisirs, finalement peu représentés. À l'inverse, Relevant parvient, comparativement, à maintenir une part de revenus associés aux loisirs plus élevés dû à la présence d'associations sur la commune, qui captent une partie de ces revenus. Quant à Châtillon-sur-Chalaronne, le bourg rural confirme la diversité des revenus consommés et donc sa résidentialité multiple.

Châtillon-sur-Chalaronne se distingue ainsi de par sa forte attractivité des revenus, elle-même liée aux équipements présents et à son rôle de pôle du territoire. J'ai également pu observer un décalage entre les revenus captés et la dépense des revenus des ménages sur la commune de Monthieux, montrant que la résidentialité de loisirs ne vise pas nécessairement les habitantes et habitants d'un territoire. Enfin, dans les communes les moins peuplées de l'échantillon, c'est l'offre alimentaire et associative qui permet d'avoir ou non un secteur domestique en capacité d'attirer les revenus des ménages présents.

Cette approche par la partie aval de l'économie résidentielle m'a aussi permis de préciser le rôle spécifique joué par la base résidentielle dans la contribution au secteur domestique, en comparaison aux autres revenus basiques. J'ai ainsi retrouvé

les résultats d'autres recherches (Talandier, 2018) relatifs à la contribution des revenus de retraites, et donc la présence de retraités, au secteur domestique des communes. Ces ménages potentiellement moins mobiles consomment donc davantage sur la commune, notamment en adhérant à des associations pour ce qui relève des loisirs. Ce résultat est plus marqué à Châtillon-sur-Chalaronne, bourg rural privilégié par les retraités comme lieu de vie pour l'accessibilité des services à pied. Pour des raisons similaires, les revenus des ménages inactifs sont le deuxième type de revenus les mieux maintenus. Ce résultat démontre quant à lui la contribution des ménages inactifs au secteur domestique des communes, malgré des revenus moins importants. Ces ménages tendent à limiter leurs déplacements et privilégient donc une consommation dans un territoire de proximité, ce qui renvoie également aux travaux sur la captivité d'une partie des ménages des espaces ruraux et périurbains (Rougé, 2009). Enfin, j'ai surtout pu relativiser l'hypothèse d'une fuite plus importante des revenus des ménages navetteurs, présupposée du fait de leur forte mobilité quotidienne. En effet, les dépenses par unité de consommation de ces ménages dans le secteur domestique de leur commune ne sont pas moins importantes que celles des autres actives et actifs non-navetteurs. La mobilité étant une des caractéristiques de l'habiter rural, la circulation des revenus en-dehors de la commune de résidence s'observe donc chez toutes les actives et actifs. En revanche, dans le chapitre 5, j'explique que les bassins de consommation sont plus larges pour les ménages navetteurs que pour les autres.

L'étude la circulation des revenus au cinquième chapitre permet quant à lui d'apporter des explications aux différentes capacités des communes pour capter les revenus de l'économie résidentielle. J'y distingue des polarités de proximité captant la majorité des dépenses des ménages, notamment les dépenses quotidiennes, des dépenses obligées pour la plupart d'entre elles. L'offre d'équipements des communes permet inévitablement de mieux capter les revenus résidentiels, comme en témoigne Châtillon-sur-Chalaronne. En revanche, pour les plus petites communes, les résultats confirment que la présence de services de proximité (coiffure, esthétique, etc.) ou de

points de vente alimentaires de proximité (marché, vente directe) permet de maintenir une partie des revenus résidentiels.

Ces résultats confirment donc l'importance de s'intéresser aux dépenses des revenus résidentiels sur ces territoires.

Des influences métropolitaines à relativiser dans les espaces ruraux

L'étude des flux de revenus de consommation et des choix qui les guident (chapitre 5) confirme l'hypothèse de revenus majoritairement captés par polarités commerciales de taille modeste mais proches du lieu de résidence des ménages. Je constate ainsi un recentrement et un ancrage des pratiques de consommation qui témoignent de l'épaississement territorial de la Dombes. Les discours portés sur les espaces urbains par les ménages et le recours au commerce en ligne comme alternative pour éviter ces déplacements confirment également l'idée d'espaces métropolitains peu centraux dans la vie des ménages des espaces ruraux sous influence métropolitaine.

L'approche par la circulation des revenus, de l'amont à l'aval de l'économie résidentielle, me permet donc de nuancer l'idée de dépendance des espaces ruraux sous influence métropolitaine à la métropole. Ils présentent l'intérêt d'une définition autre que celle de la localisation des emplois, mettant davantage en évidence les dynamiques économiques propres à ces espaces ainsi que les pratiques effectives des ménages en-dehors des temps de travail.

A contrario, l'étude de la circulation des revenus n'occulte pas des liens bel et bien existants entre les deux espaces. Une partie des revenus des navettrices et navetteurs alimentant l'économie résidentielle proviennent effectivement d'activités localisées en métropole et alimentent donc une partie des de l'économie résidentielle de la Dombes. La métropole d'ailleurs ne disparait pas totalement des pratiques des ménages, notamment du fait de la rareté de certains équipements et services.

Pratiques de consommation et épaississement territorial

La géographie des flux de consommation réalisée dans cette recherche recoupe d'autres résultats de recherche qui identifiaient un ralentissement des distances parcourues et le renforcement de l'attachement des ménages au territoire dans lequel elles résident (Aragau et al., 2011; Berger et al., 2010; Berroir et al., 2017). Les pratiques de consommation présentées ici confirment donc ces études menées dans le périurbain francilien. Le traitement des réponses des ménages témoigne de plusieurs motifs à ce recentrement des pratiques. Premièrement, il s'agit d'un recentrement pragmatique, permettant de limiter, d'une part, des coûts de transport qui pèsent dans les budgets des ménages et, d'autre part, de permettre des gains de temps dans l'organisation quotidienne des ménages. Deuxièmement, ces pratiques peuvent aussi témoigner d'un désir d'ancrage dans le territoire, avec un souhait de se tourner vers une consommation plus locale, souvent associée à des produits de meilleure qualité. Il en va de même pour le recours à des artisans locaux. On retrouve même une fierté chez les ménages à spécifier qu'ils font « travailler les gens du coin ». Ces éléments traduisent aussi la connaissance du territoire qu'ont les ménages. Les pratiques de consommation peuvent donc elles aussi traduire un ancrage des ménages, mais aussi des revenus associés dans le territoire. Il est alors possible d'affirmer que l'essor du secteur domestique grâce à l'ancrage des revenus résidentiels constitue l'une des dimensions de l'épaississement territoriale des espaces ruraux sous influences métropolitaines. Dans le chapitre 7, j'apporte toutefois des nuances à ces résultats, avec l'identification sur le terrain d'approches de plus en plus consuméristes du territoire, voire des comportements de repli. Sur cet aspect, si la question de l'ancrage des revenus ne change pas, celle de l'ancrage des ménages, en termes d'attachement au territoire apparaît donc moins évidente.

Perspectives de recherche

Ce travail de thèse ouvre plusieurs perspectives de recherches portant soit sur les espaces ruraux sous influence métropolitaine, soit sur d'autres dimensions peu exploitées de la théorie de la base économique.

Interroger les conséquences des mobilités vers le rural au moment de la pandémie

La troisième partie de la thèse s'articule autour de la pandémie du Covid-19 et ses conséquences pour le territoire, d'ailleurs bien présentes au moment des entretiens et enquêtes. J'y présente déjà quelques questionnements et tente d'y répondre dans une approche encore exploratoire du fait du terrain, qui ne constitue pour l'instant qu'un instant T dans les dynamiques, voire perturbations, récents que connaît le territoire. Des études comparatives, prenant une temporalité plus large, pourraient ainsi permettre de cerner deux processus que j'interroge : la résilience de l'économie résidentielle et les dynamiques de périurbanisation qui semblent s'être dessinées après la pandémie. Sur ce deuxième aspect, j'ai déjà entamé un deuxième terrain dans le cadre du programme de recherche POPSU « Terres d'accueil », déjà mentionné au chapitre 7, qui permet d'approfondir les questionnements évoqués avec de nouveaux entretiens en Dombes, intégrant cette fois-ci des acteurs économiques et associatifs. Le projet permet aussi de faire une comparaison avec d'autres territoires ruraux sous influence métropolitaine, ce qui permet là aussi d'étayer les questions soulevées par le terrain de thèse.

La base sanitaire et sociale et la base publique : deux aspects encore peu étudiés de la théorie de la base économique

Je mentionnais précédemment les apports des ménages inactifs au secteur domestique des communes. Les revenus de ces ménages, constitués d'aides sociales, appartiennent à la base sanitaire et sociales, selon l'approche par la théorie de la base économique. Ces revenus font d'ailleurs référence à la redistribution évoquée par Laurent Davezies quand il mentionnait la socialisation des revenus, c'est-à-dire des revenus sociaux redistribués par l'État. Les étudier pourrait permettre une meilleure connaissance de la contribution au fonctionnement économique et social des espaces ruraux, notamment peut-être dans des contextes de crises. Cette base comprend également l'ensemble des revenus sanitaires, liés aux remboursements de la sécurité sociale. Une fois encore, une approche par ces revenus pourrait aussi être une entrée pour étudier le secteur de la santé dans les espaces ruraux. Une telle approche pourrait

ainsi renvoyer à des questions d'égalité, voire de justice territoriale, ou encore de présence des services publics.

Le logement locatif dans les espaces ruraux

En évoquant les hausses des prix au moment des entretiens, les élues et élus ont aussi souvent mentionné le manque de logements locatifs sur leur commune, voir la nécessité pour eux de proposer des logements sociaux pour permettre à de jeunes ménages de pouvoir se loger. Certains ménages locataires ont également pu évoquer la difficulté à trouver des logements en location, ou en co-location et dans leur budget. Plus récemment, les entretiens menés en 2025 dans le programme POPSU renforcent nettement ces propos : les agents immobiliers confirment la faible présence de ce type de logement sur le territoire. Une personne enquêtée d'une soixantaine d'années est hébergée chez des proches faute de logements disponibles à la location, une responsable d'association en charge de réinsertion évoque la difficulté des personnes accompagnées de trouver un logement en location, les obligeant parfois à laisser leur travail et à partir en ville, là où des locations peuvent être disponibles. Pourtant, dans l'imaginaire collectif, les zones tendues renvoient surtout à des espaces urbains. Comment peut-on donc comprendre ces tensions sur le marché locatif en milieu rural ? Quelles en sont les conséquences socio-spatiales de ces questions ? Comment les élues, élus et autres actrices et acteurs de l'aménagement tentent-ils de répondre à ce phénomène ? Y a-t-il ici une question de géographie rurale du logement locatif ?

À l'issue du projet ESTER et de cette thèse, les orientations prises par cette recherche, les résultats et ouvertures suggérées témoignent de l'intérêt qu'il y a à se pencher sur les pratiques de consommation dans les espaces ruraux sous influence métropolitaine, notamment les petites villes, mais aussi de la nécessité de questionner sans relâche les évolutions continues que connaissent les espaces ruraux, tant il est vrai qu'ils ne sont ni figés, ni plus simples que leur contrepoint métropolitain.

Bibliographie

AMBIAUD, E., BLANC, M. & SCHMITT, B., (2006), *Les bassins de vie des bourgs et petites villes : une économie résidentielle et souvent industrielle*, INSEE, Paris, 5 p.

ANGEON, V. & CALLOIS, J.-M., (2005), Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité ?, *Économie et institutions*, n°6-7, p. 19-50.

ARAGAU, C., BERGER, M. & ROUGE, L., (2011), Du périurbain aux périurbains. Diversification sociale et générationnelle dans l'ouest francilien, *Pouvoirs Locaux : les cahiers de la décentralisation / Institut de la décentralisation*, vol. III, n°94, p. 58.

ARAGAU, C., DIDIER-FEVRE, C. & ROUGE, L., (2016), Enfants, adolescents : des pièces maîtresses du puzzle périurbain, *Les Annales de la recherche urbaine*, vol. 111, n°1, p. 42-57.

ASCHAN-LEYGONIE, C., (2000), Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux, *Espace géographique*, vol. 29, n°1, p. 64-77.

ATKINSON, R. & BRIDGE, G., (2004), *Gentrification in a global context. The new urban colonialism*, London.

AUBERT, F., (2010), Et si les choix résidentiels des ménages s'émancipaient des contraintes de localisation liées à l'emploi... ?, *Territoires 2040 : revue d'études et de prospective*, n°1, p. 79.

AUBERT, F., DIALLO, A., FRERE, Q., LEPICIER, D., TRUCHET, S. & VOLLET, D., (2014), *Analyse économétrique de la croissance de l'économie présentielle en France*, DATAR.

AUBERT, F., FRERE, Q., LEPICIER, D., TRUCHET, S. & VOLLET, D., (2016), Le développement des activités liées aux résidents : un nouveau souffle pour les espaces ruraux ?, In : *Campagnes contemporaines : enjeux économiques et sociaux et espaces ruraux français*, Éditions Quæ, VersaillesQuae, , p. 47-62.

AVOCAT, C., (1975), La Dombes, milieu naturel ou milieu en équilibre ? Introduction à une éco-géographie de l'espace dombiste, *Géocarrefour*, vol. 50, n°1, p. 35-58.

BAGNASCO, A., (1977), *Tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Il Mulino, Bologne.

BAILLY, A., (1971), La théorie de la base économique : son histoire, son utilisation, *Revue Géographique de l'Est*, vol. 11, n°3, p. 299-317.

BALANDIER, G., (1951), La situation coloniale: approche théorique, *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 11, p. 44-79.

BALTI, S., (2022, novembre 2), Les chemins comme support de recomposition urbaine, *BelvedeЯ +*.

BARATTUCCI, C., (2020), La Naissance et la portée de l'expression città diffusaEntretien avec l'urbaniste italien Francesco Indovina, *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*.

BARON, N., (2013), 17. Pression anthropique sur le littoral, In : A. EUZEN, L. EYMARD et F. GAILL (éd.), *Le développement durable à découvert*, CNRS Éditions, Paris, p. 136-137.

BAUJARD, B. & DEDEIRE, M., (2023), Les intercommunalités et les politiques alimentaires territoriales : essai de typologies de leur sensibilité territoriale dans le département de l'Hérault (France), *Annales de géographie*, vol. N° 749-750, n°1-2, p. 38-63.

BECK, S., DE BELLEFON, M.-P., FOREST, J., GERARDIN, M. & LEVY, D., (2023), La grille communale de densité à 7 niveaux, INSEE.

BEHAR, D., (2018, décembre 3), La crise des « gilets jaunes » révèle l'histoire d'une France qui disparait, *The Conversation*.

BENAGES-ALBERT, M. & BONIN, S., (2013), Le rapport au paysage ordinaire. Approche par les pratiques des espaces de proximité, *Projets de paysage. Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace*, n°9, .

BENIGNI, C., (2014), Les espaces intermédiaires et la densification des tissus périurbains, *Carnets de Géographes*, n°7, .

BENKO, G., (1998), *La science régionale*, Presses universitaires de France, Paris, 126 p.

BERGER, A. & CHEVALIER, P., (2005), Nouveaux systèmes productifs ruraux et relations rural-urbain, In : *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, PUR.

BERGER, M., (2004), *Les périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée.*, CNRS Éditions, Paris.

BERGER, M., ARAGAU, C. & ROUGE, L., (2014), Vers une maturité des territoires périurbains ?, *EchoGéo*, n°27, .

BERGER, M., BOULEAU, M. & MANGENEY, C., (2015), Les périurbains franciliens : vers de nouveaux comportements de mobilité ?, *EchoGéo*, n°34, .

BERGER, M., FRUST, J.-P., PLET, F. & ROBIC, M.-C., (1980), Rurbanisation et analyse des espaces ruraux péri-urbains, *L'Espace géographique*, vol. 9, n°4, p. 303-313.

BERGER, M., POULOT, M., ARAGAU, C. & ROUGE, L., (2016), L'habitabilité périurbaine dans les pratiques habitantes : de l'habitabilité restreinte au pavillon à l'habitabilité élargie, *Géo-Regards : Revue Neuchâteloise de Géographie*, vol. 9, p. 61.

BERGER, M., ROUGE, L., THOMANN, S. & THOUZELLIER, C., (2010), Vieillir en pavillon : mobilités et ancrages des personnes âgées dans les espaces périurbains d'aires métropolitaines (Toulouse, Paris, Marseille), *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n°2010/1, p. 53-67.

BERQUE, A., BONNIN, P. & GHORRA-GOBIN, C., (2006), *La ville insoutenable*, Paris, 366 p.

BERROIR, S., DELAGE, M., FLEURY, A., FOL, S., GUEROIS, M., MAULAT, J., … VIANA CERQUAIRA, E., (2017), Petites villes périurbaines et ancrage local des habitants. Les cas de Méru et Senlis dans l'Oise, *Espaces et sociétés*, vol. 168-169, n°1-2, p. 69-88.

BERROIR, S., DESJARDINS, X., FLEURY, A. & QUEVA, C., (2015), *Lieux et hauts lieux des densités intermédiaires*, PUCA, Paris, 234 p.

BESSE, J.-M., (2004), Le postmodernisme et la géographie. Éléments pour un débat, *L'Espace géographique*, vol. 33, n°1, p. 1-5.

BILLARD, G. & MADORE, F., (2010), Une géographie de la fermeture résidentielle en France. Quelle(s) méthode(s) de recensement pour quelle représentation du phénomène ?, *Annales de géographie*, vol. 675, n°5, p. 492-514.

BONERANDI, E., LANDEL, P.-A. & ROUX, E., (2003), Les espaces intermédiaires, forme hybride : ville en campagne, campagne en ville ? / Intermediate spaces, a hybrid form : a town in the countryside, or countryside in the town ?, *Revue de Géographie Alpine*, vol. 91, n°4, p. 65-77.

BONERANDI, E. & ROTH, H., (2007), Pour une géographie des espaces anti-héros : au-delà de la banalité des espaces intermédiairesPrésenté à Communications au colloque de l'ASRDFL, , Chambéry-Grenoble, p. 17.

BONNIN-OLIVEIRA, S., (2013), La fin des périphéries urbaines., *EspacesTemps.net Revue électronique des sciences humaines et sociales.*

BONNIN-OLIVEIRA, S., (2016), Les petites villes dans la périurbanisation, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, n°32, .

BONNIN-OLIVEIRA, S., BERGER, M., ARAGAU, C., ROUGÉ, L., DESBORDES, F., THOUZELIER, C., … JAILLET, M.-C., (2011), *Les « "pôles secondaires" » dans la réorganisation des mobilités: maturité et durabilité des espaces périurbains?*, PUCA.

BONNIN-OLIVEIRA, S., BERGER, M., ARAGAU, C., ROUGE, L., DESBORDES, F., THOUZELLIER, C., … JAILLET, M.-C., (2014), Les « pôles secondaires » dans la réorganisation des mobilités : maturité et durabilité des espaces périurbains ?, PUCA, p. 29.

BONNIN-OLIVEIRA, S., ESCAFFRE, F., ROUGE, L., SIINO, C. & BARREAU, N., (2023), Habiter la métropole entre croissance, tensions et réinvention du local, In : *L'habitabilité métropolitaine en question*, Autrement, Paris, p. 21-59.

BONTRON, J.-C., (2003), *Quelle France rurale pour 2020 ? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, DATAR, Paris, 70 p.

BOSCHMA, R., (2004), Proximité et innovation, *Économie rurale*, vol. 280, n°1, p. 8-24.

BOUBA-OLGA, O. & GROSSETTI, M., (2015), La métropolisation, horizon indépassable de la croissance économique ?, *Revue de l'OFCE*, vol. N° 143, n°7, p. 117-144.

BOUBA-OLGA, O. & GROSSETTI, M., (2018), Réflexion sur les dimensions géographiques et temporelles des processus territoriaux, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°5, p. 1393-1406.

BOUBA-OLGA, O. & GROSSETTI, M., (2019), Le récit métropolitain : une légende urbaine, *L'Information géographique*, vol. 83, n°2, p. 72-84.

BOULEAU, M. & METTETAL, L., (2014), La mobilité dans le périurbain : désir d'ancrage et nouvelles proximités, *L'Institut Paris Region*, n°646, .

BOURDEAU, P., (2012), Le tourisme réinventé par ses périphéries ?, Nire Negro, p. 31.

BOURON, J.-B., (2024, juillet), Ville moyenne (en France), *Géoconfluences*, Terme, École normale supérieure de Lyon. https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ville-moyenne-en-france (page consultée le 20/07/25)

BOURON, J.-B. & GEORGES, P.-M., (2019), *Les territoires ruraux en France*, Ellipses, Paris.

BRACHET, A., (2024), Rapport au territoire des personnes vieillissant en espace peu dense: Une analyse par la mobilité liée aux achats, *Retraite et Société*, vol. 92, n°1, p. 19-46.

BRAKMAN, S., GARRETSEN, H. & MARREWIJK, C. V., (2015), Regional resilience across Europe: on urbanisation and the initial impact of the Great Recession, *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 8, n°2, p. 225-240.

BRUNET, R., FERRAS, R. & THERY, H., (1996), *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, La Documentation française, Paris.

BURAK, S., DOGˇAN, E. & GAZIOGˇLU, C., (2004), Impact of urbanization and tourism on coastal environment, *Ocean & Coastal Management*, vol. 47, n°9, p. 515-527.

CAILLY, L., (2007), Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation, *Annales de géographie*, vol. 654, n°2, p. 169-187.

CAILLY, L., (2008), Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement périurbain ?, *Espace Temps*.

CANTILLON, R., (1725), *Essai sur la nature du commerce en général*.

CARLIER, E., DAWANCE, J., BARTHE-BATSALLE, H., BELLAYACHI, A., HAROU, R., NERI, P., … SERVAIS, M., (2006), L'économie résidentielle en Wallonie, *Travaux de recherches 2005-2006 de la CPDT*, p. 16.

CARRE, D., (2004), Les systèmes productifs locaux et les espaces métropolitains, *Villes en Parallèle*, vol. 3, n°1, p. 34-45.

CAVAILHES, J., (2009), Analyse économique de la périurbanisation des villes, *Innovations Agronomiques*, vol. 5, p. 1.

CHARMES, E., (2009), L'explosion périurbaine, *Etudes foncières*, n°138, p. 25.

CHARMES, É., (2011a), Au-delà du rêve de village : le club et la clubbisation, *Métropolitiques*, p. 7.

CHARMES, É., (2011b), *La ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Paris, 296 p.

CHARMES, É., (2012), Une approche théorique des villes : l'actualité du modèle de Charles Tiebout, *L'Economie politique*, vol. n° 53, n°1, p. 40-53.

CHARMES, É., (2021), *Métropole et éloignement résidentiel. Vivre dans le périurbain lyonnais.*, Autrement, Paris.

CHRISTALLER, W., (1933), *Central places in Southern Germany*, Prentice Hall, 230 p.

COGNARD, F., (s. d.), L'application du concept de « migrations d'agrément » aux moyennes montagnes françaises., In : *Les migrations d'agrément : du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris.

COLLET, A., DELAGE, A. & ROUSSEAU, M., (2022), Mobilités résidentielles post-Covid. Dynamiques sociales et enjeux locaux dans cinq territoires ruraux Rapport pour le PUCA et le Réseau Rural Français.

COTES D'ARMOR DOCUMENTS, (2010), L'économie résidentielle, une dynamique récente, moteur du développement des territoires ?

COURLET, C. & PECQUEUR, B., (2013), *L'économie territoriale*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

CRETTIEZ, X., DE MAILLARD, J. & HASSENTEUFEL, P., (2024), *Introduction à la science politique Ed. 2*, Armand Colin.

CROZET, M., (2000), Du global au local, quelle localisation pour les entreprises?, *Les Cahiers Français*, n°309, .

CUENOT, C., BRUN, A. & DEDEIRE, M., (2021), Petites villes : les dessous d'une recomposition territoriale:Examen des coopérations dans le bassin d'Alès, *Pour*, vol. 239, n°1, p. 167-184.

CURRY, G. N., KOCZBERSKI, G. & SELWOOD, J., (2001), Cashing Out, Cashing In: Rural change on the south coast of Western Australia, *Australian Geographer*, vol. 32, n°1, p. 109-124.

DAUMAS, J.-C., (2007), Districts industriels : du concept à l'histoire. Les termes du débat, *Revue économique*, vol. 58, n°1, p. 131-152.

DAVEZIES, L., (1995), La théorie économique de la ville, *Problèmes Economiques*, n°2418, p. 1-2.

DAVEZIES, L., (2003a), *La diversité du développement local dans les villes françaises*, DATAR. OEIL CRETEIL, Créteil, 60 p.

DAVEZIES, L., (2003b), *Un essai de typologie des formes du développement territorial en France.*, Institut Caisse des Dépôts pour la Recherche et à la Caisse des Dépôts, Créteil, 57 p.

DAVEZIES, L., (2006), La métropole, Joker du développement territorial… sur le papier, *Revue d'économie financière*, vol. 86, n°5, p. 13-28.

DAVEZIES, L., (2008a), Il y a économie résidentielle et économie résidentielle..., *Pour*, vol. n° 199, n°4, p. 50-52.

DAVEZIES, L., (2008b), *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses.*, 109 p.

DAVEZIES, L., (2009), La métropole parisienne : une maladie orpheline ?, *Espaces et societes*, vol. n° 136-137, n°1, p. 219-227.

DAVEZIES, L., (2012), *La crise qui vient*, Éditions du Seuil.

DAVEZIES, L., TALANDIER, M. & SAVY, M., (2008), *Développement "productivo-résidentiel" et mobilités dans les territoires du Limousin*, L'Observatoire de l'Economie et des Institutions Locales., Caromb.

DEBARBIEUX, B., (1995), Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique, *L'Espace géographique*, vol. 24, n°2, p. 97-112.

DEBROUX, J. & CHARMES, E., (2024), Au-delà des images d'Epinal : les relations de voisinage dans les communes rurales périurbaines françaises, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego.

DEDEIRE, M. & RAZAFIMAHEFA, L., (2013), Les territoires des appellations d'origine en France : entre métropolisation et qualifications territoriales, *Sud-Ouest européen. Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, n°36, p. 9-28.

DELAGE, A. & ROUSSEAU, M., (2021, décembre 6), Derrière l'« exode urbain », l'accaparement foncier ?, *Le Nouvel Obs*.

DELAGE, A. & ROUSSEAU, M., (2025), Peri-urban extractivism : The Political Economy of 'Cheap Sprawl', *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 49, n°5, .

DELFOSSE, C., (2011), La patrimonialisation des produits dits de terroir, *Anthropology of food*, n°8, .

DELFOSSE, C. & POULOT, M., (2019), Le rural, une catégorie opératoire pour penser les mutations socio-spatiales françaises.La géographie rurale d'hier à aujourd'hui, *Bulletin de l'association de géographes français. Géographies*, vol. 96, n°n°4, p. 528-554.

DELLIER, J., GARNIER, E. & RICHARD, F., (2013), *Attractivité et nouvelles bases économiques des territoires ruraux limousins* (report), report.

DELPIROU, A., (2018), La couleur des gilets jaunes, *La Vie des idées*.

DEMATTEIS, G., (2009), Le système urbain italien. Structures et problèmes (The Italian urban system. Structures and problems), *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, vol. 86, n°4, p. 415-423.

DEPRAZ, S., (2017), *Les nouveaux bourgeois des campagnes: vers une éviction rurale?*

DEPRAZ, S., (2019a), La France contrainte des Gilets jaunes, La Découverte, p. 75.

DEPRAZ, S., (2019b), La géographie est-elle une science engagée ? Fracture(s) territoriale(s) et gilets jaunes, *Historiens et géographes*, n°446, p. 25.

DEPRAZ, S., (2019c), Le grand retour de la question rurale ? Gilets jaunes et mobilisation territoriale, *Horizons publics*, n°hors-Série, .

DEPRAZ, S., (2020), A critical assessment of rural gentrification in France, LIT-Verlag, p. 131.

DEPREZ, S., (2016), Commerce connecté et territoires. Une relation en construction aux perspectives encore floues, *Netcom*, vol. 30, p. 05-08.

DIDIER-FEVRE, C., (2019, juin), Aux frontières de la métropole lyonnaise : des espaces périurbains à géométrie variable, *Géoconfluences*, Document, École normale supérieure de Lyon. https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/lyon-metropole/articles-scientifiques/espaces-periurbains-lyon (page consultée le 13/09/25)

DJAMENT-TRAN, G., LE BLANC, A., LHOMME, S., RUFAT, S. & REGHEZZA-ZITT, M., (2011, septembre), *Ce que la résilience n'est pas, ce qu'on veut lui faire dire*.

DODIER, R., MADORE, F., GASNIER, A. & CAILLY, L., (2012), *Habiter les espaces périurbains*, Rennes.

DORE, G., (2008), Attractivité retrouvée des zones rurales : atouts et risques de l'économie résidentielle, *Pour*, vol. n° 199, n°4, p. 60-68.

DORE, G., (2017), *Hors des métropoles, point de salut ? Les capacités des territoires non métropolitains.*, Paris, 352 p.

DUBUISSON-QUELLIER, S., (2025), *La consommation engagée: 3e édition mise à jour*, Presses de Sciences Po, 142 p.

DUCOURANT, H. & PERRIN-HEREDIA, A., (2019), Chapitre 2. Consommation et budgets familiaux, In : *Sociologie de la consommation*, Armand Colin, Paris, p. 39-95.

DUPUCH, S., MOUHOUD, E. M., LAZERRI, Y., MICHALET, C.-A. & JAYET, H., (2005), La localisation des activités et les stratégies de l'Etat : contributions au débat. Quatre notes de travail du groupe de projet Perroux., *CLP - LES CAHIERS DU PLAN*, n°n° 5, p. 58 p.

ESCAFFRE, F., (2022, novembre 2), L'habiter en recomposition et l'habitabilité en question dans les espaces métropolitains, *BelvedeЯ +*.

ESCAFFRE, F. & ROUGE, L., (2022, novembre 2), L'habiter en recomposition et l'habitabilité en question dans les espaces métropolitains, *BelvedeЯ +*.

ESSERS, J. & POULOT, M., (2019), Se nourrir dans le périurbain ouest francilien. Une approche par les mobilités alimentaires, *Bulletin de l'association de géographes français. Géographies*, vol. 96, n°n°4, p. 601-622.

FLECHET, J.-P., (1967), L'évolution agricole de la Dombes, *Géocarrefour*, vol. 42, n°1, p. 39-79.

FLEURY, A., (2016), Quels espaces publics pour repenser le périurbain ?, L'Harmattan, p. 99.

FROCRAIN, P. & GIRAUD, P.-N., (2016), *Dynamique des emplois exposés et abrités en France*, Presses des Mines, Paris.

GAFFARD, J.-L., (2005), Développement Local et Globalisation. Nouveaux regards sur la croissance, le bien-être, les inégalités interrégionales et l'attractivité des territoires, *Revue de l'OFCE*, vol. 94, n°3, p. 17-44.

GALLOPIN, G. C., GUTMAN, P. & MALETTA, H., (1989), Global impoverishment, sustainable development and the environment: a conceptual approach*. | EBSCOhost, *International Social Science Journal*, vol. 41, .

GAUTHIER, B., LAPOINTE, A. & LAURIN, F., (2003), Les économies d'agglomération et la croissance des régions dans l'union européenne, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. avril, n°2, p. 209-234.

GAUTIER, L., (2024), Approches post-coloniales et décoloniales, In : M. BOUVET, F. CHOSSIÈRE, M. DUC et E. FISSON (éd.), *Catégoriser : Lexique de la construction sociale des différences*, ENS Éditions, Lyon, p. 117-135.

GENESTIER, P., (2007), La question du pavillonnaire dans la société des individus. Aspirations habitantes et doctrines techniques - Persée, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, vol. 107, p. 18-30.

GILLIO, N., (2017), *Le foncier, une ressource territoriale pour le développement économique* (phdthesis, Université Grenoble Alpes).

GIRARD, V., (2019), « Les classes populaires sont reléguées à la périphérie des grandes villes. », In : *La France d'en bas ?*, Le Cavalier Bleu, Paris, p. 29-36.

GLORIOSO, R. S. & MOSS, L. A. G., (2012), Origines et développement du concept de migration d'agrément, In : *Les migrations d'agrément: du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris.

GRANDCLEMENT, A., (2020), La diversité des formes de développement résidentiel sur les littoraux français : essai de typologie, *L'Espace géographique*, vol. 49, n°3, p. 233-249.

GUERRERO, D. & PROULHAC, L., (2014), Vingt-cinq ans de périurbanisation logistique, *Reflets et perspectives de la vie économique*, vol. LIII, n°3, p. 31-43.

GUYOT, S. & DEPRAZ, S., (2018), À qui profite le capital environnemental ? L'environnement au service de la sélectivité territoriale, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, n°Hors-série 29, .

HALLEUX, J.-M., (2001), Les surcoûts de l'étalement urbain en Wallonie, *Études foncières*, n°94, p. 18-21.

HAMDOUCH, A., DEPRET, M.-H. & TANGUY, C., (2012), *Mondialisation et résilience des territoires: Trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences*, Les Presses de l'Université du Québec, Quebec, CA.

HARROUS, V., (2008), *L'économie résidentielle en Provences-Alpes-Côtes-d'Azur* (Rapport d'étude n° 15), Rapport d'étude, Insee.

HERVIEU, B. & VIARD, J., (1996), *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, L'aube, La Tour d'Aigues, 155 p.

HILAL, M., BARCZAK, A., TOURNEUX, F.-P., SCHAEFFER, Y., HOUDART, M. & CREMER-SCHULTE, D., (2011), *Typologie des campagnes françaises et des espaces à enjeux spécifiques (littoral, montagne et DOM)* (n° 12), DATAR, Paris, 81 p.

HIRCZAK, M., MOALLA, M., MOLLARD, A., PECQUEUR, B., RAMBONILAZA, M. & VOLLET, D., (2008), Le modèle du panier de biens. Grille d'analyse et observations de terrain, *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, n°308, p. 55-70.

HIRCZAK, M. & MOLLARD, A., (2005), Différenciation par la qualité et le territoire versus coordination sectorielle : conflit ou compromis ? L'exemple de la Bresse, *Ruralia. Sciences sociales et mondes ruraux contemporains*, n°16/17, .

HIRCZAK, M., MOLLARD, A. & PECQUEUR, B., (2004), LE PANIER DE BIENS ET DE SERVICES DE QUALITE :, *Montagnes méditerranéennes*, p. 35-42.

INDOVINA, F. & SAVINO, M., (1999), Villes nouvelles et nouveaux territoires: le processus d'étalement de la ville en Vénétie, *Universo*, vol. 80, n°5, p. 572-590.

JACOBS, J., (1984), *Cities and the Wealth of Nation*, New-York.

JAILLET, M.-C., (1996), Peut-on parler de sécession urbaine à propos des villes européennes? | Revue Esprit, *Esprit Presse*, n°258, p. 145-167.

JAILLET, M.-C., (2004), L'espace périurbain: un univers pour les classes moyennes | Revue Esprit, *Esprit Presse*, n°303, p. 40-61.

JOUSSEAUME, V., BAILLEUL, H. & CAILLY, L., (2017), Trajectoires résidentielles et mobilités quotidiennes. Les quatre « figures habitantes » du Pays du Vignoble nantais, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 61, n°174, p. 553-577.

JUILLARD, É., (1961), L'urbanisation des campagnes en Europe occidentale, *Études rurales*, n°1, p. 18-33.

KAUFMANN, J.-C., (2016), *L'entretien compréhensif*, Armand Colin, Paris, 128 p.

KAYSER, B., (1990), *La renaissance rurale : sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris.

KRINSKY, J. & SIMONET, M., (2012), Déni de travail : l'invisibilisation du travail aujourd'hui Introduction. Introduction, *Sociétés contemporaines*, vol. 87, n°3, p. 5-23.

KRUGMAN, P., (1991), Increasing Returns and Economic Geography, *JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY*, vol. 99, n°3, p. 17.

KUZNETS, S., (1955), Economic Growth and Income Inequality, *The American Economic Review*, vol. 45, n°1, p. 1-28.

LABORIE, J.-P. & SIGAL, F., (2011), Desserrement des activités et étalement urbain à Toulouse, *Sud-Ouest européen. Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, n°31, p. 79-88.

LACROIX, A., MOLLARD, A. & PECQUEUR, B., (1998), Politiques de développement local et rente de qualité territoriale des produits alimentaires, In : *Journées internationales de la recherche pour la gestion des territoires ruraux sensibles*, CEMAGREF Editions, Clermond-Ferrand, France.

LE GOIX, R., (2006), Les gated communities aux États-Unis et en France : une innovation dans le développement périurbain ?, *Hérodote*, vol. 122, n°3, p. 107-137.

LEFEBVRE, R., (2017), Leçon 6. La sociologie des institutions et des rôles politiques, In : *Leçons d'Introduction à la Science politique*, Ellipses, Parisvol. 3e éd, , p. 47-54.

LEJOUX, P. & CHARIEAU, C., (2019), La zone d'activités économiques : objet urbain non identifié ?, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, n°43, .

LEMARCHAND, N., (2008), *Géographie du commerce et de la consommation : les territoires du commerce distractif* (thesis, Université Paris IV-Sorbonne).

LEMARCHAND, N., (2011), Nouvelles approches, nouveaux sujets en géographie du commerce, *Géographie et cultures*, n°77, p. 9-24.

LEROUSSEAU, J., (2018), Tentatives de réhabilitation de la théorie de la base: à la recherche des origines.

LEVY, J., (2013), Liens faibles, choix forts : les urbains et l'urbanité, *La Vie des idées*.

LEVY, J. & LUSSAULT, M., (2013), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris.

LÖSCH, A., (1940), *The economics of location*, Yale Univ. Press., New Haven.

LOUSTALET, B., (2021, janvier), *Vers des régimes périurbains ? Quelques enseignements issus de la notion de régime appliquée aux relations entre les périphéries périurbaines et les métropoles*.

MADORE, F., (2012), La petite ville française au défi de l'enfermement résidentiel, *Norois. Environnement, aménagement, société*, n°223, p. 43-62.

MADORE, F., (2021), Les rues privées à Nantes : marqueur sociospatial et régulation de la place de l'automobile dans la ville ?, *L'Espace géographique*, vol. 50, n°1, p. 24-44.

MANGIN, D., (2004), *La ville franchisée. Formes et structures de la ville contemporaine.*, Editions de la Villette, Paris, 398 p.

MARCHAL, H. & STEBE, J.-M., (2019a), Les gentrifieurs à l'assaut du périurbain, *EspacesTemps.net*.

MARCHAL, H. & STEBE, J.-M., (2019b, décembre 2), Après les villes et les banlieues, les gentrifieurs envahissent le périurbain, *Métropolitiques*. https://metropolitiques.eu/Apres-les-villes-et-les-banlieues-les-gentrifieurs-envahissent-le-periurbain.html (page consultée le 29/06/25)

MARKUSEN, A., (2007), A Consumption Base Theory of Development: An Application to the Rural Cultural Economy, *Agricultural and Resource Economics Review*, vol. 36, n°1, p. 9-23.

MARSHALL, A., (1890), *Principes d'économie politique*, Paris.

MARTIN, N., BOURDEAU, P., DALLER, J.-F. & VIARD, J., (2012), *Les migrations d'agrément, du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris.

MARTIN, R. & SUNLEY, P., (2000), "L'économie géographique de Paul Krugman et ses conséquences pour la théorie du développement régional: une évaluation critique., In : *La richesse des régions*PUF.

MASSAL, C., (2018, avril), La fin des commerces de proximité dans les campagnes françaises ?, *Géoconfluences*, Document, École normale supérieure de Lyon. https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/articles-scientifiques/disparition-commerces-proximite (page consultée le 19/07/25)

MATTHEY, L., (2005), Éthique, politique et esthétique du terrain : cinq figures de l'entretien compréhensif, *Cybergeo: European Journal of Geography*.

MAUREL, F. & PUIG, J.-P., (2004), Les causes économiques de la croissance urbaine, In : *Villes et économie*La Documentation Française.

MAYNTZ, R. & SCHARPF, F., (2001), L'institutionnalisme centré sur les acteurs, *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 14, n°55, p. 95-123.

MBEMBE, A., (2006), Qu'est-ce que la pensée postcoloniale ?, *Esprit*, vol. 12, n°330, p. 117-133.

MERLIN, P., (2009), *L'exode urbain. De la ville à la campagne*, La Documentation française, Paris, 170 p.

MILET, H., MEYFROIDT, A. & SIMON, E., (2022), *L'exode urbain ? Petits flux, grands effets | Popsu*, POPSU Territoires, La Défense, 12 p.

MOLLARD, A., (2001), Qualité et développement territorial: une grille d'analyse théorique à partir de la rente, *Économie rurale*, vol. 263, n°1, p. 16-34.

MOLLARD, A., BOSCHET, C., DISSART, J.-C., LACROIX, A., RAMBOLINAZA, M. & VOLLET, D., (2014), Les aménités environnementales : quelle contribution au développement des territoires ruraux?, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, n°Hors-série 20, .

MOLLARD, A. & PECQUEUR, B., (2007), De l'hypothèse au modèle du panier de biens et de services. Histoire succincte d'une recherche, *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, n°300, p. 110-114.

MOREL-BROCHET, A. & ROUGE, L., (2017), Quotidien, ajustements et arbitrages des retraités du périurbain francilien, *Gérontologie et société*, vol. 39 / 152, n°1, p. 41-56.

MOSS, L., (1994), Beyond Tourism: The Amenity Migrants, p. 121-128.

MOTTE-BAUMVOL, B. & BELTON-CHEVALIER, L., (2014), *Les effets de la vente en ligne sur inégalités territoriales d'accès au commerce: vers un nivellement des disparités urbain-périurbain ?*, PUCA, Dijon.

NESSI, H., LE NECHET, F. & TERRAL, L., (2016), Introduction. Changement de regard sur le périurbain, quelles marges de manœuvre en matière de durabilité ?, *Géographie, économie, société*, vol. 18, n°1, p. 15-33.

OLLIVRO, J., (2005), Les classes mobiles, *L'Information Géographique*, vol. 69, n°3, p. 28-44.

PADDEU, F., (2012), Faire face à la crise économique à Detroit : les pratiques alternatives au service d'une résilience urbaine ?, *L'Information geographique*, vol. Vol. 76, n°4, p. 119-139.

PAHL, R. E., (1965), Class and Community in English Commuter Villages, *Sociologia Ruralis*, vol. 5, n°1, p. 5-23.

PAUMELLE, A., (2024), *Le vieillissement de la population, un renouveau pour les bourgs ruraux français ? Dynamiques socio-économiques et action publique* (phdthesis, Ecole des hautes Etudes en Sciences sociales (EHESS)).

PECQUEUR, B., (2000), *Le développement local: pour une économie des territoires*, Syros, Paris.

PECQUEUR, B., (2001), Qualité et développement territorial: l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés, *Économie rurale*, vol. 261, n°1, p. 37-49.

PECQUEUR, B. & TALANDIER, M., (2011), Les espaces de développement résidentiel et touristique–état des lieux et problématiques, *Territoires 2040 : revue d'études et de prospective*.

PECQUEUR, B. & ZIMMERMANN, J.-B., (2004), *Économie de proximités*, Hermes science publications, Paris.

PERRAT, J., (2006), Des Systèmes productifs localisés aux Pôles de compétitivité : Enseignements des nouvelles politiques publiques françaises, In : M. MEZOUAGHI (éd.), *Les territoires productifs en question(s) : Transformations occidentales et situations maghrébines*, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Tunis, p. 115-125.

PERRENOUD, M., (2012), Artisanat et gentrification rurale en France méridionale, *SociologieS*.

PERRIER-CORNET, P. & FREMONT, A., (2002), *Repenser les campagnes*, Éd. de l'aube DATAR, La Tour d'Aigues [Paris].

PEYRACHE-GADEAU, V., (1995), *Dynamiques différenciées des économies territoriales : apports des analyses en termes de districts industriels et de milieux innovateurs* (These de doctorat, Grenoble 2).

PHILLIPS, M., (1993), Rural gentrification and the processes of class colonisation, *Journal of Rural Studies*, vol. 9, n°2, p. 123-140.

PHILLIPS, M., (2010), Counterurbanisation and rural gentrification: an exploration of the terms, *Population, Place and Space*, vol. 16, n°6, p. 539-558.

PISTRE, P., (2012), *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales* (phdthesis, Université Paris-Diderot - Paris VII).

POLESE, M., SHEARMUR, R. & TERRAL, L., (2014), *La France avantagée: Paris et la nouvelle économie des régions*, Odile Jacob, 193 p.

PONSARD, C., (1988), *Analyse économique spatiale*, Paris, 452 p.

POULOT, M., (2008), Les territoires périurbains : « fin de partie » pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives ?, *Géocarrefour*, vol. 83, n°4, .

POULOT, M., (2013), Du vert dans le périurbain., *EspacesTemps.net Revue électronique des sciences humaines et sociales.*

POULOT, M. & ARAGAU, C., (2012), Habiter en périurbain ou réinventer la qualité de la ville, *Historiens et géographes*, n°N°419, p. 119-126.

POULOT, M., ARAGAU, C. & ROUGE, L., (2016), Les espaces ouverts dans le périurbain ouest francilien : entre appropriations habitantes et constructions territoriales, *Géographie, économie, société*, vol. 18, n°1, p. 89-112.

PRADEL, B., CAILLY, L., FOURNY, M.-C., CHARDONNEL, S., DODIER, R. & LOUARGANT, S., (2014), Relations sociales et solidarités collectives dans les déplacements périurbains : vers une identité de mouvement ?, *RTS. Recherche, transports, sécurité*, vol. 2014, n°02-03, p. 125-141.

PRADEL, B., CHARDONNEL, S., CAILLY, L. & FOURNY, M.-C., (2015), Les routines de déplacement dans les espaces périurbains : les dimensions collectives des agencements quotidiens, *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n°2015/1-2, .

PREAULT, M. & DEPRAZ, S., (2024), Ces parcs qui échouent : logiques territoriales et effets de contexte négatifs face au modèle des parcs naturels régionaux, *Natures Sciences Sociétés*, vol. 32, n°2, p. 155-164.

PURSEIGLE, F., (2010), Chapitre 8 / La coordination rurale:Un nouvel acteur sur l'Échiquier syndical, In : *Les mondes agricoles en politique*, Presses de Sciences Po, p. 241-272.

RACINE, J.-B. & BRYANT, H., (2013), Post-moderne (géographie), In : *Dictionne de géographie, de l'espace et des sociétés*, Belin, Paris.

RAIMBAULT, N. & BAHOKEN, F., (2014), Quelles places pour les activités logistiques dans la métropole parisienne ?, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, n°23-24, p. 53-74.

REGNIER, F., LHUISSIER, A. & GOJARD, S., (2009), *Sociologie de l'alimentation*, La Découverte, Paris, 128 p.

REINERT, M., (1993), Les « mondes lexicaux » et leur 'logique" à travers l'analyse statistique d'un corpus de récits de cauchemars.

RICHARD, F., (2017), *La gentrification rurale, de l'observation du fait géographique à la circulation du concept* (thesis, Université de Limoges).

RICHARD, F., CHEVALLIER, M., DELLIER, J. & LAGARDE, V., (2014a), Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale, *Norois. Environnement, aménagement, société*, n°230, p. 21-39.

RICHARD, F., DELLIER, J. & TOMMASI, G., (2014b), Migration, environnement et gentrification rurale en Montagne limousine, *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, n°102-3, .

RICHARD, F., SAUMON, G. & TOMMASI, G., (2018), Des enjeux environnementaux à l'émergence d'un capital environnemental ?, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, n°Hors-série 29, .

RICHARD, F., TOMMASI, G. & SAUMON, G., (2017), Le capital environnemental, nouvelle clé d'interprétation de la gentrification rurale ?, *Norois. Environnement, aménagement, société*, vol. 243, n°2, p. 89-110.

ROCHE, É., (2011), Participation et conflits : l'enjeu des espaces intermédiaires. Conflits socio-spatiaux à Berlin et Saint-Denis, *Trajectoires. Revue de la jeune recherche franco-allemande*, n°5, .

ROUGE, L., (2009), L'installation périurbaine entre risque de captivité et opportunités d'autonomisation, *Articulo - Journal of Urban Research*, n°5, .

ROUGE, L., (2017), Marges et marginalités périurbaines, In : *La France des marges*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, p. 129-144.

ROUGE, L. & ARAGAU, C., (2019), Appropriations, partages et fabrications de l'espace public. Vers un périurbain plus convivialiste ?, *Revue du MAUSS*, vol. 54, n°2, p. 307-319.

ROUSSEAU, A. D. & M., (2022), L'« exode urbain », extension du domaine de la rente, *Métropolitiques*.

RUAULT, J.-F. & PROULHAC, L., (2014), Déplacements de consommation et transferts de richesses en Île-de-France, *Géographie, économie, société*, vol. 16, n°1, p. 91-122.

RUFAT, S., (2011, juillet 1), Critique de la résilience pure.

SAJOUS, P., THEBERT, M., NESSI, H. & CORALLI, M., (2015a), Mobilités quotidiennes et modes d'habiter dans le périurbain francilien, *Netcom. Réseaux, communication et territoires*, n°29-1/2, p. 79-110.

SAJOUS, P., THEBERT, M., NESSI, H. & CORALLI, M., (2015b), Mobilités quotidiennes et modes d'habiter dans le périurbain francilien. Quelle place pour les TIC ?, *Netcom. Réseaux, communication et territoires*, n°29-1/2, p. 79-110.

SANDERS, L., (1990), *L'analyse statistique des données en géographie*, Paris, 267 p.

SCEAU, R., (1980), Les étangs de la Dombes, fondements socio-économiques d'un système hydraulique, *Géocarrefour*, vol. 55, n°2, p. 129-159.

SEDENO, A. & CHAMBART, P.-J., (2014), Rhône-Alpes : une croissance de long terme soutenue par l'industrie, la métropolisation et l'économie résidentielle, *La Lettre Analyse*, n°231, .

SENCEBE, Y., (2007), Individualisme de repli sécuritaire ou d'ouverture affinitaire. La pluralité des ressorts du périurbain, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, vol. 102, n°1, p. 58-67.

SENCEBE, Y., (2011), Multi(ples) appartenances en milieu rural, *Informations sociales*, vol. 164, n°2, p. 36-42.

SIBERTIN-BLANC, L. B. & F. L. & P. P. & M., (2025, septembre 19), Le « bien vivre » en petite ville : le rôle des pouvoirs publics locaux, *Métropolitiques*.

SIBERTIN-BLANC, M. & BARTHE, L., (2024, septembre), *DEFINITION du BIEN VIVRE TERRITORIAL*.

SMITH, D. P., (2002), Extending the temporal and spatial limits of gentrification: a research agenda for population geographers, *International Journal of Population Geography*, vol. 8, n°6, p. 385-394.

SMITH, D. P. & PHILLIPS, D. A., (2001), Socio-cultural representations of greentrified Pennine rurality, *Journal of Rural Studies*, vol. 17, n°4, p. 457-469.

SOFRANCO, A. J. & WILLIAMS, J. D., (1980), *Rebirth of Rural America : Rural Migration in the Midwest*, Iwoa State University, Ames, Iowa.

SOMBART, W., (1919), Der Moderne Kapitalismus, Erster Band, Die Vorkapitalistische Wirtschaft, *Duncker & Humbolt*, vol. 15, n°1, p. 111-118.

SOULARD, C. T., (2005), La multifonctionnalité de l'agriculture en pratique : étude des relations entre exploitations agricoles et étangs de la Dombes., *Cybergeo : European Journal of Geography*.

STOCK, M., (2006), L'hypothèse de l'habiter polytopique: pratiquer les lieux géogrpahiques dans les sociétés à individus mobiles, *Espaces Temps*, p. 13.

STOCK, M., RERAT, P. & RUEG, J., (2018), *La multirésidentialité en questions*, Alphil-Presses Universitaires Suisses, Neuchâtel.

TAFFIN, C., (1986), L'essor périurbain, *Espace Populations Sociétés*, vol. 4, n°2, p. 305-312.

TALANDIER, M., (2007), *Un nouveau modèle de développement hors métropolisation. Le cas du monde rural français*.

TALANDIER, M., (2008a), Le tourisme: moteur de la revitalisation des espaces ruraux français?, *Cahiers espace*, n°98, p. 7.

TALANDIER, M., (2008b), Une autre géographie du développement rural : une approche par les revenus, *Géocarrefour*, vol. 83, n°Vol. 83/4, p. 259-267.

TALANDIER, M., (2012), L'émergence des systèmes productivo-résidentielsPrésenté à XLIXe Colloque de l'ARSDLF: « Industrie, villes et régions dans une économie mondialisée », , Belfort.

TALANDIER, M., (2018), Retraites et développement territorial, *Pour*, vol. 233, n°1, p. 80-87.

TALANDIER, M., (2021), Télétravail et recompositions territoriales : les Zoom towns, *Constructif*, vol. 60, n°3, p. 56-60.

TALANDIER, M., (2023), *Développement territorial. Repenser les relations villes-campagnes*, Armand Colin, Paris, 316 p.

TALANDIER, M. & CALIXTE, Y., (2021), Résilience économique et disparité territoriale. Quelles leçons retenir de la crise de 2008 ?, *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. Juin, n°3, p. 361-396.

TALANDIER, M. & DAVEZIES, L., (2009), *Repenser le développement territorial ?*, La documentation française - collection Puca-Recherche.

TALANDIER, M. & JOUSSEAUME, V., (2013), Les équipements du quotidien en France : un facteur d'attractivité résidentielle et de développement pour les territoires ?, *Norois. Environnement, aménagement, société*, n°226, p. 7-23.

TANGUY, J.-M. & CHARREYRON-PERCHET, A., (2013), La résilience territoriale : un premier diagnostic, *Annales des Mines - Responsabilite et environnement*, vol. N° 72, n°4, p. 32-36.

TANGUY, P. & DAVEZIES, L., (2005), Économie productive, économie résidentielle dans la base économique des Pays du Finistère., In : *les nouvaux facteurs d'attractivité dans le jeu de la mondialisation*, PUR, Rennes.

TERRIER, C., SYLVANDER, M. & KHIATI, A., (2005a), En haute saison touristique, la population présente double dans certains départements, *INSEE*, n°1050, p. 4.

TERRIER, C., SYLVANDER, M., KHIATI, A. & MONCERE, V., (2005b), Population présente : méthodes de détermination à partir des enquêtes sur les touristes, p. 28.

THEBERT, M., CORALLI, M., NESSI, H. & SAJOUS, P., (2016a), Un territoire d'attaches : lien aux lieux et lien aux autres dans le périurbain francilien, *Géographie, économie, société*, vol. 18, n°1, p. 59-88.

THISSE, J.-F., (1997), L'oubli de l'espace dans la pensée économique, *Revue Région et Développement*, n°6, p. 13-39.

TIEBOUT, C. M., (1956), A Pure Theory of Local Expenditures, *Journal of Political Economy*, vol. 64, n°5, p. 416-424.

TOMMASI, G., (2018, avril), La gentrification rurale, un regard critique sur les évolutions des campagnes françaises, *Géoconfluences*, Document, École normale supérieure de Lyon. https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/articles-scientifiques/gentrification-rurale (page consultée le 06/09/24)

TRONEL, A., (2020), *Comment évaluer et donner à voirle poids économique d'un territoire sous influence métropolitaine : la Communauté de communes de la Dombes*, Université Jean Moulin Lyon 3.

VANIER, M., (2000), Qu'est-ce que le tiers espace ? Territorialités complexes et construction politique, *Revue de Géographie Alpine*, vol. 88, n°1, p. 105-113.

VANIER, M., (2003), Le périurbain à l'heure du crapaud buffle: tiers espace de la nature, nature du tiers espace., *Revue de Géographie Alpine / Journal of Alpine Research*, vol. 91, n°4, p. 79.

VANIER, M., (2005a), La relation « ville / campagne » excédée par la périurbanisation, *Cahiers Français*, p. 13-17.

VANIER, M., (2005b), L'interterritorialité : des pistes pour hâter l'émancipation spatiale, In : B. ANTHEAUME et F. GIRAUT (éd.), *Le territoire est mort, vive les territoires !*, IRD Éditions, p. 317-336.

VANIER, M., (2012), Dans l'épaisseur du périurbain, *Espaces et sociétés*, vol. 148-149, n°1, p. 211-218.

VARENNE, F., (2017), Partie III. Économie spatiale et géographie urbaine : des théories aux modèles, In : *Théories et modèles en sciences humaines*, Éditions Matériologiques, Paris, p. 257-374.

VELTZ, P., (2005), *Mondialisation, villes et territoires*, PUF.

VELTZ, P., (2008), *La grande transition: la France dans le monde qui vient*, Éditions du Seuil, Paris.

VELTZ, P., (2013), *Paris, France, Monde. Repenser l'économie par le territoire*, Editions de L'Aube, La Tour d'Aigues, 206 p.

VELTZ, P., (2019), *La France des territoires, défis et promesses*, La Tour d'Aigues, 174 p.

VIARD, J., (2000), *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, Aube, La Tour d'Aigues.

VIARD, J., (2004), *Le sacre du temps libre: la société des 35 heures*, Éd. de l'Aube, La Tour-d'Aigues.

VIARD, J., (2012), *Nouveau portrait de la France : La société des modes de vie*, Editions de l'Aube.

VIDAL, P. & ROUGE, L., (2011), *Les espaces périurbains habités par le numérique* (report), report.

VILLAR, C. & DAVID, M., (2014), La résilience, un outil pour les territoires ?Présenté à IT-GO Rosko, , Roscof, p. 8.

VOLLET, D., (2012), Chasse et développement territorial. Vers un cadre d'analyse global ?, *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, n°327-328, p. 24-37.

Table des tableaux

TABLEAU 1 PART DE LA POPULATION ACTIVE DANS LA POPULATION TOTALE EN FRANCE ET DANS LES ESPACES RURAUX 90

TABLEAU 2 ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES MENAGES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES ET EN FRANCE (EN %) EN 2009, 2014, 2020 ET LE TAUX D'EVOLUTION ENTRE 2009 ET 2020 124

TABLEAU 3 ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES MENAGES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES ET EN FRANCE SELON LEUR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (EN %) EN 2009, 2014, 2020, AINSI QUE L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES CSP ENTRE 2009 ET 2020. 125

TABLEAU 4 PRESENTATION DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ETUDIES ET S'APPLIQUANT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES 143

TABLEAU 5 PREMIERS CRITERES DE LA GRILLE D'ANALYSE DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 150

TABLEAU 6 PREMIERS CRITERES DE LA GRILLE D'ANALYSE DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 154

TABLEAU 7 REPARTITION DE LA POPULATION SELON L'ACTIVITE DANS L'ECHANTILLONNAGE ET SELON L'INSEE 230

TABLEAU 8 REPARTITION DE LA POPULATION ENQUETEE ET SUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES D'APRES L'INSEE COMPARAISON DE LA REPARTITION PAR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE ENTRE L'ECHANTILLON ET L'INSEE (RP 2021) 231

TABLEAU 9 REPARTITION DES CSP DES PERSONNES NAVETTRICES.. **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

TABLEAU 10 TABLEAU 3 - COEFFICIENTS DE REDRESSEMENT APPLIQUES A CHAQUE PROFIL DE MENAGE 234

TABLEAU 11 ATTRIBUTION DES DEPENSES EFFECTIVES PAR BASE 239

TABLEAU 12 MONTANTS ET PARTS DES REVENUS DEPENSES PAR MOIS (EN €) PAR L'ENSEMBLE DES MENAGES CONTRIBUANT AU SECTEUR DOMESTIQUE DU TERRITOIRE 254

TABLEAU 13 REPARTITION DES DIFFERENTS REVENUS DEPENSES PAR LES MENAGES AU SEIN DES SECTEURS DOMESTIQUES DES COMMUNES ENQUETEES..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

TABLEAU 14 CONTRIBUTION DES BASES AU SECTEUR DOMESTIQUE DE CHAQUE COMMUNE 258

TABLEAU 15 COMPARAISON ENTRE LA PART DES REVENUS RESIDENTIELS CONSOMMES DANS LE SECTEUR DOMESTIQUE DE LA COMMUNE DE RESIDENCE ET LE NOMBRE D'EQUIPEMENTS COMMERCIAUX DE LA COMMUNE 265

TABLEAU 16 COMPARAISON ENTRE LA PART DES REVENUS DE LOISIRS CONSOMMES DANS LE SECTEUR DOMESTIQUE DE LA COMMUNE DE RESIDENCE ET LE NOMBRE D'EQUIPEMENTS DE LOISIRS, SPORTS, CULTURES ET D'ASSOCIATIONS DE LA COMMUNE 266

TABLEAU 17 COMPARAISON DES REVENUS CAPTES ET DES EQUIPEMENTS DE LYON ET BOURG-EN-BRESSE 280

TABLEAU 18 CARACTERISTIQUES DES DIFFERENTES POLARITES ETUDIEES 284

TABLEAU 19 SYNTHESE DE LA CLASSIFICATION DE REFERENCE (RUAULT ET PROULHAC, 2014) ET CELLE ADOPTEE POUR L'ANALYSE 286

TABLEAU 20 REPARTITION DES EQUIPEMENTS DE LA PBE PAR CATEGORIES DE DEPENSES IDENTIFIEES DANS LES ENQUETES 289

TABLEAU 21 TESTS DE CORRELATION ENTRE CHAQUE POSTE DE DEPENSE ET LE NIVEAU D'EQUIPEMENTS DES COMMUNES 290

TABLEAU 22 CORRELATION ENTRE LES MONTANTS DEPENSES EN ACHATS EXCEPTIONNELS ET LE NIVEAU D'EQUIPEMENT DES COMMUNES (BPE, 2021) 313

TABLEAU 23 CRITERES DE SELECTION DES POLARITES DE DEPENSES EXCEPTIONNELLES DU TERRITOIRE DOMBISTE 315

TABLEAU 24 PART DES ACHATS EFFECTUES SUR INTERNET SELON L'ACTIVITE DES MENAGES 327

TABLEAU 25 VARIABLES UTILISEES ET IDENTIFIANTS ASSOCIES DU FICHIER DATA_DEPCOM CONSTITUE POUR LA REALISATION DE LA TYPOLOGIE DES POLARITES 331

TABLEAU 26 RESULTATS DU SCORING DES PRINCIPAUX CHANGEMENTS DUS AU COVID 364

TABLEAU 27 GRILLE D'ANALYSE UTILISEE POUR L'ETUDE DES CHANGEMENTS DUS A LA PANDEMIE 366

TABLEAU 28 ÉVOLUTION DES ACHATS PAR DRIVE PENDANT ET APRES LA PANDEMIE 389

TABLEAU 29 PART DES MENAGES TELETRAVAILLANT SELON LEUR PCS 394

TABLEAU 30 PART DES MENAGES POUVANT TELETRAVAILLER 395

TABLEAU 31 ÉLEMENTS MENTIONNES PAR LES PERSONNES INTERROGEES POUR DECRIRE L'ATTACHEMENT ET LA QUALITE DU TERRITOIRE 409

TABLEAU 32 ÉCARTS ENTRE LES DONNEES DE L'INSEE ET LES QUESTIONNAIRES PAR COMMUNES 432

TABLEAU 33 SYNTHESE DES SOLDES MIGRATOIRES DES MAILLES HABITAT CONCERNANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES. 436

TABLEAU 34 CARACTERISTIQUES SOCIO-PROFESSIONNELLES DES MENAGES ARRIVES DEPUIS MOINS DE DEUX ANS SUR LA COMMUNE 438

TABLEAU 35 REPARTITION PAR AGE DES PERSONNES INTERROGEES INSTALLEES DEPUIS MOINS DE 2ANS 438

TABLEAU 36 EVOLUTION DES PRIX ESTIMEE PAR LES ELU·E·S SUR LEUR COMMUNE 449

Table des figures

FIGURE 1 L'IMPLANTATION DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE SUR LES COMMUNES DE ROMANS ET CHATILLON-SUR-CHALARONNE 29

FIGURE 2 PART DES PENSIONS ET RETRAITES DANS LE REVENU DISPONIBLE EN 2020 34

FIGURE 3 PART DES PENSIONS ET RETRAITES DANS LE REVENU DISPONIBLE EN 2020 38

FIGURE 4 TROIS APPROCHES DE LA THEORIE DE LA BASE PAR LES REVENUS 39

FIGURE 5 CONTRIBUTION DE CHACUNE DES BASES DANS LES REVENUS BASIQUES DU TERRITOIRE, SELON LE TYPE D'ESPACE 46

FIGURE 6 EXEMPLES D'ACTIVITES ET INFORMATIONS LORS DES JOURNEES DECOUVERTES DES POISSONS DE LA DOMBES 52

FIGURE 7 PRESENTATION DU CUIR DE CARPE DE DOMBES LORS DES JOURNEES DU POISSON DE LA DOMBES 52

FIGURE 8 ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PUBLICATIONS AUTOUR DE LA THEORIE DE LA BASE ET DE L'ECONOMIE RESIDENTIELLE 58

FIGURE 9 PLUSIEURS ACCEPTATIONS DE LA THEORIE DE LA BASE ECONOMIQUE ET DE L'ECONOMIE RESIDENTIELLE 59

FIGURE 10 CONFUSION METHODOLOGIQUE AUTOUR DE LA MESURE DE LA THEORIE DE LA BASE ECONOMIQUE 59

FIGURE 11 SYNTHESE DES APPROCHES METHODOLOGIQUES DE LA THEORIE DE LA BASE ECONOMIQUE 61

FIGURE 12 PROTOCOLE DE MESURE DE L'ECONOMIE RESIDENTIELLE : DE LA CAPTATION DES REVENUS A LEUR REDISTRIBUTION SUR LES TERRITOIRES 79

FIGURE 13 SYNTHESE DES INDICATEURS CHOISIS POUR LES DIFFERENTES TYPOLOGIES DES ESPACES RURAUX 99

FIGURE 14 COMPARAISON DES DIFFERENTES TYPOLOGIES DES ESPACES RURAUX DEPUIS 2003 103

FIGURE 15 DEUX APPROCHES DES ZONES D'INFLUENCE : LES BASSINS DE VIE ET LES AIRES D'INFLUENCE DES VILLES 105

FIGURE 16 LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES : UN TERRITOIRE PEU CONCERNE PAR LA PERIURBANISATION ECONOMIQUE 111

FIGURE 17 ANALYSE DE LA PRATIQUE ET DE L'APPROPRIATION DES CHEMINS RURAUX EN COMPARANT STRAVA ET OSM 136

FIGURE 18 SCHEMA DE LA PERCEPTION DE L'ECONOMIE RESIDENTIELLE PAR LE SYSTEME D'ACTEURS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES 158

FIGURE 19 SYNTHESE DES CALCULS DE LA BASE PRIVEE D'APRES LA METHODE DE MAGALI TALANDIER (2007) 174

FIGURE 20 SYNTHESE DES CALCULS DE LA BASE RESIDENTIELLE D'APRES LA METHODE DE MAGALI TALANDIER (2007)....176
FIGURE 21 SYNTHESE DES CALCULS ISSUS DE LA BASE PUBLIQUE D'APRES LA METHODE DE MAGALI TALANDIER (2007)....177
FIGURE 22 SYNTHESE DES CALCULS DE LA BASE PRODUCTIVE PRIVEE D'APRES LA METHODE DE MAGALI TALANDIER (2007)....179
FIGURE 23 RESUME DES ECHANTILLONS....212
FIGURE 24 FETE DES VOISINS A RELEVANT, PREAULT MARINE (2022)....213
FIGURE 25 EXTRAIT DU POST DANS UN GROUPE FACEBOOK D'HABITANTES HABITANTS DE CHATILLON-SUR-CHALARONNE....214
FIGURE 26 CONTRIBUTION DES DIFFERENTES COMPOSANTES AUX REVENUS ISSUS DE LA BASE RESIDENTIELLE : LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES....224
FIGURE 27 EXEMPLES DE CONTRIBUTIONS CONTRASTEES DES DIFFERENTS REVENUS AU SEIN LA BASE RESIDENTIELLE DES COMMUNES....226
FIGURE 28 POIDS DES COMPOSANTES DANS CHACUNE DES SIX CLASSES....227
FIGURE 29 COMMUNES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES SELON LEUR PROFIL RESIDENTIEL....227
FIGURE 30 COMPARAISON DE LA REPARTITION DES MENAGES SELON LEUR AGE ENTRE L'ENQUETE ESTER ET L'INSEE....233
FIGURE 31 COMPARAISON DE LA REPARTITION DES MENAGES SELON L'ANCIENNETE DANS LE LOGEMENT ENTRE L'ECHANTILLON ESTER ET LES DONNEES DE L'INSEE....233
FIGURE 32 REPARTITION DES REVENUS DEPENSES SELON LEUR BASE DE PROVENANCE....242
FIGURE 33 CONTRIBUTION DE CHAQUE SECTEUR AUX REVENUS EFFECTIVEMENT DEPENSES DE LA BASE RESIDENTIELLE....246
FIGURE 34 PROVENANCE DES REVENUS DEPENSES (LOGEMENT ET TRANSPORTS EXCLUS)....248
FIGURE 35 PART DES COMPOSANTES DANS LES DEPENSES DE LA BASE RESIDENTIELLE VERS LE SECTEUR DOMESTIQUE....259
FIGURE 36 CONTRIBUTION DES MENAGES AU SECTEUR DOMESTIQUE DES COMMUNES (PAR UNITE DE CONSOMMATION)....269
FIGURE 37 MONTANTS TOTAUX DE L'ENSEMBLE DES MENAGES DEPENSES MENSUELLEMENT SUR CHAQUE COMMUNE (N = 144)....278
FIGURE 38 GEOGRAPHIE DES MONTANTS DEPENSES PAR COMMUNE ENQUETEE.....281
FIGURE 39 EMPLOIS DES HABITANTES ET HABITANTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES A L'EXTERIEUR DU TERRITOIRE....283
FIGURE 40 POLARITES SITUEES A 15 MINUTES DES COMMUNES ENQUETEES....291
FIGURE 41 TYPES DE COMMERCES AUXQUELS LES MENAGES ONT RECOURS POUR LEURS ACHATS COURANTS, PAR COMMUNE D'ACHATS....292

FIGURE 42 REPARTITION DES FORMES ACTIVES LES PLUS FREQUENTES (AU MOINS 6 OCCURRENCES) POUR JUSTIFIER LE CHOIX DU SUPERMARCHE 293
FIGURE 43 DENDOGRAMME DES MOTIFS D'ACHAT AU SUPERMARCHE 294
FIGURE 44 LIEUX DE CONSOMMATION DES HABITANTES ET HABITANTS DE CHATENAY 300
FIGURE 45 MONTANTS DEPENSES PAR COMMUNE D'ACHAT DES MENAGES DE CONDEISSIAT 302
FIGURE 46 MONTANTS DEPENSES PAR COMMUNE D'ACHAT DES MENAGES DE MIONNAY 303
FIGURE 47 MONTANTS DEPENSES PAR COMMUNE D'ACHAT DES MENAGES DE MONTHIEUX 303
FIGURE 48 MONTANTS DEPENSES PAR COMMUNE D'ACHAT DES MENAGES DE CHATILLON-SUR-CHALARONNE 304
FIGURE 49 MONTANTS DEPENSES PAR COMMUNE D'ACHAT DES MENAGES DE RELEVANT 304
FIGURE 50 CARTOGRAPHIE DE SYNTHESE DES MONTANTS DEPENSES SUR UNE COMMUNE SITUEE SUR LE PARCOURS DU TRAJET DOMICILE-TRAVAIL 306
FIGURE 51 SYNTHESE DES LIEUX DE CONSOMMATION EN ACHATS DE PROXIMITE POUR CHAQUE COMMUNE ENQUETEE 307
FIGURE 52 CARTOGRAPHIE DES DEPENSES EXCEPTIONNELLES 312
FIGURE 53 LIEUX DES DEPENSES CONSACREES AUX LOISIRS 317
FIGURE 54 MONTANTS DEPENSES DANS LES PRATIQUES DE LOISIRS DANS LES MOYENNES ET GRANDES VILLES A PROXIMITE DE LA DOMBE 318
FIGURE 55 TYPES D'ACHAT EFFECTUES SUR INTERNET 321
FIGURE 56 PART DE LA CONSOMMATION DES MENAGES EFFECTUEE SUR INTERNET (HORS DRIVE) POUR CHAQUE COMMUNE 326
FIGURE 59 SYNTHESE DE L'ANALYSE EN COMPOSANTE PRINCIPALES DES CARACTERISTIQUES DES COMMUNES DE CONSOMMATION DES MENAGES ENQUETES 333
FIGURE 60 LA CLASSIFICATION ASCENDANTE HIERARCHIQUE: CINQ PROFILS DE POLARITE DES MENAGES DOMBISTES 335
FIGURE 61 CARTOGRAPHIE DES PROFILS DE COMMUNES IDENTIFIES PAR LA CAH 337
FIGURE 62 SYNTHESE DE L'ANALYSE EN COMPOSANTE PRINCIPALES DES CARACTERISTIQUES DES MENAGES ENQUETES 341
FIGURE 63 LA CLASSIFICATION ASCENDANTE HIERARCHIQUE: TROIS PROFILS DE POLARITE DES MENAGES 343
FIGURE 64 OCCURRENCES DES LIEUX DE CONSOMMATION EN PRODUITS LOCAUX MENTIONNES PAR LES MENAGES 380
FIGURE 65 FERME ET POINT DE VENTE DIRECTE D'UN MARAICHER A MONTHIEUX, 12/10/2022 382
FIGURE 66 GRAPHIQUE DES OCCURRENCES DES MENAGES TELETRAVAILLANT DANS LEUR REPONSE A LA QUESTION « POURQUOI TELETRAVAILLEZ-VOUS ? » GRAPHIQUE DE L'AUTRICE 392

FIGURE 67 OCCURRENCES DES REPONSES A LA QUESTION « PENSEZ-VOUS VIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE ? » N=338 407

FIGURE 68 OCCURENCES DES REPONSES A QUESTION "Y A-T-IL DES SPÉCIFICITÉS DOMBISTES AUXQUELLES VOUS ETES PARTICULIÈREMENT ATTACHÉ ?" N=183 407

FIGURE 69 SYNTHESE DES VARIABLES UTILISEES POUR L'ACM 411

FIGURE 70 RESULTATS DE L'ACM REALISEE SUR LES REPONSES A LA QUESTION « PENSEZ-VOUS VIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE ? » 413

FIGURE 71 RESULTATS DE L'ACM DES REPONSES A LA QUESTION « Y A-T-IL DES SPÉCIFICITÉS DOMBISTES AUXQUELLES VOUS ETES PARTICULIÈREMENT ATTACHÉ ? » 416

FIGURE 72 REPONSES CONCERNANT LA PERCEPTION DE CE QUI RELEVE DU LOCAL EN TERMES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE (N= 55)) ET EN RESTAURATION (N= 17) 419

FIGURE 73 OCCURRENCE DES MOTIFS DE CONSOMMATION LOCALE CONCERNANT L'ARTISANAT (N=155) 421

FIGURE 74 MAILLES HABITAT EFFECTIVES SUR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES 435

FIGURE 75 PROJETS MENTIONNES DANS L'ENTRETIEN AVEC L'ADJOINT A L'URBANISME DE MIONNAY 441

FIGURE 76 PART DES CPIS DANS LES COMMUNES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA DOMBES EN 2010, 2015, 2021 453

FIGURE 77 PANCARTE A L'ENTREE D'UN VILLAGE TEMOIGNANT DES REPRESENTATIONS RURALES DES VILLAGEOIS 455

FIGURE 78 REPARTITION DES PCS DANS L'ENSEMBLE DE L'ECHANTILLON ET PARMI LES MENAGES DECLARANT CONSOMMER DES PRODUITS LOCAUX 457

FIGURE 79 BOUTIQUE D'ARTISAN D'ART ET CONCEPT STORE A CHATILLON-SUR-CHALARONNE 458

FIGURE 80 QUALITE DOMBISTE APPRECIEE PAR LES MENAGES INSTALLES DEPUIS MOINS DE DEUX ANS SUR LA COMMUNE 460

FIGURE 81 MOTIFS D'ATTACHEMENT AU TERRITOIRE DES MENAGES INSTALLES DEPUIS MOINS DE DEUX ANS SUR LEUR COMMUNE DE RESIDENCE 460

FIGURE 82 VACANCE RESIDENTIELLE ET COMMERCIALE DANS LE CENTRE-BOURG DE CHATILLON-SUR-CHALARONNE 463

Suivre les revenus résidentiels : une approche par la consommation pour saisir l'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine

Mots-clés : économie résidentielle, théorie de la base, espaces ruraux, périurbain, épaississement territorial, consommation

Cette recherche étudie la manière dont les revenus de l'économie résidentielle sont captés par les secteurs domestiques des communes rurales sous influence métropolitaine. La démarche repart donc de la théorie de la base économique pour identifier ces revenus, puis mobilise des enquêtes budget-ménage pour saisir les lieux de consommation des ménages. Une approche plus qualitative, s'inscrivant dans la géographie sociale, permet de comprendre les facteurs et choix des ménages qui influencent la consommation des revenus de l'économie résidentielle. La thèse cherche ainsi à répondre à trois objectifs : arriver à une meilleure connaissance de la partie aval de l'économie résidentielle, observer comment les revenus sont remis en circulation, redessinant ainsi une géographie des pratiques de consommation et, enfin, approfondir la notion d'épaississement territorial des espaces ruraux sous influence métropolitaine via l'essor de leur secteur domestique.

Follow the residential income: a consumption-based approach to understanding the territorial thickening of rural areas under metropolitan influence

Key words : residential economy, base theory, rural areas, peri-urban areas, territorial thickening, consumption

This research examines how income from the residential economy is captured by domestic sectors in rural municipalities under metropolitan influence. The approach therefore starts from economic base theory to identify this income, then uses household budget surveys to identify where households consume. A more qualitative approach, based on social geography, helps to understand the factors and choices of households that influence the consumption of income from the residential economy. The thesis thus seeks to achieve three objectives: to gain a better understanding of the downstream part of the residential economy; to observe how income is put back into circulation, thereby redrawing a geography of consumption practices; and, finally, to explore the notion of territorial thickening of rural areas under metropolitan influence through the growth of their domestic sector.